



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

—

LIBRARIES



**BIBLIOTHEQUE
DES AUTEURS
ECCLESIASTIQUES**

**BIBLIOTHEQUE
DES AUTEURS
ECCLESIASTIQUES**



Dupin, Louis Ellics.

HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

DU
DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

TOME PREMIER.

A PARIS,
Chez ANDRÉ PRALARD, rue Saint Jacques,
à l'Occasion.

M DCC. XIV.
Avec Privilège & Approbation.

all rights reserved. No part of this publication
may be reproduced, stored in a retrieval system,
or transmitted, in any form or by any means,
electronic, mechanical, photocopying, recording,
or otherwise, without the prior permission of
Gregg International Publishers Limited

Complete set - S. B. N. - 0. 576. 72236. 7
This volume - S. B. N. - 0. 576. 72236. 8

AVERTISSEMENT.

L est difficile d'écrire l'Histoire des contestations Ecclesiastiques qui ont été agitées avec chaleur dans le dernier siècle & qui ne sont pas encore bien éteintes , sans s'attirer des accusations & des reproches. Les uns diront que l'on en a trop dit , les autres que l'on n'en a pas dit assez contre ceux qui ont eu tort. Quelques-uns souhaiteroient peut-être que l'on eût plus déclamé contre les erreurs condamnées , & d'autres qu'on eût plus épargné les Ouvrages & les Auteurs. On a bien senti en entreprenant cet Ouvrage , la difficulté qu'il y auroit de satisfaire tout le monde & de ne pas avoir d'adversaires. L'Auteur pour éviter qu'on ne lui pût rien reprocher avec fondement , a suivi dans l'exécution les regles suivantes , que personne ne peut désapprouver.

Premierement , il a établi l'état des questions controversées , le plus nette-

Hist. Eccl. du 17. S. Tom. I. a ij

AVERTISSEMENT.

ment , le plus précisément , & le plus simplement qu'il lui a été possible. 2°. Il a parlé des Ecrits faits de part & d'autre , & a donné des Extraits des principaux sans aucune prévention. 3°. Il a rapporté les faits publics & notoires sans sonder les cœurs ni les intentions des personnes. 4°. Il a eu grand soin de copier les jugemens qui ont été rendus soit par les Papes , soit par les Evêques , soit par les Princes , sur les Propositions & sur les Livres. 5°. Il s'est contenté de rejeter les erreurs condamnées , sans porter son jugement sur les opinions sur lesquelles l'Eglise n'a point encore prononcé , & qui sont agitées dans les Ecoles & soutenues de part & d'autre par des Theologiens Catholiques. 6°. Il a fait un recueil des Pieces originales, des Bulles des Papes, des décisions des Assemblées du Clergé, des Mandemens , des Ordonnances, des Lettres des Evêques, & des Censures des Facultez , qu'il a données toutes entieres de la maniere qu'elles ont été publiées. Après toutes ces précautions il espere que les gens équitables prendront en bonne part son travail , & que bien-loin d'en vouloir à l'Auteur , ils loueront sa sincerité & sa moderation. Comme il n'a fait, à l'exem-

AVERTISSEMENT.

ple de S. Hilaire , (dans son Traité des Synodes semblable à celui-ci) que copier les Actes originaux & faire des extraits des Livres qui ont paru , il peut dire avec ce Pere : Que s'il y a quelque chose dans cet « Ouvrage qui soit mauvais , on ne peut « lui imputer le mal qu'il contient , parce « qu'il n'en est que le Rapporteur & non pas « l'Auteur , & que ce qu'il y a d'orthodoxe « & de conforme à la doctrine Apostolique « doit faire honneur non à l'Interprete, mais « à l'Auteur. Que pour lui il ne fait que « rapporter fidèlement ce qui s'est fait , & « que c'est aux autres à juger de ce qui est « catholique ou de ce qui ne l'est pas. *In* « *quibus si quid vitiosè inesse intelligitur , ne-* « *mo mihi vitium potest assignare dictorum : in-* « *ternuntius enim sum non conditor. Si quid ve-* « *rò rectum atque ex doctrinis Apostolicis præ-* « *scriptum deprehenditur , nemo ambigit non in-* « *terpretantis in eo esse gloriam , sed Autoris.* « *Ego tamen quæ gesta sunt fideliter transmissi :* « *vos an catholica , an hæretica sint fidei ve-* « *stræ judicio comprobate.*



T A B L E
DES TITRES
DE
LA PREMIERE PARTIE
DE
L'HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
DU DIX-SEPTIÈME SIECLE.

CENSURES des Facultez de Theologie de Louvain & de Doüy sur des Propositions touchant la Prédestination, la Grace & le Libre arbitre ; avec les Ecrits pour & contre , pag. 1.

Affaire du Patriarche d'Aquilée , 2
Censures des Facultez de Louvain & de Doüy , 6

HISTOIRE de la Congregation DE AUXILIIS tenuë sous les Papes Clement VIII. & Paul V. où il est parlé du Livre de Molina , & des Ouvrages faits de part & d'autre dans le temps de cette dispute , 47

Contestations élevées en Espagne sur la Grace, ibid.
MOLINA , sa Vie & ses Ouvrages , 48

TABLE DES TITRES.

<i>Theses & contestations en Espagne touchant le livre & la doctrine de Molina ,</i>	67
<i>Livre de Molina & Propositions des Dominiquains , deferez à l'Inquisition d'Espagne ,</i>	69
<i>Brefs du Pape Clement VIII. pour imposer silence ,</i>	70
<i>Renouvellement des disputes ,</i>	73
<i>Ordre du Roy d'Espagne pour les appaiser ,</i>	ibid.
<i>Permission du Pape de disputer sur ces matieres dans les Ecoles ,</i>	75
<i>Congregations DE AUXILIIS sous le Pape Clement VIII.</i>	77
<i>Mort de Clement VIII.</i>	134
<i>Congregations DE AUXILIIS sous le Pape Paul V.</i>	ibid.
<i>Decret du Pape ,</i>	155
THOMAS DE LEMOS ,	158
DIDACE ALVAREZ ,	176
<i>HISTOIRE de l'Interdit de Venise fulminé par le Pape Paul V.</i>	188
<i>DES Ecrits faits de part & d'autre sur l'Interdit de Venise ,</i>	212
<i>Ecrits sur l'Interdit de Venise ,</i>	ibid.
PIERRE-PAUL SARPI , vulgairement FRA-PAOLO , de l'Ordre des Servites ,	271
GUILLAUME & JEAN BARCLAI , pere & fils ; & des Ouvrages composez par eux , ou contre eux , sur la Souveraineté de	

TABLE

<i>la puissance temporelle des Rois ,</i>	330
<i>Guillaume Barclai ,</i>	ibid.
<i>Jean Barclai ,</i>	348
<i>ARTICLE de la Chambre du Tiers-Etat des Etats tenus à Paris en 1614.</i>	360
<i>CONTESTATIONS & Ecrits sur le Serment d'Angleterre ,</i>	365
<i>EDMOND RICHER; ses livres , & tout ce qui s'est passé en France sur son sujet ,</i>	377
<i>SIMON VIGOR ,</i>	426
<i>DIVERSES Censures de la Faculté de Theologie de Paris faites au commencement du siècle , principalement sur l'autorité des Rois & de la Hierarchie ,</i>	435
<i>Censures de la Faculté de Paris ,</i>	ibid.
<i>Renouvellement du Decret de 1413. contre les par- ricides des Rois ,</i>	idib.
<i>Arrêt contre le Livre de Mariana ,</i>	436
<i>Jugement de la Faculté touchant le Livre de Ma- riana ,</i>	437
<i>Arrêt contre un Livre de Bellarmin ,</i>	438
<i>Censure de Sermons ,</i>	ibid.
<i>Censure du Livre de Becan ,</i>	440
<i>Censure du Livre d'Antoine de Dominis ,</i>	441
<i>Censure de l'admonition & des mysteres politiques ,</i>	453
<i>Censure du Livre de Santarel ,</i>	454

DES TITRES.

HISTOIRE des contestations entre l'Evêque de Chalcedoine Délégué au S. Siège Apostolique en Angleterre, & quelques Réguliers d'Angleterre.

LES Ecrits faits sur ce sujet ; la Lettre du Clergé de France, & le Jugement de la Faculté de Theologie de Paris touchant ces Ecrits.

LES Ouvrages de Petrus Aurelius, de Nicolas le Maître, de François Hallier, & de leurs adversaires sur cette contestation ; & les Ecrits de Petrus Aurelius & du Pere Sirmond sur le Canon du premier Concile d'Orange, 469

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Réguliers, ibid.

TRAITEZ des Libertez de l'Eglise Gallicane, & autres Ouvrages de Messieurs DU PUY, 574

TRAITE d'OPTATUS GALLUS, & Ecrits faits contre ce Livre, 624

FRANÇOIS HALLIER, Evêque de Cavaillon, 646

LOUIS CELLOT Jesuite, 663

Fin de la Table des Titres de la premiere Partie.

A P P R O B A T I O N.

JA Y lû par ordre de Monseigneur le Chancelier un Ouvrage qui a pour titre : *L'Histoire Ecclesiastique du dix-septième Siecle, &c.* C'est un Recueil curieux , tant des sentimens & des disputes theologiques de plusieurs Ecrivains de ce tems-là , que d'un très-grand nombre de Pieces & d'Actes concernans en general l'Histoire universelle de l'Eglise , & en particulier la condamnation des erreurs du siecle passé contre la foy & la morale chrétienne. L'Auteur m'a paru décrire les faits & les contestations en simple Historien , faisant profession de ne prendre aucun parti , & de laisser à son Lecteur la liberté d'en user suivant ses vûes & ses reflexions. Je n'ai rien remarqué dans sa narration de contraire à la verité. Je condamne toutes les erreurs & les heresies qu'il rapporte de la même maniere que l'Eglise les condamne : & en attendant son jugement sur les opinions encore contestées , pour le suivre inviolablement , je ne veux être responsable ni garant d'aucunes. Fait à Paris le 13. de Juin 1714.

Signé , ANQUETIL.

HISTOIRE

HISTOIRE
ECCLESIASTIQUE
D U

DIX-SEPTIÈME SIECLE.



CENSURES DES FACULTEZ
de Theologie de Louvain & de Douay, sur des
Propositions touchant la Prédestination, la
Grace, & le Libre-arbitre:

AVEC LES ECRITS POUR ET CONTRE.



ES sentimens des Theologiens ont
toujours été assez partagez sur les
Questions de la Prédestination, de la
Grace, & du Libre-arbitre ; mais
cette division n'a jamais tant éclaté que depuis
la fin du seizième Siecle de l'Eglise. Le Con-
cile de Trente avoit sagement évité de pronon-
cer sur les différentes opinions des Theologiens
Hist. Ec. du 17. Siec. Tome I. **A**

2 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

touchant ces matieres , & même en prononçant sur les Dogmes de la Foi , avoit pris toutes les précautions possibles pour ne donner atteinte à aucun des sentimens reçûs dans les Ecoles ; voulant laisser une entiere liberté aux Theologiens de soutenir leurs opinions , & craignant de leur donner occasion de s'accuser mutuellement d'heresie.

*Affaire
du Patri-
arche
d'Aqui-
lée.*

Ce Concile avoit eu neantmoins lieu d'entrer dans ces Questions , s'il l'eût jugé à propos à l'occasion d'une affaire dont on a differé à parler ici, quoiqu'elle appartienne à l'histoire du Concile de Trente. Jean Grimani Patriarche d'Aquilée , étant à Venise en 1549 , fut averti par son grand Vicaire à Udine , que Frere Leonard d'Udine , de l'Ordre des Freres Prêcheurs , avoit avancé dans une de ses Prédications quelques Propositions touchant la Prédestination , qui avoient scandalisé l'Assemblée & le peuple ; & on en marquoit en particulier, deux qui paroissoient les plus hardies. La premiere , *Celui que Dieu a prédestiné ne peut être damné , parce que dans quelques pechez qu'il tombe , Dieu l'en délivre , étant nécessaire qu'il obtienne un jour le salut.* La seconde , *L'élection & la prédestination sont d'une telle nécessité , que nôtre salut & nôtre damnation ne dépendent point de nôtre volonté , ni de nôtre liberté.* Le Patriarche d'Aquilée fit réponse à son grand Vicaire par une lettre du 17 Avril , dans laquelle il déclare nettement , *qu'il est obligé de reconnoître que la Proposition du Prédicateur qui a causé du scandale est vraie , & Catholique : Qu'un Prédestiné ne peut être damné , & qu'un Reprouvé ne peut être sauvé.* Pour le prouver , il

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE, 3

entreprend de montrer que la Prédestination & la Reprobation viennent de Dieu seul. 2. Que son effet ne peut être empêché, ni de la part de Dieu, ni de la nôtre, ni de celle du Demon. Il allegue des passages de l'Ecriture sainte, & de saint Augustin, pour établir ces deux points. Il fit encore depuis un Traité plus ample sur la même matiere. Cette Lettre & le Traité furent publiez dans son Diocese sans que personne y trouvât à redire, jusqu'à l'an 1560 que ses ennemis, pour empêcher qu'il ne fût nommé Cardinal par Pie IV. défererent sa Lettre au Tribunal de l'Inquisition, comme contenant les erreurs des Lutheriens & des Calvinistes sur la Prédestination, & sur la Grace. Il étoit à Rome quand cette tempête s'éleva contre lui ; il se jeta aux pieds du Pape, lui exposa sa doctrine, presenta sa Lettre & son Traité. Le Pape voulant qu'il fût absous pour pouvoir lui donner le chapeau de Cardinal que la Republique de Venise demandoit pour lui, fit tenir promptement une Assemblée la veille du jour qu'il devoit y avoir Consistoire pour la promotion des Cardinaux. Le Patriarche y comparut, & défendit sa Lettre ; mais comme l'usage de ce Tribunal est de tirer les choses en longueur, il ne jugea pas que le Patriarche se fût entierement justifié. La promotion des Cardinaux se fit le 26 Février 1561. Grimani ne fut point du nombre de ceux qui furent declarez Cardinaux, quoique, selon les Historiens de Venise, le Pape eût resolu de lui donner cette dignité, & même selon d'autres, promit de la lui donner aussi-tôt qu'il se seroit pleinement justifié. Dans cette esperance Grimani

*Affaire
du Patri-
arche
d'Aqui-
lée.*

*Affaire
du Patri-
arche.
d'Aqui-
tée.*

4 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

poursuivit le jugement de son affaire : il fit une Apologie de sa Lettre , & demanda que la chose fût jugée par le Pape. L'affaire fut renvoyée au Tribunal de l'Inquisition. On y examina sept Propositions tirées de la Lettre du Patriarche.

1. *La Prédestination vient de Dieu seul.*
2. *La Prédestination dépend seulement des libres promesses de Dieu.*
3. *Un Prédestiné ne peut être damné, ni un Reprouvé sauvé.*
4. *Dieu ne regarde jamais les Reprouvez des yeux de sa miséricorde.*
5. *Le Diable ne peut prévaloir contre le nombre déterminé des Elûs.*
6. *Dans l'affaire du salut il faut tout attribuer à Dieu.*
7. *Le Libre-arbitre ne sert de rien aux Reprouvez pour obtenir le salut.*

On commença à examiner cette matiere en Congregation l'onzième de Decembre 1561. Tous les Consultants furent d'avis que les trois premieres Propositions ne méritoient aucune censure. Le plus grand nombre porta le même jugement des quatre autres ; mais quelques-uns y trouverent de la difficulté , & crurent qu'elles pouvoient être soupçonnées d'erreur. Il semble sur cela que Grimani dût être absous par ce jugement , puisque la pluralité des suffrages étoit pour lui. Neantmoins l'affaire paroissant délicate dans un temps où le moindre soupçon de Calvinisme tenoit lieu de crime , Pie IV. voulut que la chose passât par un nouvel examen. Grimani le sollicita ; mais voyant qu'on différoit toujours , il se retira de Rome au bout de quatre mois pour aller vers Naples , d'où il fut mandé par le Senat à Venise , où il se rendit en poste. Le bruit courut aussi-tôt à Rome qu'il s'étoit retiré pour décliner le jugement du Pape , & qu'il vouloit porter son affaire

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

au Concile de Trente. Pie IV. écrivit à ses Legats d'empêcher que le Concile n'en prît connoissance : Grimani ne voulant pas choquer le Pape, ne s'y adressa pas aussi directement ; mais le Senat de Venise, l'empêcha de comparoître à Rome, & demanda au Pape de renvoyer lui-même cette affaire au Concile. Sa Sainteté l'accorda enfin, & fit donner toutes les pieces du procès aux Cardinaux Moron & Navager, qu'il envoya en qualité de Legats au Concile, leur declarant qu'il vouloit que le Concile prît connoissance de cette affaire, & la jugeât. Grimani se rendit à Trente au mois de Juin de l'an 1563. Il alla trouver les Legats accompagné de vingt Prélats. Les Ambassadeurs de la Republique sollicitèrent le jugement de son affaire. Quoique Moron & Navager assurassent le Concile, que le Pape consentoit qu'il prît connoissance de l'affaire de Grimani, les Peres ne jugerent pas à propos de commencer qu'ils n'eussent un rescrit du Pape. Pie IV. leur adressa un Bref le trois Juillet, par lequel il leur declara qu'il consentoit, & même vouloit que la cause du Patriarche d'Aquilée fût terminée par le jugement du Concile ; qu'il laissoit aux Ambassadeurs de Venise le choix de la faire juger par les suffrages des Peres de tout le Concile, ou par leurs Députez qui seroient commis à cet effet ; témoignant neantmoins qu'il croioit que la dernière voie étoit plus à propos, pourvû qu'on choisît pour cette députation les plus habiles Theologiens de toutes les Nations, sans mettre du nombre aucun des Vénitiens, ni de ceux qui avoient déjà ouvert leurs sentimens sur ce sujet à Rome. Le Concile

*Affaire
du Patriarche
d'Aquilée.*

*Affaire
du Patri-
arche
d'Aqui-
lée.*

§ HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

suivit aussi cette forme , & nomma vingt-sept Deputez pour connoître de cette affaire , & la terminer ; sçavoir , les Cardinaux de Lorraine , & Madruce , les Evêques de Prague , des cinq-Eglises , d'Aimelia , & d'Augsbourg , qui avoient la qualité d'Ambassadeurs , les Archevêques de Grenade , de Brague , & de Reggio , les Evêques d'Evreux , de Scez , de Segovie , de Madere , d'Alcric , d'Arras , de Campanie , de Chiesi , d'Ypres , de Namur , de Leon , de Tortose , l'Abbé de Clairvaux , & deux autres , l'un Espagnol , & l'autre Flamand , & le General des Augustins. Ces Deputez , après avoir travaillé en particulier pendant vingt - quatre jours à l'examen de la Lettre du Patriarche Grimani , & de l'Apologie qu'il avoit faite pour répondre aux objections , s'assemblerent le treizième jour d'Aoust , & conclurent que *cette Lettre & cette Apologie n'étoient ni heretiques , ni suspectes d'heresies , & qu'on ne pouvoit pas les declarer scandaleuses en ce sens. Qu'il ne falloit pas neantmoins les divulguer à cause de quelques questions difficiles qui n'y étoient pas traitées & expliquées avec assez d'exaëtitude.* Ce jugement fut envoié à Rome par les Legats du Pape , & les Ambassadeurs de Venise le firent sçavoir en même temps au Senat.

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douay.*

On a parlé dans le Siecle précédent des contestations survenuës à l'occasion des Ecrits de Baius , dont plusieurs concernoient les matieres de la Grace , des Bulles données par les Papes Pic V. & Gregoire XII. contre soixante & seize Propositions qui sont aussi la plûpart sur ces matieres , & de ce qui fut fait sur ce sujet dans la Faculté de Louvain ; jusqu'à la Censure

des Ecrits des Jesuites dont nous allons faire l'histoire.

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

Les Jesuites enseignoient publiquement la Theologie dans leur College de Louvain. Leonard Lessius nouvellement revenu de Rome où il avoit étudié sous Suarez & Hamelius leurs Professeurs, enseigna vers l'an 1586. des sentimens sur la Prédestination & sur la Grace, differens de ceux qui étoient alors communs dans l'Ecole de Louvain. Cette doctrine renouvela les contestations, & excita des divisions & des partialitez ; & même des querelles entre les Ecoliers des Jesuites & ceux des autres Professeurs de l'Université de Louvain. La Faculté de Theologie de Louvain aiant été informée de ce qui avoit été enseigné dans les Colleges des Jesuites, & des troubles qui avoient suivi, crut qu'elle devoit faire examiner les Ecrits des Jesuites. Elle nomma l'année suivante des Docteurs pour les lire exactement, pour en faire leur rapport à l'Assemblée ; ils le firent, & lûrent en presence de tous les Docteurs ce qu'ils avoient trouvé de blâmable dans ces Ecrits. La Faculté ordonna que l'on presenteroit aux Jesuites les principaux articles, pour sçavoir d'eux s'ils les reconnoissoient ; s'il n'y avoit point quelques fautes de Copistes dans les cahiers ; si l'on ne s'étoit pas mépris en prenant mal leur sens ; s'il n'y avoit point d'obscurité dans leurs Propositions ; & s'ils ne s'étoient point servi d'expressions peu exactes, afin qu'ils eussent le moyen d'éclaircir, de corriger, ou d'expliquer plus au long ce qu'ils avoient avancé. Ces Propositions aiant été communiquées à Lessius, il reconnut qu'elles étoient ti-

8 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

ées de ses Ecrits , mais prétendit qu'elles étoient tronquées , & qu'étant hors de leur place , il étoit difficile que les Lecteurs pussent bien comprendre à quelle occasion , & pourquoi elles avoient été avancées. Ainsi pour s'expliquer plus clairement il dressa trente-quatre Propositions concernant la doctrine sur la Prédestination & la Reprobation , qu'il presenta à la Faculté de Louvain le 15 Mai 1587 , & demanda qu'elle voulût bien députer deux Docteurs , afin qu'il pût conferer avec eux en presence d'Arbitres , & s'expliquer sur les Propositions dont il s'agissoit. La Faculté de Theologie de Louvain ne jugea pas à propos d'entrer en conference sur les nouvelles Propositions de Lessius , & s'en tenant à celles que l'on avoit extraites , demanda qu'on lui remit la copie qui en avoit été donnée aux Jesuites avec leur declaration. Le Provincial la remit entre les mains de Cuickius , apostillée de la main de Lessius , qui avoit seulement changé quelques mots , & inseré en quelques endroits des gloses & des observations pour les appuyer. Après cela la Faculté fit dresser un projet de Censure de ces Propositions par Henri Gravius ; elle fut rapportée à l'Assemblée , & ensuite examinée *per manus* , c'est-à-dire , par chaque Docteur , qui eut tour à tour entre ses mains les Ecrits des Professeurs , & la Censure de leurs Propositions. Tous les Docteurs aiant approuvé cette Censure , & la Faculté en corps l'aïant arrêtée & confirmée dans toutes les formes ordinaires , il fut résolu que l'on en feroit deux copies , dont l'une demeureroit dans les Archives , & l'autre seroit envoyée , comme elle le fut en effet , par le Bedeau

de l'Université au Recteur des Jésuites , pour être communiquée aux Professeurs. C'est ce qui fut exécuté le neuvième de Septembre 1587. Le 20 du même mois il fut aussi résolu d'en envoyer des copies à l'Archevêque de Malines , & aux Evêques de Ruremonde , d'Ypres , de Bosseduc , d'Arras , de Namur , & à l'Evêque nommé de S. Omer. Le dernier Octobre on ordonna qu'on en enverroit à l'Archevêque de Cambrai , & aux Universitez de Paris & de Douai. On en envoya encore au commencement de Janvier de l'année suivante aux autres Evêques des Pais-Bas , même aux Sieges vacants. Les Archevêques de Cambrai & de Malines , & l'Evêque de Gand , adressèrent les Propositions censurées par la Faculté de Theologie de Louvain , à celle de Douai , qui en fit une Censure encore plus forte ; elle fut dressée par Estius , & publiée par ordre de cette Faculté le 20 Janvier 1588.

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

Les Jésuites de leur côté envoierent à Rome à leur General la Censure de Louvain , avec la réponse qu'ils y avoient faite ; & Lessius se plaignit par une lettre écrite à son Provincial , que les Docteurs de Louvain , 1. imputoient aux Jésuites de Louvain bien des choses qui étoient fausses. 2. Qu'ils les avoient condamnez sans les entendre , & n'avoient pas bien pris le sens de plusieurs de leurs Propositions. 3. Qu'ils avoient censuré des Propositions qui leur étoient communes avec plusieurs Docteurs de la Faculté de Louvain , comme Ruard-Tapper , Driedo , Cuneus-Petri , Rithovius Evêque d'Ypres , & le Pape Adrien VI.

L'Archevêque de Malines aiant reçu les Cen-

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

10 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Les Facultez de Theologie de Louvain & de Douai , & vû la lettre de Lessius , écrivit le cinquième Février 1588 au Recteur & aux Professeurs en Theologie du College des Jesuites de Louvain , que si la Faculté s'étoit trompée dans l'examen de leurs propositions , ou qu'elle eût mal pris leur sentiment , ils fissent connoître en quoi elle s'étoit méprise , qu'ils s'expliquassent plus clairement , & qu'ils montrassent les points sur lesquels les nouveaux Professeurs de Louvain s'étoient éloignez de la doctrine de leurs Prédecesseurs. Le Recteur des Jesuites de Louvain en faisant réponse à cet Archevêque , lui envoya un memoire dans lequel ils réduisoient leur doctrine à six Propositions , auxquelles ils opposoient six autres Propositions qu'ils attribuoient aux Docteurs de Louvain , comme tirées de la Censure ou des Ecrits qu'ils avoient dictéz. Ils rapportoient six reproches qu'ils prétendoient que les Docteurs leur avoient fait injustement ; & marquoient en particulier quatre Propositions censurées , dont ils soutenoient que les Docteurs de Louvain n'avoient pas bien pris le sens. Ils joignirent à ce Memoire une lettre de Michel Baius , écrite contre eux au Recteur de Louvain , avec des notes marginales sur les choses qu'ils prétendoient leur être faussement imputées par ce Docteur. Le Recteur écrivit encore deux autres lettres à cet Archevêque , l'une du 2 Mars , par laquelle il le prioit de leur procurer une conference avec deux Docteurs de Louvain , en presence d'Arbitres & de Notaires , pour éclaircir cette contestation , & informer pleinement le Saint Siege ; la seconde du 20 du même mois,

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. II

en lui envoyant l'Apologie de Lessius contre la Censure de Louvain, avec quelques notes sur celle de Douai.

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

Nonobstant tout cela les Archevêques de Malines & de Cambrai se dispoſoient à aſſembler des Conciles Provinciaux, pour y examiner les propositions cenſurées par les Facultez de Louvain & de Douai, & tâcher de terminer ce différent. Mais Octave Frangipani Evêque de Cagliari, & Nonce du Pape dans les Pais-Bas, & en Allemagne, écrivit à ces deux Prélats de ne rien entreprendre, & qu'il falloit reſerver au Saint Siege le jugement de cette conteſtation. L'Archevêque de Malines le fit ſçavoir au Recteur du College des Jeſuites de Louvain; & lui manda en même temps qu'il étoit à propos que l'Apologie de Lessius fût communiquée à la Faculté de Louvain, afin qu'elle y fit réponſe ſi elle le jugeoit à propos, & qu'ils envoiaſſent le tout au Pape pour en juger. Il ajouta que c'étoit le moien qu'il avoit propoſé, & que la Faculté de Louvain n'avoit pas voulu accepter. Le Nonce exhorta de ſon côté la Faculté de Louvain de laiſſer les choſes en l'état où elles étoient, & d'attendre le jugement du Saint Siege; & avertit les Jeſuites de ſe tenir en repos, & d'empêcher que ces diſputes ne ſortiſſent hors de leur Ecole. Il envoia en même temps à Rome les propoſitions qui faiſoient le ſujet de la conteſtation, & écrivit au Cardinal Montalte ſur cette affaire, afin qu'il en conferât avec le Pape. La plûpart des Evêques, des Chapitres, & des Theologiens de Flandres étoient pour la Censure; cependant Paul Evêque de Middelbourg, diſciple de Ruard-

12 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

Tapper , se declara fortement pour les sentimens des Jesuites. Lævnius-Torrentius Evêque d'Anvers, l'Evêque élu à Tournai, & un Cordelier Evêque suffragant de Cambrai , leur furent aussi favorables. Lindanus Evêque de Ruremonde , sollicité par Paul de Middelbourg , rabbatit un peu de son premier feu. Et entre les Theologiens Thomas Stapleton Docteur de Douai, & Jacques Tsontelius Doien de Sainte Marie de Courtrai, prirent ouvertement le parti des Jesuites. Jean Lens fit un écrit contre les six Propositions ou Antitheses de Lessius , auquel ce Jesuite fit une réponse. Pendant que ces choses se passoient en Flandres , le Provincial des Jesuites de la Province du Rhin , se fit envoyer les six Antitheses ou Propositions de Lessius , contraires à celles des Docteurs de Louvain , & les presenta aux Docteurs des Facultez de Theologie de Maïence & de Treves , qui sur ce simple exposé , declarerent que les six Propositions des Jesuites pouvoient être soutenues aussi-bien que celles des Docteurs de Louvain. La Faculté d'Ingolstad declara encore plus positivement ce qu'elle pensoit des Propositions de Lessius ; approuva formellement les cinq premieres Propositions , & jugea que la derniere étoit probable. Le Docteur Cuickius écrivit à la Faculté de Maïence, pour se plaindre du jugement qu'elle avoit porté sur les Propositions de Lessius , sans avoir vû la Censure ; & Thyreus Doien de cette Faculté lui fit réponse , qu'ils n'avoient porté leur jugement que sur les Dogmes qui leur avoient été exposez par les Professeurs des Jesuites ; & que s'ils avoient été mal informez , cela ne pourroit porter préjudice à la Faculté de Louvain.

Aussi-tôt que le Pape fut informé du différent survenu dans les Pais-Bas , entre l'Université de Louvain & les Jesuites , il écrivit à son Nonce (avant même que d'en avoir reçu par lui le détail) un Bref du 15 Avril 1588 , par lequel il lui donnoit ordre de se transporter incessamment à Louvain , & de faire tous ses efforts pour étouffer entièrement ces contestations ; & s'il n'en pouvoit venir à bout , de leur imposer silence jusqu'à ce que le Saint Siege eût décidé ces contestations , dont le jugement appartenoit uniquement au Saint Siege. Qu'à cet effet ils eussent à lui remettre les écrits qui contenoient ces disputes , afin qu'il les envoiât à Rome ; & que s'ils ne vouloient pas se rendre à ses avertissements , il lui donnoit pouvoir de les y contraindre par les voies d'excommunication & de censures , & même d'employer à cet effet le secours du bras seculier. Le Pape envoya en même temps un Bref à l'Archevêque de Malines , & un à la Faculté de Louvain sur le même sujet. Le Nonce reçut à Cologne le Bref qui lui étoit adressé , avec une lettre du Cardinal de Sainte Severine. Il en partit aussi-tôt pour se rendre à Louvain , & y arriva le 22 Juin. Après avoir communiqué avec l'Archevêque de Malines , il convoqua les Docteurs de la Faculté de Theologie de Louvain au College d'Anvers où il étoit logé ; ils s'y trouverent au nombre d'onze ; sçavoir, Michel Baius, Corneille Reineri, François-Pierre Bacheri, Henri Gravius , Jean Lens, Gilles Wallius , Aubert Everaert , Henri Cuickius , Jean Clarius , Jacques Baius , & Samuel Loyaert. Le Nonce leur expliqua la commission qu'il

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

*nsures
Facult.
de
vain
de
vni.*

14 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

avoit du Pape dans cette affaire. Les Docteurs parurent disposez à lui obéir. Il manda les Peres de la Societé de Jesus, à qui il fit aussi sçavoir les ordres qu'il avoit reçus du Pape, & demanda aux uns & aux autres les écrits qu'ils jugeroient necessaires pour la défense de leur cause ; afin qu'il les envoiât à Rome où la cause devoit être jugée. La Faculté de Louvain presenta d'abord les propositions censurées, & demanda que les Jesuites fussent obligez de declarer ce qu'ils en pensoient ; s'ils les reconnoissoient, & s'ils persistoient à les soutenir. Les Jesuites produisirent de leur côté leurs Antitheses, & les Apologies qu'ils avoient faites de leurs Propositions, contre les Censures de Louvain & de Douai. La Faculté en aiant eu communication, y fit faire une réponse par Gravius, & par Lenseus qu'ils avoient deputez pour cette affaire. Cette piece intitulée : *Justification ou Défense de la Censure*, fut lûe par tous les Docteurs en particulier, approuvée d'un consentement unanime, scellée du sceau de la Faculté, signée par son Greffier, & présentée au Nonce le trois de Septembre 1588. Le Nonce la communiqua aux Jesuites, qui y firent une nouvelle réponse le 17 Octobre, ou le 19 Novembre de la même année.

Quoique les Parties témoignassent beaucoup de soumission aux ordres du Nonce, ces Questions ne laisserent pas de s'agiter avec chaleur, non seulement dans les Leçons & dans les Disputes publiques, mais même dans les Sermons des Prédicateurs qui déclamerent les uns contre les autres, au grand scandale du peuple. C'est pourquoi le Nonce se crut obligé de faire un decret, par lequel il dé-

fendit de traiter , de parler , & de disputer de ces matieres ; enforte que l'on entreprît de condamner de part & d'autre les propositions contestées , comme heretiques, suspectes, offensives, perilleuses , & d'accuser ceux qui les défendoient , d'heresie , ou de soupçon d'heresie, jusqu'à ce que le Saint Siege en eût porté son jugement. Il donna ce decret le 10 de Juillet 1588 , & le fit publier & afficher à Louvain. Le 29 Novembre il fit venir les Docteurs de Louvain & les Jesuites , les exhorta d'observer son decret , de demeurer dans le silence , & de vivre en bonne intelligence jusqu'à ce que le Saint Siege eût fait une décision touchant cette matiere sur les écrits de part & d'autre , qu'il devoit bien-tôt envoyer au Pape : les uns & les autres promirent d'obéir , & de faire leur possible afin qu'il n'y eût plus à l'avenir de semblables contestations entre eux. Le Pape fut fort content de cette soumission , & fit exhorter les Docteurs de Louvain par le Cardinal de Montalte , de conserver dans les Pais-Bas la paix entre les Theologiens Catholiques ; mais il ne jugea point le fonds de la contestation qui demeura comme enseveli dans le silence.

Le Decret du Nonce , qui ne regardoit que la Censure de Louvain , fut aussi envoyé à Douai , & y fut publié & affiché , quoiqu'avec moins de solemnité ; mais il n'y fut pas si religieusement observé : car d'un côté le Jesuite Deckerus , & quelques autres , enseignèrent publiquement que la doctrine de la Faculté de Douai n'étoit pas differente de celle de Calvin ; & d'autre côté les Theologiens de la Faculté continuerent de qualifier les propositions des Jesuites de la

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

de leur reglement sur la Doctrine , qu'ils s'abstiendront d'enseigner , & de ces opinions qui peuvent offenser les Eglises dans un pais , quoiqu'on les enseignent ailleurs , n'enseigneroient rien dans l'Université de Douai touchant la Prédestination & la Grace qui fût contraire à la Doctrine de l'Eglise & de l'Université , jusqu'à ce que les Questions ne fussent élevées sur ces matieres , eussent été approuvées par le Saint Siege. Cet accord fut fait le 10 Mars de Février de l'an 1591 , par quatre Docteurs de Douai , & par trois Jesuites , qui consentirent neantmoins qu'ils ne consentoient à l'accommodement , qu'à condition qu'il ne fût pas désapprouvé par leurs Superieurs. Mais on les obligea de montrer le désaveu par un acte en bonne forme , à l'Ordinaire du lieu.

Cette convention étoit beaucoup plus avantageuse aux Jesuites que le decret du Concile de Trente. Le decret défendoit également aux uns & aux autres de disputer de ces matieres , ou leur donnoit une égale liberté d'en traiter , avec les défenses de s'accuser mutuellement d'erreur & d'heresie. Par l'accommodement il étoit permis aux Docteurs de Douai d'enseigner leur doctrine de la

Pere Olivier Manarée, Provincial des Jesuites des Pais-bas, écrivoit à l'Evêque d'Arras, que ses Theologiens n'étoient point obligez d'observer cet accommodement, & manda au Recteur & aux Professeurs de leur College de Douai, de se conformer au Decret du Nonce, & d'user de la liberté qu'il leur donnoit d'enseigner leurs opinions. Les Docteurs de Douai s'en plaignirent aux Evêques de Cambrai, de Tournai, & d'Arras. Ce dernier fit venir le Recteur des Jesuites, & lui demanda pourquoi il ne faisoit pas observer les conditions de l'accommodement ? Ce Pere lui répondit, que leur Provincial les avoit dispensez d'observer la convention, & leur avoit ordonné de s'en tenir au Mandement du Nonce. L'Evêque lui repliqua, que l'ordre du Provincial n'étoit pas suffisant, qu'il en falloit un du General, & que le Decret du Nonce n'avoit pas été publié à Douai ; & en consequence il ordonna que l'accommodement fait le 15 de Février seroit executé. Le Provincial appella de ce jugement au Saint Siege, par Acte passé pardevant un Notaire le 17 Juin 1591 ; & fit porter cet Acte à l'Evêque d'Arras, avec une Lettre dans laquelle il expliquoit les raisons pour lesquelles il avoit déclaré nulle la convention qui avoit été faite, & disoit qu'il avoit reçu une Lettre de son General du 13 de Mai, par laquelle il improuvoit la convention, & ordonnoit qu'on s'en tint au Decret du Nonce. L'Evêque d'Arras n'ayant point d'égard à cet appel, ni au Decret du Nonce, les Jesuites s'adresserent à la Cour de Bruxelles, d'où il vint un ordre adressé au Recteur de l'Université de Douai, de

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

isures
acul-
de
vain
de
ai.

18 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

publier à Douai le Decret fait par le Nonce pour l'Université de Louvain ; il le fit le 8 Juillet , mais sans observer les formalitez ordinaires ; car il ne le fit point publier , à ce qu'on prétend , dans les Ecoles de Theologie , ni afficher à leur porte , mais seulement lire dans le Refectoire des Dominiquains , & afficher derriere la chaire dans un lieu où il ne pouvoit être vû. Quoiqu'il en soit , les Docteurs de Louvain continuerent de prétendre qu'on devoit s'en tenir à la convention qui avoit été faite , & signée de part & d'autre. Le Nonce étant averti du peu de cas que l'on faisoit à Douai de son Decret , écrivit sur ce sujet au Cardinal Sfondrate ; & en même temps l'Evêque de Middelbourg , (Jean Strenius) qui avoit fort à cœur la cause des Jesuites , écrivit au Pape Gregoire X I V. qui avoit succédé à Sixte V. pour prier Sa Sainteté de juger ce different , afin de mettre fin aux contestations qui s'augmentoient tous les jours. Le Cardinal de Sainte Severine répondit au nom de Sa Sainteté , qu'il falloit attendre encore quelque temps ; & cependant ordonna au Nonce d'envoier une personne d'autorité à Douai , pour imposer silence aux deux partis , comme il avoit fait à Louvain. Le Nonce fit là dessus un nouveau Mandement le 28 de Juin de l'an 1591 , adressé aux Evêques des Pais-bas & d'Allemagne , dans lequel il renouvelle le Decret donné pour la Faculté de Theologie de Louvain , déclarant qu'il est veritablement de lui , & qu'il oblige ceux de Douai comme ceux de Louvain ; & ordonne que nonobstant l'accommodement fait par les Evêques de Tournai & d'Arras à Douai : son Decret sera executé selon

la forme & teneur , faisant les mêmes défenses à la Faculté de Theologie de Douai , que l'on avoit faites aux Peres de la Societé de Jesus , de traiter de ces matieres , ou du moins laissant aux uns & aux autres la liberté d'enseigner leurs opinions , en demeurant dans les termes de la modestie chrétienne pour découvrir la verité , & en s'abstenant d'invectives , d'injures , & de notes , jusqu'à ce que ces questions eussent été décidées par le Saint Siege. Il ordonna que ce Decret seroit affiché sur les Chaires de Theologie , & y demeureroit affiché pendant quelques jours. Ce Decret aiant été envoié au Recteur de l'Université de Douai , il le communiqua à la Faculté de Theologie qui y forma son opposition , & écrivit au Nonce , pour se justifier , que son premier Decret avoit été affiché il y avoit trois ans sur la Chaire de Theologie de Douai , qu'il y avoit été observé , qu'il y avoit été encore depuis publié & affiché le 8 Juillet , & qu'il n'étoit pas à propos pour son honneur , & pour celui de l'Evêque d'Arras , que celui-ci fut publié. Le Nonce récrivit qu'il falloit le publier , tant à cause des nouveaux troubles , & du nouvel ordre qu'il avoit reçu du Pape , que parce que le premier n'avoit pas été publié dans les Ecoles de Theologie ; & qu'ainsi il lui enjoignoit de le faire publier & afficher de nouveau sans aucun délai. L'Université entendit cet ordre du premier Decret , & le fit afficher dans les Ecoles sans parler du second. Le Nonce insista , & donna ordre si précis de publier le second Decret , qu'il fallut lui obéir.

Depuis ce temps-là les Docteurs de Louvain

sur
cul-
de
rain
le
ii.

& de Douai, & les Jesuites, continuerent d'enseigner leurs opinions. Le P. Leonard Lessius Jesuite, Auteur des écrits censurez par la Faculté, fit imprimer à Anvers en 1610, des Disputes pour ses sentimens touchant la Grace, le Libre-arbitre, & la Prédestination. L'impression de ce Livre faite en Flandre, donna lieu au bruit que l'on fit courir en Italie & ailleurs, que la Faculté de Louvain avoit changé de sentimens, & abandonné ceux qu'elle avoit soutenus dans sa Censure. Cette Faculté aiant appris qu'on répandoit ce bruit, fit une declaration dans une Assemblée du 30 Juillet 1613, Qu'elle a toujours soutenu, qu'elle soutient, & qu'elle soutiendra toujours (à moins qu'il n'en ait été autrement ordonné par le S. Siege) les sentimens établis dans sa Censure; & que bien loin d'avoir été obligez à changer de sentiment par les Argumens de Pere Lessius, au contraire elle condamne ce qu'il a fait imprimer sur cette matiere, comme elle avoit autrefois condamné ce qu'il avoit dicté. Le Pere Lessius continua de son côté d'enseigner les mêmes sentimens jusqu'à sa mort, & les débita de nouveau dans son Livre des Perfections Divines, imprimé l'an 1620.

Sur ces bruits que l'on avoit fait courir à Toulouse & ailleurs, que la Faculté de Douai avoit changé de sentimens sur la matiere de *auxiliis*, sur la Prédestination, la Science de Dieu, & la Grace de Jesus-Christ, & qu'elle avoit abandonné la doctrine enseignée autrefois dans la Censure de 1588, que cette Censure n'avoit été faite que par quelques Professeurs mal intentionnez pour la Societé, malgré l'opposition des

autres ; que les Auteurs de cette Censure avoient été obligez de la revoquer , & que le Pape l'avoit condamnée ; cette Faculté voulant arrêter ces faux bruits , & rendre témoignage à la vérité , s'étant assemblée dans l'Ecole publique le 10 Juillet 1648 , attesta que tous ces bruits étoient faux , & fit une Declaration toute pareille à celle que la Faculté de Louvain avoit faite en 1613 , qui lui en écrivit une Lettre de congratulation le 21 Décembre 1648. Elle fit encore une nouvelle protestation l'année suivante , qu'elle embrassoit & étoit inviolablement attachée aux Censures faites il y avoit soixante ans à Douai & à Louvain contre Lessius & Deckerius. Cependant quelques Docteurs de Douai pouvoient avoir donné lieu aux bruits qui avoient couru au sujet du changement du sentiment de leur Faculté , en signant le 10 Juillet 1646 , un Acte par lequel ils reconnoissoient que quelques Propositions touchant la science moienne étoient Catholiques , & pouvoient être soutenus sans erreur ; mais comme ce n'est qu'un avis de quelques Docteurs particuliers , & non pas un Decret de la Faculté en Corps , non plus que la réponse que fit en 1649 le Doien de cette Faculté à Libert Fromond ; cela prouve seulement que dès ce temps quelques Docteurs de Douai étoient devenus plus favorables à la Doctrine des Jesuites , que leurs Prédecesseurs ne l'avoient été. Cette inclination des Docteurs de Douai pour la doctrine des Jesuites , a encore paru davantage dans le Decret qu'elle a fait le 21 Janvier 1690 , par lequel elle déclara qu'elle n'approuvoit pas les Censures de Louvain & de Douai , tant à cause qu'elles contenoient

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

rsures
Facul-
de
vain
de
lai.

22 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

des choses qui bleissoient la charité chrétienne, que parce qu'il est à craindre qu'elles ne reveillassent les dissensions élevées il y a cent ans dans leur Université, & assoupies par le second Mandement du Nonce Apostolique, qui donne aux Docteurs de la Faculté & aux Jésuites; la même liberté de soutenir & d'enseigner leurs sentimens sur la matiere de *Auxiliis*, & la science moienne.

La Faculté de Louvain a eu plus de constance à défendre sa Censure; car quoique des particuliers aient pû dans des Theses s'en éloigner, le Corps de la Faculté y est demeuré attaché jusqu'à nos jours; comme elle l'a fait voir par le renouvellement qu'elle fit le 19 Aoust 1679, de la declaration qu'elle avoit déjà faite, que la doctrine contenue dans sa Censure, dans celle de la Faculté de Douai, & dans la Justification, est celle qu'elle a toujours tenu, & qu'elle tient encore sur la Prédestination, & sur la Grace, & qu'elle souhaite qu'elle soit présentée par ses Deputez au Souverain Pontife, au jugement duquel elle se soumet entierement.

Cette Declaration fut envoiée à Rome au Pere Lupus, & aux autres Deputez, qui après avoir poursuivi pendant plus de deux ans, & enfin obtenu la condamnation de soixante-cinq Propositions de Morale, presenterent au Pape Innocent XI. le 15 Mars 1679, les Censures de Louvain & de Douai, & la justification de la premiere, lui en demandant son jugement.

Le Pape renvoia l'examen de ces écrits aux Cardinaux du Saint Office, & ces Cardinaux nommerent quatre Theologiens; sçavoir, le Maître

du Sacré Palais , le Commissaire du Saint Office , le Pere Laurea Cordelier , & depuis Cardinal , & le Pere Mirabella Theatin. Ces Theologiens, après avoir employé trois ou quatre mois à l'examen de ces Ecrits , rapportèrent à la Congregation le 20 Juin , que ces deux Censures & leur justification ne contenoient qu'une saine Doctrine , qu'elles n'avoient rien de reprehensible , ni de censurable , & qu'elles pouvoient être enseignées & imprimées avec liberté. L'Assesseur du Saint Office fit part aux Deputez de cet avis des Commissaires , leur declarant en même temps qu'on ne vouloit pas qu'il fût dressé d'Acte authentique , ni délivré d'attestation de ce qui s'étoit passé en cette affaire.

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

Ce fait est attesté non seulement par la relation des Deputez , & par les Lettres du Pere Lupus , mais encore par les témoignages de Favoriti , de Schelstrate , & du Pere Sabbatini qui en ont écrit à peu près dans les mêmes termes. Cependant M. Hennebel , Deputé de la Faculté de Louvain pour l'affaire du Formulaire en 1693 , aiant fait mention de l'approbation donnée en 1677 aux Censures de Douai & de Louvain , & aiant demandé que cette approbation fût confirmée , & renduë publique ; l'Assesseur du Saint Office fournit aux Cardinaux commis pour cette affaire un Extrait des Registres du Saint Office , portant que le 7 Juin 1679 la Congregation avoit arrêté qu'on ne feroit aucune réponse aux Deputez sur le fait des Censures ; & que le 10 Decembre il leur avoit été fait défense de faire imprimer ces Censures qu'ils n'en eussent obtenu une permission du Pape , & de la Congregation. Enfin M. Hennebel

de l'Université de Louvain, & de décl
de la doctrine de la Grace efficace par elle-
, & de la Prédestination avant la prévisior
rites, n'avoit point été condamnée, ni a
e par aucun des Decrets Apostoliques, & q
pouvoit défendre jusqu'à ce que le Saint S
eût jugé autrement. Le Pape, par son Br
Faculté de Louvain du 6 Février 1694, a
oir loüé leur soumission envers le Saint Si
porte les paroles de la Lettre du Pape I
estin aux Evêques des Gaules : *A l'égard
stions plus profondes & plus difficiles qui se
trent sur les matieres de la Grace, que c
ont combattu les Heretiques ont traitées plu
, nous n'osons pas les mépriser ; mais nous
ons pas qu'il soit necessaire de les définir ;
joute, qu'il ne croit pas qu'il soit à propos
tinuer à present l'examen des Questions
xilis, qui ont été commencées sous Clem
I. & Paul V. parce qu'il est persuadé que p
fesser la grace de Jesus-Christ, à l'operat
la misericorde de laquelle il ne faut rien f
ire, il suffit de croire ce qui est enseigné d
Decrets du S. Siege. Il avertit ces Docte
son autorité Apostolique, de quitter l'esi*

La Censure des Propositions de Lessius faite par la Faculté de Louvain, est précédée d'une Préface dans laquelle ces Docteurs rendent des raisons générales de leur Censure. La première est, que la doctrine de saint Augustin touchant la Grace, le Libre-arbitre, la Prédestination, & la Réprobation, est directement attaquée, & absolument détruite par les Propositions de Lessius. Ils s'étendent sur les Eloges de saint Augustin, & prétendent que sa doctrine a été approuvée par le S. Siege. La seconde est, qu'on veut opposer les Peres Grecs à S. Augustin, & diviser ainsi l'Orient d'avec l'Occident. Ils avoient que les anciens Peres Grecs, en disputant contre les Heretiques de leurs temps, qui étoient les Manichéens, ont parlé un peu autrement, & expliqué l'Ecriture-Sainte d'une autre maniere; & qu'avant la naissance, ou la publication de l'heresie de Pelage, ils n'ont pas exprimé en termes si clairs & si formels ce que l'on devoit croire de la Grace & de la Prédestination de Dieu; mais ils assurent qu'on ne trouvera point qu'ils aient enseigné des choses contraires. La troisième est, qu'on renouvelle, après Catharin & Pighius, les plaintes & les objections des Prêtres de Marseille, & de ceux qui ont combattu autrefois la doctrine de saint Augustin en France. Ils font là dessus un parallele des objections & des opinions des Prêtres de Marseille, avec les Propositions extraites des Jesuites; & sur ce qu'on pouvoit leur alleguer, que les Prêtres de Marseille avoient nié que la Foi fût un don de Dieu, & qu'au contraire les Professeurs des Jesuites reconnoissoient cette verité, ils répondent, que quand on accor-

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Donai.*

mouvemens qui sont excitez par la crainte des peines , & par l'esperance des récompenses. Les Jesuites n'entendent de même par la Grace prévenante , & excitante ; que des remords de conscience , & des desirs impérieux de changer de vie ; & qu'ils soutiennent que la détermination de la volonté à croire , n'est point de la liberté de l'homme ; que leur grâce prévenante qu'ils font consister dans le sacrement , ne donne ni la conversion même , ni la volonté de se convertir , & qu'elle est seulement présente pour ceux qui sont prêts de se convertir à ce qui dépend de leur volonté ; qu'en attendant encore que tous les Fideles , quelque aveugles & quelque aveuglez qu'ils soient , ont besoin de temps , & en tous lieux assez de secours pour la conversion ; en sorte que s'ils font ce qu'ils veulent par la disposition naturelle , Dieu ne manquera point de les éclairer & de les aider , & qu'ils puissent croire & être convertis sans attendre la foi même , au moins dans le commencement , du pouvoir de la volonté. La troisième raison qu'ils alleguent , est appuyée sur les conséquences pernicieuses qu'ils croient :

dans le bien , viennent de nos forces ; que la justice dépend de la Loi ; que la priere n'est pas absolument nécessaire , & qu'en tout l'ouvrage de nôtre salut , la principale partie doit être attribuée à l'homme , & la moindre à Dieu. Ils ajoutent , que tout cela ne procede que de ce que les Jesuites croient qu'on ne peut pas facilement accorder la vraie & efficace grace de Jesus-Christ avec le Libre-arbitre ; & que cet accord aiant paru toujours difficile , ils s'étoient appliquez à chercher une maniere de les accorder qui fût plausible à l'intelligence humaine.

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

Les trois premieres Propositions censurées , ne regardent point la Grace , ni la Prédestination , mais l'Inspiration des Livres sacrez. La premiere est conçue en ces termes : *Afin que quelque écrit soit Ecriture-sainte , il n'est pas nécessaire que toutes ces paroles aient été inspirées par le Saint-Esprit.* La seconde : *Il n'est pas nécessaire que toutes les veritez & les sentences aient été inspirées immédiatement par le Saint-Esprit , à celui qui les a écrites.* La troisième : *Un Livre (tel qu'est peut-être le second des Maccabées) écrit par une industrie humaine , sans l'assistance du Saint-Esprit , devient Ecriture-sainte , si le Saint-Esprit témoigne après qu'il ne contient rien de faux.*

Les Docteurs de Louvain déclarent que ces trois Propositions semblent approcher des opinions des Anoméens , qui vouloient que les Prophetes & les Apôtres eussent parlé en plusieurs choses comme hommes ; & au sentiment de ceux que saint Jérôme reprend dans sa Préface sur l'Epître à Philemon , & dont Erasme a aussi été repris , que les Prophetes & les Apôtres n'ont

... que l'Apôtre S. Pa
nulle prophetie de l'Ecriture ne doit
par une interpretation particuliere,
Propheties n'ont point été faites par les
hommes, & que les Saints ont parlé
tion du S. Esprit : que l'Apôtre S. Pa
Que toute l'Ecriture a été inspirée de
c'est ce qui a fait dire aux anciens P
langues & les mains des Ecrivains
été que les plumes du Saint-Esprit.

La Faculté de Douai censure ces ti
tions séparément. Elle cite les mêm
de l'Ecriture sur la premiere, & y
moignages de saint Irenée, & de saint
qui disent que l'Ecriture a été dictée
Esprit ; surquoi ces Docteurs font cet
Ce qui est dicté n'est pas suggeré en
general à l'Ecrivain, mais mot à mo
tent, que c'est pour cela que les E
gnent souvent & hautement, qu'il
dans l'Ecriture ni de parole, ni de sy
point qui soit inutile ou superflu ; ils
ce sentiment par les témoignages
Gregoire de Valence, & François Ce
sent sur la seconde Proposition, qu

pussent en sçavoir quelques-unes par la science humaine, & par l'expérience. Et que quoique quelques Livres Canoniques aient été écrits avec soin, avec quelque méditation & industrie humaine, cela n'empêche pas qu'ils ne viennent de l'inspiration divine du Saint-Esprit, qui souffle non seulement où il veut, mais comme il veut. Comme Jesus-Christ lui même, quoique vrai Dieu, tout puissant, & sçachant toutes choses par sa science divine, a dit des choses qu'il pouvoit sçavoir par la science & l'expérience humaine, qu'il a agi d'une manière humaine dans ses actions divines, & surnaturelles; & que s'il eût voulu écrire, il eut pû y apporter quelque méditation, & quelque industrie sans que pour cela son Esprit humain, sa bouche, sa langue, ses mains, & ses doigts cessassent d'être les perpetuels instrumens du divin Esprit.

Les Docteurs de Douai trouvent la 3. Proposition encore plus dangereuse que les précédentes, & remarquant que les décisions des Papes & des Conciles touchant les points de Foi, n'ont jamais été comprises sous le nom d'Ecriture-sainte, quoique le Saint-Esprit nous declare par l'Eglise qu'elles ne contiennent rien de faux; ils en concluent qu'il est encore moins raisonnable de dire qu'un Livre qui auroit été écrit par la seule industrie humaine sans l'assistance du Saint-Esprit deviendrait Ecriture-sainte, quand le Saint-Esprit témoigneroit après qu'il n'y auroit rien de faux. Que si cet avis étoit soutenable, on pourroit dire que quelque histoire particuliere, comme celle de Thucydide, ou de Tite-Live, deviendrait Ecriture-sainte, si le Saint-Esprit declaroit qu'elle ne

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

Censures
de la Faculté
de Louvain
de
Paris.

30 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

contient rien que de véritable. Que l'Écriture sainte, selon saint Paul, est la même chose qu'Écriture inspirée de Dieu, & qu'un Ecrit n'est pas inspiré de Dieu, parce qu'il est approuvé dans la suite, mais qu'il est approuvé & reconnu pour Écriture-sainte, parce qu'il a été inspiré de Dieu; en sorte que le témoignage du Saint-Esprit ne le rend pas divin, mais sert à faire connoître qu'il l'étoit auparavant.

Les autres Propositions condamnées dans ces deux Censures au nombre de trente & un, concernent la Prédestination & la Grace. La première est sur la définition que saint Augustin donne de la Prédestination : *Que c'est la Prescience & la préparation des Graces de Dieu, par lesquelles tous ceux qui sont délivrez, sont tres-certainement délivrez.* Voici le sens que les Jesuites donnoient à cette Proposition : *Cette définition est fort bonne si on l'entend de la Prédestination des hommes, qui suppose la servitude & le peché, & de la certitude qui vient de la Prescience, & non de la pure Prédestination.*

Les Docteurs de Louvain censurent cette Proposition, comme renouvelant l'opinion des Prêtres de Marseille, qui vouloient que l'élection de Dieu vînt de la prescience des mérites. Ils disent qu'il est constant que saint Augustin ne parle pas dans cette définition d'une prescience conditionnée, mais de la prescience des choses qu'il a connues, qu'il feroit, & qu'il veut faire sans condition; & que ce qui fait que ceux qui sont délivrez de la masse de perdition, selon l'éternelle prédestination de Dieu, sont tres-certainement délivrez; c'est parce que Dieu a résolu de les dé-

livrer par les secours de sa grace , en faisant non seulement qu'ils peuvent s'ils le veulent , mais en faisant aussi qu'ils veulent , & qu'ils font avec persévérance jusqu'à la fin.

Les Docteurs de Douai rejettent aussi l'explication donnée à la définition de saint Augustin : Premièrement parce qu'elle renverse l'ordre de la Prédestination , en supposant que la prescience & la préordination des moïens précèdent le decret de Dieu , par lequel il a prédestiné les élus à la gloire , par sa seule volonté. Secondement , parce qu'elle fait dépendre la certitude de la Prédestination de la prescience , au lieu que , selon le sentiment de saint Augustin , & de ses Disciples , elle dépend de l'absoluë volonté de Dieu , qui aime , qui choisit , & qui préordonne à la vie éternelle. Ils rapportent plusieurs passages de saint Augustin , de saint Prosper , & de saint Fulgence , pour montrer que c'est-là la doctrine de ces Saints , & citent sur le même sujet une Censure de la Faculté de Theologie de Paris , qui est à la fin du Maître des Sentences , où cette Proposition est condamnée. *Que Dieu a prédestiné quelqu'un de toute éternité à cause de ses bonnes œuvres futures.*

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

La seconde Proposition. *Dieu , après avoir prévu le peché originel , a eu la volonté de donner à Adam , & à toute sa posterité , des moïens suffisans contre les pechez , & des secours pour acquiescer la vie éternelle. Doncques il leur donne un secours suffisant , afin qu'ils puissent revenir à lui.*

Les Docteurs de Louvain remarquent sur cette Proposition , qu'encore que cette expression d'un secours suffisant , puisse être en quelque sens

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

32 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
tolérée & excusée, en tant que jamais les bien-
faits de Dieu n'ont manqué au monde ; & que
si les personnes âgées en eussent bien usé, elles
eussent pû parvenir au salut. Neantmoins, en
parlant proprement & exactement, parce que,
comme les Jesuites le reconnoissent eux-mêmes,
une chose n'est suffisante que lorsque l'ayant, nul-
le autre n'est nécessaire ; c'est parler avec plus
d'exactitude & de verité, de dire que Dieu a
donné à toute la posterité d'Adam des secours
suffisans pour le salut, même aux Juifs, à qui
la Loi ne suffisoit pas pour la justice, quoique
s'ils en eussent bien usé, ils eussent pû parvenir
au salut.

Les Docteurs de Douai censurent encore plus
fortement cette Proposition, & declarent qu'en
entendant par le secours suffisant celui outre le-
quel, de la part de Dieu, aucun autre n'est ne-
cessaire, comme les Professeurs Jesuites s'expli-
quent eux-mêmes, cette Proposition est contrai-
re à l'Ecriture-sainte & aux Peres, & semble rui-
ner entierement la vraie grace de Jesus-Christ,
qui, selon saint Augustin, n'est point commune
aux bons & aux méchans, mais discerne les bons
d'avec les méchans. Après avoir apporté plu-
sieurs passages de saint Augustin pour établir ce
sentiment, ils remarquent enfin que ce que l'Au-
teur de cette Proposition avance, que Dieu a eu
la volonté de donner à Adam & à toute sa posté-
rité des moïens & des secours suffisans pour ac-
querir la vie éternelle, n'est pas veritable ; s'il
parle de la volonté absoluë de Dieu, qui est ap-
pellée la volonté, le dessein, & le decret ; car si
Dieu avoit eu cette volonté, il auroit sans doute
donné

Donné à tous le don de la grace & de la persévérance nécessaires pour acquérir la vie éternelle ; & qu'ainsi tous les hommes seroient sauvés : ce qui n'est pas.

La troisième Proposition : *Toute l'Ecriture est pleine de préceptes & d'exhortations , afin que les pecheurs se convertissent à Dieu. Or Dieu ne commande point de choses impossibles ; donc il leur donne un secours suffisant pour se pouvoir convertir.*

Les Censeurs de Louvain & de Douai opposent à cette Proposition celle de saint Augustin , & du Concile de Trente : *Que Dieu ne commande point de choses impossibles , mais qu'en commandant il nous avertit de faire ce que nous pouvons , & de demander ce que nous ne pouvons pas.* D'où ils concluent que ce secours suffisant n'est pas donné à tous ceux à qui les Commandemens sont donnez.

La quatrième Proposition est sur la vocation de tous les hommes. Les Professeurs Jesuites objectent qu'on peut dire , que *Dieu appelle tous les hommes à la penitence , mais non pas selon son decret , ou par cette vocation dont il ne se repent point.* Ils répondent , que *cela ne semble pas convenir à la bonté de Dieu , parce qu'il n'appellerait pas un homme sérieusement , mais comme en se moquant , s'il appelloit quelqu'un sans intention qu'il se convertît.* Or saint Augustin semble expliquer de telle sorte le decret de Dieu , que *c'est la même chose que s'il disoit , que Dieu appelle l'homme à la maniere en laquelle il connoît qu'il le doit suivre.*

Les Theologiens de Louvain remarquent qu'il n'y a point de vocation de Dieu qui ne soit sc-

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

34 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

rieuse , mais que toute vocation n'est pas selon le decret de la Prédestination ; qu'il n'y a que celle des Elûs qui soit ainsi appelée ; & qu'être appelé selon le decret , suivant saint Augustin , n'est pas être appelé selon la prescience , mais être élu par la volonté de Dieu.

Les Docteurs de Douai remarquent aussi , que quoique la vocation divine ne soit pas suivie de l'effet , elle ne laisse pas d'être sérieuse , parce que si l'homme appelé ne se convertit pas , il faut l'attribuer à sa malice , & que Dieu n'a pas toujours absolument pour but la conversion des hommes dans leur vocation ; Que la vocation des Prédestinez , selon saint Augustin , n'est point une consequence de la prévision d'aucunes œuvres , mais qu'elle se fait par la seule miséricorde de Dieu , & par la préparation de ses graces ; & que le consentement de la volonté est un effet de cette grace efficace , & de la Prédestination ; ce qu'ils établissent sur des passages de saint Augustin , de S. Prosper , de S. Ambroise , & de S. Jérôme.

La cinquième Proposition est , que *puisque il est commandé à tous les hommes de se faire baptiser : Dieu veut donner à tous la grace du baptême , autant qu'il dépend de lui.*

Les Theologiens de Louvain & de Douai distinguent deux sortes de volonte en Dieu , une *de signe* , qui ne consiste que dans le précepte ; & l'autre *absolue* , & toujours suivie de l'execution. Dieu veut que tous les hommes soient baptisez d'une volonté de signe , qui n'oblige neantmoins que les personnes qui ont l'usage de raison , dans les lieux où l'Evangile a été publié ; mais il ne

le veut pas d'une volonté absolue, puisqu'il n'a pas toujours voulu que l'Evangile fût prêché par tout, & qu'il n'a pas accordé à tous les hommes la grace de recevoir le Baptême, & la Foi.

La sixième Proposition : *Il semble que le passage : Dieu veut que tous les hommes soient sauvez ; c'est-à-dire, selon saint Augustin, Dieu veut que tous les hommes qui sont sauvez, soient sauvez, n'est pas expliqué par ce Pere selon l'intention de l'Apôtre ; & cette interprétation est combattue par plus de six Argumens.*

Les Docteurs de Louvain & de Douai se plaignent de l'affectation que l'on a eue de taire toutes les autres interprétations que saint Augustin donne de ce texte de l'Apôtre, & disent qu'on n'a pû le faire que parce que l'on a crû celle-ci plus aisée à ruiner que les autres, pour lui substituer ensuite l'explication des Prêtres de Marseille, que cependant, en ne parlant encore que de ce seul sens, c'est une témérité que de le rejeter comme contraire à l'intention de l'Apôtre, puisque saint Augustin ne l'a jamais retracté, ni S. Prosper après lui, quoiqu'ils aient aussi entendu ce passage de la volonté que Dieu a de sauver generalement tous les hommes, mais selon sa bonté generale & universelle, & non pas selon sa misericorde particuliere. Les Docteurs de Douai s'élèvent de plus contre la liberté qu'on se donne de décrier les explications des Peres.

La septième Proposition établit des secours suffisans donnez à tous les hommes, sans lesquels on prétend que Jesus-Christ ne seroit pas leur Redempteur.

Les Theologiens de Louvain & de Douai re-

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

36 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

jettent ce sentiment comme conforme à celui des Prêtres de Marseille , & soutiennent que J. C. est le Redempteur de tous les hommes , quant à la suffisance du prix qu'il a payé pour eux , & non quant à l'application , & à l'efficace des moïens.

La huitième Proposition porte , *qu'afin qu'un pecheur puisse être converti , il n'est pas nécessaire qu'il reçoive la grace prévenante , & la grace concomitante dans le second Acte , mais que c'est assez qu'il reçoive la grace prévenante dans un second Acte , & qu'alors c'est véritablement un secours suffisant pour une actuelle conversion.*

Les Theologiens de Louvain & de Douai disent que cette doctrine est contraire à l'Ecriture-sainte & à saint Augustin , parce qu'il ne suffit pas d'avoir une grace excitante pour faire le bien , mais qu'il faut une grace qui fasse vouloir & faire le bien ; que la première donne le pouvoir , & que la seconde opere la volonté & l'action.

La neuvième Proposition , *Que Dieu est toujours prêt de donner le secours special , ou la grace concomitante & cooperante au second Acte , si nous voulons suivre les mouvemens de la grace prévenante.*

Les Theologiens de Louvain & de Douai soutiennent que la grace concomitante ainsi expliquée , ne suffit pas à l'homme après sa chute , & qu'il lui faut un secours qui lui donne la volonté & l'action.

Ils rejettent les 10 , 11 , & 12 Propositions , qui roulent sur le même principe.

La 13. Proposition regarde le secours pour la persévérance. On en distingue de deux sortes , l'un qui consiste dans un secours spécial , par lequel

Dieu protege & fortifie tellement quelques personnes, qu'ils perseverent en grace presque immuablement, & infailliblement jusqu'à la mort. Secours qui n'est accordé qu'à quelques-uns, comme peut être aux Apôtres après avoir reçu le Saint-Esprit, ou à ceux qu'on dit être confirmés en grace. L'autre qui est un don qui consiste en un certain secours & protection par lequel Dieu assiste tellement les hommes, qu'ils peuvent perseverer dans la grace s'ils veulent. Don qui est nécessaire pour le salut, & qui est donné à tous les Justes immédiatement en premier Acte.

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

Les Docteurs de Louvain & de Douai ne reconnoissent qu'une seule espece de don de perseverance dans l'état de l'homme déchu de l'innocence, qui est propre aux seuls Elûs, par lequel ils seront infailliblement sauvez. Ils font remarquer que le don de perseverance que l'Auteur reconnoît dans tous les Justes, est celui que saint Augustin admet pour l'état d'innocence, & qui est inutile dans l'état de la nature corrompue. Ils observent encore que ce que l'Auteur dit touchant la perseverance de ceux qui sont confirmés en grace, qu'ils ne sont point sujets au peril de la mutabilité, est contraire au Concile de Trente, puisqu'il n'y a point d'homme sur la terre qui ne puisse déchoir de l'état de grace, s'il n'étoit soutenu par des secours particuliers & continuels.

La quatorzième Proposition concerne les endurcis, les aveuglez & infideles. On y dit qu'ils ont un secours suffisant de la part de Dieu pour être convertis & sauvez.

Les Docteurs de Louvain & de Douai rejectent

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

38 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

tent absolument cette Proposition, parce que ni les Infidèles, ni les endurcis, ni les aveuglez, n'ont point cette grace qui ôte le cœur de pierre & l'aveuglement, & qui force les volontez rebelles, seul secours suffisant pour la conversion, puisque la Prédication extérieure, les mouvemens intérieurs de l'esprit, & même quelques inspirations d'une volonté imparfaite, ne suffisent pas pour operer leur conversion.

La quinzième Proposition, est *que tous les passages de l'Ecriture qui marquent qu'il est impossible que quelques-uns se convertissent, se doivent entendre en prenant pour impossible ce qui est fort difficile.*

Les Theologiens de Louvain & de Douai soutiennent que quoiqu'on ne puisse nier que tous les pecheurs se peuvent convertir a Dieu durant cette vie, il faut aussi confesser que nul pecheur ne peut être converti que par une grace particulière de Dieu; & qu'il y a des passages de l'Ecriture où l'impossibilité de se convertir par les seules forces de la nature est marquée.

La seizième Proposition, est *que les enfans ont de la part de Dieu un remede suffisant contre le peché, parce que Jesus-Christ est mort pour tous.*

Les Theologiens de Louvain & de Douai remarquent que quoique le Baptême soit un remede suffisant pour le salut de tous les enfans, institué par Jesus-Christ, toutefois on ne peut pas dire que les enfans qui meurent sans baptême aient eu part à ce remede.

On répond à cela dans la dix-septième Proposition, *que Dieu n'ordonne pas que ce remede ne puisse être appliqué, ni que les empêchemens sur-*

viennent , mais qu'il les permet seulement selon le cours ordinaire des choses , comme il permet les pechez.

*Censure
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

Les Theologiens de Louvain & de Douai soutiennent que c'est mal parler de dire que Dieu permet seulement ces empêchemens comme il permet les pechez , parce que la mort des enfans qui arrive souvent sans la faute des hommes , est un effet du cours des causes naturelles que Dieu ordonne , & conduit par la Providence , & dont il est le Maître. Providence qui s'étend à tous les êtres & à tous les effets particuliers que Dieu opere immédiatement par sa puissance. Ils ajoutent que saint Augustin & ses Disciples n'attribuent pas la mort des enfans sans baptême au cours naturel des choses , mais à la volonté de Dieu ; & qu'ils alleguent cet exemple pour prouver que les jugemens de Dieu touchant le salut & la prédestination , sont impénétrables , & n'ont point d'autre cause que sa volonté.

Les Propositions 18 & 19 concernent les Infideles qui observoient les commandemens de Dieu : *On y soutient qu'ils ont un secours moral pour le faire , & que s'ils le faisoient Dieu les éclaireroit.*

Les Theologiens de Louvain & de Douai soutiennent que quoique les Infideles fassent par les seules forces de la nature , ils ne peuvent rien faire qui leur soit salutaire , sans le secours surnaturel de la grace ; & que quoique leur bonne vie morale soit une moindre indisposition pour recevoir la grace , elle n'est pas pourtant la cause qui fait que Dieu leur donne cette grace , puisqu'il convertit souvent des hommes qui ne le cherchent

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai,*

40 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

point, & qui sont plongez dans les crimes dans le temps qu'il en abandonne d'autres qui mènent une vie plus réglée ; Que le Libre-arbitre n'est pas perdu pour cela, mais que de soi-même il se porte au mal ; & que pour faire le bien, il faut qu'il soit aidé de la grace ; Que la maxime que Dieu ne refuse point son secours à ceux qui font ce qui est en eux, se doit entendre de ceux qui demandent, & qui prient avec le secours de la grace, sans lequel tous les efforts sont vains & inutiles.

La vingtième Proposition porte, que l'opinion de ceux qui croient que les élus n'ont pas été efficacement choisis à la gloire avant la prévision de leurs bonnes œuvres, est tres-probable, que c'est l'opinion des Peres Grecs, qu'il n'est pas certain que l'opinion contraire soit celle de saint Augustin, & que quand elle le seroit, cela n'importe pas beaucoup.

Les Theologiens de Louvain & de Douai ne peuvent souffrir que l'on nie l'élection à la gloire avant la prévision des mérites ; que l'on doute que ce sentiment soit celui de saint Augustin, & que l'on en attribue un contraire aux Peres Grecs. Ils répondent dans la Censure de la Proposition suivante au passage de saint Augustin, allegué pour soutenir l'opinion contraire.

La vingt-deuxième Proposition est, que puisque dans l'état d'innocence il suffisoit à l'homme pour le salut, qu'il eût une grace par laquelle il pouvoit perseverer s'il vouloit, elle suffit encore maintenant.

Les Theologiens de Louvain & de Douai déclarent que cette opinion est celle des Prêtres de

Marseille, qui est directement contraire aux principes de saint Augustin.

*Confure.
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

La vingt-troisième Proposition est, que *si l'élection est à un certain degré de gloire, il s'ensuit que toutes les actions des Justes doivent être préordonnées par l'absoluë volonté de Dieu, & qu'ils ne pourront faire autre chose, ni autrement qu'il a été préordonné de Dieu, ce qui est contraire à la liberté.*

Les Theologiens de Louvain & de Douai rejettent ce raisonnement, parce que quoique toutes les actions des élus qui les conduisent à la gloire, soient préordonnées de Dieu. Cette préordination n'ôte pas aux hommes leur liberté. Mystere qu'il est difficile de comprendre,

La vingt-quatrième Proposition est, que *les afflictions des Martyrs n'ont point été préordonnées par le decret de Dieu avant la prévision, parce qu'il n'est point auteur du peché.*

Les Theologiens de Louvain & de Douai soutiennent que les afflictions des Martyrs, & les persecutions des Saints, ont été préordonnées de Dieu, aussi-bien que la mort de Jesus-Christ même; mais qu'il ne s'ensuit pas de là que Dieu soit auteur du peché.

La vingt-cinquième Proposition tend à expliquer ces paroles du Prophete Ezechiel: (Je ferai que vous accomplirez mes préceptes) ; *d'une grace plus abondante donnée dans la Loi nouvelle, & non pas d'une Providence particuliere par laquelle les hommes gardent infailliblement les Commandemens de Dieu.*

Les Docteurs de Louvain & de Douai rejettent cette interpretation, & prétendent que la grace

42 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

de la nouvelle Loi est non seulement plus abondante en ce qu'elle s'étend à plus de sujets, mais aussi en ce qu'elle a la vertu & l'efficace de rendre les hommes vertueux ; ce que n'avoit pas l'ancienne Loi.

La vingt-sixième porte, *que ce n'est pas la volonté absolue de Dieu, que tous ceux qu'il donne à son Fils soient sauvez ; mais que sa volonté est que tous les hommes aient des secours suffisans, & qu'il ne tient pas à lui qu'ils soient sauvez ; la preuve qu'on en apporte, est que de tous ceux que le Pere a donnez à son Fils, il n'est peri que le Fils de perdition qui s'est voulu perdre lui-même.*

Les Theologiens de Louvain & de Douai disent que ce n'est pas le sens de l'Ecriture, que les Reprouvez n'ont point été donnez à Jesus-Christ par son Pere, & que le passage que l'on allegue du Fils de perdition est mal entendu, parce que le sens n'est pas qu'un de ceux qui avoient été donnez à Jesus-Christ soit perdu, mais plutôt que celui qui s'est perdu ne lui avoit pas été donné ; ce qu'ils confirment par plusieurs passages semblables de l'Ecriture-sainte.

La vingt-septième Proposition est sur cette sentence : *C'est que tout coopere en bien pour les Saints qui sont appelez. On prétend dans la Proposition qu'elle se doit entendre en general de tous ceux qui aiment Dieu, & non pas seulement des Prédestinez.*

Les Theologiens de Louvain & de Douai prétendent que cette explication est contraire aux termes de la doctrine de saint Paul, & à la doctrine de saint Augustin. Et qu'il est certain que les tentations ne cooperent pas au salut des Re-

prouvez qui aiment Dieu temporellement, mais plutôt à leur damnation éternelle.

La vingt-huitième Proposition est que dans ces paroles : *J'ai aimé Jacob, & j'ai haï Esau*, le mot d'amour ne signifie pas une ordination efficace à la gloire, mais à de plus grands dons de grace qui ne venoient pas de la prévision de leurs mérites.

Les Theologiens de Louvain & de Douai jugent que ce Commentaire est contraire au sens de l'Apôtre, & à l'interprétation que saint Augustin & les anciens Peres ont donné de ce passage.

La vingt-neuvième Proposition, porte que si Dieu, ayant prévu le péché originel, a résolu par sa volonté absolue d'exclure un homme du Royaume, ou de l'admettre au Royaume avant toute prévision de ces bonnes ou mauvaises œuvres, on ne pourra par aucunes bonnes œuvres, ou mauvaises, empêcher l'effet qu'il a résolu; parce qu'on suppose que la volonté Divine l'a fait sans dépendance de la volonté Humaine; d'où il s'ensuit qu'il est absolument nécessaire que cet homme soit damné, supposé que Dieu l'ait reprouvé, & qu'il procurera par une providence particulière qu'il meure dans ses péchez.

Les Theologiens de Louvain, disent que si ce raisonnement est convainquant, les enfans qui meurent sans Baptême sont damnés par une nécessité absolue, ou qu'ils ne sont pas reprouvés. Que le péché originel est la raison de leur damnation, que Dieu n'a point causé. Ceux de Douai remarquent qu'il faut distinguer entre la prédestination, & son execution. Que quoique le decret de la Prédestination précède l'acte du

*Censure
des Facul
tez de
Louvain
& de
Douai.*

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

44 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Libre-arbitre de l'homme , & qu'ainsi la prédestination à la gloire soit faite sans dépendance de la liberté humaine ; dans l'exécution neantmoins l'acte du libre-arbitre précède la gloire , qui par conséquent dépend de lui , selon cette parole de l'Evangile : *Si tu veux entrer dans la vie , garde les Commandemens.* Et neantmoins que l'observation des Commandemens a été préparée de Dieu à l'homme par la même prédestination , comme un moyen pour le salut , qui ne se fait par le Libre-arbitre qu'avec l'opération de celui qui a fait dans le temps tout ce qu'il a ordonné de toute éternité. Mais que la reprobation se fait à cause du péché , qui est de soi-même un moyen suffisant pour la damnation. Qu'ainsi on ne doit pas demander une providence particulière de Dieu , par laquelle ce moyen soit procuré , & qu'il ne s'ensuit pas que le salut ou la damnation d'un homme arriveront par une nécessité absolue , quand même elles ne dépendroient pas de la volonté pour ce qui regarde l'exécution.

La trentième Proposition est , *que le nombre des Prédestinez n'est pas certain , par une prédestination qui précède toute prescience des œuvres.*

Les Theologiens de Louvain & de Douai rejettent cette doctrine , comme contraire à celle de saint Augustin , suivant lequel la Prédestination dépend du decret de Dieu , qui a choisi & préordonné au salut les Elûs , parce qu'il a prévu qu'ils feroient le bien , puisqu'ils ne le font que parce qu'il leur a donné les moyens pour le faire en conséquence de son élection.

La trente-unième Proposition , qui est une conclusion de toute la matiere , porte *que cette opi-*

l'opinion de la Prédestination & de la Reprobation est tres-conforme à la bonté Divine , à l'autorité de l'Ecriture , aux témoignages des Peres , & à l'équité de la raison naturelle ; qu'elle ne favorise en rien Pelage , & qu'elle est éloignée de l'opinion de Luther & de Calvin , & des autres Heretiques de nôtre temps , contre lesquels il est difficile de défendre l'autre opinion.

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai*

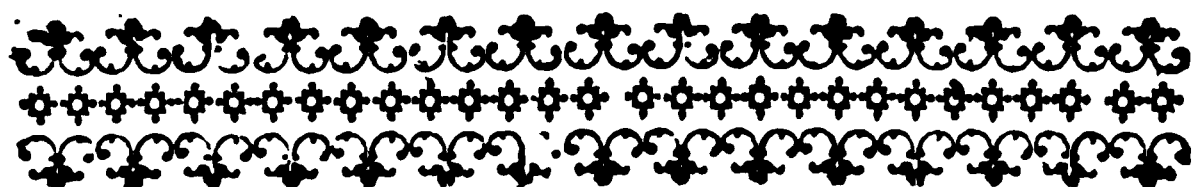
Les Theologiens de Louvain declarent que tant s'en faut que cela soit , qu'on peut dire au contraire plus justement , que cette opinion obscurcit la bonté de Dieu , affoiblit sa justice , se joue des Ecritures , détourne les témoignages des Peres en des sens étrangers , applaudit à la corruption de la raison humaine , ruine le fondement de l'humilité , ne laisse pas une grande nécessité de prier , produit une confiance en ses propres forces , attribué à l'homme ce qui est le principal dans ce qui regarde son salut , & à Dieu ce qui est moindre ; soumet souvent la grace de Dieu au Libre-arbitre , & la fait sa suivante ; & enfin ne s'éloigne pas assez de Pelage. Et qu'en voulant paroître s'éloigner extrêmement de l'opinion de Luther & de Calvin , & des autres Heretiques de nôtre temps , & les renverser plus puissamment , elle l'établit , & la confirme davantage sans y penser. Car si nous ne pouvons (ou comme on dit pour addoucir la dureté odieuse de cette parole) s'il est difficile de défendre la doctrine de saint Augustin contre leurs opinions & leurs argumens , combien le sentiment de ces Heretiques est-il fortifié par une autorité de si grand poids ?

Les Docteurs de Douai s'étendent encore plus

46 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

*Censures
des Facul-
tez de
Louvain
& de
Douai.*

sur la censure de cette Proposition ; ils avouent qu'on peut juger ainsi de cette doctrine , suivant la première apparence ; mais qu'en examinant les choses plus à fonds , on trouve le contraire. 1. Que cette doctrine obscurcit en plusieurs manieres la bonté de Dieu , parce que le prétexte d'un secours suffisant , qu'on suppose toujours present par tout , & à tous les hommes , même aux endurcis , & aux aveuglez , diminuë beaucoup de la dignité de cette grace de Jesus-Christ qui est propre aux Justes , & du don de perseverance qui est propre aux Elûs. Que cette opinion n'attribuë point à Dieu la conversion de l'homme ; Qu'elle ruine & abolit entierement la priere & les actions de grace ; & qu'elle rend les infideles qui ne se convertissent pas , plus coupables , & dignes d'une plus rigoureuse damnation. 2. Qu'elle est contraire à l'Ecriture-sainte , & aux témoignages des Peres , & principalement à la doctrine de ceux qui ont écrit de la Prédestination & de la Grace contre les Pelagiens & leurs successeurs. 3. Qu'elle flatte la corruption de l'esprit humain , & de la Philosophie dont les maximes sont contraires à celles de l'Evangile. 4. Qu'elle favorise les sentimeus de Pelage , & des Demi-pelagiens. 5. Qu'elle tombe dans une extrémité opposée à celle de Luther & de Calvin , & qu'elle rend la doctrine de saint Augustin , & de ses Discles suspecte. Qu'enfin elle veut rendre facile & intelligible un Mystere qui a toujours été trouvé impenetrable par les SS. Peres , & par les Theologiens.



HISTOIRE

DE LA CONGREGATION

DE AUXILIIS,

Tenuë sous Papes Clement VIII.
& Paul V.

Où il est parlé du Livre de Molina, & des Ouvrages faits de part & d'autre dans le temps de cette Dispute.

L Es troubles que les Disputes sur la Grace avoient excitez dans les Pais-bas n'étoient pas encore appaîsez, qu'il s'en éleva sur le même sujet en Espagne à l'occasion du Livre de la Concorde de la Grace & du Libre-arbitre, composé par Louis Molina Jesuite. Cette Question qui avoit déjà fait du bruit en l'année 1581, à cause d'une These soutenue à Salamanque par Prudence de Monte-major, dans laquelle il avoit rejeté les decrets absolus de Dieu à l'égard des actions libres, la prémotion physique, & la prédestination gratuite. Dominique Bannez Dominiquain vint disputer cette These, & le fit avec chaleur, en censurant les Propositions qu'il combattoit. Le Pere Michel Marc Jesuite, défendit le Systême du répondant. Après la dispute Bannez & les autres Theologiens de l'Ordre des Fre-

Contestations élevées en Espagne sur la Grace.

48 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

res Prêcheurs, defererent à l'Inquisition de Valladolid seize Propositions qu'ils croioient être comprises dans la doctrine de la These, ou en être des consequences. Jean d'Arcze Commissaire du Saint Office, se transporta à Salamanque, consulta les Docteurs en Theologie de cette Université, qui censurerent les seize Propositions que les Dominiquains avoient déferées comme contenant la doctrine de la These. Quelque temps après Bannez fit un Recueil de treize Propositions sur la Grace & le Libre-arbitre, contraires à la doctrine des Thomistes, & les presenta au Tribunal de l'Inquisition de Castille, qui fit défense de les enseigner.

Molina.

Cette affaire demeura pour lors assoupie, jusqu'à ce que l'édition du Livre de la Concorde de Molina, réveilla les mêmes Questions ; ce Jesuite étoit de la Ville de Cuença en Espagne ; il étoit entré dans la Société l'an 1553, âgé de dix-huit ans. Il avoit fait ses études à Conimbre, & avoit enseigné pendant vingt-ans la Theologie dans l'Université d'Evora. En travaillant à un Commentaire sur la premiere partie de S. Thomas, il s'appliqua particulièrement à chercher les moïens d'accorder le Libre-arbitre, avec la Prescience, la Providence, & la Prédestination de Dieu, dont il est traité dans la premiere partie de la Somme de saint Thomas. Cela l'engagea à entrer dans les Questions de la Grace qui en sont une suite, & qu'il est necessaire de traiter pour accorder le Libre-arbitre avec la Prédestination. S'étant donc fort étendu sur cette matiere, il crut en devoir faire un Ouvrage séparé de son Commentaire sur la premiere partie de saint Thomas,

mas. Cet ouvrage fut imprimé presqu'en même temps. C'est ce qu'il dit lui-même dans la Préface de son Ouvrage, où il prétend que la Concorde du Libre-arbitre avec la Grace & la Prédestination, n'avoit point encore été jusqu'alors expliquée de la maniere qu'elle méritoit, *Nunquam satis pro dignitate explicata connexio* ; ce qui lui fait encore dire sur la fin de l'Ouvrage, (question 23. art. 5. disp. 2.) que son sentiment « touchant la Prédestination auroit été approuvé « par saint Augustin, & par les autres Peres, « d'un consentement unanime, aussi-bien que la « maniere d'accorder le Libre-arbitre avec la « Prescience, la Prédestination, & la Grace, s'il « leur avoit été proposé ; & que si l'on eût suivi « ces principes, & qu'on les eût bien developpez, « peut-être que l'heresie Pelagienne ne se seroit « pas élevée ; Que les Lutheriens n'auroient pas « osé nier la liberté, en soutenant qu'elle ne « pouvoit pas s'accorder avec la Grace, la Pre- « science, & la Prédestination ; Que tant de Fi- « deles n'auroient pas été troublez par l'opinion « de saint Augustin, ni par ses disputes contre « les Pelagiens ; Que les restes du Pelagianisme « dans les Gaules (dont il est fait mention dans « les Lettres de saint Prosper & de S. Hilaire) « auroient été aisément éteints ; & qu'enfin les « disputes entre les Catholiques auroient été fa- « cilement terminées. Il dit au même endroit, que la maniere d'accorder le Libre-arbitre avec la Prédestination divine, n'a été jusques ici enseignée par aucun Auteur qu'il ait lû, à *nemine quem viderim hucusque tradita*. Il est vrai neantmoins qu'il cite les Peres pour lui, & qu'il tâ-

Molina.

Molina.

che d'accorder la doctrine de saint Augustin, & même celle de saint Thomas, avec son Systême. Il soutient que les Peres anciens, qui ont précédé l'heresie de Pelage, ont fondé la Prédestination sur la Prescience du bon usage du Libre-arbitre, au lieu que saint Augustin & ses Disciples qui ont écrit contre les Pelagiens qui donnoient tout au Libre-arbitre, & qui croioient que le commencement de la conversion en dépendoit uniquement, ont nié que la Prédestination dépendît de la prévision de l'Usage du Livre-arbitre. Il est persuadé que ces deux opinions qui paroissent contraires, peuvent fort bien s'accorder suivant ses principes; & il remarque que S. Augustin a parlé en quelques endroits de ses Ouvrages comme les autres Peres.

Pour faire mieux connoître la doctrine de Molina, & le sujet des contestations qui ont fait tant de bruit, il est à propos de donner ici un abrégé de son Livre de la Concorde, de la Prédestination de Dieu, & de la Grace, avec le Libre-arbitre de l'homme.

Le premier principe qu'il y établit, est que la science de Dieu n'est cause des choses qu'en tant qu'elle est déterminée par la volonté de Dieu, qui ordonne qu'une telle chose soit en tel & tel temps. Il définit le Libre-arbitre, la faculté d'agir, ou de ne pas agir, ou de faire une chose en sorte qu'on puisse faire le contraire, toutes choses nécessaires pour l'action se trouvant presentes. L'homme dans l'état d'innocence pouvoit faire son salut, & mériter la vie éternelle par les dons surnaturels de la Foi, de l'Espérance, de la Charité, & de la Grace, sans secours particulier; &



DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 51

Molina;

dans l'état de la nature pure, ou de la nature déchue de l'état d'innocence, l'homme peut faire un bien moral d'un ordre naturel, sans le secours de la Grace, & avec le seul concours naturel de Dieu; mais il ne peut rien faire qui entre dans l'ordre de la Grace, & qui soit même une disposition éloignée à la recevoir, par les seules forces de la nature. On peut neantmoins sans grace croire un article de foi, par un motif de raison; mais afin de croire d'une manière utile pour la vie éternelle, il faut avoir une grace prévenante, qui non seulement éclaire l'entendement, mais encore excite la volonté.

Quoique Dieu distribué les dons des graces que Jesus-Christ nous a méritées, comme il veut, & qu'il ne les doive à personne, il a neantmoins ajusté les loix ordinaires de cette distribution à l'égard des adultes, à l'usage de leur Libre-arbitre, à leur conduite, & à leurs efforts. Il ne donne ordinairement la grace de la foi qu'à ceux qui ont entendu l'Evangile, & il la départit à proportion de la manière dont les Ministres le prêchent, & de l'attention de ceux qui l'écoutent; & ainsi la vocation intérieure dépend en quelque sorte des Ministres; elle dépend aussi du Libre-arbitre, parce que celui qui écoute est libre d'aller écouter, ou d'être attentif à la parole, ou de ne le pas être; de chercher la vérité ou de s'en moquer; quoique Dieu n'appelle pas à la foi à cause des mérites, & qu'il appelle même quelquefois ceux qui lui résistent avec opiniâtreté; cependant celui qui va écouter la parole de Dieu dans une mauvaise intention, est plus indigne d'être appelé que celui qui cher-

Molina.

che la verité, & qui est disposé à l'embrasser : & il est plus convenable que Dieu fasse miséricorde à celui-ci. Ce qui est dit de la Foi doit s'entendre aussi de la grace prévenante, des illustrations, & des secours par lesquels nous sommes justifiés, qui dépendent aussi des Ministres & du Libre-arbitre, en ce qui regarde les actions extérieures, par lesquelles on excite en soi des pensées pieuses, & qui deviennent surnaturelles par l'influence de l'habitude de la foi, ou par une grace particulière. La volonté, par exemple, étant excitée à bien faire par la considération de la turpitude du péché, de l'ingratitude des pécheurs, des perils & des maux que les crimes entraînent ; Dieu se mêle, pour ainsi dire, dans ces pensées, & inspire une dilection, ou une crainte, surnaturelles, par lesquelles il prévient, attire, & invite la volonté à la contrition, ou l'attrition qui se fait par la coopération libre de la volonté.

Molina va encore plus loin dans la Dispute suivante, & soutient que Jesus-Christ a mérité cette grace ; que toutefois & quantes que nous ferions par les efforts de nos forces surnaturelles ce qui est en nous, les secours de la grace pour faire, ne nous manqueroient point ; & que comme Dieu est toujours prêt de secourir le Libre-arbitre par le secours naturel, afin qu'il veuille, ou qu'il ne veuille pas naturellement ainsi qu'il lui plaît ; il est toujours de même prêt de secourir l'homme par un secours suffisant, quand il voudra employer ses forces naturelles pour faire quelque-une des œuvres qui conduisent à la justification, afin qu'il les opere de la manière

qu'il faut pour le salut. Il ajoute que souvent même il excite & pousse le Libre-arbitre qui est assoupi & languissant, & l'assiste de secours plus grands. Il met néanmoins cette différence entre le concours & la Grace; que le concours est accordé à tout le monde par la Loi générale de la nature, au lieu que le secours de la Grace suffisante n'est donné qu'à cause des mérites de Jesus-Christ. Il pousse si avant sa maxime, qu'il soutient que Dieu ne refuse jamais à aucun pécheur, quelque scelerat qu'il soit, un secours par lequel il sera justifié s'il veut faire de son côté toute ce qu'il peut. *Molina*

Il commence ici à introduire la science moyenne, en disant que Dieu ayant prévu ceux qui feront tous leurs efforts naturels pour croire si l'Evangile leur est prêché, & ceux qui ne le feront pas, il refuse quelquefois ses grâces à ceux qu'il prévoit qui feroient rebelles à sa parole, qu'il leur auroit accordées s'il eût prévu le contraire; & cet Auteur croit que cela suffit pour rendre les hommes coupables.

Il infere ensuite de ces principes que de ce que l'un croit, & l'autre ne croit pas; l'un se convertit, & l'autre ne se convertit pas; cela ne vient point précisément de ce que ceux qui croient, ou se convertissent, aient été prévenus de Dieu par une grâce, & par une vocation intérieure, & les autres non; mais que cela provient du Libre-arbitre; & qu'ainsi il se peut faire que de deux hommes que Dieu appelle intérieurement par un secours égal, l'un se convertisse, & l'autre demeure dans l'infidélité; qu'il arrive aussi souvent que l'un se convertit avec un secours

Molina.

avec lequel l'autre ne se convertit pas. Tout cela est clair, ce qui suit ne l'est pas tant. Que les Actes par lesquels nous sommes justifiés, quoique dépendans de la Grace, & de la coopération du Libre-arbitre, comme de deux causes partiales, sont neantmoins tout surnaturels même dans leur formalité, parce qu'ils dépendent de l'influence de Dieu, & que cependant nôtre coopération, & l'influence du Libre-arbitre dans ces Actes, n'est pas une chose, ni une formalité différente des Actes mêmes, qui considerez précisément en tant qu'ils émanent du Libre-arbitre comme de la partie moins principale de leur cause efficiente totale, sont appelez l'influence & la coopération du Libre-arbitre ; & considerez précisément comme venant de Dieu, qui leur donne l'état surnaturel nécessaire, afin qu'ils servent au salut, sont appelez l'influence & la coopération de Dieu. En sorte qu'il n'y a aucune action surnaturelle, ni formalité d'action qui vienne du Libre-arbitre, qui ne vienne pas principalement de Dieu aidant & cooperant, & même que toute l'action est de Dieu, quant à la totalité de l'effet. Il tâche d'expliquer ceci par l'exemple des corps mûs par deux agens, dont l'un est le principal, & qui a neantmoins besoin du secours de l'autre pour le mouvoir ; le mouvement est attribué au principal agent, quoique l'autre y contribuë ; il veut qu'on entende en ce sens ce qu'il dira dans la suite sur ces matieres. Il est aisé d'appliquer ce qu'il a dit des Actes de Foi & de Charité, aux Actes d'Esperance ; aussi sans s'y arrêter, il passe à la Question de la Contrition, & fait une longue dispute pour prouver

que les hommes peuvent faire sans la Grace des actes de contrition & d'amour de Dieu, quant à la substance, qui sont bons moralement quoiqu'ils ne soient pas suffisans pour justifier, & pour conduire au salut.

Il traite ensuite problematiquement cette Question, si l'homme peut par les forces de son Libre-arbitre, avec le secours seul d'un concours general résister en quelque temps que ce soit aux grandes tentations, & surmonter toutes les difficultez naturelles. Après avoir agité la Question de part & d'autre, il incline pour l'affirmative; & il dit qu'elle a sa probabilité à cause de l'autorité des Peres & des Scholastiques qui la soutiennent dont il rapporte les témoignages. Il fait beaucoup valoir les raisons de cette opinion. Il dit que s'il les eût trouvées proposées par d'autres Auteurs, il s'en seroit rapporté à leurs solutions: & il témoigne qu'il n'est pas content de celles qu'il donne lui-même. Cependant il n'ose pas s'éloigner de l'opinion qui nie que l'homme puisse, avec les seules forces de la nature, résister aux grandes tentations, jusqu'à ce que le sentiment contraire soit défini par l'Eglise, ou devienne plus commun dans l'Ecole.

Il traite ensuite du Libre-arbitre qu'il prouve par la raison naturelle, par l'Ecriture-sainte, & par le consentement unanime des Peres. Il répond aux passages de saint Augustin qui dit que le Libre-arbitre pour faire le bien, a été perdu par le peché du premier homme, en avouant qu'il est vrai que les dons surnaturels que le premier homme avoit pour faire le bien ont été perdus, & qu'en ce sens la liberté a été perdue.

Molina.

& en soutenant que Jesus-Christ l'a rendu par les dons gratuits de la Grace qu'il a méritée aux hommes, par lesquels l'homme peut faire des actes surnaturels, comme il peut par sa seule liberté s'abstenir de faire une action. Sur la difficulté Philosophique que l'on peut faire sur la liberté, ou comment la volonté peut être libre à vouloir, ou à ne pas vouloir au moment qu'elle se détermine; Molina rejette le sentiment d'Occam, qui dit que la volonté n'est pas libre dans le moment qu'elle se détermine à vouloir, & prétend que l'Acte par lequel elle détermine précédant l'Acte même d'une priorité de nature, elle est toujours libre & indifferente à vouloir, ou à ne pas vouloir.

Sur le concours, il rejette l'opinion de Durand, qui prétend que Dieu ne concourt pas aux actions des créatures par une influence réelle, mais simplement en conservant leur être & les forces qu'il leur a données. Il rejette aussi l'opinion opposée de Pierre d'Ailly, que Dieu opere tout seul par les créatures; & embrasse le sentiment de ceux qui disent que Dieu & les créatures concourent ensemble immédiatement: en sorte que le concours de Dieu n'est pas une prémotion comme veulent les Thomistes, mais simplement une influence concomitante & simultanée, & que ce concours general de Dieu qui de soi est indifferrent à faire vouloir, ou à faire ne pas vouloir, est déterminé à l'un & à l'autre par la faculté libre de l'homme; c'est pourquoi le bien ou le mal ne doit pas être attribué au concours de Dieu, mais à la volonté de la créature.

Molina admet, outre ce concours general, des

secours de la grace qui rendent nos actions surnaturelles, qui disposent à la grace sanctifiante, ou qui l'augmentent, & qui font mériter la vie éternelle ; mais qui laissent toujours la volonté dans la liberté d'agir, ou de ne pas agir ; en sorte que la grace & la volonté soient deux parties de la cause totale de l'action. Ces graces sont appelées prévenantes en ce qu'elles excitent la volonté pour agir, & elles sont appelées cooperantes quand la volonté y consent ; ainsi la même grace considérée diversement, peut être prévenante & cooperante.

Cette grace est véritablement suffisante pour agir, & il dépend de la volonté de l'homme de la rendre efficace en y consentant, & en y cooperant librement, & inefficace en retenant ce consentement & cette cooperation, ou en faisant un acte de volonté contraire. Il trouve deux différences entre le concours general, à l'égard des actes naturels ; & la grace, à l'égard des actes surnaturels. La premiere, que le concours est une influence immédiate avec le Libre-arbitre sur l'action même, au lieu que la grace influë sur le Libre-arbitre, en l'excitant & en le poussant, & le rend ainsi capable de faire des actions surnaturelles. La seconde, que le concours ne précède point l'influence du Libre-arbitre sur l'action, ni de priorité de temps, ni de priorité de nature ; au lieu que la grace prévenante, en tant que prévenante, précède, soit de priorité de temps, soit de priorité de nature, l'influence du Libre-arbitre pour un acte surnaturel, & qu'elle peut être frustrée de son effet si le Libre-arbitre ne veut pas faire cette action qui le dispose à la

Molina. justification. La grace prévenante prévient néanmoins tellement l'entendement & la volonté de l'homme , que le mouvement excité dans l'une & dans l'autre de ces facultez , est produit par la grace & par les facultez qui y concourent, quoique ce ne soit pas avec liberté. Ces illuminations de l'entendement , ces mouvemens de la volonté , sont produits dans l'ame , soit qu'elle le veuille , soit qu'elle ne le veuille pas , mais ce sont néanmoins des actions de l'ame qui sont suivies d'un consentement libre.

Molina passe ensuite à la science de Dieu. Pour l'accorder avec la contingence des choses , & la liberté , il soutient que les choses ne doivent pas arriver , parce que Dieu les a prévûes ; mais que Dieu les prévoit , parce qu'il connoît qu'elles doivent arriver suivant l'ordre des causes ; & qu'à l'égard des agens libres , il prévoit l'usage qu'ils feront de leur liberté dans les circonstances où ils se trouveront.

Il rejette à cet égard les Prédefinitions ou Décrets absolus de Dieu , & descendant en particulier à la Prédestination , il rejette le sentiment de ceux qui disent que l'élection à la gloire n'a point précédé la prévision des mérites , & le bon usage du Libre-arbitre , & que Dieu a fait un decret de donner à ses Elûs des secours efficaces pour déterminer leur volonté à faire le bien , & à y perséverer. Il dit que Dieu a eu une volonté véritable de sauver tous les hommes & les Anges ; qu'il les a créés pour la Beatitude , & qu'il a résolu de leur donner tous les moyens nécessaires pour y parvenir ; mais selon lui , cette volonté est conditionnée , & son

effet dépend du Libre-arbitre , tant d'un chacun, que du premier homme. Il ajoute que Dieu ayant prévu la chute du Genre humain , a résolu de lui envoyer un Redempteur Universel , dont les mérites fussent appliquez à tous les hommes , & sous certaines conditions dépendantes du Libre-arbitre , & du cours & de la disposition de la nature. Si les enfans qui meurent sans Baptême sont privez de ce secours , le peché d'Adam en est la première cause , & ce qui les empêche secondement d'avoir part à la Redemption est le cours ordinaire des causes naturelles , ou la mauvaise volonté des hommes : à l'égard des Adultes , c'est uniquement leur mauvaise volonté.

Il explique cette doctrine avec beaucoup d'étendue dans les dernières disputes de son Ouvrage , principalement dans celui où il traite cette Question , S'il y a de la part du Prédestiné quelque cause de sa prédestination. Après avoir marqué les erreurs des Lutheriens , d'Origene , & des Pelagiens , il examine & rejette le sentiment de Catharin ; il rapporte ensuite celui des Theologiens qui ont enseigné que la Prévision du bon usage que les hommes feroient du Libre-arbitre en coopérant à la grace , est la cause de la prédestination des Adultes. Il ne croit pas , avec Dominique Soto , que ce sentiment soit Pelagien , parce que ces Heretiques disoient que l'homme étoit prédestiné à cause des actions qu'il faisoit par ses forces naturelles , au lieu que ces Theologiens admettent une première grace conférée gratuitement , & sans que l'homme l'ait méritée , & qu'ils veulent que Dieu ne les prédestinent qu'à cause qu'il a prévu qu'ils mérite-

Molina. roient le Ciel en perseverant avec le secours de la grace : & que quand même ils diroient qu'en la prédestination Dieu a eu égard en prédestinant à la premiere grace, & au bon usage qu'il a prévu que l'homme en devoit faire par son Libre-arbitre, ils ne disent pas que cet usage ait mérité cette premiere grace, d'un mérite de condignité, mais seulement par une espece de congruité, parce qu'il est conforme à la justice & à la sagesse de Dieu qu'il en agisse ainsi. Mais quoique Molina ne croie pas que cette opinion soit Pelagienne, & qu'il dise qu'elle paroît même probable quand on la considere d'abord, il ne l'approuve pas neantmoins s'ils supposent que Dieu a pris cette prévision de l'usage du Libre-arbitre, pour regle & pour mesure des graces qu'il veut accorder ; en sorte que de la part de Dieu il y ait une égalité parfaite dans les secours, & dans les moïens qu'il veut donner à tous les hommes, & que toute l'égalité vienne du different usage de la liberté de l'homme, qu'il a prévu. En ce sens il rejette cette opinion comme fausse, comme contraire à la sainte-Ecriture, portant préjudice à la grace, & par conséquent peu sûre dans la foi, pour ne rien dire davantage. Il n'approuve pas même l'opinion de ceux qui soutiennent que la prévision du bon usage du Libre-arbitre, après que l'on a reçu la grace, est la cause de la Prédestination. Il se declare donc pour le sentiment de S. Thomas & des autres Theologiens, qui disent que la Prédestination considerée en son entier, & dans tous ses effets, n'a aucune cause de la part du Prédestiné ; mais il condamne fortement, & presque comme une erreur dans la foi, la conclusion que les Thomistes en

tirent, que Dieu donne à ceux qu'il a prédestinez des secours efficaces qui les déterminent à vouloir le bien. Il repete ici ce qu'il avoit dit de la cooperation de la volonté à la grace, & combat fortement la grace efficace par elle-même. *Molina.*

Il examine ensuite l'ordre des decrets de Dieu dans la Prédestination, & rejette d'abord le sentiment de Scot & des autres Theologiens, qui disent que Dieu a prédestiné les hommes à la gloire, avant que d'avoir prévu aucun peché. Il montre que S. Augustin a établi que la Prédestination & la Reprobation suppose la prévision du peché originel & de la chute de l'homme, après laquelle Dieu a résolu de tirer un certain nombre de personnes de cette masse de perdition par sa misericorde, & d'y laisser les autres pour faire éclater sa justice. Molina avouë que ce sentiment est beaucoup plus humain que le précédent. Pour venir enfin à son opinion, il declare que la Prédestination de Jesus-Christ & des hommes a été précédée en Dieu de la connoissance de tous les effets contingens & libres, non à la verité connus comme futurs; mais supposé que Dieu voulût créer l'ordre des choses de la nature, de la grace, & de l'union hypostatique tel qu'il l'a créé. Il se represente Dieu contemplant dans ce premier moment une infinité d'ordres de choses possibles, & tout ce qui devoit arriver dans chaque ordre, même par la volonté du Libre-arbitre des creatures. Dieu a sçu, par exemple, ce qui devoit arriver du Libre-arbitre des Anges & de nos premiers Peres, supposé qu'il les créât avec la justice originelle. Il a connu la chute des Anges & de l'homme, il a prévu que supposé que

62 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Molina. l'homme tombât, l'incarnation du Verbe étoit un moien de reparer sa chute ; ensuite il a choisi librement cet ordre de nature , de grace , & d'union hypostatique qui a été depuis le commencement du monde , & qui durera jusqu'à sa fin. Il a résolu de créer les Anges & les hommes dans l'état d'innocence , avec les secours nécessaires pour parvenir à la Beatitude par leur liberté ; il a prévu les Anges qui en useroient bien , & qui parviendroient à la Beatitude ; & ceux qui par leurs fautes s'en rendroient indignes , & en conséquence il a résolu d'exclure ceux-ci de la gloire , & de les condamner à des peines éternelles. A l'égard des hommes il a voulu les sauver, quoiqu'ils fussent tombez par le peché d'Adam ; il a voulu les sauver en leur donnant Jesus-Christ, par lequel il a établi un ordre de grace pour le salut de tous , mais qui dépend , à l'égard des Adultes , de leur Libre-arbitre ; & à l'égard de ceux qui meurent avant l'usage de raison , du cours ordinaire des causes naturelles , & de la volonté des autres. Ceux-ci ne sont exclus de la gloire qu'à cause qu'ils sont privez des dons nécessaires pour le salut ; ainsi , selon Molina , ils seront traitez comme s'ils fussent nez dans l'état de pure nature , & ils seront délivrez , après le jour du Jugement & la Resurrection , des peines & des incommoditez de cette vie mortelle , & meneront pendant toute l'éternité une vie exempte de tout défaut & de corps & d'esprit , & meilleure qu'aucune de celle des mortels , quoiqu'ils n'aient pas pû éviter la peine du dam , c'est-à-dire , la privation de la vision de Dieu ; ce qui ne dépendoit pas d'eux à la verité , mais

du cours des choses naturelles & de la volonté *Molina.* des autres. A l'égard des Adultes comme ils ont pû par leur Libre-arbitre secouru de la grace de Jesus-Christ, mériter la vie éternelle, & qu'ils ont mérité la mort par leurs propres démerites, il conclut qu'il n'y a point d'adulte qui ne soit prédestiné à la vie éternelle par ses propres mérites, & qu'il ne soit reprouvé à cause de ses démerites; il dit même qu'il est persuadé que cela est de foi.

Il pose ensuite plusieurs conclusions pour établir son sentiment. La 1. que la Prédestination de Dieu est l'ordre & le moien par lequel Dieu, par la science moienne, a prévu qu'une creature intelligente parviendroit à la vie éternelle. 2. Que la certitude de cette prédestination ne se doit pas tirer des moiens & des effets de la Prédestination, mais de la Prescience de Dieu, par laquelle il connoît que le Prédestiné cooperera par sa liberté à la grace; en sorte qu'il méritera la vie éternelle. 3. Il en est de même à l'égard de la certitude de la Prédestination des enfans. 4. Que la Prédestination des adultes, quant à son effet entier, n'a point de cause de la part du Prédestiné, mais qu'on doit attribuer sa prédestination à la volonté de Dieu, parce qu'entre les moiens par lesquels il y parvient, il y en a qui dépendent absolument de la volonté de Dieu. L'usage, par exemple, du Libre-arbitre suppose l'existence de l'homme; & cet existence est un effet de la volonté libre de Dieu qui a créé l'homme, & établi l'ordre de la nature; il en est de même de l'ordre de la grace: le bon usage du Libre-arbitre suppose des graces prévenantes &

64 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Molina. excitantes , que Dieu donne librement aux hommes avant & après leur conversion. 5. Qu'il en est de même de la prédestination des enfans qui suppose les remèdes du péché originel que Dieu a établis librement , & l'ordre de la nature qui est aussi un effet de sa volonté. Ainsi la Prédestination de la part de Dieu est un Acte libre , par lequel il a résolu de donner de sa part à un adulte les moyens par lesquels il a prévu qu'il parviendrait à la vie éternelle , dépendamment toutefois de sa liberté , & d'accorder aux enfans les moyens par lesquels il prévoit qu'ils recevront la justice , dépendamment néanmoins du cours des causes naturelles , & de la volonté des autres hommes. Ce Decret suppose une science moyenne , par laquelle Dieu connoît non seulement qu'ils peuvent parvenir par ces moyens à la vie éternelle , mais qu'ils y parviendront suivant l'usage qu'ils feront de ces moyens , & le cours de la nature. Dieu ne leur a pas néanmoins accordé ces moyens , parce qu'il a prévu qu'ils coopereroient par leur liberté ; cette coopération n'est ni la cause , ni la condition des grâces qu'il leur accorde ; car quoiqu'il ne refuse à aucun adulte les secours nécessaires pour le salut , ce n'est pas à cause qu'il prévoit le bon usage qu'ils en feront , mais par sa pure miséricorde. Ce n'est point non plus à cause de la prévision des mérites futurs des enfans s'ils eussent vécu , qu'il leur donne les moyens d'obtenir la justice. 6. Que quoiqu'il n'y ait point de cause ni de condition de la part du Prédestiné , de l'acte de la volonté Divine , par lequel Dieu a résolu de lui conférer les dons par lesquels il a prévu qu'il

qu'il parviendrait à la vie éternelle. Toutefois *Molina* la coopération future du Libre-arbitre du Prédestiné, est la cause de la science de Dieu qui précède l'acte de la volonté, par laquelle il a prévu que supposé qu'il voulût donner à un tel homme les secours nécessaires, il y coopérerait par sa liberté. 7. Que la Prédestination particulière de chaque Prédestiné, renferme cette prescience de Dieu qui dépend de la future coopération du Libre-arbitre. 8. Qu'en ce sens la prédestination des adultes a été faite suivant la connaissance du bon usage qu'ils feront du Libre-arbitre.

A l'égard de la Reprobation, Molina remarque que pour la bien entendre, il faut distinguer en Dieu trois volontés à l'égard de chaque Reprouvé. La première, la volonté de permettre les pechez qui doivent l'exclure de la Beatitude, & le rendre sujet aux peines éternelles : acte qui est suivi de la permission même de ces pechez. La seconde, la volonté de ne lui point donner de secours pour se retirer de ses pechez, & de le laisser dans l'endurcissement. La troisième, la volonté de l'exclure du Roiaume celeste, & de le condamner aux feux éternels. Toutes ces trois volontés supposent le peché, comme la simple permission suppose que Dieu connoît qu'ils seront futurs par la liberté de cet homme. Vouloir les permettre, est simplement ne vouloir pas les empêcher. L'endurcissement est la peine du peché précédent, & la peine suppose le peché qui l'a méritée. De ces principes il conclut, que la cause méritoire de la Reprobation est de la part du Reprouvé, le peché mortel dans lequel il

Molina. perseverere jusqu'à sa mort. Il est vrai que la volonté de permettre le péché, n'est pas l'effet de la volonté du Reprouvé, mais elle dépend de la prescience que Dieu a eue que dans l'ordre des choses qu'il a établies les pechez seroient commis, & que le Reprouvé mourroit dans le crime. Voilà le Sommaire de la doctrine de Molina sur la Prédestination & sur la Grace. Les preuves dont il se sert pour l'établir, sont des passages de l'Ecriture-sainte, des decrets des Conciles, des témoignages des Peres Grecs & Latins, & des Argumens tirez de la raison. Il explique les passages de l'Ecriture, des Conciles & des Peres, & répond aux Argumens qu'on peut lui opposer. Il rapporte avec assez de netteté les opinions des differens Theologiens ; & il raisonne subtilement, & consequemment. Quoique saint Augustin & saint Thomas ne lui soient pas favorables, il tâche neantmoins de les mettre presque partout de son côté ; il les cite pour lui, & répond aux passages de ces Auteurs qu'on lui peut opposer.

Le Livre de la Concorde de Molina fut imprimé l'an 1588 à Lisbonne, avec l'approbation de Barthelemi Ferreira Dominiquain, Censeur des Livres, & dédié à Albert Archiduc d'Autriche, Inquisiteur General de ce Roïaume. Les Dominiquains firent ce qu'ils pûrent pour empêcher cet Ouvrage de paroître. Dominique Bannez proposa des difficultez pour l'arrêter, & accusa l'Auteur de renouveler les treize Propositions qui venoient d'être condamnées par l'Inquisition de Castille ; Molina se défendit, & son Ouvrage parut, non seulement avec la permission de l'In-

Inquisiteur de Portugal, mais encore avec un Privilege du Conseil de Castille & d'Arragon, & du consentement de l'Inquisiteur de Portugal. Ce Livre a été depuis imprimé à Lyon en 1593, à Venise en 1594, & à Anvers en 1595. Les éditions de Lisbonne & d'Anvers sont à peu près semblables. Celles de Venise & de Lyon sont dans un autre ordre, & jointes au Commentaire sur la premiere partie de S. Thomas.

Les Dominiquains n'ayant pas pû empêcher que ce Livre ne parut, l'attaquerent viveiment quand il fut devenu public. Didace Nuño qui professoit en 1594 dans le College de saint Gregoire de Valladolid, traitant de l'infidelité sur la 10. quest. de la 2. 2. de saint Thomas, prit de là occasion de déclamer contre les opinions de Molina, & de les condamner publiquement comme erronées & scandaleuses. Les Jesuites de leur côté entreprirent la défense des sentimens de Molina ; & pour le faire avec plus d'éclat, ils firent soutenir à Valladolid des Theses Apologetiques dediées à l'Infant d'Espagne, ou à l'Archiduc d'Autriche, le 4 ou le 5 Mars 1594, lesquelles étoient conformes à la doctrine de Molina. Jérôme Nuñez, & Antoine Padilla Jesuites, étoient Présidens de l'Acte. Les plus habiles Theologiens des Dominiquains ne manquerent pas de s'y rendre, & y disputerent avec chaleur. Didace Nuño, qui ouvrit la Dispute, avança que cette Proposition de Molina : *De deux hommes qui ont des secours entierement égaux, & en tout, l'un se convertit, l'autre ne se convertit pas ; l'un surmonte la tentation, l'autre succombe, est heretique.* Le Soutenant & le President la défendirent.

Theses & contestations en Espagne touchant le livre & la doctrine de Molina.

Theses & contestations en Espagne touchant le livre & la doctrine de Molina.

68 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

en l'expliquant du secours prévenant ; parce que de deux hommes qui ont la même grace prévenante, l'un se convertit quelquefois, l'autre ne se convertit pas ; mais ils n'osèrent l'étendre au secours concomitant. Le Disputant soutint que cette distinction ne les tiroit pas d'affaire, parce que Molina ne mettoit point de difference entre la grace prévenante, & la grace concomitante, que celui qui vient du consentement du Libre-arbitre ; & que d'ailleurs, selon ses principes, de deux personnes qui ont la même grace concomitante, il dépend du Libre-arbitre de l'un de se mieux disposer que l'autre à la grace justificante ; & même que de deux hommes qui ont des secours inégaux, il peut arriver qu'ils feront tous deux également le bien, & que celui qui en a le moins le fera plutôt. La dispute s'échauffa, comme on peut croire, entre des gens qui combattoient pour l'honneur de leur Ordre. Le Soutenant se tira d'affaire en demandant aux Dominiquains s'ils prétendoient être les seuls qui eussent la clef de la science. L'après-midi Didace Alvarez & Jérôme Vallejo disputèrent aussi, & il arriva, ce qui arrive ordinairement dans ces disputes, que les uns & les autres crurent avoir eu l'avantage, & que les Auditeurs se trouverent partagez suivant leurs liaisons & leurs inclinations.

Les Dominiquains non contents de l'éclat qu'ils avoient fait à la These, défererent la doctrine de Molina à l'Inquisition de Valladolid, & prirent la résolution de faire soutenir une These à Didace Nuño contraire à celle des Jesuites : ceux-ci demanderent à l'Inquisition que jusqu'à ce que

la cause fût jugée, les Dominiquains s'abstinrent de traiter d'heretiques les Propositions de Molina. L'Inquisition trouva cette Proposition raisonnable, & permit seulement aux Dominiquains de déclarer dans leurs Theses que les Propositions soutenues par les Jesuites étoient fausses, improbables, & inôut-nables. Didace Nuño réduisit donc sa These à ces termes, & y rejetta de cette maniere les quatre Propositions suivantes : 1. De deux hommes qui ont un secours tout-à-fait égal de la part de Dieu, l'un se convertit & l'autre ne se convertit pas, suivant leur libre volonté. 2. Dieu prévoit que je dois cooperer à la grace, parce que j'y dois librement cooperer ; en sorte que la cause veritable de sa connoissance est ma cooperation future. 3. Le secours qui est donné pour les œuvres surnaturelles, est de même nature que celui qui est donné pour les œuvres naturelles. 4. Le bon usage du Libre-arbitre, est la cause de ce qui est l'effet entier de la Prédestination. Ces Theses furent soutenues dans leur College de Valladolid. Antoine de Padilla Jesuite y vint disputer, & soutint avec chaleur la premiere Proposition. Les Dominiquains disent dans leur Relation, qu'il fut enfin obligé d'avoüer qu'elle étoit erronée ; mais la Relation que les Jesuites firent dresser, porte que Padilla soutint que cette premiere Proposition n'étoit point contre Molina, que les Dominiquains repliquerent qu'elle n'étoit pas en effet contre aucun particulier, mais qu'ils la défendoient *ut jacet*, sans avoüer neantmoins qu'elle ne fût pas de Molina. Que Padilla fit consister l'état de la question en ce point ; scavoir, s'il faut pour se convertir un secours prévenant efficace,

Livre de Molina, & Propositions des Dominiquains déferez à l'Inquisition d'Espagne.

70 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

qui prédetermine la volonté à la conversion; ou s'il suffit d'avoir un secours prévenant suffisant (qui est commun à celui qui se convertit, & à celui qui ne se convertit pas) afin que l'homme se convertisse avec le secours concomitant. Que Padilla s'efforça de prouver que la seconde partie de cette Proposition étoit véritable, & que le Pere Hernandez Recteur du College des Dominiquains, lui aiant demandé s'il accordoit cette Proposition : *C'est la seule liberté qui fait que l'un se convertit, & l'autre ne se convertit pas*; il répondit qu'il falloit distinguer.

*Brefs
du Pape
Clement
VIII.
pour im-
poser si-
lence.*

Ces disputes ne décidant rien, les Dominiquains poursuivirent le procès commencé au Tribunal de l'Inquisition de Portugal, & les Jesuites eux-mêmes consentirent qu'il y fût jugé, à condition que les Dominiquains ne seroient point du nombre des Censeurs. Bannez défera aussi cette affaire à l'Inquisition du Roïaume de Castille; & les esprits commencerent si fort à s'échauffer, que le Cardinal Quiroga Archevêque de Toledo, se crut obligé d'écrire au Pape Clement VIII. pour lui faire sçavoir les troubles que ces disputes excitoient, afin que Sa Sainteté interposât son autorité pour les appaiser. Le Pape écrivit des Brefs à l'Inquisiteur d'Espagne, & à son Nonce, par lesquels il leur interdisit la connoissance de cette affaire, & leur ordonna, 1. de défendre aux Theologiens des deux Ordres de se servir de termes d'aigreur dans les disputes qu'ils auroient sur les Questions de la Prédestination, de la Grace, & du Libre-arbitre, & de condamner mutuellement leurs opinions. 2. De tirer des uns & des autres une déclaration précise

de leurs sentimens , avec les principales autoritez , & les principales raisons sur lesquelles ils sont appuiez. 3. De consulter sur ce sujet les Universitez d'Espagne , les Evêques , & les plus habiles Theologiens. Le Nonce (Camille Caëtan) intima les ordres du Pape aux Provinciaux des deux Ordres le 15 Aoust 1594 , & les exhorta de les faire executer , en imposant silence à leurs Theologiens , & en choisissant les plus habiles pour dresser des Memoires sur leurs sentimens. Les Provinciaux , en consequence de cet ordre , défendirent à leurs Sujets de disputer sur ces matieres ; & l'Inquisiteur de Castille fit la même défense à tous les Theologiens soumis à sa Jurisdiction ; il écrivit en même temps aux Universitez , aux Evêques , & aux plus habiles Theologiens , pour avoir leur avis sur ces Questions.

Sur ces entrefaites Molina vint à Madrid pour rendre compte de sa doctrine , & y défera à l'Inquisition des Propositions de Dominique Bannez , & de François Zumel Dominiquains. Les Jesuites presenterent aussi au Tribunal de l'Inquisition , au nom de leur Societé , des Ecrits pour exposer leur doctrine touchant la Prédestination & la Grace. Le Pape voulant arrêter entierement le cours de ces contestations qui pouvoient causer un Schisme , donna un second Bref , par lequel il défendoit absolument de parler publiquement , ni d'écrire sur cette matiere. Cela n'empêcha point l'Inquisition d'Espagne de continuer les procédures qu'elle avoit commencées au sujet du Livre de Molina. Jérôme Manriquez Evêque d'Avila , fait Inquisiteur General le 6 Mai 1595 , sembloit vouloir juger cette affaire , mais ce

*Brefs
du Pape
Clement
VIII.
pour im-
poser si-
lence.*

*Brefs
du Pape
Clement
VIII.
pour im-
poser si-
lence.*

Prelat étant mort quatre mois après, il vint en Espagne un troisième Bref, adressé à l'Inquisiteur General, qui lui faisoit défense de connoître de cette affaire, & la reservoit au Saint Siege. Pierre Portocarrero, qui avoit succédé à Manriquez, obéit, & envoya en 1596 les Memoires qui lui avoient été donnez tant par les Jesuites que par les Dominiquains, & les Consultations des Universitez, des Evêques, & des Theologiens, qu'il avoit fait faire suivant l'ordre du Pape. De ces Censures, qui étoient au nombre de douze, il y en avoit quelques-unes qui condamnoient des Propositions des Dominiquains, & de Molina; d'autres mettoient la doctrine de Molina à couvert d'heresie; quelques-unes la declaroient probable; mais le plus grand nombre la rejettoient comme nouvelle & téméraire. Le Grand Inquisiteur en envoyant ces pieces au Pape, écrivit le 15 Octobre 1596, qu'il avoit dès l'année précédente, suivant les ordres de Sa Sainteté, imposé silence aux Dominiquains & aux Jesuites, sur la question de la Grace suffisante & efficace, & qu'il lui envoioit presentement les Memoires des Parties, & les avis des Universitez, & des plus celebres Theologiens, sur cette Question; Que les deux partis lui avoient témoigné qu'ils attendoient avec respect le jugement du Saint Siege, & qu'ils étoient prêts de s'y soumettre sans reserve; qu'ils feroient aussi leur possible pour s'abstenir en attendant de disputer exprès sur cette matiere, & même d'avoir sur cela de sentiment arrêté; mais que si la décision étoit long-temps différée, comme ils le craignoient, ils ne voioient pas comment ils pourroient se

conduire sans être exposez en un grand danger , & sans que les disputes Theologiques en souffrissent beaucoup , parce qu'il y avoit plusieurs Questions importantes , où il est traité non seulement de la Grace , du Libre-arbitre , & de la Justification , mais encore de la Providence , de la Prédestination , de la science de Dieu , & de plusieurs autres matieres sur lesquelles il falloit qu'ils demeurassent en suspens , & s'arrêtassent , s'ils ne touchoient pas à la Question dont il leur étoit défendu de parler ; & qu'ainsi ils prioient Sa Sainteté en leur nom , & au nom de tous les Theologiens Scholastiques , de leur prescrire ce qu'ils devoient faire quand ces Questions se presentent ; qu'ils ne pouvoient pas omettre dans leurs leçons & dans leurs disputes , sans porter préjudice à leurs auditeurs.

Nonobstant cette soumission apparente des Dominiquains & des Jesuites , ils ne laisserent pas de disputer , & de déclamer fortement les uns contre les autres ; du côté des Dominiquains , le Pere Alphonse d'Avendano , le Pere Gonzalez Romero , & le Frere Martin Xemio , furent accusez , & même poursuivis en Justice par les Jesuites , comme calomniateurs de leur Societé. Les Dominiquains de leur côté accusoient toujours les Jesuites d'être dans des sentimens Pelagiens , ou Demi-pelagiens.

Ces contestations continuelles qui excitoient des troubles dans l'Eglise d'Espagne , obligerent le Roi Philippe II. de faire venir à Madrid le Pere Jean Villafranca , Provincial des FF. Prêcheurs de la Province d'Espagne , & le Pere Garcias Halarcon , Visiteur des Jesuites de la Province de Ca-

*Renou-
vellement
des Dis-
putes.*

*Ordre du
Roi d'Es-
pagne
pour les
appaïser.*

Ordre du
Roi d'Es-
pagne
pour les
appaiser.

74 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

stille , & de leur faire dire d'aller trouver le Pere Didace Yopez son Confesseur , pour recevoir de lui ses ordres. Le Pere Yopez leur declara que le sujet pour lequel le Roi les avoit fait venir , étoit le scandale que causoient les disputes des Theologiens de leurs Ordres , touchant la Grace & le Libre-arbitre ; que pour y remedier S. M. avoit jugé à propos de faire dresser les articles suivans : 1. Que les Superieurs des Ordres mettroient dans les Chaires de leurs Colleges & des Universitez , des Lecteurs affectionnez à la doctrine de saint Thomas , qui ne seroient point soupçonnez d'entretenir , ou d'avoir entretenu les contestations , & que si ceux qu'ils mettroient dans ces places les excitoient à l'avenir , ils eussent à les ôter , & à les punir suivant les reglemens de la Societé des Jesuites , & de l'Ordre des FF. Prêcheurs. 2. Que jusqu'à ce que Sa Majesté en eût disposé autrement , les Professeurs des deux Ordres ne viendroient point aux Theses publiques des uns des autres. 3. Que dans les Actes , dans les Leçons , & même dans les conversations particulieres , ils ne taxeroient point d'erreur & d'heresie la doctrine des autres , ni ses Défenseurs ; qu'au contraire ils diroient du bien les uns des autres ; qu'ils garderoient les regles de la charité fraternelle , sauf à avoir recours au Saint Siege dans les choses de plus grande consequence. 4. Qu'ils ordonneroient chacun de leur part aux Religieux des Ordres qui leur sont soumis , que tous ceux qui avoient des Ecrits contre les mœurs des particuliers de l'autre Ordre , les brûleraient , & qu'à l'avenir il ne se feroit plus d'écrits de cette nature , mais qu'on avertiroit

les Supérieurs, des fautes que l'on pourroit savoir. Ces articles furent signez par le Confesseur du Roi, par les Provinciaux, & par leurs Compagnons.

Ces ordres, quoique très-précis, ne furent pas encore suffisans pour mettre la paix ; car quoique les Jésuites & les Dominiquains n'allassent plus aux Actes les uns des autres pour y disputer, ils y envoïoient des Emissaires qui causoient le même trouble ; & comme les Provinciaux de la Province d'Aragon n'étoient point intervenus dans le reglement qui avoit été fait, les Dominiquains s'y croïoient en droit de traiter les matieres de la Grace, & d'en disputer comme ils avoient fait par le passé, ce qui donna lieu aux Jésuites de les accuser auprès du Nonce & des Inquisiteurs, comme des prévaricateurs, & des réfractaires aux ordres du Saint Siege. Enfin le Nonce & le General même des Dominiquains, leur firent une défense absolue de disputer sur ces Questions. Les Dominiquains d'Aragon ne se rendirent pas encore à cette défense, & presenterent une Requête au Roi Philippe II. & aux Inquisiteurs, pour obtenir la permission d'enseigner leur doctrine. Le Roi les renvoïa au Pape, qui permit aux Dominiquains d'enseigner les matieres de la grace conformément à la doctrine de S. Thomas, ainsi qu'ils avoient fait par le passé ; & aux Jésuites de traiter ces mêmes matieres en enseignant une doctrine saine & Catholique, à condition neantmoins que les uns & les autres ne traiteroient ces matieres que dans les Ecoles & dans les Theses, qu'ils n'en parleroient point dans leurs Sermons, & qu'ils s'abstiendroient de

Permission du Pape de disputer sur ces matieres dans les Ecoles.

*Permif-
fion du
Pape de
disputer
fur ces
matieres
dans les
Ecoles.*

76 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
toutes contestations, de nouveautez, & de qua-
lifications, censures ou notes de l'opinion con-
traire, se tenant dans les bornes d'une juste mo-
deration. Ce Decret du 26 Février 1598, fut en-
voïé au Cardinal de Sainte Severine, Nonce d'Es-
pagne, & fut signifié par les Inquisiteurs de Val-
ladolid aux Provinciaux des Dominiquains & des
Jesuites, mais en des termes qui mettoient en
parallele la doctrine des Jesuites avec celle des
Dominiquains, & qui laissoient aux uns & aux
autres la liberté de traiter ou de disputer dans les
Ecoles des matieres de la Grace comme ils fai-
soient auparavant, à condition seulement qu'ils
enseigneroient une doctrine saine & Catholique.
Aussi-tôt les Jesuites & les Dominiquains com-
mencerent à écrire & à disputer plus fortement
que jamais sur ces matieres. Les premiers se plai-
gnirent au Tribunal de l'Inquisition de Rome, en
l'absence du Pape, de ce que les Inquisiteurs d'Es-
pagne avoient parlé également de leur doctrine
& de celle des Jesuites, quoiqu'on y eût mis
quelque difference dans le Decret venu de Rome ;
mais le Cardinal Madruce, Chef de la Congrega-
tion du Saint Office, ne jugea pas à propos de
rien ordonner là dessus en l'absence du Pape qui
étoit à Ferrare, & sans avoir reçu des nou-
velles de l'Inquisiteur, & du Nonce d'Espa-
gne.

Pendant que ces choses se passoient en Espagne,
le fond de l'affaire commençoit à s'instruire à
Rome. Didace Alvarez, l'un des plus celebres
Theologiens de l'Ordre des FF. Prêcheurs, &
Procureur General de ceux d'Espagne, y étoit
arrivé dès le sept Novembre 1596. Il y atten-

doit avec impatience les instructions qui devoient y être envoyées d'Espagne sur la Controverse de la Grace ; & cependant il presenta au mois de Juin de l'an 1597, une Requête au Pape Clement VIII. par laquelle il lui demandoit qu'il fît examiner le Livre de la Concorde de Molina, dont il soutenoit que la doctrine étoit pernicieuse ; lui remontrant qu'il y avoit beaucoup de danger à remettre cette affaire, parce que les jeunes Theologiens embrassoient ces sentimens. Il donna en même temps au Cardinal Alexandrin, Protecteur de son Ordre, une Apologie des sentimens qu'il soutenoit, avec une Censure de neuf Propositions de Molina, & une de dix autres qui ne sont point sur les matieres de la Grace, mais sur la Confession par lettres, tirées de Suarez. Ce Cardinal les mit entre les mains du Pape, elles furent communiquées par son ordre à Bellarmin, & à Arrubal Jesuites, qui y firent des Réponses. Le Pape aiant égard à la Requête d'Alvarez, établit au mois de Novembre 1597 une Congregation pour cette affaire, composée de dix Consultants, dont il nomma le Cardinal Madruce pour Préfet. Les Consultants étoient, Properce Resta de Capellis Franciscain Evêque de Jerunthmo & de Cariath, Jules Sanctucius de Montefiltrano Franciscain Evêque de Sainte Agathe, Lælio Lando de Sessa Evêque de Narni, Henri Silvius Vicaire General de l'Ordre des Carmes, François Bruscius, Procureur General de l'Ordre de Saint François, Jean-Baptiste de Piombino Procureur General des Augustins, Gregoire Nuñez Coronel docteur en Theologie du même Ordre, Louis de Creil Docteur en Theologie de la Faculté de

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

78 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Paris, auxquels il ajouta, après la première Assemblée, Jacques Bossu docteur de la même Faculté de Paris, de l'Ordre des Benedictins, Antoine Bovio regent du College des Carmes de Rome, qui prit la place du Vicaire General, & Hyppolite Massieri de l'Ordre des Servites Evêque de Montepeluso. Ces Consulteurs commencerent à s'assembler sous la Présidence des Cardinaux Louis Madruce & Pompée Arrigon, dès le 2 de Janvier 1598. Le Cardinal Madruce leur dit, que l'intention du Pape étoit, que mettant à part toute sorte de passion, d'intérêt, & d'esprit de contention, ils fissent un rapport fidele & religieux de ce qu'ils auroient remarqué digne de censure dans le Livre de Louis Molina. La première chose que les Consulteurs se proposerent de faire, ce fut d'examiner le dessein de Molina, & le motif qui l'avoit porté à composer son Livre; ils conclurent dans la seconde Congregation tenue le 9 du mois, que son but avoit été de donner une nouvelle maniere d'accorder le Libre-arbitre avec la Grace, la Prescience, & la Prédestination, parce qu'il n'avoit pas trouvé que cette Question eût encore été entièrement expliquée & résolue, & qu'il donnoit sa nouvelle Concorde pour une chose si certaine, qu'il n'avoit point fait de difficulté d'assûrer que si on l'eût ainsi expliquée, l'heresie de Pelage ne se feroit pas élevée, les Lutheriens n'auroient pas nié la liberté, tant de Fideles n'auroient pas été troublez par l'opinion de saint Augustin dans ses Traitez contre les Pelagiens, & l'on auroit facilement éteint les restes de l'heresie Pelagienne qui étoient dans les Gaules. La troisième Con-

gregation se tint le 16 du mois, on y réduisit toute la doctrine de Molina à quatre principes. Le premier est la maniere particuliere dont Dieu influë tant par le concours general pour les actes naturels du Libre-arbitre, que par les secours particuliers pour les Actes surnaturels qu'il explique, en disant que ce concours n'est pas une influence de Dieu sur les causes secondes pour les mouvoir, pour les faire agir, mais une influence avec les causes secondes, & sur les effets. Le second principe concerne le don de perseverance, qui dépend, selon lui, de la liberté & de la cooperation de l'homme. Le troisième est la science moienne par laquelle Dieu connoît avant aucun Acte libre de sa volonté, tout ce qui doit arriver dans l'ordre des choses suivant les volontez libres, supposé telle ou telle chose. Le quatrième, que l'on peut parler de la Prédestination en general ou en particulier; qu'il n'y a point d'autre cause de la Prédestination en general que la volonté de Dieu, mais qu'en particulier le futur bon usage du Libre-arbitre est cause de la Prédestination. Les deux premiers principes servent à accorder la liberté avec la grace, & les deux derniers, avec la prescience & la prédestination.

On commença dans la quatrième Congregation, tenuë le 23, à examiner les Propositions particulieres du Livre de Molina, qui ont rapport à ses principes, & l'on y rejeta son opinion sur le concours general de Dieu, qui n'influë pas sur les causes, mais sur les effets. Dans la cinquième du 30, on condamna son sentiment touchant les forces du Libre-arbitre avec le con-

Congregations de Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

80 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

cours general de Dieu , particulièrement en ce qu'il rejette la prémotion , & en ce qu'il croit que l'homme peut faire des Actes naturels de Foi, d'Esperance , & d'Amour , quant à la substance par les seules forces de son entendement , & de sa volonté , quoique ces Actes ne puissent être surnaturels sans la grace. On trouva que cette opinion étoit peu conforme à la doctrine Catholique , & qu'elle approchoit fort de celle de Pelage. Dans la sixième Congregation tenue le 6 Février , la même matiere fut continuée à l'égard de l'amour de Dieu sur toutes choses , & du pouvoir de surmonter les tentations sans le secours de la grace , & l'on en porta le même jugement. Dans la septième du 13 Février , on déterminâ que la doctrine de Molina sur ces points , étoit contraire au sentiment des Theologiens Scholastiques , à la doctrine des Peres , aux Définitions des Conciles , & aux Decrets des Souverains Pontifes. La huitième Congregation se tint le 20 du même mois , on y traita du second principe de Molina touchant la perseverance , & l'on rejetta premièrement l'opinion que Molina attribuoit au commun des Docteurs , Que l'homme dans l'état d'innocence auroit pû mériter la vie éternelle , avec les dons surnaturels de Foi , d'Esperance , & de Charité , sans des secours particuliers. On conclut qu'il faisoit injure aux Theologiens Catholiques , de leur attribuer ce sentiment. 2. On condamna sa doctrine touchant la perseverance , Qu'il ne dépend que de l'homme de perseverer jusqu'à la fin , & qu'il pourroit arriver qu'il ne perseverât pas ayant tout le secours avec lequel il persevere. On déclara que
cette

Cette maxime étoit contraire à la doctrine commune & Catholique. 3. On rejetta aussi la Proposition, Qu'il arrive que de deux hommes appelez à la foi aiant les mêmes secours, l'un se convertit, & l'autre ne se convertit pas ; comme contraire à une vérité catholique enseignée par les Peres, définie par le Concile d'Orange. On examina dans la neuvième Congregation tenuë le 27 Février, la doctrine de Molina sur l'efficacité de la Grace, & l'on conclut qu'il avoit tort de condamner la prémotion physique par laquelle Dieu détermine & entraîne la volonté ; comme contraire à la liberté de l'homme. On rejetta la science moienne dans la dixième Congregation tenuë le 6 Mars. Enfin dans l'onzième & dernière tenuë le 13 du même mois, on déclara que le sentiment de Molina touchant la Prédestination, étoit non seulement contraire à la doctrine de saint Thomas, de saint Augustin, & des autres Peres, mais encore à l'Ecriture-sainte, & aux Decrets des Conciles, & conforme à celle de Cassien & de Fauste ; & ainsi l'avis des Consulteurs fut qu'il falloit défendre le Livre de la Concorde de Molina, & les Commentaires de cet Auteur sur la première Partie de saint Thomas, au moins jusqu'à ce qu'ils fussent corrigez par des personnes éclairées, & purgez de nouvelles opinions contraires à la doctrine des Peres, & à celle de S. Thomas.

Le Pape ne voulant rien faire avec précipitation dans une affaire de cette importance, ordonna aux Consulteurs de repasser sur ce qu'ils avoient arrêté, d'examiner les Memoires & les Censures qui avoient été envoyées d'Espagne, &

Congregations de Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

82 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

de donner leur suffrage par écrit. Ils continuèrent de s'assembler tous les Vendredis jusqu'au 22 de Septembre, revirent & confirmèrent les Censures qu'ils avoient portées, donnerent leur jugement par écrit, tant sur la doctrine de Molina, que sur les sentimens des Universitez & des Theologiens qui avoient été envoiez d'Espagne. Cependant les Jesuites firent proposer au Pape qui étoit à Ferrare un moien d'accommodement, qui étoit de permettre aux uns & aux autres de défendre leur sentiment comme probable. Le Pape aiant rejeté cet expedient, Padilla presenta un écrit contre la Prémotion Physique, & peu de temps après Christophle Cobos, Ferdinand de Bastida, & Jean Salas Jesuites Espagnols, arriverent à Rome chargez de quantité d'écrits, mais avant que ceux-ci arrivassent (le 29 Novembre 1598) les Consulteurs avoient arrêté (le 22 du même mois) la Censure, qui fut ensuite dressée par Coronel Secrétaire de la Congregation; & enfin lûë, approuvée, & confirmée de tous, à l'exception d'Antoine Bovio, dans une Congregation tenuë le 12 Mars 1599.

Les Jesuites, dont l'affaire avoit été recommandée au Pape par l'Imperatrice & par l'Archiduc, supplierent Sa Sainteté de leur accorder d'entrer en conference avec les Freres Prêcheurs, en presence de leurs Commissaires; le Pape le leur accorda, & leur donna pour Arbitre le Cardinal Madruce, auquel il joignit le Cardinal Berneri d'Ascoli, de l'Ordre des Dominiquains, & le Cardinal Bellarmin Jesuite, esperant que ces Arbitres pourroient accommoder les parties. Les Conferences commencerent le 22 Février 1599, & durerent jusqu'au 16 de Mai; la cause des Do

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 83
 miniquains y fut soutenuë par le General & le
 Procureur General de l'Ordre , avec deux Theo-
 logiens ; sçavoir, Didace Alvarez , & Raphael
 de Ripa ; & celle des Jesuites par le General
 Aquaviva , & Michel Vasquez , avec Christophle
 Cobos , & Pierre Arrubal. Les Jesuites ne se mi-
 rent pas beaucoup en peine de défendre le Livre
 de Molina , & s'appliquerent uniquement à dé-
 fendre leur sentiment sur l'efficacité de la Grace ,
 & à combattre celui des Thomistes touchant la
 Prémotion Physique. Les Dominiquains au con-
 traire , tinrent ferme sur l'accusation du Livre de
 Molina. Le Cardinal Madruce aiant fait rapport
 au Pape de leurs contestations , Sa Sainteté leur
 fit proposer huit Questions sur lesquelles il vou-
 loit qu'ils dissent leur sentiment dans la prochai-
 ne Congregation. Bellarmin en proposa six au-
 tres , ce qui fit naître de nouvelles contestations.
 Les Dominiquains & les Jesuites donnerent leur
 Réponse par écrit aux huit Questions proposées ;
 ces Réponses aiant été communiquées par le
 Cardinal Madruce , les Dominiquains firent des
 Remarques sur celles des Jesuites ; les parties
 convinrent de sept Propositions , & la contesta-
 tion se réduisit à sçavoir , Si l'efficace de la Grace
 dépend d'une prémotion physique qui détermine
 la volonté quant à l'Acte , quoiqu'elle demeure
 indifferente quant à la puissance ; & qui est une
 suite & un effet du decret éternel de Dieu. Les
 Jesuites rejettoient cette prémotion physique ,
 & ne reconnoissoient point d'autre efficacité de
 la Grace , qu'en ce que Dieu la donne dans des
 circonstances dans lesquelles il a prévu que la vo-
 lonté consentiroit infailliblement , & que le decret

*Congre-
 gations de
 Auxiliis
 sous le
 Pape
 Clement
 VIII.*

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

84 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
de Dieu précède bien la prévision du bien futur
absolument , mais non pas celle du bien futur
connu sous cette condition, que si ce Libre-arbitre
est mû par un tel secours dans telles & telles cir-
constances , il donnera son consentement. Les
Dominiquains se plaignirent par un écrit , de ce
que l'on changeoit l'état de la contestation qui
n'avoit roulé que sur le Livre de Molina , & de
ce que les Jesuites ne s'expliquoient pas claire-
ment sur l'efficacité de la Grace ; sçavoir , si elle
dépend de Dieu , ou si elle vient du Libre-
arbitre , en quoi ils faisoient consister tout l'é-
tat de la Question. Les Jesuites declarerent
qu'ils avoient reconnu un secours efficace , pré-
venant, surnaturel, intrinseque , qui n'est pas seu-
lement du côté de l'objet , mais encore du côté
de la puissance , & qui est distingué du suffisant ;
mais qu'ils n'avoient pas voulu reconnoître la
prémotion physique ; qu'on n'avoit point encore
disputé sur la question en quoi consistoit l'effi-
cacité de la Grace ; mais qu'ils avoient répondu
assez clairement par écrit à cette question , en
disant sur la quatrième Proposition , que les se-
cours de la grace prévenante étoient efficaces ,
principalement par la volonté de Dieu , & par
leur nature , & moins principalement par leur
rapport au Libre-arbitre , qui est essentiel à la
grace congrüe à la volonté. Le Cardinal Madru-
ce voulant les faire expliquer davantage , proposa
trois Questions. La première , si toute l'efficace
de la grace prévenante venoit de Dieu comme de
la seule cause totale & efficiente ; ou , seconde-
ment , si cette efficacité vient de Dieu , & du con-
sentement du Libre-arbitre , comme de deux cau-

ses efficientes, & conséquemment s'il dépend du Libre-arbitre de rendre les secours de la grace prévenante efficaces, ou inefficaces. Troisième-ment, si supposant un secours vraiment & proprement efficace de la grace prévenante, il arrive que la volonté n'y consente pas. Les Dominicains répondirent sans façon, 1. Que toute l'efficace du secours prévenant qui faisoit que le Libre-arbitre mû & excité par elle, consent librement, vient de Dieu comme de la seule cause totale, & proprement efficiente; en sorte que le secours de Dieu est dit, & est vraiment efficace de foi. 2. Que cette efficacité ne vient point de Dieu, & du consentement du Libre-arbitre, comme de deux causes proprement efficientes, que le consentement au contraire est l'effet de cette efficacité; & que quoique le Libre-arbitre puisse mettre des obstacles aux secours efficaces, il ne les rendra jamais inefficaces, comme il ne fera jamais efficaces ceux qui ne le sont pas de leur nature. 3. Que supposant un secours de grace prévenante, véritablement & proprement efficace; jamais il n'arrive que le Libre-arbitre n'y consente pas, quoiqu'il puisse n'y pas consentir s'il le veut. Les Jésuites répondirent aussi à ces Questions, qu'il falloit distinguer deux sortes de graces, l'une qui, selon saint Augustin, fait que la volonté se convertit, & opere le bien; l'autre, qui produit avec la volonté la conversion & la bonne action. Qu'en prenant la grace efficace dans le premier sens, il y faut distinguer trois choses, la motion de la volonté intrinsèque & réelle, la congruité de cette motion avec la volonté, & l'infailibilité de la grace congrüe: que cette infailibilité

*Congregations de
Auxiliis,
sous le
Pape
Clément
VIII.*

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

86 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
dépend de la prescience de Dieu qui a prévu que dans telle circonstance cette motion est propre & congruë à la volonté, & qu'elle y donnera son consentement. Cela supposé, ils répondent que Dieu donne cette grace à l'homme avec une intention efficace, & une volonté absoluë de se convertir ; que l'efficacité de cette grace, si on regarde la cause efficiente, vient de la volonté seule de Dieu, quoique la motion efficace soit une action vitale qui ne peut se faire sans la volonté ; mais que la grace prévenante n'est point efficace par elle-même, ni même par la congruité, & qu'elle ne le devient que par la certitude de la science Divine ; que la grace prévenante est neantmoins efficace en qualité de grace prévenante, en tant qu'elle vient de Dieu qui lui donne la force d'agir par la congruité qu'elle a avec la volonté, & l'infailibilité de la conversion qu'il a prévu qui arriveroit dans ces circonstances ; qu'enfin la connexion infailible de l'action de la grace avec le consentement de la volonté, dépend au moins comme d'une cause éloignée & indirecte, du consentement du Libre-arbitre. Ils répondent sur la seconde Question, qu'il ne dépend pas de la liberté de rendre les secours de la grace prévenante efficaces, à proprement parler ; en sorte que le Libre-arbitre donne quelque force ou quelque efficacité à la grace, mais qu'en ne faisant pas attention à l'infailibilité de l'ordre prévu de Dieu, il dépend du Libre-arbitre de ne pas consentir à cette motion ; & qu'en ce sens la grace n'est point efficace sans son consentement. Enfin ils disent qu'il est au pouvoir du Libre-arbitre de rendre les secours

de la grace prévenante, efficaces, ou inefficaces, non pas qu'il ait une vertu intrinsèque pareille à celle de la grace, ou qu'il puisse la lui ôter, mais parce qu'il peut lui résister, & y mettre des obstacles. Ils répondent à la troisième Question, que le Libre-arbitre peut résister à la grace efficace, si on ne fait attention qu'à la vertu & à la motion ; mais qu'il n'y résistera jamais, & qu'il ne peut pas y résister, eu égard à l'ordre qu'à la grace au consentement infailliblement futur du Libre-arbitre, connu de Dieu. En prenant la grace efficace dans le second sens pour celle qui produit dans la volonté la conversion, & la bonne action, ils répondent à la première Question, que toute l'efficacité de la grace ne dépend pas de Dieu comme de la cause seule & totale, mais qu'elle vient de Dieu & du Libre-arbitre, comme de deux causes proprement efficientes, dont l'une (le Libre-arbitre) est subordonnée à l'autre. A la seconde, que le Libre-arbitre ne donne pas à la vérité de force à la grace, mais qu'étant mû par un secours surnaturel, il dépend de lui de donner son consentement qui rend le secours efficient & efficace, & qu'il peut aussi empêcher par ses seules forces que les secours de la grace ne soient efficaces. A la troisième, que la volonté peut résister à la vertu de la grace efficace ; mais qu'il ne se peut pas faire qu'elle y résiste quand elle est véritablement efficace, parce que cette efficacité renferme le consentement de la volonté. Les Dominiquains firent des Remarques sur ces Réponses, les Jésuites y repliquèrent ; & il se fit plusieurs écrits de part & d'autre, mais plus ils s'expliquoient, plus ils se trou-

Congregations d'Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

88 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

voient éloigner de sentimens. Le Pere François Davila fit alors paroître à Rome un Livre qu'il dedia au Pape , dans lequel il accusoit ouvertement les Jesuites de renouveler les erreurs des Semi-pelagiens , & qualifioit les Propositions de Molina d'heretiques & d'erronées. Les Jesuites s'en plainquirent au Pape par un Memoire. Le Pape ordonna que ce Livre seroit supprimé. Davila le défendit par un Ecrit dans lequel il attaqua le Livre de Molina. Cela ne fit qu'aigrir encore les esprits ; & enfin comme l'on vît qu'il n'y avoit aucune apparence de les faire convenir, la Conference fut rompue.

Peu de temps après le Cardinal Madruce mourut le 20 Avril 1600 ; sa mort n'interrompt point le cours de cette affaire. Le Pape , sollicité par le Roi d'Espagne de la finir , ordonna aux Consulteurs de revoir la Censure dressée par le Secretaire de la Congregation ; de conferer les Propositions censurées de Molina , avec le texte de cet Auteur ; de rediger la Censure en une forme plus briève , & de la lui donner ensuite avec leurs souscriptions. Il se fit pendant ce temps-là quelques Ecrits , & on proposa quelques conditions d'accommodement , mais inutilement. Les Consulteurs travaillerent suivant l'intention du Pape , à la révision de la Censure ; cet examen dura depuis le 27 Avril 1600 , jusqu'au 9 Septembre ; & ils s'assemblerent deux fois par semaine dans le Palais du feu Cardinal Madruce. Ils réduisirent les Propositions qu'ils avoient extraites du Livre de Molina & censurées , au nombre de vingt , qu'ils taxerent d'heretiques , d'erronées , de téméraires , de perilleuses ; joignant

à chacune sa qualification. Cette Censure ainsi abrégée , fut confirmée & signée par tous les Consulteurs, à l'exception de Bovio qui avoit toujours été contre la Censure , & de Piombino qui avoit changé de sentiment. Ils présenterent cette Censure au Pape le 12 Octobre. Le Pape la reçut favorablement, leur tint un long discours sur l'efficacité de la grace, s'échauffa contre la doctrine de Molina, & ne put souffrir que Bovio entreprît sa défense.

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

On croioit que cette affaire alloit finir, mais les Jesuites s'étant plaints qu'on avoit mal expliqué le sens de Molina, & aiant demandé d'être entendus; le Pape crut qu'il étoit juste de leur accorder un quatrième examen, tant pour le fait que pour le droit, en présence des parties, & nomma Consulteurs en la place de François Bruscius, Jean Prada Franciscain Archevêque de Trani; & Jérôme Palentieri aussi Franciscain, qui fut depuis Evêque de Bitonte. Cet examen se fit dans trente-sept Assemblées, qui se tinrent depuis le 25 de Janvier jusqu'au 31 Juillet 1601. Les Dominiquains choisirent Didace Alvarez, & Thomas de Lemos, pour soutenir leur cause; & les Jesuites, Christophle Cobos, & Pierre Arrubal. Voici la maniere dont on proceda à cet examen. On communiqua aux parties les Propositions de Molina, & les Censures des Consulteurs; on les entendit sur ce qu'ils avoient à dire pour soutenir, ou pour attaquer la Censure; on reçut leurs réponses par écrit; les Consulteurs donnerent ensuite leurs suffrages, & persisterent tous dans leur sentiment; c'est-à-dire, qu'à l'exception de Bovio & de Piombino, ils furent tous

d'avis de la Censure, qui fut dressée aussi-tôt après par Coronel, & par le Bossu, & présentée au Pape le 5 Decembre, avec des Memoires pour justifier la condamnation.

Les Jesuites s'étant encore plaints au Pape du jugement des Consulteurs, Sa Sainteté prit la resolution de faire examiner l'affaire en sa presence, & en celle des Cardinaux, & ajouta de nouveaux Consulteurs aux précédens ; sçavoir, Pierre Lombard Archevêque d'Armach, Pignatelli Evêque d'Aquila, Anselme Monopoli General des Capucins, & Anastase de Bresse Prieur de Saint Paul de l'Ordre de Saint Benoît. Les Generaux des deux Ordres assisterent aux Congregations, & les Disputans furent du côté des Dominiquains, Didace Alvarez à la premiere Assemblée, & Thomas de Lemos dans les suivantes ; & du côté des Jesuites, Valentia, Arrubal, Bastida & Salas. Il se tint soixante-huit Congregations depuis le 20 Mars 1602, jusqu'au 22 Janvier 1605. Il n'y eut que deux Consulteurs favorables à Molina ; sçavoir, Antoine Bovio, & l'Evêque d'Aquila ; tous les autres furent pour la condamnation de ses sentimens, & même Piombino qui l'avoit défendu dans le précédent examen, lui fut contraire en celui-ci dans presque toutes les Congregations. Voici l'ordre suivant lequel on y proceda : Le Pape proposoit lui-même les sujets des Disputes, les Secretaires de la Congregation les communiquoit aux Consulteurs & aux Theologiens quelques jours avant l'Assemblée : les Theologiens mettoient leur réponse par écrit, & la lisoient dans la Congregation, & ils dispuoient ensuite pour soutenir leurs réponses,

ou combattre celles de leurs Adversaires ; après quoi les parties se retiroient , & les Consultants donnoient leur avis sur la question qui avoit été agitée. Mais comme les disputes duroient trop long-temps , le Pape fut obligé depuis la sixième Congregation de marquer d'autres jours que ceux des disputes , pour entendre les Consultants : c'est pourquoi il y a soixante-huit Congregations dans les Actes , quoiqu'il n'y ait que trente-sept Disputes dans le Journal de Lemos. Le Pape commença les Congregations le 20 Mars 1602 , par déclarer dans la première , Qu'il vouloit que « la doctrine de saint Augustin servît de regle pour « juger ces contestations touchant la Grace ; & « dit que quoiqu'il ne fût obligé de rendre compte qu'à Dieu seul des raisons pour lesquelles « il l'ordonnoit ainsi , cependant il vouloit bien « s'en expliquer ; Que saint Prosper , consulté sur « ce sujet par Ruffin , lui avoit répondu avec « beaucoup de sagesse , que s'il vouloit être instruit sur ces questions , il étudiât les Ouvrages de saint Augustin , afin d'y trouver l'intelligence la plus pure & la plus salutaire de la doctrine Evangelique & Apostolique sur la Grace ; Que c'est pour cela que les Souverains Pontifes ses prédécesseurs , Zozime , Boniface , Celestin , Leon , & Hormisdas ont loué la doctrine de ce Saint contre les Pelagiens , & approuvé ses Ecrits qui étoient contredits dans les Gaules par de nouveaux Sectateurs de l'herésie Pelagienne ; qu'il avoit crû ne pouvoir mieux faire que de suivre les traces de ses Prédécesseurs ; outre que saint Augustin avoit si bien pénétré & expliqué toutes les difficul-

*Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

Congre-
gations de
auxiliis
ius le
Pape
lement
III.

92 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

» tez que les Pelagiens & leurs Sectateurs avoient
» alors agitées, ou pû agiter, & répondu si net-
» tement à tous leurs sophismes, qu'il ne peut
» y avoir en ce temps-ci aucune Controverse sur
» cette matiere qui n'eût été traitée amplement
» par ce Pere ; Qu'il étoit faux que les questions
» presentes eussent été nouvellement inventées
» par les Theologiens Scholastiques, puisque
» quelques nouveaux Auteurs ne disoient rien
» contre la necessité & la force de la Grace qui
» n'eût été soutenu autrefois par les Pelagiens &
» les Semi-pelagiens, & qu'on ne devoit rien
» dire non plus contre eux pour défendre la ne-
» cessité & l'efficacité de la grace divine, que S.
» Augustin n'eût enseigné il y a plus de douze
» cens ans.

Les deux Questions que le Pape avoit propo-
sées pour cette premiere Congregation, étoient,
1. *Qui de saint Augustin ou de Molina donne
plus de force au Libre-arbitre pour faire le bien.*
2. *Si on lit dans les Livres de saint Augustin que
Dieu a établi une loi infallible avec son Fils, que
toutefois & quantes que l'homme fera ce qui dé-
pend de lui par ses forces naturelles, Dieu lui donne-
ra sa grace : si cette doctrine est conforme à l'esprit
de S. Augustin.* Gregoire de Valentia dît que son
dessein n'étoit pas de soutenir en tout la doctrine
de Molina, & qu'il n'entreprendoit pas de mon-
trer qu'elle étoit toujours la plus probable, mais
seulement qu'elle étoit differente de l'erreur des
Pelagiens, & des Semi-pelagiens, & soutint en-
suite que Molina ne donnoit pas au Libre-arbi-
tre plus de force que saint Augustin, & qu'il n'a-
voit pas d'autre doctrine que celle de ce Pere.

Alvarez lui voulut montrer le contraire, parce que Molina dit que l'homme par les seules forces de sa nature, peut croire fermement tous les Mysteres comme revelez par l'autorité Divine; ce fait étant prouvé par les passages de Molina, Valentia rapporta des passages de saint Augustin, dans lesquels ce saint Docteur dit, que les Demons ont la foi. Alvarez répondant à cette instance, reprit le sentiment de Molina, qui dit que Dieu & la volonté de l'homme sont deux causes partiales, qui influent sur le même effet surnaturel; cela donna occasion au General des Jesuites, & à celui des Dominiquains de parler, ce qui interrompit la dispute, & la mit en confusion; en sorte que le Pape fut obligé d'imposer silence, de finir la dispute, & de regler qu'à l'avenir on indiqueroit les passages de Molina qui devoient être conferez avec la doctrine de saint Augustin. Il avertit les Disputans de répondre précisément & nettement aux questions proposées; ainsi il ne fut rien conclu, ni résolu dans cette premiere Assemblée.

La seconde ne fut tenuë que le 8 Juillet 1602, & pendant ce temps-là les Jesuites & les Dominiquains firent plusieurs écrits pour examiner les passages de saint Augustin touchant les forces naturelles de la volonté de l'homme pour faire de bonnes actions. Alvarez ne parut plus dans la Dispute, & Lemos prit sa place. Le Pape, qui avoit lû les Ecrits des Jesuites & des Dominiquains, parla fort long-temps contre Molina, & repliqua même à Valentia: Lemos montra, suivant le sentiment de saint Augustin, que l'homme ne pouvoit avoir de veritable vertu sans la

*Congre.
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

**Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII,**

94 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

grace , & que Molina disoit le contraire. Valentia voulut se sauver par la distinction des vertus morales , & des vertus de Religion. Le Pere Lemos combattit ce sentiment , & soutint que les vertus morales sans foi & sans charité , ne pouvoient pas être appellées de vraies vertus ; il prétendit même que , selon Molina , ces vertus morales servoient à la vie éternelle , puisqu'il soutenoit qu'elles étoient des dispositions éloignées à la grace que Dieu ne refusoit point à ceux qui les avoient par les forces de leur nature. Sur la fin de la dispute Valentia allegua la Bulle de Pie V. contre Baius , qui condamne l'opinion de ceux qui tiennent que les Infideles ne peuvent point faire de bonnes œuvres morales. Lemos repliqua que la Bulle condamnoit ceux qui disoient que l'homme ne pouvoit pas faire par lui-même des œuvres moralement bonnes , à raison de leur objet ; au lieu que Molina soutenoit qu'il en pouvoit faire de bonnes , même à raison de leur fin. Tous les Consulteurs , à l'exception de l'Evêque d'Aquila , de Piombino , & de Bovio , furent d'avis que la premiere Proposition de Molina : *Que l'on pouvoit faire de bonnes actions , & des œuvres veritablement vertueuses , résister à chaque tentation en particulier , & faire toutes sortes de bonnes œuvres morales , par les seules forces de la nature , sans le secours de la Grace , & avec le seul concours naturel de Dieu , étoit contraire à la doctrine de saint Augustin , & ne pouvoit pas être excusée d'erreur.* Le Pape indiqua la Congregation pour le lendemain.

Dans cette troisième Congregation , le General des Jesuites , demanda qu'il fût permis à Valen-

via d'ajouter quelque chose sur la première Proposition dont on avoit disputé le jour précédent. Le Pape lui en ayant donné permission, on repeta de part & d'autre une partie de ce qui avoit déjà été dit sur cette Question ; Bovio la réduisit à ce point, sçavoir, Si Molina soutenoit que l'homme pût avoir par les seules forces de la nature toutes les vertus morales. Lemos le prouva, parce que cet Auteur disoit, qu'il pouvoit avoir toutes les vertus qu'il auroit pu avoir dans l'état de pure nature, & qu'il pouvoit faire un acte naturel d'amour de Dieu sur toutes choses : Valentia repliqua, que cet acte d'amour étoit toujours imparfait, sur quoi le Pere Rada remarqua que selon Molina, cet acte étoit aussi parfait dans l'ordre naturel, comme le parfait amour surnaturel dans l'ordre surnaturel. Le Pape fit en même temps cette observation : Si l'homme peut faire par les seules forces de la nature l'acte suivant : *Je veux plaire à Dieu en toutes choses, & je suis prêt de mourir pour lui* : S'il aime Dieu plus que soi-même, & sa propre vie, comment peut-on dire que ce n'est pas un amour parfait ? & comment se peut-il faire que celui qui le fait n'ait pas toutes les vertus ? Lemos fit encore cette instance : Cet amour est incompatible avec le péché, qui ne consiste qu'en ce qu'on préfère la creature au Createur ; donc l'homme qui feroit cet acte feroit en état de grâce ? Valentia dit qu'il n'étoit pas temps d'examiner cette question, & qu'on en traiteroit dans la suite ; ainsi le Pape ordonna qu'on passât à la seconde Proposition de Molina qui étoit sur la Foi : *Qu'un homme peut croire fermement par un*

Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Element
VIII.

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

acte naturel, & sans le secours de la foi, les veritez que Dieu a revelées, & les croit comme revelées. Lemos soutint que cet acte étoit le commencement de la foi Chrétienne que Molina attribuoit comme les Semi-pelagiens à la nature. Il le prouva par plusieurs passages de saint Augustin, & répondit à ceux que les défenseurs de Molina alleguoient pour excuser son sentiment. Valentia repliqua que la créance que Molina disoit qu'un Infidele pouvoit avoir sans la grace, étoit une créance naturelle & d'opinion, semblable à celle des Heretiques, & plutôt une obstination qu'une vraie foi. Lemos soutint qu'on ne pouvoit point donner le nom d'obstination à une créance veritable des Mysteres, comme revelez; & le Pape s'écria que c'étoit un grand blasphême que de le dire. Valentia voulut le défendre par l'autorité de saint Thomas, qui dit qu'outre la foi surnaturelle, il y a dans les hommes un attachement ferme à des sentimens: Lemos répondit que cet attachement dont parle S. Thomas, n'est pas une créance aux choses comme revelées, ainsi que le dit Molina. Les Consultants, à l'exception de trois qui avoient déjà favorisé Molina dans la premiere Proposition, condamnerent celle-ci.

La quatrième Congregation se tint le 22 Juillet; il s'y agissoit d'examiner cette Proposition de Molina: *L'homme peut souhaiter par ses forces naturelles, de croire par une foi surnaturelle, & de demander que Dieu lui donne le secours, & faire ses efforts pour se disposer à le recevoir.* Valentia, qui ouvrit la dispute, entreprit de prouver trois choses, 1. Que cela n'étoit pas
clairement

clairement dans Molina. 2. Que la doctrine de cet Auteur étoit différente de celle des Pelagiens, & des Semi-pelagiens ; en ce qu'il soutenoit que ces demandes & ces desirs n'étoient d'aucune valeur, ni d'aucun mérite pour obtenir la grace prévenante. 3. Qu'il s'accordoit avec plusieurs Theologiens Scholastiques, qui disent que l'homme peut faire par les seules forces de la nature, quant à la substance de l'action, tout ce qu'il peut faire méritoirement avec la grace. Lemos fit voir que cette Proposition étoit dans le Livre de Molina, & soutint que saint Thomas & les Scholastiques, qui disoient que l'homme peut faire, par les seules forces de nature, la substance de l'action, ne parlent que des actions matériellement prises, & d'une manière imparfaite ; en sorte que ce sont plutôt des velleitez que des actes absolus de volonté. Après quelques alterations le Pape demanda à Valentia qu'il eût à montrer dans saint Augustin, que l'homme peut par les forces de sa nature désirer & demander les secours de la grace. Valentia dit qu'il suffisoit qu'il n'y eût rien de contraire dans saint Augustin : & expliqua les passages alleguez contre ce sentiment, des mouvemens pieux & religieux, & qui ont rapport à la vie éternelle, que les Pelagiens & les Semi-pelagiens attribuoient aux forces de la nature, ce que ne faisoit pas Molina. Lemos repliqua, que les mouvemens que Molina admettoit, aiant des objets de piété, devoient être considerez comme des mouvemens de piété : il soutint même que l'acte par lequel Molina vouloit que l'homme pût croire à des choses révélées, comme révélées, lequel Molina

*Congr.
gations &
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

...reconnut qu'elle étoit contraire
stin quant à la manière de parler ; r
tendit qu'elle pouvoit avoir un sens
Les autres Consultants déclarèrent qu
directement contraire à la doctrine de
gustin , & conforme à l'erreur des
giens.

La cinquième Congregation se tint l
let ; on continua d'abord à traiter de
sition précédente touchant l'amour
Lemos soutint que Molina admettoit p
les forces de la nature , une foi ope
l'amour qui est la vraie foi chrétienne
Augustin. Valentia eut recours à sa d
de l'amour naturel , & de l'amour su
de la foi surnaturelle , & de la foi natur
Pape insista toujours sur ce que cette
appelloient naturelle , avoit toutes les c
de la foi chrétienne , parce que la pers
l'avoit , préféreroit Dieu à sa vie , & à to
ses. Après quelques interlocutions des
teurs & des Disputans , on passa à l'ex
la quatrième Proposition de Molina , q
que Dieu avoit tellement disposé ses U
Sagesse . que comme il ...

lui dût tout rapporter comme reçu de lui, il falloit conserver au Libre-arbitre sa gloire, & son industrie. Valentia soutint que cette Proposition étoit tres-certaine, & même de foi, parce qu'il étoit de foi que le Libre-arbitre demeurait libre, & avoit lieu avant & après la justification; que les passages de saint Augustin alleguez par les Dominiquains pour la combattre, prouvoient seulement que ce Saint condamnoit ceux qui admettoient dans le Libre-arbitre avant la reception de la grace, une industrie méritoire. Lemos expliqua plus au long les sentimens de Molina sur les trois parties de cette Proposition, & dit que cet Auteur donnoit au Libre-arbitre l'industrie, 1. de faire avant la reception de la grace une bonne action morale, & une œuvre de vertu, & même un acte de foi, des demandes & des desirs, le pouvoir de résister aux tentations, d'exercer un acte de contrition naturelle; & enfin qu'il soutenoit que Dieu donnoit, suivant une certaine loi, la grace à celui qui fait ce qu'il peut par les seules forces de la nature. 2. Dans la reception de la grace, en ce que le Libre-arbitre que Dieu a excité, se meut & s'applique par un acte propre à la reception de la grace. 3. Après la reception de la grace, qu'il croïoit que dans la persévérance, & dans toutes les œuvres méritoires, le Libre-arbitre excité de la part de Dieu, est le principe du mouvement & de l'action; en sorte que la persévérance dans le bien vient de la nature à qui Dieu a donné, par la grace prévenante, le pouvoir de faire le bien. Lemos prouva ces trois articles par des passages de Molina. Valentia dit qu'il ne s'agissoit point

Congregations d'Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

mytère consistoit en ce que les Pe
quains vouloient qu'on admît une
terminante qui ôtoit la liberté. Il y
dinaux presens avec le Pape à cette
tion ; sçavoir , le Cardinal Pinelli ,
d'Ascoli , le Cardinal de Sainte Ceci
dinaux Borghese , & d'Arrigon qui a
sté aux précédentes , & le Cardinal d
six Cardinaux continuerent d'assister a
gations suivantes. Les Consulteurs
ensuite leur avis , par lequel ils conv
la Proposition de Molina étoit contra
ctrine de saint Augustin : Il faut e
l'Evêque d'Aquila & Bovio. Piombi
qu'il falloit rejeter cette Propositi
qu'elle étoit conforme à la maniere
des Pelagiens , quoiqu'on pût la rédui
explications à un bon sens.

Dans la sixième Congregation tenue
d'Aoust ; on examina une Proposition
na , portant que plusieurs Scholastiqu
que l'homme , par son seul Libre-arb
le concours general de Dieu , peut fai
lement un acte d'attrition , mais aussi
contrition naturelle.

tres de saint Thomas , pour appuyer cette Proposition. Lemos soutint que Molina avoit avoué dans sa seconde édition , que ce sentiment étoit le sien , quoique dans la première il l'eût rejeté. Cela lui donna lieu de déclamer contre cette variation de Molina , & de l'accuser de peu de sincérité. Il demanda ensuite à Valentia , si cette contrition étoit utile & suffisante pour le salut ? Valentia répondit , que non. Lemos lui opposa le Decret du Concile de Trente , qui déclare qu'une disposition pareille à celle dont parle Molina , est une disposition à la grace. Il répondit à l'autorité des Scholastiques , qu'ils n'admettoient pas une contrition naturelle parfaite comme Molina , mais seulement un acte de velleité ; & soutint que saint Thomas ne parloit point d'un acte de contrition fait sans la grace. Après qu'ils eurent long-temps disputé sur le sens de saint Thomas , Valentia , pour défendre la Proposition de Molina , eut recours à sa distinction ordinaire , entre une action bonne moralement , & pieuse ou salutaire. Le Pape ne l'approuva pas plus cette fois que les précédentes , & Lemos insista que cette contrition dont parle Molina devoit être utile pour le salut , puisqu'elle renfermoit l'esperance du pardon ; Valentia dit que c'étoit une esperance morale. Quand la dispute fut finie les Consulteurs opinèrent , & déclarèrent tous , à l'exception de l'Evêque d'Aquila & de Bovio , que cette Proposition étoit contraire à la doctrine de S. Augustin , & qu'elle devoit être rejetée comme Pelagienne.

Dans la septième Congregation tenue le 19 du même mois , le Pape exhorta les Parties à traiter

*Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

*Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII,*

ces questions avec un esprit de paix & de charité ; & les avertit de ne se servir que des témoignages de saint Augustin sans s'arrêter aux Scholastiques. Il proposa ensuite la question qui devoit être agitée ; sçavoir , si l'homme pouvoit par les seules forces de la nature faire un acte d'amour de Dieu sur toutes choses ; il se declara ouvertement contre le sentiment de Molina , qui soutenoit l'affirmative. Valentia fit ce qu'il put pour la défendre. Le General des Dominiquains fit voir qu'elle étoit de Molina , & la combattit ; Valentia continua de la soutenir , en avouant que cet amour de Dieu n'étoit pas efficace pour la perseverance dans l'observation des commandemens jusqu'à la fin. Le Pape remarqua qu'afin que cet amour de Dieu fût appelé efficace , il n'étoit pas nécessaire qu'il renfermât la perseverance finale, mais qu'il suffisoit qu'il durât pendant quelque temps , & qu'il eût quelque effet. Le lendemain les Consultants tinrent une Congregation particuliere, & jugerent de cette Proposition comme des autres , qu'elle étoit contraire à la doctrine de saint Augustin ; l'Evêque d'Aquila & Bovio furent d'avis contraire ; & Piombino avoua que Molina s'éloignoit, au moins dans la maniere de parler , du sentiment de saint Augustin.

La neuvième Congregation fut tenuë le 2 de Septembre ; on y examina la Proposition de Molina , dans laquelle il dit , que l'homme peut sans le secours de la grace , en quelque temps que ce soit , résister à une grande tentation , & surmonter les difficultez qu'il y a à observer le précepte de la Loi naturelle , quelque grandes qu'elles soient , quand même il faudroit souffrir la mort.

Le Pape dit agréablement au commencement : Vous ne pouvez pas en nôtre presence résister à « la tentation de disputer avec aigreur, comment « voulez-vous qu'un homme puisse, comme dit « Molina, sans le secours de la grace, résister à toutes sortes de tentations ? Valentia, après avoir tâché d'expliquer les passages de saint Augustin que les Dominiquains avoient alleguez contre cette opinion, leur demanda s'ils prétendoient que l'homme ne pût vaincre aucune tentation par son seul Libre-arbitre, & mit ensuite trois differences entre l'opinion de Molina, & l'heresie de Pelage. La 1. que Pelage soutenoit que l'homme pouvoit avant le secours de la grace, surmonter toutes les tentations pendant toute sa vie. 2. Qu'il en pouvoit surmonter plusieurs à la fois, & pendant un long-temps. 3. Qu'il les pouvoit surmonter d'une maniere méritoire : Au lieu que Molina disoit simplement, que l'homme pouvoit résister à chaque tentation en particulier, & éviter le peché, sans aucun mérite. Valentia appuïa ce sentiment de l'autorité de saint Augustin, de la Bulle de Pie V. de celle de Gregoire XIII. & du témoignage de plusieurs Scholastiques. Le Pape avertit les Disputans de ne se plus servir des témoignages des Auteurs Scholastiques, mais seulement de l'autorité des Livres sacrez, des Decrets des Conciles, & des témoignages des Peres. Valentia n'ayant pas laissé d'insister, le Pape lui fit une reprimende qui ne l'empêcha pas de citer encore plusieurs Scholastiques. Lemos soutint que la doctrine de Molina autorisoit les trois principes Pelagiens que Valentia avoit apportez. Que son principe étoit que l'hom-

Congregations de Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

*Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

me avoit les mêmes forces dans l'état de la nature déchue, qu'il auroit eues dans l'état de la pure nature ; & que Molina avouoit qu'en cet état l'homme pouvoit par les seules forces de la nature vaincre toutes les tentations , & observer la Loi naturelle ; qu'il disoit expressement que l'homme pouvoit observer toute la Loi, & vaincre toutes les tentations pendant un temps assez court ; que l'erreur de Pelage ne consistoit pas seulement en ce qu'il soutenoit que l'homme pouvoit sans la grace surmonter toutes les tentations , mais aussi en ce qu'il assuroit qu'il pouvoit résister à une forte tentation ; que l'homme peut bien vaincre une legere tentation , mais que sans la grace il succombe toujours aux fortes tentations , ou qu'il ne les surmonte, & qu'il n'évite un peché que par un autre peché ; qu'enfin quoique Molina ne dise pas que l'homme puisse mériter en surmontant une tentation par les forces de la nature ; c'est une suite de sa doctrine , parce qu'il suppose que l'homme peut souffrir la mort plutôt que de violer les préceptes de la Loi naturelle , & être ainsi le martyr de la justice : action tres-vertueuse , & qui , selon Molina même , sera récompensée par la penitence ou formelle , ou virtuelle. Lemos répondit ensuite aux Scholastiques alleguez , & s'éleva sur la fin de la dispute contre l'opinion de Molina touchant l'état des enfans morts sans Baptême. Le lendemain tous les Consulteurs , à l'exception de l'Evêque d'Aquila, & de Bovio, jugerent que la Proposition de Molina , dans son propre sens , étoit contraire à la doctrine Catholique que S. Augustin avoit soutenue contre les Pelagiens , & les Semi-pelagiens.

Dans l'onzième Congregation du 30 Septembre 1602, on disputa ; sçavoir , *Si Dieu avoit établi une loi infallible avec son Fils , que toutefois & quantes que l'homme feroit par les seules forces de la nature , tout ce qui étoit en lui , il lui donneroit sa grace ; & si cette doctrine contenue dans une Proposition de Molina , étoit conforme aux principes de saint Augustin.* Valentia soutint qu'il n'y avoit rien de Pelagien dans cette Proposition, & qu'on n'en pouvoit pas même tirer aucune conséquence qui favorisât l'erreur des Pelagiens ; il tâcha de la prouver par des passages de saint Augustin , de saint Thomas, & des autres Theologiens Scholastiques. Lemos répondit , que si Dieu donnoit, suivant une loi certaine , la grace à celui qui fait tout ce qu'il peut par les seules forces de la nature , il seroit vrai de dire que la volonté de l'homme précéderoit la grace de Dieu ; & qu'ainsi la grace seroit donnée à cause des mérites : sentiment qui étoit celui des Pelagiens , & des Semi-pelagiens. Il prouva fort au long que cette doctrine étoit condamnée par saint Augustin , & par ses Disciples ; il répondit aussi aux passages de saint Thomas , & des Scholastiques alleguez par Valentia , & soutint que cette maxime commune de l'Ecole , *Dieu ne refuse point sa grace à celui qui fait ce qui est en lui* , doit s'entendre de l'homme aidé du secours de la grace actuelle. Valentia prétendit que les Semi-pelagiens n'avoient été condamnés , que parce qu'ils avoient attribué à la volonté de l'homme le commencement de la foi chrétienne. On disputa quelque temps sur un passage de saint Augustin , tiré du chap. 13 du 19 Livre de la Cité de Dieu ;

Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.

Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.

& Valentia fut convaincu d'avoir lû la Particule *Et*, au lieu de celle de *Scilicet*, qui faisoit un sens different. Le Pape s'étant fort récrié sur ce changement, Valentia, qui étoit déjà incommodé, eut un étourdissement qui fit finir la dispute, suivant qu'il est écrit dans les Actes de Lemos; quoiqu'il n'en soit rien dit ni dans les Actes de Coronelli, ni dans les Relations de Pegna, & de l'Abbé de Farfe, qui disent seulement que la Congregation finit à la priere du General des Jesuites, parce que Valentia se trouva mal, & qu'il étoit à craindre qu'il ne tombât en défaillance. Le lendemain les Consultants conclurent, que la Proposition de Molina étoit contraire à la doctrine de saint Augustin; à l'exception de l'Evêque d'Aquila & de Bovio qui furent d'avis contraires, & de Piombino qui dit à son ordinaire, que quoiqu'en apparence cette Proposition parût conforme à la doctrine des Pelagiens, elle ne l'étoit pas dans le fond, & qu'on pouvoit par des explications l'accorder avec le sentiment de S. Augustin.

Après que l'on eût examiné dans les Congregations précédentes la premiere question proposée par le Pape; sçavoir, la contrariété de la doctrine de Molina avec celle de saint Augustin, le Pape voulut qu'on examinât sa conformité avec celle de Cassien, sur quatorze Propositions de cet Auteur contenuës dans l'écrit qu'il avoit envoyé à la Congregation. Lemos avoit fait un écrit dans lequel il mettoit les passages de Cassien conformes aux Propositions de Molina. Les Jesuites n'y répondirent point par écrit, se réservant à le faire dans la treizième Congrega-

tion , qui fut tenuë le 18 Novembre 1602. Arrubal y fut substitué à Valentia , dont la maladie s'étoit augmentée ; & qui se retira à Naples où il mourut bien-tôt après , le 26 Mars de l'année suivante. Ce Jesuite & Lemos disputèrent dans cette Congregation , & dans les suivantes , jusqu'à la vingt-neuvième , sur la conformité de la doctrine de Molina avec celle de Cassien ; & les Consultants conclurent toujours pour l'affirmative , à l'exception de l'Evêque d'Aquila & de Bovio qui persisterent à soutenir le parti de Molina.

Dans la vingt-neuvième Congregation tenuë le 9 Juin 1603 ; on commença à disputer sur les questions contenuës dans le quatrième Ecrit du Pape , dont la premiere est conçue en ces termes : *Sçavoir si la définition du Concile de Trente portée dans la Session 14 , chap. 4 , & Canon 5 , est contraire à ce que Molina enseigne sur l'attrition & la contrition , en ce que le Concile declare que la contrition imparfaite , ou l'attrition conçue par la consideration de la laideur du peché , & par la crainte de la peine qui exclut la volonté de pecher , & renferme l'esperance du pardon , est un don de Dieu , & un mouvement du Saint-Esprit , au lieu que Molina l'attribuë aux forces du Libre-arbitre ;* Arrubal dit qu'il n'y avoit point de contradiction entre le Concile & Molina , parce que le Concile parloit d'une douleur conçue par le motif de la foi & de la pieté surnaturelles , au lieu que Molina ne parloit que d'une douleur conçue par un motif naturel , qui pouvoit , selon plusieurs Theologiens , être produite dans l'homme par les seules lumieres & forces natu-

*Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clément
VIII.

relles, sans le secours de la grace même, avec la résolution de ne plus pecher, & l'esperance du pardon. Lemos soutint au contraire, qu'une contrition ou attrition qui a ces conditions ne peut être une action naturelle. Tous les Consultants, à l'exception de l'Evêque d'Aquila & de Bovio, conclurent le lendemain que la doctrine de Molina étoit contraire à la Définition du Concile de Trente.

Le Pape voyant que toutes les disputes rouloient sur la bonté des œuvres morales, proposa, pour éclaircir cette difficulté, la question suivante, dans un écrit qu'il fit donner le 2 Juin : *Sçavoir si nos œuvres morales, bonnes à raison de leur objet, de leur office, & des circonstances dont elles sont revêtues, ne sont bonnes, & n'appartiennent à la piété, si elles ne sont faites par un motif de foi & de piété surnaturelles, quoiqu'elles supposent la foi & la consideration de la justice de Dieu qui punit les pechez, & des bienfaits qu'il accorde par sa miséricorde, & principalement par celle du sang que Jesus-Christ a versé sur la Croix ;* Arrubal convint que cette question étoit tres-importante & tres-necessaire pour l'intelligence de tout ce qui avoit été dit dans les Congregations précédentes. Pour l'expliquer, il dit qu'il falloit distinguer deux ordres des choses, l'un moral, selon les loix de la raison & de la nature ; & l'autre surnaturel. Ce fondement supposé, qu'il établit sur la doctrine de saint Thomas & sur les Bulles de Pie V. & de Gregoire XIII. il conclut que l'on pouvoit faire des actions bonnes moralement sans la grace, quoiqu'elles fussent les mêmes quant à la substance de l'acte que

celles qui étoient faites par un motif de piété & de religion surnaturelles. Lemos soutint au contraire, qu'il étoit impossible que des actions qui étoient bonnes quant à leur objet, leur office, leur fin & leurs circonstances, ne fussent pas faites aussi par un motif de foi & de piété surnaturelles, & que supposant la foi, la contrition de la bonté Divine, & celle de l'effusion du sang de Jésus-Christ sur la Croix, elles appartenoient à la religion & à la piété, & avoient un rapport essentiel à Dieu, non seulement comme auteur de la nature, mais encore comme auteur de la grace ; il passa la distinction des œuvres bonnes moralement, & chrétiennement ; mais il prétendit que les actions bonnes moralement, à raison de leur office & de leur fin, ne pouvoient être faites sans la direction de la foi, & sans le secours de la grace : & il reprit Molina & ses Défenseurs, de ce qu'ils nioient que la douleur des pechez, la résolution de ne plus pecher, & l'espérance du pardon fussent nécessairement des effets de la grace surnaturelle. Arrubal soutint toujours sa Proposition, en disant neantmoins que toutes ces bonnes actions morales ne servoient de rien pour le salut, sans le secours de la grace ; sur quoi le Pape fit remarquer que Molina ne les croïoit pas inutiles au salut, puisqu'il disoit que Dieu s'est engagé par une loi de donner sa grace à ceux qui vivront moralement bien. Arrubal répondit que ces œuvres pouvoient conduire au salut, non directement, & par elles-mêmes, mais par accident en éloignant les empêchemens, c'est-à-dire, le péché. Les Consultants jugerent le lendemain, à

*Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.

110 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

l'exception de l'Evêque d'Aquila & de Bovio, que les actions bonnes moralement dont il avoit été parlé, étoient des œuvres de piété, & que c'étoit la doctrine de S. Augustin.

Dans la trente-troisième Congregation tenue le 10 Novembre 1603, (quoique les Jesuites eussent demandé un délai d'un mois) on agita la seconde question proposée dans le quatrième écrit du Pape ; sçavoir , *si tout ce que Molina enseigne touchant les actes qui peuvent être faits par le Libre-arbitre , & ce qu'il a écrit de la Loi , a rapport à l'effet de la justification , & s'il en résulte une disposition prochaine ou éloignée à la justification.*

Arrubal étant tombé malade quitta la partie, & se retira en Espagne ; on lui substitua le Pere Vastida & le Pere Salas. Le premier répondit, que tout ce que disoit Molina des actions du Libre-arbitre, & de la Loi, n'avoit point de rapport à la justification, ni à la grace ; & que selon lui, ces actions ne pouvoient en être une disposition ni éloignée, ni prochaine. Il le prouva par plusieurs principes de cet Auteur. Lemos prouva le contraire par ce principe de Molina, *Que l'homme dans l'état de la nature déchue, destitué de tout secours de grace, avoit les mêmes forces que s'il eût été dans l'état de pure nature ;* de ce principe, ce même Auteur conclut, que la nature n'a point été blessée par le peché originel ; que les enfans qui meurent sans Baptême sont dans un état de vie different, à la verité, du Roïaume des Cieux, mais plus heureux que celui des mortels, & qu'il attribué en conséquence aux seules forces de la liberté, les vertus

morales, la victoire des tentations, la résolution de ne plus pecher, l'esperance de pardon, des actes de Foi, d'Esperance & de Charité, & qu'il reconnoît que toutes ces choses sont des dispositions à la grace & à la justification, puisqu'il a imaginé une loi suivant laquelle Dieu s'est obligé de donner infailliblement sa grace à ceux qui font tout ce qui dépend d'eux. Il avouë neantmoins que l'on pouvoit dire dans un sens catholique, que l'homme peut par ses forces éloigner les empêchemens de la grace : il cita quelques Auteurs Jesuites, comme François Suarez, & Etienne Tuccius (qui avoit donné en 1588 à Rome les Conférences de Cassien) qui avoient enseigné la même doctrine. Vastida lui opposa de son côté les Dominiquains, Soto, Medina & Caietan qui étoient de même sentiment, & allegua même l'autorité d'Alvarez present ; ce dernier soutint qu'il n'avoit rien enseigné de semblable. Lemos défendit saint Thomas ; à l'égard des autres Theologiens de son Ordre, il dit qu'ils n'étoient pas obligés de les soutenir, & tâcha neantmoins de les excuser, en remarquant qu'ils n'avoient pas été si loin que Molina, & qu'on pouvoit les expliquer. Le Pere Salas entra en lice pour la première fois, & soutint qu'on ne pouvoit pas nier que Dieu ne donnât sa grace à celui qui fait ce qui dépend de lui par les forces de la nature, parce que Dieu est excité par les efforts de l'homme ; il ajouta que Molina en disoit encore moins là dessus que les autres Scholastiques, parce que ceux-ci disoient communement que Dieu veut sauver tous les hommes, & qu'il leur donne à tous des secours suffisans, ce

Congregations de Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

*Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

que Molina restreint à ceux qui font ce qui est en eux. Le Pere Lemos lui répondit, que l'on voioit bien qu'il étoit un nouveau venu d'Espagne, peu instruit de ces matieres, puisqu'il avoit avancé deux erreurs dans le peu de mots qu'il avoit dit. La premiere, que Dieu est excité par les efforts de l'homme à lui donner sa grace ; que peut-on, dit-il, dire davantage ? Salas indigné repliqua, Vous croiez avoir affaire à un Novice, sachez que c'est à un Veteran qui a enseigné plusieurs années en Espagne, & disputé souvent avec vos Peres : croiez-vous que j'aie été assez insensé pour dire que Dieu est excité par l'homme ? j'ai dit seulement, que les Theologiens qui se servent du temperament de Molina, parlent mieux que les autres, parce qu'ils font plus connoître que Dieu favorise les efforts des hommes. Lemos continua de dire que ce temperament qu'il attribuoit à Molina étoit Pelagien, parce que quoique Dieu veuille sauver tous les hommes, & que quand bien même il donneroit à tous la grace suffisante, il ne la donne pas neantmoins en consequence de cette loi, qu'il ne la peut refuser à celui qui fait tout ce qui est dans lui ; qu'il ne la donne pas après que l'homme a commencé, & parce que sa volonté a précédé, ni selon les mérites des hommes, mais qu'il la donne quand il veut, & comme il lui plaît. Le lendemain les Consultants, à l'exception des deux qui étoient toujours favorables à Molina, declarerent que, selon le sentiment de cet Auteur, les actions de vertu & les actes de Foi, d'Espérance & de Charité, qui se font par les seules forces de la nature, ont rapport à la justification,

tion, & sont une disposition prochaine & immédiate à la grace prévenante, éloignée, & médiate à la justification, principalement en supposant la loi que Molina établit.

Dans la trente-cinquième tenue le 18 Novembre 1603 ; on disputa avec chaleur touchant la manière dont la grace & le Libre-arbitre sont cause d'une même action, en examinant cette Proposition donnée par le Pape dans son quatrième écrit ; si l'on peut dire, *conformement au sentiment de saint Augustin, que le Libre-arbitre & la grace sont deux causes partiales pour produire le même acte ; & si le Libre-arbitre considéré en soi, & séparément de la grace, ne tient rien de Dieu, si ce n'est ce pouvoir qu'il a donné au commencement au Libre-arbitre, ou si ce sentiment est conforme à l'erreur de Pelage, rapportée dans le passage cité par saint Augustin, au Livre de la Grace de Jesus-Christ, chap. 3 & 4 ;* Vastida soutint la première partie de cette Proposition, en distinguant deux sortes de causes partiales ; les unes par la partialité de l'effet, & les autres par la partialité de la cause ; & il dit que la grace & le Libre-arbitre étoient causes partiales au dernier sens, parce que la grace ne suffit pas seule pour produire l'effet, & que le Libre-arbitre a son activité & sa vertu ; il alléguait pour le prouver des témoignages de saint Augustin, la Définition du Concile de Trente, & le sentiment de saint Thomas, & de plusieurs Scholastiques. Lemos, en lui répondant, dit que les Catholiques avoient enseigné contre les Pélagiens deux vérités principales ; l'une, que la première grace prévenante n'étoit pas donnée selon

Congregations de Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

114 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

les mérites ; la seconde , que cette grace étoit efficace par la volonté de Dieu , & non pas par l'effet , & par la coopération du Libre-arbitre ; que l'on avoit déjà prouvé que Molina admettoit que la grace prévenante étoit donnée par rapport aux mérites précédens ; que cet Auteur soutenoit aussi que cette grace n'étoit efficace que par le consentement du Libre-arbitre , & que pour cela il établissoit que le Libre-arbitre & la grace étoient deux causes partiales de l'acte d'où il inferoit que Dieu ne déterminoit pas la volonté par sa grace , mais que la volonté même se déterminoit à faire une bonne action ; & que pour confirmer ce sentiment , il avoit inventé une science moïenne , par laquelle Dieu connoissoit quand le Libre-arbitre concouroit avec la grace ; qu'il avoit tiré ce sentiment de Fauste de Riez ; que saint Augustin le condamnoit nettement , & qu'il avoit été rejeté par le Concile d'Orange , & par saint Celestin. Après ces remarques , il dit que Vastida n'avoit pas touché le point de la question , qui ne consistoit pas à sçavoir si le Libre-arbitre étoit une cause parziale , mais s'il l'étoit au sens de Molina ; c'est-à-dire , en sorte que son consentement ne dépendît pas de l'influence de la grace , & qu'il ne fût pas appliqué , mû & déterminé par la grace même. Il allegua le Concile de Trente pour montrer que le Libre-arbitre étoit mû & excité par la grace de Dieu ; & il expliqua cette motion , d'une motion efficace , ce que Vastida ne voulut pas reconnoître , soutenant que le Concile parloit bien du secours de Dieu , mais qu'il ne disoit pas qu'il fût efficace , prévenant & déterminant , comme disoient

les Dominiquains, qui comparoient le Libre-arbitre à une chose inanimée & morte, comme avoit fait Alvarez, en enseignant que le Libre-arbitre étoit semblable à un bâton, & non pas à un arbre; parcé que le bâton n'a point de force s'il n'est mû, au lieu que l'arbre a sa vertu de lui-même. Alvarez se défendit, en disant qu'il avoit ajouté que cette comparaison n'étoit pas juste en tout, mais seulement en ce que le Libre-arbitre ne se meut pas s'il n'est mû, mais qu'étant une fois mû, il se meut librement. Le Pere Salas accusa Bannez & quelques autres Dominiquains, de regarder le Libre-arbitre comme un instrument mort; il mit en doute si c'étoit Fauste ou Faustin qui avoit été condamné par le Pape Gelase, & il dit que Lemos en imposoit à Molina. Lemos se défendit en rapportant le fameux passage de cet Auteur, où il dit que c'est le Libre-arbitre qui fait que de deux personnes également appelées, l'une se convertit, & l'autre ne se convertit pas; & en montrant que, selon les principes de Molina, c'est la volonté seule qui influë sur l'action. Les Défenseurs de Molina expliquèrent ceci de l'influence sur l'action en tant que vitale, & citerent Soto pour prouver que le Libre-arbitre étoit la cause de ce que l'un se convertissoit, & l'autre ne se convertissoit pas. Lemos se récria que Soto n'étoit pas de ce sentiment, & qu'il disoit au contraire que le consentement du Libre-arbitre étoit l'effet de la grace. Sur ces altercations le Pape finit la Congregation. Le lendemain les Consultants, à l'exception de l'Evêque d'Aquila & de Bovio, furent d'avis que la Proposition de Molina touchant les

Congregation de Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

de la proposition preceder
bre-arbitre ne recevoit rien
voir qu'il lui avoit donné ;
 pute des causes partiales ,
 que Molina avoit dit à l'a
 Lemos soutint que pour é
 saint Augustin , il ne suffiso
 une grace interieure qui do
 bilité , mais qu'il falloit en
 grace qui donnât le vouloir
 Pelage avoit admis quelque
 de simple possibilité. Vastia
 admis une veritable grace int
 pouvoir, & qui fût vraiment
 le sentiment de la grace préde
 jetté par le Cardinal Tolet
 par plusieurs Theologiens ,
 de Molina , qu'il ne dépend
 sentir ou de ne pas consenti
 grace efficace ou inefficace
 la Décision du Concile de Tr
 stida disputerent sur la fin
 tion touchant l'efficacité de la
 tenant toujours que la grace
 quoique l'homme n'ait --

Bovio, qui prétendirent que non seulement elle n'étoit pas Pelagienne, mais qu'on pouvoit la tirer des principes de saint Augustin.)

Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.

Dans la trente-neuvième Congregation tenue le 8 Decembre 1603 ; on disputa sur la maniere dont Molina dit que les Actes naturels de Foi, d'Esperance, & de Charité, sont élevez à un ordre surnaturel. Si ce sont les mêmes actes qui sont élevez à cette dignité, ou si c'est la Faculté qui étant mise dans un ordre surnaturel par la grace, produit de nouveaux actes surnaturels. Vastida & Lemos disputerent long-temps sur l'opinion de Molina, sans pouvoir en convenir. Les Consultants jugerent le lendemain que, selon l'avis de Molina, Dieu rendoit surnaturels les actes mêmes de la nature, qu'il n'élevoit qu'en la tirant & l'invitant, & non pas en changeant la volonté ; que Dieu donnoit cette grace en consideration des actes précédens, & qu'ils n'étoient surnaturels que par une connotation extérieure. Bovio soutint au contraire, que ces Propositions de Molina étoient probables, & soutenues par plusieurs Docteurs dans les Ecoles.

On examina dans la quarante-unième Congregation tenue le 20 Janvier 1604, cette Proposition de Molina : *Si la vocation intérieure à la foi, qui est un don de Dieu, dépend beaucoup du Libre-arbitre de celui qui est appelé, & si la vocation intérieure d'un fidele à la penitence, dépend aussi du Libre-arbitre, & des Ministres de l'Eglise.* Clement VIII. qui commençoit à ne se pas bien porter, recommanda fortement aux Disputans d'être courts. Vastida soutint l'affirmative, & Lemos la combattit par des témoignages de saint

118 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Congregations de Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

Augustin ; il avoua que la vocation interieure étoit précédée selon les loix ordinaires , de la Predication ; mais il soutint qu'on ne pouvoit pas dire pour cela que Dieu dépendît de ses Ministres , ni qu'il appellât interieurement les hommes en consideration des bonnes œuvres du Libre-arbitre , & que le desir & la volonté d'écouter la parole de Dieu , & de l'embrasser , étoit un effet de la grace prévenante. Vastida & Salas convinrent qu'il falloit une grace , & prétendirent que Molina ne l'excluoit pas ; mais il soutint que cette grace suffisante étoit donnée à tous les hommes , ou du moins que Dieu étoit prêt de la leur donner , si l'homme n'y mettoit obstacle. Les Consulteurs furent d'avis le lendemain que la Proposition de Molina n'étoit pas conforme à la doctrine de saint Augustin , à l'exception de l'Evêque d'Aquila , qui dit qu'elle n'y étoit pas contraire , & de Bovio qui avoua qu'elle seroit Semi-pelagienne si on l'entendoit de la premiere grace de la vocation ; & prétendit que Molina ne l'avoit pas entenduë de cette premiere grace , mais seulement de l'effet de la vocation ; & qu'en ce sens on pouvoit dire sans danger , que la vocation dépendoit du Libre-arbitre , non toutefois sans quelque grace , mais en supposant la direction de la Providence divine.

La quarante-troisième Congregation fut tenuë le 16 Février 1604 ; la question proposée , fut *si le salut & la conversion de l'homme dépendent du Libre-arbitre*. Le Pere Lemos étant malade ne pût pas assister à cette Congregation , mais Didace Alvarez & le General des Dominiquains s'y rendirent. Vastida soutint que l'homme étoit le

maître de son salut, & que Dieu ne demandoit rien de lui que de le vouloir ; qu'il ne tenoit qu'à lui d'éviter le peché ; que Dieu ne lui refusoit jamais sa grace, & qu'il ne demandoit que la conversion de l'homme : d'où il conclut qu'il dépendoit de l'homme de se convertir, & de faire son salut. Alvarez dit que cette question pouvoit avoir deux sens ; l'un, si le salut dépendoit du Libre-arbitre, aidé de la grace que Dieu accorde à qui il lui plaît, & quand il lui plaît. L'autre, si l'homme peut se sauver en faisant ce qui dépend de lui par les forces du Libre-arbitre. Après cette distinction, il établit trois conclusions ; la première, que l'homme peut avec le secours de la grace faire son salut ; en sorte que si Dieu lui donne toujours cette grace, il dépendra de lui de se sauver ; mais que si Dieu la lui refuse, il n'est pas le maître d'operer lui-même son salut. La seconde, que de dire que le salut dépend tellement du Libre-arbitre, que si l'homme fait tout ce qu'il peut, Dieu lui donnera sa grace pour obtenir la foi pour être justifié : c'est une erreur Pelagienne. La troisième conclusion, que c'est en ce sens que Molina soutient cette Proposition. Le point de la question étoit de sçavoir, si Dieu donnoit des secours suffisans à tout le monde. Alvarez soutint que Dieu les refusoit à plusieurs ; en punition du peché originel, ou des pechez actuels précédens. Vastida trouva fort mauvais qu'il eût dit que Dieu refusoit la grace à cause du peché originel, & déclama long-temps contre ce sentiment. Les Consulteurs condamnerent la Proposition dans le sens de Molina, c'est-à-dire, qu'il dépend de l'homme, en

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII*

Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.

faisant tout ce qui est en lui par les seules forces de la nature, d'obtenir la grace, & de la rendre efficace par son consentement. L'Evêque d'Aquila & Bovio ne furent pas de cet avis.

Dans la quarante-cinquième Congregation tenue le 22 Mars 1604 ; on examina cette Proposition : *Si Dieu, dans la distribution de ses graces suivant les loix ordinaires, s'accommode à l'usage qu'en fait le Libre-arbitre* ; Vastida dit que cette Proposition étoit le fondement de la doctrine de Molina, & le seul moïen d'accorder la grace avec le Libre-arbitre ; Qu'elle pouvoit être expliquée, ou des œuvres qui précèdent les dons de la grace, ou de celles qui les suivent ; Qu'elle étoit vraie dans l'un & dans l'autre, parce que Dieu, dans la premiere distribution de sa grace, a égard aux actions précédentes, & qu'il laisse ensuite à la volonté la liberté de consentir, ou de résister à sa grace. Lemos refuta ces deux opinions de Molina, par des passages de saint Augustin & de ses Disciples ; & parce que Vastida avoit avancé qu'on ne pouvoit sans cela sauver la liberté ; il s'étendit fort sur cet article, & soutint que la prédétermination physique & la grace efficace par elle-même, ne ruinoient point la liberté, parce que l'homme a toujours le pouvoir de résister, quoiqu'il ne résiste jamais. Il accusa Molina & ses Défenseurs de soutenir le Libre-arbitre au sens des Pelagiens, & cita là dessus la Censure des Docteurs de Louvain. Vastida le trouva fort mauvais, disant qu'on ne devoit pas alleguer l'autorité de ces Docteurs, puisque le S. Siege leur avoit imposé silence, Lemos se défendit en

repliquant que le Saint Siege n'avoit rien fait contre leur Censure , mais seulement imposé silence aux parties , jusqu'à ce que la chose fût définie par le Saint Siege , qu'il avoit vû le Bref de Sixte V. qui ne portoit pas autre chose. Il ajouta qu'il y en avoit un de Sixte IV. où la prétention des Adversaires étoit condamnée en la personne de Pierre de Rivo, qui soutenoit qu'en mettant une supposition antecedente d'une chose que l'homme doit faire infailliblement , le Libre-arbitre de l'homme est ruiné ; il avoua qu'il n'avoit point trouvé cette Bulle à Rome , quoique les Actes de cette affaire y eussent été conservez ; mais il dit qu'il la citoit sur la foi des Docteurs de Louvain qui l'avoient alleguée. La Proposition de Molina fut condamnée le lendemain par les Consulteurs , comme contraire au sentiment de saint Augustin. Bovio la défendit comme probable, aussi-bien que cette autre : *Dieu ne refuse point sa grace à celui qui fait ce qui est en lui* : en sorte neantmoins qu'on n'admette rien de positif dans l'homme qui mérite la grace : sentiment dont il croïoit que Molina étoit fort éloigné. L'Evêque d'Aquila n'assista point à cette Congregation , & ainsi les Défenseurs de Molina furent privez de son suffrage.

Congregations de Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

Dans la quarante-septième Congregation , on examina cette question : *Si Dieu , avant que de donner la foi , exige de l'homme qu'il fasse auparavant ce qui est en lui , & que quoiqu'il ne conserve pas la foi à cause des œuvres précédentes , il n'a pas neantmoins coutume de l'accorder si elle ne précède.* Vastida dit que si cette Proposition s'entendoit de l'habitude de la foi , elle

*Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

122 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

ne pouvoit souffrir de difficulté , puisque Dieu ne la donne qu'à ceux qui ont fait de bonnes œuvres précédentes par le secours de la grace. Que si on l'entendoit de la premiere vocation à la foi , c'étoit une erreur Pelagienne , de dire que Dieu exige de bonnes œuvres précédentes pour donner la grace de la foi ; que Molina la condamne aussi comme telle, qu'il enseigne que Dieu appelle souvent ceux qui lui résistent , qu'il donne sa grace aux plus grands pecheurs , & que ce n'est point les bonnes œuvres qu'il croit devoir précéder necessairement la foi, mais la Prédication des Ministres , & les connoissances des choses qu'ils enseignent. Lemos soutint que Molina avançoit trois principes conformes au sens de la Proposition. Le premier , que Dieu n'a pas coutume de donner sa grace , que l'homme n'ait fait de bonnes actions précédentes. Secondement , qu'il ne donne sa grace prévenante qu'après avoir prévu la cooperation du Libre-arbitre. Troisièmement , qu'il s'est fait une loi de la donner toutefois & quantes que l'homme fait ce qui dépend de lui. Après qu'on eût disputé longtemps sur la doctrine de Molina , la Congregation finit ; & le lendemain les Consultants conclurent que la Proposition étoit éloignée de la doctrine de saint Augustin , & contenoit une erreur Pelagienne ; que d'ailleurs Molina l'avoit enseignée dans le sens Pelagien , comme il paroissoit par plusieurs passages de son Livre conferez ensemble. L'Evêque d'Aquila reconnut que la Proposition étoit Pelagienne , mais il dit qu'il n'étoit pas constant qu'elle fût dans Molina : le Pere Rada declara qu'il ne l'avoit point trouvée

en propres termes dans Molina, mais qu'il y en avoit une pire, dont on pouvoit facilement déduire celle-ci. Pour Bovio il dit nettement que cette Proposition n'étoit point éloignée du sentiment de S. Augustin.

La quarante-neuvième Congregation fut tenue le 30 Avril 1604 ; on y ajouta cette question : *Si les actes de foi , d'amour de Dieu sur toutes choses , & de penitence , accompagnés de toutes les circonstances qui peuvent les rendre bons , tant à raison de leur objet que de leur office , qui peuvent même être considérés , selon Molina , comme surnaturels quant à leur substance , sont faits de la manière qu'il faut pour procurer le salut , en supposant cette loi que Dieu donne sa grace à celui qui fait ce qui est en lui.* Vastida soutint que cette conséquence ne pouvoit pas se tirer de la doctrine de Molina , qui ne disoit pas que ces actes fussent surnaturels quant à leur substance , & qui déclaroit qu'ils ne pouvoient avoir aucun rapport au salut , ni comme mérite , ni comme disposition. Il s'efforça de faire voir par la Bulle de Pie V. par saint Thomas , par Caietan , & par Soto , que l'homme peut par les forces de la nature faire un acte d'amour de Dieu sur toutes choses , & accomplir des préceptes quant à la substance. Lemos soutint au contraire que , selon S. Augustin & ses Disciples , ces actions de vertu , & principalement celle de croire en Dieu , d'espérer en lui , de l'aimer sur toutes choses , & de faire penitence , ont un rapport essentiel au salut , & ne se peuvent faire sans le secours de la grace ; il produisit contre cette doctrine le Canon 25 du 2 Concile d'Orange. Lemos répondit

Congregations de Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

Congregations de Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

124 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

ensuite aux argumens de Vastida , & fit voir que la difference entre le sentiment de Molina & celui de S. Thomas , de Caietan , & de Soto , est en ce que ces Theologiens n'admettoient point d'autre bonté dans les actes naturels que celle de l'objet , ou de la fin prochaine ; au lieu que Molina supposoit que ces actions avoient pour fin dernière Dieu aimé sur toutes choses. Les Consultants conclurent le lendemain que Molina étoit dans l'erreur , en soutenant que l'homme pouvoit par les seules forces de la nature faire des actes de Foi , d'Esperance , & de Charité envers Dieu , parce que ces actes , accompagnez de ces circonstances , sont des actes qui conduisent au salut , & qui par consequent ne peuvent se faire sans le secours de la grace ; l'Evêque d'Aquila & Bovio dirent que le sentiment de Molina étoit probable , & qu'on pouvoit exercer des actes de Foi , d'Esperance & de Charité , sans les faire de la maniere qu'il faut pour le salut.

Dans la cinquante-unième Congregation du 7 de Mai 1604 ; on agita cette question : *Quelle est la difference entre le motif de la pieté chrétienne & celui des actions qui se font en vûe de la bonté & de la justice de Dieu , puisque ces dernieres actions sont faites par un motif de crainte & d'amour de Dieu sur toutes choses.* Vastida dit que ces deux motifs étoient tout differens , parce qu'il est de la nature intrinseque du motif de pieté chrétienne , de mouvoir la volonté à un acte au-dessus des forces de la nature ; au lieu que quoique l'autre motif puisse quelquefois mouvoir la volonté à cet acte , cela ne lui est point essentiel , & il est de soi-même indifferent à mouvoir la volonté de cer-

te maniere, ou autrement. Lemos soutint au contraire, que ces deux motifs étoient inseparables, ou plutôt que c'étoit le même; qu'ils avoient le même objet & la même fin, & que le principe que l'on supposoit different, n'appartenoit point aux motifs; Que d'ailleurs ces œuvres excellentes de foi, d'amour de Dieu sur toutes choses, & de penitence, ne pouvoient pas se faire sans grace. Vastida & Salas repliquerent à Lemos; & après quelques altercations la dispute finit, le lendemain les Consultants, à l'exception de l'Evêque d'Aquila & de Bovio, declarerent que les actions faites en vûe de la bonté Divine, & de la récompense, étoient des actions de pieté qui ne pouvoient être faites sans la grace, & condamnerent Molina pour avoir avancé le contraire.

Congregations de Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

Dans la cinquante-troisième Congregation du 28 de Mai 1604; on disputa sur cette question; *sçavoir, si quand l'entendement propose à la volonté, Dieu aimable & adorable, comme le souverain bien, & la souveraine justice, qui récompense la vertu par le prix de la vie éternelle, que l'on doit aimer souverainement, parce qu'il a donné sa vie & répandu son sang pour nous, & qu'il punit les crimes d'une damnation éternelle; on peut dire qu'il lui propose ces objets comme une chose naturelle, ou comme une chose surnaturelle, ou comme une chose indifferente à un acte naturel ou surnaturel, s'il les propose comme une chose qui appartient à la foi, & comme un objet de foi.* Vastida répondit que ces veritez étoient proposées comme des veritez surnaturelles, si elles étoient connues par la lumiere de la foi, comme confor-

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

mes aux loix divines ; mais qu'elles n'étoient proposées que comme des veritez naturelles , si elles n'étoient connuës que par la lumiere naturelle comme conformes aux loix de la raison. Lemos soutint que l'entendement éclairé des seules lumieres de la raison , ne pouvoit proposer à la volonté un Dieu qui récompense les hommes d'une vie éternelle , & qui les punit d'une damnation éternelle , encore moins un Dieu mort sur la croix pour nous , & que quand quelque infidele pourroit par la persuasion d'un autre , ou par sa crédulité naturelle , croire que Dieu donne la vie éternelle , sa volonté ne pourroit pas faire un acte parfait ou absolu de desir de Dieu , d'esperance ou d'amour , mais seulement un acte imparfait qui consiste dans une simple velleité. Vastida fut même obligé sur la fin de la dispute de soutenir que Molina n'admettoit point d'autre foi des mysteres dans les infideles qu'une foi humaine qui produisoit dans la volonté un acte naturel de fuir le mal. Les Consultants resolurent le lendemain , que l'objet dont il étoit parlé dans la question , étoit surnaturel , & que la volonté ne pouvoit pas l'embrasser qu'avec le secours de la grace. L'Evêque d'Aquila & Bovio furent d'avis qu'il étoit surnaturel s'il étoit connu par une lumiere surnaturelle , & naturel s'il n'étoit connu que par la raison humaine.

On traita dans la cinquante-cinquième Congregation tenuë le 30 Juin 1604 , de l'autre partie de la Proposition précédente , *si dans le cas expliqué , l'objet proposé à la volonté par l'entendement , appartient à la foi ou non.* Vastida dit que l'en-

tendement proposoit bien un objet appartenant à la foi , mais non pas comme appartenant à la foi. Lemos soutint qu'il falloit distinguer dans la foi l'objet formel , qui est l'autorité de Dieu qui revele des veritez à son Eglise , & la lumiere de la foi qui fait croire la verité revelée ; Que les veritez revelées ne pouvoient être connues , ni crûes par les lumieres de la raison , & que la foi ne les pouvoit proposer comme des veritez naturelles ; Que les Heretiques ne peuvent avoir la foi , parce qu'ils n'adherent pas aux veritez revelées à cause de la revelation , mais par leur propre jugement , & par une opinion humaine faillible ; Qu'il est vrai qu'ils peuvent croire fausement que ces veritez sont revelées , & que leur entendement les peut proposer ainsi à la volonté, qu'en ce cas cet objet doit être nommé surnaturel , parce qu'il est proposé comme surnaturel , quoique les Heretiques ne le croient pas par une foi surnaturelle ; & qu'ainsi cet acte ne peut produire qu'une esperance imparfaite. On disputa long-temps dans cette Congregation , & en termes de Theologie Scholastique sur cette question. Les avis des Consultants furent semblables à ceux qu'ils avoient portez sur la Proposition précédente. Les Cardinaux de Givri, de Taberna & de Monopoli , assisterent avec les autres à cette Congregation , & aux suivantes.

Congregations de Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

Dans la cinquante-septième tenuë le 26 Juillet 1604 ; on examina si , selon les principes de Molina , le Libre-arbitre avoit plus de part à la justification que la grace : particulièrement en supposant avec lui que Dieu donne sa grace à celui qui fait ce qui est en lui , & que le Libre-arbitre

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

détermine la grace , enforte qu'il peut la rejeter & la rendre inutile quand il veut. Vastida soutint que cette consequence ne devoit point être imputée à Molina , puisqu'elle n'étoit point dans son Livre , & qu'on ne pouvoit la tirer directement de ses principes. Lemos soutint au contraire , que cette conclusion étoit une suite nécessaire de la doctrine de Molina , quand on ne supposeroit même que son dernier principe , que le Libre-arbitre détermine la grace ; cela donna lieu de disputer sur la motion efficace de la grace , & sur la maniere dont on peut lui résister , quoiqu'on ne lui résiste jamais : les Consulteurs jugerent le lendemain que , suivant les principes de Molina , le Libre-arbitre avoit plus de part au salut que la grace de Jesus-Christ : sentiment contraire à la doctrine de l'Eglise , & à la verité Catholique. L'Evêque d'Aquila & Bovio soutinrent au contraire , que cette consequence n'étoit point dans Molina , & qu'on ne pouvoit pas la tirer de ses principes,

On commença à traiter de la science moïenne dans la cinquante-neuvième Congregation tenue le 27 Octobre 1604. Vastida , pour rendre sa cause favorable , fit une énumération des questions que les heresies avoient obligé de traiter , & dit que celle des Calvinistes avoit engagé les Theologiens à admettre la science moïenne des choses futures sous condition , qui dépendent d'une cause libre. Il entreprit ensuite de prouver trois choses. 1. Que ces choses futures sous condition , étoient connus de Dieu. 2. Que la science qu'il en avoit étoit certaine & infail-
ble. 3. Que cette science étoit en Dieu avant le
decret



Décret absolu de sa volonté. Il se restreignit néanmoins à ne traiter que la première question dans cette dispute, & apporta quantité de preuves tirées de l'Ecriture - sainte, des Peres & des prieres de l'Eglise, & des Theologiens, pour montrer que Dieu connoissoit generalement toutes les choses qui pouvoient arriver. Lemos l'ayant entendu, dit que ce n'étoit point en cela que consistoit le point de la question, mais à sçavoir si Dieu connoissoit une chose future dépendamment du Libre-arbitre, avant aucun décret; Que la science moïenne de Molina supposoit que Dieu, avant que de faire aucun décret, prévoïoit que dans certaines circonstances le Libre-arbitre feroit telle & telle chose par sa liberté, & se détermineroit par lui-même à vouloir une telle chose en particulier, si Dieu vouloit y concourir: volonté qui, selon Molina, n'étoit pas prévenante & efficace, mais concomitante, en consequence de laquelle Dieu a une prescience absoluë de ce que le Libre-arbitre fera par sa liberté, sans que Dieu le détermine à le faire. Il prétendit que cette opinion ainsi expliquée, étoit combattue formellement par saint Augustin, & par saint Thomas. Il avoua que Dieu connoissoit les choses futures sous condition, mais qu'il connoissoit celles qui devoient arriver effectivement par la science de vision, & les autres par la science de simple intelligence, sans qu'il fût besoin d'admettre une troisième espece de science. Après que l'on eût bien disputé sur cette matiere, la conclusion des Consultants fut le lendemain contre la science moïenne; il n'y eut que Bovio qui l'excusa; car l'Evê-

Congregations d'Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.

que d'Aquila n'assista point à cette Congregation, ni aux suivantes.

On traita encore de la science moienne dans les quatre Congregations suivantes. Dans la soixante-unième tenue le 29 Novembre 1604 ; Vastida prouva que la science de Dieu touchant les choses futures sous condition , étoit certaine & infaillible (ce qu'on ne lui contestoit pas) sans vouloir entrer dans la question, S'il les connoissoit avant ou après son decret. Les Consultants n'eurent rien à décider sur cette question, parce que les parties convenoient de la certitude & de l'infailibilité de la science par laquelle Dieu connoît les choses futures, & que la question étoit uniquement de sçavoir quelle est la raison pour laquelle ces choses futures sont certainement futures ; ce qui fut remis à la prochaine Congregation.

Elle se tint le 16 Decembre 1604 ; Vastida y soutint que la connoissance infaillible & certaine des futurs libres sous condition, précédoit le decret absolu de Dieu. Lemos combattit cette opinion, & soutint que ces choses n'étoient futures qu'en vertu du decret par lequel Dieu ordonnoit qu'elles fussent ; & qu'ainsi Dieu ne les connoissoit pas comme futures avant son decret. Les Consultants, à l'exception de Bovio, conclurent suivant l'avis de Lemos.

De la science moienne on passa à la Prédestination dans la soixante-cinquième Congregation tenue le 4 Janvier 1605, & l'on demanda si, supposant la science moienne, le decret de la Prédestination étoit absolu ; s'il n'étoit pas plutôt conditionnel, & dépendant du bon usage du Li-

bre-arbitre, & fait sous cette condition, que l'homme par la liberté consentiroit à la grace. Vastida dit que, suivant Molina, le decret de la Prédestination étoit absolu, parce que Dieu avoit résolu de mettre le Prédestiné dans l'ordre des choses, suivant lequel il prévoioit qu'il seroit sauvé. Lemos soutint que le decret de la Prédestination étoit unique, efficace, & absolu, & qu'il ne dépendoit point de la prévision future de ce que le Prédestiné feroit étant mis dans un tel ou tel ordre des choses. On disputa long-temps sur le sens de Molina; & enfin les Consulteurs résolurent le lendemain que la Prédestination se faisoit par un unique decret absolu de Dieu, par lequel il résout de donner aux Elûs la gloire, & les moïens nécessaires pour y parvenir; que c'étoit le sentiment de saint Augustin, dont Molina s'est écarté en mettant la Prédestination non dans le decret absolu de Dieu, mais dans le choix de l'ordre. Bovio fut d'avis que le decret de nôtre salut étoit absolu, quoiqu'il dépendît de nôtre consentement que Dieu opere toutefois en nous, étant le maître de le produire dans ceux qu'il veut.

La soixante-septième Congregation fut tenue le 21 Janvier 1605; le Cardinal du Perron y assista. On y agita la principale question: Sçavoir, *si le bon usage de la grace dépendoit de la liberté, ou s'il provenoit de la grace qui faisoit que l'homme se servoit bien des secours qui lui étoient donnez.* Le Pape recommanda aux Disputans de ne point s'écarter du point de la difficulté, & s'ouvrit d'abord sur l'efficacité de la grace; cependant il laissa parler Vastida, qui dit que la con-

Congregations de Auxiliis sous le Pape Clement VIII.

usage du Libre-arbitre à la grace même, laquelle étant supposée, l'on n'a jamais autrement ; au lieu que les Dominiquains rapportoient pas le bon usage de la grace à cette grace efficace, ou physique terminante, mais à une grace qui n'est que morale, & au Libre-arbitre qui n'est que naturel. Lemos fit voir d'abord que les Dominiquains ne renversoient pas le Libre-arbitre, & qu'ils étoient conformes à la Définition du Concile de Trente, de prouver par saint Augustin & par Thomas, que le bon usage de la grace est le fruit du Libre-arbitre. Lemos fit voir d'abord que les Dominiquains ne renversoient pas le Libre-arbitre, & qu'ils étoient conformes à la Définition du Concile de Trente, de prouver par saint Augustin & par Thomas, que le bon usage de la grace est le fruit du Libre-arbitre. Lemos fit voir d'abord que les Dominiquains ne renversoient pas le Libre-arbitre, & qu'ils étoient conformes à la Définition du Concile de Trente, de prouver par saint Augustin & par Thomas, que le bon usage de la grace est le fruit du Libre-arbitre.

pliqua fort au long la distinction du sens composé & du sens divisé, faisant voir que, selon leurs principes, l'homme pouvoit toujours résister à la grace dans le temps qu'il y consentoit par le mouvement efficace de la grace même; quoiqu'effectivement il ne pût pas arriver que cet homme y résistât actuellement. Il dit que l'erreur de Calvin ne consistoit pas en ce qu'il avoit admis que la volonté de Dieu déterminoit efficacement la volonté de l'homme, mais en ce qu'il avoit tiré de ce principe une fausse conclusion, que cette volonté de Dieu anéantissoit la liberté de l'homme, que de même Pelage avoit tiré de ce que l'homme est libre, une fausse conclusion, qu'il n'y a point en Dieu de volonté efficace & antécédente. Ces deux Heretiques ont un même principe; sçavoir, que la volonté efficace de Dieu, & la liberté de l'homme, ne peuvent subsister ensemble; au lieu que la verité Catholique declare que l'homme est libre, qu'il y a une volonté efficace en Dieu, & que cette volonté s'accorde avec la liberté. Après quelques contestations sur le sens de Calvin & des Thomistes, la dispute finit; & le lendemain la résolution des Consulteurs fut que, selon la doctrine de saint Augustin, le bon usage des secours de Dieu dépendoit de la grace, & que, selon Molina, il dépendoit du Libre-arbitre. Bovio n'osa pas disconvenir de cette maxime, mais il dit que quant à la maniere dont Dieu fait agir l'homme, on pouvoit accorder l'opinion de Molina avec la doctrine de saint Augustin, par le moyen d'une grace congrüe, & telle que Dieu a connu qu'elle convient à tel & tel homme.

*Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Clement
VIII.*

134 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Quand la Congregation fut finie , le Pape Clement VIII. ordonna au Secretaire de declarer aux Dominiquains & aux Jesuites de se preparer pour la prochaine Congregation , à répondre sur les quinze articles de son grand Ecrit touchant les sentimens de saint Augustin sur la grace efficace par elle-même , par ce qu'il vouloit finir bien-tôt ces Controverses. La matiere étant de tres-grande importance , on fut obligé de remettre la Congregation au mois suivant , & cependant Clement VIII. tomba malade le 14 Février , & mourut le 3 Mars 1605. Ainsi la contestation demeura pour lors indécise.

*Mort de
Clement
VIII.*

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Paul V.*

Alexandre de Medecis , qui fut élu à la place de Clement VIII. le dernier jour de ce mois , & qui prit le nom de Leon XI. mourut peu de jours après son elevation. Camille Borghese lui succeda le 16 de Mai , & fut surnommé Paul V. Le Roi Catholique fit demander au Pape par son Ambassadeur , que Sa Sainteté terminât la contestation des Dominiquains & des Jesuites. Le Roi de France fit remontrer au contraire par le Cardinal du Perron , que cette affaire méritoit une plus mûre délibération ; qu'il falloit prendre les avis des Universitez qui n'avoient point été consultées , & qu'il seroit même à propos de convoquer un Concile general , sinon qu'il étoit à craindre que l'Université de Paris , & le Roiaume de France ne refusassent de recevoir la définition. Plusieurs personnes étoient d'avis qu'il étoit à propos d'ensevelir cette affaire sous le silence ; les unes pour éviter le scandale que causeroit dans l'Eglise la condamnation de la doctrine de l'un de ces deux Ordres fameux , & peut-être de

la division qui s'ensuivroit, si celui qui seroit condamné ne vouloit point acquiescer à sa condamnation ; & les autres , parce qu'elles étoient persuadées que ces questions étoient du nombre de celles dont Celestin I. dit qu'il ne faut pas entreprendre de les définir, quoiqu'il ne faille pas les mépriser. Le Cardinal Bellarmin donna sur la fin de Mai un Memoire au Pape contenant vingt Propositions sur les forces du Libre-arbitre, dans l'état de la nature corrompue, & sur l'efficacité de la grace, qu'il croïoit que le Saint Siege pouvoit définir pour préserver les Fideles des erreurs de Pelage & de Calvin. Cet écrit étant tombé entre les mains de Lemos, il fit des Notes pour montrer que ces Propositions étoient équivoques, captieuses, & insuffisantes. Les Jesuites publierent aussi en leur nom au mois de Juin une Apologie, dans laquelle ils avoient recueilli cinquante-cinq Propositions qu'ils disoient qu'on leur attribuoit fausement, qu'ils condamnoient & détestoient comme des erreurs Pelagiennes & Semi-pelagiennes : & presenterent même dans le mois d'Aoust une Requête au Pape, par laquelle ils se plaignoient des avis des Consulteurs, qui avoient condamné comme des erreurs des Propositions qui avoient un sens Catholique dans Molina, & qui étoient soutenues comme probables. Ils leur reprochoient d'avoir été trop favorables à leurs parties adverses, & de n'être pas assez éclairés pour juger de ces questions difficiles. Ils remontoient qu'il seroit inutile d'établir de nouvelles disputes, si on laissoit les mêmes Censeurs attachés à leurs mêmes sentimens ; Qu'il ne falloit point

Congregations de Auxiliis sous le Pape Paul V.

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Paul V.*

parler de la question de l'efficacité de la grace ;
ou qu'il falloit en communiquer avec les Uni-
versitez ; & que pour le Livre de Molina , on
pouvoit en remettre le jugement à la Congre-
gation de l'Index qui le censurerait comme les
autres Livres suspects si elle le jugoit à pro-
pos. Ils prioient le Pape de ne définir que des
questions de Foi , & de laisser les autres à la
dispute des Theologiens , & remarquoient , Qu'il
» ne s'agissoit que d'un point de fait ; sçavoir ,
» quel avoit été le sentiment de saint Augustin
» & de saint Thomas sur la Question controver-
» sée ; que l'on ne peut pas dire qu'il appar-
» tienne à la foi , de sçavoir ce que tel ou tel
» Auteur , quoiqu'illustre par sa doctrine & par
» sa sainteté , a pensé ou enseigné ; qu'il se peut
» faire que ce qu'ils ont soutenu appartienne à
» la foi , mais qu'on ne peut pas définir com-
» me de foi Catholique , qu'ils ont été de tel
» ou de tel sentiment , & que si on ne peut le
» tirer évidemment , ou probablement de leurs
» Ecrits , la chose demeurera toujours dans l'am-
» biguité , & dans l'obscurité ; Que le Pape à qui
» il appartient principalement comme au Juge
» Souverain des Controverses de Foi , de définir
» les Dogmes , ne pouvant créer de nouveaux
» Livres Canoniques , ni faire de nouveaux arti-
» cles de Foi , doit nécessairement suivre dans les
» Définitions l'autorité des saintes Ecritures , &
» la Tradition Divine , ou le consentement des
» Peres & des Theologiens , ou le sentiment
» commun de l'Eglise ; ce qui ne peut avoir lieu
» quand on dispute du sentiment d'un particu-
» lier ; Que ces Auteurs n'ont point été eux-

mêmes inspirez du Saint-Esprit en composant «
leurs Ecrits ; qu'ils ont pû se tromper , & s'é- «
loigner de la verité ; Que quoique les anciens «
Papes loient la doctrine & la sainteté des Au- «
teurs particuliers , ils n'ont jamais entrepris «
d'expliquer leur sentiment , & de définir com- «
me un Dogme de Foi qu'un tel a été d'un tel «
avis ; que dans cette question même quand les «
Pontifes Romains Innocent & Celestin , ap- «
pellent saint Augustin la lumiere de l'Eglise , «
& le Docteur Catholique de la saine opinion , «
& qu'ils assurent qu'il a bien pensé & écrit de «
la Grace & de la Prédestination , ils ne se «
mettent point en peine d'expliquer ce qu'il a «
enseigné , ou de quelle maniere son sentiment «
doit être pris. On dispute , ajoutent-ils , d'une «
chose fort importante ; sçavoir , de l'accord «
du Libre-arbitre avec la grace efficace & le «
concours divin , de la nature de la Providen- «
ce & de la Prédestination divine , des forces «
du Libre-arbitre , de la condition de la liber- «
té , & de l'union nécessaire des causes secondes «
avec la cause premiere & universelle ; toutes «
ces choses sont clairement enseignées dans l'E- «
criture-sainte dans les définitions de l'Eglise , «
par les Saints Peres , & par les Philosophes. «
La raison naturelle les prouve évidemment , «
& si quelqu'un les nie , ou en doute , il trahit «
la Foi , ou n'en a point ; mais de quel droit «
peut-on reprendre un homme qui , mettant «
toutes ces choses à couvert , ne dispute que de «
la maniere dont on les peut expliquer & dé- «
fendre ? & qui pourra condamner celui qui «
declare qu'il doute sur ce qu'ont pensé saint «

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Paul V.*

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Paul V.*

138 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

» Augustin & saint Thomas touchant ces Que-
» stions ? Mais , dit-on , la maniere dont on dé-
» fend ces choses est ouvertement contraire à la
» Foi , ou du moins lui porte préjudice ? On doit
» craindre d'un côté le Pelagianisme , & de l'au-
» tre le Lutheranisme ; il est vrai que quelques
» personnes doctes & religieuses le disent , mais
» plusieurs autres également doctes & pieuses
» le nient : l'on cite de part & d'autre des pas-
» sages de saint Augustin & de saint Thomas ;
» enfin toute la question consiste à sçavoir quel
» a été le sentiment de ces deux Auteurs sur la
» question proposée ; c'est pourquoi il s'agit de
» juger d'une question d'un fait humain , qui ne
» peut en aucune maniere être la matiere d'une
» définition de Foi. Ce sont les propres termes de
la Requête que les Jesuites presenterent alors au
Pape Paul V. que je rapporte ici historiquement ,
& sans prendre de parti , comme j'ai dessein de
faire dans toute cette Histoire.

D'autre côté les Consulteurs pressoient le Pape d'achever ce que son Prédecesseur avoit com-
mencé. L'Archevêque d'Armach , qui étoit à leur
tête , presenta une Requête à Sa Sainteté , dans
laquelle il exposoit les raisons pour lesquelles il
étoit important de terminer ces differents. 1. Par-
ce que de l'aveu même des Parties elles appar-
tenoient à la Foi , puisque l'on s'accusoit mu-
tuellement de Pelagianisme & de Calvinisme.
2. Parce que ces questions étoient tellement ré-
pandues dans toutes les parties de la Theologie ,
que s'il y avoit de l'erreur de part ou d'autre ,
toute la Theologie s'en ressentiroit. 3. Parce que
la dispute étoit entre deux Ordres celebres dans

l'Eglise, & qu'il étoit à craindre que si on laissoit la chose indéciſe, les diſſenſions qui étoient entre les Theologiens ne s'augmentaſſent, & qu'ils ne demeurafſent plus attachez à leurs ſentimens. 4. Parce que ces diſputes s'étoient répandues dans toute l'Eglise, & cauſoient par tout des diviſions. 5. Parce que les Calviniſtes & les Lutheriens en tiroient avantage, reprochoient ces diſputes à l'Eglise, inſultoient les Catholiques ſur ce que le Saint Siege étoit ſi long-temps à décider; & diſoient publiquement qu'il avoit enfin reconnu la vérité, mais qu'il ne vouloit pas la définir, de peur qu'on ne crût qu'il s'éloignoit de la doctrine qu'il avoit eue juſqu'alors. Qu'au reſte il ne falloit point écouter ceux qui diſoient qu'on devoit enſevelir cette Controverſe dans le ſilence. Les uns, diſoit-il, ſont de cet avis, parce qu'ils craignent qu'il n'arrive quelque tumulte dans l'Eglise par la condamnation d'un des deux Partis. Ils ont tort de ne pas croire que les uns & les autres auront pour le Saint Siege la ſoumiſſion qu'ils lui doivent. Les autres par la conſideration même de ces queſtions, qu'ils croient être du nombre de celles ſur leſquelles il eſt libre d'avoir tel ſentiment qu'on veut, & que le Pape ſaint Celeſtin n'a pas crû devoir définir; & ceux-ci s'éloignent de la déclaration des deux partis qui défendent leurs ſentimens comme de Foi, & accuſent leurs Adverſaires d'hereſie; & n'entendent point l'état de la queſtion qui appartient aux regles mêmes que ſaint Celeſtin a établies. Enfin il rejette le ſentiment de ceux qui demandoient un Concile après que la queſtion avoit été agitée ſi long-temps devant le Saint

*Congregations de
Auxiliis
ſous le
Pape
Paul V.*

140. HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Congregations de Auxiliis sous le Pape Paul V.

Siege, & cite là-dessus un beau passage de saint Augustin, qui rejette une pareille demande faite par les Pelagiens.

Paul V. fut quelque temps en suspens, mais enfin il se déterminâ à reprendre cette affaire ; & pressé par les vives remontrances du Cardinal Monopoli, il envoya querir Lemos le jour de saint Dominique de l'an 1605 ; lui déclara qu'il vouloit bien-tôt terminer cette contestation par une définition ; & lui ordonna de mettre par écrit les Propositions qu'il croioit condamnables, & à côté les Propositions Catholiques. Lemos lui porta le 10 d'Aoust les Propositions qu'il croioit qu'on devoit condamner, & celles qu'on devoit approuver, & lui presenta un Ecrit sur la Prédétermination physique qu'il vouloit faire approuver : ce point restoit encore à examiner avec celui de la maniere dont la grace efficace agit sur la volonté, proposé par Clement VIII. dans un grand Ecrit. Le Pape avoit d'abord résolu de faire agiter ces deux questions chez le Cardinal Pinelli, devant les Juges nommez par son Prédecesseur ; mais sur les remontrances du Cardinal d'Avila, il ordonna que les Congregations se feroient devant lui ; fit venir les Secretaires de la Congregation, leur déclara qu'il vouloit finir cette affaire, & donna ordre à Coronel de dresser une Relation des Actes des Congregations précédentes, & de tout ce qui s'étoit passé sur les Controverses touchant la Grace, depuis les disputes de Louvain jusqu'à la mort de Clement VIII. afin d'en faire son rapport à la Congregation qui se devoit tenir le 14 de Septembre 1605. Les cinq Consultants Evêques qui avoient été

du dernier examen, le furent encore de celui-ci ; mais il n'en restoit que cinq du second Ordre ; sçavoir , Piombino , Coronel , l'Abbé de Farfe , Bovio , & le Bossu. Lemos & Alvarez furent encore les Disputans du côté des Dominiquains ; Vastida & Perez pour les Jesuites. Il se tint seize Congregations depuis le 14 Septembre 1605, jusqu'au premier Mars 1606, en presence du Pape assisté des Cardinaux Pinelli , d'Ascoli , de Bufalo , Aldobrandin , Givri , Taberna , Blanchetti , Sfondrate , Arrigon , d'Avila , Belarmin , de Monopoli , du Perron , & Zapata.

Dans la premiere Congregation , Coronel , suivant l'ordre qu'il en avoit reçu , lût un abrégé des Actes de toutes les Congregations précédentes : Memoire que l'on a encore presentement. On proposa ensuite l'examen du sixième Ecrit de Clement VIII. sur la Grace efficace, que le Pape avoit donné à la Congregation le 9 Juillet 1603, contenant quinze chefs appuiez par des témoignages de S. Augustin.

1. Selon S. Augustin , il y a deux sortes de secours de la grace de Dieu.

2. Il y a deux graces , dont l'une est operante , & l'autre cooperante.

3. C'est une grace de Dieu que nous trouvons des personnes qui nous portent au bien.

4. Selon S. Augustin , il y a une grace efficace, & même tres-efficace , qui neantmoins ne blesse point la liberté de l'homme.

5. Cette grace tire son efficacité de la Toute-puissance de Dieu , & de l'empire que Sa Majesté suprême a sur les volontez des hommes , comme sur toutes les choses qui sont sous le Ciel.

*Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Paul V.*

142 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

6. Par cette grace, selon saint Augustin, Dieu étant tout-puissant, forme dans le cœur des hommes le mouvement même de leur volonté, faisant qu'ils veulent le bien, au lieu qu'ils ne le vouloient pas auparavant ; qu'ils y consentent, au lieu qu'ils y résistoient auparavant ; & qu'ils l'aiment, au lieu qu'ils le combattoient auparavant.

7. Dieu répand, selon saint Augustin, cette grace efficace dans nos cœurs par l'opération du Saint-Esprit, en une infinité de manieres tres-secrettes, & tres-cachées.

8. Cette grace efficace de Dieu, est secrette & cachée, selon S. Augustin.

9. Cette grace efficace, selon saint Augustin, ne suit pas, mais précède la volonté, ne nous étant pas donnée, parce que nous voulons, mais afin que nous voulions ; & ainsi Dieu nous donne par elle non seulement l'action, mais la volonté.

10. L'effet de cette grace efficace est certain & infaillible, selon S. Augustin.

11. Cette grace efficace, selon saint Augustin, n'établit point une destinée, & ne fait point qu'il y ait acception de personnes en Dieu. Elle n'empêche ni la Prédication, ni la correction, mais elle s'accorde parfaitement bien avec la liberté de la volonté de l'homme.

12. C'est par un secret jugement de Dieu que cette grace efficace est donnée à l'un, & n'est pas donnée à l'autre.

13. Cette grace efficace de Dieu est nécessaire pour chaque action.

14. Cette grace n'est point renduë à aucun mérite que nous aions, mais elle nous est donnée

par une bonté gratuite de Dieu, parce qu'il n'y a dans nous, avant elle, aucun mérite véritable.

15. Le don de persévérance est un don de Dieu qui est singulier, & qui n'est pas commun à tous, qui fait que chaque homme à qui il est donné, persévère dans le bien jusqu'à la fin.

Le Cardinal Bellarmin proposa de son côté un Ecrit contenant quatorze Propositions sur la manière dont la Grâce est efficace : le Pape ne jugea pas à propos de le faire examiner dans la Congregation, & il fut résolu que l'on ne parleroit que de l'Ecrit de Clement VIII. & qu'on finiroit cette question dans une seule Congregation.

Cette Congregation fut tenue le 20 de Septembre 1605 ; Vastida y declara qu'il avoit lû l'Ecrit de Clement VIII. avec les Peres de sa Société de différentes Provinces, & de différentes Nations, & que suivant leur avis, il admettoit tout ce qui étoit contenu dans cet Ecrit, comme étant la doctrine de S. Augustin, à l'exception du cinquième Article, où il est dit que *la grace tire son efficacité de la toute-puissance de Dieu, & de l'empire que Sa Majesté suprême a sur les volontez de tous les hommes, comme sur toutes les choses qui sont sous le Ciel* ; qu'il s'ensuivroit de cette Proposition, que Dieu donneroit le mouvement aux volontez des hommes, comme il fait aux autres créatures, sans que leur liberté y contribuât : sentiment que Bannez, François d'Avila, & Didace Alvarez, sembloient avoir adopté, & qui étoit celui de Calvin. Sur les autres Articles il remarqua qu'il y en avoit neuf qui étoient en termes formels dans saint Augustin, & que les autres n'y

Congregations de Auxiliis sous le Pape Paul V.

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Paul V.*

144 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
étoient qu'en termes équivalans ; il soutint que ces quinze Articles ne contenoient pas toute la doctrine de saint Augustin sur la matiere de la Grace , & qu'il y avoit plusieurs autres choses que saint Augustin proposoit & enseignoit sur cette matiere. Lemos répondit qu'il n'avoit pas communiqué l'Ecrit de Clement VIII. à tous les Peres de son Ordre , mais qu'il diroit ce qu'ils en pensoient. Il entreprit ensuite de prouver que tous ces Articles étoient conformes à la doctrine de saint Augustin , & comme la dispute ne rouloit que sur le cinquième , il prouva par des passages de ce Pere , que la grace tiroit son efficacité de la toute-puissance de Dieu ; & il dit que les Jesuites ne la revoquoient en doute , que parce qu'ils faisoient dépendre l'efficacité de la grace , de la liberté ; Que la comparaison de l'empire de Dieu sur les volontez des hommes , avec celui qu'il a sur les autres créatures , ne devoit s'entendre que quant à l'efficacité , & non pas quant à la maniere de les mouvoir , parce qu'il meut les créatures suivant leurs natures , celles qui sont libres , librement , & celles qui agissent avec nécessité , nécessairement ; Que les Peres Dominiquains citez par Vastida , n'avoient pas d'autres sentimens. Après avoir parcouru les autres Articles de l'Ecrit de Clement VIII. il conclut deux choses ; la premiere , que tous les Articles de cet Ecrit , sans en excepter aucun , étoient la doctrine constante de saint Augustin. La seconde , que ces Articles contenoient toute la doctrine de la Grace contre les Pelagiens. Vastida repliqua qu'il y avoit deux questions , l'une de fait , l'autre de droit : que celle de fait étoit

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 145
 étoit de sçavoir , si ces Articles étoient une définition du Pape ; que celle-ci étoit aisée à vuidér , parce que Sa Sainteté avoit mis au bas de l'Ecrit : *Sçavoir si c'est la doctrine de saint Augustin*. Qu'à l'égard de la question du droit , il s'agissoit de sçavoir , si l'homme pouvoit résister à la grace ; ce que nioient quelques Thomistes. Lemos répondit , que ces Thomistes disoient seulement qu'on ne pouvoit pas résister à la grace efficace , *in sensu composito* ; mais qu'ils avoient qu'on pouvoit y résister *in sensu diviso* , & prétendit que ce sentiment étoit différent de l'erreur de Calvin , quoique cet Heretique n'eût pas été dans l'erreur en ce qu'il admettoit l'efficace de la grace , & la nécessité consequente ; mais en ce qu'il se servoit de ces principes pour nier la liberté. Après que l'on eût beaucoup disputé sur le sentiment de Calvin , & sur quelques passages de saint Augustin , la Congregation finit. Le lendemain les Consultants admirèrent toutes les quinze Propositions , & même la cinquième de l'Ecrit de Clement VIII. comme étant la doctrine formelle de saint Augustin. Il n'y eut que Bovio qui , constant à défendre Molina , distingua la Proposition , & dit que quant à la verité du fait , il étoit certain , selon saint Augustin , que l'efficacité de la grace dépendoit de la toute-puissance de Dieu sur les créatures , & sur la volonté : mais que quant à la maniere , sçavoir , si Dieu se sert de la même maniere de sa toute-puissance , pour mouvoir la volonté de l'homme , comme pour mouvoir les autres créatures comme par un decret absolu , il ne croioit pas que ce fût la doctrine de saint Augustin.

Congregations de
 Auxiliis
 sous le
 Pape
 Paul V.

Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Paul V.

Paul V. pour réduire la question à un seul point précis, donna cette Proposition à examiner : *Sçavoir si Dieu par sa grace efficace meut la volonté de l'homme aux actes libres & bons, non seulement en conseillant, en invitant, & en excitant intérieurement, ou en attirant moralement ; mais aussi réellement, activement, & proprement, sans donner toutefois atteinte à la liberté de l'homme, & si quelques Scholastiques ont raison de dire que cette grace efficace prédétermine physiquement.* Cette question fut le sujet de toutes les Congregations suivantes ; elle devoit être jugée dans celle qui se tint le 12 Octobre 1605, qui est la quatrième sous Paul V. mais Vastida y remontra que cette question étoit de trop grande importance pour pouvoir être terminée dans une seule dispute. Il se plaignit aussi des Consulteurs, qu'il dit être déjà déterminez à condamner son sentiment, & avança même qu'il n'étoit plus nécessaire de disputer d'une chose qu'on disoit être déjà jugée. Le Pape l'interrompant lui dit de répondre à la question proposée, de laisser ses plaintes & ses invectives, qu'il ne pouvoit pas sçavoir ce qu'ils pensoient. Alors Vastida vint à son sujet, & dit *qu'il y avoit trois termes à examiner ; le premier, de mouvoir ; le second, d'attirer moralement ; & le troisième, la prédétermination physique.* Il dit sur le premier, que la grace mouvoit la volonté de l'homme, non seulement moralement, mais aussi vraiment, activement, & proprement, parce qu'elle imprimoit dans l'ame de veritables mouvemens qui l'excitoient, & la portoient à faire le bien ; en sorte toutefois que la volonté pouvoit résister si elle vouloit, & non pas en sorte qu'elle fût physiquement prédé-

terminée à agir. Lemos soutint que l'efficacité de la grace & de la vocation, ou l'effet & l'action, ne dépendoient point de la liberté, & qu'il ne suffisoit pas d'admettre une grace qui attiroit moralement, & qui pouvoit être rendue actuellement inefficace par la résistance de la volonté, mais qu'il falloit en admettre une qui fît consentir infailliblement la volonté, sans neantmoins lui ôter sa liberté : que c'est ce qu'on appelle prédétermination physique. Il allegua quantité de témoignages de saint Augustin & de S. Thomas, pour prouver cette doctrine ; il l'établit sur le Concile de Trente. Il y eut là dessus plusieurs choses dites de part & d'autre, tant par Lemos & par Alvarez d'un côté, que par Vastida & Perez de l'autre. Les Consultants s'étant assemblez le quinze Octobre, conclurent tous, à l'exception de Bovio, pour l'affirmative de la Proposition. On ne laissa pas de l'agiter encore dans les Congregations suivantes, dans lesquelles les Dominiquains & les Jesuites disputerent fortement sur l'efficacité de la Grace, & sur la Prédétermination physique.

Dans la sixième Congregation tenue le 26 Octobre 1605, Vastida & Lemos disputerent de l'efficacité de la Grace, & de la Prédétermination physique par l'Ecriture-sainte ; dans la septième du 9 Novembre, par le Concile de Trente ; & dans la huitième du 22, par l'autorité de saint Augustin. Le 29 les Consultants assemblez persisterent dans leur avis, nonobstant ce qui avoit été allegué de la part des Jesuites. Dans la dixième tenue le 14 Decembre, Vastida allegua les passages des autres Peres qu'il préten-

*Congregations de
Auxiliis
sous le
Pape
Paul V.*

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Paul V.*

doit être contraires à l'efficacité de la Grâce ; Lemos y répondit que les Semi-pelagiens s'étoient aussi servis contre saint Augustin de l'autorité des Peres plus anciens ; Que tous les passages alleguez par Vastida , prouvoient seulement la liberté de l'homme dont on convenoit ; Qu'il falloit principalement considerer le sentiment de saint Augustin ; Que les anciens Peres avoient parlé avec moins de précaution & en passant, de cette matiere ; Qu'il falloit expliquer leur sentiment , & non pas l'étendre ; Que Vastida avoit cité Origene , duquel , selon saint Jérôme , Pelage avoit pris ses erreurs ; Qu'il avoit aussi cité saint Clement d'Alexandrie dont les Ouvrages étoient mis au nombre des Livres apocryphes par Gelase ; Que les questions orthodoxes attribuées à saint Justin qu'il avoit aussi citées , n'étoient point de ce Pere. Lemos expliqua ensuite les passages de saint Jérôme , de saint Chrysostome , de saint Cyrille , & des autres Peres alleguez par Vastida. Le 3 de Janvier 1606 , les Consultants declarerent tous , a l'exception de Bovio , que les témoignages & les raisons alleguées par les Jesuites contre la Grace efficace , & la Prédétermination physique , étoient insuffisantes , & qu'ils devoient persister dans leur premiere conclusion.

Dans la douzième Congregation sous Paul V. tenuë le 10 Janvier 1606 , on compara la doctrine des Thomistes avec celle de Calvin. Le lendemain le Pape fit dire aux Jesuites par les Secretaires de la Congregation, qu'ils proposassent dans la premiere dispute en peu de mots ce qu'ils avoient à dire contre la Prédétermination physi-

que , & qu'ils donnassent aux Consultants un Ecrit sur la comparaison de la doctrine des Thomistes , & de celle de Calvin.

Congregations de Auxiliis sous le Pape Paul V.

Dans la treizième Congregation tenuë le 25 Janvier 1606 , Lemos & Vastida disputerent de la Prédétermination physique , de la Grace efficace par raisons Theologiques , & repeterent une partie de ce qu'ils avoient dit dans les Congregations précédentes ; Vastida soutenoit que cette prédétermination ruinoit la liberté de l'homme , qu'elle rendoit la grace suffisante inutile , qu'elle faisoit Dieu auteur du mal. Les Consultants , sans s'arrêter à ces raisons , jugerent qu'ils devoient persister dans leur avis.

Dans la quinziesme Congregation tenuë le 15 Février 1606 , & dans la seiziesme tenuë le 22 du même mois , on disputa sur le sentiment de saint Thomas & des Thomistes touchant la Prémotion physique ; & enfin les Consultants assemblez le premier de Mars , jugerent qu'ils devoient persister dans les résolutions qu'ils avoient prises ; il n'y eut que Bovio qui soutint toujours que Dieu ne prédéterminoit pas la volonté humaine par sa grace , & que ceux qui soutenoient cette opinion , pouvoient difficilement expliquer comment Dieu n'étoit pas auteur du peché.

Les disputes des Theologiens , & les délibérations des Consultants étant finies , Paul V. mit en délibération avec les Cardinaux le 8 de Mars 1606 , s'il étoit à propos de porter un jugement sur ces matieres. De douze Cardinaux , Pincelli , d'Ascoli , Aldobrandin , Blanchetti , Arrigone , de Givri , Bellarmin , Bufalo , Zapata , Taberna , Monopoli , du Perron , (le Cardinal d'Avila étoit

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Paul V.*

mort, & le Cardinal Sfondrate malade) qui étoient de la Congregation, dix furent pour la l'affirmative, & deux, sçavoir, Bellarmin & du Perron pour la negative. Les Jesuites demanderent ensuite au Pape qu'on examinât leurs Ecrits avant que de dresser la définition, le Pape les donna à Jacques le Bossu, l'un des Consultants, qui ne leur fut pas favorable : enfin Paul V. prit la resolution de donner un jugement sur ces Questions, & aiant fait venir les Secretaires de la Congregation, leur donna un Memoire écrit & signé de sa main, par lequel il donnoit ordre aux Consultants de travailler séparément, & sans se communiquer, & de marquer dans leur avis, clairement & en peu de mots, les Propositions qu'ils croioient de Foi, touchant les forces du Libre-arbitre, & de la Grace efficace, & celles qu'ils croioient erronées & condamnables, en y joignant les principales raisons & autoritez qui appuioient leur sentiment, de distinguer la doctrine Catholique de l'impiété des Heretiques, & d'en marquer la difference; de dire aussi leur avis sur la methode qu'ils jugeroient qu'il faudroit observer dans la Constitution Apostolique, & si dans la Préface il falloit parler des Docteurs qui ont fait des Livres sur ce sujet, spécialement de ceux de l'Ordre de Saint Dominique, & de ceux de la Société de Jesus. Il leur recommandoit enfin un grand secret sous la peine ordinaire de l'excommunication. Les Consultants travaillerent suivant l'intention du Pape, & lui remirent entre les mains, sur la fin du mois d'Aoust, leur avis cacheté. Ils se trouverent tous, à l'exception de Bovio, de

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 151

l'avis de la Censure des Propositions de Molina ; mais le Pape ne trouva pas qu'ils fussent encore assez conformes ; que leurs avis fussent bien digerez , qu'ils eussent assez nettement expliqué les articles qu'ils vouloient condamner , & qu'ils eussent rapporté assez clairement les motifs & les raisons de cette condamnation. Ainsi il leur ordonna de s'assembler dans la maison de l'Archevêque d'Armach , & d'y conferer ensemble pour dresser la Censure. Ils y tinrent neuf ou dix Congregations , & convinrent tous des Propositions qu'on devoit condamner ; il n'y eut que Bovio qui dressa un projet de Bulle different , dans lequel il réduisit la doctrine de la Grace à douze Propositions tirées des Conciles & des Peres , dressé de telle maniere , qu'il sembloit plutôt approuver que condamner le sentiment de Molina , & qui faisoit défense aux parties de s'accuser mutuellement d'heresie , d'erreur , ou de témérité. Le Pape chargea les deux Secretaires & les deux Archevêques de la Congregation , de dresser une Constitution conformément à l'avis des Consultants. Ils y travaillèrent pendant près de six mois , & l'Archevêque d'Armach , suivant leur avis , dressa un projet de Bulle , composé de trois parties. La premiere étoit une espece de Préface , dans laquelle il étoit parlé des erreurs des Pelagiens , de l'obligation de suivre la doctrine de saint Augustin & de saint Thomas , du zele & de la vigilance des Souverains Pontifes à combattre les ennemis de la Grace. La seconde contenoit neuf chefs de la doctrine qu'il falloit soutenir ; & la troisième censuroit cinquante Propositions.

Congregations d'Auxiliis sous le Pape Paul V.

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Paul V.*

L'Archevêque de Trani & les deux Secretaires n'approuverent pas entierement ce projet. Premièrement, parce qu'ils ne trouverent pas que la doctrine fût assez clairement expliquée, & qu'ils n'avoient point reçu ordre du Pape de faire aucune declaration de la doctrine de l'Eglise. 2. Parce que quelques-unes des Propositions censurées n'avoient point été examinées dans les Congregations précédentes. Ils trouverent aussi quelque chose à rédire à l'ordre & aux termes des Propositions. Le Pape renvoia ce different aux Consulteurs, qui, s'étant assemblez le 11 de Mai 1607, furent de l'avis de l'Archevêque de Trani & des Secretaires. L'Archevêque d'Armach retoucha lui-même son projet, & Coronal fit une révision des Propositions qu'il falloit censurer; & en ayant conféré avec les autres Consulteurs, à l'exception de Bovio, dans quatre assemblées; ils en convinrent tous, & signerent leurs noms au bas de chaque Proposition, comme méritant la censure, sans neantmoins ajouter aucune qualification particuliere, sinon d'erreur, sur chacune; en y marquant cependant les Dogmes Catholiques, auxquels ils prétendent que les Propositions sont opposées. Les Propositions censurées sont au nombre de quatorze. La 1. que les forces du Libre-arbitre sont demeurées en nous, telles qu'elles eussent été si l'homme eût été créé dans l'état de pure nature. 2. Que les enfans morts sans Baptême seront dans un état plus heureux, & meilleur que celui des hommes mortels. 3. Que dans l'état de la nature corrompue, l'homme peut faire avec le seul concours general de Dieu, sans aucun don. ni

secours de grace, de bonnes œuvres morales, par rapport à la fin naturelle, qui soient véritablement de bonnes actions, & des vertus. Ils remarquent en cet endroit qu'il ne s'ensuit pas de la condamnation de cette Proposition, que toutes les actions des Infideles soient des pechez. 4. Que Dieu confere sa grace à ceux qui font par leurs forces naturelles, tout ce qui est en eux pour se disposer à la justification, ou que le Libre-arbitre prévient quelquefois la grace de Jesus-Christ par ses efforts. 5. Que l'homme peut sans le grace faire des actes de Foi, d'Espérance, d'amour de Dieu sur toutes choses, de desir d'être justifié, &c. 6. Que la liberté de l'homme, après sa chute, suffit pour vaincre toutes les tentations, même les plus fortes, & observer toute la loi naturelle. 7. Que la grace par laquelle Dieu opere en nous le vouloir & l'action, ne meut pas nôtre volonté; en sorte que par la vertu de la motion de Dieu qui opere par elle, il soit infailible que nous consentions & operations actuellement. 8. Que cette grace n'est pas tellement efficace, qu'en prévenant nôtre volonté, elle la prémeuve par une vraie & réelle action, & la fasse vouloir & operer, ou que sans elle la volonté puisse actuellement vouloir & operer. 9. Que la grace efficace excite, attire, invite & conseille la volonté, sans que Dieu meuve la volonté pour consentir, par une véritable action, mais seulement en influant sur l'acte pendant qu'elle consent, & qu'elle coopere. 10. Que Dieu, par le secours de sa grace, & le Libre-arbitre, sont deux causes partiales de nôtre justification, en sorte que l'une n'est point prévenu par

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Paul V.*

*Congre-
gations de
Auxiliis
sous le
Pape
Paul V.*

l'autre, & n'en reçoit point la vertu d'agir ; & que l'efficacité de la grace dépend du consentement & de la coopération du Libre-arbitre qui rend la grace efficace. 11. Que la persévérance dans le bien jusqu'à la fin de la vie, n'est pas un don de Dieu par lequel il fait persévérer efficacement ; en sorte que c'est par la vertu de ce don qu'il veut & persévère ; mais qu'il donne seulement le pouvoir de persévérer si l'on veut, & que la liberté ne peut s'accorder avec le don de persévérance ainsi expliqué. 12. Que Dieu n'a pas ordonné & prédéfini, & prédéterminé de toute éternité par un decret absolu, que tous ceux qui consentent à la vocation, qui croient, qui font le bien, qui persévèrent, le feront dans le temps, & qu'il ne leur a pas destiné à tous un secours de grace, dont la vertu & la motion est efficace pour soumettre le Libre-arbitre à celui à qui il est donné ; en sorte qu'il soit certain, infallible & invincible, que par cette grace il consentira, croira, fera le bien, & persévérera. 13. Que la prescience de Dieu touchant le salut des hommes, & les actions qui ont rapport au salut, n'est pas fondée dans la vertu du secours ou de sa motion efficace, pour soumettre le Libre-arbitre de celui à qui il est donné ; mais dans la prévision de l'usage que le Libre-arbitre fera du secours de Dieu, & que cette prescience est nécessaire pour concilier le secours de la grace avec la liberté de l'homme. 14. Que la prédestination des Elûs dépend tellement de leur Libre-arbitre, que ce n'est pas l'efficacité & la force des secours que Dieu a résolu de leur donner par le decret de sa prédestination, qui fait qu'ils en usent bien, mais que

c'est parce Dieu voyant par sa prescience les secours dont les Elûs useroient bien par leur liberté, il a résolu de les leur donner. Les Consultants qui ont signé cette Censure sont, Pierre Lombard Archevêque d'Armach, Jean de Rada Evêque de Patti, Jules Santuccio Evêque de Sainte Agathe, Lælio Sueffano ou Lando Evêque de Narni, Jérôme Palentieri Evêque de Bitonte, Anastase de Bresse Abbé de Farfe, Jean-Baptiste Piombino Procureur General de l'Ordre des Augustins, Gregoire Nuñez Coronel, & Jacques le Bossu Religieux de Saint Denis en France, & docteur de Paris. On donna des copies de cette Censure, & de l'avis de Bovio aux Cardinaux de la Congregation.

Congregations de Auxiliis sous le Pape Paul V.

Enfin le Pape tint une Assemblée des Cardinaux le 28 Aoust 1607, dans laquelle il leur demanda leur avis sur la maniere dont on devoit finir cette Controverse si fâcheuse, & agitée depuis si long-temps, & s'il étoit expedient principalement dans la conjoncture du temps d'en venir à une Définition Apostolique. Les Cardinaux qui assisterent à cette Congregation étoient, Pinelli, d'Ascoli, de Givri, Blanchetti, Arrigone, Bellarmin, Bufalo, du Perron, & Taberna, (le Cardinal Monopoli étoit mort le 18 du même mois, Zapata étoit malade, & Aldobrandin à Ravenne.) On ne sçait point ce qui fut résolu dans cette Assemblée; quelques-uns disent que cinq Cardinaux furent pour la définition, & que quatre s'y opposerent. Quoiqu'il en soit, trois jours après le Pape ayant fait venir les Generaux des deux Ordres, leur donna un Ecrit par lequel il déclaroit que les Disputans & les Consultants

Decret du Pape.

*Decret
du Pape.*

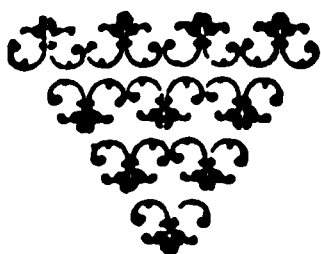
sur l'affaire de *Auxiliis* pouvoient s'en retourner chez eux , qu'il publieroit sa Décision quand il le jugeroit à propos ; & que cependant il faisoit défense aux Parties de se noter , ou censurer mutuellement en traitant ces matieres ; & qu'il enjoignoit aux Dominiquains & aux Jésuites de punir severement ceux qui y manqueroient , voulant que son Decret fût inviolablement observé. Ce Decret fut aussi notifié aux Nonces Apostoliques , & aux Inquisiteurs Generaux de la Chrétienté , afin qu'ils tinssent la main à l'exécution.

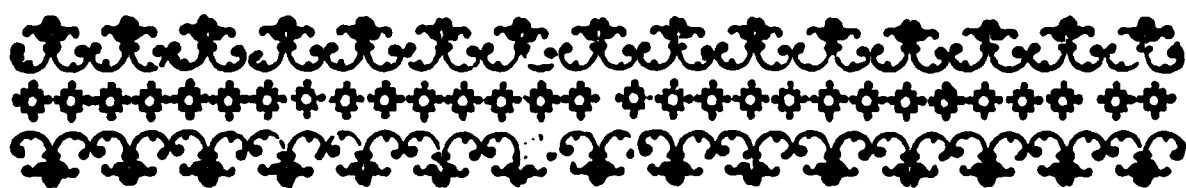
Et comme il étoit difficile qu'après des disputes si anciennes il ne restât quelque mesintelligence entre ces deux Ordres , particulièrement en Espagne où ces contestations étoient nées ; le Marquis de Lerme Ministre de ce Roiaume , interposa son autorité pour faire un accommodement entre eux. Les conditions furent , Qu'ils s'inviteroient mutuellement aux Theses , & qu'ils éviteroient en disputant de noter des sentimens qui se soutiennent dans ces Ecoles ; Qu'ils se joindroient ensemble pour demander au Pape la décision des Questions de la Grace ; Que les Jésuites auroient du respect pour saint Thomas ; Qu'ils ne diroient point de mal les uns des autres , ni publiquement , ni en particulier ; Qu'ils se pardonneroient mutuellement ce que les particuliers pourroient faire contre la charité , & que les Superieurs auroient soin de punir les délinquans , & de faire donner satisfaction aux offensez. En consequence de cet accommodement fait au mois d'Avril 1612 , le Roi Catholique pressa le Pape de publier sa décision

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 157

& les Dominiquains présenterent une Requête à Sa Sainteté, pour lui demander la même chose. Ils insisterent encore l'an 1620, mais toutes ces instances furent inutiles ; & le Saint Siege n'a pas jugé à propos jusqu'à présent de se déclarer pour ou contre la Grace efficace par elle-même, & la Prédestination gratuite. Son intention a même été que ces Questions ne sortissent point des Ecoles, & qu'il n'en parût rien en public. C'est pour cela que Paul V. fit donner un Decret le premier Decembre 1611, par lequel il est fait défense de faire rien imprimer sur cette matiere, sous quelque prétexte que ce soit ; même de commenter la Somme de saint Thomas. Ce Decret a été renouvelé sous le Pontificat d'Urbain VIII. le 22 de Mai 1625 ; sous Innocent X. le 23 Avril 1654 ; & sous Innocent XI. le 28 Janvier, & le 6 Février 1694. Mais ces défenses n'ont point eu d'exécution, & l'on a vû toujours paroître dans tous les pais un tres-grand nombre de Traitez faits de part & d'autre sur cette matiere, qui a été le sujet des grandes contestations depuis 1650 jusqu'à présent, comme nous le dirons dans la suite. Nous ajouterons seulement ici l'histoire de la Vie & des Ecrits de Lemos & d'Alvarez, les deux tenans de la dispute pour les Dominiquains.

*Decret
du Pape.*





T H O M A S

D E L E M O S.

*Thomas
de Lemos.*

THOMAS DE LEMOS de l'illustre famille des Lemos en Espagne , nâquit l'an 1545 à Ribadavia Ville de Gallice. Aiant perdu son pere & sa mere dans son bas âge , il fut élevé par les soins de son frere aîné , qui lui fit faire les études dans sa maison. Lemos entra dans les Dominiquains malgré sa famille , & se donna tout entier à l'étude de la Theologie. Il étoit à Valladolid quand la dispute de la Grace entre les Jesuites & les Dominiquains s'y éleva en 1594. Il défendit deslors la doctrine de saint Thomas , & combattit celle de Molina. Etant envoié l'an 1600 au Chapitre General de l'Ordre qui se tenoit à Naples , il y soutint le 21 du mois de Mai une These sur la Grace , dediée au Cardinal d'Avila , dans laquelle il défendit avec tant de force la doctrine de saint Thomas , qu'il fut chargé par le Chapitre de poursuivre cette affaire à Rome avec Alvarez. Il y arriva dans le temps que les Consultants aiant achevé l'examen des Propositions de Molina , travailloient par l'ordre du Pape à revoir leurs Censures. Les Jesuites proposoient alors des moïens d'accommodement , & le Pere Arriba de l'Ordre des Mineurs , presenta un Ecrit à Clement

VIII. pour accorder les deux Ecoles. Lemos s'opposa à cet accommodement, & donna un Ecrit à Clement VIII. pour faire voir que celui qu'on proposoit étoit vain & illusoire : c'est le premier Ouvrage de Lemos dont on ait connoissance, qui parut sur la fin d'Aoust l'an 1600. Il refuta peu de temps après l'Ecrit adressé par les Jesuites aux Universitez d'Italie, dans lequel ils accusoient de Lutheranisme, & de Calvinisme la doctrine des Dominiquains.

*Thomas
de Lemos.*

Quand il s'agit de disputer dans les Congregations contre les Jesuites, Lemos fut celui qui soutint tout le poids de la dispute, tant dans celles qui se tinrent l'an 1601, où les seuls Consultants se trouverent, que dans celles où les Papes Clement VIII. & Paul V. & les Cardinaux furent presens. Alvarez, qui étoit son Compagnon, n'y parla presque point ; & Lemos qui étoit demeuré à Rome par ordre du Pape, fut le seul tenant. Il composa en même temps plusieurs Ecrits contre ceux que les Jesuites publioient.

Lemos avoit soixante ans quand ces disputes finirent sous Paul V. il s'y étoit acquis tant de réputation, que le Pape & le Roi d'Espagne lui offrirent des Evêchez qu'il refusa. Il fut choisi pour Consultant General le 15 de Novembre de l'an 1607, & le Roi Catholique lui donna une pension qu'il accepta pour n'être pas à charge au Convent de la Minerve, où il continua de travailler sur les matieres de la Grace. Il y mourut âgé de quatre-vingt quatre ans le 23 Aoust 1629, après avoir perdu la vûe trois ans auparavant.

Thomas
de Lemos.

Il a lui-même fait un Journal des Actes des Congregations tenuës sous les Papes Clement VIII. & Paul V. dans lequel il rapporte avec exactitude & avec fidelité les Questions proposées, les Objections & les Réponses alleguées de part & d'autre. C'est un Memotre écrit dans le temps même, jour par jour ; ainsi il ne lui est presque rien échapé de ce qui s'est dit. On y voit une grande ingénuité. L'Original de cet Ouvrage écrit de la main de Lemos même, étant tombé il y a plus de cinquante ans entre les mains du Pere François Vermeil Dominiquain de Douai, il le cita dans le Livre intitulé : *La Clef Roïale sur la premiere partie de saint Thomas*, imprimé à Douai en 1650. L'année suivante ce Pere le reconnut devant Roger Notaire Apostolique, & Greffier de l'Archevêché de Paris, par Acte du 30 Juillet, & le ceda à M. Angran Conseiller au Parlement de Mets. Il a été depuis peu imprimé à Reims sous le nom de Louvain en 1702. Nous n'ajouterons rien ici à ce que nous avons dit de ces disputes dans l'article précédent.

L'autre grand Ouvrage de Lemos a été imprimé à Beziers sous le nom de Liege en 1676. C'est un Recueil de plusieurs Traitez sur la Prédestination & sur la Grace, intitulé : *Panoplie de la Grace*, divisé en quatre Tomes, qui composent deux gros Volumes infolio. La premiere partie du premier Tome renferme six Traitez historiques. Le second contient l'histoire de Pelage, & ses erreurs ; le but que l'Auteur s'y propose, est de faire voir que cet Heretique n'a pas nié des graces surnaturelles & interieures qui ne faisoient qu'éclairer l'entendement, & conseiller la

la volonté, mais qu'il a nié la grace efficace qui est la véritable grace de Jésus-Christ, défendue par saint Augustin contre Pelage, & la grace suffisante qui donne un vrai pouvoir d'agir.

*Thomas
de Lemoine*

Le second Traité est des erreurs des Manichéens, des Luthériens, & des Calvinistes contre la liberté. Il a mis à la fin un écrit à trois colonnes, dans lequel il expose les sentimens des Catholiques, des Pélagiens, & des Calvinistes sur les forces du Libre-arbitre, & l'efficacité de la grace.

Le troisième Traité est sur les erreurs de Celestius & de Julien; il y marque les différences de Julien & de Pelage: ce dernier avoit dit crûment que le péché du premier homme ne nous avoit nui que parce qu'on l'avoit imité, & que la mort n'étoit pas un effet du péché. Julien avoit dit que la mort avoit passé du premier homme dans les autres. 1. Pelage avoit dit que l'homme pouvoit par les seules forces de la nature, accomplir des Commandemens, & acquérir les vertus; Julien confirme cette doctrine, & donne même aux actions des Infidèles le nom de vraies vertus; mais il ajoutoit qu'elles sont stériles, & qu'elles ne servent de rien pour la vie éternelle. 3. Julien disoit avec Pelage, que l'homme pouvoit avoir sans la grace, un desir imparfait du bien; mais il ne disoit pas qu'il pût avoir sans cette grace un desir parfait, & la croioit même nécessaire pour agir, & non pas simplement comme Pelage, pour agir avec plus de facilité. 4. Il s'accordoit avec Pelage en ce que la grace qu'il admettoit, éclairoit simplement l'esprit, sans exciter efficacement la volonté pour

Hist. Ec. du 17. Sièc. Tome I.

L

*Thom. 15
de Lemos.*

le commencement de l'action , mais il differoit en ce qu'il admettoit une grace subsequente à la bonne volonté, pour achever le bien, laquelle étoit donnée suivant les mérites.

Le quatrième Traité est de l'heresie Pelagienne, combattuë, vaincuë, & condamnée. Il y rapporte ce que saint Augustin a fait pour la combattre, & les condamnations de cette heresie par les Conciles, par les Papes, & par les Empereurs.

Le cinquième Traité est sur Cassien & Fauste Semi-pelagiens, & sur leurs erreurs. Ce Traité est beaucoup plus long & plus ample que les précédens. Il ne dissimule pas l'estime que l'on avoit pour Fauste & pour Cassien ; mais il ne peut souffrir ceux qui défendent leur doctrine, & attaque les notes faites par l'Auteur de l'édition des Conférences de Cassien, imprimées à Rome en 1588, qui justifie les erreurs contenuës dans cet Ouvrage. Il prétend que quoique Cassien & Fauste reconnoissent le peché originel de nom, ils le nient en effet, parce qu'ils soutiennent que la nature de l'homme est demeurée saine, qu'elle a des semences de vertus, & qu'elle n'a pas perdu la connoissance du bien & du mal. Il dit qu'ils s'accordent avec Julien en ce qu'ils reconnoissent de veritables vertus morales dans l'homme sans la grace, des desirs & des efforts de la volonté par les seules forces de la nature. Il remarque que, selon les uns, ces desirs & ces volontez n'étoient que des commencemens imparfaits, & que, selon les autres, les actions les plus parfaites se pouvoient faire sans grace ; qu'ils soutenoient que Dieu accordoit toujours

la grace en vûë ou à l'occasion de ces commencemens de la nature , quoiqu'ils ne crussent pas que ces premiers mouvemens fussent dignes de la mériter , ni suffisans pour faire , ni même pour commencer le salut : qu'ils ne nioient pas absolument les graces prévenantes , mais qu'ils disoient que Dieu ne les accordoit qu'après avoir prévu les efforts & la disposition de la volonté. A l'égard de la grace subsequnte , ils n'admettoient pas un veritable secours efficace mais seulement une grace excitante qui attiroit moralement la volonté. Ils disoient , en consequence de ces principes , que Dieu avoit resolu de donner aux Prédestinez ces graces en vûë de leurs premiers efforts naturels , & qu'il ne les prédestinoit à la gloire qu'après la prévision de leurs mérites ; en sorte que le nombre des Prédestinez n'étoit pas déterminé par le decret de Dieu , mais par la prescience des bonnes œuvres de l'homme ; & de l'usage qu'il feroit de la grace. Ils admettoient la science moïenne , par laquelle Dieu connoissoit les choses qui devoient arriver sous condition , & ce que les hommes devoient faire librement en suivant le penchant de leur volonté. Ils faisoient dépendre la perseverance , du consentement de la volonté. Lemos remarque ensuite les differences des Semi - pelagiens entre eux ; Cassien ne croïoit pas qu'il fût nécessaire que les desirs & les efforts de l'homme prévinsent toujours les mouvemens de la grace , & avouoit qu'en quelques occasions le mouvement de la grace precedoit la volonté : que l'acte de la foi , qu'ils faisoient dépendre de la volonté de l'homme , étoit un acte par lequel

*Thomas
de Lemos.*

*Thomas
de Lemos.*

l'homme pouvoit croire les choses revelées comme revelées , non toutefois sans une revelation interieure : qu'à l'égard des autres œuvres , ils croioient que le desir du salut , la priere , & l'amour naturel de Dieu , pouvoit être dans l'homme sans la grace , & que c'étoit ce qu'ils appelloient des semences de vertus , qui étoient des commencemens du salut , quoiqu'ils n'osassent pas le dire ouvertement , & qu'ils soutinssent que ces commencemens de vertu ne dérogeoient point à la grace , parce qu'elle prévenoit les actions parfaites de vertu. Quelques-uns , pour se défendre & déguiser leurs sentimens , avoüoient que la grace prévenoit toutes les bonnes actions ; mais par cette grace , ils entendoient la grace de la création. Lemos rapporte en particulier les erreurs de Fauste de Riez , qui sont , selon lui , au nombre de treize. 1. Que le peché originel n'est pas une vraie coulpe dans les enfans qui ait blessé leur Libre-arbitre , mais une peine. 2. Que le Libre-arbitre avoit par lui-même des forces suffisantes pour desirer , pour chercher , & pour demander le salut , & que la lumiere qu'il cherchoit lui étoit accordée. 3. Que l'homme pouvoit par sa liberté garder les Commandemens s'il vouloit. 4. Que l'homme pouvoit même croire en attendant la Prédication extérieure , & que Dieu augmentoit la foi de ceux qui croioient ainsi. 5. Que Dieu donnoit sa grace à celui qui faisoit , par les forces de la nature , le bien qui est en lui. 6. Que la lumiere qui se répand dans le cœur de l'homme qui fait le bien , étoit la grace prévenante , quoiqu'elle fût donnée en consequence de la prévi-

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 165
sion de ses bonnes œuvres. 7. Que cette grace
n'étoit point efficace par elle-même, mais qu'elle
étoit rendue efficace par le consentement de
la volonté. 8. Que c'étoit seulement une grace
qui conseilloit, qui invitoit, & qui attiroit moralement.
9. Qu'il ne falloit pas tout donner à la grace, mais qu'on
devoit réserver quelque chose au travail de l'homme.
10. Que Dieu aiant éclairé l'entendement, invité la
volonté, attendoit le consentement de l'homme; & que
si l'homme consentoit, Dieu cooperoit à ce consentement,
& l'aidoit. 11. Que le Libre-arbitre & la Grace
concouroient comme deux causes partiales à une même
action. 12. Que l'homme justifié n'avoit pas besoin
d'autres secours pour perséverer, mais qu'il pouvoit
perséverer s'il vouloit. 13. Que la Prédestination
n'étoit pas certaine par le decret de Dieu, mais par la
prescience du bon usage du Libre-arbitre. Lemos,
après avoir rapporté les erreurs de Cassien & de
Fauste, parle des autres Semi-pelagiens, au nombre
desquels il met Gennade, & Vincent dont les objections
sont refutées par saint Prosper: (il croit ce Vincent
different de Vincent Moine de Lerins.) Il dit qu'ils
ont été appelez Semi-pelagiens, parce qu'ils tenoient
une partie des erreurs des Pelagiens, & qu'on les
peut appeler proprement des Pelagiens cachez. Il
rapporte enfin la condamnation de leurs erreurs
par le Pape Celestin, par les Conciles d'Orange
& de Valence, & les Papes & les Auteurs qui
les ont reprouvez. Il prétend qu'elles ont été
renouvelées par Pierre de Rivo, dont les Ecrits
furent condamnés par Sixte IV. en 1476: qu'aiant

*Thomas
de Lemos.*

Thomas
de Lemos.

depuis été répandues en France , elles furent réfutées par François Romæus General des Dominicains , dans un Livre imprimé à Lion en 1538 , intitulé : *De la liberté des Oeuvres , & de la nécessité de la Grace , contre les Pseudo-philosophes Chrétiens*. Que quelques Theologiens de Louvain les aiant ensuite embrassées , Pierre Soto les combattit vigoureusement dans une Lettre écrite à Ruard Tapper Doien de Louvain.

Le sixième Traité de la premiere partie du premier Tome de Lemos , est sur les sentimens de Molina , & des autres nouveaux Theologiens , touchant le peché originel , la volonté , la prédestination , la science de Dieu , & de la maniere dont il influë sur les créatures. Il rapporte dans ce Traité la doctrine de Molina , & de ceux qui ont suivi son avis touchant la Science moyenne , la Prédestination & la Grace , & fait un abrégé de ce qui s'est passé à Louvain , en Espagne , & à Rome à l'occasion de cette doctrine. Il seroit inutile d'en faire ici le détail après ce qui en a été dit dans les articles précédens.

La seconde partie du premier Tome contient six autres Traitez. Le premier , sur la lésion du Libre-arbitre par le peché originel. Le second , de la nature & de la science de la contingence. Le troisième , des prédéfinitions de Dieu. Le quatrième , de la veritable explication du sens composé & du sens divisé , selon les Thomistes ; où il soutient fortement cette maxime , que quoique le Libre-arbitre ne résiste jamais à la grace , il a toujours le pouvoir d'y résister , parce que l'acte par lequel il consent subsiste avec le pouvoir de ne pas consentir. Le cinquième est con-

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 167
tre la science moïenne qu'il refute par autorité ,
& par raison ; & le dernier est de la maniere dont
Dieu connoît les futurs contingens , & les actions
libres dans le decret de sa volonté.

*Thomas
de Lemos.*

Le second Tome contient des Traitez de la Providence , & de l'amour éternel de Dieu pour les Elûs ; de la Prédestination , & de la Reprobation des hommes ; de la Prédestination de Jesus-Christ ; & une Dissertation particuliere contre le Traité de Lessius , dans lequel ce Jesuite prétend que la Prédestination se fait par une prescience absoluë , & en consequence de la prévision de la fin de l'homme en état de grace ou de peché. La doctrine que Lemos établit , est que les hommes sont prédestinez par un decret absolu de Dieu entièrement gratuit , qui precede toute prévision de leurs actions , mais qui est accompagnée de la science certaine & infallible , que ceux qu'il prédestine seront sauvez. Il est vrai que cette science suppose en Dieu la science de simple intelligence , la volonté de créer des hommes , & la connoissance qu'il en aura ; mais elle ne presuppose point la prescience de l'usage de leur Libre-arbitre , ni la connoissance des bonnes actions futures. A l'égard de la Reprobation , Lemos rejette le sentiment des Calvinistes , qui disent que Dieu a reprouvé positivement , & prédestiné au peché les Reprouvez. Il n'approuve pas non plus les Theologiens qui soutiennent que le decret de la Reprobation precede la prévision du peché originel , & il se range au sentiment de saint Augustin , que Dieu aiant prévu de toute éternité que toute la masse du genre humain aiant été infectée du peché originel par le peché du premier

Thomas de Lemos. homme, il a résolu d'en délivrer quelques-uns de cette masse par une pure & gratuite prédestination, & de reprouver les autres à cause de ce péché ; ainsi la permission du péché originel n'est point, selon lui, un effet de la reprobation, mais bien la permission du péché actuel, dont la prévision n'est point la cause de la reprobation. Il est vrai qu'il y a des Reprouvez à qui le péché originel est remis par le Baptême ; mais quoique la culpabilité de ce péché soit remise, la concupiscence qui en est l'effet, & qui incline l'homme au mal, demeure toujours ; en sorte que quoique le péché originel ne soit pas la cause prochaine & immédiate de leur damnation, il est cause toutefois que Dieu ne leur a point accordé la grâce de la persévérance finale, & il est toujours, selon Lemos, la cause première & radicale de leur reprobation, parce qu'il est la cause de la permission du péché du refus de la grâce, & de la concupiscence qui fait tomber l'homme. La prédestination de Jésus-Christ a suivi le décret de la permission, & même la prévision du péché originel : Jésus-Christ n'a point pu mériter sa prédestination à lui-même, mais il a mérité la nôtre, & les moyens par lesquels nous parvenons à la gloire. Dieu n'ayant élu personne de toute éternité à la grâce & à la gloire que par Jésus-Christ, & en vue de ses mérites. Voilà la doctrine de Lemos touchant la Prédestination & la Reprobation, qu'il prétend être celle de saint Augustin, & même de saint Thomas, quoique plusieurs Thomistes mettent le décret de la Prédestination des Elus, & la reprobation négative de ceux qui ne sont point élus, avant la prévision du péché originel.

Le troisième Tome de Lemos contient des *Thomas de Lemos.*
 Traitez de l'influence de Dieu sur les créatures ,
 du concours prévenant & prédéterminant , & de
 la prédétermination physique à l'égard du Libre-
 arbitre. Il y a aussi un Traité du péché originel
 qu'il fait consister dans le dérèglement habituel
 de la connoissance de l'homme & de sa volonté.

Le quatrième Tome de Lemos contient les
 Traitez de la surnaturalité des actes de Foi , d'Es-
 perance, & de Charité ; de la nécessité de la grace
 divine pour observer les Commandemens , pour
 éviter les pechez , vaincre les tentations , croire
 comme il faut pour le salut , désirer & demander
 la grace, des dispositions à la grace , des différen-
 tes sortes de graces , excitante & aidante , ope-
 rante & cooperante ; de la nécessité du secours de
 la grace ; de la grace suffisante ; de la grace effica-
 ce, & du don de persévérance. Il soutient que les
 actes de Foi , d'Espérance & de Charité sont sur-
 naturels , non seulement quant à leur formalité,
 mais aussi quant à leur substance : que quoique
 l'homme ait absolument le pouvoir d'observer
 tous les Commandemens surnaturels , ce pouvoir
 lui est donné par la grace , & que la grace est
 nécessaire pour observer tous les préceptes dont
 l'observation est requise pour obtenir la vie
 éternelle : Que cependant l'homme justifié ne
 peut pas éviter tous les pechez veniels sans un
 secours extraordinaire qui n'a été accordé qu'à
 la sainte Vierge ; que sans la grace l'homme
 n'auroit pu , même dans l'état de la nature in-
 nocente , observer aucun précepte surnaturel ,
 & qu'il ne peut pas même observer tous les na-
 turels dans l'état de nature corrompue , ni réfi-

Thomas de Lemos. ster aux fortes tentations en general , ni en particulier ; qu'il ne peut pas non plus croire les choses revelées comme revelées , sans la foi , ni souhaiter ou demander le secours de la grace , sans la grace même , non plus que se disposer par sa nature à la justification. C'est ici où il refute amplement le principe de Molina , que la grace est donnée infailliblement à celui qui fait tout ce qui dépend de lui par les forces de la nature. Il soutient que la grace prévenante est un don actuel créé , & non pas Dieu même assistant l'ame , ou les actions de l'entendement & de la volonté , ni aucune qualité reçue dans l'ame , & que la grace excitante n'est pas seulement une pensée ou un mouvement indélibéré de la volonté , mais une grace particuliere de Dieu qui éclaire l'entendement , & qui cause des mouvemens efficaces en un sens dans la volonté , & que la grace aidante est aussi une veritable grace prévenante , distinguée de la grace excitante : Qu'elle se divise en grace operante & cooperante : Que l'effet de la premiere est de mouvoir la volonté au bien , & que celui de la seconde , est de confirmer la volonté , & de lui faire consommer l'action ; en sorte qu'elle est subsequente à raison de la bonne volonté qui a précédé , & prévenante à raison de l'acte pour lequel elle est donnée. Sur la necessité de la grace , Lemos enseigne que ceux-mêmes qui ont l'habitude de la Foi , de l'Esperance , & de la Charité , ont encore besoin d'un secours actuel pour exercer les actes proportionnez à ces habitudes , & pour faire le bien. Il rejette la division de la grace en congrue & incongrue , efficace &

inefficace par le consentement ou l'opposition de la volonté , mais il admet celle de la grace , en grace efficace & suffisante. Le mot de grace suffisante se peut prendre en plusieurs sens ; ou pour une grace qui donne tout le pouvoir nécessaire pour agir actuellement , & qui devient efficace par le consentement de la volonté ; ou pour une grace qui effectivement convertit l'homme , & fait faire la bonne action ; ou enfin pour un secours distingué de la grace efficace : secours qui donne à l'homme le pouvoir de faire le bien s'il le veut , quoiqu'il ne le fasse jamais s'il n'est secouru par une autre grace. Lemos rejette la grace suffisante au premier sens ; il admet la seconde comme grace efficace , & il reconnoît la troisième ; mais il insinue que le nom de suffisante ne lui convient pas proprement , & qu'on feroit mieux de l'appeller un secours general dans l'ordre de la grace , un secours sans lequel l'homme ne peut pas faire de bonnes œuvres pour le salut , & avec lequel il les peut faire s'il le veut. Cependant , parce que les anciens Scholastiques se sont servis du mot de *Grace suffisante* en ce sens , & que ce terme est commun dans l'Ecole , il reçoit le terme & la chose , dans le sens des Thomistes ; en sorte que l'homme n'agira jamais avec cette grace , s'il n'est secouru d'une grace efficace. Il peut neanmoins , selon lui , non seulement faire le bien s'il vouloit , mais même il le feroit s'il vouloit ; il ne le voudra neanmoins jamais sans un secours efficace , & ce secours efficace ne lui est pas donné , parce qu'il y met empêchement par sa mauvaise volonté. Cette grace suffisante , selon Lemos , qui

Thom.
de Lemos

Thomas
de Lemos.

dit que c'est le sentiment commun des Thomistes, est toujours efficace à l'égard de l'acte qu'elle doit produire suivant le decret absolu & efficace de la volonté de Dieu, & elle le produit toujours ; elle donne, par exemple, de bonnes pensées, & une connoissance de ce qu'on doit croire, qui précède l'acte de croire ; elle inspire des mouvemens de crainte, d'horreur du peché, & d'attrition, qui précèdent la contrition. Il ne soutient pas que cette grace suffisante soit donnée à tout le monde ; il dit même qu'elle pourroit être refusée sans injustice, il assure qu'elle a été donnée au premier homme, qu'elle est donnée à tous les Justes ; & il croit qu'elle est aussi donnée à tous les Fideles, quoique pecheurs, & que quand elle seroit refusée aux Infideles, comme en effet elle n'est pas donnée à tous, ils ne laisseroient pas d'être coupables de l'infidélité positive, quand l'Evangile leur est prêché ; & il soutient qu'elle est refusée à quelques endurcis, & à quelques aveuglez. Il prouve ensuite la nécessité de la grace prédéterminante & efficace par elle-même, & fait voir qu'elle est conforme à la doctrine des Peres, de saint Thomas, & du Concile de Trente. Il montre enfin que cette grace efficace est non seulement nécessaire pour se convertir, mais aussi pour perseverer jusqu'à la fin, & que cette perseverance est un don de Dieu.

Lemos a fait encore quantité d'Ecrits sur ces mêmes matieres, tant pendant le cours des disputes de la Congregation *de Auxiliis*, que depuis qu'elle fût finie. En voici le Catalogue : 1. Un Ecrit présenté à Clement VIII. contre l'ac-

commodement proposé par un Cordelier. 2. Un Ecrit pour défendre la doctrine des Thomistes, du Lutheranisme & du Calvinisme, contre un Ecrit des Jesuites. 3. Plusieurs Ecrits faits pendant les disputes sous Clement VIII. 4. Un Ouvrage pour montrer la conformité du sentiment de Molina avec les Semi-pelagiens, envoyé à l'Inquisition d'Espagne le 26 Février 1602. 5. Une Censure d'un Traité de la Prédestination, composé sous le nom de Ferdinand Delas-Infantados Prêtre de Cordouc, pour la défense du sentiment de Molina, dans lequel il avoit trouvé plusieurs Propositions Pelagiennes, & deux Ariennes. 6. Un Ecrit présenté à Clement VIII. dans lequel il prétendoit faire voir que Molina attribuoit beaucoup plus de force au Libre-arbitre que n'avoit fait saint Augustin. 7. Une Replique à la réponse que les Jesuites avoient faite à cet écrit. 8. Une comparaison de la doctrine de Molina avec celle de Cassien, inserée dans les Actes de ces disputes. 9. La réfutation d'un Livre qui avoit paru en 1603 sous ce titre : *De quelle maniere on peut décider la Controverse agitée entre quelques Catholiques touchant la Grace & le Libre-arbitre, par Paul Bermis d'Eugubio*, qu'il fit condamner par l'Inquisition de Rome, & par les Prélats d'Espagne. 10. Une Réponse à un Ecrit sur la science moienne, publié en 1604 par les Jesuites. 11. Des Repliques à plusieurs Ecrits des Jesuites, faits après la mort de Clement VIII. 12. Des Observations sur vingt Propositions touchant le Libre-arbitre & la Grace, dressées par Bellarmin. 13. Un Ecrit contre l'Apologie des Jesuites faite sous Paul V. par laquelle ils prétendoient

Thomas
de Lemos

Thomas
de Lemos.

que les Dominiquains leur imputoient cinquante-cinq Propositions qu'ils ne tenoient pas. 14. Un Ouvrage fait sur les Actes du Concile de Trente, qui étoient dans le Château Saint Ange, pour éclaircir la doctrine de ce Concile sur les matieres de la Grace, dans lequel il avoit remarqué que dès le temps du Concile, Salmeron & Lainez Jesuites, avoient demandé que l'on changeât ces termes du Canon de la quatrième Session : *Le Libre-arbitre mû & excité* : en ceux-ci, *l'esprit mû & excité*, ce qui ne plût pas aux Evêques du Concile, & qu'un d'entre eux dit que le sentiment que proposoit Lainez étoit Pelagien, parce qu'il ne vouloit pas que Dieu mût & fît agir le Libre-arbitre, & la volonté, mais seulement l'entendement & l'esprit. 15. Un Recueil de trente-trois Propositions de Molina qu'il croïoit qu'on devoit condamner, & de vingt autres qu'il croïoit qu'on devoit établir comme des veritez Catholiques, fait par ordre de Paul V. 16. Un Traité de la Prédétermination physique, où il prouvoit non seulement la chose signifiée par ce mot, qui est que Dieu détermine vraiment, proprement, réellement, & activement la volonté de l'homme, mais encore que le nom de Prédétermination n'est pas nouveau, puisqu'il se trouve dans S. Denis l'Areopagite, dans S. Jean Damascene, dans S. Thomas ; ni éloigné du langage de l'Ecriture & des Conciles, puisque saint Paul & les Peres de l'Eglise se servent du terme *προορισμῶς*, & que le Concile d'Ephese emploie le terme de physique pour signifier la veritable & réelle union des deux natures en Jesus-Christ. Que d'ailleurs on peut exprimer

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 175
 d'anciennes veritez par de nouveaux termes, &
 que l'Eglise a été obligée souvent de le faire à
 cause des erreurs, & par la necessité des temps.
 17. Des Notes sur un Ecrit de Bellarmin divisé
 en quatorze articles, pour opposer à celui de
 Clement VIII. 18. Des Additions au Memorial
 de Jean-Baptiste de la Nufa, pour demander au
 Pape le jugement de l'affaire. 19. Une Réponse
 à plusieurs Ecrits des Jesuites presentez au Pape
 Paul V. le 12 Juillet 1612. 20. Un autre Ecrit
 présenté le 22 Juillet suivant, pour montrer
 que le Dogme de la grace efficace appartient à
 la Foi.

*Thomas
 de Lemos.*

Cette multitude d'Ecrits sur une même matie-
 re, fait voir combien Lemos l'avoit presente,
 & avec quelle facilité il écrivoit. Son stile n'est
 ni pur, ni élégant, mais il écrit avec beaucoup
 de netteté & de methode. Il sçavoit parfaitement
 bien son saint Augustin, & son saint Thomas.
 Il accordoit l'un avec l'autre, & accommodoit
 la Theologie des Thomistes aux principes de saint
 Augustin. Il étoit fort versé dans la lecture de S.
 Augustin & de ses Disciples, & avoit leurs pas-
 sages tres-presens. Il avoit aussi beaucoup lû les
 Scholastiques, & débrouilloit assez bien leurs
 opinions. Il étoit bon Scholastique, fort dans la
 dispute, ne s'écartoit jamais de l'état de la que-
 stion, se servoit de preuves solides, & répondoit
 précisément à la difficulté. Il est fort diffus dans
 sa Panoplie qui est proprement un Recueil de
 tout ce qu'il avoit étudié & médité sur ces ma-
 tieres.



D I D A C E

A L V A R E Z.

*Didace
Alvarez.*

DIDACE ALVAREZ natif de Rio-Seco dans Castille la vieille , de l'Ordre de saint Dominique , après avoir professé la Theologie en Espagne , & depuis à Rome pendant trente ans , fut élevé à la dignité d'Archevêque de Trani dans le Roiaume de Naples l'an 1606. Il vivoit encore en 1640..

Il a été employé , comme nous avons déjà dit , dans les disputes de la Grace contre Molina & les Jesuites. Il commença à les attaquer en Espagne en disputant contre Padilla , & fut envoyé à Rome pour soutenir la cause des Dominiquains au mois de Novembre de l'an 1596. Il y presenta l'année suivante un Memoire au Pape , & une Apologie pour son Ordre , & fut choisi par le General pour soutenir la cause des Dominiquains dans la Congregation. Il parut dans les disputes particulieres en presence des Consultants ; dans la premiere Congregation qui fut tenuë devant le Pape le 20 de Mars de l'année 1602 , & ceda ensuite le champ de la dispute à Thomas de Lemos son Confrere , quoiqu'il fût toujours present aux Congregations , & que de temps en temps il parlât.

Il a composé des Ouvrages de Theologie avant & depuis qu'il a été Archevêque de Trani. On a de lui un Commentaire sur Isaïe , en deux Tomes imprimez à Rome en 1599 , & 1602. Quatre-vingt disputes sur l'Incarnation , imprimées à Lion en 1614 , & d'autres disputes sur la premiere partie de la Seconde de saint Thomas , imprimées à Trani en 1617. Mais l'Ouvrage le plus considerable qu'il ait composé , est son Traité des secours de la Grace , & des forces du Libre-arbitre , imprimé à Lion en 1611 , & à Cologne en 1621 ; & une Réponse aux Objections touchant la concorde du Libre-arbitre avec la Prédestination , & de l'origine de l'hetesie de Pelage , imprimé à Lion en 1622.

*Didace
Alvarez.*

Le but qu'Alvarez s'est proposé dans cet Ouvrage , a été d'y recueillir en douze Livres toutes les matieres que saint Thomas & les autres Theologiens ont traitées touchant les secours de la grace de Dieu : ces secours sont tous ou extérieurs , ou intérieurs ; les extérieurs sont au dehors de l'homme comme l'Ecriture-sainte , la Prédication de l'Evangile , les tribulations , les créatures qui nous font connoître qu'il n'y a qu'un Dieu , & les autres moiens par lesquels les hommes sont détournez du mal , & portez au bien. Les secours intérieurs sont ceux qui renferment formellement quelque chose d'inhérent dans les créatures intellectuelles , soit dans leur entendement , soit dans leur volonté , soit dans quelque autre puissance raisonnable : ces secours sont de deux différentes especes ; les uns habituels , comme la grace justificante , l'habitude de la charité & les autres habitudes infuses ; &

*Didace
Alvar.z.*

les actuels , comme les mouvemens de l'esprit & de la volonté , par lesquels Dieu meut le Libre-arbitre pour lui faire faire des actes de Foi, d'Esperance , de Charité , & d'autres actes surnaturels.

Alvarez entreprend de traiter dans cet Ouvrage : en premier lieu , de la Prescience de Dieu , ensuite de sa Providence , & de sa Prédestination gratuite , & en consequence de la Reprobation & des Reprouvez , & enfin d'expliquer de quelle maniere on peut accorder le Libre-arbitre avec la Prescience , la Providence , la Prédestination divine , & avec le secours de la grace efficace. Mais avant que d'entrer en matiere , il rapporte les differens sentimens des Heretiques , & de quelques Theologiens Catholiques sur la Grace & le Libre-arbitre. Il commence par examiner si Pelage a admis quelques graces interieures necessaires pour faire son salut , & pour accomplir les préceptes. Pour résoudre cette question , il remarque que cet Heretique a d'abord avancé que l'homme pouvoit accomplir tous les préceptes sans aucun secours de la Grace ; qu'ensuite il avoit avoué que Dieu donnoit cette grace aux hommes , afin qu'ils pussent plus facilement accomplir ces préceptes , quoiqu'ils le pussent absolument sans elle , mais avec plus de difficulté , sans sa grace , & que la seule grace qu'il croïoit absolument necessaire , étoit celle du Libre-arbitre aidé de la loi & de la doctrine. Ces deux états de l'heresie de Pelage , sont marquez par saint Augustin dans son Livre des Heresies. Alvarez prétend que depuis les disputes que Pelage eut avec saint Augustin & les autres Peres , il admit

une grace intérieure, mais qui ne donnoit que le pouvoir, qui éclairoit seulement l'esprit, & excitoit la volonté, & que cet Heretique a toujours nié la grace par laquelle Dieu fait vouloir, & soutenu que la grace qui donne le pouvoir n'est pas absolument nécessaire pour accomplir les Commandemens, mais seulement pour les faire plus facilement. Celestius Disciple de Pelage, apporta quelque moderation à l'erreur de son Maître, en avouant que cette grace intérieure de pouvoir étoit nécessaire, non pour commencer, mais pour parfaire les actions de vertu ; en sorte neantmoins qu'elle étoit donnée selon nos mérites. Julien fut du même sentiment en admettant une grace qui suivoit la volonté de l'homme. Les Semi-pelagiens ont reconnu que la grace étoit nécessaire pour faire de bonnes actions, mériter la gloire, & obtenir la remission de ses pechez ; mais ils ont attribué le commencement du salut au Libre-arbitre, estimant qu'il étoit nécessaire que l'homme commençât par quelque bon mouvement, que Dieu promouvoit & achevoit ; & ainsi, selon eux, la premiere cause de nôtre salut vient de nous-mêmes, & c'est par ce premier mouvement que nous méritons toutes les graces. Le commencement de la foi n'étoit point, selon eux, un don de Dieu. Alvarez explique en détail les sentimens de Fauste & de Cassien, Chefs des Semi-pelagiens. Il rapporte ensuite ceux des Manichéens, des Lutheriens, & des Calvinistes, qui, tombant dans une erreur opposée, nient absolument la liberté de l'homme. Il explique le Sytème entier de Molina, & finit cette dispute préliminaire par les éloges

*Didace
Alvarez.*

Didace que les Papes ont donnez à la doctrine de saint
Alvarez. Augustin & de saint Thomas , qu'il entreprend
 d'expliquer dans cet Ouvrage.

Le second Livre est de la science par laquelle Dieu connoît les choses futures contingentes. Il y rejette la science moïenne , & aïant traité toutes les questions qui regardent la connoissance que Dieu a des choses futures, il conclut que Dieu les connoît certainement , & infailiblement dans son decret , qui est la seule cause pour laquelle elles sont futures.

Le troisiéme Livre est du concours general de Dieu aux actions d'ordre naturel , & de la prédétermination des choses en Dieu. Il y établit la prémotion physique , & la prédétermination des causes par le decret & par la volonté de Dieu , qui détermine la volonté efficacement & infailliblement , sans neantmoins blesser la liberté.

Le quatriéme Livre est de la providence de Dieu , & de son infaillibilité. Il fait voir que l'ordre de la Providence est infaillible & dans ses moiens , & dans sa fin , & que l'exécution n'en peut être empêchée par la volonté de l'homme.

Le cinquiéme Livre est de la Prédestination gratuite. Il reconnoît qu'il y a formellement en Dieu une volonté antecédente de sauver tous les hommes , laquelle est , selon lui , un acte conditionnel par lequel il voudroit le salut de tous les hommes , si cela n'étoit contraire à la beauté de l'Univers , & à l'ordre de sa justice & de sa miséricorde. Il soutient que la Prédestination est entièrement gratuite ; que c'est un acte de l'en-

tendement de Dieu qui suppose un acte de sa volonté ; que le bon usage que le Libre-arbitre fait de la grace , n'est ni la cause , ni la raison , ni la condition de la Prédestination à la gloire , qui précède la prescience & la prévision des mérites. La prédestination de Jesus-Christ est à la vérité la cause de la prédestination de quelques hommes en general , mais , selon Alvarez , la prédestination particulière d'un chacun , n'est point l'effet de la prédestination de Jesus - Christ. Il ne croit pas que la grace des Anges & celle de l'état d'innocence , ait été donnée en vûe des mérites de Jesus-Christ. Il fait voir que les effets de la prédestination sont certains & infail- libles , quoique personne ne puisse sçavoir certainement , sans révélation , s'il est du nombre des Prédestinez , ou de celui des Reprouvez.

*Didace
Alvarez.*

Alvarez traite dans le sixième Livre , des forces naturelles de l'homme dans l'état de la nature déchue , pour connoître & faire le bien proportionné à la nature , & rejeter le mal. Il prouve premierement , que tous les enfans qui descendent d'Adam contractent le peché originel qui n'est pas une simple misere , mais un peché formel qui les rend sujets à la damnation. Il soutient ensuite que par ce peché la nature humaine n'a pas seulement été dépouillée de la justice originelle & des dons surnaturels , mais qu'elle a aussi été affoiblie quant à ses dons naturels. Que son esprit a perdu une partie de ses lumieres , & que sa volonté a été portée vers le mal ; d'où il conclut que le Libre-arbitre sans la grace , n'a pas à present les mêmes forces qu'il auroit eues s'il étoit en état de pure nature.

*Didace
Alvarez.*

Que l'homme peut bien connoître quelque vertu morale sans le secours de la grace, mais qu'il ne peut pas les connoître toutes ; qu'il ne peut pas non plus croire les mysteres revelez comme revelez, sans un secours particulier de Dieu qui lui est necessaire pour le commencement de la foi, quoiqu'il puisse croire les choses revelees par une foi humaine. Que toutes les actions que l'homme fait dans l'état de nature corrompuë sans le secours de la grace, ne peuvent être de veritables vertus, quoiqu'elles ne soient pas toujours des pechez. Que l'homme ne peut point sans grace aimer Dieu sur toutes choses, ni faire un acte salutaire d'attrition, ou de contrition, ni vaincre, ni accomplir tous les preceptes de la Loi par les seules forces de la nature.

Le septième Livre est sur les forces que peut avoir le Libre-arbitre sans le secours de la grace, par rapport aux biens surnaturels. Alvarez y combat ceux qui disent que l'homme peut se disposer même d'une maniere éloignée, à la grace, par les forces de la nature, par le desir naturel de faire le bien, & par des actions moralement bonnes. Il refute aussi ce principe, que Dieu donne infailliblement des graces à ceux qui font tout ce qui dépend d'eux par les forces de la nature ; & cet autre, que Dieu donne de plus grands secours à ceux qui font de plus grands efforts par leurs forces naturelles. Il traite ensuite plusieurs questions Scholastiques sur le mérite des actions faites même avec la grace, que nous passerons ici sous silence pour venir au huitième Livre, dans lequel il traite de la division,

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 183
& des différentes sortes de graces. Après avoir
parlé de la division de la grace en operante , &
cooperante : excitante & aidante ; prévenante ,
& subsequeute ; il traite de la division de la gra-
ce en efficace & suffisante , qu'il approuve com-
me conforme à l'Ecriture-sainte , aux Conciles ,
& au sentiment des Peres & des Theologiens.
La grace suffisante , selon lui , prévient aussi-
bien que l'efficace la coopération de nôtre vo-
lonté , & la grace n'est pas suffisante ou efficace ,
seulement par rapport à l'effet , mais par sa pro-
pre nature. La grace suffisante n'éclaire pas seu-
lement l'esprit , mais meut aussi la volonté , & en
ce sens peut être confonduë avec la grace exci-
tante quoiqu'elle donne un veritable pouvoir
d'agir , il faut néanmoins un autre secours ef-
ficace pour agir ; & quoiqu'elle soit inefficace
à l'égard d'un effet , elle a toujours l'effet au-
quel elle est destinée par la volonté absoluë de
Dieu.

Alvarez traite amplement dans le neuvième
Livre , de la grace operante & cooperante , & de
la grace efficace. Il y soutient que l'efficacité de
la grace ne vient point des circonstances dans
lesquelles elle est donnée , ni de la disposition du
sujet , comme le soutiennent les Congruistes , ni
de la science moïenne , & de la prévision du bon
usage que le Libre-arbitre en feroit , mais de sa
propre vertu , par laquelle elle prédetermine com-
me une cause physique le Libre-arbitre à con-
sentir librement & infailliblement pour coope-
rer à la vocation de Dieu. Il prétend que la gra-
ce efficace & le Libre-arbitre ne doivent pas être
considerez comme deux causes partiales de la

Didace bonne action, mais comme deux causes totales
Alvarez. d'un même effet, dont l'une, sçavoir le Libre-arbitre, est subordonné à l'autre. Il tient que Dieu, par cette grace efficace, nous fait vouloir & agir, non seulement par forme de conseil, d'attrait & d'invitation, ou de persuasion morale, mais encore en faisant efficacement que le Libre arbitre mû & excité se détermine à agir, & agit effectivement. Enfin il soutient que cette grace efficace n'est point soumise au Libre-arbitre, mais qu'elle le soumet, & que tout homme qui a cette grace, cooperera, quoiqu'il puisse ne pas cooperer s'il le vouloit. Cette grace est, selon Alvarez, un secours actuel nécessaire pour agir, même à l'égard des Justes qui ont la grace habituelle, & la grace excitante. C'est elle qui détermine la volonté à consentir & à cooperer : Enfin Dieu par cette grace prédétermine la volonté, suivant le sentiment d'Alvarez, d'une manière physique & réelle à consentir & à cooperer ; en sorte qu'elle ne peut pas, *in sensu composito*, ne point consentir. Pour bien entendre ce terme des Thomistes : Il faut supposer qu'une chose est dite impossible, *in sensu composito*, quand l'attribut de la Proposition pris modalement est impossible avec son sujet : en ce sens il est vrai de dire qu'un Prédestiné ne peut être damné, parce que l'actuelle damnation est contradictoire à la qualité de prédestiné ; mais si l'on compare la puissance avec l'acte, comme ce ne sont pas deux choses impossibles ; il est vrai de dire que celui qui est mû de Dieu par un secours efficace, peut ne pas consentir ; quoiqu'en comparant les deux actes ensemble sçavoir, être mû

mû efficacement pour consentir, & ne pas consentir, la chose soit impossible, & ainsi il est vrai de dire, *in sensu diviso*, que l'homme peut résister à la grace efficace, & *in sensu composito*, que l'acte de la résistance n'est pas incompatible avec le mouvement efficace de la grace. Il prétend que la nécessité hypothétique qui vient de la supposition du decret de la volonté absolue de Dieu, & de la grace efficace, ne porte aucun préjudice à la liberté, quoique Dieu fasse non seulement moralement, mais aussi physiquement, cooperer la volonté. Il traite plusieurs autres questions sur ce sujet, qui sont assez comprises par ces principes.

*Didaco
Alvarez.*

Le dixième Livre est du don de la persévérance particulière aux Prédestinez, & nécessaire pour persévérer dans le bien jusqu'à la fin de sa vie. Il y suit toujours les mêmes principes, que ce don de persévérance est efficace, quoique ceux à qui il est donné puissent ne pas persévérer. Il croit que dans l'état d'innocence ce don de persévérance, distingué de la grace habituelle & des vertus infuses, eût été nécessaire comme dans l'état présent. Ce don est, selon lui, particulier à tous les Prédestinez. Enfin il prétend qu'il est impossible que de deux hommes qui ont reçu les mêmes secours intérieurs de la grace, l'un se convertisse, & l'autre ne se convertisse pas, & qu'il est nécessaire que celui qui se convertit ait reçu quelque secours de grace prévenante, qui n'a pas été reçu par celui qui ne se convertit pas.

L'onzième Livre est sur la Reprobation. Il prétend que c'est un acte positif par lequel Dieu

Didace a voulu de toute éternité ne pas admettre quelques personnes à la vie éternelle , & que cet acte est absolu , & sans condition avant toute prévision du mauvais usage qu'ils feroient de leur liberté ; que cependant si l'on considère la reprobation en tant qu'elle renferme la peine de la damnation , elle suppose des pechez , quoiqu'absolument parlant , & en general , il n'y ait aucune cause de la Reprobation que la volonté de Dieu qui a eu dessein de faire paroître sa miséricorde sur les Elûs , & sa justice sur les Reprouvez ; c'est-là , selon Alvarez , la cause & la fin de la Reprobation.

Neantmoins Dieu donne & offre des secours extérieurs suffisans à tous les hommes , pour leur salut ; quoique de toute éternité il ait résolu de ne pas donner aux Reprouvez tous les secours qu'ils ne reçoivent pas , & qu'il leur refuse dans l'exécution , en punition de leurs pechez précédens , ou du péché originel.

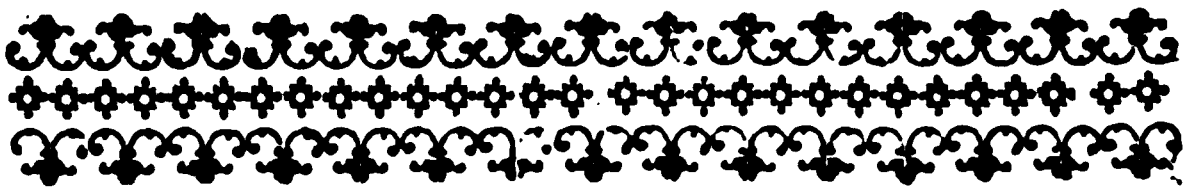
A l'égard de l'état des enfans qui meurent sans Baptême , Alvarez croit qu'ils ont été , & qu'ils seront après la Résurrection dans les Limbes , où ils ne jouiront pas , comme quelques-uns croient , d'une félicité naturelle , mais ne seront pas aussi , comme d'autres prétendent , tourmentez de la peine du sens ; & n'auront même , si l'on en croit Alvarez , aucune douleur , ni tristesse intérieure , à cause de la privation de la vision de Dieu.

Le douzième Livre est de la concorde du Libre-arbitre avec la certitude & l'infailibilité de la providence , & de la prédestination de Dieu , & l'efficace des secours de la grace. La liberté

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 187
demande que l'homme puisse, s'il veut, faire ou ne pas faire une chose ; en sorte neantmoins que le pouvoir de ne le pas faire, peut subsister avec la détermination à l'action. Pouvoir agir, ou ne pas agir, est de l'essence de la liberté, & elle consiste dans cette indifférence active, par laquelle elle veut une chose qu'elle pourroit ne pas vouloir, & est tellement maîtresse de sa volonté, qu'elle peut neantmoins être déterminée par la volonté de Dieu. Cette liberté est assez connue par les lumières de la nature, mais on ne connoît pas de même comment elle peut s'accorder avec la prédestination gratuite, & la grace efficace ; c'est un mystère que l'on croit par la foi sans le comprendre. Tout ce qu'on peut dire, est que Dieu a voulu que l'homme agît librement, & que neantmoins Dieu opere dans l'homme la volonté conformément à l'exigence de sa nature qui est libre. Alvarez finit ce Traité en réduisant sa doctrine à vingt Propositions qu'il est inutile d'insérer ici, parce qu'il est aisé de la comprendre sur ce que nous en avons dit.

*Didace
Alvarez.*





HISTOIRE

D E

L'INTERDIT DE VENISE.

Fulminé par le Pape Paul V.

*Histoire
de l'Inter-
dit de Ve-
nise.*

LE different de la Republique de Venise avec le Pape Paul V. est un des points les plus importants de l'Histoire Ecclesiastique du dix-septième Siecle , non seulement à cause du sujet de la contestation , mais encore beaucoup plus à cause du grand nombre de Questions qui ont été agitées à l'occasion de ce different, dans plusieurs Ecrits faits de part & d'autre par les plus habiles Theologiens & Jurisconsultes du temps. Le Senat de Venise fit deux Decrets au commencement de ce Siecle ; l'un le 10 de Janvier 1603 , par lequel il étoit fait défense , sous des peines tres-rigoureuses , de bâtir des Hôpitaux , ou des Monasteres , ni d'établir de nouveaux Convens , ni de nouvelles Societez dans les Etats de la Republique , sans la permission du Senat. L'autre , après la mort de Clement VIII. le 26 de Mars 1605 , par lequel il renou-velloit , confirmoit & étendoit à tous les lieux de l'Etat , une Loi faite en 1536 , portant défense à tous les Sujets de la Republique de donner par

Testament, de vendre ou d'aliener, & de disposer en quelque maniere que ce fût des biens immeubles à perpetuité, en faveur des personnes Ecclesiastiques sans l'aveu du Senat : à condition toutefois, que si on leur faisoit quelques legs de biens immeubles, ces biens seroient vendus deux ans après, & que le prix leur en seroit donné pour acquitter le legs. Il survint en même temps deux affaires criminelles contre des Ecclesiastiques. Scipion Sarrafin Chanoine de Vicenze, qui avoit levé le scellé du Magistrat apposé à la Chancellerie Episcopale, à la requête du Chancelier, le Siege vacant, fut mandé par le Senat, & mis en prison pour avoir fait des insultes à une de ses parentes qu'il avoit voulu séduire ; & quelque temps après le Comte Brandolin Valde-marino Abbé de Nerveze, accusé de plusieurs crimes énormes, * fut emprisonné par ordre du Senat. Le Pape Paul V. persuadé que ces decrets & ces entreprises sur des Ecclesiastiques, donnoient atteinte à la jurisdiction Ecclesiastique, s'en plaignit à l'Ambassadeur de Venise, & fit demander au Senat par son Nonce, que ces Decrets fussent revoquez au plutôt, & que ces Ecclesiastiques emprisonnez par l'autorité du Senat, fussent remis entre les mains de son Nonce pour être jugez par des Juges Ecclesiastiques ; menaçant d'interdire la République s'il n'étoit obéi. Le Senat fit réponse le premier Decembre 1605, qu'il ne pouvoit

*Histoire
de l'Inter-
dit de Ve-
nise.*

* De concussions & de violences envers ses voisins, de viols, & d'impuretez, de sorcellerie, d'empoisonnemens, d'inceste avec sa sœur, & d'assassinats.

*Histoire
de l'Inter-
dit de Ve-
nise.*

rendre les prisonniers accusez de crimes qui étoient de la compétence des Juges seculiers, ni revoquer des Loix qu'ils avoient eu droit de faire, & qu'ils croioient nécessaires pour le bien de l'Etat. Le Pape aiant reçu cette réponse par les Lettres de son Nonce, & par la bouche de l'Ambassadeur de Venise, fit expedier le 10 Decembre deux Brefs; l'un adressé à Marin Grimani Doge de Venise, & l'autre à la Republique, en forme de Monitoire, par lesquels il admonêtoit la Republique de revoquer les deux Loix qu'il croïoit contraires aux Canons, & préjudiciables à la liberté & à l'immunité Ecclesiastique. Decla- rant que ceux qui avoient fait ses Loix, ou s'en étoient servis avoient encouru les Censures Ecclesiastiques, dont ils ne pouvoient être relevez qu'en revoquant ces Statuts, & en rétablissant les choses en leur premier état. Il leur comman- doit sous peine d'excommunication, *lata senten- tia*, de revoquer ces loix anciennes & nouvelles; & que s'ils ne le faisoient, il seroit obligé d'en venir à l'exécution des peines sans autre citation: ne voulant pas que Dieu lui demandât compte un jour d'avoir manqué à son devoir; & ne pou- vant pas dissimuler quand il voïoit l'autorité du Saint Siege Apostolique lezée, la liberté Eccle- siastique foulée aux pieds, les Canons & saints Decrets negligez, les droits des Eglises, & les privileges des Ecclesiastiques violez. Le Pape aiant envoié ces Brefs à son Nonce à Venise, avec ordre de les presenter & de les publier, fit part aux Cardinaux dans un Consistoire tenu le 12 du mois, des sujets de plainte qu'il avoit contre la Republique de Venise, & de ce qu'il avoit

fait. Cependant la Republique avoit nommé Leonardo Donato Procurateur de Saint Marc, pour aller exprès traiter de cette affaire en qualité d'Ambassadeur à Rome. Le Nonce n'ayant reçu ces Brefs que le lendemain du jour que Donato avoit été choisi pour Ambassadeur, crut devoir différer la publication des Brefs, & en écrivit au Pape qui lui ordonna de présenter les Brefs; le Nonce reçut cet ordre la veille de Noël, & presenta le lendemain les Brefs aux Conseillers assemblez pour assister à la Messe solennelle, en l'absence du Doge Grimani qui étoit à l'extrémité, & qui mourut le jour suivant. Cette mort fut cause que les Brefs ne furent point ouverts, le Senat ayant réglé qu'on ne parleroit d'aucune autre affaire que de celle de l'élection d'un Doge. Le Pape de son côté écrivit au Nonce de protester au Senat qu'il n'eût à passer outre à une nouvelle élection, parce qu'elle seroit nulle, comme faite par des excommuniés. Le Nonce demanda l'audience avec de grandes instances pour faire cette protestation; mais le Senat ne voulut point la lui donner, conformément à la coutume de n'entendre pendant l'interregne aucun des Ministres des Princes étrangers, si ce n'est pour faire des condoleances. Les Electeurs ne furent pas long-temps à faire l'élection d'un nouveau Doge. Le 10 de Janvier 1606, Leonardo Donato fut élevé à cette dignité. Tous les Ambassadeurs allerent aussi-tôt, suivant la coutume, visiter le nouveau Doge, pour lui faire leurs complimens. Mais le Nonce ne lui rendit point de visite. Le Doge ne laissa pas d'écrire au Pape, suivant la coutume, pour lui donner avis

*Histoire
de l'Inter-
dit de Ve-
nise.*

192 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

de son élection : le Pape reçut sa Lettre. La première affaire qui fut traitée à Venise après l'élection du Doge , fut le différent de la République avec le Pape. On commença par nommer le Chevalier Duodo en la place de Leonardo Donato (qui venoit d'être élu Doge) pour aller en Ambassade à Rome. On ouvrit ensuite les Brefs ; & quand le Senat eût vû ce qu'ils contenoient , avant que rendre réponse au Pape , il voulut avoir l'avis des Jurisconsultes & des Theologiens. Les Jurisconsultes qu'il choisit principalement , furent Erasme-Gratien d'Udine , & Marc-Antoine Pellegrin de Padouë ; & le fameux Fra-paolo Sarpi de l'Ordre des Servites , fut pris pour Theologien de la République. Il resolut aussi de consulter non seulement les Docteurs de l'Université de Padouë & de Venise , mais aussi les plus habiles Jurisconsultes de l'Italie & de l'Europe , qui lui envoierent leurs avis avec les Loix des Roïaumes , & des autres Eglises de la Chrétienté qui avoient rapport à celles dont il s'agissoit. Alors le Senat , après avoir entendu les avis des Docteurs , fit cette réponse au Pape le 28 de Janvier : » Que c'étoit avec beaucoup
» de douleur & d'étonnement qu'il avoit appris
» par les Lettres de Sa Sainteté qu'elle condam-
» noit des Loix de la République (observées avec
» succès pendant plusieurs Siecles , & auxquelles
» ses Prédecesseurs n'avoient jamais trouvé à re-
» dire) comme contraires à l'autorité du Saint
» Siege Apostolique , & qu'elle consideroit ceux qui
» les avoient faites (gens de pieté , & qui avoient
» bien mérité du Saint Siege Apostolique) comme
» des gens qui violoient la liberté Ecclesiasti-
que ,

que ; que suivant l'avertissement de sa Sainteté, ils avoient examiné & fait examiner leurs Loix anciennes & nouvelles, & qu'on n'y avoit rien trouvé qui ne pût être ordonné par l'autorité d'un Prince Souverain, ou qui donnât atteinte à la puissance du Pape ; parce qu'il est certain qu'il appartient au Prince Seculier de prendre connoissance des Compagnies qui s'introduisent dans les Villes, & de prendre garde qu'on ne construise des Edifices qui puissent en des temps être préjudiciables à la sûreté publique, quoiqu'il y ait dans l'Etat quantité d'Eglises, & de lieux de devotion, & autant qu'en aucun autre. Qu'on n'avoit jamais refusé de donner permission d'en construire ; la Republique y contribuant même libéralement du sien. Que la Loi portant défense d'aliéner les biens des Laïques à perpétuité en faveur des Ecclesiastiques, ne concernant que des choses purement temporelles, on ne peut pas dire qu'ils aient rien fait en cela contre les Canons. Que si les Papes ont pu défendre aux Ecclesiastiques de ne point aliéner en faveur des Seculiers les biens des Eglises sans leur consentement ; les Princes peuvent défendre aussi aux Seculiers d'aliéner leurs biens en faveur des Ecclesiastiques sans leur permission. Que les Ecclesiastiques n'y perdent rien pour cela, parce qu'ils reçoivent le prix de l'immeuble qui leur est donné ou laissé. Que cette alienation affoiblissant l'Etat, n'est pas moins préjudiciable pour le spirituel que pour le temporel. Que le Senat ne croit pas avoir encouru aucune censure en faisant ces Loix, puisque les

*Histoire
de l'Inter
dit de Ve
nise.*

» Princes ont par la Loi divine , à laquelle au-
 » cune Loi humaine n'a pû déroger , la puissan-
 » ce de faire des Loix sur des choses temporel-
 » les. Que les Monitions de sa Sainteté ne peu-
 » vent avoir lieu que dans les choses où il s'a-
 » git du spirituel , & non pas sur une affaire pu-
 » rement temporelle , & séparée en tout , & par-
 » tout de l'autorité Pontificale. Que le Senat ne
 » croit pas que sa Sainteté , pleine de pieté & de
 » Religion , veuille persister sans connoissance de
 » cause dans ces menaces. Que c'étoit en abre-
 » gé les raisons du Senat que son Ambassadeur
 » extraordinaire lui feroit entendre plus ample-
 » ment.

Le Pape aiant reçu la réponse du Senat , dit à l'Ambassadeur , qu'il ne pouvoir se relâcher qu'on ne revoquât les deux Loix , & qu'on ne remît entre les mains de son Nonce les prisonniers. Il se plaignit encore d'une autre Loi sur les Emphytheoses , & fit dire les mêmes choses au Senat par son Nonce. Comme il vit qu'on ne lui donnoit là-dessus aucune satisfaction , il fit présenter au Senat un autre Bref du 10 Decembre , par lequel il vouloit que les deux prisonniers fussent remis entre les mains de son Nonce à peine d'excommunication. Le Senat déclara qu'il ne pouvoit se dépouiller du droit qu'il avoit de punir les crimes des Sujets de la République , dont la République avoit jouï dès son origine , du consentement des Souverains Pontifes. L'Ambassadeur extraordinaire de la République vint à Rome , & representa au Pape les raisons de la République ; mais rien ne fut capable de fléchir sa Sainteté. Elle fit dresser un

Monitoire contre la Republique de Venise , & l'ayant communiqué aux Cardinaux dans le Consistoire du 15 Avril ; Elle le fit publier & afficher dans Rome. Ce Monitoire portoit que le Senat de Venise n'ayant voulu revoquer les Loix faites au préjudice de l'autorité Ecclesiastique , ni rendre les prisonniers , il declaroit ces Loix nulles , & dénonçoit le Doge & la Republique de Venise excommuniez , si dans le terme de vingt-quatre jours , à compter du jour de la publication , ils ne revoquoient , cassoient & annulloient ces Loix , & ne remettoient actuellement entre les mains de son Nonce le Chanoine & l'Abbé. Que jusqu'à ce qu'ils eussent obéi , il faisoit défense de mettre en terre sainte ceux qui viendroient à deceder ; & que si trois jours après les vingt-quatre jours expirez , ils n'avoient obéi , il mettoit tout leur Etat en interdit ; en sorte qu'on n'y pourroit celebrer les Messes & Offices divins , hormis en la forme , aux lieux & aux cas accordez de droit commun. Et qu'il privoit le Doge & le Senat de tous les biens qu'ils possedoient de l'Eglise Romaine , ou des autres Eglises , & de tous les privileges ou indults qu'ils en avoient obtenus ; & spécialement de ceux qu'ils pouvoient avoir de proceder contre les Clercs en certains cas. Le Monitoire étoit adressé aux Patriarches , Archevêques , Evêques , leurs Vicaires Generaux , & à tous les Ecclesiastiques Seculiers & Reguliers aiant dignité Ecclesiastique dans l'Etat de la Republique de Venise.

Le Senat aiant reçu la nouvelle que cette Bulle monitoriale avoit été affichée , rappella

son Ambassadeur extraordinaire ; fit défense à tous les Prelats Ecclesiastiques de publier, ni de laisser publier ou afficher la Bulle du Pape, & ordonna que tous ceux qui en auroient des Exemplaires, eussent à les apporter aux Magistrats de Venise. Le Pape de son côté rappella le Nonce qui étoit à Venise, & congédia l'Ambassadeur ordinaire de la Republique. En même temps les Chefs du Conseil des Dix mandèrent les Superieurs des Monasteres, & des autres Eglises de Venise, & leur declarerent que l'intention de leur Prince étoit que l'on continuât les Offices divins, & que personne ne quittât l'état Ecclesiastique sans permission, en assurant ceux qui demeureroient, de la protection ; & declarant que ceux qui s'en voudroient aller ne pourroient rien emporter des biens, ni des ornemens des Eglises. Il leur enjoignit qu'en cas qu'il leur fût envoieé quelque Bref de Rome, ou quelque ordre de la part de leurs Superieurs, de les apporter aux Magistrats avant que de les lire. On commanda aux Gouverneurs de toutes les Villes de l'Etat de donner les mêmes ordres dans les lieux de leur Jurisdiction. Les Superieurs promirent tous d'abord d'obéir aux ordres qui leur étoient donnez, & de continuer le Service divin à l'ordinaire. L'on tint ensuite conseil sur ce qu'il y avoit à faire touchant le Monitoire du Pape : quelques-uns étoient d'avis d'en appeler, comme plusieurs Princes & la Republique même avoient fait en pareilles occasions. Mais les autres crurent qu'il n'étoit pas besoin d'avoir recours à ce remede, supposant que les Brefs étoient notoirement nuls. Cet avis fut

DY DIX-SEPTIEME SIECLE. 197
suivi, l'on se contenta de faire un Mandement
au nom du Doge, adressé à tous les Ecclesiasti-
ques de la Republique, dans lequel il declaroit,
qu'ayant eu avis de la publication faite à Rome
le 17 Avril, d'un certain Bref fulminé contre
lui, contre le Senat & la Seigneurie, il se croïoit
obligé d'employer ses soins pour maintenir la
tranquillité publique, & entretenir l'autorité du
Prince. Qu'il protestoit devant Dieu qu'il n'a-
voit omis, ni negligé aucun moïen pour faire en-
tendre au Pape les raisons tres-claires & tres-
fortes de la Republique. Mais qu'ayant trouvé
ser oreilles fermées, & vû ce Bref publié con-
tre toute sorte de raison & de justice, opposé à
la doctrine de l'Ecriture sainte, des saints Peres,
& des Canons, au préjudice de l'autorité Secu-
liere que Dieu a donnée aux Souverains, & de la
liberté de l'Etat, & du repos public, & au grand
scandale de tout le monde, il tenoit ce Bref non
seulement pour injuste, mais encore pour nul,
fulminé illegitimement par voie de fait, & sans
observer les regles de droit, & qu'il n'avoit pas
crû devoir user des autres remedes dont ses Pré-
decesseurs & les autres Princes se sont servis con-
tre les Papes qui avoient abusé de la puissance
que Dieu leur a donnée pour l'édification, &
passé les bornes de leur pouvoir. D'autant plus
qu'il étoit certain que ce Bref seroit considéré
de même, non seulement par tous les Sujets de
la Republique, mais par tout le monde Chré-
tien. Qu'il étoit persuadé qu'ils continueroient
comme par le passé le soin des ames des Fideles,
& le Service divin, étant tres-resolu de perseve-
rer dans la foi Catholique & Apostolique, &

*Histoire
de l'Inter-
dit de Ve-
nise.*

398 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

dans le respect dû à la sainte Eglise Romaine. Ce Mandement datté du 6 de Mai 1606 , fut aussitôt publié & affiché à Venise , & dans toutes les Villes de l'Etat.

Comme le terme des vingt-quatre jours porté par le Bref approchoit , & que les Jesuites , qui avoient reçu des ordres particuliers du Pape , témoignoiient qu'ils auroient bien de la peine à ne pas observer l'Interdit , ou qu'ils s'abstiendroient au moins de dire la Messe , ils furent mandez le 10 de Mai pour donner une declaration précise de ce qu'ils vouloient faire. Ils dirent alors qu'ils ne pouvoient pas celebrer la Messe pendant l'Interdit , & que si le Senat vouloit les obliger à le faire , ils aimoiient mieux sortir de Venise. Sur cette réponse le Senat resolut de les laisser aller , & envoya le grand Vicaire du Patriarche pour recevoir les ornemens de leurs Eglises , & leur fit donner ordre de partir incessamment. Ils sortirent le soir portant chacun une hostie consacrée au col ; & s'étant mis dans deux barques , ils se retirerent à Ferrare. Les Jesuites des Maisons qui étoient dans les autres Villes de la Republique en sortirent aussi. Comme on vit que les Capucins & les Theatins , & quelques autres , suivant l'exemple des Jesuites , se disposoient à garder l'Interdit ; le Senat donna un decret le dernier jour du terme , par lequel il enjoignit à tous ceux qui ne vouloient pas continuer l'Office divin en la maniere accoutumée , de se retirer des terres de l'Etat : sur quoi les Capucins & les Theatins prirent le parti de s'en aller ; d'autres Religieux furent mis pour le gouvernement de leurs Eglises. Les Capucins des territoires de

Bresse & de Bergame demeurerent , & continuerent à faire l'Office divin , comme tous les autres Ecclesiastiques Seculiers & Reguliers de la Republique.

*Histoire
de l'Inter-
dit de Ve-
nise.*

Les Nonces du Pape qui étoient dans les Cours des Princes Catholiques de l'Europe , tenterent de faire exclure de l'Office divin les Ambassadeurs & les Envoiez de Venise ; mais ce fut en vain. L'on continua de traiter par tout avec eux comme auparavant , & ils furent admis aux prieres , aux assemblées , & aux ceremonies Ecclesiastiques comme à l'ordinaire , en France , en Espagne , en Italie & en Pologne. L'Ambassadeur de la Republique assista même à Vienne à la premiere Procession solennelle du Saint Sacrement chez les Jesuites. Mais le Nonce , qui ne s'y étoit pas trouvé pour ne se pas rencontrer avec lui , fit tant de menaces , que l'Ambassadeur de Venise prit le parti de ne se point trouver aux deux suivantes. Quoique l'Interdit ne fut point observé dans les Etats de Venise , il ne laissoit pas d'y causer des troubles & des séditions en quelques endroits. Ce que le Senat ayant attribué aux suggestions des Jesuites , il fit un decret le 14 Juin , par lequel il declara que les Jesuites ne pourroient plus être reçus à l'avenir en aucun lieu de l'Etat de Venise , & que ce Decret ne pourroit être revoqué qu'on n'eût premierement lû tout le procès en presence de tout le Senat , qui devoit être au moins de cent quatre-vingt Senateurs , & qu'il n'y eût cinq parts contre une des Opinans pour la revocation.

Cependant les Princes Chrétiens s'entre-mettoient pour accommoder le different du Pape &

*Histoire
de l'Inter-
dit de Ve-
nise.*

200 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
des Venitiens. Mais ceux-ci ne vouloient écou-
ter aucune proposition d'accommodement quo-
le Pape n'eût levé l'Interdit, & le Pape deman-
doit avant toutes choses la revocation des Loix,
L'Ambassadeur du Roi Tres-Chrétien s'emploia
plus fortement & plus efficacement qu'aucun au-
tre à porter les choses à un accommodement,
& en vint enfin à bout. Le Roi d'Espagne écrivit
au Pape qu'il l'assisteroit de toutes ses forces, &
qu'il avoit donné ordre pour cela à ses Ministres
d'Italie. Mais ces promesses n'eurent d'autre effet
que de retarder l'accommodement, & penserent
allumer la guerre en Italie. Quelques inconnus
ayant affiché dans l'Etat de Venise un Placard,
par lequel on exhortoit la Republique à se sepa-
rer de l'Eglise Romaine, le Senat ordonna qu'il
seroit informé de l'Auteur de ce Placard, & pro-
testa que son intention étoit de ne se jamais dé-
partir de la Religion Catholique, ni de l'obéis-
sance dûe au Saint Siege. Il donna aussi divers
ordres pour soutenir la guerre en cas qu'ils fus-
sent attaquez. Le Pape de son côté sollicitoit les
Princes d'Italie pour être en état d'attaquer les
Venitiens, ou de se défendre. On fit de part &
d'autre des préparatifs de guerre, mais on n'en
vint point à l'exécution. Il n'en fut pas de mê-
me de la guerre qui se fit avec la plume, on pu-
blia des deux côtez quantité d'Ecrits sur ce diffé-
rent, composez avec beaucoup de chaleur, de vi-
vacité, & d'érudition. Quoique les choses parus-
sent fort aigries, les Ambassadeurs de France ne
laissèrent pas de negocier l'accommodement au-
près du Pape & de la Republique.

La premiere proposition que fit M Dufresne

Ambassadeur de France à la Republique , fut une suspension des Loix du Senat , du Monitoire du Pape , de la Protestation de la Republique faite contre le Monitoire , & des Censures , jusqu'à ce que le fond de l'affaire fût réglé , & que cependant les prisonniers seroient remis entre les mains du Roi , & les Religieux rétablis. Le Senat offrit de remettre les prisonniers entre les mains du Roi après que les Censures seroient levées. Le Pape proposa qu'on remît les prisonniers entre les mains de son Nonce , & qu'on revoquât les Ecrits publiez en faveur de la Republique ; qu'il y eût une suspension reciproque des Loix , du Monitoire , de la Protestation , & des Censures , & que le fond de l'affaire fût jugé à Rome par une Congregation de Cardinaux , d'Auditeurs , & de Theologiens , partie desquels pourroient être des creatures de la Republique. Ces propositions aiant été rejetées par le Senat , l'Ambassadeur de France en fit une seconde , que le Pape leveroit les Censures après en avoir été prié au nom du Roi & de la Republique , & qu'au paravant l'Interdit seroit observé pendant quatre ou cinq jours ; Que les prisonniers seroient rendus au Pape en consideration du Roi ; Que la Protestation , ou Declaration du Doge seroit revoquée ; Que les Ecrits publiez en faveur de la Republique seroient supprimez ; Que les Religieux sortis seulement à cause de l'Interdit seroient rétablis ; Qu'on enverroit un Ambassadeur pour remercier le Pape d'avoir ouvert le chemin à ce Traité ; Qu'on ne parleroit plus d'évoquer on suspendre les Loix , mais seulement de lever les Censures , & que ce qui pourroit rester

*l'Histoire
de l'Inter-
dit de Ve-
nise.*

*Histoire
de l'Inter-
dit de Ve-
nise.*

202 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
de contestation entre le Pape & la Republique, seroit traité comme de Prince à Prince ; Qu'on marqueroit un jour préfix auquel le Pape & la Republique executeroient ce dont on seroit convenu , afin qu'on ne pût pas dire que l'un des deux avoit commencé. Le Senat modifia ces conditions de la maniere suivante. On se contenteroit que le Pape fût prié par l'Ambassadeur du Roi au nom de la Republique de lever les Censures ; que les prisonniers seroient remis entre les mains du Roi , sans préjudice des droits de la Republique ; que la Protestation seroit révoquée quand les Censures seroient levées ; quant aux Ecrits , que la Republique en useroit comme le Pape feroit à l'égard de ceux qui avoient été faits en sa faveur ; que l'Interdit ne seroit point du tout observé ; qu'on traiteroit avec le Pape du rétablissement des Religieux , & qu'on n'envoieroit un Ambassadeur à Rome qu'après que les Censures seroient levées. L'Ambassadeur ne s'éloigna pas de ces conditions , mais le Pape insista que les prisonniers fussent remis entre les mains d'un Prelat qu'il nommeroit ; qu'on envoiât un Ambassadeur pour demander la levée des Censures ; que les Religieux fussent rappelés ; & que le Roi l'assurât que pendant que l'Ambassadeur traiteroit avec lui , les Loix ne seroient point executées. Le Senat ne crut pas devoir accepter ces propositions ; & ainsi la negociation de l'Ambassadeur de France , qui avoit continué jusqu'au 15 de Novembre , demeura-là pour lors.

En même temps arriva à Venise Dom François de Castro Ambassadeur extraordinaire du Roi.

d'Espagne , pour travailler aussi à la negociation. Il fit d'abord des propositions vagues au Senat, qui demandoit qu'avant toutes choses l'Interdit fût levé , & qu'après on traiteroit. On lui communiqua la negociation qui s'étoit faite avec l'Ambassadeur de France , & là-dessus il proposa une suspension des Loix & des Censures pour quelques mois , pendant lesquels on traiteroit d'accommodement sur le fond , ce que la Republique refusa. Le Duc de Savoye voulut aussi traiter d'accommodement au nom de l'Empereur ; tout cela fut inutile ; l'année 1606 se passa sans qu'il y eût rien de conclu. Et cependant on faisoit de grands préparatifs de guerre dans le Milanois & dans l'Etat de Venise , & des levées de troupes dans la Suisse & dans les Grisons.

*Histoire
de l'Inter-
dit de Venise.*

Au commencement de l'année 1607 l'Ambassadeur de France declara que le Pape vouloit avoir parole du Roi , que la Republique n'excuteroit point ses Loix jusqu'à ce que le Pape les eût cassées ou confirmées , & qu'il demandoit le rétablissement de tous les Religieux , & principalement celui des Jesuites. L'Ambassadeur d'Espagne insista sur la suspension qu'il avoit proposée. Le Senat ne voulut rien relâcher des conditions qu'il avoit proposées. Dans le temps qu'on croioit l'accommodement entierement rompu , le Roi de France dit à Priuli Ambassadeur de Venise à sa Cour , que l'affaire s'accommoderoit , & qu'il alloit envoyer le Cardinal de Joieuse en Italie pour la terminer. Il fit en même temps proposer par son Ambassadeur à Venise , que les prisonniers fussent remis entre les

*Histoire
de l'Inter-
dit de Ve-
nise.*

Montano Juge Criminel à Ferrare ; & vouloit aussi nommer un Notaire , mais le Cardinal prévoyant que s'il instrumentoit à Venise , cela pourroit empêcher l'exécution du Traité , il proposa que Paul Catelle , son Aumônier , fut créé Prototaire Apostolique , pour lui servir de Secrétaire , ce qui fut fait.

Le deuxième d'Avril l'Ambassadeur de France déclara au Senat que l'accommodement étoit conclu , & que le Pape avoit donné pouvoir au Cardinal de Joieuse de lever les Censures ; ce qu'il executeroit aussi-tôt qu'il seroit à Venise. Il y arriva le Lundi de la Semaine sainte , neuf Avril , aiant dessein de lever l'Interdit avant la fête de Pâque ; mais le Senat ne voulut rien précipiter de peur qu'on ne crût qu'il eût reconnu cette cérémonie nécessaire pour célébrer l'Office divin le jour de la fête. Le 10 d'Avril le Cardinal de Joieuse eut audience du Senat , & lui exposa les conditions auxquelles il étoit prêt de lever les Censures , qui étoient ; Que les prisonniers seroient remis entre les mains de l'Ambassadeur de France sans aucune protestation ; Que les Religieux sortis à cause de l'Interdit seroient rétablis , & restituez dans leurs biens ; Que la Protestation de la Republique seroit revoquée , & tout ce qui l'avoit suivi , même la Lettre du Doge aux Villes de l'Etat. Il fit de grandes instances pour le rétablissement des Jésuites , disant que quoiqu'il pût lever les Censures sans cette condition , ce seroit l'entier accomplissement de l'accommodement. Que le Pape & le Roi le souhaitoient , & que pour lui , en son particulier , il en auroit une satisfaction singulière ; qu'il con-

seilloit à la Republique de le faire pour établir une paix ferme & durable. Le Doge répondit que la Republique avoit déjà accordé la remise des prisonniers entre les mains du Roi, mais qu'elle ne pouvoit la faire sans protestation, & qu'il lui étoit impossible de rétablir les Jesuites. On traita ensuite de la maniere de lever les Censures ; le Senat ne voulut pas consentir à recevoir aucune absolution ; & le Cardinal avoit dessein de faire quelque action par laquelle on pût faire voir au monde que le Doge l'avoit reçue : il proposa à cet effet d'aller à l'Eglise de saint Marc avec le Prince & la Seigneurie, & là célébrer ou assister à une Messe solennelle ou privée, & à la fin donner la benediction. Cette maniere ne fut pas agréée par le Doge, ni par le Senat, qui ne vouloient rien faire qui pût faire croire qu'ils avoient reconnu la validité des Censures, douter de leur innocence, ou reçu l'absolution. On députa deux Senateurs qui traitèrent pendant quatre jours des particularitez de l'accommodement, & de la maniere de lever l'Interdit. Les Senateurs disoient qu'ils n'avoient besoin que de la parole du Cardinal pour la levée des Censures ; quant à la restitution des Religieux qui s'étoient retirez, ils consentoient qu'elle fût reciproque, & faite à condition, que le Pape recevrait aussi en grace ceux qui avoient persisté au service de la Republique ; que pour ce qui étoit des Ecrits, la Republique en useroit à l'égard de ceux qui avoient été publiez pour sa défense, comme le Pape feroit à l'égard de ceux qui avoient été publiez en sa faveur ; Que quand les Censures seroient levées, on éliroit un Am-

*Histoire
de l'Inter-
dit de Ven-
nise.*

ambassadeur que l'on enverroit à Rome pour y
 résider à l'ordinaire ; Qu'on revoqueroit aussi la
 Protestation publique , ou le Manifeste contre le
 Monitoire , quand le Monitoire seroit revoqué.
 Mais qu'il ne convenoit pas de revoquer les Let-
 tres particulieres & secretes écrites aux Gou-
 verneurs , d'autant plus que celle qui avoit cou-
 ru étoit fausse. Le Cardinal vouloit persuader
 au Senat de recevoir une benediction , non par
 forme d'absolution , mais comme une benedi-
 ction ordinaire que le Pape envoie. Pour les
 Ecrits , il dit que c'étoit le fait de l'Inquisition
 dont il ne se mêloit point. Il proposa que l'on
 envoiât deux Ambassadeurs à Rome , l'un ordi-
 naire , pour les affaires , & l'autre extraordinaire ,
 pour remercier le Pape de la grace qu'il faisoit
 à la Republique. Il vouloit aussi qu'on publiât
 le Manifeste , qui revoqueroit la Protestation
 avant que les Censures fussent levées , & qu'on
 fit mention que la Lettre publiée sous le nom du
 Doge étoit fausse ; il proposoit que l'on fît un
 Ecrit qui contînt les points accordez , sans faire
 mention de l'exclusion des Jesuites. On convint
 au sujet des prisonniers , que l'Ambassadeur de
 France les pouvoit recevoir avec la Protestation
 que la Republique en feroit , sans que le Pape y
 pût trouver à redire. Enfin il fut réglé que le
 Cardinal declareroit seulement au Senat , sans
 faire aucune ceremonie , que les Censures étoient
 levées , ou qu'il les levoit : qu'en même temps
 le Duc lui mettroit en main la revocation de la
 Protestation ; que les prisonniers seroient remis
 entre les mains de M. Dufresne , avec protesta-
 tion qu'on ne dresseroit aucun Acte des condi-
 tions

tions de l'accommodement ; mais que la parole de la République d'un côté , & celle du Cardinal de l'autre , suffiroient. Que les Religieux qui s'étoient retirez à cause de l'Interdit , pourroient revenir , à l'exception des Jesuites , & de quatorze autres Religieux qui s'étoient retirez , non pour obéir au Pape , mais pour éviter la punition de leurs crimes ; Que le Manifeste ne contiendrait que la revocation de la Protestation , & qu'il seroit imprimé ; Qu'après que les Censures seroient levées , la République nommeroit un Ambassadeur pour résider près de Sa Sainteté. Il ne restoit plus qu'à concerter les paroles du Manifeste. Le Secrétaire de la République l'ayant dressé , le communiqua à M. Dufresne & au Cardinal de Joieuse , & il n'y eut de difficulté que sur ces mots : *Que les Censures étant levées , la Protestation avoit été pareillement levée.* Le Cardinal voulut que l'on mît pareillement , *la Protestation revuée.* Toutes choses étant ainsi conclues & arrêtées , on prit jour au 21 Avril pour l'exécution. Le Cardinal étoit logé au Palais du Duc de Ferrare , M. Dufresne s'y trouva ce jour-là du matin : Marc Ottobon Secrétaire de la République , y vint avec deux Notaires ordinaires de la Chancellerie Ducale , & des Officiers qui conduisoient Marc-Antoine Brandolin Valdimerin Abbé de Nerveze , & Scipion Sarrafin Comte de Vicenze prisonniers. Il entra suivi de cette troupe dans une chambre où étoit l'Ambassadeur accompagné de ses domestiques , & de quelques autres de la maison du Cardinal , & ayant salué l'Ambassadeur , il lui dit que c'étoient les prisonniers que le Prince envoioit , afin que

*Histoire
de l'Inter-
dit de Ve-
nise.*

conformément à ce qui avoit été concerté, ils fussent remis entre les mains de son Excellence en faveur du Roi Tres-Chrétien, avec protestation que cela ne pourroit préjudicier à l'autorité qu'a la Republique de juger les Ecclesiastiques. L'Ambassadeur répondit qu'il les recevoit à cette condition. Le Secrétaire en demanda Acte aux Notaires Ducaux en présence des domestiques du Cardinal & de l'Ambassadeur, & des Officiers publics. Cela étant fait, les prisonniers se recommanderent à l'Ambassadeur, qui leur promit sa protection ; & étant sorti de sa chambre avec la compagnie, fit mener les prisonniers dans une gallerie où le Cardinal se promenoit, & lui dit : « Voici les prisonniers qui doivent » être remis entre les mains du Pape. Le Cardinal, en lui montrant un homme qui étoit auprès de lui (c'étoit Claude Montan Commissaire envoyé par le Pape à cet effet) lui dit de les lui donner. Celui-ci les toucha pour marque qu'ils étoient à lui, & pria les Officiers de Justice qui les conduisoient de les lui vouloir garder. Le Cardinal partit aussi-tôt d'avec l'Ambassadeur, & se rendit au Senat, où il prononça ces paroles : « Je me réjouis que ce jour heureux tant désiré » soit venu, auquel je dis à vôtre Serenité, que » toutes les Censures sont levées, comme en ef- » fet elles le sont, ce qui me fait un extrême » plaisir à cause du bien qu'en reçoit la Chrétien- » té, & particulièrement l'Italie. Le Doge lui mit aussi-tôt en main le Decret de la revocation de la Protestation ; & après quelques complimens, le Cardinal les pria d'envoier au plutôt leur Ambassadeur à Rome, & se retira. La revo-

vation de la Protestation étoit adressée aux Prelats à qui la Protestation l'avoit été , & portoit en substance : Que le Pape éclairci de la candeur & de la sincérité des intentions de la République , ayant levé & ôté les causes du différent , le Senat , qui avoit toujours tâché d'entretenir une bonne intelligence avec le Saint Siege , en avoit reçu beaucoup de joie , & qu'après que ce dont on étoit convenu de part & d'autre , avoit été executé , les Censures étant levées , la Protestation demeureroit pareillement revoquée. Le Cardinal alla ensuite célébrer la Messe à l'Eglise Cathedrale de S. Pierre. Le soir même le Senat nomma François Contarin pour Ambassadeur ordinaire à Rome ; & fit donner avis par ses Ambassadeurs à tous les Princes de l'Europe , de faire des remerciemens en particulier au Roi de France & au Roi d'Espagne. Le Pape approuva l'accommodement , & en fit part aux Cardinaux. Dans le Consistoire du 30 Avril Sa Sainteté nomma l'Evêque de Rincini pour Nonce à Venise , & reçut agréablement l'Ambassadeur de Venise , qui eut sa premiere audience le 19 de Mai , à laquelle il alla seul , & où il ne fut parlé de rien , si ce n'est que le Pape se servit de ces mots de la Prose du Saint Sacrement : *Recedant vetera , nova sunt omnia* : marquant par là , qu'il falloit oublier le passé. Le Roi d'Espagne donna ordre au Comte de Fuentes Gouverneur du Milanois , de congédier les troupes qu'il avoit levées. Et la paix fut ainsi rétablie tant dans les Eglises , que dans les Etats d'Italie.

*Histoire
de l'Inter
dit de Ve
nise.*



DES ECRITS

FAITS DE PART ET D'AUTRE

S U R

L'INTERDIT DE VENISE.

*Ecrits
sur l'In-
terdit de
Venise.*

L'INTERDIT de Venise ne fut pas plutôt publié par Paul V. que la Republique emploïa des Jurisconsultes & des Theologiens pour en faire voir la nullité : d'autre côté la Cour Romaine & les Theologiens qui lui étoient affectionnez, ne negligeoient rien pour le soutenir. Le Pape fit d'abord dresser un Ecrit par Scipion Gobellucci pour justifier son Interdit, & l'envoïa à Mantouë, à Milan, à Cremone, & à Ferrare, & même à son Nonce en Espagne, afin de le répandre par tout. Du côté de la Republique on fit paroître des avis des Jurisconsultes pour la défense de ses droits, & sur la nullité de l'Interdit prononcé par le Pape. On dressa même une Lettre qui fut lûë & approuvée dans le Senat, & envoïée aux Conseils des Villes dépendantes de la Republique, pour montrer la nullité de l'Interdit. En même temps il se trouva quelqu'un qui fit imprimer à Milan une espece de Manifeste pour l'Interdit, dans lequel on soutenoit que l'administration des Sacremens faite dans les

États de la République, étoit illicite ; les mariages étoient invalides , & que les Pasteurs devoient abandonner leurs troupeaux. Cet Ecrit aiant été distribué dans quelques endroits de l'Etat de Venise , Fra-Paolo Theologien de la République , fit imprimer en Italien le Traité de Gerson , de l'Excommunication & de l'Irregularité , avec un autre Ecrit du même Auteur sur cette maxime : S'il faut craindre & tenir les Sentences des Supérieurs , quoiqu'injustes , prétendant que les principes établis dans ces deux Traitez , étoient suffisans pour ruiner l'Interdit du Pape. On ajouta à ces deux Traitez une Lettre , par laquelle on exhortoit les Curez à administrer les Sacremens , & de faire leurs fonctions à l'ordinaire , sans craindre de rien faire contre leur devoir. L'Inquisition de Rome défendit cet Ecrit sous les peines ordinaires ; & peu de temps après le Cardinal Bellarmin fit un Livre contre les deux Traitez de Gerson. Il parut deux Lettres latines pour la République de Venise , sous le nom de Jurisconsultes Italiens , anonymes , dans lesquelles le Pape étoit exhorté de procurer la paix en revoquant la Sentence d'Excommunication & d'Interdit , & en tolerant les Loix des Venitiens. Le Cardinal Baronius fit de son côté une Parenese adressée à la République de Venise , remplie de passages de l'Ecriture sainte , de témoignages des Peres , & d'exemples tirez de l'Histoire Ecclesiastique , pour faire voir que le Senat de Venise avoit entrepris sur la Jurisdiction Ecclesiastique , & qu'il s'étoit élevé mal à propos contre l'Interdit du Pape. On publia aussi l'avis que ce Cardinal avoit donné au Pape , portant que le mini-

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

stere de saint Pierre étant de paître les Brebis de Jesus-Christ, & de tuer les bêtes ferores, il étoit du devoir du Pape de se servir du glaive de l'excommunication contre ceux qui ne vouloient pas écouter ses admonitions paternelles, afin de les faire rentrer en eux-mêmes ; & il ajoûtoit que ce n'étoit pas une cruauté, mais plutôt une miséricorde de les tuer ainsi, parce que par là il les sauvait en les tuant, & qu'il les auroit fait perir en les laissant vivre dans l'état où ils étoient. L'avis du Cardinal Colonne n'étoit pas moins violent ; il disoit que si c'étoit une impiété de résister à ses parens, c'étoit une chose détestable d'attaquer une mere qui n'avoit point d'autres soins que le salut de ses enfans ; Que la Republique de Venise avoit reçu du Saint Siege toutes sortes de marques d'affection, & que jusqu'à present elle lui avoit toujours donné des marques de sa reconnoissance & de son obéissance ; mais que depuis peu elle avoit fait des Loix injustes contre la liberté Ecclesiastique, qu'on ne devoit point souffrir ; Qu'il étoit besoin d'y apporter un prompt remede ; Que sa Sainteté lui avoit donné assez de temps pour se reconnoître ; Qu'on lui avoit représenté les Decrets des Saints Peres, les Canons des Conciles, & les maximes de l'Evangile ; Que puisqu'elle n'y avoit point eu d'égard, il falloit plutôt la corriger avec dureté, *flagellis corripienda*, que de l'attirer avec douceur ; Que ceux qui s'étoient endurcis par l'indulgence d'une si grande facilité, seroient peut-être ramollis par la severité de la peine ; & que quoiqu'ils parussent ne rien craindre, ils reviendroient quand ils se trouveroient destituez

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 275
du secours paternel , & frappez des foudres Ec-
clesiastiques.

Les Venitiens ne furent point épouvantez de ces Ecrits , auxquels le rang & le mérite des Auteurs donnoient du poids & de l'autorité , & se fians sur la bonté de leur cause , opposerent divers Traitez aux Avis & aux Ecrits de ces Cardinaux. Ils publierent d'abord des considerations sur les Censures du Pape dressées par Fra-Paolo , avec beaucoup de retenuë. Il commence par y exposer ; Que la Republique de Venise a toujours estimé que la Religion & la pieté sont les solides fondemens des Empires & des Etats ; Qu'elle a toujours eu un soin particulier de maintenir la Religion & la pieté , & qu'elle en a procuré l'avancement en faisant bâtir plusieurs Eglises , les ornant somptueusement , les pourvoyant de Ministres , & recevant les Ordres Religieux , qui par la suite des temps ont été introduits dans l'Eglise Catholique ; Qu'elle a neantmoins toujours veillé à la sureté & à la conservation de l'Etat , sçachant que l'on peut , sous prétexte de ces Congregations , Colleges , Confrairies & Societez , exciter quelques troubles ; & que les grands Bâtimens situez en certains lieux , pouvoient être préjudicables à la sureté publique ; qu'ainsi elle a toujours fait choix des personnes qui vouloient s'établir dans ses Villes , & observé la situation des lieux où l'on a bâti des Temples & des Monasteres ; Qu'en 1337 elle défendit par une Loi expresse de bâtir dorenavant en la Ville de Venise des Temples , des Monasteres , des Hôpitaux , & de semblables Edifices , sans la per-

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

mission du Senat ; Que cette Ordonnance fut renouvelée en 1515 & 1561, & qu'elle l'a étendue en 1603 à toutes les Villes de sa dépendance ; Qu'elle s'est toujours conservée le droit de rendre la justice , & de punir les criminels, même les Ecclesiastiques dans les crimes atroces , nonobstant leurs privileges , qui ne peuvent avoir lieu que dans les délits communs , & non dans le cas où le public est intéressé ; Qu'elle a eu aussi en vûe de maintenir ses Sujets dans la possession de leurs biens immeubles , & que s'étant apperçue que les Ecclesiastiques faisoient des acquisitions considerables , elle avoit fait en 1333 une Ordonnance , par laquelle il étoit défendu de donner ou laisser aux Eglises des biens immeubles à perpetuité , dans la Ville & Duché de Venise ; Qu'en 1536 cette Loi avoit été redigée ; en sorte que les Eglises ne pouvoient jouir des biens qui leur étoient laissez , plus de deux ans , & que dans ce temps ils devoient être vendus à des Laïques ; Que cet usage qui s'étoit établi dans la plûpart des Villes , avoit été confirmé pour tout l'Etat de Venise par l'Edit de l'an 1605 ; & que par un Arrêt du Senat de l'an 1602 , il avoit été ordonné , que l'Eglise ne se pourroit approprier les biens possédez par des Laïques , par aucun droit ; Que ces usages avoient été sçus & connus par les Papes prédécesseurs de Paul V. qui n'y avoient point trouvé à redire ; Que Paul V. étoit le premier qui s'y fut opposé, On rapporte ici tout ce qui s'étoit passé entre le Pape & la Republique sur ce sujet ; & comme le fondement que le Pape alleguoit pour s'opposer à

ces Loix, étoit qu'elles étoient contraires à la liberté, & à l'immunité Ecclesiastique, l'Auteur des Considerations entreprend d'examiner ce que c'est que la liberté Ecclesiastique, & d'où elle a pris son origine, parce que le nom, à ce qu'il prétend, est nouveau & inconnu dans l'ancienne Eglise. Ce ne peut point être la liberté chrétienne dont il est parlé dans saint Paul, qui convient à tous les Chrétiens, qui étoient autrefois compris sous le nom de l'Eglise, que l'on a attribué depuis aux seuls Clercs. Qu'Honoré III, est le premier qui paroît avoir fait mention de la liberté Ecclesiastique, qui fut confirmée par Frederic II. Empereur, à la sollicitation de ce Pape ; qui ne dit point en quoi elle consiste ; & que les Canonistes ne sont pas d'accord sur la définition & les droits de cette liberté Ecclesiastique. Que de quelque maniere qu'on l'entende, la défense de bâtir des Eglises sans permission du Magistrat, n'est pas l'exercice d'une puissance sur l'Eglise, mais seulement sur le fond dans lequel on les veut construire, qui est une chose purement seculiere ; Que Dieu ayant donné aux Ministres de l'Eglise le pouvoir d'élever des Temples, n'a pas ôté aux Particuliers la propriété de leur fond, ni aux Princes l'empire sur leurs Etats ; Que s'il étoit permis de bâtir des Eglises en tous lieux sans la permission des Princes, il seroit aussi permis de se servir de toutes sortes de matériaux pour les construire, & que le Prince ne pourroit pas défendre d'y emploier des chaînes, du plomb, & d'autres matieres, dont il pourroit avoir besoin pour la construction des Galeres, & la défense de

*Ecrit sur
l'Interdit
de Venise.*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

l'Etat, ce qu'on ne peut dire raisonnablement ; Que les anciennes Loix des Empereurs , même Chrétiens , défendent de consacrer aucune chose sans la permission du Prince ; Que non seulement il étoit défendu d'ériger de nouveaux Temples sans la permission de l'Empereur , mais même que l'on ne pouvoit pas sans son consentement , élever une Eglise Cathédrale à la dignité de Metropole ; Que dans la Republique de Genes il y a une défense particulière de construire aucun Monastere sans la permission des deux Colleges ; Que dans le Roïaume de Castille il est défendu d'y introduire de nouveaux Religieux sans la permission du Roi , & que pour cette raison les Capucins n'y avoient pas encore pû avoir entrée , & que Philippe II. avoit empêché les Religieux de saint François de Paule d'achever une Eglise qu'ils avoient commencée ; Que cette précaution de ne recevoir point d'Etrangers dans un Etat , sous prétexte d'établissement de Monastere , ou de Communauté , est nécessaire pour la sûreté publique ; Qu'il ne l'est pas moins d'empêcher que l'on ne fasse des bâtimens dans des lieux qui peuvent porter du dommage aux Villes , ou donner de l'avantage aux ennemis ; Qu'il importe même pour le bien des Eglises qu'elles soient bâties dans des lieux convenables & décens , & qu'il n'y en ait pas un trop grand nombre. Quant à la Loi qui défendoit d'aliéner les biens immeubles en faveur des Ecclesiastiques , l'Auteur des Considerations prétend qu'elle regarde encore moins le spirituel , puisqu'il ne s'agit que de la disposition des biens temporels , & des Contrats purement civils qui dépendent des

Souverains ; Que si le Prince a droit de défendre généralement à tous ses Sujets d'aliéner en quelque manière que ce soit leurs biens, comme on n'en peut pas douter, il peut faire défense de les aliéner à l'égard des Ecclesiastiques, qui font partie de ses Sujets ; Que les Princes ayant un droit sur ces biens, & recevant des services de ceux qui les possèdent, ils ont intérêt d'empêcher qu'ils ne passent entre les mains des Ecclesiastiques, qui se prétendent exempts eux & leurs biens de ces charges & de ces services ; Que si le Pape, dans les réünions des Benefices aux Monasteres, Chapitres & Universitez, se reserve un droit à cause du profit qu'il faisoit par les vacances, les Seigneurs ont de même le droit de demander d'être indemnisés, pour ce qui leur reviendrait de ces biens en cas de confiscation, de vente, ou autrement ; Que le bien public & le service de l'Etat, qui sont préférables à tout, demandent que les biens soient conservez à des personnes qui soient en état de le procurer ; Que la Loi établie à Venise n'ôte pas aux Ecclesiastiques le profit des choses qui leur sont données, puisqu'il leur est permis d'en avoir le prix, mais qu'elle leur ôte seulement la propriété des biens immeubles, en quoi ils ne sont point lezez, puisqu'ils ont l'équivalent, & que les fonds seroient plus à charge aux Ecclesiastiques auxquels il est défendu par les Canons de se mêler d'affaires séculières ; Que les Ecclesiastiques ne peuvent pas se plaindre qu'on leur défend ce qui est permis aux autres, parce qu'il peut y avoir des choses permises aux Laïques, qui ne le sont pas aux Ecclesiastiques, comme de porter les armes. La

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

raison pour laquelle on leur défend ces acquisitions, est le bien public de l'Etat, & pour empêcher qu'ils ne deviennent maîtres de presque tous les biens, dont ils ont déjà une grande partie, ce qui réduiroit les autres à la misère. Qu'autrefois les biens des Ecclesiastiques étoient comme communs, & qu'ils en faisoient part aux pauvres. Constantin Porphyrogenete fit des Loix par lesquelles il fit défense aux Patriciens, Senateurs, Evêques, & Monasteres, d'acquérir de leurs inferieurs par achat, donation, ou Testament, afin de conserver le bien à ses Sujets; Que saint Augustin fit défense à ceux de sa Communauté d'accepter les successions dont on privoit les enfans pour les donner à l'Eglise; Que dans la primitive Eglise les Chrétiens vendoient leurs heritages, & que du prix de la vente on nourrissoit les Ecclesiastiques pauvres; Qu'ensuite l'Eglise retenoit les immeubles, & nourrissoit les pauvres de leur revenu; Que dans les derniers temps on en faisoit quatre parties; l'une pour l'Evêque, la seconde pour le Clergé, la troisième pour la Fabrique, & la quatrième pour les Pauvres; Que les Theologiens & les bons Canonistes tiennent encore que les biens Ecclesiastiques appartiennent aux pauvres, contre l'opinion que l'on veut introduire à present, que les Beneficiers sont Seigneurs des fruits; Que Valentinien, Valens & Gratien, firent une Loi, par laquelle ils défendirent aux Ecclesiastiques de recevoir aucune donation des femmes: Loi qui fut envoyée au Pape Damase, qui la fit publier, & qui fut long-temps observée à Rome, dont saint Jérôme faisant mention dans l'Epître à Nepotien, dit qu'il ne se plaint pas de la Loi,

mais de ce que les Ecclesiastiques avoient donné lieu de la faire par leur avarice. Charlemagne fit une semblable Loi en Saxe ; & vers l'an 1300 Edoüard III. en fit une pareille en Angleterre , qui fut executée nonobstant l'opposition des Ecclesiastiques ; Que Louis Molina dit qu'il y a dans le Roïaume de Portugal une Loi qui défend aux Eglises & aux Monasteres d'acquérir des immeubles par acquisition , succession , donation , & que cette Loi est en usage dans le Roïaume d'Espagne ; Que Jacques Roi d'Arragon , fit une Loi pour tous les Roïaumes sujets à sa Couronne , que tous les biens qui paioient quelque redevance au Roi , ne pourroient passer aux Ecclesiastiques sans sa permission ; Qu'en France la même Loi a été faite par saint Louis , & confirmée par ses Successeurs ; Que les Papes même ont défendu aux Eglises qui étoient riches , de faire de nouveaux acquêts.

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise*

Fra-Paolo , après avoir défendu la justice des Loix , attaque la Sentence du Pape dans la forme , & prétend qu'il y a plusieurs nullitez. 1. Le défaut de citation ; 2. le défaut de pouvoir , parce que la puissance du Pape s'étend à la Prédication de l'Évangile , à l'administration des Sacrements , & autres choses spirituelles , & non point à la disposition des biens temporels.

De là il passe au troisième chef de contestation , qui concerne le jugement des personnes Ecclesiastiques. Il montre par les témoignages de l'Écriture & des Peres , que generalement tous les Chrétiens , & les Ecclesiastiques comme les autres , sont soumis aux Puissances seculieres , & obligez de leur obéir ; Que l'exemption des Ec-

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

clesiastiques ne vient que des concessions des Princes, & cite les Loix des Empereurs par lesquelles ils ont obtenu ces exemptions. Constantin le Grand vers l'an 315, exempta les Ecclesiastiques des charges publiques & personnelles de la Cour. Constance & Constant ses enfans, ajoûterent l'exemption des charges sordides, & accorderent aux Evêques l'exemption de la juridiction Seculiere, laissant les autres Ecclesiastiques sous celle des Juges ordinaires, tant pour le criminel que pour le civil. Honoré & Theodose II. & depuis Theodose & Valentinien, attribuerent le jugement des Prêtres aux Evêques, pourvû que les deux parties y consentissent, les renvoyant aux Magistrats Seculiers quand l'une des parties ne voudroit proceder devant l'Evêque; ce qui fut encore confirmé l'an 460 par Marcien, & par Leon son successeur. Enfin Justinien vers l'an 560 fit une Loi, portant que les Ecclesiastiques répondroient dans les causes civiles par devant l'Evêque, & dans les causes criminelles pardevant le Juge Seculier, ce qui dura jusqu'à l'an 630, qu'Heraclius les exempta de la juridiction des Magistrats Seculiers, tant dans les causes civiles que criminelles, sauf l'autorité des déleguez du Prince. Cela fut observé jusqu'à la division de l'Empire, depuis laquelle cet usage est demeuré dans l'Eglise Grecque pendant que l'Empire y est resté. Mais en Occident les Empereurs François, les Saxons & les Rois d'Italie, en ont usé différemment, laissant quelques fois la juridiction aux Ecclesiastiques, & d'autres fois attribuant la connoissance des causes qui les regardoient, partie aux Ecclesiastiques, partie aux

Magistrats. Enfin Frederic II. l'an 1220, fit l'Authentique inserée dans le Code Justinien, qui porte que personne ne pourra citer un Ecclesiastique pardevant le Juge Seculier, soit civil, ou criminel ; Que quoique par ces Loix les Ecclesiastiques soient exempts de la juridiction des Magistrats, ils restent neantmoins soumis à la Puissance souveraine du Prince, s'ils contreviennent à la Loi : Puissance qui est inseparable de la Souveraineté de la Republique de Venise, née libre vers l'an 420 : qu'elle a laissé jouir les Ecclesiastiques des mêmes exemptions dont ils ont joui de temps en temps dans les terres de l'Empire ; mais qu'elle s'est réservée le droit de punir les excès énormes qui pouvoient troubler la tranquillité publique ; & qu'elle a souvent puni des Ecclesiastiques accusez & convaincus de ces crimes ; Que la connoissance & la punition des crimes de leze-Majesté n'a jamais été soustraite aux Juges Seculiers ; Que dans toute l'Italie l'on châtie les Ecclesiastiques trouvez en habits indécens, nonobstant leurs exemptions, & les Decrets des Souverains Pontifes ; Qu'on pratique la même chose en Espagne pour le port d'armes & autres crimes énormes ; Qu'en France on fait une distinction des délits communs, & des cas privilegiez ; que l'on renvoie les premiers aux Ecclesiastiques, & que les seconds sont jugez par le Magistrat Seculier ; Que de même façon la Republique de Venise a fait la distinction des délits en graves & legers ; Qu'elle renvoie les legers à la Cour de l'Evêque, & qu'elle commet les graves au Magistrat ; Que la Republique est dans cet usage de temps immemorial, & qu'il a été

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

224 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

approuvé par les Papes ; Que dans les Etats même du Pape , qui est tout ensemble Pontife & Prince temporel de Rome , les Juges qu'il établit comme Prince temporel , prennent connoissance des délits des Ecclesiastiques ; Qu'il est de l'intérêt de tous les Etats , que les grands crimes soient punis par la Justice Seculiere , parce que les peines que les Ecclesiastiques peuvent infliger n'allant point à la mort , si les Seculiers ne les punissoient , la legereté de la peine donneroit occasion à plusieurs de commettre ces crimes.

Enfin l'Auteur fait voir que le jugement du 23 de Mai 1602 , d'un procès touchant l'Emphyteose & le Reglement qui avoit été fait , étoit legitime, & conforme à l'usage, à la Coutume, & aux maximes de Droit. De tout cela il conclut , que l'excommunication portée par le Pape contre la Republique de Venise , est nulle , puisqu'elle suppose que les Constitutions du Senat sont contre la liberté Ecclesiastique , ce qui n'est vrai ni dans le droit , ni dans le fait. Il ajoute que , suivant l'opinion des Canonistes , on ne peut pas excommunier une Communauté entiere , encore moins une Republique. Sur ce qu'on lui pouvoit exposer que le Pape est infallible , il répond , premierement , Que ceux qui ont avancé cette maxime l'ont limitée aux matieres de Foi. 2. Que l'on a quantité d'exemples que les Papes sont sujets à l'erreur. 3. Qu'ils reconnoissent eux-mêmes qu'ils peuvent se tromper ; & qu'Innocent IV. au sujet de son different avec l'Empereur Frederic , declare , que si l'Eglise l'avoit offensé (ce qu'il ne croioit pas) elle étoit prête de

de lui faire satisfaction , & de revoquer sa Sentence , si elle se trouvoit donnée injustement : sur cette maxime de saint Gregoire , que la Sentence du Pasteur est toujours à craindre , soit qu'elle soit juste , soit qu'elle soit injuste , & qu'il faut recommander la cause à Dieu , avec assurance que c'est un grand mérite envers sa Majesté Divine de supporter patiemment les injustes Censures ; il dit que ce conseil est bon pour un innocent qui ne pourroit montrer la justice de sa cause , mais qu'à un Prince qui peut apporter ses raisons & justifier sa conduite , cet avis seroit pernicieux tant pour lui que pour son Etat , & même pour le service de Dieu , auquel il doit sur toutes choses avoir égard ; Que d'ailleurs cette maxime n'est pas absolument veritable , & qu'il y en a une autre contraire du Pape Gelase , Que si la Sentence est injuste , on n'en doit pas être si jaloux , que de l'honneur de Dieu & de l'Eglise qui ne permettent d'offenser personne par une Sentence inique ; Que pour accorder ces deux maximes , il faut dire que la premiere est veritable , des Sentences qui ne sont injustes que parce qu'elles sont prononcées par animosité , ou de celles dont l'injustice est si cachée , qu'on ne la peut découvrir ; mais que quand la Sentence est visiblement injuste , & prononcée sans cause legitime , soit veritablement , soit en apparence , non seulement on ne la doit pas craindre , mais il faut s'y opposer de toutes les forces. Il prétend que celle de Paul V. est de cette nature ; que le fait est clair , & que le droit de la Republique est constant ; qu'en un mot le Pape n'a pas pû exclure de la Communion de l'Eglise Ca-

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

*Écrits sur
l'Interdit
de Venise.*

tholique ceux qui n'avoient point peché, & que sa conduite a été contraire à la charité si recommandée aux Pasteurs ; qu'on ne doit point craindre son autorité , parce qu'elle n'est redoutable que quand il juge selon la vérité , ou , comme disent les Canonistes , *Clave non errante* , & que , comme dit saint Leon , le privilege de saint Pierre ne peut avoir lieu que quand le jugement est donné selon l'équité de saint Pierre , & que le Pape ne lie ou délie , que ce que saint Pierre a lié ou délié.

On publia en même temps les avis de quelques Jurisconsultes pour soutenir la justice des trois Loix établies par le Senat de Venise ; sçavoir , celui de Marc-Antoine Peregrin , celui de Marc Othelius d'Udine , & celui de Joachim Schaine , Jurisconsultes & Professeurs en Droit de Padouë , avec la Relation d'Antoine Quirin Patrice de Venise , contenant les raisons que la Republique de Venise avoit eues de faire ces Loix pour le bien public. Et afin d'affermir ceux qui étoient intimidés par l'Interdit de Paul V. les Theologiens firent un Ecrit sur l'Interdit du Pape Paul V. dans lequel ils traitent deux questions. La premiere , si les Ecclesiastiques doivent ou peuvent sans peché , observer cet Interdit. La seconde , si le Prince peut & doit empêcher cette observation par forme de défense. L'Auteur de cet Ecrit qu'on croit être Fra-Fulgentio , Compagnon de Fra-Paolò , ou Fra-Paolo lui-même , convient de la maxime generale qu'on doit obéir aux commandemens des Superieurs quand ils sont justes ; mais il dit que la question est de sçavoir , si la Sentence du Pape est juste ou non ; & que

le Pape étant sujet à l'erreur dans les jugemens particuliers, comme tout le monde en convient; il faut examiner si la Sentence rendue par Paul V. est juste ou injuste; & que les Ecclesiastiques ne peuvent observer l'Interdit qu'ils ne soient assurés que l'Etat y peut être soumis; que quand bien même ils le croiroient, il dit qu'ils ne le doivent pas observer à cause du scandale & des troubles qu'ils causeroient dans l'Etat & dans l'Eglise; & qu'enfin quand il n'en naîtroit aucun scandale, ils sont dispensés par une juste crainte, d'obéir sur ce sujet aux ordres du Pape; c'est le sujet de cet Ecrit, qui renferme dix-neuf Propositions. La première, que l'on n'est point obligé à l'exécution des commandemens du Supérieur, même du Pape, s'ils n'ont été publiés & dénoncés, puisque les Loix mêmes n'obligent pas à moins qu'elles n'aient été publiées, & que les Ordonnances des Souverains Pontifes, & les Decrets du Concile de Trente, n'obligent point dans les lieux où ils n'ont point été reçus & publiés. La seconde Proposition, que l'Interdit n'a point été publié dans la Ville ni dans les Etats de Venise, puisqu'il n'y a point été lu par la commission des Prelats & Supérieurs ordinaires, & n'a point été affiché; en sorte qu'il ait été vu du peuple, & ait été connu de ceux qui devoient l'observer. Que si l'on répond qu'il ne l'a point été, parce que la publication en a été empêchée, & que personne n'en peut prétendre cause d'ignorance; qu'on pourroit dire la même chose à l'égard des Constitutions Apostoliques, & du Concile de Trente, qui ne sont pas observées en certains lieux; qu'enfin la connoissance particuliere ne

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

suffit pas pour l'observation de l'Interdit à l'égard du peuple , mais qu'il faut qu'il soit connu juridiquement , & par une publication solennelle. La troisième proposition , que les Ecclesiastiques ne doivent point executer l'Ordonnance du Pape quand ils prévoient qu'il en doit naître apparemment du scandale , & du trouble dans l'Eglise , quand même le Pape en commanderoit l'execution sous peine d'excommunication *late sententia*. Cette proposition est appuyée sur les paroles de Sylvestre , *Verbo , Obedientia* ; qui porte que si l'on prévoit que l'Etat de l'Eglise soit troublé par l'obéissance à quelque Ordonnance , ou qu'il en doive naître du scandale , on ne doit point obéir , encore que l'obéissance fût enjointe sous peine d'excommunication , ce qui est confirmé par l'Abbé Panorme & par Antoine de Cordoue , & autorisé par Alexandre III. qui dit dans le Canon , *Cum teneamur , de Prabend*. Nous
» trouvons bon que nôtre Mandement ne soit mis
» à execution , si vous voiez que cela ne se puisse
» faire sans scandale : Qu'en effet la loi Divine & Naturelle qui défend le scandale , doit être préférée aux loix positives , & à plus forte raison aux loix humaines. La preuve de cette proposition est tirée de la doctrine de quelques Canonistes & Theologiens , qui prétendent que si on craint que le Confesseur ne soit scandalisé ou induit à erreur par la confession de quelque peché , on peut & on doit le taire , quoique la confession de tous les pechez mortels soit commandée par une loi divine : on cite pour ce sentiment Adrien & Navarre. La proposition quatrième est , qu'il naîtroit dans la Ville & dans l'Etat de Venise

une infinité de scandales , de maux , & de perils , si l'Interdit y étoit observé , qu'il seroit à craindre que le peuple ne se revoltât contre le Clergé , & ne lui fît violence pour le contraindre à faire l'Office divin , ou qu'il ne perdît entièrement l'esprit de Religion ; qu'on ne peut douter que si l'Interdit étoit observé , & duroit , il n'en arrivât une infinité de desordres , rapportez dans le Chapitre *Alma mater*. La cinquième proposition porte , qu'on est excusé par une juste crainte , de l'observation de quelque Loi & Ordonnance humaines que ce soit , quand d'ailleurs elles seroient legitimes , justes , & obligatoires ; que c'est la difference qu'il faut mettre entre les loix Divines & Naturelles , & les loix Positives ou Humaines ; qu'une juste crainte excuse en plusieurs cas des loix humaines , & même des loix positives. La sixième Proposition , que la crainte de la mort , des tourmens , de la prison , de tout son bien ou de la plus grande partie , sont , selon les Canonistes , une juste crainte. La septième Proposition , que les Ecclesiastiques de l'Etat de Venise ont sujet de craindre la perte de leurs vies & de leurs biens , en observant l'Interdit , à cause de l'émotion populaire ; qu'ils ont encore à craindre que la devotion & la Religion ne se perdissent entièrement dans l'Etat de Venise. La huitième Proposition , que la puissance du souverain Pontife est bornée ; qu'elle ne s'étend pas à toutes sortes de sujets , ni de matieres , mais qu'elle est restreinte à la fin de l'utilité publique de l'Eglise , & qu'elle doit avoir la loi de Dieu pour regle ; Que quoique le Pape soit le Vicaire de Jesus-Christ , sa puissance est

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

limitée ; Que Jesus-Christ ne lui a pas communiqué la puissance qu'il avoit comme Dieu sur toutes choses , mais celle qu'il a exercée sur l'Eglise , & qu'encore il ne lui a pas donné dans toute sa plénitude , puisqu'il ne peut pas instituer des Sacremens comme a fait Jesus-Christ ; & qu'enfin le Pape ne peut user de sa puissance que pour l'édification. La neuvième Proposition est , qu'il n'est pas encore décidé , si la puissance du souverain Pontife est sujette aux Decrets des Conciles generaux , ou si elle est absoluë & indépendante. La dixième Proposition , que l'obéissance que le Chrétien doit au commandement du souverain Pontife , n'est pas absoluë en toutes choses , & qu'il en faut premierement excepter celles qui sont contre la loi de Dieu , dans lesquelles on pecheroit en lui obéissant. L'onzième Proposition , qu'il y a des choses qui ne sont pas contraires à la loi de Dieu , dans lesquelles l'homme est libre d'obéir , ou de ne pas obéir à l'Ordonnance du Pape ; qu'il n'est pas obligé de lui obéir dans les choses qui regardent la nature du corps , ni dans ce qui touche les biens temporels , mais seulement dans les choses spirituelles. La douzième Proposition , que personne ne doit obéir à aucun commandement qui lui est fait , qu'il n'ait premierement bien examiné s'il est convenable , legitime , & obligatoire , & qu'il faut qu'il soit persuadé qu'il n'est point contraire à la loi de Dieu , que son execution ne causera point de scandale , qu'il n'y a point d'erreur dans le commandement ; qu'il est fait pour une cause raisonnable. La treizième Proposition , que quoique le Pape assure que son commandement

est juste, le Chrétien n'est pas pour cela dispensé d'en examiner la justice, ou l'injustice. La quatorzième Proposition, que celui qui, ayant fait cet examen, ne se trouve pas par lui-même suffisamment éclairci, si le commandement est conforme ou contraire à la loi de Dieu, & s'il en naîtra du scandale, doit prendre conseil de gens éclairés, de bonne conscience, & soumis au Saint Siege Apostolique. De tout cela il conclut, que le Doge & la Republique de Venise ont été en droit d'examiner si l'Ordonnance du Pape étoit juste & legitime, & que les Prélats de l'Etat de Venise sont obligés d'examiner si l'Interdit est legitime, & si en l'observant ils ne causeront point de scandale & de trouble. La quinzième Proposition, que quand le Pape fulmine une Sentence d'Excommunication, ou d'Interdit, pour faire obéir à ses commandemens injustes qui excèdent son pouvoir, ou qui sont contraires à la loi de Dieu; cette Sentence contient une erreur intolérable, & est nulle & injuste, parce que l'excommunication ne peut être portée que contre ceux qui pechent mortellement, & qui sont contumaces; & en cas qu'elle soit portée contre ceux qui n'ont contrevenu à aucun juste commandement, elle est entièrement nulle suivant les Canonistes, dont on rapporte ici les autoritez. La seizième Proposition, qu'il est permis de s'opposer à une Sentence nulle & injuste, parce que c'est une violence qu'on peut repousser par la violence, que suivant Gerson, souvent cité dans cet Ecrit, ce n'est pas un mépris en effet de ne point obéir à ces sortes de jugemens, mais que c'est une liberté que l'on a de droit. La même

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

232 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

chose est prouvée par le témoignage de plusieurs Canonistes. La dix-septième Proposition est, que non seulement c'est un péché au Juge de prononcer une Sentence injuste & nulle, mais aussi aux Ministres de l'exécuter quand elle est notoirement telle : que c'est participer au péché d'autrui ; & qu'ainsi quand un Interdit est nul, tous les Clercs qui l'observent font une grande faute ; & que quand l'excommunication est nulle, ceux qui s'abstiennent de la communion de ceux qui sont injustement excommuniés, & ne les assistent pas dans les choses qu'ils feroient mal de leur refuser, s'ils n'étoient pas excommuniés, pechent, selon Navarre. La dix-huitième Proposition est, que le Prince contre qui on fulmine une excommunication nulle, pour n'avoir pas voulu obéir à une Ordonnance injuste, & dont on soumet l'Etat à un Interdit nul, peut employer son autorité & ses forces pour se défendre, parce que comme le Ministre de l'Evangile a droit de demander les choses nécessaires à la vie pour son ministère spirituel, & se défendre par les armes spirituelles contre ceux qui les lui voudroient ôter, de même le peuple qui a fourni ce qu'il doit de temporel, peut se maintenir dans la possession du spirituel, dont on s'efforceroit de le priver injustement ; que c'est un Contrat mutuel fait entre le peuple Fidele & les Ministres de l'Eglise, qui ne peut être détruit, & que le Prince est obligé de faire entretenir. La dix-neuvième & dernière Proposition est, que l'Interdit est une chose nouvelle dans l'Eglise, qui peut y apporter beaucoup de dommage s'il n'est employé avec discrétion. La preuve de sa nouveauté est, qu'il

n'en est point parlé ni dans l'Ecriture-sainte, ni dans les anciens Peres, ni dans les Recueils de Canons de Burchard, d'Yves de Chartres, ni de Gracien. Que la premiere mention qui en est faite, c'est dans une Decretale d'Alexandre III. donnée l'an 1170, ou environ. Que le chapitre *Miror* 17. question 4. ne parle point d'Interdit local, mais seulement des particuliers, qui ne sont pas reçus à l'Office divin ; Que quand on commença à établir l'Interdit, on défendit généralement l'administration de toutes les choses spirituelles, à l'exception du Baptême aux enfans, & de la Penitence aux mourans ; Que c'est ainsi qu'en parle Alexandre III. Que vers l'an 1200 Innocent III. accorda encore la Prédication & l'administration du Sacrement de Confirmation ; Qu'en 1230 Gregoire IX. donna la permission de célébrer pendant l'Interdit une Messe basse par chaque semaine ; Que depuis en 1245 Innocent IV. accorda la liberté d'administrer le Sacrement de Penitence aux Croisez & aux Etrangers, & permit aux Ecclesiastiques de célébrer l'Office divin à deux ou trois à basse voix ; Que Boniface VIII. ordonna en 1300, que la Penitence seroit administrée pendant l'Interdit, non seulement aux malades, mais encore aux sains qu'on célébreroit la Messe tous les jours, qu'on feroit l'Office divin à basse voix, huis clos, & sans son de cloche ; & que l'on célébreroit publiquement les portes ouvertes & avec son de cloche, les fêtes de Noël, de Pâques, de la Pentecôte, & de l'Assomption de la Vierge ; Que les mauvais effets de l'Interdit sont expliquez dans le chapitre *Alma mater*, de *Sentent. Excommunic. in 6.* & dans l'Extra-

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise*

Ecrits sur l'Interdit de Venise. vagante *Providet.* il est porté dans la première, que par ces sortes d'Ordonnances l'indevotion du peuple devient plus grande ; que les heresies pullulent ; que les âmes sont exposées à une infinité de perils, & que l'on se desaccoutume du respect & de l'obéissance qui sont dûs à l'Eglise. Et dans l'Extravagante, que les morts sont privés des suffrages en tout ou en partie ; que les vivans participent plus rarement aux Sacremens ; que la devotion des Fideles diminuë, les heresies pullulent, & les âmes sont exposées à des perils continuels.

Le Glossateur du chapitre *Alma mater*, remarque qu'après qu'on eût levé l'Interdit d'un certain lieu, les hommes âgés de trente ou quarante ans, n'ayant jamais vû dire de Messes, se moquoient des Prêtres qui celebrent. Dominique Soto celebre Docteur, observe aussi, que quoique l'Interdit serve d'un côté à faire peur aux excommuniés, il met de l'autre côté le Service divin en grand danger ; car non seulement le peuple desaccoutumé de le frequenter, en perd le desir & le sentiment, mais aussi le Clergé même devient paresseux de celebrer, ce qui cause beaucoup de dommage à la Religion, & rend le peuple sauvage & farouche. Pour obvier à ces desordres les Princes ont empêché l'execution de ces Interdits, quand ils ont été portés sans cause legitime ; ainsi l'an 1468 le Parlement de Paris ordonna que le Service divin seroit continué dans les Eglises de Nevers malgré l'Interdit de Paul II. contre cette Ville, & l'an 1488 le Parlement declara l'Interdit porté par Innocent VIII. contre Gand & Bruges, abusif. On sçait aussi combien Philippe le Bel & Louis XII. firent

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 235
peu de cas de l'Interdit porté contre eux ; sçavoir , contre le premier par Boniface VIII. & contre le second par Jules II. L'Auteur cite à cette occasion le Pere Louis Richeome Provincial des Jesuites , qui , dans son Apologie au Roi de France , louë la conduite de Louis XII. & la propose à tous les Rois comme un exemple à imiter ; assurant que tous les Sujets du Roi de France devroient la suivre s'il arrivoit que les Papes voulussent entreprendre quelque chose de semblable contre le Roïaume. Ce sont là les dix-neuf Propositions contenuës dans cet Ecrit de Fra-Paolo que nous rapportons de la maniere qu'elles s'y trouvent, sans vouloir les approuver , sçachant bien qu'il y en a plusieurs que l'on peut impugner.

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

Vers le même temps parut une Réponse d'un Theologien anonyme , faite par Jean Marsile Prêtre de Naples , à une Lettre qu'il suppose lui avoir été écrite , pour sçavoir de lui si la Sentence de Paul V. étoit valable , & si l'on devoit observer l'Interdit dans l'Etat de Venise. Marsile décide cette question par huit Propositions. La premiere , que la puissance qu'ont les Princes Seculiers dans leurs Etats , leur a été donnée de Dieu sans exception , ni limitation. La seconde Proposition , que nôtre Seigneur Jesus - Christ , quoique Roi des Rois, en qualité de Fils de Dieu, s'étant revêtu de nôtre chair mortelle , n'a point exercé de puissance temporelle , & que son Roïaume n'a point été de ce monde , comme il dit lui-même à Pilate ; Qu'il s'est enfui quand on l'a voulu faire Roi ; Qu'il n'a point voulu se mêler d'être Juge des differens civils ; Qu'il a reconnu

236 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

la puissance de Pilate , & qu'il a ordonné qu'on paiât le tribut au Prince. La troisième Proposition , que puisque Jesus-Christ n'a point exercé l'autorité de Prince , on ne doit pas croire qu'il l'ait laissée à saint Pierre , & à ses Successeurs qui sont seulement les Vicaires. La quatrième Proposition , que la puissance que Jesus-Christ a promise à saint Pierre sous la métaphore des clefs , est une puissance purement spirituelle qui ne regarde que le Roïaume des Cieux , & non pas ceux de la terre. La cinquième Proposition , que quoiqu'il y ait quelques gens qui tiennent que les biens & les personnes Ecclesiastiques sont de droit divin exempts de la Puissance Seculiere , l'opinion contraire que cela n'est que de droit humain , est meilleure , plus conforme à l'Ecriture , aux sentimens des saints Peres , & à l'Histoire. La sixième Proposition , que le Prince de Venise , Souverain dans sa Republique , faisant des Loix sur les biens Ecclesiastiques qui dépendent de sa domination , punissant des personnes Ecclesiastiques qui commettent des crimes graves & atroces , & faisant des dispositions touchant des biens qui n'appartiennent pas encore aux Ecclesiastiques , en se servant de l'autorité qu'il tient de Dieu immédiatement , dont il n'a jamais été dépouillé , à laquelle il n'a point renoncé , & dont il n'est point privé par un privilège accordé , ni par un decret accepté , mais dont il est en possession par une coutume de temps immemorial , ne peche point en l'exerçant. La septième Proposition , que la Republique de Venise n'est donc point en faute en faisant ce qui est exposé dans l'article précédent ; & que si elle est excommu-

niée, & les Eglises mises en interdit pour ce sujet, cette Sentence est nulle, non seulement par le droit positif, parce que l'on n'a point observé l'ordre prescrit dans le droit Canon; mais qu'elle est encore nulle de droit Divin, parce qu'on ne peut excommunier que celui qui est en faute. La huitième Proposition, que cette maxime de saint Gregoire, qu'il faut craindre la Sentence du Pasteur, soit qu'elle soit juste ou injuste, n'a point d'application dans le fait présent, parce qu'il y a bien de la différence entre l'injustice & la nullité d'une Sentence, que celle de Paul V. étant notoirement nulle, ce ne sont pas ceux qui ne l'observent pas, mais ceux qui la voudroient observer qui sont cause du scandale. Sur ces principes il exhorte celui à qui il écrit, de continuer à faire dans son Eglise toutes les fonctions qu'il y exerçoit avant la publication du Monitoire du Pape, & l'assûre qu'il pecheroit s'il omettoit de dire la Messe un jour de fête: il l'exhorte à ne point craindre où il n'y a rien à craindre, & à ne pas souffrir qu'on dise de lui, qui a toujours été fidele à son Prince & à sa Republique, *Les enfans de ma mere se sont élevez contre moi*; mais de suivre plutôt le précepte Apostolique, *Que tout homme soit soumis aux Puissances Superieures, non seulement par crainte, mais aussi pour satisfaire à sa conscience.*

Ce même Marsile dressa un Avis, ou un Vœu contraire à celui du Cardinal Baronius, & à la Parenese de ce Cardinal, dans lequel il declare qu'il est tres-offensé des paroles de ce Cardinal, qui commence par dire, que le ministere de S. Pierre est de paître & de tuer, *pasce & occidere.*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise*

238 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

Il reconnoît le premier, mais il ne peut comprendre comment on donne l'office de tuer à celui à qui Jesus-Christ a dit, *mettez votre glaive dans le fourreau*, quand il le tira par un zele inconsidéré, comme dit saint Augustin ; & comment accorder ces deux fonctions, celle de Pasteur & de loup, de conservateur & de dissipateur. Ecoutons, dit-il, là-dessus le sentiment des saints Peres ; la Glose remarque que Nôtre-Seigneur dit trois fois à saint Pierre, *Paissez mes brebis*, pour faire entendre que ceux qui ont soin des ames, doivent nourrir ceux qui leur sont soumis, de la parole de Dieu, par leur bon exemple, & autant qu'ils peuvent par des secours temporels ; mais quelques-uns, ajoute la Glose, changent ce *paissez* en *tondez*, parce qu'ils ont une grande passion de faire les exactions temporelles sur ceux qui leur sont soumis, & ne se soucient de les repaître des trois manieres que nous venons de rapporter. Saint Chrysostome dit sur ces paroles, pesez-les bien : *Paissez mes agneaux*, c'est-à-dire, mes Fideles, & non les vôtres ; traitez-les comme une chose qui m'appartient, & non pas à vous ; songez à les repaître, & non pas à vous nourrir comme faisoient ces Pasteurs d'Israël dont il est dit dans le Prophete Ezechiel, qu'ils se repaissoient eux-mêmes sans avoir soin de leur troupeau. Saint Augustin dit que ceux qui paissent les brebis comme étant à eux, & non pas comme étant à Jesus-Christ, sont convaincus de n'aimer point Jesus-Christ, & d'agir par la cupidité qui leur fait rechercher leur gloire, leur domination, & leur profit, & non pas par la charité pour obéir, pour soulager

les autres , & pour plaire à Dieu. Il prétend que ces paroles dites à saint Pierre , *immolez , & mangez* , n'ont d'application qu'aux Gentils que saint Pierre devoit réunir à l'Eglise ; & il prouve que c'est ainsi que les saints Peres les ont interprétées. Il cite ensuite le Decret du Concile de Trente , pour montrer qu'on ne doit porter une Sentence d'excommunication qu'avec beaucoup de précaution , & pour des choses de grande conséquence ; & reprend le Cardinal Baronius d'avoir poussé le Pape par son suffrage à fulminer sans raison , & précipitamment , une Sentence d'excommunication contre les Venitiens. Il répond aux exemples de Gregoire VII. & d'Alexandre III. que ce Cardinal avoit alleguez , & fait voir que ces deux Papes n'ont rien gagné par leurs excommunications. Il lui oppose ce qu'il a dit pour excuser saint Ignace Patriarche de Constantinople , qui n'avoit pas voulu obéir au jugement du Pape Jean VIII. qui l'excommunioit si dans trente jours il ne rappelloit les Evêques qu'il avoit ordonnez pour la Bulgarie ; que quoique ce Patriarche fût mort sans executer cet ordre , il n'en étoit pas moins saint , parce qu'il croioit défendre un droit qui lui appartenoit , & dont ses Prédecesseurs avoient été en possession ; prêt de l'abandonner s'il eût crû qu'il lui eût été permis de le faire. L'application est aisée à faire , & Marsile ne manque pas de tirer de cet aveu de Baronius tout l'avantage qu'il lui pouvoit donner.

Le Cardinal Bellarmin ne laissa pas sans réponse les Ecrits publicz pour la défense de la République de Venise , contre l'Interdit de Paul V. Comme la premiere piece qu'on lui avoit oppo-

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

l'écrit étoit le Traité de Gersôn de l'Excommunication , & l'Ecrit du même Auteur sur cette maxime , Que l'on doit craindre la Sentence du Pasteur , soit qu'elle soit juste , ou injuste. Bellarmin fit des Considerations tant sur la Préface que l'on avoit mise à la tête de ces deux Ouvrages , que sur les Propositions contenuës dans ces Ecrits. La premiere remarque qu'il fait sur la Preface , est que l'on y suppose faussement que ces deux Traitez ont été publiez à Paris , quoiqu'il soit notoire qu'ils ont été imprimez à Venise. La seconde est sur ces paroles , que l'Interdit a été prononcé contre la Republique de Venise , parce qu'elle défend son ancienne liberté qu'elle a reçüe de Dieu , sans la vouloir soumettre au jugement des autres. Là-dessus Bellarmin remarque qu'il y a de six sortes de libertez. Le Libre-arbitre opposé à la necessité naturelle ; la liberté chrétienne opposée à la servitude du peché ; la liberté civile opposée à l'esclavage ; la liberté d'une Republique opposée à la domination d'un Monarque ; la liberté d'un Prince absolu qui ne reconnoît point de Seigneur Superieur dans le temporel ; & enfin la liberté de mal faire , qui , selon saint Paul , est la servitude du peché. Il ne croit pas que l'Auteur de la Préface parle de la liberté naturelle , qui ne peut se perdre en aucune maniere , si ce n'est selon l'erreur des Luthériens , & des autres Heretiques. Qu'il ne peut pas non plus parler de la liberté chrétienne opposée à la servitude du peché , parce qu'elle ne se perd point en obéissant au Vicaire de Jesus-Christ , mais plutôt en ne lui obéissant pas : qu'il ne croit pas qu'il veuille parler de la liberté

berté civile, ni de la liberté de la République de Venise, parce que le Pape n'a point entrepris de rien changer dans la forme de leur gouvernement; Qu'il ne reste que la liberté de Prince absolu, qui ne reconnoît point de Supérieur dans les choses temporelles dont l'Auteur puisse parler; mais qu'on ne peut pas dire qu'elle soit violée, parce que le Pape Paul V. excommunie les Chefs de la République de Venise qui ne veulent pas révoquer des Loix injustes & impies, préjudiciables à l'Eglise, qui offensent Dieu & le prochain; Qu'on ne peut nier que le Pape, comme Pasteur universel, n'ait droit de reprendre les pechez des Princes & des Républiques, & de les contraindre à obéir par des Censures Ecclesiastiques; Que le Pape saint Gregoire reprit fortement l'Empereur Maurice d'une Loi qu'il avoit publiée, laquelle étoit préjudiciable au Service divin; & qu'Innocent III. declare ouvertement que le Pape a droit de juger des pechez de tous les Princes du monde, en disant qu'il n'a point intention de juger du fief, mais du péché, dont la punition lui appartient contre qui que ce soit; Qu'il peut reprendre tout Chrétien de péché mortel, & que s'il ne tient compte de sa reprimende, il peut se servir contre lui des Censures Ecclesiastiques. Il cite aussi l'Extragante *Unam sanctam*, & dit enfin que le Souverain Pontife ne doit point à la vérité se mêler du gouvernement temporel des Princes quand ils usent bien de leur pouvoir; mais que quand ils s'en servent d'une manière qui porte préjudice à leur salut, à celui de leurs peuples, & à la Religion Chrétienne, ils peuvent & doi-

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

*Histoire
de l'Inter-
dit de Ve-
nise.*

242 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

vent y mettre la main , & les redresser ; quiconque ne le croit pas , n'est point Catholique ; Que si l'on dit que les Loix de la Republique ne contiennent rien de préjudiciable à l'Eglise , & que la Republique n'a point peché en les faisant ; c'est au Pape à en juger , comme il appartient au Juge Ecclesiastique de juger s'il y a usure dans un Contrat civil. Il reprend l'Auteur de la Préface d'avoir supposé que les Censures du Pape avoient été fulminées injustement ; il prétend au contraire , que la justice de la Sentence du Pape est notoire , & approuvée de tout le monde. Il prétend encore que l'Auteur de la Préface , qui avoit cité le Decret du Concile de Trente touchant les excommunications , ne l'entend pas , & que le Concile a si peu voulu laisser aux Seculiers la liberté de juger si les excommunications étoient portées pour des choses legeres , ou non ; qu'il declare qu'il n'est pas permis à quelques Magistrats que ce soit , de défendre aux Juges Ecclesiastiques d'excommunier quelqu'un , ou de lui ordonner de revoquer l'excommunication qu'il auroit portée sous prétexte qu'il n'auroit pas observé ce qui est contenu dans le Decret du Concile. Il remarque ensuite sur Gerson , que l'on ne peut pas nier que ce ne soit un Docteur de science & de pieté ; mais il dit que le malheur des temps , & la longueur du Schisme de l'Eglise de Rome , ont engagé ce Docteur , avec quelques autres , d'avoir des sentimens desavantageux à la puissance du Saint Siege ; parce que voulant remedier au Schisme par le moyen du Concile general , & obliger les Papes de diverses Obediences de sou-

mettre leurs droits prétendus au jugement du Concile ; ils ont trop exalté l'autorité du Concile , & beaucoup abaissée celle du Souverain Pontife , ce qui les a fait tomber , à ce qu'il pense , dans des erreurs manifestes contraires à la sainte Ecriture , & à l'opinion commune des Theologiens ; ainsi il prétend que l'autorité de Gerson n'est d'aucune considération dans ce qui concerne la puissance du Pape. Il blâme ensuite le dessein de celui qui a donné ces Traitez au public , qui est d'ôter la crainte qu'on doit avoir des excommunications du Pape. Après avoir fait ces notes sur la Préface , il examine les Considerations de Gerson ; il avoue qu'il y en a plusieurs qui sont veritables , mais il prétend qu'elles n'ont point d'application à la question presente ; il en rejette quelques autres , & particulièrement la huitième , qui est de l'autorité du Concile au-dessus du Pape. Il avoue qu'on ne doit pas obéir aux Ordonnances des Papes , qui sont manifestement contraires à la loi de Dieu , & à la justice ; mais il prétend que les Considerations de Gerson ne peuvent avoir lieu dans les autres cas , & il le blâme de ce qu'il a dit que l'on peut se servir de sa force & de son jugement , pour s'opposer aux excommunications injustes , & traite cette doctrine de pernicieuse , & capable de faire naître une infinité de scandales en soumettant la justice , ou l'injustice des excommunications au jugement des particuliers. Sur le second Ecrit il remarque que Gerson n'a pas bien pris le sens de cette maxime , Qu'il faut craindre les Sentences , même injustes , du Supérieur , en y ajoutant qu'il les faut observer , ce

*Ecrits sur
l'Incrédulité
de Venise.*

qui est bien different, & en prenant ce qui est dit de la peine portée par la Sentence, pour le commandement même ; Que quand elle s'entendrait du commandement, ce commandement peut être ou manifestement bon, ou manifestement contraire à la parole de Dieu, & peché, ou douteux ; Que dans le premier cas, il n'y a pas de doute qu'il faut craindre & observer le commandement ; Que dans le second, il est vrai qu'il ne faut ni observer, ni craindre le commandement, mais qu'on peut craindre la peine ; & enfin que quand il est douteux, si le commandement est bon ou mauvais, il faut s'en rapporter au jugement de ses Superieurs, suivant la doctrine des saints Peres.

Bellarmin répondit aussi fort amplement aux dix-neuf Propositions contenuës dans le Traité de l'Interdit. A la premiere, qu'il étoit vrai que le commandement des Superieurs n'oblige que quand il est publié ; mais qu'il n'est pas nécessaire que les Decrets des Papes soient publiez dans tous les lieux où ils doivent être observez, & qu'il suffit qu'ils soient publiez dans quelque endroit d'où la connoissance en puisse venir aux autres lieux, ce qu'il prouve par le texte d'Innocent III. tit. *de Postulat. Pralat. cap. 1. ad hac* : où il est dit, qu'un Evêque de France ne pouvoit pas s'excuser de n'avoir point observé un Interdit, sur ce que cet Interdit ne lui avoit point été dénoncé, parce qu'il suffisoit que la Sentence de l'Interdit eût été publiée solennellement, & publiquement en presence de plusieurs, par un Cardinal ; & qu'il n'est pas nécessaire de prononcer, ou de faire sçavoir à tous la

Sentence de l'Interdit par des Lettres particulières , afin qu'on soit obligé de l'observer ; mais qu'il suffit qu'on sçache qu'elle a été portée solennellement , & promulguée publiquement. Il prétend que quand les Papes font une Constitution generale , les peuples n'ont pas la liberté de l'accepter , ou de ne la pas accepter ; & que tout ce qu'ils peuvent faire , est de faire sur ce sujet des remontrances au Pape , & lui exposer les difficultez qu'il y auroit dans l'exécution , sur lesquelles le Pape peut les dispenser de l'observation de la Loi generale. A l'égard des Decrets du Concile de Trente , il soutient qu'ils sont suffisamment publiez par tout , par la seule publication qui a été faite à Rome sous Pie IV. & que si celui des mariages clandestins n'est pas observé dans les lieux où il n'a point été publié , c'est parce que ce Decret porte expressement , qu'il n'aura lieu que trente jours après la publication qui sera faite dans chaque Paroisse. A la seconde Proposition ; que l'Interdit du Pape a été suffisamment publié , parce qu'il l'a été solennellement à Rome , & qu'on ne peut pas nier qu'il ne soit sçu dans les Etats de Venise. A la troisième Proposition , qu'il y a deux sortes de scandales , le scandale actif ou pris , & le scandale passif ou donné ; que si le commandement du Supérieur étoit scandaleux de lui-même , on ne devroit pas l'observer ; mais que si c'est une bonne œuvre & necessaire , qui soit ordonnée , on doit l'exécuter nonobstant toutes sortes de scandale & de trouble , & que ce n'est pas aux inférieurs à juger si la Sentence du Pape doit causer du scandale ou non. A la quatrième Proposition :

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

que l'Interdit est à la vérité une peine fâcheuse ; & qui entraîne beaucoup de maux après soi , mais qu'elle est quelquefois nécessaire , & que le Pape l'emploie , comme les Medecins , le fer & le feu pour les maux que l'on ne peut guérir autrement ; & les Juges Seculiers , les supplices & les tourmens corporels pour punir les coupables ; Qu'enfin ce n'est pas le Pape qui est cause de ce scandale & de ces troubles , mais que ce sont ceux qui ne veulent pas lui obéir. A la cinquième Proposition ; quand en violant les loix humaines , on viole aussi le précepte divin & naturel , il n'y a aucune crainte qui puisse excuser. Si quelqu'un , par exemple , étoit forcé par les Heretiques de manger de la viande un Vendredi pour preuve du mépris qu'il feroit de la Religion Catholique , il n'y a point de crainte qui l'excusât s'il le faisoit ; Que de même , quoique l'Interdit du Pape soit une Censure humaine , il n'y a point de crainte qui puisse excuser ceux qui ne l'observent pas , quand celui qui oblige de le violer , le fait par mépris de l'autorité Ecclesiastique , parce que c'est un précepte divin de ne pas mépriser cette autorité. Bellarmin accorde la sixième Proposition ; & conteste les faits alleguez dans la septième. Il passe aussi la huitième Proposition , avec quelque explication. Sur la neuvième il soutient , que la question de la supériorité du Pape au-dessus du Concile , a été décidée par le dernier Concile de Latran , qu'il assure être general. Il passe la dixième Proposition ; & remarque sur l'onzième , qu'on n'est pas seulement obligé d'obéir au Pape dans les choses qui sont prescrites par la Loi de Dieu , mais aussi

dans celles qu'il commande, qui ne lui sont pas contraires. Il se récrie fort contre la douzième Proposition, & prétend qu'à moins que le précepte du Supérieur ne soit manifestement contraire à la Loi de Dieu, il faut obéir sans examen. La treizième Proposition n'étant qu'une suite de la précédente, n'a pas besoin de solution particulière. A la quatorzième il répond, qu'on ne doit consulter les Théologiens que dans le doute, si ce qu'on fait est compris dans la défense du Supérieur, & non pas sur la validité de la Loi. Il accorde la quinzième Proposition, que quand la Sentence du Pape contient une erreur intolérable, qu'elle est nulle, injuste, & contraire à la Loi de Dieu, on ne la doit pas observer; mais il nie que cela convienne à la Sentence d'Interdit de Paul V. Il nie dans la réponse à la seizième Proposition, que tout abus d'autorité soit une violence; & soutient que ce n'est pas aux inférieurs à examiner si le Supérieur abuse de son autorité, ou non. Il accorde le principe de la dix-septième Proposition, & nie l'application qu'on en fait. Il passe encore la dix-huitième, & ne conteste que le fait. Sur la dernière Proposition il remarque que quand on n'auroit point d'exemple d'Interdit avant Alexandre III. on ne devroit pas dire pour cela que c'est une nouveauté, puisqu'il y a déjà plus de quatre cens ans qu'il est en usage; mais que cent ans avant Alexandre III. Grégoire VII. avoit prononcé contre la Pologne un Interdit qui fut observé pendant trois ans, & que long-temps avant ce temps-là Grégoire de Tours fit mention d'un Interdit de la Ville de Rouen, à cause du meur-

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

tre commis en la personne de Prétextat Evêque de cette Ville. Il croit même qu'on peut l'autoriser par l'autorité de saint Augustin , qui non seulement interdisit au Comte Boniface l'usage de la communion , mais fit encore défense que l'on reçût à l'Autel les oblations de toute sa maison. Il ajoute que quoique ce Saint n'approuve pas l'usage de l'Interdit local dans son Epître 185 , il fait neantmoins connoître que l'Interdit personnel se pratiquoit de son temps. Enfin il dit que si les Interdits n'ont pas été quelquefois observez , ils l'ont été en beaucoup de rencontres.

Bellarmin fit encore une réponse à l'Ecrit intitulé : *Réponse d'un Docteur en Theologie à son ami , sur l'Interdit de Paul V.* Après s'être plaint dans la Préface , de ce que les Venitiens souffrent qu'on imprime pour leur défense des Livres sans nom d'Auteur , ni d'Imprimeur , ni d'Approbation pour les Superieurs , contre l'ordre établi par le Concile de Trente ; il examine les huit Propositions de l'Auteur de cet Ecrit. Il trouve que la premiere contient deux erreurs évidentes , en ce qu'elle fait dépendre la puissance des Princes Seculiers immédiatement de Dieu ; & la seconde , en ce qu'il dit qu'il n'y a point d'exception ; car , dit-il , si ce mot d'exception tombe sur les Sujets , la proposition est erronée , parce que les Clercs sont exempts de la juridiction des Princes Seculiers , non seulement par le droit humain , comme tout le monde en convient , mais encore par le droit divin ; & que si ce terme , *sans exception* , tombe sur la puissance , la proposition est heretique , parce

qu'il n'y a point de puissance de Prince Chrétien qui ne soit soumise à la puissance du Vicaire de Jesus-Christ, qui est le Pasteur universel de tous les Chrétiens ; Qu'elle est aussi heretique si on l'entend sans exception, d'affaires, & de cas, parce que, selon l'Ecriture sainte & les saints Conciles, les choses spirituelles ne sont point soumises aux Laiques, mais aux seuls Ecclesiastiques. Quant au terme, *immédiatement*, si on l'entend en general de la puissance qu'ils ont reçue de Dieu de commander à leurs Sujets, la proposition est veritable, & personne ne la nie ; mais que si on l'entend en particulier de la puissance de tels Princes sur tels Sujets, elle est fautive, parce que les Princes ont ce droit par élection, succession, donation, ou autre titre humain, par lesquels ils ont le pouvoir de commander. Il n'en est pas de même du Pape qui a immédiatement de Dieu le pouvoir sur tous les Chrétiens ; que pour cette raison le Pape ne peut pas aliéner une partie de sa primauté, & qu'il n'y a aucune autorité qui la puisse diminuer, au lieu que les Princes peuvent aliéner leur domaine, & que les Etats peuvent changer de forme ou de gouvernement. Il se sert de cette distinction pour répondre aux passages des Peres, alleguez par l'Auteur. Il avoue que les Ecclesiastiques sont obligez d'observer les Loix civiles qui ne sont pas contraires aux Loix Ecclesiastiques, parce que l'Eglise, dans le cours des choses temporelles, a adopté, pour ainsi dire, les Loix Imperiales ; & que s'ils y contreviennent, ce n'est pas aux Princes, mais aux Superieurs Ecclesiastiques à les punir. Pour montrer que Justinien

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

250 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
n'est pas le premier Auteur de l'exemption des Clercs ; il allegue les Canons des Conciles de Chalcedoine, d'Agde, de Carthage, & de Mileve, qui défendent aux Clercs de se pourvoir par-devant les Juges Seculiers : bien loin que Justinien ait favorisé l'Eglise, il entreprit sur ces droits, en se mêlant même de faire des Loix sur les choses sacrées & spirituelles ; Que depuis cet Empereur les Conciles, comme le troisieme de Tolède, ont défendu aux Ecclesiastiques de se laisser juger par des Magistrats Seculiers ; Que Frederic II. a revoqué toutes les Loix de Justinien contraires à l'immunité Ecclesiastique, & qu'il les a declarez exempts de la jurisdiction des Juges Seculiers, tant en matiere civile que criminelle : & que l'Empereur Basile annula une Loi qui avoit été faite au préjudice de la liberté Ecclesiastique par l'Empereur Nicephore ; Que longtemps auparavant, Constantin avoit déclaré aux Evêques qu'ils avoient le pouvoir de juger les Princes, mais que pour eux ils ne pouvoient pas être jugez par les hommes ; ce qu'on ne doit pas expliquer comme avoit fait l'Auteur de cette Réponse, de la simple & bonne volonté de ce Prince envers les Evêques, mais d'un droit effectif ; Qu'il est vrai que cet Empereur les renvoie au jugement de Dieu, parce qu'ils tiennent la place de Dieu, & qu'il n'appartient pas aux hommes de juger les Dieux ; mais qu'il ne s'en suit pas de là, qu'en prenant ces paroles à la rigueur, les Ecclesiastiques ne soient pas Jurisdiciables de leurs Superieurs Ecclesiastiques, parce qu'à cet égard les Superieurs tiennent la place de Dieu, & que c'est toujours Dieu qui

les juge quand ils sont jugez par son Vicaire, qui juge aussi les Princes ; Que le même Empereur Constantin ne voulut point juger Cecilien Evêque de Carthage, accusé par les Donatistes, mais qu'il manda au Pape Miltiade de le juger ; & que s'il prit enfin connoissance de cette affaire, ce ne fut que par nécessité, & pour confondre les Donatistes. Bellarmin conclut que les Ecclesiastiques ne sont sujets aux Princes Seculiers par aucun droit, & que les Laïques leur sont soumis par un droit humain ; Qu'il est vrai, selon saint Paul, que toute Puissance vient de Dieu, mais que c'est médiatement ou immédiatement ; & que quand il dit que celui qui résiste aux Puissances, résiste à l'ordre de Dieu, c'est seulement dans les choses qu'elles ont droit de commander, & non pas dans celles qui ne leur appartiennent pas. Il soutient enfin que l'Eglise a le pouvoir du glaive, & que si elle ne l'exerce pas, c'est par un esprit de douceur, & parce qu'elle remet aux Princes Seculiers le pouvoir de l'exercer par son ordre.

Bellarmin passant à la seconde Proposition de l'Auteur, prétend que Jesus-Christ, comme homme, étoit le maître temporel de toutes choses ; & que s'il n'a pas exercé cette puissance, c'est pour donner l'exemple d'humilité, & de puissance aux hommes ; Que Pilate n'avoit aucune juridiction sur lui, & que ce n'étoit que par ce qu'il ignoroit la qualité de Jesus-Christ, qu'il entreprenoit de le juger ; Que si Jesus-Christ avoit payé le tribut à Cesar, ce n'étoit pas qu'il y fût obligé personnellement, mais seulement pour apprendre que ceux qui y sont obligez le

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

doivent paier ; que de dire le contraire , c'est une erreur condamnée dans Marsile de Padoue par Jean XXII.

Sur la troisième Proposition ; que Jesus-Christ n'a point laissé à saint Pierre & à ses Successeurs, en qualité de ses Vicaires , l'autorité sur les choses temporelles. Bellarmin remarque que cette question ne fait rien à la controverse présente , parce que quand le Pape n'auroit pas une puissance directe sur les choses temporelles , il l'a indirecte ; & que c'est de cette manière qu'il a institué les Electeurs , & transféré l'Empire à Charlemagne.

La quatrième Proposition , que la puissance du Pape est entièrement spirituelle , est avouée par Bellarmin ; mais avec cette condition , que cette puissance spirituelle est supérieure à la temporelle , & qu'elle a une juridiction absolue sur tous les Chrétiens.

Dans la réponse à la cinquième Proposition , il soutient que l'immunité Ecclesiastique n'est pas seulement de droit humain , mais de droit divin.

Dans la réponse à la sixième , il conteste au Doge de Venise la Souveraineté , qui ne reconnoît que Dieu pour Supérieur ; & il soutient qu'il n'a point de droit sur les personnes , ni sur les biens Ecclesiastiques ; Que quelque possession qu'il puisse alleguer , il ne peut s'en prévaloir , parce qu'elle est contre la vérité , contre la charité , & contre la justice , & que les Loix qu'on a nouvellement faites , sont manifestement abusives.

Sur la septième Proposition il dit , que la Sen-

tence d'Interdit portée par Paul V. n'est point nulle, faute de Monitions, puisqu'il a observé les trois termes de Monitions de huit jours en huit jours, & qu'elle a pour fondement legitime les Loix injustes faites au préjudice de l'Eglise, l'emprisonnement de personnes Ecclesiastiques, & la désobéissance formelle au Souverain Pontife.

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

Dans la réponse à la dernière Proposition, sur ces paroles de saint Gregoire : *Que la Sentence du Pasteur, quoiqu'injuste, est à craindre*, que l'on dit avec Navarre ne devoir pas s'entendre d'une Sentence nulle ; il répond que c'est une illusion de faire dépendre la validité ou l'invalidité d'un jugement, de l'opinion qu'en a celui qui est condamné. La question dont il s'agit concerne la liberté de l'Eglise qui est de droit divin ; que quoique dans son origine elle ne regarde pas la Foi, on a avancé du côté de la Republique des erreurs en matiere de Foi. Après quelques autres remarques sur le même sujet, pour persuader que l'immunité Ecclesiastique est de droit divin, il exhorte la Republique de Venise à se soumettre au Pape, & lui rapporte pour exemple Boleslas Roi de Pologne, excommunié par Gregoire VII. & son Roïaume mis en interdit, qui, n'ayant pas voulu se repentir, fut méprisé de ses Sujets qui se revolterent contre lui, & obligé de se sauver pour courir errant dans les forêts, où il fut dévoré par ses propres chiens. Il ajoûte celui de Louis de Baviere Empereur, qui, ayant méprisé les Censures de Jean XXII. & de Benoît XII. mourut subitement tout à cheval, sans avoir pû recevoir l'absolution de ses pechez, ni de ses Censures.

254 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

Fra-Paolo & Jean Marsile repliquèrent aux Réponses du Cardinal Bellarmin ; l'un par une Apologie contre les oppositions faites par ce Cardinal sur le Traité de Gerson, de la validité des Excommunications ; & l'autre par une Défense assez ample, dans laquelle il insere les Propositions, la Réponse de Bellarmin, & sa Défense. Comme Marsile mit son nom à cette Défense, & se declara par là Auteur des huit Propositions ; il fut cité à Rome par des Lettres Monitoriales du Procureur Fiscal du Tribunal de l'Inquisition, contre laquelle citation il fit une Protestation, Que lui étant défendu de sortir les Etats de Venise sous peine de la mort, & n'y aiant pas de sureté pour lui à Rome, ni passage libre pour y aller, & que les Juges du Tribunal de l'Inquisition de Rome lui étant suspects, parce qu'il avoit écrit pour la cause de la Republique de Venise contre les Censures fulminées par Paul V. il declaroit qu'il étoit prêt de comparoître en tous lieux, & devant tous Juges non-suspects, pour y rendre compte de sa foi, qui est celle de l'Eglise Catholique & Romaine, contenuë dans la Profession de Foi de Pie IV. qu'il a souvent faite, & qu'il est prêt de soutenir jusqu'à l'effusion de son sang, protestant de nullité de tout ce qui pourroit être fait au préjudice de cette declaration par la Cour Romaine, ou par le Tribunal du Saint Office. Il presenta cet Acte au Tribunal de l'Inquisition de Venise le 9 Septembre 1606. Nonobstant cette Protestation il fut déclaré excommunié par le Tribunal de l'Inquisition de Rome, & la Sentence publiée. Les Ecrits de Fra-Paolo furent aussi condamnez à Rome ;

& il y fut lui-même cité par un Monitoire du 30 Octobre, aussi-bien que Fra-Fulgentio. Ils firent l'un & l'autre des Protestations & des Exceptions contre ces Citations, qu'il presenterent au Senat de Venise. Bellarmin fit des Repliques aux Réponses de Fra-Paolo & de Marsile, qui dégènerent, comme la plupart de ces sortes d'Ouvrages, en contestations personnelles, & en répétitions de ce qui avoit déjà été dit.

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

Les Etrangers, & particulièrement les François, entrèrent dans la cause des Venitiens, & firent quelques Ecrits pour leur défense. On a une Lettre anonyme sous le nom d'un franc Gaulois à Philenete, pour la liberté de l'Etat & de la Republique de Venise, écrite en latin, pleine de bons sens & de bons principes : Dont l'Auteur, après avoir remarqué qu'il faut espérer que le Roi de France reconciliera le Pape & les Venitiens, porte son jugement sur les trois Loix des Venitiens qui faisoient le sujet du différent. Il proteste d'abord qu'il ne veut point déroger à la sainteté, à la dignité, à l'honneur, & à l'autorité du Saint Siege Apostolique, & du Souverain Pontife. Ensuite il établit pour principe, que c'est Dieu qui est l'Auteur de la distribution des Roiaumes, que les Rois & les Princes ne dépendent que de Dieu, & qu'ils ont reçu immédiatement leur autorité de lui. Cela supposé, il dit qu'en France, & même dans les autres Roiaumes, les Communautéz Ecclesiastiques & les Religieux, ne peuvent point posséder de biens immeubles sans la permission du Prince, ce qu'on appelle Lettres d'Amortissement. Qu'on ne peut pas douter que la Republique de Venise, qui

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

jouit depuis long-temps du droit de Souveraineté, n'ait le même droit. Pour l'autoriser il cite un passage de Jacques Capelle Avocat General, qui fait voir que les Ecclesiastiques ne peuvent point posséder de Fiefs, ni de biens sans la permission du Roi ; & il ajoute l'autorité d'Yves de Chartres, qui cite saint Augustin contre un Clerc qui disoit : » Qu'y a-t-il entre le Roi & moi ? » Pourquoi donc, lui dit-il, avez-vous des biens ? » Ce n'est que par le droit des Rois qu'on les possède ; si vous renoncez à ce droit, il faut que vous renonciez à vos biens ? Cela paroît suffisant à nôtre Auteur pour justifier la premiere Loi. Sur la seconde il remarque, que les anciens Chrétiens ont retenu beaucoup de choses des coutumes des Païens ; par exemple, que comme l'usage étoit parmi ceux-ci, que les Temples fussent dédiés par les Magistrats, on a observé quelque chose de semblable parmi les Chrétiens, & qu'avant que de bâtir des Temples il falloit en obtenir la permission des Princes ; & que le Pantheon ne fut consacré qu'après le consentement de l'Empereur Phocas ; Que l'Eglise de S. Germain des Prez fut bâtie par l'autorité du Roi Childibert ; que la plûpart des autres Eglises de France ont été aussi construites par nos Rois ; & que la grande Eglise de saint Marc à Venise a été bâtie par le Doge Sebastien Ziano : qu'au lieu de se plaindre de ce que le Senat avoit défendu qu'on ne bâtît d'Eglise sans son consentement, on auroit lieu de se plaindre du grand nombre d'Eglises, comme a fait Pierre d'Ailli dans le Livre de la Reformation qu'il presenta au Concile de Constance. A l'égard de la troisième Loi, il soutient

nent qu'il est aisé de la défendre par l'autorité des Apôtres, & par l'avis des Docteurs en Theologie, & en Droit Canon ; Que saint Pierre dit qu'on ne doit point souffrir parmi les Chrétiens, d'homicides, de voleurs, de calomniateurs, &c. Que le Concile de Mâcon tenu sous le Pape Pelage II. défendant aux Juges Seculiers d'attenter à la liberté des Ecclesiastiques, excepte les causes criminelles, d'homicide, de larcin, de malefice ; Que S. Paul soumet generally tous les Chrétiens à l'autorité des Puissances Seculieres ; Que l'Eglise eut recours à l'Empereur Aurelien pour chasser Paul de Samosate de son Eglise ; Que Constantin le Grand donna des Juges à S. Athanase, sur le meurtre d'Arsenius dont cet Evêque étoit accusé ; Que sous Constant & Constance, Etienne d'Antioche avoit été accusé de violence, & jugé à la Cour de l'Empereur ; Que quand Timothée Elurus Patriarche d'Alexandrie fut accusé d'homicide, les Evêques dirent qu'il falloit proceder contre lui suivant les Loix, parce que les crimes dont il étoit accusé n'étoient pas du ressort du Tribunal Ecclesiastique, & que c'étoit à l'Empereur à les juger ; Que l'Empereur Zenon condamna les Patriarches d'Alexandrie & d'Antioche ; l'un parce qu'il avoit osé exposer faux à Sa Majesté, & l'autre parce qu'il tenoit le parti de Basilisque ; Que dans le Decret de Gratien on rapporte un passage de saint Augustin, qui porte que les mauvais Clercs étoient livrez à la Cour, c'est-à-dire, pour être jugez par les Magistrats Seculiers ; Que Justinien défendant qu'on ne fît venir un Evêque devant les Magistrats Seculiers, met cette exception, Si ce n'est par le

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

258 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
commandement de l'Empereur , se reservant toujours ainsi le droit Souverain ; Qu'en France les Clercs sont soumis à la juridiction du Prince pour les cas privilegiez ; Qu'en Espagne même , le 12. Concile de Toledé ordonne qu'ils seront enlevez des Eglises pour être conduits aux Princes ; Qu'il est utile à l'Eglise que l'on punisse les Clercs qui sont criminels , & qu'il n'appartient point aux Juges Ecclesiastiques d'exercer la Justice Seculiere ; Qu'en France les jugemens capitaux sont exercez par les Magistrats Seculiers ; Que les Peres de l'Eglise conviennent qu'il n'est permis qu'aux Juges Seculiers de condamner à la peine de mort , & que les Clercs ne peuvent point revendiquer les criminels quand il s'agit de crimes énormes ; Qu'au reste il ne s'agit pas seulement dans cette contestation du droit des Venitiens, mais de celui de tous les Rois ; Qu'il faut esperer que le Pape éclairci, reviendra de ses préventions ; Qu'il revoquera ses Censures , & qu'il reconnoîtra leur droit ; Que quoiqu'il en arrive, ils ne doivent point perdre courage , ni s'abattre , mais qu'il faut qu'ils s'adressent avec confiance au Trône de la Grace pour trouver misericorde & faveur , dans un secours opportun. Il y a lieu de croire que cette Lettre est de Richer. L'Autcur y rejette comme supposées , toutes les Decretales attribuées aux anciens Papes avant Sirice ; & c'est peut-être le premier monument des derniers temps où on les ait rejetées.

Le celebre Jacques Leschassier fit aussi une Consultation sous le nom d'un Parisien , touchant le different qui étoit entre Paul V. & la

Republique de Venise. Il y établit pour fondement, que toute l'Italie s'est toujours gouvernée suivant le Droit Romain. Il montre ensuite que l'ancienne Eglise étoit gouvernée par le Code des Canons de l'Eglise Universelle, qu'il a le premier rétabli. Il fait voir ensuite, que suivant les anciens Canons, les Ecclesiastiques ne peuvent connoître que des crimes Ecclesiastiques, & non des crimes qui intéressent le public. Il prétend que la Constitution d'Heraclius accorde seulement à l'Evêque de Constantinople, le privilege de connoître des causes criminelles des Clercs qui se trouvent à Constantinople, & à condition de les remettre entre les mains des Magistrats Seculiers après les avoir déposés. Il fait voir ensuite par quels degrés les Evêques se sont arrogés le jugement des causes criminelles des Clercs. Ils ont commencé par la dégradation : coutume qui ne vient point de l'ancien Code de l'Eglise Universelle, ni de celui de l'Eglise Romaine, mais qui s'est établie à l'exemple de l'exautoraton militaire ; Que l'usage étoit, premierement, de les livrer à l'Evêque pour les dégrader après qu'ils avoient été condamnés par le Magistrat civil ; Que cela donna occasion aux Evêques de revoir le procès, & d'examiner si les Clercs étoient bien condamnés ; & que Justinien autorisa cette pratique, en ordonnant par la Nouvelle 131, que si l'Evêque ne trouvoit pas le crime bien prouvé, le Magistrat & l'Evêque lui en écrivoient, afin que sur leur relation il ordonnât ce qu'il jugeroit à propos ; Que par le Code Theodosien (que l'Italie a toujours tenu) les Clercs étoient obligés de répondre devant

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

les Magistrats Seculiers quand ils y étoient cités dans les causes civiles par Procureur, & en présence dans les criminelles ; & qu'ainsi la République de Venise ne fait que maintenir cet ancien droit. Quant au second point du différent qui regarde les Eglises, l'Auteur fait voir que dans l'ancienne Eglise les Evêques étoient élus par le commun suffrage des Fideles, entre lesquels les Princes & les Magistrats tiennent le premier lieu. Il ajoute que par les Capitulaires des Empereurs d'Occident, il étoit défendu de faire un Clerc ou un Moine sans le consentement du Prince, d'où il conclut qu'à plus forte raison le Senat de Venise a pû défendre de bâtir des Eglises sans sa permission. Il avoue que l'on doit reconnaître le Souverain Pontife comme Chef des Eglises, & le Prince des Evêques. Mais il marque en même temps que chaque Eglise doit se choisir ses Clercs ; qu'une Ville n'a pas de droit sur une autre Ville, ni un Diocèse sur un autre Diocèse. Il explique ici les quatre degrez de dignité Episcopale ; les Evêques, les Metropolitains, les Patriarches, & le Patriarche Oecumenique, qui est l'Evêque de Rome. Il prétend que la puissance ordinaire du Pape ne s'étend, selon Rufin, que dans les Provinces suburbicaires qu'il borne à quatre ; scavoir, celle qui étoit sous la juridiction du Préfet de la Ville de Rome, la Campanie entiere, le Picenum suburbicaire, & la Toscane suburbicaire ; hors desquelles, & même du Diocèse entier de Rome, les Etats de Venise sont situez. Enfin il justifie la dernière Loi, qui fait défense de donner aux Ecclesiastiques des biens immeubles par les mê-

mes principes. Il fait voir qu'elle est conforme à l'ancien droit Ecclesiastique, qui ne consideroit les Evêques que comme des Oeconomés des biens Ecclesiastiques. Et par les Nouvelles de Justinien qui font de semblables défenses, il montre qu'anciennement le Clergé ne gardoit pas les biens immeubles qui lui étoient donnez, mais les vendoit pour les distribuer, quoique par le droit nouveau, & par la Nouvelle de Justinien, il leur soit défendu d'aliéner les biens dont ils sont possesseurs; il remarque que cette dernière Loi a fait plus de tort que de bien aux Ecclesiastiques, & qu'elle a refroidi la charité des Fideles. Qu'ensuite les Ecclesiastiques se sont servis de divers moyens pour faire passer les biens des Laïques en leurs mains; & que ce desordre est devenu si grand, que les Princes Chrétiens ont été obligez de regler la quantité de biens qu'ils pourroient posséder, ce que le Senat de Venise a fait par nécessité. Après avoir ainsi justifié les Loix des Venitiens, il declare que s'ils ont été excommuniés pour ce sujet, les Apôtres & les SS. Peres, Auteurs des Canons, ont été excommuniés avec eux. Cet avis est du premier Decembre 1606.

*Ecrits sur
l'Interdi-
de Venise*

Il y eut encore quantité d'autres Ecrits faits pour la défense de la Republique par des Theologiens & des Jurisconsultes de Venise. Un des plus considerables est celui de Jérôme Vendramene Curé de saint Maurice de Venise, sous le titre de Disquisitions, adressées au College des Cardinaux. Après y avoir élevé dans la Préface la pieté & la Religion des Venitiens, leur zele pour la défense de la Chrétienté contre les Turcs.

il fait voir en general que les Loix qu'ils ont faites ne sont point contraires à l'Eglise, parce qu'il y en a de semblables dans tous les Roïaumes Chrétiens : descendant ensuite dans le détail, il montre que la première Loi n'est point contraire aux intérêts de l'Eglise, parce qu'elle ne défend pas de bâtir des Temples, mais seulement de ne les bâtir qu'avec la permission de la République, à qui il appartient de juger si ces nouvelles érections sont pour le bien public. On ne doute point que les Princes Païens n'eussent le droit d'empêcher que l'on ne fit des Edifices publics dans leurs Etats sans leur permission ; Pourquoi veut-on dépouiller les Princes Chrétiens de ce droit ? Sur la seconde Loi qui regarde la disposition des biens en faveur des Ecclesiastiques, il montre que par le droit Naturel, l'administration & le gouvernement des personnes & des biens appartient aux Puissances temporelles. Il fait voir que la République de Venise, bien loin d'enlever les biens de l'Eglise, fait continuellement des dépenses considérables, & des préparatifs qui lui coutent des sommes immenses pour la défendre contre le Turc. Il établit la difference qu'il y a entre la Puissance Ecclesiastique & spirituelle, & la Puissance Politique qui est temporelle. L'une a le gouvernement des choses spirituelles, & l'autre celui des temporelles ; les Rois & les Souverains sont les Chefs de la dernière, & le Pape est le Chef de la première : il est le Pasteur universel de l'Eglise, comme dit Driedo ; mais Dieu ne lui a point donné de Souveraineté temporelle sur toute l'Eglise, & n'a point dépouillé les Empereurs & les Rois de leur autorité, Osius parlant à l'Empe-

teur, lui declare que Dieu lui a donné l'Empire, & qu'il a confié aux Evêques le gouvernement des choses Ecclesiastiques. Les Papes reconnoissent eux-mêmes cette verité. Il y a deux Puissances, dit le Pape Gelase, écrivant à l'Empereur Anastase, par lesquelles le monde est gouverné : l'autorité sacrée des Pontifes, & la puissance Roïale. Saint Grégoire dit à l'Empereur Maurice, que Dieu lui a donné un pouvoir sur tous les hommes. Le Pape Nicolas, dans son Epître à Michel, Ne faites point de préjudice, lui dit-il, à l'Eglise de Dieu, puisqu'il n'en fait point à vôtre Empire. Le Médiateur de Dieu & des hommes, Jesus-Christ homme, a tellement distingué les fonctions de ces deux Puissances, que les Princes Chrétiens ont besoin des Pontifes pour la vie éternelle, & que les Pontifes sont obligez de se servir des Loix Imperiales pour le gouvernement des choses temporelles. Il cite encore Alexandre III. & Innocent III. & repete ce raisonnement, Qu'il est sans doute que les Princes qui n'ont point été baptisez sont Souverains dans leurs Etats ; que le Pape n'y a point d'autorité temporelle : Pourquoi donc vouloir que les Princes Chrétiens soient des pire condition, & perdent leur autorité temporelle par le baptême ? Il ajoute une autre raison que nous avons déjà touchée ; sçavoir, que Jesus-Christ, comme homme mortel, n'a point exercé de domination temporelle, & qu'il n'a laissé à ses Ministres qu'une partie du pouvoir qu'il a exercé sur la terre. Ces principes supposez, les Venitiens aiant une autorité souveraine sur les choses temporelles ; & les biens étant de ce nombre, ils

*Ecrits sur
l'Interdi
de Venise*

Ecrits sur l'Interdit de Venise. ont pû faire des Loix pour empêcher qu'ils ne fussent dissipez. Qu'on ne peut douter que ces biens ne soient du nombre des choses temporelles , parce que les choses spirituelles sont celles dont l'essence est spirituelle, ou qui de leur nature sont des moiens pour l'acquérir. Or les biens ne sont point de ce genre ; ils sont communs aux Ecclesiastiques & aux Laïques ; ainsi la matiere de ces Loix est sans doute temporelle , leur fin est le bien public de l'Etat ; parce que les Ecclesiastiques aiant déjà acquis de grands biens, il étoit à craindre qu'ils ne devinssent maîtres de tous les Domaines de la Republique , & ne la ruinaissent entierement , si on n'arrêtoit le progrès de leurs acquisitions ; Qu'elles ne sont pas moins utiles aux Ecclesiastiques qui devoient imiter la pauvreté Evangelique de Jesus-Christ & de ses Apôtres , plutôt que songer à s'enrichir , & thesauriser. Sur la troisième Loi qui regarde les Emphyteoses , Vendramene , après avoir montré qu'elle est conforme à la disposition du droit sur les Emphyteoses , fait voir que quand cela ne seroit pas , le Senat de Venise a pû mettre telle condition qu'il a voulu pour la validité de ses Contrats ; que l'Eglise ne peut point en connoître ; & enfin que ces Contrats d'Emphyteoses sont la plûpart injustes , & à charge à l'Etat. Enfin le dernier article de la Contestation , est pour deux scelerats convaincus de crimes infâmes que la Republique vouloit punir. L'Eglise n'a droit que de leur imposer des peines spirituelles , mais les Magistrats qui ont le glaive en main , & qui sont à cet égard les Ministres de Dieu , ont de droit divin le pouvoir de les pu-

rir par des peines temporelles. Les Ecclesiastiques ne sont point exceptés de leur juridiction par le droit divin, mais par le droit humain; cette exception ne les empêche pas d'être citoyens, & soumis aux Loix, & ils ne sont aucunement exemptés quand ils violent la paix & la tranquillité publique; il ajoute que les Papes ont eux-mêmes reconnu que les Venitiens avoient droit de punir les Ecclesiastiques coupables de crimes énormes; Qu'on a des Lettres de Sixte IV. d'Innocent VIII. d'Alexandre VI. & de Paul III. qui établissent ce droit, lequel n'a point été contesté par les Papes successeurs de Paul III. jusqu'à Paul V. Qu'enfin il n'est pas de l'honneur du Saint Siege de soutenir des scelerats, & d'empêcher qu'ils ne soient punis. De toutes ces choses Vendramene conclut, que Paul V. n'a eu aucun juste sujet de prononcer une Sentence d'Excommunication & d'Interdit contre le Senat & la Republique de Venise; Que celle qu'il a portée est fondée sur une erreur intolérable qui la rend nulle de droit; il exhorte vivement le Pape à revoquer cette Sentence pour le bien de l'Eglise, & lui expose quel scandale elle a causé, & quelles suites funestes elle est prête d'avoir, s'il persiste dans les mêmes sentimens.

On pourroit joindre à ces avis celui de Ventura Vicentin, celui d'Annibal Crantsius, de Dalmatie, & quelques autres; mais comme celui de Ventura est plein d'une infinité de citations, & dressé à la mode des Jurisconsultes Ultramontains, & que les autres ne contiennent que des repetitions de ce qui a déjà été dit; nous nous contenterons de les indiquer ici sans en faire

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise*

Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.

266 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

d'extrait ; nous dirons seulement quelque chose de l'Antiparenese de Nicolas Crassus Venitien, adressée au Cardinal Baronius pour servir de réponse à sa Parenese. Elle est écrite en style d'Orateur. L'Auteur y fait voir que les choses Ecclesiastiques peuvent indirectement être soumises à la Puissance Seculiere , non pas en tant qu'elles soient spirituelles , mais en tant que ce sont des choses corporelles , comme des personnes , ou des biens qui ont rapport aux choses spirituelles. Les Ecclesiastiques ne sont point exempts de droit divin , de la juridiction Seculiere. Ils sont membres de l'Eglise, & citoiens de l'Etat. Comme citoiens , ils sont soumis aux Princes à qui il appartient de veiller à la conservation du bien public. Si les Ecclesiastiques le violent , les Princes ont le pouvoir de les contenir en leur devoir par les peines corporelles ; Que cela est autorisé par la maxime de Jesus-Christ : *Rendez à Cesar , ce qui appartient à Cesar* ; Que les saints Peres de l'Eglise ont reconnu que les Ecclesiastiques devoient être soumis comme les autres à la Puissance temporelle , observer les Loix , paier les tributs ; Que suivant l'Evangile & les maximes des Saints, quoiqu'ils doivent vivre de l'Autel , ils ne doivent pas s'enrichir ; Que l'Eglise n'a jamais été plus florissante que quand elle a été pauvre ; Que les Loix que les Venitiens ont faites , sont pour la conservation du bien public , & qu'elles ne dépouillent point les Ecclesiastiques des biens qui leur sont acquis legitimentement ; Qu'elles n'entreprennent point sur la juridiction Ecclesiastique ; Que c'est à tort que Baronius s'empporte contre les Evêques & les Pasteurs Venitiens ;

parce qu'ils ne s'opposent pas aux Loix de la République. Il fait aussi voir dans le détail que ces Loix ne sont point injustes, ni à charge à l'Eglise ; enfin il répond en particulier aux autoritez & aux exemples alleguez par ce Cardinal dans sa Parenese, à ses raisonnemens, aux reproches, & aux menaces qu'il fait à leur République. Ce discours datté du 25 de Septembre, est signé par sept Theologiens de la République.

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise*

On fit encore quelques autres Ecrits à Venise contre la Cour de Rome, comme l'Apologie pour l'ancienne liberté de la République de Venise ; le Discours d'Octave Menin Jurisconsulte de Foro-julio & Gouverneur de Cenes ; de la Moderation qu'on doit apporter à la Puissance demesurée de la Cour Romaine ; avec un autre du même contre les flatteurs du Pape ; une Lettre de l'Avidité, de la Perfidie, & de la Tyrannie de la Cour de Rome, écrite par Alexandre Lisca Patrice de Verone, au Cardinal Baronius ; un Discours de Jean-Baptiste Leon Venitien, Envoyé du Duc d'Urbain vers la République, touchant la Puissance Ecclesiastique, & la Monarchie de la Cour de Rome ; une Lettre de Jean-Baptiste Palmerio aux fideles Sujets de la République, pour les exhorter à continuer de ne point observer l'Interdit de Paul V. un Discours de Venise au Pape ; une Lettre à Paul V. par Thomaso Bovio ; & une Chançon. Tous ces Ouvrages & les précédens parurent en 1606. En 1607 on vit encore quelques Traitez pour la République de Venise, comme ceux de Marie Simarin, & de Paul Nardi.

D'autre côté les Theologiens de la Cour de

268 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

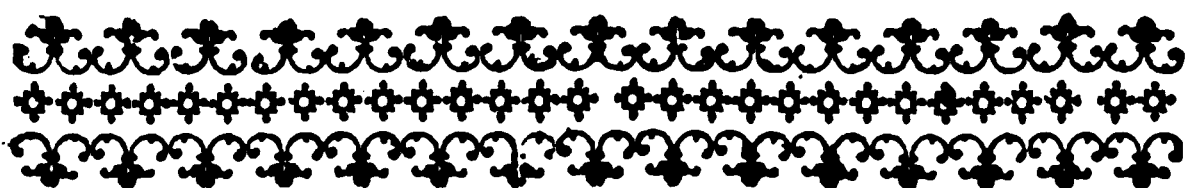
Ecrits sur l'Interdit de Venise. Rome firent aussi divers Ecrits pour défendre la cause de Paul V. Un des principaux est la Réponse de Jean-Antoine Bovio de Novarre Carme , aux Considerations de Fra-Paolo , divisée en six parties : la premiere , sur la narration du fait : la seconde , sur les Loix des Venitiens , particulièrement sur celle qui regarde l'immunité des personnes Ecclesiastiques , contre laquelle il allegue quantité de Canons pour leur liberté : la troisième , sur la Loi qui défend l'alienation des biens immeubles en faveur des Eglises : la quatrième , sur le jugement & la punition des Ecclesiastiques par les Magistrats Seculiers : la cinquième , de la Loi qui défend les Emphytheoses : la sixième , de la validité des Censures , & de la forme des jugemens rendus par Paul V. Ce même Bovio avoit fait auparavant une Lettre à Paul Rocca Prieur des Carmes de Milan , contre les Lettres du Doge , du Senat de Venise , aux peuples de leurs Etats. Le Jurisconsulte Rutile Benzon composa deux Disputes sur l'immunité Ecclesiastique , & de la justice de l'Interdit du Pape Paul V. Barthelemi Ugolin donna son avis pour la validité de l'Interdit porté contre les Venitiens ; Fre-re Barthelemi Salutio Mineur Observantin Reformé de la Ville de Rieti , adressa une Lettre aux Seigneurs Venitiens , pour les exhorter à obéir au Pape , dattée du 6 Juin 1606 ; & Lælio de Medicis Cordelier Conventuel de Plaisance , fit un Discours pour répondre aux raisons par lesquelles Marc Quirin & les autres prétendoient montrer que les Venitiens n'étoient pas obligez d'observer l'Interdit. Le Jesuite Possevin écrivit le 17 Octobre 1606 , une Lettre au Pere Antoine

Capelle Cordelier Conventuel à Venise, en termes généraux, sur l'obéissance due à l'Eglise, à laquelle ce Cordelier fit une réponse le 3 Novembre de la même année, pour soutenir la conduite des Venitiens, & fit aussi un Avertissement en forme de Lettre, adressé au même Pere Possevin, sur le même sujet, avec une Condoleance sous le nom de Stanislas Przuouskh de Lublin étudiant à Padouë, au même Possevin. On vit aussi paroître une réponse à l'Avis de Jean-Baptiste Palmerio, sous le nom d'avis aux Sujets des Etats de Venise, par Matthieu Tort Prêtre Theologien de Pavie, lequel étoit au Cardinal Bellarmin; & une Lettre sous le nom de Frere Barthelemi, adressée aux Seigneurs Venitiens, pour les exhorter à se soumettre aux Ordonnances du Pape. Enfin on publia sous le nom de Filoteo d'Asti, une réponse tres-aigre contre la Republique de Venise, à la Lettre d'un Theologien. On y fit peu de temps après une Replique imprimée à Padouë en 1607, sous le titre de menteries de Filoteo, réfutées par Fulgentio Thomaselli, autrement Capelet. Les Canonistes Romains ont encore fait depuis des Traitez sur la validité de l'Interdit de Paul V. contre les Loix des Venitiens, pour la liberté & l'immunité des biens & des personnes Ecclesiastiques, entre autres Jacques Gretser qui a composé des Considerations adressées aux Theologiens de Venise, sur la liberté & l'immunité Ecclesiastiques. Paul Comitulus, qui a écrit une Apologie sur le Monitoire du Saint Siege aux Venitiens, & une Refutation de l'Ecrit des sept Theologiens de Venise; Jean-Baptiste Valenzuola Velasquez, qui a fait la Défense de la

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise*

*Ecrits sur
l'Interdit
de Venise.*

justice du Monitoire de Paul V. François de Sosa qui a fait un Traité sur la validité de l'Interdit de Paul V. Joseph Brancha qui a entrepris de prouver que l'immunité des biens & des personnes Ecclesiastiques est de droit divin ; & François Fagnani qui a traité en Canoniste de la validité & de la justice des Censures de Paul V. Il y a eu sans doute quantité d'autres Ecrits de part & d'autres qui auront échappé à nôtre recherche , mais il suffit d'en avoir marqué la plus grande partie , d'avoir donné l'extrait des principaux , & d'avoir par là fait connoître le sujet de la Contestation , les Questions qui ont été agitées , & les fondemens sur lesquels les uns & les autres ont appuyé leurs sentimens. Ceux qui en voudront sçavoir davantage peuvent avoir recours aux Originaux écrits en Italien , dont on a fait un Recueil qui est joint à l'Histoire de l'Interdit composée par Fra-Paolo , imprimé dans le temps à Venise ; & aux pieces Latines sur ce sujet , insérées par Goldast dans le troisième Tome de sa Monarchie.



PIERRE-PAUL SARPI,

Vulgairement FRA-PAOLO,
de l'Ordre des Servites.

PIERRE-PAUL SARPI nâquit à Venise le 14 d'Aoust 1552, de François Sarpi Venitien, dont la famille étoit originaire de Saint Vido ; & d'Isabelle Morelli Venitienne. Son pere étant mort, Paul Sarpi fut élevé par son oncle Ambroise Morelli Prêtre de l'Eglise Collegiale de Sainte Hermagore, & donna dans sa jeunesse de grandes esperances de ce qu'il devoit devenir un jour. Le Pere Jean Marie de Capes natif de Cremone, qui demouroit dans le Convent des Servites de Venise, prit soin de ses études ; & ce jeune homme fit en peu de temps de grands progrès dans les belles Lettres, & dans les Sciences. Il apprit les langues Latine, Grecque, & Hebraïque, & étudia les Mathematiques, la Philosophie, & la Theologie sous les plus habiles Professeurs qui étoient à Venise. Il fut destiné de bonne heure à l'Eglise par son oncle, & la familiarité qu'il avoit avec les Servites, le déterminâ à embrasser cet Ordre. Il en prit l'habit le 24 de Novembre 1566, & continua ses étu-

*Fra-Pa-
lo.*

Fra-Pao- des dans le Convent , comme il avoit fait dans le
o. monde. Un an après il fit une Profession tacite ,
 & la renouvela solennellement , en execution des
 Decrets du Concile de Trente , le 10 de Mai 1572 ,
 dans le temps du Chapitre general de la Con-
 gregation des Servites , qui se tenoit à Mantouë ,
 où il soutint avec admiration une These conte-
 nant trois cens dix-huit Propositions de Philoso-
 phie , & de Theologie. Le Duc de Mantouë char-
 mé de son sçavoir , engagea ses Superieurs de le
 laisser dans le Monastere de Saint Barnabé de
 Mantouë , le fit son Theologien , & lui fit don-
 ner par l'Evêque de Mantouë , la qualité de Le-
 cteur en Theologie Positive , & pour les Cas de
 conscience dans la Cathedrale. Il étudia en ce
 temps plus à fond la langue Hebraïque , & l'Hi-
 stoire. Il fit alors connoissance avec Camillo Lino,
 qui avoit été autrefois Secrétaire du Cardinal de
 Mantouë Legat au Concile de Trente , qui put
 l'instruire de bien des particularitez de ce Conci-
 le ; & lui communiqua des Memoires dont Fra-
 Paolo a pû se servir ensuite dans son Histoire.
 Pendant qu'il étoit à Mantouë , il se perfection-
 na dans les Sciences , & principalement dans les
 Mathematiques , dans la Theologie Positive , &
 dans le Droit Canonique , & s'aquit une grande
 réputation. Il fut ordonné Prêtre à l'âge de
 vingt-deux ans , & travailla dans le Diocese de
 Milan sous saint Charles Borromée. En ce temps
 là il fut dénoncé au Tribunal de l'Inquisition par
 Claude Plaisantin , pour avoir soutenu , Que sui-
 vant l'Analogie de la langue Hebraïque , on ne
 pouvoit tirer aucune preuve de la Trinité du pre-
 mier chapitre de la Genese. Etant cité devant
 l'Inquisiteur ,

l'Inquisiteur, & interrogé, il demeura d'accord d'avoir soutenu cette Proposition, & dit à ce Juge, qu'il n'en pouvoit décider, parce qu'il ne sçavoit point d'Hebreu. L'Inquisiteur ne laissa pas d'instruire le procès; mais Fra-Paolo en appella à Rome, où il fut renvoyé absous; & l'Inquisiteur convaincu d'ignorance. Etant rappelé à Venise, il y fut en grande consideration dans son Ordre, & fut élu Provincial l'an 1579, avec ordre d'avoir inspection sur les Etudes, & sur les Lecteurs en Theologie. Il exerça cette charge avec beaucoup de severité, & d'exactitude. Il garda dans les jugemens qu'il rendit une si grande justice, qu'aucun ne fut reformé par les Juges superieurs. Et même le Cardinal de Sainte Severine Protecteur de l'Ordre, aiant témoigné ouvertement, qu'il souhaitoit que l'on cassât des Sentences que le Pere Paul avoit données contre quelques Religieux qu'il affectionnoit, & aiant pour cela fait examiner leur procès par ses propres Auditeurs, fut contraint après leur rapport, d'avoüer que les jugemens du Pere Paul étoient justes. Pendant qu'il fut Provincial, il étouffa les divisions & les partialitez, & regla toutes choses avec tant de sagesse, qu'il laissa la Province en bon ordre, & en paix. Il fut encore choisi par le Chapitre general qui se tint à Parme, pour être un des trois Theologiens à qui on donna la commission de travailler à la Reforme de l'Ordre, suivant les Reglemens du Concile de Trente. Il se chargea d'accommoder aux saints Canons, & aux Reglemens du Concile de Trente, les Usages & les Reglemens de son Ordre, & de regler la forme des jugemens; ce qu'il

Fra-Paolo.
lo.

Fra-Paolo.

fit avec tant de brieveté, de netteté, & d'érudition, que les plus habiles Jurisconsultes admiraient cet Ouvrage comme la production d'un homme qui auroit étudié le Droit pendant toute sa vie. Ce fut à Rome où il travailla à ce Règlement, qui fut approuvé par les Cardinaux députés pour cette affaire, & par le Pape même (Gregoire XIII.)

Sa Charge de Provincial étant finie, il jouit du repos qu'il souhaitoit, & ne se mêlant plus en aucune maniere du gouvernement, il s'adonna à l'étude des choses naturelles, & principalement de la Chymie, & de l'Anatomie; & y fit de si grands progrès, que ce fut lui qui le premier découvrit exactement la structure des parties de l'œil, la maniere dont la vision s'y fait, & la circulation du sang; & fit aussi quantité de belles observations sur la vertu des simples & des minéraux. Après avoir goûté ce repos pendant trois ans, il fut élu Procureur General de l'Ordre: premiere Charge après celle du General; elle demandoit qu'il fît résidence à Rome: Il y demeura pendant trois ans, y acquit l'estime du Pape & des Cardinaux, & l'amitié de Bellarmin; fut consulté & employé dans les plus importantes affaires. Pendant qu'il y étoit il s'avisa d'écrire une Lettre en chiffre à Gabriel Colison Religieux de son Ordre, dans laquelle il parloit avec liberté de la Cour de Rome; laquelle aiant été depuis montrée par Gabriel au Cardinal de Sainte Severine, fut cause que Fra-Paolo fut disgracié dans cette Cour, & n'eut plus de part aux charges & aux dignitez. Cette persecution s'étendit même jusqu'à ses amis, qui furent écar-

lez & éloignez des charges. Avant que cet orage éclatât, il alla au sortir de Rome à Naples, pour présider comme Vice-general au Chapitre, & faire la visite des Convents ; de là il revint à Venise où il vécut en simple Religieux, pauvrement, sans ambition, toujours enfoncé dans l'étude, & sans se mêler d'aucune affaire. Il ne laissa pas d'être nommé en 1587 par le Pape Sixte V. pour informer de la vie & des mœurs de Jean-Baptiste Librantzio, élu General de l'Ordre par le credit du grand Duc de Toscane, ce qui l'obligea d'aller à Boulogne où se faisoit cette information ; le General mourut avant qu'elle fut achevée, & Fra-Paolo revint à Venise, où il établit comme une espece d'Academie de Sçavans, qui tenoient des Assemblées. Les gens d'esprit de toutes les Nations y étoient bien reçus, & l'on y parloit indifferemment de toutes sortes de matieres & de sciences. Elle se tenoit à Venise chez André Morosini, & dans la Boutique de Secchini, & à Padouë dans la maison de Vincent Pinelli. Par le moien des correspondances qu'ils avoient, & des Etrangers qui étoient dans leurs Assemblées, ils recevoient des nouvelles de littérature de toute l'Europe, & avoient commerce avec les gens de Lettres de tous les Etats, & de toutes les Religions. Cela donna lieu aux accusations que fit contre lui ce Gabriel dont nous avons parlé, en le déferant à l'Inquisition comme un homme qui avoit commerce avec les Juifs & les Heretiques, & qui avoit avancé dans ses Conferences, des propositions heretiques, & entre autres d'avoir nié le concours de la Grace. Ce fut alors que Gabriel montra la Lettre

Fra-Paolo.
lo.

Fra-Paolo.
l).

que Fra-Paolo lui avoit écrite contre la Cour de Rome : Fra-Paolo fut déchargé des autres accusations ; mais la Lettre fit une telle impression sur l'esprit de Clement VIII. que quand on lui proposa dans la suite Fra-Paolo pour l'Evêché de Nona , il dit que ce Religieux étoit à la vérité fort sçavant , mais qu'il ne pouvoit se résoudre à l'élever à aucune des dignitez Ecclesiastiques , à cause du commerce qu'il avoit eu avec les Heretiques. Les troubles de l'Ordre des Servites divisé en deux factions , interrompirent pour quelque temps le repos de Fra-Paolo qui étoit opposé à Gabriel , que le Cardinal de Sainte Severine vouloit faire élire General , jusqu'à ce que ce Cardinal aiant mandé Fra-Paolo à Rome , le reconcilia avec Gabriel. Etant revenu à Venise , il fit sa principale occupation de l'étude de la Morale , de l'Ecriture-sainte , & des Peres , pendant six années. Après avoir joui de ce repos , il fut choisi par la Republique de Venise pour son Theologien , à l'occasion du different qu'elle eut avec le Pape Paul V. & depuis ce temps-là , chargé de donner son avis sur les plus importantes affaires de l'Etat. Il prit pour Compagnon Fra-Fulgentio Religieux du même Ordre , & Lecteur en Theologie à Boulogne ; ils travaillerent ensemble aux Ecrits qui furent faits pour la défense de la cause de la Republique dont nous avons parlé. Ce fut en ce temps-là qu'après qu'on eût publié à Rome un Traité tres-desavantageux à la Souveraineté de la Republique de Venise , intitulé : *Scrutinio della liberta Veneta* , Fra-Paolo consulté par le Senat , lui fit entendre qu'il avoit une Réponse toute prête , quoiqu'indirecte , en

Faisant diversion , & lui presenta son Histoire du Concile de Trente. Marc-Antoine de Dominis en aiant eu un Exemplaire , le porta en Angleterre , & fit imprimer cette Histoire à Londres sous le nom de Pietro Soave Polano , qui est l'Anagramme de Fra-Paolo Sarpi de Venise. Fra-Paolo s'étant attiré par ses Ecrits l'indignation de la Cour de Rome, il eut beaucoup de traverses de sa part pendant le reste de ses jours, mais il fut fortement protégé par le Senat de Venise. Le 5 Octobre 1608 , six mois après l'accommodement , il fut attaqué sur le Pont S. Marc par cinq assassins, dont l'un le blessa de trois coups de stilet , & le laissa pour mort ; heureusement aucune de ses plaies ne se trouva mortelle , & il revint en convalescence par les soins de la Republique , qui pourvut ensuite à sa sureté par une Proclamation , portant des peines rigoureuses à ceux qui attenteroient à sa vie , & en lui donnant des appointemens beaucoup plus considerables , afin qu'il eût le moïen d'avoir une Gondole , & de se faire accompagner quand il alloit au Palais saint Marc ; car il refusa de prendre une maison que la Republique lui offroit dans la Place saint Marc , pour ne pas quitter son Convent. Depuis ce temps-là il n'eut plus de conference avec personne hors de sa chambre , dans son Monastere , si ce n'étoit dans des lieux publics. Pendant tout le reste de sa vie il fut presque toujours occupé à répondre aux consultations publiques & particulieres qu'on lui faisoit de tous côtez , & ne laissoit pas neantmoins d'assister à l'Office , & de continuer ses études ; en sorte qu'il partageoit son temps entre l'action & la méditation. Il ser,

Fra-Paolo.

Fra-Paolo.

vit de cette maniere pendant dix-sept années la Republique de Venise ; & aiant eu communication des Titres qui étoient dans ses Archives, il apprit à fond les interêts & les Loix de l'Etat ; & se rendit si necessaire au Senat, qu'il ne se presentoit aucune affaire de consequence qu'on ne le consultât, & qu'on ne suivît ses avis, & ses décisions. Enfin Fra-Paolo, après avoir travaillé avec une assiduité infatigable, & sans aucun relâchement, tomba malade à la fin de l'année 1622, mourut le 14 de Janvier 1623, âgé de 71 ans, avec beaucoup de constance, & aiant donné des marques exterieures de pieté & de Religion.

On ne peut nier que Fra-Paolo n'ait été un des plus grands genies de son Siecle ; sçavant en tout genre : les Physiciens & les Mathematiciens lui sont redevables de plusieurs belles découvertes, que d'autres se sont depuis attribuées, soit qu'ils les aient faites d'eux-mêmes depuis lui, soit qu'ils les eussent apprises de ceux qui pouvoient avoir eu commerce avec lui. De ce nombre sont la circulation du sang, & les valvules des veines, l'Anatomie exacte de l'œil, & la maniere dont les raïons visuels se réunissent sur la retine ; l'invention, & même les differens degrez de chaleur & de froid de l'air, l'usage des lunettes de Galilée, une machine representant exactement le mouvement des Astres, selon le Systême de Copernic ; quantité de nouvelles observations de Medecine, d'experiences de Physique, d'operations de Chymie, & d'instrumens pour la Méchanique. Il sçavoit en perfection les trois Langues, Latine, Grecque, Hebraïque, chose tres-rare en ce temps-là ; il possédoit l'Histoire Ecclesiastique & Pro-

phane ; il avoit lû & fait des notes sur Aristote, & sur Platon ; il sçavoit le Droit civil, & étoit parfaitement bon Canoniste, & grand Politique. Il est un des premiers qui ait dans ce Siècle défendu les droits des Souverains contre la Cour de Rome ; & il a donné aux autres occasion d'examiner ces questions, & de ne pas déferer aveuglement aux prétentions qu'elle avoit, qui paroissoient auparavant comme incontestables. Pour la Theologie, quoiqu'il n'eût pas grande estime des Scholastiques, on voit bien par ses Ecrits qu'il les avoit étudiez, & qu'il sçavoit leurs sentimens. On y remarque aussi qu'il avoit une grande connoissance de l'antiquité Ecclesiastique, des décisions des Conciles, & de la doctrine des Peres. Toutes les fois qu'il parle de quelque point de doctrine ou de discipline Ecclesiastique, il en parle en maître, & comme un homme qui a puisé dans les sources. Il avoit aussi beaucoup lû les Ouvrages des principaux Herétiques modernes, & sçavoit bien démêler leurs sentimens. Ses plus grands ennemis ne lui ont rien reproché sur ses mœurs, & il est certain qu'il menoit une vie tres-religieuse, au moins en apparence ; mais ils l'ont accusé d'hypocrisie, & ont prétendu qu'il n'étoit pas bon Catholique. Il est vrai qu'on auroit peine à le justifier d'avoir eu des sentimens trop hardis ; que dans son Histoire du Concile de Trente, il ne paroît pas toujours avoir tout le respect dû aux décisions de l'Eglise ; & que dans les Lettres particulières qu'il a écrites aux Protestans, il semble leur être favorable ; mais après tout, étant mort dans la Communion de l'Eglise, & faisant pro-

*Fra-Pa-
lo.*

Fra-Paolo.

profession de la Foi Catholique, on ne peut pas le regarder comme un Heretique déclaré. Il avoit un esprit doux, facile, insinuant, agréable, & plaifant dans les choses même les plus serieuses. Son style est égal & simple, sans beaucoup d'élevation, & sans aucun ornement. Ses narrations, quoiqu'elles paroissent naturelles, sont faites avec beaucoup d'artifice & d'adresse, & égaiées par des traits ingenieux, & quelquefois malins. Son Italien se ressent du pais où il vivoit, & n'a pas la pureté de la langue Toscane; son Latin est assez pur, quoiqu'il ne soit pas fort élégant; il raisonne sçavamment sur les matieres qu'il traite; établit des principes ou certains, ou tres-probables, & fait le plus souvent des reflexions & des observations judicieuses.

Nous venons de parler des Ouvrages de Fra-Paolo sur le different de la Republique de Venise avec Paul V. & de l'Histoire qu'il en a faite. Il avoit encore composé quantité d'autres Ouvrages sur differens sujets, mais il n'y en a eu que tres-peu qui aient été publicz. Le plus considerable est son Histoire du Concile de Trente, que ni lui, ni Fra-Fulgentio, qui a écrit sa Vie, n'ont osé avouer, quoiqu'il soit certain qu'il en est l'Auteur. Il l'a composée sur plusieurs Memoires qu'il avoit recueillis de tous côtez; elle est écrite avec beaucoup d'artifice; il y démêle fort bien l'état des questions agitées dans le Concile, & les differens interêts des Princes, des Nations, & des Evêques dont le Concile étoit composé; en sorte qu'il traite cette Histoire en Theologien, & en Politique. La verité de la plupart des faits qu'il a rapportées,

n'est pas démentie par l'Histoire du Cardinal Palavicin, qui, ayant pris à tâche de le refuter, *Fra-Paolo* convient neantmoins avec lui de la verité des principaux faits, & ne differe gueres que sur les moindres ; en sorte que les trois cens soixante-une fautes qu'il impute à Fra-Paolo, changent peu la substance de l'Histoire. Mais ce qu'on peut reprocher à Fra-Paolo, est d'avoir tourné malicieusement de certains faits, d'avoir attribué aux Peres du Concile des vûes politiques qu'ils n'avoient point, & des raisonnemens foibles ou ridicules auxquels ils n'avoient jamais pensé ; sans parler de plusieurs traits satyriques qui sont répandus dans son Histoire, en quoi il a certainement failli contre les regles d'un Historien desinteressé, & témoigné trop de partialité. Cette Histoire que Fra-Paolo n'avoit composée que pour sa satisfaction particuliere, & qu'il ne fit paroître que pour l'interêt de la Republique de Venise ; étant tombée, comme nous avons remarqué, entre les mains d'*Antonius de Dominis*, fut imprimée à Londres à l'insçû de l'Auteur en 1619, avec une Epître Dedicatoire à Jacques Roi d'Angleterre, de la façon d'*Antonius de Dominis*, qui fut desavoüée par Fra-Paolo ; & retranchée dans l'édition qui en fut faite depuis à Geneve en moins beaux caracteres, mais sur les corrections de l'Auteur en l'année 1629. *Antonius de Dominis* fit aussi imprimer à Londres l'an 1620 une traduction Latine de cette Histoire, dont on le croit Auteur, qui a depuis été imprimée plusieurs fois ; elle a été traduite en François par Diodati, & de nôtre temps par Monsieur Amelot de la Houssaie,

Fra-Paolo. dont la Version a été imprimée à Amsterdam en 1686.

Les autres Ouvrages de Fra-Paolo sont une Histoire de l'Inquisition , un Traité sur les Asyles , & une Addition ou continuation de l'Histoire des Uscoques , avec leur Manifeste.

L'Histoire de l'Inquisition est dédiée à Leonardo Donato Doge de Venise. Il y rapporte d'abord trente-neuf Articles ou Reglemens faits en differens temps dans la Republique de Venise , sur les procedures de l'Inquisition , sur lesquels il fait ensuite des Reflexions pour autoriser ces Reglemens ; & avant que d'entrer dans le détail , il fait une Histoire sommaire de l'Institution de l'Inquisition , & de la maniere dont elle s'étoit introduite dans l'Etat de Venise. Il remarque sur le premier , que quoiqu'il se soit élevé des Heresies peu de temps après l'Ascension de Notre-Seigneur , neantmoins le Tribunal de l'Inquisition , contre les Herétiques , n'a été établi qu'après l'an 1200 ; Que les Apôtres s'étoient contentez de declarer , qu'il falloit avertir les Heretiques par deux fois , & les éviter , c'est-à-dire , se separer d'eux , & les excommunier , s'ils persistoient ensuite avec obstination dans leur erreur ; Que cette pratique a duré jusqu'au temps de Constantin , qui embrassa la Foi Catholique , & ses Successeurs à son imitation ; Qu'alors les Princes aiant appris des Saints , qu'ils étoient obligez de servir Dieu , & comme Chrétiens , & comme Princes ; comme Chrétiens en observant , ainsi que les autres Particuliers , les Commandemens de Dieu ; comme Princes en faisant des Loix pour obliger leurs Sujets à garder la

piété, l'honnêteté, la justice, & pour punir les transgresseurs de la Loi de Dieu ; ils avoient fait des Loix contre les Heretiques, par lesquelles ils les privoient de leurs biens, en tout ou en partie, & en avoient commis l'exécution à leurs Juges : Que tout jugement criminel contenant trois parties ; la connoissance de la qualité du délit, celle du fait, & la Sentence : dans le jugement de l'heresie, la connoissance du droit est, si une telle opinion est heretique, ou non ; celle du fait, si une telle personne qui est accusée & dénoncée, soutient telle ou telle opinion, ou s'il y a des preuves qu'il l'ait soutenue ; la Sentence consiste à absoudre l'innocent de cette accusation, ou à condamner le coupable : Que c'est à l'Eglise de connoître du premier chef, sçavoir, quelle opinion est heretique, & que la connoissance n'en peut jamais appartenir au Juge Seculier ; c'est pourquoi quand il naissoit quelque difficulté touchant quelque opinion, les Empereurs consultoient les Evêques, & assembloient des Conciles s'il étoit nécessaire : mais la connoissance du fait & la Sentence appartenoit aux Juges Seculiers. Quelques Evêques, après avoir déclaré des sentimens heretiques, excommunié & jugé dignes d'anathême ceux qui les soutiendroient, n'alloient pas plus loin, & ne dénonçoient point les coupables aux Magistrats, persuadez que cela ne s'accordoit pas avec les regles d'une charité parfaite. Mais d'autres voiant que la terreur des Magistrats surmontoit l'obstination de ceux qui étoient dans l'erreur, & faisoit sur eux une impression, que l'amour de la verité n'étoit pas capable de faire, crurent qu'il étoit de leur devoir

*Fra-Pao-
b.*

de dénoncer aux Juges les Heretiques , & leurs mauvaises opinions , & de les exciter à mettre en execution les Loix Imperiales . Quelq uefois aussi les Juges considerans que des Prédicans heretiques excitoient des troubles , les condamnoient à des peines capitales plutôt par rapport au crime de sédition , qu'à celui d'heresie ; en ce cas là les Evêques ne comparoissoient point au Tribunal Seculier , mais ils prioient de bonne foi les Juges de ne point faire mourir les coupables. L'Auteur prouve cette maxime par les exemples de saint Martin & de saint Augustin. Il ajoute que l'on en agit ainsi dans l'Eglise jusqu'à l'an 800 , que l'Empire d'Orient & d'Occident furent divisez , & que cet usage a toujours subsisté dans l'Empire d'Orient ; Que dans celui d'Occident les Princes ne furent pas obligez de faire des Loix sur ce sujet , parce qu'il y eut fort peu d'Heretiques pendant près de trois cens ans , & s'il se trouvoit quelqu'un dans ce cas , les Evêques procedoient contre lui , de la même maniere qu'ils faisoient contre ceux qui n'observoient pas les fêtes , les jeûnes , &c. & les punissoient comme ils jugeoient à propos , dans les lieux où les Princes leur permettoient de les juger , & où ils n'avoient pas cette autorité , en n'implorant pas le secours du bras Seculier. Depuis l'an 1100 jusqu'à l'an 1200 , il y eut plusieurs Heretiques à l'occasion des disputes qui étoient entre les Papes & les Empereurs , qui causerent des guerres & des scandales. Dans ce temps de trouble , les Evêques furent obligez de tolerer le mal, ou de proceder comme ils pouvoient contre les coupables , quoique les Papes les exhortassent forte-

ment à faire leur devoir. On n'avoit point en-
 core neantmoins entendu parler de l'Inquisition *Fra-Paou*
 avant l'an 1200, mais les Evêques, ou leurs Vi-
 caires, n'apportant pas toute la diligence que les
 Papes souhaitoient à la punition des Heretiques,
 on emploïa les Religieux de saint Dominique, &
 de saint François, pour exhorter les Princes &
 les peuples à punir les obstinez, pour s'enque-
 rir du nombre & de la qualité des Heretiques,
 & pour informer du zele des Catholiques, &
 de la vigilance des Evêques, afin d'en avertir la
 Cour de Rome; c'est de là que leur a été donné
 le nom d'Inquisiteurs. Cependant dans ces com-
 mencemens ils n'avoient aucun Tribunal, mais
 ils engageoient les Juges ordinaires à punir les
 Heretiques par l'exil, ou par d'autres peines.
 Quelquefois ils persuadoient aux grands Seigneurs
 de leur faire la guerre, & d'autrefois ils met-
 toient une Croix blanche de drap sur les habits de
 ceux qui s'assembloient & qui se devoüoient pour
 l'extirpation de l'Herésie. Cela dura cinquante
 ans. L'Empereur Frederic II. autorisa dans la
 suite l'entreprise de ces Inquisiteurs, en publiant
 l'an 1244 quatre Edits donnez à Padouë, par
 lesquels il met les Inquisiteurs sous la protection
 de l'Empereur, & condamne les Heretiques obsti-
 nez au feu; les Penitens à une prison perpetuel-
 le, attribuant l'examen de ces choses aux Juges
 Ecclesiastiques, & la condamnation aux Juges
 Seculiers. Cette Loi est la premiere par laquelle
 la peine de mort ait été imposée aux Heretiques;
 mais elle n'eut pas le fruit que l'on en esperoit,
 à cause des discordes qui s'éleverent ensuite en-
 tre cet Empereur & les Papes, & qui exciterent

*Fra-Pao-
lo.*

des guerres & des divisions, pendant lesquelles les Heresies s'affermirent, & s'étendirent. Enfin l'Empereur Frederic étant mort pendant la confusion des affaires de l'Allemagne, & l'interregne qui dura vingt-trois ans en Italie; le Pape Innocent IV. étant demeuré comme maître en Italie & en Lombardie, s'attacha à extirper les heresies qui avoient fait un grand progrès pendant les troubles; & considerant les services qu'avoient déjà rendu en cette occasion ses FF. Dominiquains & Franciscains, qui étoient tres-exacts, ne craignans ni les personnes, ni les dangers, il se servit du même remede, & les envoya non seulement pour prêcher, ou pour faire des croisades, ou pour se servir d'executions extraordinaires, mais leur accorda encore une autorité perpetuelle, un Tribunal fixe & permanent pour avoir soin de cette affaire. Deux choses s'opposoient à ce dessein. La premiere, de separer les causes d'heresies du fore Episcopal qui les avoit toujours jugées, & comment établir des Officiers particuliers pour ce sujet. La seconde, d'exclure le Magistrat Seculier à qui il appartenoit de punir les Heretiques, selon les anciennes Loix Imperiales, & les dernieres de Frederic, & selon les Loix que chaque Ville étoit obligée d'observer, ce qui ne se pouvoit faire sans s'exposer à de grands troubles. Quant au premier chef, le Pape y trouva un remede, en composant un seul Tribunal de l'Inquisiteur & de l'Evêque, dans lequel l'Inquisiteur n'étoit pas seulement le premier, mais même le tout, & où l'Evêque n'étoit Juge que de nom. Pour le second chef, afin de paroître laisser quelque autorité aux Juges Seculiers, il leur

permit de nommer les Ministres de l'Inquisition, avec liberté aux Inquisiteurs de choisir ceux qu'ils voudroient. Il ne restoit plus qu'à trouver des fonds pour nourrir les prisonniers. Le Pape déclara qu'ils seroient pris dans le Tresor public. Sur ce plan il dressa l'an 1251 trente & un Reglemens pour les Inquisiteurs, & leur donna pouvoir d'excommunier ceux qui ne les observeroient pas. Cet établissement ne fut fait que pour la Lombardie, la Romagne, & la Marche de Tieti, dans lesquelles le Pape étoit tout puissant. Cependant ces Reglemens n'y furent reçus qu'avec peine. Et ses Successeurs Alexandre IV. & Clement IV. furent obligez d'y faire quelque changement. De ces Provinces, l'Inquisition passa en Toscane, de Toscane en Arragon, & dans quelques Villes d'Allemagne & de France; elle ne fut point introduite dans le Roïaume de Naples, à cause de la mesintelligence du Pape avec le Roi de ce païs; mais elle fut bien-tôt bannie de l'Allemagne & de la France, d'où quelques Inquisiteurs furent chassés à cause de leur trop grande rigueur, & de leurs extorsions, & les autres se retirerent n'y aiant plus rien à faire. Il n'en resta qu'un petit nombre dans l'Arragon, & elle ne put penetrer alors dans les autres Roïaumes d'Espagne. Mais l'an 1484 le Roi Catholique Ferdinand, aiant chassé les Sarrafins du Roïaume de Grenade, & voulant purger ses Etats & ceux de sa femme Elizabeth, des Mores & des Juifs, érigea, avec le consentement de Sixte IV. dans ses Roïaumes d'Espagne, de Sicile, & de Sardaigne, un Tribunal de l'Inquisition en la forme qu'il est encore à present, qui

Fra-Paolo.

juge non seulement ceux qui sont accusez du Mahometisme & du Judaïsme, mais aussi ceux qui le sont d'Herésie. Le Roi d'Espagne nomme un Inquisiteur general dans tous ses Roïaumes, que le Pape confirme. Cet Inquisiteur en nomme de particuliers pour tous les lieux de sa dépendance, qui ne peuvent exercer leurs charges qu'ils n'aient été approuvez par un Conseil Roïal établi pour ce sujet, auquel préside le grand Inquisiteur. Ce Conseil est le Souverain Tribunal de l'Inquisition, & toutes les autres Inquisitions particulieres des Etats du Roi d'Espagne en dépendent. L'Inquisition n'a pas neantmoins pû être introduite dans les Roïaumes de Naples, de Sicile, de Sardaigne, ni dans les Indes. Charles V. & Philippe II. ont voulu l'introduire dans les Pais-bas, mais inutilement : & le Duc d'Albe l'y aiant voulu établir, fut cause de la perte entière des Provinces Unies ; & elle n'a pas même subsisté dans les Pais-bas Catholiques, soumis à la domination du Roi d'Espagne.

Fra-Paolo, après avoir fait cette Histoire de l'Etablissement de l'Inquisition, rapporte en particulier de quelle maniere elle s'est introduite dans les Etats de Venise. Cette Republique s'étoit conservée sans aucune tache d'herésie jusqu'à l'an 1232 ; mais dans le temps des broüilleries du Pape Innocent IV. & de Frederic II. plusieurs Etrangers s'étant retirez dans les Terres des Venitiens, commencerent à y répandre de mauvaises doctrines ; c'est pourquoi la Republique choisit elle-même des Inquisiteurs, & ordonna que ceux qui seroient condamnez comme heretiques par les Evêques de l'Etat de Venise, ou

du par leurs Vicaires, fussent condamnez au feu par le jugement du Doge & du Senat. Les Papes leur demanderent qu'ils reçussent les Freres Inquisiteurs, mais inutilement, jusqu'au Pontificat de Nicolas IV. sous lequel l'Inquisition fut reçue par le Senat, à condition neantmoins que le Doge en connoîtroit, & que les frais nécessaires pour l'exercice de l'Inquisition, seroient fournis par la Republique; ainsi l'Inquisition de Venise n'a point été établie par le Pape, & ne dépend point de celle de Rome. En 1301 l'Inquisiteur s'avisa de prétendre que le Doge Gradenio étoit obligé de jurer l'observation des Constitutions Papales & Imperiales contre les Heretiques: ce que le Doge refusa. On ne trouve point l'établissement des trois Assesseurs qui doivent être presens au nom de la Republique aux procédures de l'Inquisition, d'où Fra-Paolo conclut, qu'ils ont été dès le commencement de l'érection du Tribunal de l'Inquisition dans la Republique de Venise, & même avant ce temps-là, puisque dans l'origine les Seculiers étoient seuls Juges pour la punition des Heretiques. Ce qui est certain, c'est qu'il y a eu toujours des Senateurs qui ont assisté aux jugemens de l'Inquisition, & qui doivent y assister, comme il est porté par le premier Article. Fra-Paolo fait plusieurs observations sur les autres Articles, qu'il est inutile de rapporter ici, & qui tendent toutes à conserver l'autorité des Magistrats Seculiers dans les jugemens qui regardent le fait & les personnes. Cette Histoire de l'Inquisition de Fra-Paolo, a été imprimée en Italien en 1638.

traduite depuis en Latin, & imprimée en différens endroits.

Le Traité des Asyles de Fra-Paolo est en partie historique, & en partie juridique ; il y rapporte, 1. les Loix des Princes & les Canons, touchant le droit des Asyles. 2. Les raisons de différens sentimens que l'on a sur ce droit ; & il examine enfin de quelle maniere on en doit user dans la pratique.

On n'a dans les cinq premiers Siècles de l'Eglise aucun Canon Ecclesiastique sur ce droit. Il est seulement établi sur les Loix des Empereurs, qui se trouvent rapportées au nombre de six dans le corps du Droit Civil de Justinien. La premiere est celle d'Arcadius & d'Honorius, donnée l'an 397, qui porte que les Juifs, coupables de quelques crimes, ou poursuivis pour leurs dettes, qui font semblant de se vouloir faire Chrétiens pour éviter la punition de leurs crimes, ou le paiement de leurs dettes, en se sauvant dans les Eglises des Chrétiens, ne doivent pas y être reçus qu'ils n'aient ou payé leurs dettes, ou été declarez innocens. Le même Empereur donna une autre Loi en 414, par laquelle il declare, qu'il n'est permis à personne d'enlever ceux qui se retirent dans les Eglises. L'an 432 Theodose & Valentinien firent une Loi, qui porte, que si un esclave se sauve dans l'Eglise, ou près des Autels, étant armé, on l'en enlevera, ou qu'on le declarera à son maître, qui aura droit de le prendre de force, & même de le tuer s'il résiste. L'an 466 l'Empereur Leon défend de chasser ou de traîner hors des Eglises ceux qui s'y retirent, ni de rendre les Evêques res-

ponfables de ce qu'ils doivent , permettant neant-
moins d'assigner les debiteurs devant les Juges, pour
répondre sur les accusations & demandes qu'on
leur fait ; & à l'égard des esclaves de fermiers,
des domestiques , des affranchis , & des autres
personnes de serve condition , s'ils se sauvent
dans des lieux sacrez , & qu'on les assure par
serment de leur pardonner , ils seront tenus de
retourner à leur état. Enfin Justinien fit l'an 536
une Loi , suivant l'usage reçu , par laquelle il or-
donne que les homicides , les adulteres , & les
ravisseurs , ne seront point à couvert dans les
lieux d'Asyles , mais qu'on les en tirera pour les
punir , parce que la sûreté des Temples n'est point
accordée par la Loi aux coupables , mais à ceux
qui ont été lésés , & qu'il n'est pas possible que
les mêmes Temples servent d'asyle à celui qui
a fait l'injure , & à celui qui l'a reçûe. Jusques-
là les Evêques n'avoient point pensé à faire des
Loix sur les immunitez des Eglises , au con-
traire scachans que c'étoit aux Princes à en
faire , ils s'adrescoient à eux ; c'est pourquoi le
Concile general d'Afrique de l'an 399 , deputa
les Evêques Epigone & Vincent à l'Empereur
Honorius , pour lui demander que ceux qui se
retireroient dans les Eglises d'Afrique , n'en fus-
sent point enlevez , quoiqu'ils eussent commis
des crimes. On ne trouve rien de ce privilege
des Eglises , ni pendant que les Empereurs étoient
Paiens , ni sous Constantin , & sous les autres
Empereurs , jusqu'à Arcadius ; & il ne faut pas
s'en étonner , puisque les premiers Chrétiens ne
recevoient point dans leurs Temples ceux qui
avoient commis des crimes publics , bien loin

*Fra-Pao-
lo.*

de les vouloir défendre contre les Liéteurs & les Magistrats. Il est évident que ceux qu'on ne vouloit point recevoir dans l'Eglise, n'avoient pas droit de s'y réfugier, comme les Canonistes en conviennent ; ainsi cette première protection des Eglises ne pouvoit regarder que les Juifs, ou les Infidèles qui s'y retiroient, avec promesse d'embrasser la Religion Chrétienne. Quelques-uns aiant mal usé de cette coutume introduite par l'usage, Arcadius fit une Loi pour en ôter l'abus. Les peines portées contre ceux qui violeroient les Asyles ne regardent point les Magistrats, mais seulement les particuliers ; & c'est ainsi qu'on doit entendre la Loi citée par saint Gregoire.

Dans les siècles suivans l'Empire aiant été démembré, les Evêques de divers Roïaumes firent des Loix, ou des Canons pour les immunités des Eglises. On en trouve onze dans le Decret du Droit Canon. La première est celle du Pape Nicolas I. qui porte que la grande Eglise aura quarante pas à l'entour, & les petites Eglises avec les Chapelles, trente, & que quelqu'un s'étant sauvé dans cette enceinte, ceux qui attenteront à sa personne ou à ses biens (à moins que celui qui s'est sauvé ne soit un voleur public) seront excommuniés. Cela est suivi du fragment d'une Lettre attribuée à saint Augustin, dans lequel le Comte Boniface est séparé de la communion pour avoir enlevé un homme hors de l'Eglise, jusqu'à ce qu'il l'eût restitué. Le troisième Règlement est un Capitulaire de Charlemagne, qui porte que personne n'aura la hardiesse d'enlever un coupable qui s'est réfugié dans l'Eglise, &

qu'on ne le livrera point pour être puni ou mis à mort, mais que les Recteurs des Eglises auront soin de stipuler pour sa vie, & pour ses membres, à la charge qu'il composera pour les intérêts civils. Le Pape Gelase louë l'Evêque de Benevent de ce qu'il avoit excommunié Benenat & Maurus Magistrats de la Ville, parce qu'ils avoient enlevé par violence un Officier qui étoit dans le Sanctuaire, & confirme cette excommunication par son autorité. Il ordonne aussi en general, que ceux qui auront violé les Eglises, seront jugez indignes d'y entrer; mais que si des esclaves craignans leurs maîtres s'y retirent, on les obligera de retourner avec eux, & on leur rendra même après que les maîtres auront prêté serment de ne leur point faire de mal; ce qu'il restreint dans le chapitre suivant aux esclaves qui ne se trouvent pas coupables. Le Concile de Lerida ordonne que qui que ce soit n'entreprene de tirer de l'Eglise, ou de maltraiter son esclave ou son disciple qui s'y est réfugié; & que s'il le fait, il sera privé de l'entrée du lieu auquel il n'a pas rendu l'honneur qu'il devoit. Le Concile de Tribur ordonne, que si quelqu'un suivant son esclave, l'enleve par force du portique de l'Eglise, ou des lieux voisins, paiera neuf cens sols, & sera mis en penitence par son jugement. Le Concile de Toledé étend l'immunité à trente pas de l'Eglise, & déclare que ceux qui la violeront seront sujets à l'excommunication, & aux peines des Declarations du Roi, à condition neantmoins que si ceux qui s'y sont retirez s'enfuient, l'Evêque sera obligé de les faire chercher, ou de payer les dommages.

*Fra-Pao-
lo.*

*Fra-Pao-
lo.*

suivant la volonté du Prince. Enfin le Concile premier d'Orleans, ordonne qu'il ne sera point permis d'enlever les coupables des porches des Eglises, ni de la maison de l'Evêque, ni de les remettre entre les mains de personne, si on n'a sureté sous serment prêté sur les Evangiles, qu'on ne les fera ni mourir, ni estropier, ni punir, à condition neantmoins que si le réfugié est coupable, il conviendra de la satisfaction; & à l'égard de l'esclave qui se sera sauvé dans l'Eglise après avoir commis quelque faute, si son maître lui prête serment de la lui pardonner, il retournera aussi-tôt à son service. Il est à remarquer que les Canons des Conciles de Lerida & d'Orleans ont été faits du consentement des Princes; & que dans toutes les Constitutions Ecclesiastiques sur ces immunités, il est toujours ordonné qu'on satisfera à la partie lésée. La Lettre que l'on cite sous le nom de saint Augustin à Boniface, est une piece supposée. Les Papes ont dans leurs Decretales suivi le droit établi par les Canons, & par les Loix civiles, comme parle Innocent III. qui excepte du droit d'Asyle les voleurs publics, ceux qui pillent de nuit la campagne, & les voleurs de grand chemin; Jean XXII. y ajoute les Heretiques.

Toutes ces Loix Ecclesiastiques sont fondées sur l'équité, & n'ont point été faites pour autoriser l'impunité du crime, mais simplement pour mettre à couvert de la peine ceux qui étoient dignes de commisération, & dont l'action pouvoit être honnêtement excusée. On a toujours excepté certains crimes énormes, & l'on peut étendre cette exception à d'autres crimes de mê-

me nature , quoiqu'ils ne soient pas nommément exprimez ; l'intention de l'Eglise aiant toujours été de pourvoir par ses immunités à la sûreté des innocens , ou d'obtenir le pardon des fautes remissibles , & non pas de faire des Eglises (qui sont des maisons d'Oraison) des receptacles de criminels , & des retraites de voleurs. Ainsi il faut interpreter toutes ces Loix conformément aux Loix de la justice : les entendre autrement , c'est , sous prétexte de porter du respect aux Eglises , les deshonorar , & les diffamer. Suivant ces principes l'Auteur examine , 1°. Quels sont les lieux sacrez qui peuvent servir d'asyles à ceux qui s'y retirent. 2°. Quelles sont les personnes , & quelles sortes de crimes peuvent être mis à couvert par le lieu sacré. 3°. De quelle maniere on doit tirer des lieux sacrez ceux qui ne doivent pas être protegez contre la justice par la sainteté du lieu.

*Fra-Pao-
lo.*

Quant au premier chef , il est certain qu'il n'y a que l'Eglise , ses environs jusqu'à trente ou quarante pas , & la maison de l'Evêque , qui , suivant les Canons , jouissent de l'immunité. Les Docteurs conviennent que les Oratoires qui sont dans les maisons particulieres , & les Chapelles de Confreries , quoiqu'on y celebre quelquefois la Messe , ne sont point comprises sous le nom d'Eglise ; & il y a même des Evêques qui ne veulent pas que le droit d'immunité appartienne à d'autres Eglises , qu'à celles où le Saint Sacrement repose continuellement ; cependant dans les Dioceses où cette Loi n'est pas établie , le nom d'Eglise convient à tous les lieux dediez à perpétuité au culte de Dieu. A l'égard de l'es-

Fra-Pao.
p.

pace autour des Eglises dans lequel l'immunité est acquise par les Loix , cette pratique n'a point de lieu pour les Eglises des Villes ; & les Jurisconsultes décident que la maison de l'Evêque n'a droit d'asyle que quand elle est proche de l'Eglise. Les Loix ne parlent point des Cimetieres , des Hôpitaux , & des Dortoirs auxquels quelques Canonistes veulent étendre le droit d'Asyle.

Quant aux personnes qui peuvent se servir de l'immunité , il en faut excepter celles qui ont commis un crime dans l'Eglise , qui y portent des armes défendues , qui volent dans l'Eglise , ou qui y portent leur vol : les assassins , ceux qui commettent un crime dans l'esperance d'en obtenir l'impunité en se sauvant dans l'Eglise , ceux qui ont de gaieté de cœur attenté à la vie d'autrui , & dans le dessein de le tuer , les voleurs de grand chemin , les brigands de nuit , les banqueroutiers frauduleux , les criminels de leze-Majesté , les faux monnoieurs , ceux qui ont fraudé le fisc , & en quelques endroits tous les voleurs. A l'égard de ceux qui sont condamnés à un exil ou bannissement , ils ne peuvent pas s'exempter de cette peine en se réfugiant dans les Eglises , parce qu'ils sont condamnés , & que le privilege n'est que pour ceux qui n'ont point été condamnés par Sentence du Juge. Sur ce principe , ceux qui sont condamnés aux Galeres ne peuvent pas non plus jouir de l'immunité. En general on peut dire que tous les crimes énormes ne doivent point demeurer impunis sous prétexte de l'immunité des Eglises ; les Juifs & les Infideles ne doivent point y être reçus , s'ils ne veulent sincèrement embrasser la Religion Chrétienne.

Sur le troisième point l'Auteur prétend que les Juges Laïques ont droit de prendre ou de faire prendre dans l'Eglise les criminels qui sont exceptez du droit d'Asyle, sans l'aveu de l'Evêque, ou du Juge Ecclesiastique. Il croit que les coupables qui se réfugient dans l'Eglise, doivent être remis sur le champ entre les mains du Juge, qui s'assurera de leurs personnes jusqu'à ce qu'il ait examiné s'ils doivent être restitués à l'Eglise ; néanmoins la Constitution de Grégoire XIV. donnée le 21 Juin 1591, rapportant sept cas dans lesquels les coupables doivent être tirés des Eglises, ordonne que cela ne se fera qu'avec l'autorité de l'Evêque, & en présence d'une personne de sa part ; mais cette Bulle n'a point été reçue, & l'usage est contraire. *Fra-Paolo.*

Il pourra sembler que le droit d'Asyle des Temples & des Eglises, est un droit general qui a toujours eu lieu, & qui ne doit point souffrir d'exception ; mais c'est une prétention insoutenable. Dans l'ancienne Loi, il n'y avoit que ceux qui avoient commis des homicides involontaires, ou par hasard, qui pouvoient jouir du droit d'Asyle, & Dieu commande d'arracher de l'Autel ceux qui ont tué de dessein prémédité. On n'y voit point que le Temple de Salomon ait été un lieu d'asyle pour les criminels, au contraire Athalie fut prise dans le Temple, saint Pierre & saint Jean y furent arrêtez, S. Paul en fut enlevé de force. Chez les Grecs les Temples étoient un lieu d'asyle, mais d'abord ce n'étoit que pour les innocens. Les Assyriens & les Perses ont donné le même privilege à leurs Temples ; mais les Scythes, les Sarmates, les Gau-

298 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Fra-Paolo.

lois , & les Allemands , n'ont point eu cet usage. Il y avoit en Egypte un Temple d'Hercule où les esclaves maltraitez par leurs maîtres pouvoient se mettre en sureté ; mais il n'y en avoit point pour les debiteurs , ni pour les criminels. Romulus , en bâtissant la Ville de Rome , établit un lieu d'asyle , non pour honorer quelque Dieu , mais pour attirer des habitans. Servius Tullius bâtit un Temple de Diane sur le Mont Aventin , commun à tous les Alliez , auquel il donna ce privilege , Que ceux qui s'y retireroient ne pourroient être jugez que par le jugement de tous les Alliez. Après la mort de Jules Cesar les Triumvirs lui dresserent un Temple auquel ils accorderent le droit d'Asyle , mais ce privilege fut établi avec le Triumvirat. Tacite rapporte que les Asyles aiant causé de grands abus dans la Grece , le Senat fut obligé de restreindre le droit d'Asyle à neuf Temples ; & Suetone dit qu'il fut entierement aboli.

A la fin l'Auteur conclut son Livre en souhaitant qu'on ne donnât protection dans les Eglises qu'à ceux qui sont innocens , ou dont l'action peut être excusée legitiment , & qu'on punit les criminels non seulement à cause des crimes qu'ils auroient commis , mais encore davantage pour avoir eu la temerité de croire que les Eglises , & Dieu même , protegeroient des crimes énormes. Ce Traité de Fra-Paolo a été composé en Italien , & traduit en Latin , & imprimé à Venise en 1622.

Le dernier des Ouvrages publiez sous le nom de Fra-Paolo , est son Histoire des Benefices , imprimée d'abord en Italien , & depuis traduite en

François. Quelques-uns prétendent qu'il n'est pas de lui, mais de Fra-Fulgentio, dont le nom se trouvoit dans un Manuscrit apporté d'Italie ; mais il se peut faire, & il y a de l'apparence, que Fra-Fulgentio, qui étoit le Secrétaire de Fra-Paolo, n'a été que le Copiste de cet Exemplaire, d'autant plus que l'Ouvrage est du caractère & du stile de Fra-Paolo, & tout-à-fait digne de lui. Le dessein de l'Auteur de cet Ouvrage, est de décrire comment l'Eglise est devenuë maîtresse de tant de biens temporels, & de quelle maniere elle a commis des Ministres en differens temps pour les distribuer, les conserver, & en jouir. L'Auteur commence cette Histoire au temps même que J. C. conversoit encore en ce monde. Il y avoit deslors des biens d'Eglise dont le fond consistoit purement dans les offrandes que faisoient des personnes de pieté, & le Ministre qui les gardoit n'en faisoit que deux usages, l'un pour les besoins de Jesus-Christ même, & de ses Apôtres ; & l'autre pour des aumônes. Après l'Ascension de Jesus-Christ les Apôtres suivirent le même exemple, & se servirent des offrandes qu'on leur faisoit, & des biens que les Chrétiens mettoient en commun pour faire subsister les Fideles. Cette coutume de mettre tous les biens en commun ne passa point hors de Jerusalem, & n'y dura pas même long-temps ; car il est dit dans la premiere Epître de saint Paul à Timothée, Que ceux qui ont des Veuves dans leurs familles doivent leur fournir le necessaire lorsqu'ils le peuvent, & n'en point charger l'Eglise, afin qu'elle puisse suffire aux besoins de celles qui sont veritablement Veuves, c'est-à,

Fra-Paolo.

300 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

*Fra-Pao-
lo.*

dire, Veuves & pauvres ; ce qui suppose que dès ce temps-là chacun avoit son bien en particulier , & que les offrandes que l'on faisoit à l'Eglise ne servoient qu'à entretenir ses Ministres & les pauvres. Le premier jour de la semaine , appelé le jour du Seigneur, les Fideles s'assembloient , & chacun offroit ce qu'il avoit mis à part du gain de la semaine pour les besoins communs ; ainsi que saint Paul le conseille dans la premiere aux Ephesiens , & qu'il est expressement marqué dans l'Apologie de saint Justin. L'administration des biens donnez à l'Eglise , fut d'abord exercée par les Apôtres mêmes ; mais à cause des plaintes que faisoient les Grecs qui avoient embrassé la Religion Chrétienne contre les Juifs convertis , de ce qu'on ne donnoit pas assez à leurs Veuves , les Apôtres ne pouvant pas vaquer tout ensemble à la dispensation des aumônes , & à la Prédication de l'Evangile , comirent le soin des choses temporelles à d'autres Ministres , qui furent élus par le Corps des Fideles , au nombre de sept , & appelez Diacres. Ils en établirent ainsi dans toutes les Eglises qu'ils fonderent. Ils étoient ordonnez de la même maniere que les Prêtres , les Evêques , & les autres Ministres Ecclesiastiques , c'est-à-dire , après qu'on avoit fait des jeûnes & des prieres , & suivant les suffrages de tous les Fideles. Les offrandes des Fideles étant abondantes , suffisoient pour la nourriture , & pour l'entretien des Ministres & des pauvres. Dans les Villes riches on faisoit aussi des quêtes pour les autres Eglises ; celle de Rome où il y avoit de grandes richesses , avoit des aumônes si considerables , que

vers l'an 150, elles suffisoient non seulement à entretenir les Ecclesiastiques & les pauvres de la Ville, mais encore à assister les pauvres des Eglises éloignées, & même à nourrir en différentes Provinces quantité de Chrétiens détenus prisonniers, ou employez aux mines. Decius se saisit l'an 220 de la personne de saint Laurent Diacre Romain, pour s'emparer des deniers Ecclesiastiques; mais ce Diacre le prévint en les distribuant tout à la fois aux pauvres.

Quand les Eglises furent devenuës riches, les Ecclesiastiques commencerent aussi à vivre plus commodement; & quelques-uns ne se contentant pas de l'entretien commun, voulurent vivre séparément dans leur propre maison, & avoir leur portion à part en argent pour chaque jour, ou pour un mois, ou même pour plus de temps. Quoique l'Eglise possédât de grandes richesses, elle n'avoit point encore de biens immeubles, & n'en pouvoit avoir, parce que, selon les Loix Romaines, on ne pouvoit rien donner, ni laisser par Testament à un Corps, ou une Communauté, & aucune Communauté n pouvoit posséder des biens immeubles, que le Prince ou le Senat n'y consentît; neantmoins durant la confusion qui fut long-temps dans l'Empire depuis l'emprisonnement de Valerien les Loix étant mal observées, sur tout en Afrique, dans les Gaules & en Italie, quelques-uns ne laisserent pas de donner encore des biens immeubles aux Eglises; & l'an 302 tous ces biens furent confisquez par Diocletien & Maximien. Hormis dans les Gaules où cet Edit des Empereurs ne fut point executé, par un effet de la bonté de

*Fra-Pao-
lo.*

Constance Chlore qui la gouvernoit. Maxence rendit à l'Eglise Romaine les biens qui avoient été confisquez. Ensuite Constantin & Licinius Empereurs Chrétiens, non seulement rendirent aux Eglises tous les biens qu'elles avoient possédez, mais leur permirent aussi de pouvoir acquérir des biens en fonds dans toute l'étendue de l'Empire, soit par donation, par Testament, ou autrement, & exempterent les Clercs de toutes les charges personnelles publiques, afin qu'ils pussent s'occuper plus commodement aux choses de la Religion. Les premieres donations qui se faisoient à l'Eglise, ne portoient point de conditions particulieres, elles étoient pures & simples; mais l'Eglise n'emploioit ses biens qu'à des œuvres de charité. Les Princes, en considération de cet usage, déchargèrent les biens de l'Eglise des contributions publiques; ainsi les Eglises devinrent fort riches par la devotion des Princes & des Fideles: mais quelques Clercs abusans de la facilité des veuves, des filles, ou d'autres personnes riches, pour enlever le patrimoine des familles, les Empereurs furent obligez de faire une Loi l'an 370, qui défendoit aux Ecclesiastiques d'aller chez les veuves & les orphelins, & de recevoir ni par donation, ou par Testament, aucunes choses des femmes, non seulement directement, mais aussi indirectement, & par Fidei-commis: Edit que S. Jérôme avoué avoir été nécessaire à cause de la trop grande avidité des Ecclesiastiques. En 390 on fit une autre Ordonnance, portant que les Veuves qui se consacreroient au service de l'Eglise, ne pourroient ni donner, ni laisser par Testament des

biens immeubles, ni aucun meuble précieux. *Fra-*
 Saint Augustin n'approuve pas ceux qui pri- *lo.*
 voient leurs enfans ou leurs heritiers de leur
 succession, en donnant leurs biens à l'Eglise ;
 & refusa des legs faits à la sienne ; & il ne vou-
 lut jamais souffrir que son Eglise acquit des biens
 immeubles du reste des revenus annuels.

L'ancienne maniere d'administrer & de dis-
 penser les biens Ecclesiastiques, dura jusqu'à l'an
 420, sans aucun changement notable. Toutes
 les aumônes, & tous les revenus que les biens
 immeubles rapportoient, étoient en commun
 sous la charge des Diacres, & d'autres Oeco-
 nomes, & s'emploioient aux necessitez des Mini-
 stres Ecclesiastiques, & des pauvres. Le College
 des Prêtres & des Evêques principalement, en
 avoit la Surintendance ; en sorte que l'Evêque
 dispoſoit de tout ; les Diacres executoient, & tous
 les Clercs vivoient du bien de l'Eglise. Saint
 Jean Chrysostome dit que de son temps l'Eglise
 d'Antioche nourrissoit plus de 3000 personnes.

Après la division de l'Empire, l'usage de vivre
 en commun subsista dans l'Eglise Orientale, mais
 en Occident on regla vers l'an 470, que l'on
 feroit quatre parts des biens de chaque Eglise.
 La premiere pour l'Evêque ; la seconde pour
 les autres Ministres ; la troisième pour la Fabri-
 que de l'Eglise, qui comprenoit, outre le bâti-
 ment de l'Eglise, la maison de l'Evêque, celles
 des autres Ecclesiastiques & les Hôpitaux ; & la
 derniere pour les pauvres du lieu. Cette division
 n'étoit pas en quatre parties arithmetiques &
 égales, mais par proportion, & par rapport aux
 Charges de chaque Eglise.

*Fra-Pao-
lo.*

Vers l'an 500 les Moines commencerent à avoir de grands biens par la liberalité du peuple qui les prit en affection. Jusques-ici les Evêques avoient été élus par le peuple, & par le Clergé, & Ordonnez par le Metropolitain. Les Prêtres, les Diacres, & les autres Clercs étoient presentez par le peuple, & Ordonnez par l'Evêque, ou nommez & Ordonnez par l'Evêque avec le consentement du peuple : mais depuis l'an 500 les Evêques étant devenus maîtres de la quatrième partie des biens de l'Eglise, & s'étant par là rendus puissans, les Princes jugerent qu'il étoit de l'intérêt de l'Etat que ces élections ne se fissent point sans leur agrément ; & se reserverent le droit de confirmer l'élection des Evêques des grandes Villes, comme en Italie ceux de Rome, de Ravenne, & de Milan ; & dans quelques endroits le Prince se rendit seul le maître de l'élection. Des quatre portions des biens Ecclesiastiques, celles des Evêques & des Clercs se conserverent communément, mais celles de la Fabrique & des pauvres diminuerent peu à peu. Au commencement la part des Clercs ne fut point divisée entre eux, mais dans la suite ils la partagerent, & chacun commença d'avoir le sien propre ; & quoique les revenus fussent ainsi divisez, les fonds restoient toujours unis, & s'appelloient alors le Patrimoine des Eglises. Chaque Ministre commença à retenir pour soi les offrandes que l'on faisoit dans son Eglise ; mais pour reconnoître la superiorité Episcopale, ils donnoient à l'Evêque une troisième partie de ces oblations, ce qui s'appelloit le droit Cathedratique. Ils partagerent ensuite
les

les fonds, & assignerent à chacun sa portion ;
 comme en ce temps-là les Princes distribuient
 les fonds publics aux gens de guerre sous de
 certaines charges ; & que ces fonds ainsi distri-
 buez , étoient appelez en Latin *Beneficium* , &
 en langage Franc & Lombard , *Fief* ; de même les
 fonds Ecclesiastiques donnez à la charge de ren-
 dre des services à l'Eglise , furent appelez Bene-
 fices. Les Abbaïes étant devenuës riches, l'éle-
 ction de l'Abbé fut ôtée en quelques endroits
 aux Moines , les Princes se l'attribuerent ; dans
 d'autres endroits les Moines se maintinrent en
 possession d'élire leur Abbé , mais ils secouerent
 le joug de l'Evêque , en demandant au Pape des
 exemptions.

Les Evêques ne se contentant plus de la qua-
 trième partie des biens Ecclesiastiques , le peuple
 fut obligé de secourir les pauvres Prêtres qui lui
 administroient la parole de Dieu & les Sacre-
 mens ; & afin que cela se fît également , on éta-
 blit qu'on leur donneroit la dixième partie des
 revenus : c'est ce qui fut appelé *Dixmes* , dont
 l'origine vient de France , & qui n'ont jamais été
 établies ni en Orient , ni en Afrique. En Italie
 durant plusieurs siècles on n'ordonnoit point de
 Prêtre sans lui assigner en même temps un em-
 ploi particulier dans quelque Eglise , aux dé-
 pens de laquelle ils subsistoient. Dans la suite
 plusieurs Ecclesiastiques de mérite aiant été chas-
 sez de leurs Eglises , & reçus dans d'autres ,
 étoient entretenus aux dépens de la bourse com-
 mune comme les Clercs du lieu même , & pre-
 noient la place de ceux qui venoient à man-
 quer. Celui qui en étoit pourvu étoit appelé

Fra-Pao-
lo.

Incardinatus ; au lieu que celui à qui cette place étoit donnée d'abord , étoit dit *Ordinatus*. L'Auteur prétend que c'est-là l'origine des Evêques & des Prêtres Cardinaux , qui d'abord n'étoient qu'Aggregez , quoique la dignité de Cardinal ait été considérée comme un titre fort relevé. Les Prêtres Cardinaux Romains n'ont signé dans les Conciles celebres à Rome , qu'après les Evêques. Ils ont été longtemps sans avoir aucun habit de distinction. Innocent IV. leur attribua le chapeau rouge l'an 1244. Paul II. y ajouta la calotte rouge , sans toutefois la donner aux Moines Cardinaux , à qui elle a été depuis accordée par Gregoire XIV.

Dans les commencemens on n'ordonnoit point de Clercs sans titre d'Office ou de Benefice. Dans la suite les Evêques , quand il se présentoit des Sujets capables de rendre service à l'Eglise , n'ont point fait de difficulté de les ordonner. Ceux-ci aidotent les autres Beneficiers , qui en récompense leur donnoient pour subsister. On chargea les Evêques de nourrir les Clercs qu'ils ordonnoient sans titre. On a même ordonné des Evêques sous le titre d'un Diocese éloigné , dont ils n'étoient que titulaires , & n'avoient aucun territoire , mais desservoient les Dioceses des autres. Sous le regne de Charlemagne on laissa aux Evêques la liberté de disposer des dixmes. Quelques-uns les retinrent , d'autres en donnerent aux Prêtres des Cathedrales , & les Monasteres y eurent bonne part ; à la charge de mettre un Vicaire. On en accorda même à des Eglises que les Princes considéroient. L'Empereur

Charlemagne rendit aux Villes la liberté d'élire leurs Evêques, en permettant au Clergé & au Peuple de lui présenter un Clerc du Diocèse, lequel, après avoir été approuvé & investi en recevant de lui la Crosse & l'Anneau, devoit être sacré par les Evêques voisins. Il rendit aussi aux Moines le droit d'élire leur Abbé : enfin il voulut que l'élection du Pape se fît de la même manière qu'elle s'étoit faite autrefois sous les Empereurs d'Orient ; c'est-à-dire, que le Pape fût élu par le Clergé & par le Peuple, & que le Decret de l'élection fût envoyé à l'Empereur pour être confirmé, après quoi le Sujet élu étoit sacré. Après la mort de Charlemagne quelques-uns des Papes élus, se firent sacrer sans attendre la confirmation de l'Empereur : Paschal en usa ainsi avec Louis fils de Charles, à qui il envoya pourtant faire ses excuses, en disant qu'il y avoit été forcé par le peuple. Quelques-uns disent que Louis renonça au droit de confirmer le Pape, & alleguent pour preuve le Canon *Ego Ludovicus* ; mais c'est une pièce fort suspecte, & il est certain que Lothaire & Louis II. confirmerent les Papes qui furent élus de leur temps. Le Sujet élu ne prenoit point la qualité d'Evêque, mais seulement celle d'Elu, jusqu'à ce qu'il eût été confirmé par l'Empereur.

Le gouvernement de l'Eglise, si l'on en croit nôtre Auteur, étoit Democratique dans son commencement, puisque tous les Fideles avoient part aux délibérations principales. Il devint ensuite Aristocratique, à l'exception des élections auxquelles le peuple avoit encore part. Dans le reste l'Eglise étoit gouvernée par les Conciles

Fra-Pa-
lo.

*Fra-Pao-
lo.*

Provinciaux & par les Evêques , avec le Conseil composé des Chefs des Eglises & des Villes , & ensuite des Clercs de leur Eglise Cathedrale appelez Chanoines , parce qu'ils étoient nourris d'une portion de la Masse commune du revenu du Chapitre. Leur Institution précède de fort peu le regne de Charlemagne , & ils furent encore mieux établis de son temps.

Les Evêchez étant de grand revenu se donnoient souvent aux principaux Seigneurs de la Cour ; & les Princes leur confioient une partie du gouvernement Politique ; c'est de là que , selon nôtre Auteur , est venue leur Jurisdiction.

Depuis Charlemagne le peuple n'eut presque plus de part à l'élection des Evêques , ni des autres Ministres. Les Evêques ordonnoient ceux qu'il leur plaisoit , & conféroient les Benefices à leur volonté , si ce n'est quand le Prince leur proposoit quelque Sujet. Le Pape fut toujours élu par le peuple , & confirmé par l'Empereur avant que d'être sacré ; & les autres Evêques d'Italie ne l'étoient jamais qu'après avoir eu l'approbation de l'Empereur , ce qui s'observoit aussi en France & en Allemagne. Mais la posterité de Charlemagne aiant été chassée d'Italie en 884 , Adrien III. ordonna que le Pape fût à l'avenir sacré sans s'adresser à l'Empereur. Ici l'Auteur remarque que le nom de Saint , Tres-saint , & Beatissime que l'on donne au Pape , étoit commun à tous les Fideles , lorsqu'ils aspiroient tous à une sainteté parfaite ; mais que depuis que les Chrétiens se furent engagez plus qu'il ne leur convenoit dans les affaires du monde , ces noms resterent à l'Ordre Ecclesiastique : & après le

relâchement des Clercs inferieurs , aux seuls *Fra-Pao-*
Evêques. Enfin ces titres devinrent des titres *lo.*
d'honneur , & furent retenus par le seul Evê-
que de Rome. Le nom de Pontife étoit aussi
commun autrefois à tous les Evêques ; & celui
de Pape , qui semble être le nom propre du Pon-
tife Romain , a été autrefois commun à tous les
Evêques. Saint Cyprien Evêque de Carthage ,
est appelé Pape. Saint Jérôme donne ce titre à
saint Augustin : & dans les temps posterieurs Si-
donius Apollinaris appelle plusieurs Evêques
Papes , & est ainsi appelé. Dans le Decret il y
a divers Canons où Martin de Brague est appelé
Pape. Gregoire VII. fut le premier qui ordon-
na en 1076 , que le nom de Pape ne fût plus
donné qu'au seul Pontife Romain.

Après cette digression l'Auteur retourne à son
Histoire , & dit que dans les temps qui suivi-
rent la race de Charlemagne , on inventa en
France un moien par lequel les Eglises augmen-
terent leurs biens ; sçavoir , en recevant des Lai-
ques le fonds de leurs biens , à la charge de leur
en laisser l'usufruit , & même la valeur de deux
fois autant durant leur vie. Ce Contrat fut ap-
pellé *Précaire*. Depuis ce temps-là jusqu'à l'an
963 , c'est-à-dire , dans l'espace de quatre-vingt
ans , il y eut d'extrêmes desordres en Italie , soit
dans le gouvernement civil , soit dans l'admini-
stration de l'Eglise , & sur tout dans le Ponti-
ficat. Baronius a lui-même rapporté les déregle-
mens des Papes de ce siècle-là. Dans ce temps
tenebreux & plein de desordres , il ne faut pas
s'attendre à trouver une police certaine , & con-
forme aux Loix , sur l'administration des biens

*Fra-Pao-
lo.*

310 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
de l'Eglise. Hors de l'Italie les choses n'alloient pas mieux ; car les Princes donnoient les Evêchez à leurs Soldats , & même à de petits enfans. Le Comte Heribert oncle de Hugues Capet, fit son fils Archevêque de Reims à l'âge de cinq ans , & le Pape Jean X. le confirma. Neantmoins les Prelats se servirent de l'excommunication pour la défense de leurs biens , & pour le recouvrement de ceux que leurs Prédecesseurs avoient laissé perdre ; & ces Censures eurent tant d'effet , que les plus grands scelerats n'osoient toucher à ce qui appartenoit à l'Eglise : cela fut cause que beaucoup de gens mediocres , pour se mettre à couvert de la violence , donnoient leurs biens à l'Eglise , à condition qu'elle les leur rendît en fief ; en sorte que quand les Feudataires venoient à mourir sans posterité masculine, ce qui arrivoit souvent à cause des guerres & des fréquentes séditions populaires , la succession tomboit à l'Eglise.

L'Auteur, avant que de continuer son Histoire , traite ici trois questions. La premiere , si les biens Ecclesiastiques sont possédez de droit divin , ou humain , & qui en est le vrai Seigneur ? Tout le monde convient que les fonds d'heritage que l'Eglise acquiert , ou qui lui sont donnez , ne lui appartiennent que de droit humain ; mais quant aux dixmes, il y a deux opinions, l'une de la plupart des Canonistes qui tiennent qu'elles sont de droit divin ; & l'autre des Theologiens & de quelques Canonistes qui le nient. Les premiers se fondent sur la Loi de Moïse , & sur les commandemens qu'elle fait de donner la dixme aux Levites & aux Sacrificateurs ; mais ils se trompent en ce

qu'ils confondent une Loi divine positive qui n'étoit que pour les Juifs, avec la Loi divine naturelle & perpetuelle. Les seconds avouent bien que c'est un précepte de la Loi divine naturelle, & un commandement exprès de Jesus-Christ, que le Ministre de l'Autel vive de l'Autel, & que celui qui prêche la parole de Dieu, reçoive sa subsistance de ceux qu'il instruit; mais ils soutiennent que quant à la quantité, elle n'est pas déterminée, parce que ce qui seroit beaucoup dans un temps, & dans un lieu ne le seroit pas assez dans un autre. Il est de droit divin de donner une part aux Ministres de Jesus-Christ, mais s'il faut que ce soit une dixième, ou une vingtième partie, plus ou moins, cela est réglé par la Loi humaine, ou par la Coutume, qui est chose équivalente; & quand il est dit dans quelque Decretale, que Dieu a prescrit la dixme, ou qu'il est de droit divin de paier la dixme, la partie déterminée y est prise pour l'indéterminée; & par dixme, il faut entendre une partie qui est due, & nécessaire, appelée Dixme, parce que comme Dieu a déterminé cette partie dans le Vieux Testament par une Loi positive, la Loi humaine à son exemple, a institué la même chose dans le Nouveau. Ainsi les biens de l'Eglise de quelque nature qu'ils soient, sont possédez en vertu des Loix humaines. La seconde question est, sçavoir qui est le maître des biens Ecclesiastiques immeubles? Quelques-uns disent qu'ils sont à Dieu, ce qui est vrai si l'on l'entend d'un domaine general, selon lequel tout est à Dieu, & qui n'empêche pas le domaine particulier d'un chacun

*Fra-Pao
lo.*

*Fra-Pao-
lo.*

sur les biens. D'autres prétendent que le Pape est le maître & propriétaire de tous les biens Ecclesiastiques, & le prouvent par la Decretale de Clement IV. qui porte que la disposition de tous les Benefices lui appartient entierement. Saint Thomas refute cette opinion, & croit que le Pape peut bien être appelé le Dispensateur principal, mais nullement le Maître, ni le possesseur des biens de l'Eglise. Le Cardinal Caietan & le Pape Adrien VI. soutiennent que la propriété des biens est à l'Eglise, c'est-à-dire, à la communauté des Fideles du lieu auquel les biens sont laissez, & que l'administration en appartient aux Prelats, & aux autres Ecclesiastiques pour les employer conformément à l'intention de ceux qui les ont donnez, & aux Loix de l'Eglise. La question troisième est, sçavoir qui est maître des biens Ecclesiastiques dont on ne sçait point l'institution? L'Auteur la résout en disant, que par la Loi naturelle & civile, la Communauté succede aux biens dont il ne reste plus de maître particulier, & par consequent que l'Eglise en est la maîtresse; que les Beneficiers en sont seulement les dispensateurs, & que la propriété en appartient à celui en faveur de qui la donation en a été faite; & si on ne le sçait pas, à l'Eglise.

La confusion des affaires d'Italie causa par tout un desordre extrême dans les affaires Ecclesiastiques. Les Evêques & les Abbez étoient tantôt faits par les Princes, tantôt intrus de leur propre autorité; & les autres Ministres Ecclesiastiques étoient tantôt établis par ceux qui dominoient dans les Villes, & tantôt par les Evê-

ques. Les Benefices étoient en proie à ceux qui *Fra-Pao-*
 étoient les plus puissans. En 963 Othon de Saxe *lo.*
 étant venu en Italie, assembla un Concile où il
 fit déposer le Pape Jean XII. & se fit ceder par
 le Peuple Romain & par le Pape Leon VIII. le
 pouvoir d'élire le Pape, & les autres Evêques
 d'Italie. Depuis ce temps-là les Empereurs se
 mirent en possession d'élire les Evêques & les
 Abbez, & de les investir en leur donnant la
 Crosse & l'Anneau du dernier mort : les autres
 Benefices étoient conferez par les Evêques &
 les Abbez dont ils dépendoient ; si ce n'est que
 le Prince nommât quelqu'un au Benefice vacant,
 ou qu'il recommandât une personne pour être
 pourvû d'un Benefice quand il vaqueroit. Les
 trois Othons & leurs Successeurs jouirent de ces
 droits ; mais l'autorité Imperiale venant à di-
 minuer à Rome, le Peuple reprit son droit d'é-
 lire les Papes ; & après en avoir élu paisible-
 ment trois, & avec quelque tumulte, Benoît
 VIII. & Jean XX. freres, & après eux leur ne-
 veu Benoît IX. à l'âge de douze ans. Ce der-
 nier vendit une partie du Pontificat à Sylvestre
 III. & une autre à Gregoire VI. & ils tenoient
 tous trois le Siege à Rome en même temps.
 Henri Empereur III. du nom vint en Italie, mit
 Benoît en fuite, chassa Sylvestre, relegua Gre-
 goire en Allemagne, & priva le Peuple Romain
 du droit d'élire le Pape. Il en fit trois de suite,
 qui sans autres ceremonies prirent l'habit & les
 ornemens Pontificaux. Le troisième qui fut Bru-
 non Evêque de Toul, fut nommé Leon IX. au-
 quel le Moine Hildebrand conseilla d'entrer dans
 Rome en habit de Pelerin, & de n'y paroître

en habits Pontificaux qu'après que le peuple l'auroit proclamé. Cet artifice n'empêcha pas qu'après la mort de Leon, l'Empereur n'élût à Maïence Geberhard Evêque d'Eichstad, qui prit aussi-tôt les habits Pontificaux, & le nom de Victor II. Henri IV. aiant succédé à son pere en bas âge, les Papes furent créés durant sa minorité avec le consentement de ses Tuteurs, & il continua de donner l'investiture des Evêchez & des Abbaïes. Nicolas II. fit une Constitution nouvelle, portant que l'élection du Pape seroit faite, premierement, par les Evêques Cardinaux. Secondement, par les autres Clercs Cardinaux. Troisièmement, par le Clergé & par le Peuple, & qu'ensuite on demanderoit le consentement de l'Empereur. Alexandre II. son Successeur, aiant été élu en cette forme, l'Empereur ne voulut jamais le confirmer, & nomma pour Pape l'Evêque de Parme, à la priere de Gerard de Parme son Chancelier, lequel étant mort trois ans après, l'Evêque de Parme fut déposé, & Alexandre reconnu. A Alexandre succeda le Moine Hildebrand sous le nom de Gregoire VII. celui-ci eut de grands démêlez avec l'Empereur pour les investitures des Evêchez & des Abbaïes qu'il lui voulut ôter : ils continuèrent sous le Pape Paschal, & sous ses Successeurs Gelase II. & Calixte II. qui se servirent tous des Excommunications & des Censures contre les Empereurs Henri IV. & Henri V. pour les obliger à renoncer au droit des Investitures. Enfin après bien des contestations, des Conciles tenus de part & d'autre, & des batailles données, l'Empereur renonça aux Investitures, &

fini par là une querelle qui avoit duré plus de cinquante-six ans. A l'exemple des Papes, les Evêques de France & d'Angleterre contesterent aux Rois le droit de nommer aux Evêchez ; les Rois de France l'emporterent ; mais en Angleterre les Ecclesiastiques vinrent à bout de leur prétention. Lothaire de Saxe Successeur d'Henri V. voulut obliger le Pape Innocent II. de lui rendre les Investitures ; mais il se desista de cette demande à la persuasion de saint Bernard. *Fra-Pa
le.*

Les Princes restèrent neantmoins les maîtres de la collation de quelques Benefices. En France demeura le droit de Regale , par lequel le Roi a droit de conferer tous les Benefices qui n'ont point charges d'ames , vacans par la mort des Evêques , jusqu'à ce que le Siege soit rempli. En Allemagne il resta à l'Empereur un droit de donner des Canoncats dans plusieurs Eglises ; & quelques autres Princes retinrent ainsi divers droits particuliers dont les Papes les laisserent jouir , sous prétexte qu'ils les avoient par concession du Saint Siege. Vers l'an 1300 Boniface VIII. eut de grandes contestations pour le droit de Regale , avec Philippe le Bel Roi de France. En Espagne les Rois se contenterent de faire en sorte que nul Evêque ne fut ordonné sans leur consentement , mais le Roi Alphonse VI. demanda la confirmation de ce droit à Urbain II.

Dans l'intervalle qui fut depuis l'an 1122 qu'Henri V. renonça aux Investitures , jusqu'à l'an 1143 , il fut établi presque par tout , qu'après la mort de l'Evêque , l'élection de son Successeur seroit faite par le Chapitre , & confirmée par le

*Fra-Pao-
lo.*

16 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Metropolitain ; Que les Abbez seroient élus par les Moines , & ensuite confirmez par l'Evêque , si le Monastere n'étoit pas exempt ; & en cas qu'il le fût , par le Pape : que les autres Benefices qui étoient en Patronat , seroient conferez par l'Evêque sur la presentation des Patrons, mais que tous les autres resteroient entierement à la disposition des Evêques. Quant au Pontificat Romain, il sembloit qu'après l'exclusion du Prince l'élection dût retourner au Peuple & au Clergé , mais Innocent II. leur ôta le droit d'élire le Pape , qui peu-à peu fut restreint aux seuls Cardinaux.

Durant les troubles qui arriverent au sujet des differens, entre les Papes & les Empereurs , plusieurs Villes se revolterent contre l'Empereur à l'instigation de leurs Evêques liguez avec le Pape ; & lorsque les affaires s'accommoderent , leur possession se trouva si bien établie , que le Prince fut obligé de leur donner en fief ce qu'ils avoient usurpé ; & les Ecclesiastiques acquirent par là les titres de Duc , de Marquis , de Comte. Les Croisades procurerent encore de grands biens à l'Eglise ; de là vinrent les nouveaux Ordres militaires auxquels on donna aussi de grands biens. Les Curez exigerent ensuite outre les dixmes , des droits pour la sepulture , & pour l'administration des Sacremens , introduits par la coutume ; mais comme ils refusoient de faire leurs fonctions s'ils n'étoient paiez , Innocent II. remedia à ce desordre vers l'an 1200 , en leur défendant de faire aucun marché pour les fonctions de leur ministere , & de les refuser à ceux qui ne les païoient pas , mais il leur permit après qu'ils les auroient faites , de les contraindre d'ob-

server la loüable coutume , c'est-à-dire , de paier *Fra-Pao-*
ce qui étoit en usage. *lo.*

Les Papes ne donnoient dans le commencement que les Benefices du Diocèse de Rome , ou les Benefices de ceux qui , mourans à Rome , les laissoient vacans par leur mort. Ils se mirent ensuite en possession de recommander aux Evêques des Clercs pour les places qui viendroient à vaquer ; & par ces graces qu'ils appelloient Expectatives , ils se rendirent maîtres de la plupart des Benefices. C'est pourquoi elles furent restreintes à un seul Benefice dans chaque Eglise pendant le Pontificat d'un Pape. Ils s'attirèrent aussi la collation des Benefices électifs , comme des Evêchez & des Abbaies , tant par les formalitez qu'ils prescrivirent pour les élections , que par les contestations qui naissoient sur les élections dont ils se rendirent Juges , & s'attribuerent la disposition des Benefices , quand l'élection étoit déclarée nulle. Cela leur donna occasion de défendre aux Electeurs de proceder à l'élection sans la permission du Pape , ou de n'élire que de l'avis de certaines personnes envoyées de sa part. L'abus qui se commettoit dans la distribution des Benefices à des Etrangers , fut cause que la plupart des Beneficiers ne tenoient compte de résider. Alexandre III. y pourvût l'an 1179 , en ordonnant la résidence à tous les Beneficiers aiant charge d'ame ; on y comprit aussi sous cette Loi ceux qui avoient quelque dignité , administration ou prébende. Quant aux autres Beneficiers inferieurs , on n'a jamais dit qu'ils ne fussent pas obligez à résider , mais comme il ne leur avoit pas non plus été commandé

Fra-Pao-
lo.

de le faire , ils crurent peu à peu n'y être pas obligez , d'où est venu la distinction des Benefices à résidence , & des Benefices simples qui en sont exempts. Et comme cette maxime *Beneficium datur propter Officium* , sembloit rendre les Benefices simples inutiles , on déterminâ le terme d'*Officium* à la récitation des Heures Canoniales. On dispensa aussi quelques-uns de ceux qui étoient obligez à résidence quand ils étoient au service du Pape , ainsi qu'il fut déclaré par Honoré III. en 1220. On permit aux Curez de nommer des Vicaires perpetuels qui ne touchoient qu'une portion du Benefice , & de s'en réserver une partie. La distinction des Benefices simples & des Benefices qui obligent à résidence , emporta celle de Benefices compatibles & incompatibles ; ceux qui obligent à résidence sont incompatibles , un même homme ne pouvant être en deux lieux ; mais les Benefices simples sont compatibles , & entre eux , & avec les autres , puisque le service personnel n'y est pas nécessaire. Dans le commencement on procéda sur cette matiere avec beaucoup de retenue , & l'on se contenta de dire seulement que lorsqu'un Benefice ne suffisoit pas pour nourrir le Beneficier , il pouvoit en avoir encore un autre qui fut compatible , mais on n'osoit jamais aller jusqu'à trois , ni même jusqu'à deux quand un seul étoit suffisant. L'autorité de l'Evêque ne s'étendoit jamais plus loin , mais le Pape prétendit qu'il pouvoit conferer plus de deux Benefices au même Clerc , lorsque les deux ne suffisoient pas pour vivre , & cette suffisance fut portée bien loin par les Canonistes. Enfin l'on tint que le

Pape pouvoit permettre à un Ecclesiastique de *Fra-Pao-*
 tenir des Benefices en tel nombre qu'il voudroit : *lo.*
 de là sont venues les Dispenses pour la pluralité
 des Benefices, que tous les Canonistes convien-
 nent ne devoir être données que pour des cau-
 ses legitimes : les uns prétendent que les Dis-
 penses accordées sans cause legitime, valent
 devant Dieu & devant les hommes ; & les au-
 tres qu'elles peuvent seulement mettre à cou-
 vert des peines Canoniques ; mais qu'elles ne
 valent rien en conscience, & devant Dieu.
 Quelques-uns même ont tenu que le Pape peut
 donner plusieurs Benefices à charge d'ames,
 mais l'Auteur dit que la Cour de Rome a trou-
 vé d'autres moïens de donner plusieurs de ces
 Benefices sans paroître enfreindre la Loi. L'un
 de ces moïens est l'Union, & l'autre la Com-
 mende.

Dans l'Antiquité lorsqu'un Peuple, par les ac-
 cidens de la guerre, de la peste, ou des inon-
 dations, étoit réduit à un si petit nombre, qu'il
 n'avoit pas moïen d'entretenir un Ministre Ec-
 clesiastique, l'Evêque donnoit la conduite de
 ce Peuple au Curé voisin avec le peu de revenu
 qui restoit, & cela s'appelloit unir deux Cures.
 De même quand les Villes se dépeuploient, &
 ne pouvoient plus faire subsister honorablement
 leur Evêque, le Metropolitain & ses Suffragans
 assemblez en Concile, donnoient deux ou trois
 Villes à cet Evêque, & les Evêchez s'appel-
 loient Unis. On s'avisa depuis de faire aussi des
 unions en faveur de quelques lieux pieux ; &
 c'est ainsi que divers Benefices furent unis à des
 Evêchez, à des Monasteres, ou à quelque pau-

*Fra-Pao-
lo.*

vre Hôpital. Ces deux Benefices unis n'en faisoient plus qu'un ; par là on trouva le moïen de donner à un homme deux Benefices qui n'en faisoient qu'un, en unissant l'un à l'autre durant sa vie : Pouvoir qui fut donné au Pape ; & ces sortes d'unions ont long-temps été pratiquées à la Cour de Rome.

Les Commendes ont eu aussi une tres-loüable origine. Quand un Benefice, comme un Evêché ou une Abbaïe, étoit vacant, le Superieur en recommandoit le soin à quelque autre Evêque ou Abbé qui n'avoit point la jouïssance des revenus, & à qui on ne pouvoit pas dire que ce Benefice appartint ; neantmoins sous ce prétexte, les Canonistes établirent cette maxime, Qu'un Clerc pouvoit posseder deux Benefices, l'un en Titre, l'autre en Commende. Au commencement la Commende ne duroit que jusqu'à la provision, dans la suite on la donnoit pour un certain temps, qui quelquefois fut assez long, ce qui fut cause que le Pape défendit aux Evêques de la donner pour plus de six mois ; mais pour lui il se reserva le pouvoir de la donner pour un temps, ou pour toute la vie, même à des personnes qui n'avoient pas les qualitez requises.

Par ces moïens & autres semblables, les Papes se rendirent les maîtres de la disposition des principaux Benefices dans tous les Roïaumes, & prétendirent qu'elle leur appartenoit ; comme Clement IV. le declara en 1266, & comme son Successeur Clement V. le confirma. Cela a depuis passé pour une maxime certaine parmi les Canonistes ; & de là on a conclu que le Pape pou-
voit

voit concourir avec le Collateur ordinaire, & même le prévenir, & donner ce droit de concours & de prévention à qui bon lui sembleroit. *Fra-Paulo.*

L'Auteur, après avoir traité des moyens par lesquels l'Eglise a acquis des biens, parle de ceux dont elle s'est servie pour les conserver. Le principal est la défense d'aliéner ces biens. Dans les commencemens les Evêques n'avoient pas seulement le pouvoir de disposer des sommes mobilières, & des revenus, mais aussi des fonds. Dans la suite, ayant abusé de leur pouvoir, on fut obligé de défendre cette alienation. L'Empereur Leon la défendit à l'égard de l'Eglise de Constantinople l'an 470, & Odoacre à l'égard de l'Eglise Romaine. Le Concile de Rome sous le Pape Symmaque, fit la même défense; & ces Loix furent étendues dans la suite à toutes les Eglises, par l'Edit de Justinien de l'an 535, qui excepte seulement les cas de nécessité extraordinaire, comme la nourriture des pauvres dans un temps de famine, & le rachat des prisonniers, pour lesquels il étoit non seulement permis de disposer des fonds des biens Ecclesiastiques, mais même de vendre les vases sacrez. Après l'établissement de l'Empire d'Occident, les Conciles firent de nouvelles défenses d'aliéner les biens de l'Eglise, & les Papes prescrivirent de certaines solemnitez requises pour les alienations. Innocent IV. déclara nulle celle qui seroit faite sans ces conditions; & Gregoire X. dans le Concile de Lyon de l'an 1274, ordonna que pour aliéner les biens de l'Eglise, il faudroit outre les formalitez prescrites une per-

mission du Pape , ce qui fut , & est encore observé.

Le Pape Clement IV. s'étoit réservé la collation de tous les Benefices vacans , *in Curia*. Gregoire X. la restreignit à un mois seulement. Jean XXII. revoqua toutes les Dispenses que ses Prédecesseurs avoient données , de posséder plusieurs Benefices , & les restreignit à deux , se réservant la disposition des autres. Ce Pape divisa plusieurs Evêchez , & fit quantité de translations. Il inventa aussi les Annates en ordonnant l'an 1316 , que quiconque obtiendrait un Benefice de plus de vingt-quatre ducats de rente , paieroit le revenu d'une année pour l'expédition de ses Bulles. On étendit depuis l'Annate à tous les Benefices unis , aux Monasteres , aux Hôpitaux , & à d'autres lieux pieux , & cette imposition fut appelée *le Quinzain* , à cause qu'il falloit paier tous les quinze ans. Paul II. n'établit ce droit vers l'an 1470 , que pour les Benefices unis par les Papes depuis l'an 1417 ; mais Paul IV. l'étendit à tous les Benefices unis avant ce temps-là. Benoît XII. qui succeda à Jean XXII. fit une reserve generale de tous les Benefices vacans *in Curia* , de ceux des Officiers du Pape & de la Cour Romaine , des Benefices qui viendroient à vaquer , par la privation des Beneficiers , ou par la translation à d'autres Benefices , & de tous ceux qui seroient réunis entre ses mains. Il ne fit cette reserve que pour sa vie ; mais Clement VI. son Successeur en fit une semblable , ce qui donna lieu à Edoüard Roi d'Angleterre , de défendre que l'on reçût dans son Roiaume aucune provision de la Cour de Rome. Inno-

cent VI. qui succeda à Clement, fut obligé de revoquer toutes les reservations par une Bulle qui commençoit *Pastoralis*, que l'on a perdu. Peu d'années après les reservations furent rétablies. Edoüard s'en plaignit encore l'an 1373 au Pape Gregoire XI. qui les annulla toutes l'an 1375. *Fra-Pao-
lo.*

Le Schisme des Papes qui succeda, augmenta encore le desordre dans la collation des Benefices ; les deux Papes voulant chacun de leur côté augmenter leurs revenus, & se faire des créatures par le nombre des Benefices qu'ils conféroient. Quelques Roiaumes ne voulurent point se soumettre à ces exactions. L'Allemagne refusa d'admettre les reservations & les expectatives, & l'Empereur Charles IV. défendit la levée qu'un Legat d'Innocent VI. vouloit faire pour donner de nouvelles provisions aux Beneficiers qui avoient été pourvus par les Evêques. Charles VI. Roi de France, défendit les reservations, les annates, & les autres exactions de la Cour de Rome. Mais après la mort du Duc d'Orleans, Jean XXIII. se rendit maître de la collation des Benefices de la France, en donnant au Roi, à la Reine, au Dauphin, & à la Maison de Bourgogne, la nomination pour tous leurs Officiers ; moyennant quoi il eut la disposition de tout le reste ; mais la Cour de Rome ne conserva ce droit que jusqu'à la mort de Charles VI. car Charles VII. renouvela les anciennes défenses. On inventa en ce temps-là plusieurs clauses qu'on mettoit dans les Bulles, qui donnerent matiere à plusieurs procès.

Ce fut dans ce temps-là que les résignations

Fra-Paolo.

commencerent à avoir lieu. Autrefois un Ecclesiastique ne pouvoit se démettre de la charge qui lui avoit été donnée qu'avec la permission du Supérieur, & pour des causes legitimes, comme la maladie du corps & de l'esprit, la vieillesse, le danger de résider dans un lieu où l'on avoit de puissans ennemis. La coutume s'introduisit ensuite de renoncer à son Benefice, à la charge de le faire passer à un autre, ce qui s'appella *Resignatio in favorem* : moïen de rendre les Benefices hereditaires, mais qui apportoit un grand profit à la Cour de Rome, parce que les collations des Benefices en devenoient beaucoup plus fréquentes. Dans la suite comme plusieurs Beneficiers sentant approcher leur fin, se donnoient un successeur par cette voie, la Chancellerie Romaine fit une regle, Que la résignation ne seroit point valable, si le Beneficier malade, ne survivoit vingt jours après l'acceptation du Résignataire.

Le Schisme étant éteint dans le Concile de Constance, Martin V. voulut retenir les réservations, les expectatives, les annates, les commendes, & les collations des Benefices; on s'y opposa en France; & ensuite le Concile de Basle défendit absolument toutes les réservations, à l'exception de celles des Benefices qui vaueroient *in curia*, & abolit les expectatives, les annates, & toutes les autres exactions de la Cour de Rome. La France & l'Allemagne reçurent les Décrets de ce Concile; & on publia en France l'an 1438 cette fameuse Pragmatique qui rendit les élections aux Chapitres, & les collations aux Ordinaires.

Les Papes ne laisserent pas de conserver leurs *Fra-P*
droits dans les autres pais , de les introduire peu *lo.*
à peu dans ceux où ils n'étoient pas reçus , &
même de les augmenter : de là vint l'usage d'ad-
mettre des résignations *in favorem* , avec la re-
tention des fruits du Benefice , ou pension , &
avec faculté de regrès , & la nomination de
Coadjuteur , avec le droit de succeder aux Bene-
fices. En Allemagne , le Concile de Basle étant
reçu des uns , & non des autres , les causes Be-
neficiales y étoient diversement jugées. Pour ob-
vier aux dissensions , Nicolas V. & l'Empereur
Frederic III. firent en 1448 un Concordat , par
lequel il fut arrêté , que les Benefices vacans en
Cour de Rome , seroient reservez au Pape ; &
que dans le reste des Benefices électifs on proce-
deroit par élection ; que la collation des autres
Benefices qui vaqueroient , appartiendrait pen-
dant six mois au Pape , & six mois aux Colla-
teurs ordinaires , avec cette clause , Que si le
Pape manquoit de conferer dans trois mois les
Benefices qu'il auroit à remplir , la collation en
seroit dévoluë aux Ordinaires. Ce Concordat ne
fut pas reçu generalement , & ne l'est pas en-
core dans toutes les Eglises d'Allemagne.

En France la Pragmatique fut soutenuë for-
tement par le Clergé , & par l'Université de
Paris , contre les entreprises du Pape Pie II.
Louis XI. la revoqua ; mais il la rétablit trois
ans après sur les oppositions de l'Université , &
les remontrances du Parlement de Paris , & el-
le subsista jusques au Concordat fait entre Leon
X. & François I. par lequel la Pragmatique fut
abolie , l'élection des Evêques & des Abbez ôtée

Fra-Pao-
lo.

aux Eglises Cathedrales & Conventuelles, & accordée au Roi ; les graces expectatives, & toutes les reserves entièrement revoquées, à l'exception seulement des Collateurs qui auroient plus de dix Benefices à leur collation, qui seroient tenus d'en conferer un, selon la volonté du Pape, & deux s'ils en avoient plus de cinquante, aiant le droit de conferer les autres ; sçavoir, dans quatre mois de l'année aux Graduez des Universitez, auxquels ils sont obligez de les conferer, & dans les autres mois à qui ils voudront. Ce Concordat fut enfin reçu malgré les oppositions de l'Université & du Parlement : Henri II. en suspendit l'exécution pour un temps ; quand la paix fut faite, le Concordat fut rétabli. Les Etats d'Orleans voulurent y apporter quelques modifications, mais les Reglemens de cette Assemblée ne furent point suivis.

Le Concile de Trente a tâché de reformer plusieurs abus sur les Benefices, en défendant la pluralité des Benefices, des Commendes à vie, des Benefices à charge d'ame, celles des Monasteres, les unions à vie, les regrès, les accès, & les Coadjutoreries avec succession future, si ce n'est dans les Cathedrales & dans les Monasteres, & en commandant la résidence sous des peines tres-rigoureuses.

Les pensions qui sont plus commodes que les Benefices, ont neantmoins subsisté, & plusieurs reserves, outre les résignations *in favorem* ; & les Canonistes ont fait le Pape le maître absolu des revenus Ecclesiastiques. Nôtre Auteur refute cette opinion, & traite ensuite la question,

Si les Beneficiers sont propriétaires, ou simples dispensateurs usuaires ; les Canonistes sont partagés sur ce sujet ; & Caietan tient le milieu, en disant, que les Beneficiers qui n'ont que ce qu'il leur faut à peu près pour vivre, sont maîtres de leurs revenus ; mais que les Evêques & les Abbez riches, qui ont dans leurs revenus les portions de l'Eglise & des pauvres, sont obligés de faire l'aumône, & de s'acquitter des autres œuvres pieuses par justice, & sous peine de restitution à faire par eux, & par ceux qui reçoivent d'eux. L'Auteur, pour résoudre cette question, observe, 1. Que les Beneficiers sont tenus d'employer les revenus qui, soit par testament, soit par fondation originaire, sont destinés & consacrés à quelque œuvre pieuse, suivant leur destination, & qu'ils ne peuvent se les appliquer à eux-mêmes, ni à d'autres ; mais à l'égard de ceux qui sont donnés pour la récompense du service, il décide qu'ils sont aux Beneficiers qui rendent ces services ; & que pour savoir ce qui peut être considéré dans le Benefice comme le juste salaire du service, il faut comparer & mettre en balance les revenus avec le service, & que s'il se trouve que les revenus soient plus que suffisants, il est à présumer que de si grands biens n'ont pas été donnés aux Beneficiers pour en faire ce qu'ils voudront, mais afin de les employer utilement pour le bien de l'Eglise.

Quant aux acquisitions nouvelles des Eglises & des Ordres Monastiques, il sembloit qu'elles dussent être à leur fin. La devotion de donner des biens à l'Eglise, aux Moines, & aux Ordres

*Fra-Pa
lo.*

*Fra-Pao-
lo.*

Militaires , est beaucoup refroidie ; les Religieux Mendians par leur Institution ne devoient rien posséder en propre. Ils ont obtenu des privilèges qui les dispensent de cette Loi ; mais les plus rigides ne s'en servent pas , & ils sont presque-inutiles aux autres. Les Jesuites ne peuvent rien acquérir pour leurs Maisons Professes , mais ils le peuvent pour leurs Colleges. Enfin l'Auteur insinuë ici ce qu'il a établi ailleurs , qu'il est de l'interêt public de mettre des bornes aux acquisitions des Ecclesiastiques.

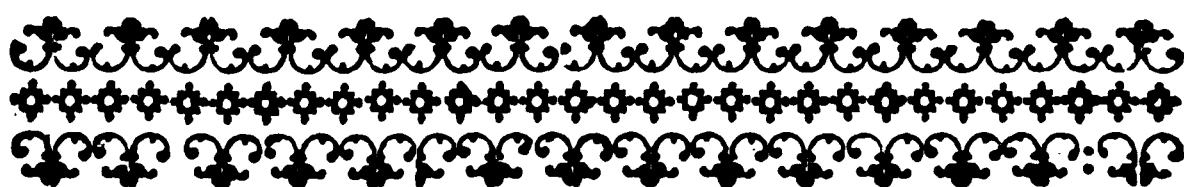
Il parle ensuite de l'usage qu'on faisoit des fruits qui se trouvoient à la mort des Beneficiers ; s'ils pouvoient en disposer par Testament , & à qui ces biens passaient s'ils mouroient sans tester. Lorsque les biens de chaque Eglise étoient en commun & sous une seule administration , il est certain que tout ce qui se trouvoit entre les mains d'un Clerc decedé , restoit incorporé à la masse commune ; mais quand on institua les Benefices , il fut ordonné en même temps que tout ce que le Beneficier laisseroit à sa mort , seroit à l'Eglise , c'est - à - dire , à la Communauté des Clercs s'il avoit des Collegues , ou à son Successeur s'il étoit seul. Cet usage dura jusqu'à l'an 1300 ; mais comme il arrivoit souvent que les Beneficiers avoient d'autres biens de leur patrimoine , ou qu'ils avoient acquis par leur propre industrie , il fut dit qu'ils pourroient laisser ceux-ci par leur Testament à qui ils voudroient ; mais que des fruits de leur Benefice ils n'en pourroient jamais disposer pour cause de mort. Dans la suite ils mirent au rang des biens acquis par leur industrie , les épargnes qu'ils avoient faites des

revenus de leurs Benefices : de là est venuë la *Fra-Pa-*
 coutume que les Beneficiers inferieurs peuvent *lo.*
 même tester des fruits de leurs Benefices ; &
 que sans tester , leurs parens en heritent *ab in-*
testat , ainsi que de leur patrimoine. Mais ce que
 les Evêques laissoient appartenoit à leur Eglise ,
 selon les anciens Canons ; cependant ils eurent
 depuis la faculté de tester , même des biens Ec-
 clesiastiques. Les Papes s'attribuerent non seu-
 lement les revenus des Benefices pendant la va-
 cance , mais aussi les biens que les Beneficiers
 laissoient en mourant ; & envoierent par tout
 des Collecteurs pour s'en mettre en possession.
 On donna le nom de *dépoüilles* aux biens que
 les Clercs laissoient en mourant. Les Papes s'é-
 toient mis en possession des dépouilles des Evê-
 ques & des Abbez en France , & en jouïrent
 jusqu'à l'an 1385 , que Charles VI. ordonna que
 leurs parens en heriteroient comme de leurs au-
 tres biens. Dans d'autres pais le droit de dé-
 pouille s'est conservé jusqu'à nôtre siècle , & il
 a été confirmé par une Bulle de Paul III. don-
 née en 1541 ; mais il n'a presque point d'exe-
 cution ; & par une Loi de Charles V. & de Phi-
 lippe II. tout le Clergé des Roïaumes de Castille,
 à la reserve des Evêques , est exempt de cette
 Charge.

Il n'est pas necessaire d'avertir que ce Traité
 de Fra-Paolo est rempli de beaucoup d'érudi-
 tion , l'extrait que nous en avons fait le montre
 évidemment ; mais il ne faut pas oublier de dire
 que l'Auteur y raisonne par principes ; qu'il y
 établit des maximes , qu'il y fait des reflexions,
 non seulement en Theologien & en Canoniste ,

*Fra-P40-
lo.*

330 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
mais encore en Politique. Il faut neantmoins
avoüer qu'il ne ménage en aucune maniere la
Cour de Rome, & qu'il en parle avec une li-
berté qui témoigne son ressentiment & sa par-
tialité.



G U I L L A U M E

E T

J E A N B A R C L A I

P E R E E T F I L S :

Et des Ouvrages composez par eux , ou
contre eux , sur la Souveraineté de la
Puissance temporelle des Rois.

*Guillaume
Barclai.*

LA Question de l'autorité prétendue du Pape
sur le Temporel des Rois , & sur le pouvoir
de les déposer , n'a jamais été agitée avec tant
de chaleur , ni discutée avec plus de soin qu'au
commencement du dix-septième siècle. Dès la
première année de ce siècle , François Bozzius
d'Eugubio Prêtre de la Congregation de l'Ora-
toire , fit un Livre de la Monarchie & de la Ju-
risdiction temporelle de l'Eglise , dans lequel il
soutient que la Puissance Ecclesiastique a de droit
divin & naturel autorité sur la Puissance Secu-

liere , & que le Pape peut exercer dans le Fore
 exterieur , avec pouvoir de punir ceux qui ne
 voudroient pas lui obéir , non seulement à raison
 du peché mortel , mais aussi pour la conservation
 des vertus morales , & pour détourner des cho-
 ses qui peuvent induire au peché. De ce princi-
 pe qu'il tâche d'établir sur plusieurs raisons , &
 sur plusieurs autoritez , il conclut que le Pape a
 un pouvoir direct & coactif sur le Temporel des
 Rois ; qu'il peut disposer des Roiaumes, les trans-
 férer , déposer les Rois , & en établir de nou-
 veaux pour de justes causes , quoiqu'il ne puisse
 pas priver les Princes de leur légitime Domaine,
 ni les empêcher de l'exercer quand ils en usent
 bien. Bellarmin , comme nous avons dit , n'a-
 voit pas été si loin que cet Auteur dans ses prin-
 cipes ; car il n'avoit admis qu'une puissance in-
 directe des Papes sur le Temporel des Rois , mais
 il en tiroit les mêmes conséquences , & les éta-
 blissoit sur plusieurs exemples. Ce sont ces deux
 Auteurs que GUILLAUME BARCLAI en-
 treprit de refuter sur ce sujet , dans son Livre
 de la Puissance du Pape. Mais avant que d'en
 faire l'extrait il faut faire connoître qui étoit ce
 Barclai. La famille des Barclais est d'une des
 grandes Maisons d'Ecosse : celui dont nous par-
 lons étoit né à Aberdeen dans ce Roiaume , vers
 l'an 1540. Il fut dans sa jeunesse en faveur auprès
 de la Reine Marie Stuart. Il continua de demeurer
 à la Cour du Roi d'Ecosse fils de cette Princef-
 se , mais y aiant perdu son temps & son bien ,
 voyant son país ruiné par les guerres civiles , les
 Catholiques persecutez , & sa Princesse en pri-
 son en Angleterre , il se retira en France l'an

*Guillaume
 Barclai.*

Guillaume
Barclai.

1571, ou 1573, & quoiqu'il eût près de trente ans, il ne laissa pas d'aller étudier en Droit à Bourges sous Cujas, qui présida à l'Acte dans lequel il reçut le bonnet de Docteur en Droit ; & se rendit si habile dans cette science, qu'il se trouva bien-tôt capable de l'enseigner. Le Jesuite Edmond Hai son oncle, lui fit avoir une Chaire de Professeur en Droit dans l'Université de Pont-à-Mousson, qui venoit d'être fondée par le Duc de Lorraine. Barclai s'y rendit vers l'an 1578, & fut honoré par le Duc de la Charge de Conseiller dans ses Conseils, & de Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel. Il épousa vers l'an 1580 Anne de Marville Demoiselle Lorraine, dont il eût Jean Barclai. Après la mort de la Reine Elizabeth, Barclai & son fils allerent à Londres trouver le Roi Jacques, qui lui offrit une place dans son Conseil, avec de bons appointemens, mais il refusa ces offres à cause de la condition qu'on y avoit apposée, qu'il embrasseroit la Religion Anglicane. Il repassa en France au commencement de l'année 1604, & accepta une place de Professeur Roial en Droit dans l'Université d'Angers ; il y regenta avec un grand éclat jusqu'à sa mort, qui arriva vers la fin de l'année 1605, & fut enterré aux Cordeliers. Barclai a fait de son vivant un Discours sur la vie d'Agricola, & un Commentaire sur le titre des Pandectes : *De rebus creditis, & de Jurjurando*, imprimé à Paris l'an 1605. Mais les deux Ouvrages qui l'ont rendu le plus celebre, sont le Traité de la Puissance des Rois, & celui de la Puissance du Pape. Le premier est contre Buchanan, Brutus, ou Hubert Languet, Bou-

cher, & les autres ennemis de la Monarchie, qui soutiennent que les Rois peuvent être déposés par leurs Sujets. L'autre est contre Bozzius, Bellarmin, & les autres Auteurs Ultramontains, qui croient qu'ils peuvent être déposés par le Pape. Dans l'un & dans l'autre il vange l'autorité souveraine des Rois. Il fit imprimer le premier à Paris en l'année 1600, & le dédia au Roi Henri IV. Il avoit fait le second vers le même temps pour le dédier au Pape ; mais il ne parut qu'après sa mort ; car quoiqu'il l'eût donné de son vivant pour être imprimé, & fait une Epître dédicatoire à Clement VIII. il le retira des mains de l'Imprimeur, & le garda près de dix ans, pendant lesquels il y ajouta plusieurs choses, y fit des corrections, & en retrancha beaucoup pour le réduire à un petit Volume. Son fils Jean Barclai le fit imprimer après sa mort à Londres en 1610. Ces deux Ouvrages ont été depuis imprimés à Hanover en 1612.

*Guillaume
Barclai.*

Barclai le fils étoit né, comme nous avons dit, à Pont-à-Mousson le 28 de Janvier 1582 ou 1583. Son pere l'éleva avec beaucoup de soin, & le fit étudier chez les Jésuites. Il fit en peu de temps beaucoup de progrès dans les belles Lettres, & publia à l'âge de dix-neuf ans un Commentaire sur la Thebaïde de Stace. Les Jésuites eussent beaucoup souhaité de l'avoir dans leur Compagnie, mais son pere s'y opposa fortement, & le mena en Angleterre, où il publia un Poëme Latin sur le Couronnement du Roi Jacques ; & la premiere partie de l'Euphormion en 1603, dédiée à Sa Majesté Britannique, qui conçut tant d'estime pour le jeune Barclai, qu'il voulut le

Guillaume
Barclai.

retenir à sa Cour ; mais Guillaume Barclai craignant que les sentimens des Protestans ne fissent trop d'impression sur l'esprit de son fils, le ramena avec lui en France. Il demeura à Angers jusqu'à la mort de son pere ; & de là vint à Paris, où il épousa Louise Debonnaire, fille de Michel Debonnaire Trésorier des vieilles Bandes, & d'Ursine Denisot. Il passa ensuite en Angleterre avec sa femme, où il eut d'elle deux garçons & une fille. Il y étoit dès l'année 1606, & ce fut alors qu'il fit connoissance avec M. de Peiresc. Il fut bien reçu par le Roi Jacques qui lui donna des emplois considerables. Il y publia l'Histoire de la Conjuración des Poudres d'Angleterre ; & quelques-uns l'ont soupçonné d'avoir travaillé au Livre du Roi pour l'Apologie du serment d'Angleterre. Il fit aussi imprimer en 1609 le Traité de son pere, de la Puissance du Pape, & en 1610 l'Apologie d'Euphormion. En 1612 il fit imprimer à Paris la défense du Livre de son pere contre Bellarmin, sous le titre de la *Picté* ; & deux ans après il fit paroître un Livre intitulé : *Icon Animorum*, qui fut encore publié à Londres. Il sortit de cette Ville en 1616, & revint à Paris ; il fut présenté à M. du Vair Garde des Sceaux, par son bon ami M. de Peiresc. Il alla ensuite à Rome sous le Pontificat de Paul V. où il publia un Livre de Controverse intitulé : *Parænesis ad Sectarios*, imprimé depuis à Cologne en 1617. Il y trouva plusieurs illustres protecteurs, entre autres le Cardinal Maphée Barberin, qui fut depuis Pape sous le nom d'Urbain VIII. & Bellarmin même, quoiqu'il eût écrit contre lui, le reçut avec beau-

coup d'honnêteté. Paul V. lui fit du bien, & Gregoire XV. son Successeur, continua cette liberalité. Barclai eut encore un fils à Rome ; il y vivoit fort retiré, & passoit son temps à l'étude, ou à cultiver des fleurs dans son jardin. Il mourut le 12 Aoust 1621, pendant que son Argenis s'imprimoit en France. Son corps fut porté dans l'Eglise de saint Onuphre sur le Janicule ; & son fils lui fit élever un tombeau de marbre dans l'Eglise de saint Laurent, sur le chemin de Tivoli, sur lequel étoit son Buste que sa veuve fit ôter, parce que vis à vis du tombeau de son mari, il y en avoit un tout semblable de Bernard-Guillaume Précepteur du Cardinal François Barberin, ne voulant pas que son mari, illustre par sa naissance, & plus encore par son esprit, & par son érudition, fut mis en parallele avec un Pedagogue de peu de mérite. Jean Barclai a été soupçonné d'avoir fait profession en Angleterre de la Religion Anglicane : le Jesuite Eudemon-Jean Imperialis l'en accuse, mais il l'a nié formellement, & déclaré publiquement dans la Préface de son Livre de Controverse, qu'étant né Catholique, il avoit toujours été Catholique ; & qu'encore qu'il fût Officier du Roi Jacques, il n'avoit point assisté au service de l'Eglise Anglicane, & qu'il avoit été assidu à celui des Catholiques ; il prend même le Roi Jacques à témoin de cette verité ; ce qu'il n'y a pas d'apparence qu'il eût osé faire, s'il avoit fait profession en Angleterre de la Religion Anglicane.

Le Traité de Guillaume Barclai du Regne & de la Puissance Roïale contre les Monarchoma-

*Guillaume
Barclai.*

*Guillaume
Barclai.*

ques, est divisé en six Livres. Il refute dans les deux premiers le Dialogue de Buchanan Ecoſſois, du droit de Regner ; & il traite de l'excellence & de l'utilité de la Monarchie, des maux que causent la conjuration & la rebellion, de l'origine des Loix, & de leur fin ; du pouvoir Souverain qu'ont les Princes de faire des Loix, & de l'indépendance où ils sont de prendre & d'exécuter les desseins qu'ils veulent. Il soutient dans le troisième, que les Princes ont une souveraine liberté, qui n'a d'autres bornes que leur volonté ; & qu'ils sont Supérieurs non seulement à chacun de leurs Sujets, mais à tous leurs Sujets ensemble ; enſorte qu'ils ne peuvent être contraints de faire leur devoir, ni obligez de se ſoumettre au jugement du peuple. Que les loix humaines, ni les jugemens ne peuvent avoir de force contre eux pour les punir, & que c'est un privilege de la Majesté Roiale de ne rendre compte de ses actions qu'à Dieu, qu'elle reconnoît pour son seul Supérieur. Qu'enfin il n'y a aucune cause, quelque juſte qu'elle paroisse, pour laquelle un peuple puisse s'élever de sa propre autorité contre son Prince. Le quatrième Livre contient la réfutation des raisons que l'on oppose à ces principes, & particulièrement de celles de Junius Brutus. Le cinquième & le sixième est une Critique des Livres de Boucher. Barclai en promet un septième, qui eût été excellent sur le devoir des Princes, & l'obligation où ils sont de temperer cette souveraine liberté, & cette étendue de l'Empire Roial, de maniere qu'ils gardent les loix de l'équité, de la justice, & de l'honnêteté, aiant toujours devant les yeux

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 337
yeux leur devoir plutôt que la Puissance, & per-
suadez qu'ils rendront un compte terrible à
Dieu s'ils abusent de leur autorité, & que ni
leur Puissance Royale, ni leurs richesses, ni les
forces de leur Etat, ne leur serviront de rien
quand ils paroîtront au jugement de Dieu. Cet
Ouvrage est parfaitement bien écrit, rempli de
beaucoup d'érudition Ecclesiastique & Prophane,
& le droit des Rois y est traité à fond, & mis à
couvert contre toutes les objections de droit &
de fait, proposées par les ennemis de la Monar-
chie. Il seroit à souhaiter qu'il fut plu. com-
mun, & que les Theologiens, les Politiques, &
les Magistrats l'étudiaissent avec soin.

Guillaume
Barclai.

Guillaume Barclai, après avoir défendu en ge-
neral la Souveraineté des Rois contre les entre-
prises des peuples, entreprit encore de la défen-
dre en particulier contre ceux qui la font dé-
pendre dans le temporel de la Puissance de l'E-
glise & des Papes. Son Livre est intitulé : *De
la Puissance du Pape*, quoiqu'il n'y traite que
cette question, Si le Pape a quelque droit &
quelque autorité ; & quel droit & quelle autorité
il a sur les Princes Souverains.

C'est un petit Volume qui comprend de grands
principes, & beaucoup de choses. Dans l'Épître
dédicatoire adressée, comme nous avons dit, au
Pape Clement VIII. il remontre à sa Sainteté,
que le progrès qu'a fait l'heresie en France, en
Allemagne, en Angleterre, & en Ecosse, vient
de ce que quelques-uns de ses Prédecesseurs ont
entrepris contre les Rois ; & qu'ainsi c'est ren-
dre service à l'Eglise que de faire voir que les
Papes n'ont point un pouvoir, dont la prétention

*Guillaume
Barclai.*

les a rendus si odieux , & a causé tant de maux à l'Eglise. Il proteste ensuite qu'il n'a point entrepris cet Ouvrage pour faire sa Cour aux Princes , mais par amour pour l'Eglise , & pour la vérité ; & qu'il l'offre avec sincérité , & avec soumission au Souverain Pasteur , lui en laissant le jugement. Il proteste encore dans le commencement de l'Ouvrage , qu'il honore & qu'il respecte le Saint Siege Apostolique , & que son dessein n'est point de rien retrancher au Vicaire de Jesus - Christ , & au Successeur des Apôtres saint Pierre & saint Paul , de la Puissance & de la dignité qui lui appartiennent ; mais d'examiner quelle est , & jusqu'où s'étend cette Puissance que tous les Chrétiens doivent reconnoître dans le Souverain Pontife , & de declarer sur ce sujet son sentiment , sans dissimulation , & sans flatterie , & aussi sans passion & sans haine. Il distingue ensuite les différentes opinions des Docteurs Catholiques sur ce sujet. La premiere est celle des Canonistes , qui assurent que Jesus-Christ a donné à saint Pierre , & à ses Successeurs , toute la puissance & toute l'autorité tant civile & temporelle , que spirituelle & Ecclesiastique. La seconde est celle de quelques Theologiens qui rejettans ce principe comme contraire à l'Ecriture sainte , à la Tradition , à la pratique de l'Eglise ancienne , & à la doctrine des Saints Peres , ne laissent pas de lui conserver l'autorité sur le Temporel , en disant que quoique le Pape , comme Pape , n'ait directement aucun pouvoir temporel , & que sa Puissance soit toute spirituelle , il a indirectement , à cause du spirituel , une Puissance souveraine de disposer des biens temporels

de tous les Chrétiens. Entre les nouveaux Theologiens, Thomas Bozzius de l'Oratoire est du sentiment des Canonistes, & Bellarmin du sentiment des derniers. Barclai prétend que quoique le principe des Canonistes soit tres-faux, ils raisonnent plus conséquemment, parce qu'il est naturel que le Pape exerce ce droit s'il l'a reçu; au lieu que ceux qui n'admettent point ce pouvoir ne raisonnent pas conséquemment, parce qu'ils veulent que le Pape se serve d'un pouvoir qui ne lui est point accordé, & qui ne lui est pas même nécessaire pour les choses sur lesquelles il a quelque autorité. Neantmoins Bozzius a soutenu ce sentiment, sur des raisons que Barclai refute, en établissant pour principe, que les deux Puissances par lesquelles le monde est gouverné, l'Ecclesiastique, & la Politique, sont tellement distinguées & séparées de droit divin, que quoiqu'elles viennent toutes deux d'un même principe qui est Dieu, elles sont renfermées dans leurs bornes; en sorte que l'une ne peut rien entreprendre sur l'autre; & qu'elles sont toutes deux indépendantes l'une de l'autre, comme S. Bernard l'enseigne dans son premier Livre de la Consideration, au Pape Eugene; & entre les Theologiens plus récents, Jean Driedo. Ce qui est appuié sur le témoignage du grand Osius Evêque de Cordouë, à l'Empereur Constance; d'où le Pape Innocent & Panorme concluent, que les Laïques ne sont pas obligez d'obéir au Pape dans les choses qui ne sont pas spirituelles. Bozzius, qui soutient le contraire, est condamné nettement dans la Lettre de Nicolas I. à l'Empereur Michel, que Bozzius explique ridiculement. Il

*Guillaume
Barclai.*

*Guillaume
Barclai.*

n'y a aucun vestige de cette Puissance Temporelle, ni dans l'Ecriture, ni dans la Tradition, comme Bellarmin le reconnoît lui-même. Il est certain que les Papes n'avoient aucun droit sur les Empereurs Paiens, & que les Rois Chrétiens ne peuvent pas être de pire condition. La profession de la Religion Chrétienne n'exempte personne, selon saint Augustin, de la sujétion qui est due naturellement au Prince. Les Apôtres n'ont point eu de pouvoir sur le Temporel des Empereurs, & par conséquent leurs Successeurs n'en peuvent prétendre. La soumission spirituelle que les Princes doivent aux Papes & à l'Eglise, est d'un ordre tout différent. Tous les Papes jusqu'à saint Gregoire le Grand, ont reconnu qu'ils devoient obéir aux Rois; & ce grand Pape en a fait profession. Si quelques-uns de ses Successeurs, comme Boniface VIII. se sont attribuez une autorité qu'ils n'avoient point, leur prétention a été cause de beaucoup de scandale & de troubles; elle a été desavouée par quelques-uns, & n'a été nourrie & soutenue que par des flatteurs dignes de mépris. Deux choses ont donné occasion à quelques Papes de s'attribuer ce pouvoir; l'une, le respect que l'on avoit pour le Saint Siege; l'autre, la crainte de l'excommunication, qui paroissoit si formidable, que les Sujets se croioient obligez de ne plus obéir à leurs Princes excommuniés. Gregoire VII. est le premier qui sur ce fondement s'est attribué le pouvoir d'ôter, & de donner les Roïaumes comme bon lui sembloit; mais son entreprise n'a produit que des catastrophes tragiques dans le monde Chrétien

Enfin Barclai juge inutile de refuter plus ample-
ment l'opinion des Canonistes & de Bozzius, qui
est presentement rejetée par le commun des
Theologiens.

*Guillaume
Barclai.*

Il vient ensuite à l'opinion de Bellarmin &
des autres Theologiens, qui donnent au Pape,
par une Puissance indirecte, tout ce qu'ils lui
ôtent de Puissance directe sur le Temporel. Il
montre que tous les Argumens qu'ils apportent
contre la Puissance directe sur le Temporel des
Rois, peuvent être retorquez contre eux ; &
qu'il n'est pas plus parlé dans l'Antiquité de cet-
te Puissance indirecte des Papes, que de sa Puif-
sance directe ; que l'une n'a pas été plus mise en
pratique que l'autre ; & qu'il n'y a pas eu plus de
raison de tolerer plutôt les premiers Empereurs
Chrétiens qui sont tombez dans l'apostasie, ou
dans l'heresie, que les derniers. Que les Evêques
des derniers siècles devoient être aussi prêts à
souffrir le martyre, que ceux des premiers sie-
cles ; & qu'il n'y a pas eu moins à craindre pour
la tranquillité publique de se servir de ce moïen
dans les derniers siècles, que dans les premiers.
Que c'est par un principe de conscience & de de-
voir que les anciens Evêques ont obéi aux Prin-
ces Heretiques, & injustes, & non par une sim-
ple politique, comme il le prouve par les passa-
ges des Peres. Cela donne occasion à Barclai
d'examiner ici plusieurs exemples des dépositions
des Empereurs par les Papes, & d'en faire voir
l'injustice & la nullité. Il fait voir ensuite que
la Puissance indirecte, a tous les mêmes incon-
veniens que la Puissance directe. Et il entre-
prend enfin le Livre de Bellarmin pour y ré-

*Guillaume
Barclai.*

pondre pied à pied. Il réplique d'abord à son Argument general, qui est que la Puissance Civile est sujette à la Puissance Spirituelle, parce que l'une & l'autre fait partie de la République Chrétienne, en disant que ces deux Puissances sont tellement parties de cette République, que l'une n'a point de Puissance sur l'autre, & qu'elles se reconnoissent mutuellement dans les choses qui sont de leur dépendance; en sorte que la Puissance Temporelle est sujette dans les choses spirituelles à la Puissance Ecclesiastique, & la Puissance Ecclesiastique dans les choses temporelles, à l'autorité Civile; ce qui doit produire entre elles une union & une société qui fait qu'elles s'entr'aident mutuellement, sans que l'une domine sur l'autre. Leurs fins sont différentes; car la fin de l'une est le bonheur éternel, & celle de l'autre est le bonheur temporel, & la tranquillité publique: leurs objets sont differens, & la maniere d'exécuter leur pouvoir, est entièrement differente. Quoique les Princes abusent de leur autorité au détriment de l'Eglise, les Sujets les doivent souffrir, & reconnoître pour Rois, en conservant neantmoins leur Religion. Qu'il est faux que les Princes en se faisant Chrétiens, aient soumis leur Couronne & leurs droits à la disposition de l'Eglise; & qu'enfin Jesus-Christ n'a donné à ses Ministres qu'une Puissance purement spirituelle; que l'obéissance qui est due aux Rois est de droit naturel & divin, dont le Pape ne peut dispenser. Du droit il revient aux faits alleguez par le Cardinal Bellarmin, & fait voir que tous les Papes qui ont entrepris de déposer les Rois, ont causé

des schismes & des guerres qui ont porté beaucoup de préjudice à l'Eglise. Il montre ensuite que l'exemption des Laïques de l'autorité Seculière ne vient point de l'autorité Ecclesiastique ; Que les Conciles les ont soumis aux Princes dans les choses temporelles , & qu'ils ne sont exempts de la juridiction ordinaire par les Ordonnances des Princes ; qu'à condition de reconnoître leur autorité Souveraine ; Que l'Excommunication & les Censures Ecclesiastiques ne regardent que les ames , & ne touchent point les biens temporels sur lesquels les Papes & les Evêques n'ont point de droit comme Papes , & comme Evêques. De la refutation de Bellarmin , Barclai passe à celle de Sanderus , & confond en peu de mots les raisons de cet Auteur. Il entre ensuite dans le détail des exemples apportez par Bellarmin , pour prouver son Système , & finit à celui du Pape Zacharie , sur lequel il remarque qu'avant que ce Pape eut parlé , Pepin étoit déjà en possession de la Puissance Roïale , que tous les Grands du Roïaume étoient prêts de le reconnoître ; Que le Pape ne fut consulté que sur la These generale ; Qu'il ne donna son avis qu'avec beaucoup de peine , & qu'il y a lieu de douter si ce fut avec justice que Childeric fut déposé.

Bellarmin étant nommément attaqué dans le Livre de Barclai , fit un Traité pour soutenir contre cet Auteur ce qu'il avoit avancé du pouvoir du Pape sur le Temporel des Rois ; & afin de montrer que son sentiment n'est pas singulier , & qu'il n'est pas le seul qui l'ait soutenu , il commence par rapporter les sentimens de

*Guillaume
Barclai.*

plusieurs Theologiens & Canonistes de toutes les Nations d'Occident qui ont reconnu ce pouvoir ; il y ajoute les exemples des Papes qui ont entrepris de déposer les Rois , & les Conciles qui ont autorisé ces dépositions. Après cette espece de Préface , il examine pied à pied les raisons de Barclai , & se tient toujours à son principe , que quoique la Puissance Ecclesiastique & la Puissance Politique soient deux differentes Puissances , neantmoins la Puissance Politique est subordonnée à la Puissance Ecclesiastique , & que comme les Princes ont droit de commander aux Artisans dans les choses de leur art , par rapport au gouvernement civil , quoiqu'ils ne possèdent pas leur art , de même le Souverain Pontife peut commander aux Rois & aux Princes dans les choses qui regardent le temporel , par rapport au spirituel , & les empêcher d'abuser de leur pouvoir pour détruire l'Eglise , entretenir les Heresies & les Schismes , & perdre leurs ames & celles de leurs Sujets , & que si les Rois & les Princes ne lui obéissent pas en ces occasions , il est en droit de les excommunier , d'absoudre leurs Sujets du serment de fidelité , & enfin les priver de leurs Roïaumes. Du droit il revient aux faits , & prétend justifier ce qu'il a avancé , que si les premiers Papes n'ont rien fait contre les Princes ennemis de l'Eglise , ils ont eu des raisons de ne le point faire. Il réplique ensuite aux réponses que Barclai donne à ses raisons , & refute quelques digressions du Livre de Barclai , entre autres celle qui regarde l'exemption des Clercs ; après quoi il reprend les six exemples que Barclai avoit combattus , & tâche de

faire voir qu'ils prouvent sa prétention. Il cite sur le dernier plusieurs Auteurs qui ont écrit que Childeric avoit été déposé, & Pepin établi en sa place par l'autorité du Pape. Ce Livre fut défendu par Arrêt de la Cour du Parlement de Paris du 26 Novembre 1610, sur les Conclusions de M. l'Avocat General Servin, qui fit un long discours pour montrer que la doctrine du Cardinal Bellarmin étoit fautive, contraire aux maximes du Roïaume, & préjudiciable à l'autorité des Rois.

Guillaume
Barclai.

Jean Barclai qui avoit publié, comme nous avons dit, le Livre de son pere, crut qu'il étoit de son devoir de le défendre; & c'est pour ce sujet qu'il a intitulé sa Replique du nom de *Pieté*, parce qu'il y défend la memoire de son pere & l'autorité des Rois, ce que les Anciens appellent, *Pietas in parentes, & in patriam*. Il a copié dans cette Replique la réponse entière de Bellarmin, & y répond article par article. Premièrement, après avoir remarqué que tous les Auteurs citez par Bellarmin, sont des Auteurs modernes, & la plupart des Theologiens ou des Canonistes dévouiez à la Cour de Rome, il refute en détail les raisons de la plupart de ces Auteurs, & fait voir que quelques-uns ne sont pas du sentiment de Bellarmin. Venant ensuite aux raisons de Bellarmin, il montre qu'il n'y a point de subordination de la Puissance Civile à la Puissance Ecclesiastique en ce qui regarde le Temporel; Que les Rois sont à la verité soumis aux Papes, & à la Puissance Ecclesiastique, mais en qualité de Chrétiens, & non pas en qualité de Rois; Que le Pape a bien quelque autorité sur

*Guillaume
Barclai.*

346 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
eux , mais une autorité purement spirituelle ;
Qu'il peut les punir , mais par des peines spiri-
tuelles , & nullement par des peines temporelles
qu'il n'a pas droit d'imposer ; Que les Ecclesia-
stiques sont de même soumis aux Rois dans ce
qui regarde les choses temporelles en tant qu'-
hommes & citoïens , & non pas pour ce qui
regarde le spirituel ; Que les Rois leur peuvent
commander pour ce qui regarde le Temporel ,
& non pas pour ce qui regarde le Spirituel ;
Qu'ils peuvent les punir par des peines tempo-
relles , mais qu'ils ne peuvent pas emploier con-
tre eux par leur autorité les peines Ecclesiastiques.
Ces deux Puissances sont égales & Souveraines ,
mais chacune en leur genre ; elles ont des fins
differentes , & des moïens differens pour y parve-
nir ; c'est sur ce principe que roulent toutes les
réponses de Barclai aux raisons de Bellarmin :
mais il entre encore dans le détail des passages
& des exemples alleguez par Bellarmin , & fait
voir que les passages citez par son pere sont mal
expliquez par Bellarmin ; Que c'est en vain que
ce Cardinal prétend que les premiers Papes
n'ont pas déposé les Empereurs & les Rois de
leurs temps ennemis de l'Eglise , pour des rai-
sons particulieres qui n'ont plus eu lieu dans la
suite ; Que les entreprises de Gregoire VII. &
des autres Papes contre les Rois , ont été inju-
stes , préjudiciables à l'Eglise ; Que les six exem-
ples de déposition des Rois , alleguez par Bellar-
min , ne prouvent point ce qu'il prétend ; & que
les Auteurs qui ont dit que Childeric avoit été
déposé , & Pepin élu par l'autorité du Pape Za-
charie , n'ont rien voulu dire autre chose , si ce

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 347
n'est que , ce fut suivant son conseil , & par son avis , que Pepin avoit déjà toute l'autorité Roïale, quand il fut reconnu pour Roi.

Guillaume
Barclai.

Bellarmin ne fit point de réponse à la Replique de Jean Barclai , mais le Jesuite Jean l'Heureux , qui a pris le nom d'Eudemon-Jean , écrivit une Lettre en forme d'avis à Barclai qui étoit alors à Paris , dans laquelle il reprend quelques endroits de son Ouvrage , défend Bellarmin sur quelques points , & accuse Barclai de n'avoir pas parlé avec assez de respect des Papes & des Conciles.

Le style de Guillaume Barclai est beaucoup plus simple que celui de son fils. Ce dernier n'a pas neantmoins écrit dans sa Réponse à Bellarmin , d'un style aussi figuré , ni aussi élégant , que dans son Euphormion , & dans son Argenis dont Grotius a tant estimé la latinité , qu'il a fait ce dytique en l'honneur de Jean Barclai ; mis au-dessous son portrait :

*Gente caledonijs , Gallus natalibus , hic est
Romam Romano qui docet ore loqui.*

Cependant tout le monde n'en a pas jugé de même ; & si le style de Barclai a eu quantité d'Admirateurs , il a eu aussi des Critiques , & des Critiques du premier Ordre, comme Joseph Scaliger , Sorel , & quelques autres ; & en effet , c'est un style particulier , plein de gallecismes , & qui n'est point dans le goût des Auteurs Latins du siècle d'Auguste. Pour la réponse à Bellarmin , elle est écrite d'un style plus naturel , quoique plus negligé. Barclai y raisonne avec beaucoup de justesse , & refute avec exactitude & avec solidité les Argumens de ce Cardinal. Son Exhor-

tation aux Sectaires n'a pas été estimée par quelques Auteurs ; cependant elle est solide , remplie de bons principes , & écrite avec beaucoup de justesse , & de vivacité. Il y comprend la plupart des questions de Controverse dans un petit Volume , & rapporte sur chacune les raisons les plus convaincantes pour établir la doctrine de l'Eglise. Afin que l'on n'en puisse douter , en voici un Extrait.

Jean Barclai.

Il declare dans la Préface qu'il a toujours fait profession publique de la Foi Catholique en Angleterre , quoiqu'il fût Officier du Roi , & cite pour témoins de ce fait , les Ambassadeurs des Rois Chrétiens , leurs Confesseurs , & même le Roi d'Angleterre ; il proteste qu'il n'écrit pas contre les Heretiques , parce qu'il est sorti d'Angleterre , mais qu'il en est sorti pour écrire contre eux , pour éviter le peril où ses enfans auroient été de changer de Religion s'il y étoit demeuré , & pour ne pas donner occasion de rendre la memoire de son pere suspecte. Il parle de la défense qu'il avoit composée pour l'Ouvrage de son pere contre le Cardinal Bellarmin , & dit qu'il avoit eu beaucoup de regret de voir que les Heretiques l'approuvoient , & qu'il y avoit des Catholiques à qui il déplaisoit. Il avouë qu'il a reconnu depuis dans cet Ouvrage des choses qu'il condamneroit lui-même quand personne n'y trouveroit à rédire. Il en marque trois , 1. de ce qu'il a distingué les Republiques Ecclesiastique & Civile , comme si c'étoient deux Corps séparés , & non pas une même Republique , ou plutôt deux Republiques qui ne font qu'un Corps. 2. De ce qu'il a éludé l'autorité

des Conciles, en avançant qu'on ne devoit pas faire grand cas des suffrages des Evêques, parce qu'ils étoient dévoués au Pape, ou prévenus par l'interêt du parti. 3. De ce qu'il avoit dit contre l'exemption des Clercs. Après cette retractation il se louë des bienfaits du Pape, & de la bienveillance du Cardinal Bellarmin. Enfin il se congratule d'être sorti d'un país où il ne pouvoit pas défendre la Religion, & d'être venu à Rome où il avoit la liberté de faire paroître les Ouvrages qu'il avoit composez pour ce sujet. Il desavouë neantmoins un Ecrit fait contre le Roi d'Angleterre aussi-tôt après son départ, que quelques-uns lui avoient attribué.

Jean Barclai.

Barclai se propose dans le corps de l'Ouvrage de combattre les Heretiques par l'Ecriture sainte, persuadé que les Argumens que l'on tire contre eux de l'autorité de l'Eglise, des Conciles, & des Peres, ont moins d'effet, parce qu'ils ne la reconnoissent pas. Mais avant que d'entrer en dispute, il fait remarquer que la plupart des Sectaires sont persuadez qu'on peut se sauver dans toutes les Communions chrétiennes, au lieu que l'Eglise declare qu'il n'y a point de salut hors de sa Communion. Les Lutheriens disent la même chose des Calvinistes, qu'ils tiennent pour Heretiques : & Barclai admire que le Roi d'Angleterre ait pû croire que les Puritains pouvoient être sauvez. Il soutient que la difference entre les Dogmes des Catholiques & ceux des Protestans, est de telle nature, qu'il faut necessairement que les uns ou les autres soient Heretiques, & hors d'état de salut. Et sur ce principe il fait cet Argument : Qu'il faut que

*Jean Bar-
clai.*

350 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
tous les Sectaires soient damnez , ou que leurs
Ancêtres , c'est - à - dire , tous les Chrétiens de
l'Eglise Grecque & Latine , avant la reforma-
tion de Luther , soient damnez. Luther est l'Au-
teur de tous les Sectaires : on suppose qu'avant
lui toutes les Eglises du monde étoient dans l'er-
reur. Il faut donc qu'il ait été un homme en-
voïé de Dieu par une Mission extraordinaire.
Quel miracle a-t-il fait pour autoriser sa Mis-
sion ? On dira peut-être que sa vie exemplaire
tient lieu de miracle : elle a été au contraire
toute charnelle : il a violé ses vœux , & épousé
une Vierge consacrée à Dieu , ce qui a toujours
paru un crime détestable dans l'Eglise. Ses Ecrits
ne sont pas plus purs que sa vie. Zwingle , Cal-
vin , & les autres Auteurs de différentes Sectes ,
n'ont point de marques plus visibles de leur vo-
cation. Ils ont quitté Luther : s'il avoit été en-
voïé de Dieu pour être le Restaurateur de la Foi,
c'étoit une impiété à eux de ne pas suivre sa do-
ctrine ; & s'ils ont bien fait de s'en écarter , Lu-
ther a été un faux Prophete que Dieu n'avoit
point envoïé. Barclai décrit ensuite le progrès
que l'herésie a fait en Allemagne , en Anglater-
re , en Ecosse , & en France ; par quels moïens
elle s'y est établie , & de quelles impostures on
s'est servi pour tromper les peuples. En compa-
rant les pratiques de l'Eglise , & les mœurs qu'
elle inspire aux Catholiques , avec la discipline
des Eglises Prétendues Reformées , & leur ma-
niere de vivre ; il fait voir que l'esprit & les
sentimens de la piété chrétienne , & de la primiti-
ve Eglise se trouvent parmi les Catholiques , &
qu'il n'y a rien d'édifiant ni de conforme aux

pratiques de l'ancienne Religion Chrétienne dans les communions des Protestans. Il montre que les premiers Reformateurs n'ont point eu de droit de prescrire une nouvelle doctrine ; qu'on n'a point dû les croire , & que suivant les principes des Protestans , chacun a droit de se forger une Religion telle qu'il lui plaît. Il prouve ensuite qu'il n'y a qu'une seule véritable Eglise , qui ne peut être divisée , & qui a toujours été la même ; Que les Sectaires ne sont point de cette Eglise , puisqu'ils s'en sont séparés , qu'ils n'ont point la succession , & qu'ils sont divisés entre eux. Il montre que l'Eglise Romaine est la véritable , parce qu'elle tire l'origine de sa succession & de sa doctrine , des Apôtres. Il ajoute que les Sectaires ne peuvent point assigner le temps où elle a cessé d'être la vraie Eglise , & d'enseigner la doctrine Apostolique. Il soutient que la Foi a toujours été la même , & qu'il n'y a point de milieu entre l'erreur & la vérité ; il pousse fortement l'Argument de l'impossibilité du changement insensible de doctrine. Il avoue que l'Eglise peut enseigner , & comme de Foi , une chose qui n'étoit pas regardée comme de Foi avant sa définition ; mais il soutient qu'il ne peut pas arriver qu'elle tienne une chose comme de Foi , qui auroit été condamnée & défendue dans l'antiquité. Il ne veut pas que l'on confonde les questions des Theologiens sur des choses indifférentes & douteuses , avec les points que l'Eglise croit & enseigne comme de Foi. Il cite plusieurs passages des Peres pour faire voir que l'ancienne Eglise a eu dans tous les siècles la même doctrine.

*Jean Bar
clai.*

*Jean Bar-
clai.*

Des considerations generales Barclai passe aux particulieres, & commence par la question de la Primauté du Pape. Il fait voir qu'il étoit tres-convenable que Jesus-Christ donnât un Chef sur la terre à son Eglise, qui fût le Juge des disputes qui s'éleveroient, & qui gouvernât tous les Fideles comme leur Souverain Pasteur. Il prouve par des passages de l'Ecriture, qu'il a accordé cette prerogative à saint Pierre, & à ses Successeurs; & il se sert, premierement, du passage de saint Matthieu, chapitre 10. où il est dit que Simon, qui est appelé Pierre, est le premier des Apôtres: il n'est pas le premier par l'ordre du temps, de sa vocation; & cette Primauté n'est pas une simple Primauté d'honneur. Il a été établi le premier, comme dit saint Jérôme, afin que l'Eglise aiant un Chef, il n'y eût plus occasion de schisme. Il rapporte ensuite le fameux passage du chapitre 16 du même Evangile, *Tu es Pierre, & sur cette Pierre je bâtirai mon Eglise*; sur lequel il remarque que le terme Syriaque qui signifie *Pierre*, est un terme masculin qui peut convenir à un homme. Il cite les Peres qui, par la Pierre sur laquelle Jesus-Christ dit que son Eglise sera bâtie, entendent la personne de saint Pierre, & de ses Successeurs. Il remarque que quoique saint Augustin ait crû qu'on pouvoit aussi par cette Pierre entendre Jesus-Christ; il a neantmoins reconnu la Primauté & la Puissance de saint Pierre, & de ses Successeurs. Il allegue encore le passage de saint Irenée, & quelques exemples de l'Antiquité, pour montrer que l'on a toujours reconnu la prééminence & l'autorité de l'Eglise de Rome.

Barclai

Barclai traite ensuite de l'Ecriture sainte, touchant laquelle il remarque qu'il y a trois questions de Controverse. La première, quels sont les Livres Canoniques ? La seconde, à qui il appartient de les interpreter. La troisième, si toute la Loi Chrétienne, tous les préceptes de Jesus-Christ, & les institutions des Apôtres, sont tellement contenuës dans l'Ecriture sainte, que l'on n'ait aucun besoin de Tradition. Sur la première il accuse les Protestans de ne pas reconnoître plusieurs Livres pour Canoniques, que l'ancienne Eglise reconnoissoit pour tels. Il interroge d'abord les Sectaires à qui il appartient de juger quels sont les Livres Canoniques ? si c'est aux particuliers, ou si ce n'est pas plutôt à l'Eglise ? Il leur demande si tous les Livres qu'ils reçoivent comme Canoniques, ont été ainsi reçus dans la primitive Eglise. Il leur remontre que la seconde Epître de saint Pierre, & celle de saint Jacques & de saint Jude, que tous les Calvinistes reçoivent, n'ont pas été reconnues autrefois comme Canoniques par tous les Fideles, & qu'ainsi ils n'ont pas plus de raison de les reconnoître que les autres Livres qu'ils rejettent, parce qu'ils n'étoient pas reconnus de toutes les Eglises dans les premiers siècles. Il traite en particulier de l'autorité de tous les Livres que l'Eglise reconnoît pour Canoniques, & que les Protestans rejettent. Sur la seconde Controverse, A qui il appartient d'interpreter l'Ecriture sainte ? il fait voir que ce n'est point aux particuliers, mais à l'Eglise à qui il appartient de juger du sens de l'Ecriture. Cette question lui donne occasion de parler de la lecture de l'Ecriture sainte.

Jean Barclai.

*Jean Bar-
clai.*

te , sur laquelle il dit , que l'Eglise Catholique ne défend à personne de la lire en Hebreu , en Grec , ou en Latin , parce qu'elle suppose que ceux qui savent ces Langues sont en état d'en profiter ; & qu'à l'égard des Versions vulgaires , elle a jugé qu'il n'étoit pas à propos que des ignorans les lussent sans la permission de l'Evêque , parce qu'elle a vû que plusieurs abusoient de cette lecture , qu'elle y a suppléé par les Sermons où l'on rapporte les Evangiles , par les Livres où ils sont inferez , & par quantité d'Ouvrages de pieté tirez de l'Ecriture sainte , qui sont entre les mains de tout le monde. Il ajoute que l'expérience fait connoître que la lecture de l'Ecriture sainte n'est pas toujours si utile qu'on se l'imagine ; Que les Prétendus Reformez qui la lisent , n'ont pas tant de pieté que la plupart des Catholiques ; Qu'il y a plusieurs choses dans l'Ancien Testament qui peuvent être une occasion de chute & de scandale à ceux qui présument trop d'eux-mêmes ; Qu'enfin l'Eglise empêche autant qu'il est en elle , que les Fideles ne soient exposez aux dangers qui se rencontrent dans la lecture de l'Ecriture sainte , sans leur en ôter le fruit. Elle dispense , dit - il , sagement l'Ecriture sainte , & ne l'ôte à personne. Enfin Barclai prouve la nécessité & l'autorité des Traditions. Il fait voir que les Protestans sont eux-mêmes obligez de l'admettre , puisque c'est par son canal qu'ils ont l'Ecriture sainte , & qu'il y a bien des choses sur lesquelles ils ne se reglent que par la Tradition ; comme , par exemple , sur la liberté qu'ils se donnent de manger du sang contre l'expresse défense qui en a été faite , non

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 355
seulement dans l'Ancien Testament, mais aussi
par le Concile de Jerusalem.

*Jean Bar-
clai.*

Barclai entre dans le second Livre de sa Parenese, dans le détail des questions controversées, & commence par les Sacremens. Les Catholiques en reconnoissent sept; les Protestans n'en admettent que deux, le Baptême & l'Eucharistie. Il leur demande ce qu'ils entendent par le mot de Sacrement? si c'est un signe qui distingue le Chrétien de celui qui n'est pas Chrétien, ou quelque chose de nécessaire pour le salut, ou enfin si c'est un signe visible institué de Jesus-Christ pour nous communiquer une grace invisible? Si le Sacrement n'est autre chose que le signe qui distingue le Chrétien de celui qui ne l'est pas, la foi sera un Sacrement aussi-bien que les autres vertus Chrétiennes, & les actions qui font connoître que l'on est Chrétien. Si l'on entend ce qui est nécessaire pour le salut, le Baptême ne l'est pas même, selon les Calvinistes, qui prétendent que les enfans morts sans Baptême, peuvent être sauvés, & que si l'on entend par le nom de Sacrement, un signe visible d'une grace invisible, institué par Jesus-Christ, ce nom convient aussi à la Penitence, dans laquelle l'action du Prêtre qui est visible, communique la grace; comme il est nettement déclaré par les paroles de Jesus-Christ. La Confirmation est approuvée par plusieurs Protestans; & le Roi de la Grande Bretagne se fâcha fort contre Dumoulin, parce que ce Ministre en avoit mal parlé. Elle seroit inutile si elle ne donnoit la grace du Saint-Esprit; & si elle la donne, c'est un Sacrement, puisque c'est un signe visible qui con-

Jean Bar-
clai.

fere une grace invisible. L'Extrême-Onction, l'Ordre, & le Mariage, sont encore du nombre des Sacremens, selon l'Eglise Romaine : ce sont des signes extérieurs par lesquels elle prétend que la grace est conférée & augmentée à ceux qui les reçoivent : elle a des passages de l'Ecriture qu'elle explique en ce sens. Elle a pour elle le témoignage de plusieurs siècles, & l'autorité de quantité d'Auteurs estimables pour leur érudition, & pour leur piété. Les Protestans ne peuvent apporter aucun passage de l'Ecriture, qui prouvent que ces signes ne conferent point la grace ; & tous leurs efforts aboutissent à tâcher de faire voir que les passages alleguez par les Catholiques, ne prouvent pas ce qu'ils prétendent. Après avoir parlé du nombre des Sacremens en general, il prouve en particulier que la Penitence est un Sacrement nécessaire à ceux qui sont tombez dans des pechez mortels depuis le Baptême, & que la Confession en fait partie. Quand il vient à l'Eucharistie, il fait beaucoup valoir le consentement de toutes les Eglises du monde, Latines, Grecques, Armeniennes, Abyssines, Moscovites, touchant la presence réelle du Corps de Jesus-Christ dans l'Eucharistie, qui convenoient toutes de cette doctrine, quand Luther & Calvin sont venus au monde. Il objecte aux Prétendus Reformez la variété des sentimens qui se trouve sur ce sujet parmi eux. Il les combat par les passages de l'Ecriture sainte, & répond aux difficultez qu'ils alleguent. Il prouve l'antiquité de la Messe, & le Sacrifice, par le témoignage des Anciens. Il avoue que le terme de *Transubstantiation* est

nouveau ; mais il montre que la doctrine exprimée par ce terme ; *sçavoir, le changement réel du pain & du vin au Corps & au Sang de Jesus-Christ*, a été enseignée par les Peres. Dans le troisième chapitre il prouve le Libre-arbitre par des passages de l'Ecriture sainte , & par quelques témoignages des Anciens ; & fait voir que l'Eglise condamne également les excès des Calvinistes & des Pelagiens , & combat fortement le sentiment de Calvin , Que Dieu est auteur des pechez , que Dieu les a ordonnez , & que l'homme peche par nécessité. Il montre que les hommes ne sont pas justifiez par la seule foi ; qu'ils ne sont point certains de leur justification , & qu'il y a de l'impiété à dire que toutes les actions des Justes sont des pechez , quoique veniels , & que toutes celles des Reprouvez sont des pechez mortels.

Jean Barclai.

Barclai traite ensuite des œuvres que l'on appelle de sur-érogation , ou des œuvres de piété , qui ne sont point commandées par le précepte. Il prouve leur utilité par l'Evangile même , qui enseigne que la pauvreté volontaire , la chasteté , les jeûnes , & l'aumône , sont des œuvres agréables à Dieu , quoiqu'elles ne soient pas commandées ; cela lui donne occasion de parler du jeûne de Carême : il fait voir que les Anciens l'ont considéré comme de Tradition Apostolique. Il dit qu'il n'est point observé en Angleterre , quoiqu'ils fassent profession de le garder. Il défend contre les Novateurs l'Ordre Monastique par la pratique de l'ancienne Eglise , & soutient que les vœux & les austeritez que les Moines pratiquent sont raisonnables , & conformes à l'Evangile.

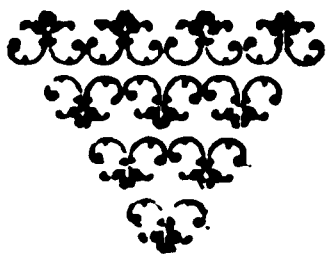
*Jean Bar-
clai.*

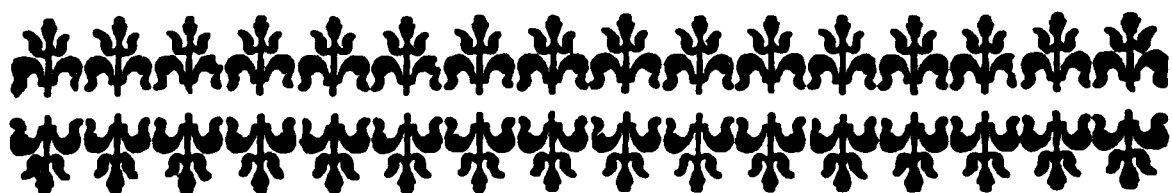
Il passe ensuite au culte extérieur, & commence par l'invocation des Saints. L'Ecriture sainte nous apprend que l'on peut demander les prières des vivans ; elle ne dit pas qu'on ne puisse point s'adresser aux morts ; toute l'ancienne Eglise a mis cette pratique en usage ; en s'adressant aux Saints, on s'adresse à Dieu, parce qu'on leur demande leur suffrage auprès de Dieu. L'Ecriture nous apprend que non seulement les Peuples entiers, mais aussi chaque Fidele a son Ange Gardien : refusera-t-on aux Anges le culte qui leur est dû ? Il est vrai qu'on ne les doit pas adorer du culte souverain qui n'est dû qu'à Dieu seul ; mais cela n'empêche pas qu'on ne puisse leur rendre un culte inférieur : c'est ce culte que l'Eglise Catholique rend aux Saints & à leurs reliques. L'Histoire Ecclesiastique est pleine d'exemples des mêmes honneurs rendus aux Martyrs, & à leurs reliques, & des miracles qui ont été faits par les reliques des Saints. Enfin pour ce qui regarde les Images, si l'on prend le précepte à la lettre, il n'est pas moins défendu d'en faire, que de leur rendre quelque culte. Nous ne prions point les Images, mais nous prions auprès des Images ; Nous sçavons qu'elles sont insensibles, mais nous parlons à ceux qu'elles représentent ; A l'occasion de l'Image, nous honorons le Saint ; & nous ne respectons l'Image que de la même manière que nous baissons les Evangiles ; & que nous avons de la veneration pour les Autels, les Calices, & les autres choses qui servent au culte Divin, comme des choses consacrées au service de Dieu, & à cause de leur usage. On rend le même culte à

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 359
la Croix ; on honore celle à laquelle Jesus-Christ
a été attaché , comme un précieuse relique , &
les autres Croix comme une representation de la
mort de Jesus-Christ. Barclai rapporte ici plusieurs
exemples touchant le respect que les anciens
Chrétiens avoient pour le signe de la Croix , &
les merveilleux effets qu'ils lui ont attribuez.

*Jean Bar
clai.*

Le Purgatoire est le dernier article dont Bar-
clai parle dans cette Parenese. Il rapporte que
Luther , dans la Dispute de Lipsick , a reconnu
qu'il y avoit un Purgatoire ; Que Calvin avouë
que l'usage de prier pour les morts , est ancien
de treize cens ans. Il exagere ensuite la tème-
rité de ceux qui combattent une si ancienne
pratique , autorisée par l'exemple des plus grands
Saints. Il soutient qu'il n'y a rien de plus rai-
sonnable que de supposer que les ames qui ne
sont pas encore purifiées de leurs fautes veniel-
les , sont quelque temps en Purgatoire pour les
expier entierement , parce que rien d'impur ne
peut entrer dans le Roïaume des Cieux. Il finit
sa Parenese par une priere qu'il adresse à Dieu ,
afin qu'il éclaire ceux qui sont hors de l'Eglise ,
pour leur faire connoître la verité , & rentrer
dans son sein.





ARTICLE

DE LA CHAMBRE DU TIERS Etat, des Etats tenus à Paris en 1614.

*Article de
la Cham-
bre du
Tiers état
de 1614.*

DAns l'Assemblée des Etats tenus à Paris en 1614, la Chambre du Tiers Etat voulant pourvoir à la sûreté des Rois, mit en tête du Cahier qu'elle devoit presenter au Roi l'Article suivant :

» Que pour arrêter le cours de la pernicieuse
» doctrine qui s'introduit depuis quelques an-
» nées contre les Rois & Puissances Souveraines
» établies de Dieu, par Esprits séditieux qui ne
» tendent qu'à les troubler & subvertir ; le Roi
» sera supplié de faire arrêter en l'Assemblée de
» ses Etats, pour Loi fondamentale du Roïau-
» me, qui soit inviolable & notoire à tous ; Que
» comme il est reconnu Souverain en son Etat,
» ne tenant sa Couronne que de Dieu seul, il
» n'y a Puissance en terre quelle qu'elle soit,
» Spirituelle ou Temporelle, qui ait aucun droit
» sur son Roïaume, pour en priver les Person-
» nes sacrées de nos Rois, ni dispenser ou ab-
» soudre leurs Sujets de la fidelité & obéissance
» qu'ils lui doivent, pour quelque cause ou pré-
» texte que ce soit ; Que tous les Sujets de quel-
» que qualité & condition qu'ils soient, tien-

auront cette Loi pour sainte & véritable, com-
me conforme à la parole de Dieu, sans distin-
ction, équivoque, ou limitation quelconque,
laquelle sera jugée & signée par tous les Etats,
& dorenavant par tous les Beneficiers & Of-
ficiers du Roïaume, avant que d'entrer en
possession de leurs Benefices, & d'être reçus en
leurs Offices; Que tous Précepteurs, Regens,
Docteurs, & Prédicateurs, tenus de l'enseigner
& publier; Que l'opinion contraire, même
qu'il soit loisible de tuer & déposer nos Rois,
s'élever & rebeller contre eux, secoüer le joug
de leur obéissance pour quelque occasion que
ce soit, est impie, détestable, contre vérité,
& contre l'établissement de l'Etat de la France,
qui ne dépend immédiatement que de Dieu;
Que tous Livres qui enseignent telle fausse &
perverse opinion, seront tenus pour séditieux
& damnables; Tous Etrangers qui l'écriront,
& publieront pour ennemis jurez de la Cou-
ronne; Tous Sujets de Sa Majesté qui y adhe-
reront, de quelque qualité & condition qu'ils
soient, pour Rebelles, Infraçteurs des Loix
fondamentales du Roïaume, & criminels de
leze-Majesté au premier chef; Et s'il se trou-
ve aucun Livre ou discours écrit par Etran-
ger, Ecclesiastique, ou d'autre qualité, qui
contienne proposition contraire à ladite Loi,
directement, ou indirectement, seront les Ec-
clesiastiques des mêmes Ordres établis en Fran-
ce, obligés d'y répondre; les impugner & con-
tredire incessamment, sans respect, ambigui-
té, ni équivocation, sur peine d'être punis de
même peine que dessus, comme fauteurs des

*Article
la Cham-
bre des
Tiers états
de 1614.*

*Article de
la Cham-
bre du
Tiers état
de 1614.*

*» ennemis de cet Etat. Et sera ce premier Arti-
cle lû par chacun an, tant aux Cours Souveraines
que ès Bailliages & Senechaussées dudit Roïaume,
à l'ouvertures des Audiences, pour être gardé &
observé avec toute severité & rigueur.*

Cet Article passa dans la Chambre le 15 Decembre 1614, non seulement à la pluralité, mais même presque unanimement par l'avis de toutes les Provinces. Messieurs du Clergé en étant avertis, trouvant mauvais que le Tiers Etat se mêlât de décider cette question, prirent la résolution de faire ôter l'Article du Cahier, & envoïerent le 20 Decembre M. l'Archevêque d'Aix à la Chambre du Tiers Etat, en demander la communication : sur cette proposition la Chambre resolut de ne le point communiquer, mais d'envoïer dire à Messieurs du Clergé, que le Tiers Etat n'avoit rien mis dans son Cahier concernant la doctrine de l'Eglise, mais qu'il pouvoit y avoir quelque chose touchant la police Ecclesiastique, qu'ils ne jugeoient pas à propos de communiquer, pour éviter les longueurs, & que le Roi y répondroit à sa volonté. Cette réponse fut portée au Clergé le 22 Decembre par Pierre Marmiece Avocat au Parlement de Toulouse, & Capitoul de cette Ville. Le vingt-trois, l'Evêque de Montpellier vint faire de grandes remontrances à la Chambre du Tiers Etat, sur ce qu'on refusoit au Clergé la communication d'un Article qui regardoit la discipline Ecclesiastique, que l'on ne pouvoit séparer de la doctrine. Sur les remontrances, il fut resolu que l'Article seroit communiqué au Clergé, pour eux ouïs en délibérer ; & que le Deputé ne pourroit

s'étendre sur le sujet de l'Article. Cela fut exécuté le 24. Messieurs de la Chambre de la Noblesse avoient aussi mis dans leur Cahier un article semblable en substance à celui du Tiers Etat ; & quelques-uns d'entre eux étoient même d'avis de supplier Sa Majesté de confirmer les Decrets des Conciles de Constance & de Basle, reçus & approuvez par le Clergé de France à Bourges, & demander la publication des Arrêts de la Cour donnez contre Tanquerel, Mariana, & Suarez. Mais soit que l'Article eût été porté à la Chambre du Clergé pour être concerté avec lui, ou que les Deputez de la Noblesse eussent changé d'avis ; il fut écrit sur le Registre du Greffe de la Chambre, & sur la Minute, qu'il ne seroit fait aucune mention de cet Article dans le Cahier general. Le dernier jour de Decembre le Cardinal du Perron se fit porter à la Chambre de la Noblesse, & les aiant remerciez, fit un discours contre l'Article du Tiers Etat ; & remontra qu'il n'étoit pas à propos de décider presentement cette question, & qu'il suffisoit de renouveler le Decret du Concile de Constance, Session 15, contre ceux qui attendent en quelque maniere que ce soit à la Personne sacrée des Princes ; qu'il étoit prêt, & toute la Chambre, de juger, de prêcher, & d'enseigner. La Chambre de la Noblesse, après avoir délibéré sur cette remontrance, résolut, & arrêta que Messieurs du Clergé seroient remerciez de l'honneur qu'ils lui avoient fait ; & qu'on remettroit à leur jugement & discretion, de corriger l'Article, ou de l'ôter tout-à-fait : ce qui fut exécuté.

*Article
la Cha
bre de
Tiers é
de 1612*

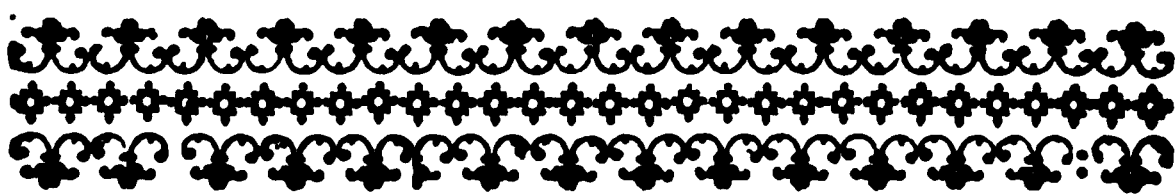
364 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

*Article de
la Cham-
bre du
Tiers état
de 1614.*

Deux jours après le Cardinal du Perron, accompagné de plusieurs Archevêques, Evêques, & Abbez, & de plus de soixante Gentilhommes de la Chambre de la Noblesse, se fit porter en la Chambre du Tiers Etat, où il fit une longue harangue pour montrer qu'il n'étoit pas à propos de remuer cette question, & que le Tiers Etat avoit entrepris sur la juridiction Ecclesiastique, en prononçant que la doctrine contenue dans l'Article, étoit conforme à la parole de Dieu; & la contraire, impie, pernicieuse, & détestable; & conclut à ce que toutes les trois Chambres demeurassent unies ensemble pour ce qui regarde le salut de la vie du Roi; Que pour ce qui est de la doctrine de l'Eglise, l'Article fut entièrement remis à la discretion du Clergé; & que le Tiers Etat trouvât bon qu'il fût tiré & ôté de leur Cahier. Le President Miron répondit au nom de la Chambre, que l'intention de la Compagnie avoit été seulement de maintenir l'indépendance de la Couronne de nos Rois, qui ne leur peut être ôtée de droit par aucune Puissance; Qu'elle n'entendoit pas faire une Loi Ecclesiastique de cette proposition, mais seulement une Regle de Police, & offrit, en cas qu'il y eût quelques termes qui pût offenser les Ecclesiastiques, & préjudicier à leur droit, de les adoucir. L'Université intervint en cette affaire, & presenta aux Etats un Cahier imprimé, conforme à l'Article. Sur cette contestation, le Roi évoqua cette affaire à sa Personne, & fit défense aux Etats, & au Parlement qui s'en étoit mêlé pour soutenir l'Article, d'en prendre connoissance. L'Article fut porté au Roi, & ôté du

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 365

Cahier , mais Sa Majesté declara au President Miron , qu'il sçavoit bon gré à la Compagnie de ce qu'elle avoit fait : Qu'il avoit évoqué l'Article , non pour le supprimer , mais pour le régler , & qu'il le feroit à la satisfaction des gens de bien. La chose en demeura-là pour lors. Le Cardinal du Perron fit imprimer quelque temps après sa Harangue , dont on avoit donné un extrait infidele , à ce qu'il prétendoit dans les resolutions de la Chambre du Tiers Etat. Jacques I. Roi de la Grande Bretagne , se croiant attaqué dans cette Harangue , publia une Declaration , dans laquelle il refute de point en point la Harangue du Cardinal.



CONTESTATIONS

E T

ECRITS SUR LE SERMENT d'Angleterre.

GEORGE BLACWEL fut nommé Archiprêtre des Catholiques d'Angleterre & d'Ecosse , par un Bref d'Henri Caietan Cardinal , du 7 Mars 1598 , qui lui donne pouvoir de gouverner , avertir , reprendre , & châtier les Prêtres de ces Roiaumes , de revoquer leurs pouvoirs , de les changer de résidence , de les faire venir près de soi , de les visiter , de les assembler , de

*Contesta-
tions &
Ecrits sur
le sermen
d'Angle-
terre.*

*Contesta-
ions &
Ecrits sur
e serment
l'Angle-
erre.*

366 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

présider à leurs assemblées, & de se servir des peines Ecclesiastiques pour les retenir dans le devoir ; & afin qu'il pût plus facilement soutenir cet emploi, on lui enjoignoit de prendre douze Coadjuteurs, & de rendre compte au Pape tous les six mois de l'état des Eglises d'Angleterre. La principale fin de cette subordination, étoit de conserver la paix entre les Prêtres Seculiers & les Jesuites. On envoya en même temps à Blacwel une Instruction, portant qu'il veillât à ôter les occasions de dissension, de jalousie, & de schisme ; Qu'il rendît compte au Cardinal Protecteur de ceux qui seroient cause des divisions ; Qu'il ne fît rien de consequence sans le conseil de ses assistans, s'il pouvoit l'assembler commodement ; Qu'à l'avenir il n'y eût que l'Archiprêtre qui eût droit d'accorder des pouvoirs aux Prêtres Seculiers, & le Superieur de la Societé aux Jesuites ; Que l'Archiprêtre & ses Coadjuteurs ne se servissent de la jurisdiction qui leur étoit accordée qu'en cas de necessité ; Que s'il y avoit quelque chose à reformer à l'égard des Jesuites, l'Archiprêtre & ses Assistans en parlaient à leur Superieur ; & que s'il n'y apportoit pas de remede, ils en écrivissent au Cardinal Protecteur, ou à leur General ; Que dans les choses de consequence, l'Archiprêtre consultât le Superieur des Jesuites qui avoit beaucoup d'experience dans les affaires d'Angleterre ; Qu'ils adressassent leurs Lettres pour Rome au Principal du College de Douai. Blacwel aiant reçu ce Bref & cette Instruction le 9 de Mai, en fit part au Clergé d'Angleterre ; & employa son pouvoir pour établir la paix, &

réprimer la trop grande ardeur de quelques-uns. Les Prêtres Seculiers & les Jesuites contens des reglemens établis , écrivirent de part & d'autre au Cardinal , qu'ils les approuvoient , & l'en remercioient. Cependant quelques-uns ne voulurent pas les recevoir. Le Cardinal en étant averti , écrivit à l'Archiprêtre de lui mander les noms de ceux qui refusoient d'obéir , & les raisons qu'ils avoient de faire résistance. Le 6 d'Avril 1599 , le Pape Clement VIII. pour ôter tout prétexte de desobéissance , donna lui-même un Bref , par lequel il declaroit que tout ce que le Cardinal Caietan avoit ordonné pour l'Eglise d'Angleterre , avoit été fait par son ordre , qu'il le confirmoit , & l'approuvoit. Le Cardinal ajouta de nouveaux pouvoirs accordez à l'Archiprêtre & à ses Coadjuteurs ; sçavoir , de pouvoir absoudre dans l'étendue des Roïaumes d'Angleterre , d'Ecosse , & d'Hibernie , de tous les Cas reservez par la Bulle *in Cœna Domini* ; de donner à ceux qu'ils auroient reconciliez , la benediction Apostolique , avec des Indulgences plénieres , de commuer les vœux simples , à l'exception des vœux de Chasteté & de Religion ; de dispenser ceux qui auroient contracté mariage étant parens au troisième ou quatrième degré ; de benir tous les ornemens de la Messe , à l'exception de ceux où il faut employer le Chrême ; de donner la permission aux Catholiques de lire les Livres de Controverses écrits par des Catholiques en langue vulgaire ; & quand ils ne pourroient pas réciter le Breviaire sans danger , de le suppléer en recitant des Pseaumes , ou d'autres prieres qu'ils sçauroient par

Contestations & Ecrits
le serment
d'Angleterre.

cœur. Blacwvel aiant reçu le Bref du Pape, & les pouvoirs qui lui étoient accordez, en fit part à ses Collegues par une Lettre circulaire.

Nonobstant toutes ces précautions la paix ne fut pas rétablie entre les membres du Clergé d'Angleterre. Quelques Prêtres Seculiers n'ayant pas voulu reconnoître l'Archiprêtre; celui-ci fit un Traité du Schisme qui augmenta encore la division, parce que les fauteurs de l'Archiprêtre appelloient les autres Schismatiques, & que l'Archiprêtre lui-même ne vouloit pas donner l'absolution à ceux qui lui avoient été rebelles, qu'ils ne lui eussent fait satisfaction. Ces derniers en aiant porté leurs plaintes à Rome, le Pape envoya un nouveau Bref du 17 Aoust 1601, dans lequel il reprend en quelque maniere la conduite de l'Archiprêtre, l'avertissant qu'il ne lui a donné l'autorité que pour l'édification des ames, & non point pour la destruction, pour gouverner ce troupeau sans contrainte & sans domination; il le conjure de mêler la douceur à la severité, & de ne condamner personne, ni de parole, ni par écrit, sinon après une mûre délibération; de ne point souffrir qu'on publie des Ecrits séditioneux, & de couper au plutôt cette moisson de dissensions. Il exhorte aussi les Prêtres qui adheroient à l'Archiprêtre, de travailler de leur côté à la paix, de ne point s'en trop faire accroire, de ne pas mépriser, condamner, ou offenser les autres, de parole, ou par écrit. Il donne les mêmes conseils à ceux qui n'avoient pas voulu obéir à l'Archiprêtre; leur conseille de se réconcilier avec les autres, & de tout pardonner pour Jesus-Christ. Il leur declare

declare qu'il n'a pas voulu déferer à leur appellation, parce qu'il a crû qu'elle ne feroit qu'augmenter la dissention, il supprime le Traité du Schisme, & fait défense sous peine d'excommunication, de publier, & de garder à l'avenir de semblables Ecrits ; il défend de se servir du terme de *Schisme* ; & les exhorte enfin à conserver la charité entre eux, & à s'acquitter fidelement de leurs devoirs. L'Archiprêtre publia ce Bref, parce qu'il confirmoit son autorité sur les Catholiques d'Angleterre ; & quelque temps après il declara qu'ils pouvoient lire des Ecrits imprimez avec la permission du Supérieur, parce qu'ils n'étoient pas défendus par le Bref.

Contestations & Ecrits sur le serment d'Angleterre.

Les Prêtres opposez à l'Archiprêtre, ne laisserent pas de poursuivre à Rome leur appellation ; & le Pape les ayant écoulez, donna un troisième Bref le 5 Octobre 1602, par lequel il avertit encore l'Archiprêtre de se servir de son autorité avec précaution & avec prudence, & de ne pas excéder son pouvoir, comme il sembloit l'avoir fait en quelques occasions ; de ne point l'exercer sur les Prêtres qui n'avoient point été dans les Seminaires, ni sur les Laïques. Il lui ôte le pouvoir de porter des Censures, & de faire des Statuts ; il lui défend de proceder contre les Prêtres qui avoient appelé à Rome & de les changer de résidence, sans avoir consulté le Cardinal Protecteur, & reçu la réponse de lui. Il veut qu'il communique aux Jesuites ce qui regarde son gouvernement ; il ordonne que si quelqu'un de ses Assistans vient à mourir, on mette à sa place un des trois Prêtres qui avoient appelé ; & lui enjoint de déferer aux appellations qui sont

*Contesta-
tions &
Ecrits sur
le serment
d'Angle-
terre.*

de droit. Il condamne & défend tous les Livres où il y a quelque chose contre la Société des Jesuites , & fait défense de rien écrire de part ni d'autre : enfin il exhorte les uns & les autres à la paix , & à la concorde. Ce Bref fut imprimé par les soins de ceux qui l'avoient obtenu ; & cependant Blacwel ne laissa pas de le publier.

Après la mort de la Reine Elizabeth , Blacwel reconnut le Roi Jacques , & reprima autant qu'il put par des Lettres Monitoriales l'insolence téméraire de quelques Catholiques portez à la nouveauté ; Quand ensuite le Roi eût publié le serment de fidélité , il declara aussi-tôt qu'il étoit juste , & que les Catholiques pouvoient & devoient le recevoir. Plusieurs Prêtres Anglois furent de même avis , mais quelques-uns s'y opposerent. Blacwel craignant que sa conduite sur le serment ne fût mal reçue à Rome , pria le Prêtre Singleton , qui étoit envoié en exil , d'exposer ses raisons au Pape ; mais avant que ce Prêtre fût arrivé à Rome , Paul V. donna le 21 de Septembre 1606 , un Bref , par lequel il condamnoit l'opinion d'un Prêtre Anglois nommé Thomas Vvright , qui avoit écrit que les Catholiques pourroient entrer dans les Temples des Protestans ; & avertissoit les Catholiques de ne point prêter le serment de fidélité qu'on leur demandoit , sans neantmoins porter de Censure contre ceux qui feroient autrement. Ce Bref aiant été rendu à Blacwel , il ne voulut pas le publier ; mais quelqu'un fit une Lettre sous son nom datée du 28 de Septembre 1606 , par laquelle on faisoit part de ce Bref aux Catholiques d'Angleterre. Quelque temps après on vit paroître

en Angleterre un Traité intitulé : *Deux Questions sur l'entrée dans les Temples étrangers*, pour l'usage & la pratique d'Angleterre, composé par Robert Pearson. Blacwel fut arrêté à Londres le 24 Juin l'an 1607. Etant interrogé par l'Archevêque de Cantorbie, il déclara qu'avant & depuis le Bref il avoit tenu & tenoit, que les Catholiques pouvoient prêter & signer le serment de fidélité, & le signa lui-même dans la prison; déclara solennellement que l'excommunication du Pape contre le Roi, quelque juste qu'elle fût, ne pouvoit donner aucune atteinte à son autorité Roïale, ni dispenser ses Sujets de lui être fideles; & écrivit le 7 de Juillet une Lettre à ses Coadjuteurs, par laquelle il les exhortoit à ne faire aucune difficulté de le signer.

Le serment de fidélité dont il s'agit est conçu en ces termes : Je reconnois vraiment, sincèrement, fais profession, & declare devant Dieu & devant les hommes, suivant le témoignage de ma conscience, que nôtre Serenissime Maître le Roi Jacques, est Roi legitime de ce Roïaume, & des autres Etats de Sa Majesté, & que le Pontife Romain ne peut ni par lui-même, ni en vertu de quelque autorité appartenante à l'Eglise, ou au Siege Romain, ni par quelque autre raison que ce soit, le déposer, ou disposer de ses Roïaumes & de ses Etats; donner pouvoir à un Prince étranger de l'attaquer, ou d'envahir, & de molester ses Etats; dispenser aucun de ses Sujets de la fidélité, & de l'obéissance qui lui est dûë; donner pouvoir à qui que ce soit de porter les armes contre lui; d'exciter des troubles,

Contestations & Ecrits sur le serment d'Angleterre.

*Contesta-
tions &
Ecrits sur
le serment
d'Angle-
terre.*

» & de faire aucune violence , ni aucun tort à la
 » Personne , aux Etats , au Gouvernement , ni
 » aux Sujets de Sa Majesté , dans toute l'éten-
 » duë de son Roïaume. Je jure encore de tout
 » mon cœur , que nonobstant quelque Declara-
 » tion que ce soit , ou Sentence d'excommuni-
 » cation , ou de privation , faite ou à faire par le
 » Pape , ou par ses Successeurs , ou en vertu de
 » quelque autorité prétenduë dérivée du Saint
 » Siege contre Sa Majesté , ou contre ses Heri-
 » tiers & Successeurs ; nonobstant toute dispen-
 » se d'obéissance accordée à ses Sujets , je prê-
 » terai la foi & sincere obéissance à Sa Majesté ,
 » ses Heritiers & Successeurs , & les défendrai
 » de toutes mes forces contre toutes les conf-
 » pirations & les attentats qui pourroient être
 » faits contre leur Personne , Couronne , & Di-
 » gnité , à raison , ou sous prétexte d'une telle
 » Sentence & Declaration , ou autrement ; &
 » que j'aurai tres-grand soin de découvrir & de
 » déclarer à Sa Majesté , ses Heritiers , & Suc-
 » cesseurs , toutes les conjurations & trahisons
 » que j'apprendrai être faites contre elle , ou
 » contre quelqu'un des siens. Je jure encore
 » que je déteste , abhorre , & abjure comme im-
 » pie & heretique cette execrable doctrine , &
 » assertion , Que les Princes excommuniez par le
 » Pape , ou dépouillez du droit de Roïauté ,
 » peuvent être privez licitement par leurs Su-
 » jets , ou par quelque autre , de leur Roïaume ,
 » & même de la vie. Je crois encore , & tiens
 » en conscience , que ni le Pape , ni quelque
 » autre que ce soit , ne peut m'absoudre de ce
 » serment , ni d'aucun de ses articles ; & recon-

nois qu'il m'a été proposé legitimately par « une autorité juste & entière, & renonce à toutes Concessions & Dispenses contraires. Je reconnois & jure toutes ces choses ingenuement, & sincerement, selon la signification naturelle des termes, comme on les entend vulgairement, sans équivoque, ni restriction mentale, ou reserve tacite. Je fais enfin cette reconnoissance de bon cœur, librement, sincerement, suivant la vraie foi d'un bon Chrétien. Ainsi Dieu me soit à mon aide. »

Contestations & Ecrits sur le serment d'Angleterre.

La nouvelle de ce que Blacwel avoit fait dans sa prison étant venue à Rome, Bellarmin qui l'avoit connu, il y avoit plus de quarante ans, lui écrivit une Lettre, dans laquelle il le blâmoit d'avoir signé ce serment de fidélité ; & l'exhortoit à reparer sa faute, & à souffrir plutôt le martyre, que de soutenir cette démarche. La Lettre de ce Cardinal est datée du 28 de Septembre 1607. Blacwel fit réponse le 13 de Novembre, Que les plus habiles Theologiens ne croient pas que les Papes aient de pouvoir temporel & civil sur les Princes, & que sa Puissance Spirituelle ne pouvant être étendue sur le Temporel, que par rapport au bien spirituel ; cette hypothèse ne peut avoir lieu dans le Royaume d'Angleterre, où le Pape ne peut exercer cette prétendue autorité, sans ruiner entièrement la Religion Catholique, qui sera totalement renversée si on refuse de prêter un serment qui ne renferme rien de contraire à la Foi, & qui declare une opinion, comme de Foi, matériellement, & non pas formellement. Par ces distinctions Blacwel croioit se tirer d'affaire

Contesta-
tions &
Ecrits sur
le serment
d'Angle-
terre.

avec la Cour de Rome sans offenser celle d'Angleterre, mais il arriva tout le contraire ; car il ne satisfît pas les Romains, & les Anglois prirent sa réponse pour une espece de rétractation de ce qu'il avoit fait : il fut donc obligé de subir de nouveau un long interrogatoire sur les termes de sa Lettre, d'expliquer plus au long ses sentimens, & d'écrire une longue Lettre aux Catholiques d'Angleterre, sur l'obéissance qu'ils doivent à leur Roi, dans laquelle il declare nettement, que le Pape n'a aucun droit sur le Temporel des Rois, & qu'ils peuvent prêter le serment de fidélité qu'on leur demande.

Cependant le Pape donna un second Bref le 22 de Septembre 1607, adressé aux Catholiques d'Angleterre, confirmatif de celui qu'il avoit donné l'année précédente, & portant défense aux Catholiques d'Angleterre de signer le Serment. Le Roi Jacques fit paroître peu de temps après un Ecrit contre les deux Brefs du Pape, & contre la Lettre de Bellarmin à Blacwel, qu'il intitula, à cause des trois pieces qu'il attaquoit : *Triple Coin pour le triple nœud*, ou *Apologie du serment de fidélité*, dans lequel on soutenoit que ce serment n'exigeoit qu'une obéissance civile de ses Sujets ; & faisoit des remarques sur les Brefs du Pape, & sur la Lettre de Bellarmin. Ce Livre fut imprimé en Anglois, & ensuite en Latin, sans nom d'Auteur. Bellarmin y fit une réponse sous le nom de *Matthæus Tortus* qui étoit son Chapelain. Il y soutient que le serment de fidélité n'établit pas seulement l'obéissance civile, mais qu'il contient aussi une abjuration de la foi Catholique, en supposant qu'il donne atteinte à

l'autorité du Pape , & qu'il rend le Roi Souverain dans les choses spirituelles , comme dans les temporelles , ainsi qu'il est porté formellement dans un autre serment. Il répond ensuite aux raisons contenuës dans l'Apologie du serment. Cette réponse de Bellarmin étant devenue publique , le Roi d'Angleterre fit imprimer de nouveau le premier Ecrit dont il se declara l'Auteur , avec une Préface adressée à tous les Princes de la Chrétienté , contre la Replique de Bellarmin ; & quelque temps après il fit faire une longue réponse à l'Apologie de Bellarmin , par son Aumônier , qui l'intitula , *Tortura Torti* ; mais Bellarmin se declara bien-tôt l'Auteur de l'Ouvrage qui avoit paru sous le nom de *Tortus* , en faisant une Apologie en son nom , adressée à l'Empereur , aux Rois , & aux Princes Catholiques , pour cet Ouvrage.

Presque dans le même temps on vit paroître un Ecrit intitulé : *Apologie du Cardinal Bellarmin pour le droit des Princes , contre les raisons qu'il a lui-même alleguées pour l'autorité du Pape à l'égard de la déposition des Princes Seculiers , par rapport au bien spirituel* , par Roger Vvidrington qui se dit Catholique Anglois. Cet Auteur rapporte dans cet Ouvrage quantité de témoignages des Peres , & des Theologiens , pour le sentiment de ceux qui soutiennent que le Pape n'a aucune autorité directe , ni indirecte sur le Temporel des Rois. Il prouve ensuite que les Souverains Pontifes n'ont point d'autre puissance que la Spirituelle , entierement differente de la Temporelle , dans sa fin , dans sa dignité , dans son

Contesta-
tions &
Ecrits sur
le sermen
d'Angle-
terre.

*Contesta-
tions &
Ecrits sur
le serment
d'Angle-
terre.*

376 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

exercice , dans les effets , & dans les peines qu'elle inflige. Il rapporte ensuite les inconvéniens qui s'ensuivroient , si le Pape avoit le pouvoir de déposer les Rois. Il fait voir que cette pratique n'a point été en usage dans l'ancienne Eglise. Enfin il oppose les principes de Bellarmin à Bellarmin même , & refute ses raisons par ses propres raisons. Il répond à tous les exemples qu'il allegue pour prouver que les Papes ont été en possession de déposer les Rois , confirme & augmente ce que Guillaume Barclai avoit dit sur ce sujet.

Le même Vvidrington a fait une Dispute Theologique dédiée à Pie V. pour justifier le serment de fidélité ; une Replique à la réponse de Bellarmin , & une Discussion du Decret du Concile de Latran , imprimée à Augsbourg sous le nom de Guillaume Singleton en 1618.



EDMOND RICHER

Ses Livres , & tout ce qui s'est passé en
France sur son sujet.

EDMOND RICHER nâquit dans le *Edmond Richer.*
Diocèse de Langres, le premier jour d'O-
ctobre 1559. Etant venu à Paris il y étudia en
Theologie , fut reçu dans la Maison & Société
de Sorbonne , & fit sa Licence en 1587 , avec
distinction , regentant en même temps la Logi-
que au College du Cardinal le Moine. Comme
il ne lisoit alors que des Theologiens Scholasti-
ques , & que son grand Auteur étoit Bellarmin,
il fut entraîné d'abord dans le parti & dans les
sentimens de la Ligue ; & eut la hardiesse de
louer dans une de ses Theses la détestable ac-
tion de Jacques Clement. A cela près, il avoit
beaucoup de pieté, & vivoit fort austèrement ; on
dit qu'il jeûna le Carême de l'an 1589 au pain
& à l'eau , portant la haire & le cilice, Il prit le
bonnet de Docteur en 1590 , & fut ensuite élu
Grand Maître du College du Cardinal le Moi-
ne. Peu de temps après , en 1592 , touché des
malheurs des guerres civiles , il se mit à étudier
l'Ecriture sainte , les Peres , les Conciles , &
l'Histoire de l'Eglise ; & aiant reconnu par cette

Edmond Richer. étude combien il avoit été trompé, il en conçut une véritable douleur ; condamna les sentimens qu'il avoit approuvez, & , pour ainsi dire, adorez étant Bachelier ; embrassa genereusement, & soutint depuis avec constance ceux qu'il avoit condamnés.

Dès l'an 1605 il fit imprimer les Oeuvres de Gerson , dont le Nonce Barberin empêcha pour quelque temps la publication , & fit une Apologie pour la doctrine de cet Auteur , dans laquelle il expliquoit avec étendue les principes sur lesquels il croïoit que les sentimens de Gerson, d'Almain, & de Major touchant la Puissance Ecclesiastique & Politique, étoient fondez. Le Nonce & le Docteur Duval l'empêcherent de paroître en France. Nicolas le Fèvre aiant eu une copie de cet Ouvrage, il fut réimprimé en 1607 en Italie à l'insçu de Richer ; mais avec tant de fautes, qu'il se repentit, à ce qu'il dit, de l'avoir fait. Richer fut élu Syndic de la Faculté de Theologie de Paris, le deux de Janvier 1608. Sa principale attention pendant son Syndicat, fut de conserver les anciennes maximes des Docteurs de la Faculté de Paris, & d'empêcher que l'on n'innovât rien pendant la minorité de Louis XIII. Il se presenta au commencement de l'année 1611 une occasion de signaler en cela son zele. Les Dominiquains tenoient leur Chapitre General à Paris, & firent soutenir, suivant la coutume, des Theses, où ils inviterent le Clergé, & quantité de personnes de consideration. Le Soutenant étoit Frere Guibert de Rosembach Lecteur dans leur Convent de Cologne, & le President Frere Côme Morel Re-

gent & Professeur du même Convent. La These étoit dediée au Prince Ernest Electeur de Cologne. Richer se transporta aux écoutes de la Salle des Jacobins, le jour que cette These y devoit être soutenuë (le 27 de Mai) & se plaignit en presence de plusieurs Docteurs, au Pere Coëffeteau Docteur de la Faculté de Paris, & Prieur de la Maison des Jacobins, & aux autres Docteurs de cet Ordre, de ce qu'ils avoient souffert que l'on eût inferé dans la These que l'on alloit soutenir, trois articles contraires aux Decrets du Concile de Constance, & aux maximes de l'Eglise Gallicane. Sçavoir, 1. Que le Pontife Romain étoit infallible dans la foi & dans la doctrine des mœurs. 2. Qu'en aucun cas le Concile n'est au-dessus du Pape. 3. Qu'il appartient au Pape de décider des choses douteuses, de les proposer au Concile, de confirmer & d'infirmer ce qu'il aura décidé, d'imposer un silence perpetuel aux parties, &c. & leur dit qu'il avoit resolu d'envoier le Bedeau de la Faculté, declarer au President & aux Répondans, & à tous les Bacheliers qui devoient disputer, qu'il s'opposoit au nom de la Faculté à ces Theses, comme étant contraires aux Conciles Generaux, aux Libertez de l'Eglise Gallicane, à la Police du Roïaume, & aux anciens Decrets de la Faculté de Theologie de Paris; & pour éviter le scandale, défendre aux Bacheliers de disputer contre ces conclusions. Le Pere Coëffeteau, aiant vû le projet de cet Acte, répondit qu'il n'avoit aucune autorité pendant la tenuë du Chapitre General; Que ces Theses avoient été dressées à son insçu; Qu'il en avoit averti les Gens:

*Edmond
Richer.*

*Edmond
Richer.*

du Roi, qui lui avoient enjoint qu'on ne disputât contre ces Theses ; & qu'il avoit donné ordre au Président & au Répondant, de ne point souffrir qu'elles fussent agitées, & de déclarer que si quelqu'un venoit à disputer contre, qu'il ne leur étoit pas permis d'en parler. Sur cette réponse Richer quitta le dessein qu'il avoit de faire son opposition, & proposa un temperament ; sçavoir, que quelque Bachelier disputât contre quelques-unes de ces Theses, & que le Président déclarât que son General lui avoit défendu de laisser répondre sur ces Theses en France ; & sur cela il fit dire aux Bacheliers qu'ils pouvoient disputer contre ces Theses. Aussi-tôt Claude Bertin Bachelier de Licence, commença la dispute par cet Argument ; Tout ce qui est contraire à la définition d'un Concile general & legitime, est heretique ; or est-il que cette conclusion, *Le Concile general n'est en aucun cas au-dessus du Pape*, est contraire à la définition du Concile de Constance qui est Oecumenique & legitime ; elle est donc heretique. A cet argument le Président prenant la parole, dit au Bachelier : Ne dites point que cette Proposition est heretique, il suffit de dire qu'elle est fausse & erronnée ; & je declare que je n'ai point laissé mettre ces conclusions dans le dessein d'offenser l'Université, & la Faculté de Theologie de Paris, que je reconnois pour la mere des autres Universitez, mais seulement pour éclaircir la verité ; & que je n'ai point voulu qu'on proposât le sentiment qu'on soutient, comme de Foi, mais seulement comme une opinion problématique, soutenue par François Vi-

etoria, par Melchior Cano, par plusieurs Theologiens, & par un grand nombre d'Universitez ; ainsi si l'on me donne la permission de répondre, je la défendrai comme problématique. Alors le Nonce declara qu'il vouloit que l'on disputât, & que l'on répondît sur cette These. Cela excita du murmure dans l'Assemblée. Les Docteurs qui étoient aux écoutes, furent d'avis qu'on ne devoit pas souffrir que ces questions fussent agitées en France. Le Cardinal du Perron qui étoit present, dit au Bedeau de faire descendre Richer Syndic de la Faculté, & declara hautement que cette question étoit problématique. Il demanda à Richer pourquoi il avoit dit aux Bacheliers de disputer sur ces Theses, dont les Gens du Roi avoient ordonné qu'on ne parleroit point ? Richer répondit, qu'il l'avoit fait pour tirer du Président un témoignage public qui pût satisfaire l'Université & la Faculté de Theologie de Paris, dont la doctrine étoit attaquée publiquement par ces Theses ; Que la Sorbonne avoit toujours tenu le Concile de Constance pour général, & que ces Theses, directement contraires à sa définition, étant publiques, il étoit necessaire qu'il y eût un Acte public, par lequel elles fussent desapprouvées ; que l'ordre des Gens du Roi étoit secret, & n'avoit été intimé qu'au Pere Coëffeteau, & qu'il étoit assuré qu'ils ne seroient pas fâchez que l'Ecole de Paris eût soutenu par quelque Acte public, son ancienne doctrine. Le President repeta la protestation qu'il avoit déjà faite, & le Bachelier reprit son Argument, en concluant seulement que la Proposition de la

*Edmond
Richer.*

*Edmond
Richer.*

Thèse étoit fautive & erronée. Le Président, pour y répondre, apporta diverses solutions tirées de Caietan. 1. Que les Decrets de la quatrième & de la cinquième Session de ce Concile, devoient s'entendre d'un Pape douteux, dans le temps du Schisme, & quand il y a plusieurs Antipapes. 2. Qu'ils n'avoient pas été faits avec une mûre deliberation. 3. Qu'il n'y avoit que l'obedience de Jean XXIII. qui les eût approuvez, & encore en l'absence de ce Pape, & pendant que le Concile étoit à Acephale. 4. Que Martin V. avoit conclu le Concile avec beaucoup de précipitation, & sans faire attention à ces Decrets. Après que le Pere Morel eut déduit ces solutions, sans dire à laquelle il se vouloit arrêter, le Cardinal du Perron fit finir la dispute, quoique Richer demandât qu'elle fût continuée. Le Bachelier ne laissa pas de proposer son instance, & de soutenir que Martin V. aiant approuvé & confirmé tous les Decrets du Concile de Constance, il étoit faux & erroné de soutenir le contraire de sa décision. Morel lui répondit, que ce Pape n'avoit pas confirmé en particulier ces Decrets. Bertin fit une nouvelle instance, en disant que cela n'étoit pas nécessaire, & qu'il suffisoit que ce Pape eût approuvé & confirmé les Decrets du Concile en general, puisque les Papes n'avoient pas approuvé en particulier chaque Canon du Concile de Trente. Là-dessus le Cardinal du Perron fit finir cet Argument, & disputer sur l'Eucharistie. Le Samedi suivant 28 de Mai, les Jacobins firent afficher leur Thèse pour le Dimanche suivant; dans laquelle il y avoit une position, por-



DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 383

tant qu'il appartenoit au Pape seul , de décider les questions de Foi , & qu'il ne pouvoit se tromper dans ces occasions. Le Premier President de Verdun leur fit défense de la soutenir s'ils ne raïoient cet article ; ce qui fut cause que les Jacobins ne purent soutenir leur These jusqu'au Mardi 30 de Mai , après en avoir obtenu la permission du Chancelier Sillery , à condition qu'on ne disputeroit point sur la These de l'Infaillibilité du Pape.

Edmond Richer.

Richer , qui se trouva interessé dans cette querelle , publia la même année , à la sollicitation du President de Verdun , son petit Livre intitulé : *De la Puissance Ecclesiastique & Politique* , pour établir les principes sur lesquels il prétendoit que les maximes de l'Eglise de France , & de la Faculté de Paris , touchant l'autorité du Concile general , & celle du Pape , étoient fondées. Ce Livre fit beaucoup de bruit , & le Nonce , d'intelligence avec quelques Docteurs , fit solliciter par son Auditeur plusieurs Docteurs , de faire démettre Richer de son Syndicat , & de faire condamner son Livre par la Faculté. Le Parlement , pour assoupir cette contestation , & empêcher qu'on ne donnât atteinte sous ce prétexte à la liberté de l'Eglise Gallicane , aiant mandé , sur les remontrances des Gens du Roi , les Doïen , Sindic , & Censeurs de la Faculté de Theologie , rendit un Arrêt le premier Février 1612 , par lequel , attendu l'importance & la qualité de cette affaire , la Cour declare qu'elle s'en saisit , & ordonne que les exemplaires du Livre de Richer seroient par lui apportez au Greffe , & cependant qu'il seroit sursis dans la Faculté

Edmond Richer. à toute sorte de délibérations sur ce sujet, jusqu'à ce que la Cour se fût éclaircie de ce qui regarde le service du Roi. Le Cardinal du Perron Archevêque de Sens, fort irrité contre la publication de ce Livre, le défera à une Assemblée de huit Evêques de sa Province, qui se tenoit alors à Paris pour les affaires temporelles du Clergé, & l'y fit censurer le 9 de Mars 1612, comme contenant plusieurs propositions & allegations fausses, erronnées, scandaleuses, schismatiques, & heretiques; en declarant toutefois qu'ils ne vouloient point toucher aux droits du Roi, ni à ceux de l'Eglise Gallicane, non plus qu'à ses immunités & libertés. Richer en interjeta appel comme d'abus par sa Requête présentée au Parlement, sur laquelle intervint un Arrêt de *soit montré au Procureur General du Roi*, qui consentit que Richer fut reçu appellant comme d'abus: mais la chose en demeura là. L'Archevêque d'Aix & trois Evêques de sa Province, censurerent aussi le Livre de Richer le 24 de Mai de la même année; & il ne manqua pas d'être pros crit à Rome. On vit aussi-tôt une foule d'Ecrivains se mettre sur les rangs pour refuter le Livre de Richer. Le premier qui écrivit contre lui, fut Pierre Pelletier nouveau converti, qui étoit de la Cour du Cardinal du Perron. Claude Durand disciple du Docteur Duval, le suivit bien-tôt, & fut lui-même suivi d'un nommé Bointius de Beaujeu. Tous ces Auteurs écrivirent en François contre l'Ouvrage Latin de Richer. Le Pere Jacques Sirmond Jesuite, fit en même temps un Ecrit Latin sous un nom emprunté, intitulé : *Jacobi Cosma Fabricii nota Stigmatica*

Stigmatica ad Magistrum triginta paginarum, Edmond Richer. désignant par-là le Livre de Richer, qui n'avoit alors que trente pages. On dit que l'Avocat Goutier eut aussi part à cet Ouvrage du Pere Sirmond, qui parut à la Foire de Francfort l'an 1612. Le Pere Sirmond ne fut pas le seul qui se masqua pour attaquer Richer. Le Docteur Boucher, fameux ligueur, se déguisa aussi sous le nom de Paul Gimond, & de Pompée Ribemond, dans des Libelles François qu'il publia contre Richer. Le Jesuite Jean l'Heureux, connu sous le nom d'Eudemon-Jean, & un autre Jesuite nommé Jean Gautier, attaquèrent encore le Livre de Richer. Enfin André Duval Docteur de Sorbonne grand Antagoniste de Richer, assez connu par son attachement à la Cour de Rome, se signala par-dessus les autres, en faisant un Livre sous ce titre : *Elenchus pro supremâ Romani Pontificis in Ecclesiam autoritate, vel de supremâ Romani Pontificis in Ecclesiam Potestate*. Richer aiant eu un ordre exprès de ne point écrire pour la défense de son Livre, demeura pour lors dans le silence ; mais ses Adversaires lui suscitèrent une persecution qui ne finit qu'avec sa vie.

Ils commencerent par le faire déposer du Syndicat qui étoit alors perpetuel ; & pour en venir à bout, on fit proposer dans l'Assemblée de la Faculté du premier de Juin 1612, par François de Harlai Abbé de Saint Victor, de nommer un autre Syndic. Richer s'y opposa, & Roguenant Doien de la Faculté, ne voulut point mettre la chose en délibération ; mais il y eut des Lettres de Jussion du Roi, & de la Reine Regente, par lesquelles il étoit enjoint à la Faculté de nom-

*Edmond
Richer.*

mer un nouveau Syndic en la place de Richer. Elles furent signifiées à l'Assemblée de la Faculté le premier de Septembre ; Richer fit ses protestations , & lût un Ecrit pour sa défense , après quoi on proceda à l'élection d'un Syndic , qui fut Jean de Filesac ; & il fut conclu que Richer seroit remercié de la maniere dont il avoit exercé le Syndicat , à l'exception de son Livre de *Ecclesiastica & Politica Potestate* ; & qu'on retireroit d'entre ses mains les Registres & les Memoires de la Faculté ; Richer les remit entre les mains des Deputez , & presenta encore ses Protestations & son Apologie à l'Assemblée du premier jour d'Octobre, auxquelles on n'eut point d'égard. Il appella comme d'abus du refus qui lui avoit été fait ; n'assista plus depuis ce temps-là aux Assemblées de la Faculté , & demeura renfermé dans son College , y menant une vie Scholastique , uniquement appliqué à l'étude , & à la composition d'Ouvrages qui n'ont jamais vû le jour qu'après sa mort. Morisot rapporte que le Duc d'Epernon voulant obtenir un chapeau de Cardinal pour son fils de la Valette , promit au Pape de lui livrer Richer pour le faire juger en pais d'Inquisition ; & qu'il le fit enlever & mettre dans la prison de Saint Victor , pour le livrer au Pape ; mais que l'Université de Paris en avoit porté ses plaintes au Parlement , qui avoit empêché qu'on ne le transferât , & l'avoit mis en liberté. Richer rapporte lui-même que Monthe- lon lui avoit dit dans un entretien , qu'il ne s'en étoit rien fallu qu'il n'eût été enlevé : ce qui, sans doute , a rapport à cette Histoire. Depuis ce temps-là on le laissa assez en repos jusqu'à l'an

1617, que l'Ouvrage d'Antonius de Dominis vint à paroître ; alors les ennemis de Richer firent courir le bruit qu'il approuvoit cet Ouvrage ; que l'Auteur lui en avoit envoié un Exemplaire , & que la doctrine d'Antonius de Dominis étoit conforme à celle du Livre de Richer. Cela donna occasion au Libraire qui avoit imprimé le Livre de Richer, de le remettre en vente , & d'en distribuer plusieurs Exemplaires. On fit présenter secrètement les sentimens de Richer sur le Livre d'Antonius de Dominis , il declara à plusieurs personnes qu'il jugeoit que ce Livre étoit tres-dangereux , & fort éloigné de la doctrine de la Faculté de Theologie de Paris , qui reconnoissoit la Primauté du Pape , & sa Monarchie temperée d'Aristocratie, ce que cet Auteur nioit absolument. Richer s'étant ainsi ouvert sur le Livre d'Antonius de Dominis , on crut qu'il seroit facile de lui faire donner quelque explication , ou retractation de ce qu'il avoit écrit. Le Docteur Duval fut chargé par le Nonce Bentivoglio de conferer avec lui. Ce Docteur fit inviter Richer à une entre-vüe au College d'Arras, dans laquelle, après lui avoir témoigné qu'il vouloit se reconcilier avec lui , il lui dit que le Nonce souhaitoit de lui parler ; que c'étoit un homme fort honnête , dont la Maison avoit toujours été amie des François , que si Richer vouloit , la publication du Livre d'Antonius de Dominis , lui donnoit une belle occasion de satisfaire le Pape & les Prélats qui avoient censuré son Livre , en l'expliquant & en combattant la doctrine d'Antonius de Dominis ; qu'il pouvoit écrire avec assurance sur trois points

*Edmond
Richer.*

*Edmond
Richer.*

de son Livre ; sçavoir , 1. Que les clefs avoient été données immédiatement à toute l'Eglise. 2. Que l'Eglise étoit infallible. 3. Que le Concile general étoit au-dessus du Pape. Il ajouta que M. Molé Procureur General du Roi , avoit en-voïé le Livre d'Antonius de Dominis à la Faculté de Theologie de Paris , afin qu'elle le censurât , & qu'il étoit à propos que Richer assistât à cette censure , pour dissiper les bruits qui couroient , qu'il étoit dans les sentimens de cet Auteur ; Qu'il ne pouvoit rien faire qui chagrînât plus Filezac , qui vouloit seul être le maître dans la Maison de Sorbone , & dans la Faculté , & qui se faisoit valoir auprès des Prélats & des Grands , sous prétexte qu'il s'opposoit au parti de Richer. François de Monthelon Intendant du Duc de Montpensier , vint aussi trouver Richer plusieurs fois pour le même sujet ; & l'exhorta d'assister aux Assemblées de la Faculté , où il pouvoit être fort utile pour la discipline ; il ajouta qu'on s'étonnoit qu'il s'en fût absenté , & ne lui dissimula pas qu'il avoit de grands ennemis , qu'on avoit voulu le perdre , & qu'il s'en étoit peu fallu qu'on ne l'eût enlevé. Richer répondit à Duval , qu'il n'avoit point d'occasion d'aller rendre visite au Nonce , ne l'ayant jamais fait ; Que si le Nonce le mandoit , il se feroit un honneur de lui faire la reverence ; mais qu'il ne demandoit ni n'attendoit rien de la Cour de Rome ; Qu'il étoit content de son état , & vivoit renfermé dans son College & dans son Cabinet ; Qu'il étoit fort aise que le Nonce Bentivoglio fût affectionné à la Nation , & fort fâché que le Nonce Ubaldini & son Auditeur Scappi , eussent

été dans des dispositions toutes contraires ; Que Duval sçavoit lui-même que cet auditeur avoit bouleversé la Faculté par ses sollicitations , & par ses brigues ; Que c'étoit un conte qu'Antonius de Dominis lui eût fait present de son Livre , & qu'il n'avoit eu aucune part à la distribution qui avoit été faite du sien ; Qu'il faisoit cas , comme tout Catholique le doit , de l'estime du Pape & des Prélats ; mais qu'il ne pouvoit acheter cette estime au prix de son repos , & en s'exposant à la fureur de ses Adversaires ; Qu'il étoit impossible de plaire à tout le monde en écrivant ; Que s'il pouvoit écrire avec sûreté sur les trois points que Duval lui avoit marquez , il ne voïoit pas pourquoi l'on avoit excité une si grande tempête contre lui , puisque tout son Livre n'étoit fondé que sur ces trois maximes ; Que d'ailleurs il étoit difficile d'écrire , avec quelque moderation que ce fût sur ce sujet , sans offenser la Cour de Rome ; Que cette consideration l'avoit engagé à ne rien écrire , & à s'absenter des Assemblées de la Faculté ; Que le bruit couroit que l'on vouloit censurer son Livre avec ceux d'Antonius de Dominis , & qu'il seroit un fou d'assister à des Assemblées où la cabale le feroit condamner ; Qu'il étoit fort peu touché des calomnies que l'on publioit depuis sept années contre lui ; Que les divisions qui étoient dans la Faculté ne venoient point de sa part , mais du côté de ceux qui vouloient dominer dans la Maison de Sorbone , & dans la Faculté ; Qu'il connoissoit l'esprit de Filesac ambitieux , & devoüé aux Grands , & à la Cour de Rome ; Que Duval ne recherchoit son amitié ,

*Edmond
Richer.*

*Edmond
Richer.*

que parce qu'il vouloit par son moïen , & par celui de ses amis , contre-quarrer Filescac ; Qu'il étoit resolu de ne point se mêler dans ces querelles , & de vivre en paix & en repos , en étudiant pour soi. Il demanda ensuite à Duval de quelle maniere il prétendoit que fût dressée la Censure contre le Livre d'Antonius de Dominis ; Duval lui fit réponse , Que de toutes les Formules qui avoient été proposées au Nonce , il n'y en avoit point qui lui eût plû davantage , que celle qui avoit été faite en 1611 sous le Syndicat de Richer , contre le Livre du Mystere de l'Iniquité , de Dupleffis Mornai ; & qu'ainsi la Censure contre Antonius de Dominis seroit generale. Richer lui remontra qu'il y avoit bien de la difference entre l'un & l'autre Ouvrage ; & qu'Antonius de Dominis aiant déclaré qu'il demandoit le jugement de la Faculté , la Censure seroit méprisée si l'on ne faisoit un extrait des Propositions censurables , & qu'on ne les communiquât à tous les Docteurs avant que de les censurer. Tel fut l'entretien de Richer avec Duval. Il répondit à Monthelon , qu'il le remercioit de la bonne volonté qu'il avoit pour lui , de lui faire avoir un Benefice , qu'il étoit content de son sort , & qu'il éprouvoit tous les jours que ceux qui se contentent de vivre conformément aux loix de la nature & de l'Evangile , ne manquoient de rien ; Qu'il étoit prêt de rendre service à la Faculté sa mere , quand il croiroit lui pouvoir être utile ; mais que dans l'état où elle étoit , il ne croïoit pouvoir assister à ses Assemblées ; Qu'il n'ignoroit pas les desseins qu'on avoit eus contre lui , mais

qu'il les avoit méprisez sur le témoignage de sa conscience , & dans la confiance qu'il avoit au Tres-haut. Dans l'Assemblée de la Faculté du premier Decembre , on fit une Censure generale contre le Livre d'Antonius de Dominis , & il y fut resolu que l'on en tireroit quelques Propositions pour les censurer en particulier. Richer ne s'étant point trouvé à cette Assemblée , Duval lui en vint faire ses plaintes ; Richer s'excusa par les mêmes raisons qu'il avoit apportées la premiere fois ; & Duval l'assura qu'Isambert Syndic avoit mis à couvert les maximes des anciens Docteurs de la Faculté , & lui montra les quarante-sept Propositions que l'on vouloit qualifier. Richer lui remontra encore qu'il falloit avant toutes choses , les communiquer à tous les Docteurs , & lui dit que si cela se faisoit , & que les suffrages fussent libres , il assisteroit volontiers à l'Assemblée pour y dire son sentiment avec liberté. Isambert fut de même avis , & vouloit remettre la Censure au mois de Janvier suivant ; mais Duval ne le voulut pas , disant que M. Molé Procureur General du Roi , pressoit la Censure , & lui avoit envoyé un de ses Substituts , pour lui dire de la faire paroître incessamment ; qu'elle seroit confirmée par l'autorité de la Cour , ce qui ne se fit pas neantmoins à cause du second article. La Censure fut donc arrêtée par quelques Deputez particuliers , lûe dans l'Assemblée , & imprimée sans que Richer y eût de part.

Quelque temps après le Cardinal du Perron étant mort , Duval vint encore trouver Richer , & le pressa d'expliquer son Livre pour rétablir

*Edmond
Richer.*

*Edmond
Richer,*

la paix dans la Faculté. Richer lui fit réponse , qu'il lui avoit été défendu de rien écrire sur ce sujet. Duval se fit fort de lui en faire obtenir la permission. Richer repliqua que ce n'étoit pas le temps propre pour s'expliquer sur ces matieres ; là-dessus Duval & Froger Curé de saint Nicolas du Chardonnet , firent courir le bruit que l'on ne pouvoit résoudre Richer à s'expliquer sur les propositions de son Livre ; qu'ainfi il caufoit un grand scandale dans l'Eglise , & qu'on devoit lui refuser l'absolution quand il se presenteroit au tribunal de la Penitence. C'est ce qui fut exécuté la veille de Noel de l'an 1619 , par Froment Curé du College du Cardinal le Moine , qui dit à Richer qu'il avoit fait défense à tous les Prêtres du College de l'écouter en Confession. Richer dit qu'il iroit trouver Hebert grand Penitencier. Froger aiant sçu cette réponse , défera la chose au Cardinal de Rets , qui voulut qu'elle se terminât par l'avis de Duval , de Gamache , & du Penitencier. Le Pere Guerin Minime qui prêchoit alors à saint Nicolas du Chardonnet , & avoit beaucoup declamé contre Richer , se mêla aussi de cet accommodement , & vint trouver Richer qui s'expliqua avec lui , & lui donna un Ecrit par lequel il declaroit qu'il n'avoit refusé d'expliquer son Livre de la Puissance Ecclesiastique & Politique , que pour obéir à l'ordre du Roi , de ne rien écrire sur ce sujet , & pour le bien de la paix. Mais que puisque le Cardinal de Rets vouloit que cette affaire fût traitée par l'avis de Gamache , de Duval , & du Penitencier , il les prioit de choisir les Propositions qu'ils jugeoient mériter quelque explica-

tion , & de les lui donner signées de leur main , comme aians charge du Cardinal. Sur cette proposition Duval ne voulut point se charger de faire ce choix , de crainte qu'on ne présûmât qu'il approuveroit les autres. Hebert dit qu'il n'étoit pas juste que Duval , qui étoit la partie de Richer , & dans des sentimens opposez à ceux des anciens Docteurs de la Faculté , fut Juge de l'explication que donneroit Richer ; pour Gamache , il pria Richer de vouloir bien qu'il ne se mêlât en aucune maniere de cette affaire. L'avis de Duval fut qu'il ne falloit point que Richer donnât d'explication de son Livre , mais qu'il falloit tirer de lui une declaration dont il dressa une formule , qui aiant plû au Cardinal de Rets , Duval , Gamache , & le Penitencier s'assemblerent le 3 de Janvier 1620 , manderent Richer , & lui presenterent cette declaration écrite de la main de Duval , & conçûe en ces termes : *Aiant reconnu que ses Superieurs Ecclesiastiques ont mal reçu quelques propositions contenues en son Livre de la Puissance Ecclesiastique & Politique , il declare qu'il a toujours entendu , & entend se soumettre , & toute sa doctrine , à l'Eglise Apostolique & Romaine , & au saint Siege Apostolique , & qu'étant tres-marri , comme il est , d'avoir écrit aucunes propositions qui aient peut-être été interpretées contre son intention , il les desavouë & s'en départ , & est prêt d'en faire telle declaration qu'il sera jugé à propos , par ses Superieurs , M. le Cardinal de Rets son Evêque , &c.* Richer demanda jusqu'au lendemain pour se déterminer. Il trouvoit trois choses qui lui faisoient de la peine dans cette declaration. La

*Edmond
Richer.*

*Edmond
Richer.*

premiere, Qu'on separoit le Saint Siege , de l'Eglise Apostolique & Romaine , comme pour lui attribuer le droit de juger infailliblement. La seconde , Qu'on lui faisoit retracter des propositions sans les designer , & dans un sens qu'il n'expliquoit point. La troisieme , Qu'on l'engageoit de donner une declaration sans lui marquer ce qu'elle contiendrait. Il dressa donc le 4 de Janvier une autre declaration , conçûe dans les termes suivans : *Je soussigné Edmond Richer , &c. declare , comme j'ai toujours declaré , que je n'ai point eu d'autre intention, ni d'autre dessein, en composant le Livre de la Puissance Ecclesiastique & Politique , que de montrer quels étoient les principes de la doctrine de nos Anciens de l'Ecole de Paris ; & parce qu'en voulant être court , j'ai été obscur , que cette brieveté a donné occasion à plusieurs de prendre en mauvaise part quelques propositions de mon Livre , comme si j'avois voulu donner atteinte à la Puissance du Souverain Pontife , & des autres Prélats de l'Eglise ; je declare que j'en ai conçu beaucoup de douleur ; & je proteste , comme j'ai toujours protesté , que je suis prêt de rendre raison de toutes les propositions de ce Livre , & de les expliquer en un bon sens , & Catholique , toutefois & quantes qu'il plaira à nôtre saint Pere le Pape , & à l'illustrissime Cardinal de Rets mon Evêque ; de plus étant comme je suis , tres-humble fils de l'Eglise Catholique , Apostolique & Romaine , je proteste que je soûmets volontiers , & avec joie , comme je l'ai déjà fait plusieurs fois , tout ce qui est contenu dans ce Livre , comme tout ce que j'ai écrit , ou que je pourrai écrire , au jugement du saint Siege Apostoli-*

que, & de nôtre tres-bonne & tres-sainte Mere l'Eglise Catholique, en foi & en témoignage de quoi j'ai signé cette presente declaration que je veux être publique. Fait, &c. Richer porta cette declaration à Duval qui lui dit, qu'il la feroit voir au Cardinal de Rets, à Gamache, & au Penitencier, & la lui rapporta le 9 de Janvier, après la leur avoir communiquée, aussi-bien qu'au Cardinal de la Rochefoucault, & au Nonce. Il lui declara qu'on ne pouvoit la recevoir pour plusieurs raisons qu'il lui expliqua, & auxquelles Richer répondit. Duval fit ce qu'il put pour l'intimider; mais Richer tint ferme, & parla ensuite de son affaire au Garde des Sceaux du Vair, & au Chancelier Brulart. Duval étant revenu pour demander à Richer s'il avoit changé sa declaration; Richer lui fit réponse par écrit, qu'il ne vouloit plus avoir de commerce avec lui sur cette affaire. Quelque temps après, le 12 de Mars, Hebert Penitencier fit prier Richer de le venir trouver chez Gamache; Richer lui donna encore un projet de declaration semblable à la premiere, & dans lequel il marquoit plus expressement, *Qu'il avoit eu de la douleur de ce qu'on avoit pris ses propositions contre son sens, & contre son intention, comme s'il eût voulu donner atteinte à la Puissance legitime du Souverain Pontife, & des Prélats de l'Eglise: sens qu'il imputoit & condamnoit comme toute autre interpretation contraire au jugement de l'Eglise Catholique, Apostolique, & Romaine.* Ce projet de declaration fut envoyé à Rome, & les choses en demeurèrent-là jusqu'à l'an 1622. Les Adversaires de Richer le traitoient toujours d'heretique & d'ex-

Edmond
Richer.

Edmond Richer. communiqué, & trouvoient fort mauvais que Germain Pluyette Principal du College du Cardinal le Moine, l'écoutât en Confession ; mais Richer les laissoit dire, & demeuroit en repos.

L'an 1622 on fit courir une Lettre écrite à la Faculté, sous le nom du Cardinal de Sourdis qui étoit alors à Rome, dans laquelle il étoit porté, Que le Pape Gregoire XV. vouloit que la Faculté condannât la doctrine de Richer, & que comme quelques Docteurs de Paris avoient écrit contre son Livre, il étoit à propos que quelqu'un d'eux réfutât aussi le Livre de Simon Vigor, *de la Monarchie de l'Eglise*. Cette Lettre avoit été donnée par l'Evêque de Maillelais, au Frere Valentin Ouvri Docteur Benedictin, pour la porter en Faculté ; mais on n'y eût aucun égard, & on la jugea supposée. Hebert aiant reçu ses Bulles de l'Archevêque de Bourges, qui lui furent accordées gratis, pressa encore Richer à la sollicitation de Duval, de signer la declaration qui lui avoit été présentée, ou une autre semblable, sans faire mention de la doctrine de l'ancienne Ecole de Paris. Richer le refusa, & publia la derniere declaration qu'il avoit faite, reconnuë pardevant deux Notaires au Châtelet de Paris le 30 de Juin 1622.

La même année parut le Livre de Michel Mauclerc, de la Monarchie, Divine, Ecclesiastique, & Seculiere Chrétienne, où ce Docteur avoit ramassé tout ce que les Ultramontains ont écrit en faveur de la Monarchie Ecclesiastique & Infaillible, d'une maniere beaucoup plus foible que ce qu'en a écrit le Cardinal Bellarmin, & sans aucun choix, en employant la donation de Con-

stantin, les fausses Decretales des premiers Papes, & plusieurs autres monumens de même nature, & en déclamant fortement contre Richer & les autres défenseurs de l'ancienne doctrine de la Faculté, qu'il s'efforce d'obscurcir, en rapportant tout ce qu'il a crû pouvoir trouver de favorable pour son sentiment dans les Registres de la Faculté.

*Edmond
Richer.*

Richer de son côté fit réimprimer son petit Livre de la Puissance Ecclesiastique & Politique, & joignit à chaque chapitre les preuves des propositions qu'il y avoit avancées. Cette édition lui servit d'Apologie, & on le laissa en repos jusqu'à l'an 1629 qu'il tomba malade d'une colique néfretique; alors il renouvela, le 28 de Juin pardevant Notaires, la declaration qu'il avoit déjà faite; mais ses Adversaires ne la croiant pas suffisante, le firent mander par le Cardinal de Richelieu Proviseur de Sorbonne, qui lui dit qu'il avoit ordre exprès du Roi, de mettre la paix dans la Faculté, & dans la Maison de Sorbonne; Que la declaration que Richer avoit publiée en 1622, ne suffisoit pas pour faire cesser la division, & les disputes des Docteurs; Que le temps ne permettoit pas qu'il donnât des explications de son Livre, comme il promettoit de le faire par cette declaration, & qu'il falloit qu'il en fît une nouvelle, dont il lui donna le modele. Richer n'osa pas résister à cet ordre précis, d'un Cardinal qui avoit toute l'autorité en main; & fut obligé de signer en la chambre du Pere Joseph, en presence de Talon Curé de saint Gervais, la declaration qui lui fut présentée conçüe dans les termes suivans : *Je soussigné*

Edmond Richer. Edmond Richer Prêtre du Diocèse de Langres, Docteur de la sacrée Faculté de Theologie de Paris, & Grand Maître du College du Cardinal le Moine dans l'Université de Paris ; aiant reconnu que quelques propositions du petit Livre que j'ai composé en 1611, touchant la Puissance Ecclesiastique & Politique, avoient été prises en mauvaise part ; je proteste & declare ici, que j'ai toujours voulu, & que je veux encore à present, soumettre ma personne, le Livre dont je viens de parler, toutes les propositions qui y sont contenues, leur interpretation, & toute ma doctrine, au jugement de l'Eglise Catholique & Romaine, & du saint Siege Apostolique, que je reconnois pour Mere & Maîtresse de toutes les Eglises, & Juge infailible de la verité, & je proteste que j'ai conçu une grande douleur de ce que quelques propositions de ce Livre ont été couchées d'une maniere, qu'elles ont donné occasion de scandale, comme si j'avois voulu donner atteinte, ou apporter quelque diminution à la Puissance juste & legitime du Souverain Pontife, & des Prélats de l'Eglise, quoique mon intention n'ait point été telle ; lesquelles propositions, en tant qu'elles pourroient être contraires dans le sens de leurs termes au jugement de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, j'improve tres-fort, & condamne, & je proteste que j'ai fait cette declaration librement & volontairement pour faire connoître à tout le monde mon obéissance envers le saint Siege Apostolique, & que j'ai crû la devoir mettre entre les mains de l'Illustrissime Cardinal de Richelieu Proviseur de Sorbonne, par respect & par devoir pour lui ; en foi & en témoignage de quoi j'ai

écrit & signé de ma main cette presente Protestation l'an 1629, le Vendredi 7 de Decembre, en presence de M. Charles Talon Curé de saint Gervais de Paris, & du Pere Joseph de Paris de l'Ordre des Capucins. Signé, Richer, Talon, & Joseph, avec paraphes. Cet Acte fut reconnu pardevant deux Notaires au Châtelet de Paris, & déposé le même jour chez l'un d'iceux. On a ajouté à la fin de cette declaration un avertissement dans lequel on remarque qu'elle contient deux clauses dignes d'observation. La premiere, *Que Richer soumet sa doctrine au jugement de l'Eglise Catholique, Romaine, & du saint Siege Apostolique, qu'il reconnoît pour Mere & Maîtresse de toutes les Eglises, & pour Juge infaillible de la verité.* Paroles, dit-on, qu'il est clair que l'on doit entendre conjointement du jugement infaillible de l'Eglise Romaine, & non pas séparément du seul Siege Apostolique ; puisqu'aucun des anciens Peres n'a appelé le Siege Apostolique, pris séparément, *Mere & Maîtresse infaillible de toutes les Eglises* ; ainsi cette clause ne nuit, & ne déroge en rien à ce qui est contenu dans le Livre de Richer, que la seule Eglise Catholique, Apostolique, & Romaine, prise collectivement, & non pas le Siege Apostolique, ou le Pape pris distributivement, sont infaillibles ; & par consequent que l'Eglise est regie par les Canons, & non pas par un pouvoir absolu. La seconde clause est conçue en ces termes : *Qu'il improuve & condamne quelques propositions de son Livre, en tant que contraires suivant leurs termes, ut sonant, au jugement de l'Eglise Apostolique & Romaine.* On

Edmond
Richer.

Edmond
Richer.

prétend qu'il est visible qu'il n'a condamné par là ces propositions, que conditionnellement, & que ces termes, *ut sonant*, lui laissent l'ouverture de les expliquer en un sens véritable & Catholique ; & par conséquent, que la déclaration qu'il a donnée au Cardinal de Richelieu ne fait aucun tort à son Ouvrage. On peut voir ce qu'on a dit sur cette déclaration dans le Journal des Sçavans du 21 d'Aoust 1702, page 570. Richer mourut environ deux ans après avoir signé cette déclaration le 29 de Novembre 1651.

Le Traité de la Puissance Ecclesiastique & Politique, est un petit Livre dans lequel Richer avoit d'abord posé de simples maximes ou axiomes, sur lesquels il prétend qu'étoit établie la doctrine de l'Eglise de France, & de la Faculté de Theologie de Paris touchant l'autorité du Pape, & le gouvernement de l'Eglise, qu'il n'a appuyées dans la premiere édition que de quelques passages de l'Ecriture, & qu'il confirme dans la seconde par des passages des saints Peres, & des Theologiens.

La premiere maxime est, que la Jurisdiction Ecclesiastique convient, premierement, & essentiellement, à l'Eglise, & qu'elle n'appartient au Souverain Pontife & aux autres Evêques, que ministeriellement. Cette maxime est fondée sur le principe, Que la premiere intention de Dieu & de la Nature, regarde le suppôt entier avant que d'être appliquée à aucune de ses parties quelque noble qu'elle soit ; par exemple, la faculté de voir est donnée à l'homme entier, afin qu'il l'exerce par le moïen de l'œil qui en est l'organe, & l'œil est fait pour l'homme ; c'est
sur

sur ce principe infailible que l'Ecole de Paris a toujours enseigné conformément à l'esprit des anciens Docteurs de l'Eglise, que Jesus-Christ, en fondant son Eglise, a donné, premierement, plus immédiatement, & plus essentiellement, les clefs, ou la juridiction à toute l'Eglise, qu'à saint Pierre, ou ce qui revient au même, qu'il a donné les clefs à l'Eglise pour être exercées par le ministère de saint Pierre; parce que toute la juridiction Ecclesiastique convient, premierement, proprement, & essentiellement à l'Eglise; au lieu qu'elle ne convient au Souverain Pontife & aux Evêques, qu'instrumentellement, ministeriellement, & quant à l'exécution, comme la faculté de voir, convient à l'œil. *Que personne ne se glorifie donc dans les hommes, comme dit saint Paul, car tout est à vous (c'est-à-dire, à l'Eglise) soit Paul, soit Apollon, soit Cephas, le monde, la vie, les choses presentes, & les futures, tout est à l'Eglise, l'Eglise à Jesus-Christ, & Jesus-Christ à Dieu, 1. Cor. 3.*

*Edmond
Richer.*

Richer remarque sur cette maxime, qu'il faut prendre en cet endroit, & dans tout son Ouvrage, le Pape & les Prelats separément, & non pas conjointement, & assemblez dans un Concile general qui represente l'Eglise Universelle. Il confirme la comparaison de l'œil & de l'instrument, par des passages des Peres & des Theologiens. Il avouë que quant à l'institution, l'autorité du Pape vient de Jesus-Christ qui seul l'a pû établir; mais que quant à sa conservation, & à sa propagation, elle dépend de l'Eglise, puisque quand le Saint Siege est vacant, elle a droit de choisir une personne pour le rem-

*Edmond
Richer.*

plir, qui a la même autorité de saint Pierre, & de lui conférer le Sacerdoce de Jesus-Christ d'où toute Puissance coule comme de sa source. Il explique ce qu'il avoit dit, que les clefs avoient été données à toute l'Eglise immédiatement, de l'Ordre Hierarchique Episcopal, & Sacerdotal, auquel seul Jesus-Christ a donné son Sacerdoce avec pouvoir de gouverner l'Eglise.

C'est ce qui est porté dans la seconde maxime, Que Jesus-Christ a donné immédiatement, & par lui-même, les clefs & la juridiction à tout l'Ordre Hierarchique par la Mission immédiate & réelle de tous les Apôtres & Disciples. Cette maxime est établie sur les paroles de Jesus-Christ, par lesquelles il leur donne son autorité & sa Mission, & par le témoignage de S. Paul, qui dit que les Evêques sont établis par le Saint-Esprit pour gouverner l'Eglise de Dieu; ce que saint Bernard explique fort au long dans le second Livre de la Consideration à Eugene III. chapitre 10. Richer refute ceux qui disent que la Puissance donnée immédiatement par Jesus-Christ aux Apôtres, ne concerne pas la juridiction extérieure, mais seulement le fore intérieur, en remarquant que les anciens Peres ont expliqué généralement ces passages, de toute Puissance Ecclesiastique; & que celle d'excommunier qui a été donnée à l'Eglise, appartient à la juridiction extérieure. Comme on pouvoit dire que Jesus-Christ avoit bien donné cette autorité à l'Eglise, mais à condition que dans la suite elle seroit communiquée par le Souverain Pontife aux autres Evêques, & que c'est pour

cela que presentement toute l'autorité émane de ce principe ; Richer observe que cela est si peu vrai , qu'il est certain que pendant plus de quatorze cens ans , les Benefices ont été donnez par élection. Richer repete dans les preuves de cette maxime , les passages de l'Ecriture , par lesquels Jesus-Christ a donné aux Apôtres leur Mission , & leur pouvoir. Il fait voir en second lieu que le Sacerdoce de Jesus-Christ , qui est la cause efficiente de toute la juridiction Ecclesiastique , a été donné à toute l'Eglise. Il montre en troisième lieu par les témoignages des Peres & des Theologiens , que la puissance des clefs a été donnée à toute l'Eglise , qui est le Souverain Tribunal. Il refute les solutions que Duval avoit voulu donner aux passages de saint Augustin & de saint Cyprien. Il se justifie sur ce qu'il a dit du pouvoir d'excommunier , & des élections. Enfin il conclut que l'ordre Hierarchique pris collectivement , a reçu de Jesus-Christ immédiatement les clefs avec le Sacerdoce , dont il a la propriété & le domaine ; qu'il dispense & qu'il confere quant à l'usage , l'exercice & le ministère à chaque Prelat , à proportion de sa dignité. De ce principe , qu'il croit avoir suffisamment établi par les témoignages de l'Ecriture sainte & des Peres , dépendent toutes les autres propositions & maximes de son Livre.

La troisième contient la définition de l'Eglise par ses causes essentielles , conçue en ces termes : *L'Eglise est un Etat Monarchique institué pour une fin surnaturelle & spirituelle , temperée par le souverain Pasteur des ames nôtre Seigneur Jesus-Christ , du gouvernement Aristocratique , le*

*Edmond
Richer.*

Edmond
Richer.

plus excellent de tous, & le plus convenable à la Nature. Celui qui en est le Roi & le Maître absolu, le Fondateur, la Pierre, & le Chef essentiel, est Jesus-Christ, qui a un pouvoir absolu, & purement Monarchique sur elle. Il ne peut jamais faire divorce avec l'Eglise qui est son Epouse ; ce que l'on ne peut pas dire du Pontife Romain qui en est le Chef ministeriel, qui peut du moins pour un temps être ou n'être pas, sans que l'Eglise cesse d'être Eglise ; puisqu'il est certain que le Saint Siege a vaqué quelquefois trois ans, quelquefois sept ; & que le précepte d'avoir un Souverain Pontife est affirmatif, & non pas negatif. Richer, expliquant ces propositions, dit, Que l'Etat de l'Eglise est un Etat Monarchique, 1. par rapport au Chef essentiel qui est Jesus-Christ. 2. Par rapport au Pape qui a pouvoir sur les Eglises particulieres, conformément à la définition du Concile de Constance contre Vviclef. 3. Par rapport à chaque Evêque dans son Diocese : étant défini par les Canons du Concile de Nicée, qu'il n'y ait pas plus d'un Evêque dans chaque Eglise. Quant à ce qu'il ajoute, qu'il est temperé d'un gouvernement Aristocratique, il fait voir que Bellarmin & Duval en conviennent. Il montre que ce gouvernement est le plus excellent par rapport aux ames que l'on ne peut pas contraindre, & à la Loi de grace qui n'est point une Loi de domination. Il prouve que l'article du Symbole, de la Perpetuité de l'Eglise Catholique, suivant Almaïn & Major, & même suivant le sentiment de Bellarmin, est également vrai, soit que le Pape soit vivant, soit que le Siege soit vaquant. En-

En il se justifie contre Duval sur ce qu'il a dit, Que le précepte d'élire un Pape étoit affirmatif, & non pas négatif ; & sur la vacance pendant sept ans , après le martyre du Pape Marcellin.

*Edmond
Richer.*

Dans la quatrième maxime il confirme ce qu'il avoit avancé, Que Jesus-Christ étoit le seul Maître absolu, Fondateur & Chef essentiellement de l'Eglise, & que saint Pierre n'en est que dispensateur & le Chef ministeriel, par des passages de l'Ecriture où l'Eglise est appelée, l'Eglise de Dieu ; les Chrétiens, les Oüailles, les Agneaux, & le Troupeau de Jesus-Christ, & par ceux qui excluent la domination dans l'Eglise ; d'où il conclut que c'est mal raisonner d'attribuer au Pape ce qui ne convient qu'à Jesus-Christ. Il continue de confirmer ce principe dans sa Note.

Dans la cinquième, il distingue l'Etat de l'Eglise, de son gouvernement. L'Etat est Monarchique, & le gouvernement Aristocratique, l'Eglise devant être regie par les Canons, & non pas par une Puissance absolue. Il explique cette difference de l'Etat & du Gouvernement dans sa Note. Il y suppose que le College des Cardinaux entre dans ce Gouvernement Aristocratique, Il montre qu'anciennement il a appartenu aux Conciles Provinciaux. Enfin il soutient que comme les Evêques succèdent de droit divin aux Apôtres ; les Prêtres succèdent par le même droit aux soixante-douze Disciples, & qu'ils doivent avoir part au gouvernement de l'Eglise.

La sixième maxime qu'il établit est, que le pouvoir infallible de faire des Canons appartient à toute l'Eglise, ou au Concile general qui

Edmond Richer. la représente , & non pas à saint Pierre seul , ou à ses Successeurs.

Dans la septième , il examine ces paroles de J. C. à saint Pierre : *J'ai prié pour vous , afin que votre foi ne défaille point ;* & prétend qu'elles ne regardent que la personne & le fait particulier de S. Pierre , & qu'elles ne peuvent servir à établir son infaillibilité , ni celle de ses Successeurs.

Son sentiment sur la huitième , est que la célébration des Conciles est nécessaire pour gouverner l'Eglise. Il ajoute que les Decretales & les Bulles des Papes , n'obligent qu'autant qu'elles sont conformes à la discipline des Canons , & aux Decrets des Conciles reçus & approuvés. Il confirme ces propositions dans la preuve de cet article , & répond aux objections de Duval.

Dans la neuvième maxime , il conclut des principes qu'il a établis , Que la plénitude de l'autorité Pontificale ne s'étend point sur l'Eglise Universelle assemblée dans un Concile general , mais seulement sur les Eglises particulières , & qu'elle n'a lieu que dans l'exécution ; l'interprétation , de la discipline des Canons , & non pour leur institution , si ce n'est qu'il préside par soi-même , ou par ses Legats aux Conciles , & en suivant les suffrages des Evêques , & leur consentement. Il ajoute que le Pape ne peut dispenser des Decrets des Conciles , que dans le cas où le Concile même en dispenseroit s'il étoit assemblé ; & prouve cette maxime par des passages des Papes Zozime & Leon , & par l'autorité de saint Bernard. C'est en ces deux articles qu'il fait consister la plénitude de la juridiction du Pape , & que les anciens Papes l'ont eux-mêmes fait consister ,

en reconnoissant qu'ils n'étoient que les exécuteurs des Canons. Ce n'est que depuis le temps de Gregoire VII. que les Papes se sont attribuez une autorité absolüe. Richer avouë que regulierement & ordinairement ils ont toujours eu le droit de convoquer les Conciles generaux par l'autorité qu'ils avoient sur les Eglises particulieres répandues par toute la terre. Il ajoute dans ses preuves , qu'en cas de necessité , quand on ne peut pas assembler un Concile , le Pape peut faire des Loix ; mais que ces Loix n'obligent qu'en temps qu'elles sont reçues & acceptées par le consentement de l'Eglise , sans lequel aucune Loi ne peut obliger les Chrétiens. Il confirme l'Epoque qu'il avoit fixée de l'établissement de la Monarchie absolüe , par l'usage que l'on a commencé à faire de cette Formule , auparavant inusitée : *Nous decernons , & ordonnons avec l'approbation du Concile.*

*Edmond
Richer.*

Dans la dixième maxime il soutient que quoique l'Eglise , prise pour l'Assemblée des Chrétiens , n'ait qu'un seul Chef essentiel qui est Jesus-Christ , toutefois elle est gouvernée differemment pour les choses civiles par le Prince Politique , & dans les choses spirituelles par le Pape. Il fait voir dans sa preuve que ces deux Puissances sont distinctes ; Que le Pape est le Vicaire de Dieu pour les choses spirituelles , & que le Prince l'est à l'égard des choses temporelles , pour l'exécution & la conservation du droit Divin , Naturel , & Canonique.

Si les Puissances sont distinctes , la maniere de les exercer est aussi differente : c'est ce que Richer explique dans la maxime suivante. L'E-

*Edmond
Richer.*

glise n'ayant point de territoire, ni de droit de glaive, & étant instituée pour une fin spirituelle, ne se sert que de moyens de direction & de persuasion, pour conduire à la Beatitude, & n'emploie point la contrainte & les peines temporelles. Il le prouve par l'exemple & par les paroles de Jesus-Christ, qu'il ne s'est point constitué Juge, ni Arbitre des choses temporelles; par celui des Apôtres qui n'ont point employé ces voies pour établir l'Evangile, & par quelques reflexions de saint Bernard. Dans l'éclaircissement qu'il donne sur cet article, il prétend que les Censures Ecclesiastiques faites par les Evêques, n'avoient point autrefois d'exécution qu'elles ne fussent approuvées par le conseil des Prêtres: & il confirme ce qu'il avoit dit, Que l'Eglise, en tant qu'Eglise, n'a point de territoire, ni de droit de glaive.

La douzième maxime est, que le Prince Politique, comme Maître de la Republique & du territoire, est le vengeur & le protecteur de la Loi Divine, Naturelle, & Canonique, & peut en cette qualité faire des Loix, & user du glaive pour les maintenir. Il prouve cette maxime par l'usage des Princes Chrétiens, & par cette belle Sentence d'Optat Milevitain, que l'Eglise est dans la Republique. Il la confirme dans ses Notes par les termes de Constantin qui se dit l'Evêque de l'exterieur de l'Eglise; par le Pontifical Romain qui fait les Rois Vicaires de Jesus-Christ, pour le gouvernement exterieur de l'Eglise; & parce que les Empereurs ont autrefois convoqué les Conciles.

De-là il conclut que le Prince Politique, com-

me protecteur & vangeur des Canons , est Juge *Edmond Richer.*
 légitime des appellations comme d'abus , & tire
 de ce principe l'origine des Libertez de l'Eglise
 Gallicane, qui ne sont pas particulieres aux Fran-
 çois , puisque les Espagnols & les autres Peu-
 ples empêchent aussi l'exécution de ce qui est
 émané de la Cour de Rome contre leurs usages
 & leurs coutumes.

Il rapporte ensuite dans le quatorzième arti-
 cle , les maximes de ceux qui établissent l'auto-
 rité absoluë & Monarchique du Pape , qui sont ,
 1. Que le Souverain Pontife a non seulement
 toute la juridiction Ecclesiastique , mais aussi
 une puissance directe , ou indirecte sur le Tem-
 porel. 2. Que la celebration des Conciles n'est
 point nécessaire pour le gouvernement de l'Egli-
 se. 3. Que les Conciles ne peuvent rien définir
 sans le consentement du Pape. 4. Que le Pape
 peut détruire tous le droit Ecclesiastique , & en
 faire un nouveau. 5. Que le Pape est au-dessus
 du Concile , & ne lui peut être soumis en aucun
 cas. Il fait voir en peu de mots l'absurdité de ces
 maximes , & fait dans sa Note quelques obser-
 vations sur ce que Duval & Caietan ont dit sur
 ce sujet.

Il avouë dans le quinzième article , que le Pape
 est le Chef dans le Concile general pour ce qui
 regarde la prédication de la parole de Dieu ,
 l'administration des Sacremens , & l'exécution
 des Canons ; mais il nie qu'il le soit pour ce qui
 regarde la direction , ou le pouvoir de contraindre
 tout le Concile.

Dans le seizième article il explique le Ca-
 non attribué au Concile de Rome , sous Syl-

*Edmond
Richer.*

vestre : *Personne ne peut juger le premier Siege*, & dit, 1. Qu'il doit s'entendre d'un Pape qui rend la justice, & non pas de celui qui scandaliserait notoirement l'Eglise, & qui serait incorrigible. 2. Que ce Canon aiant été fait par un Concile particulier, ne regarde point le Concile general. 3. Que pour peu que l'on soit versé dans la lecture de l'Antiquité, il est aisé de connoître qu'il est supposé, puisqu'il fait mention des Rois, & qu'il n'y en avoit point alors qui fussent Chrétiens. Quant aux autres autoritez que l'on tire des écrits des Papes, il prétend qu'on ne s'en doit pas embarrasser, parce que, suivant Gerson & les autres Docteurs de Paris, on ne doit pas les croire dans leur propre cause, s'ils ne parlent conformément à la Loi Divine & Canonique.

Dans la dix-septième Proposition, il conclut de la cause finale de l'Eglise, qui est la vie éternelle à acquérir par un bon gouvernement ; Que saint Pierre est pour & à cause de l'Eglise, & non pour & à cause de S. Pierre, à qui Dieu n'a donné de puissance que pour l'édification, & non l'Eglise pour la destruction ; d'où il s'ensuit que l'Eglise peut de droit Naturel & Divin, pourvoir & empêcher que le Pape ne la gouverne d'une manière qui tende à sa destruction, comme il a été défini dans le Concile de Constance, Session 4 & 5.

Dans le dix-huitième chapitre, il examine ce que c'est que le pouvoir que quelques-uns donnent à l'Eglise sur le Temporel : il le reconnoît si on ne l'admet que par forme de doctrine, de conseil, de direction, & de séparation de la com-

munion Ecclesiastique. Mais il le rejette si on l'étend à la contrainte ou à la déposition des Rois & des Princes. Vouloir que les Rois & les Princes Chrétiens puissent être déposez par l'Eglise, c'est comme si l'on disoit qu'un Maître d'Ecole peut priver un Ecolier de la succession paternelle, parce qu'il ne fait pas son devoir. Il répond ensuite succinctement aux argumens qu'on apporte pour prouver que l'Eglise a le pouvoir de déposer les Rois, & renvoie sur ce sujet au Traité de Jean de Paris sur la Puissance Roiale & Pontificale. Il finit ce Traité en le soumettant au jugement de l'Eglise Catholique, & y joint quelques Censures de la Faculté de Theologie de Paris. La premiere est celle qui fut faite en 1409 contre Frere Jean de Gorello, touchant le droit des Curez. La seconde est celle qui fut faite en 1430 contre Sarasin, qui est suivie des articles contre Luther. La troisième est celle qui fut faite en 1483 contre Jean Angeli. La quatrième est la réponse que la Faculté fit à Charles VIII. en 1497, sur l'autorité des Conciles : & la dernière est la Censure des Livres de Duplessis Mornai, faite sous le Syndicat de Richer le premier d'Aoust 1611.

*Edmond
Richer.*

L'Apologie pour Jean Gerson que Richer avoit composée, comme nous avons dit, en 1605, qui avoit été imprimée avec beaucoup de fautes en 1607, a été depuis imprimée en 1676 sur un Manuscrit de Richer. Elle contient les mêmes principes qui sont dans son Livre de la Puissance Ecclesiastique & Politique, mais expliqués avec beaucoup plus d'étendue ; & est divisée en quatre parties. La premiere contient la même

*Edmond
Richer.*

définition de l'Eglise, qui est rapportée dans le Livre de la Puissance Ecclesiastique & Politique : le Decret du Concile de Constance touchant l'autorité du Concile, & il y fait voir que ce Decret est conforme aux principes de la Loi naturelle. Il s'étend sur la définition & la division du droit sur les différentes sortes de gouvernemens, sur leur fin, & y établit les Regles suivantes ; Que l'Eglise ne peut point juger des choses interieures & cachées, mais seulement des actions exterieures ; Qu'il n'y a point de Puissance sur la terre qui puisse interdire aux hommes l'usage de la raison, ni les empêcher de tirer des conséquences de la Loi Divine, Naturelle, & Canonique ; Que le sens litteral de l'Ecriture sainte est le seul qui peut être employé pour établir des Dogmes de Foi ; Que les argumens que l'on tire du sens métaphorique & des similitudes, ne sont pas concluans ; Que les loix du Droit Canonique n'obligent que quand elles sont reçues ; Que les Ecrits des Peres ne méritent de créance qu'en tant qu'ils sont conformes à la Loi de Dieu ; Qu'il faut bien distinguer dans leurs Ouvrages ce qu'ils écrivent dogmatiquement, de ce qu'ils disent en Orateurs ; Que la volonté de Dieu est la premiere cause, la premiere raison, la premiere Loi, la premiere regle de l'obligation, & que toutes autres Loix en doivent être dérivées pour obliger en conscience ; Que Jesus-Christ n'a pas détruit, mais consacré la Loi Naturelle ; Que la société civile & toutes les différentes sortes de gouvernemens, sont de droit naturel & divin ; Que toute Communauté parfaite a plus immédiatement en elle-

même le pouvoir de se gouverner, qu'aucun particulier ne le peut avoir ; Qu'elle a une Puissance suffisante pour se maintenir conformément à la fin de son institution , & qu'elle n'en peut être privée ; Que la paix , l'union , l'amitié étant la fin de tous les Etats , & de toutes les Loix , & particulièrement de la Loi Evangelique , la Puissance despotique ou arbitraire repugne au droit divin & naturel ; Que personne ne peut être Juge & témoin dans sa propre cause ; Que dans la Morale & dans la Politique la médiocrité est toujours plus louable & plus sûre ; Qu'une trop grande égalité ou inégalité , qu'une trop étroite union , & une trop grande division , causent également la ruine des Etats ; Que la lumière naturelle nous fait connoître la volonté de Dieu , & le gouvernement qu'il a établi dans son Eglise ; Que cette maxime , Qu'une erreur commune fait un droit , ne peut avoir lieu qu'à l'égard des ignorans. De ces principes & de ces regles il conclut , Que l'Etat Monarchique de l'Eglise doit être temperé par le gouvernement Aristocratique ; Que la Monarchie absolüe que l'on veut établir dans l'Eglise est contraire à la Loi de Dieu , & à la fin de la société Ecclesiastique ; & que le pouvoir qu'on veut donner à l'Eglise sur le Temporel , est contraire à la Loi naturelle.

Richer traite dans la seconde partie , du gouvernement Aristocratique de l'Eglise , & commence par établir son principe , que Dieu a donné la Puissance Ecclesiastique à toute l'Eglise ; Que le Sacerdoce , qui est la source de toute la juridiction Ecclesiastique , lui appartient , & qu'il

*Edmond
Richer.*

Edmond Richer. s'exerce par l'Ordre Hierarchique qui a differens degrez invariables quant à leur essence, mais qui varient quant aux sujets. Il y prouve que l'excommunication répond en quelque sorte à la Jurisdiction coactive seculiere, mais qu'elle ne peut point s'entendre à la privation temporelle, ni à la déposition des Rois & des Princes. Il montre que l'infailibilité de l'Eglise ne doit point être attribuée au Pape, ni aux Evêques séparément, mais à l'Eglise Universelle, & au Concile general qui la represente. Il attribue à l'Eglise le pouvoir de s'assembler en un Synode pour y faire des Canons qui obligent. Il traite de la nature du Concile Oecumenique, de sa définition, & de son autorité; & il prétend qu'il reçoit la dernière immédiatement de Jesus-Christ, & non pas du Pape. Il établit la nécessité des Conciles, & soutient que la liberté des suffrages est nécessaire, afin qu'un Concile soit legitime. Il croit que le consentement de toutes les Eglises, est la cause formelle pour laquelle ces Decrets obligent. Il remarque que les regles de la Foi Catholique sont l'Ecriture sainte, le consentement de l'Eglise Universelle, & la Tradition Apostolique. Il donne au Concile general, d'une maniere plus éminente, toute la jurisdiction que le Pape & les Evêques exercent, à l'exception de la prédication de la parole de Dieu, & de l'administration des Sacremens. Il reconnoît que les Decrets du Concile sont infailibles, mais seulement dans les questions de droit, & non dans les questions de fait; cela lui donne lieu de traiter de la canonisation des Saints, & de soutenir qu'elle n'est pas un article qui ap-



DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 415

partienne à la Foi. Il déclame en passant contre la défense que quelques-uns ont faite au peuple de lire l'Écriture sainte. Il conseille aux Evêques assemblez dans les Conciles , de renouveler plutôt les anciens Canons que d'en faire de nouveaux. Il fait voir que quoique régulièrement & ordinairement , il appartienne au Pape de convoquer les Conciles ; si neantmoins il refuse de le faire dans le besoin , l'Eglise a droit en ce cas de le convoquer ; & que les Empereurs & les Princes Chrétiens , comme protecteurs de la paix , de la liberté , & de la sûreté publique , peuvent le faire. Il explique en quel sens le Pape a droit de conclure & de confirmer les Conciles , & réduit tout ce pouvoir à compter & réunir les suffrages ; & fait voir qu'anciennement les Evêques ne faisoient que rendre témoignage dans les Conciles , de la foi & de la doctrine de leurs Eglises. Il ajoute que le Pape ne peut dispenser des Canons des Conciles , qu'en cas de nécessité pour le bien commun de l'Eglise , & non point en faveur des particuliers. Il montre qu'il est permis d'appeller au Concile general , du jugement du Pape , ou de celui d'un Concile Provincial. Il finit cette seconde partie en rapportant l'Histoire & les Canons des Conciles , qui prouvent que pendant quatorze cens ans on a crû que le gouvernement de l'Eglise étoit Aristocratique , & que ce n'est que du temps de Gregoire VII. qu'on a commencé à vouloir l'ériger en Monarchique.

Il traite dans la troisième partie , de la Primauté de saint Pierre , des élections , de l'Ordre Hierarchyque , de la résidence , & de l'exemption

*Edmond
Richer.*

*Edmond
Richer.*

des Ecclesiastiques. Il y fait voir que S. Pierre & ses Successeurs ont été établis par Jesus-Christ, Chefs ministeriels de l'Eglise; en sorte toutefois qu'ils n'ont pas une domination absolue; & il distingue dans le Pape trois sortes de Puissances. La premiere est celle de sa Primauté qui est de droit divin, & le degré le plus éminent du Sacerdoce de Jesus-Christ, qui élève le Pape au-dessus des Evêques, comme ils sont élevez au-dessus des Prêtres. La seconde est de droit Ecclesiastique, & consiste dans le pouvoir que le Pape a acquis par les Canons, & par le consentement de l'Eglise, qui doit être limité par ces Canons, & par ce consentement. La troisième est le pouvoir temporel qu'il a comme Prince Politique sur le patrimoine de S. Pierre, qui lui est acquis en partie par la donation de Pepin, de Charlemagne, & en partie par le droit des gens, & de prescription, comme aux autres Princes Temporels. Il soutient que le Pape ne peut pas se servir de son droit de Primauté dans les choses qu'il n'a que par un droit Ecclesiastique; & que le droit de Primauté, quoiqu'essentiellement de droit divin, dépend dans son usage, dans son execution, & dans son étendue, du consentement de l'Eglise. Le Pape ne peut pas l'étendre comme il lui plaît. Cependant l'Etat Monarchique de l'Eglise ne peut pas dégénérer en pure Aristocratie, en Oligarchie, ou en Democratie: & quand Jesus-Christ n'auroit pas établi un Souverain Pontife, l'Eglise l'auroit pu instituer. Cette Monarchie Ecclesiastique n'est pas hereditaire, mais élective; & suivant l'institution de Jesus-Christ, les Evêques ont succédé par élection

tion aux Apôtres, & les Prêtres aux soixante & douze Disciples, & font ensemble le Senat de l'Eglise, qui a été anciennement gouvernée, & le doit être encore, par les Evêques, & par les Prêtres en commun. Comme Richer ne doute point que tous les Pasteurs ne soient de droit divin, il en conclut que leur résidence est aussi de droit divin, naturel, & indispensable. Quant à l'exemption des Ecclesiastiques, il est sans doute que ce qui regarde la celebration des Offices divins, & l'administration des Sacremens, n'est point soumis à la juridiction Civile : à l'égard des biens temporels qui leur sont absolument nécessaires pour leur nourriture & leur entretien suivant la condition de leur état, ils leur sont aussi dûs par la Loi Naturelle & Evangelique. Mais à l'égard de ce qui est superflu, le Prince peut s'en servir, & même de leur nécessaire dans un besoin pressant de l'Etat ; mais leurs personnes ne sont point exemptes de la juridiction Seculiere, quand ils commettent des crimes qui intéressent la Republique, & la Société civile : & autrefois l'Eglise n'avoit aucune juridiction coactive & temporelle ; ce n'est que dans les derniers temps que les Prelats Ecclesiastiques se la sont attribuée, & qu'ils l'ont exercée avec des rigueurs insoutenables, comme Richer le fait voir par des Extraits du Directoire de l'Inquisition.

*Edmond
Richer.*

Dans la dernière partie, Richer traite du pouvoir de l'Eglise sur les choses temporelles, & de celui des Rois & des Princes sur les Ecclesiastiques. Jesus-Christ, dont le Roïatume n'étoit pas de ce monde, n'ayant point exercé de domination temporelle, n'a laissé qu'une Puissance spi-

*Edmond
Richer.*

rituelle à son Eglise. Ainsi par le droit divin, l'Eglise n'a ni territoire, ni droit de contraindre extérieurement ; mais elle habite dans l'Etat Politique comme dans son Sujet, & ne fait avec lui qu'une seule Republique Chrétienne, dont Jesus-Christ est le Chef essentiel, qui la gouverne différemment par la Puissance Ecclesiastique & Politique. Les Ecclesiastiques n'ont de puissance que dessus le spirituel, & n'ont point d'autre autorité indirecte sur les personnes & les choses temporelles que par les Actes Hierarchiques, en les éclairant par la Doctrine, les purifiant par la Penitence, & par les Censures Ecclesiastiques, les perfectionnant par l'administration des Sacramens, & les conservant par l'établissement des Loix Ecclesiastiques, & des Canons ; mais ce pouvoir indirect ne s'étend point à la privation des biens temporels, à la déposition des Rois, ni à l'imposition des peines corporelles, comme Richer le prouve fort au long, en refutant les argumens de Bellarmin, & en alleguant plusieurs beaux passages des Peres. Il fait ensuite l'Analyse des paroles du chap. 13. de l'Epître de saint Paul aux Romains, où il est parlé de l'obéissance qui est dûe aux Puissances, & fait voir que la Puissance Temporelle dont jouissent les Souverains, vient immédiatement de Dieu, & qu'il n'y a que les Princes qui aient droit d'user du glaive à l'égard de quelque Sujet que ce soit de la Republique. Il fait un Recueil dans le dernier article de cet Ouvrage, des fausses maximes & des abus que la Cour Romaine a introduits en voulant établir le pouvoir absolu, & purement Monarchique du Pape sur toute l'Eglise.

Richer a mis à la fin de cette Apologie une Analyse du Traité de la Vie spirituelle de l'ame, composé par Gerson ; la vie de cet illustre Chancelier de l'Université de Paris , & quelques monumens qui le concernent.

*Edmond
Richer.*

Richer, après avoir établi par des raisonnemens appuiez sur l'Ecriture sainte, sur l'autorité des Canons , & des saints Peres , & sur les principes du droit divin , naturel , & politique , que le gouvernement de l'Eglise est Aristocratique , & que son pouvoir ne s'étend que sur les choses spirituelles , entreprit de prouver les mêmes choses par la pratique de l'Eglise pendant quatorze cens ans. C'est dans ce dessein qu'il composa l'Histoire des Conciles generaux qui ont été tenus dans l'Eglise depuis saint Pierre , jusqu'au Concile de Trente. Cet Ouvrage contient trois Tomes imprimez en 1680. Il y a inseré quantité d'actes & de monumens considerables ; il y rapporte l'Histoire , les Decrets , & l'abregé des Actes des Conciles , & s'en sert pour prouver que l'Eglise a toujours été gouvernée par les Canons , & refute les inductions que Bellarmin & les autres Theologiens de la Cour de Rome ont tirées de quelques faits , pour établir leurs prétentions. Cet Ouvrage est tres-utile , non seulement pour apprendre l'Histoire des Conciles , mais aussi pour se former une idée juste de l'ancien gouvernement de l'Eglise. Il y a à la fin du premier Tome un petit Traité contre le Cardinal du Perron , sur les Appellations au Saint Siege.

Richer a encore prouvé sa doctrine par le témoignage des anciens Theologiens de Paris , dans

Edmond Richer. son Livre intitulé : *Défense de la doctrine des anciens Docteurs de l'Eglise de Paris , ou la doctrine constante & perpetuelle de l'Ecole de Paris , sur l'autorité & l'infailibilité de l'Eglise dans les choses de foi , & dans la doctrine des mœurs , contre les Défenseurs de la Monarchie universelle & absolue de la Cour Romaine.* Cet Ouvrage est imprimé en 1683. Enfin on a donné en 1701 un ample Traité , qu'il avoit composé pour refuter tous les Ecrits qui avoient été faits contre son Traité de la Puissance Ecclesiastique & Politique. Cet Ouvrage est partagé en cinq Livres. Il refute dans le premier les argumens & les accusations avancées contre lui. Il prouve dans le second les principes établis dans les deux premiers chapitres de son Livre. Il refute dans le troisième les argumens de Caietan , de Bellarmin , & des autres Theologiens Ultramontains , pour la Monarchie absolue & infailible du Pape. Le quatrième & le cinquième contiennent les preuves des autres chapitres suivans , & une réponse à toutes les objections de Duval.

Avant que d'entrer en matiere , après avoir parlé des Ecrits faits contre lui , il montre que ce n'étoit point son Livre qui avoit causé la division dans la Faculté ; mais qu'elle y avoit été semée aussi-tôt après la mort du Roi Henri le Grand , par quelques Docteurs qui avoient pris le temps de la minorité du Roi pour introduire une nouvelle doctrine dans le Roiaume. Il montre que non seulement l'Ecole de Paris , mais aussi toute l'Eglise Gallicane , avoit tenu jusqu'alors comme une verité constante , Que le Concile general est au-dessus du Pape ; Que Pierre Plaoul

Docteur , Proviseur de Sorbonne , & Evêque de Senlis , avoit soutenu cette doctrine au nom de l'Université , dont il étoit député au Concile de Pise l'an 1407 , aussi-bien que Gerson Ambassadeur du Roi , de l'Eglise Gallicane , & de l'Université , dans le Concile de Constance , & Pierre Courcelles député de l'Université dans l'Assemblée de Bourges ; Que l'Université & la Faculté de Theologie de Paris , s'étoient déclarées plusieurs fois pour cette doctrine dans leurs Lettres & dans leurs Decrets ; Qu'Almain , Major , & les autres Docteurs de la Faculté de Theologie de Paris l'avoient enseignée ; Que même les Etrangers & ceux qui n'étoient pas de cet avis , convenoient que c'étoit la doctrine des Theologiens de Paris.

*Edmond
Richer*

Richer répond ensuite aux raisons de Politiques que le Cardinal du Perron avoit employées pour rendre sa doctrine & sa personne odieuse. Le Cardinal lui objectoit , que les argumens qu'il alleguoit pour établir le gouvernement Aristocratique de l'Eglise , pouvoient être aussi employés en la Monarchie temporelle. Richer répond , que l'on ne peut tirer aucune conséquence de l'une à l'autre , parce que la Puissance Politique est de sa nature absolue ; au lieu que la Puissance Ecclesiastique , qui gouverne les cœurs & les consciences par des actes Hierarchiques , ne peut pas user de force extérieure , ni de contrainte. Ce Cardinal avoit aussi mis la Sorbonne en jeu , en lui reprochant la condamnation de la Pucelle d'Orleans , & le Decret contre Henri III. Richer fait voir qu'on ne doit point juger de la disposition de ce Corps par ces temps de trou-

*Edmond
Richer.*

bles & de guerre, où la liberté étoit opprimée par la violence & par les factions ; & remarque que quand ce Corps a été libre, il a toujours vengé les droits du Roi, soutenu les libertez de l'Eglise Gallicane, & procuré le bien de l'Etat. Il ajoute encore que les anciens Docteurs étoient du temps de Henri III. tres-éloignez des sentimens du Decret fait contre ce Prince, par quelques Docteurs factieux qui avoient entraîné de jeunes gens sans experience. Il soutient que la doctrine qu'il a établie dans son Livre, ne favorise ni le Schisme, ni l'Herésie ; que c'est celle de Gerson & du Concile de Constance, & qu'elle ne se doit pas seulement appliquer au temps du Schisme des Papes.

Il se défend ensuite contre Boucher, sur l'appellation comme d'abus qu'il avoit interjetée de la Sentence des Prelats de la Province de Sens. Il soutient que les Magistrats civils ont droit de maintenir les Loix Ecclesiastiques quand elles sont violées, de juger des questions Ecclesiastiques qui consistent en fait, & de proteger les Ecclesiastiques qui sont opprimez & calomniez. Il tient que l'Assemblée des Prelats de Sens n'est pas un Synode, parce qu'elle s'est faite pour des comptes particuliers sans l'autorité du Roi, & sans y appeller le Clergé de la Province.

Les autres Livres de la défense de Richer, sont entierement dogmatiques. Il y établit ses principes, & refute ses Adversaires par des passages de l'Ecriture, par une infinité de témoignages des Peres & des Docteurs, par les Decrets des Conciles, par des exemples tirez de l'Histoire Ecclesiastique, par la pratique de l'Eglise, &

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 423
par des raisonnemens fondez sur ces autoritez.

*Edmond
Richer.*

On a mis à la fin de ce Recueil des notes sur la Censure de la Faculté de Theologie de Paris, contre les Livres de la Republique Ecclesiastique d'Antonius de Dominis. On sçait qu'elles sont de Richer. Elles ont été imprimées à Londres dès l'année 1617, & réimprimées depuis quelques années. On voit par ces Notes que quoiqu'il n'approuvât pas la doctrine d'Antonius de Dominis, il n'étoit pas sur bien des articles, de l'avis des Censeurs, particulièrement sur la censure de la seconde Proposition, touchant la jurisdiction coactive de l'Eglise, où il dit que les Censeurs ont mal pris le sens de l'Auteur, qui ne refuse pas à l'Eglise le pouvoir d'excommunier, mais celui de pouvoir contraindre exterieurement par la force. Il n'approuve pas non plus les Censures des 3, 4, 5, 13, & 47 Propositions, & reforme les qualifications de la plupart des autres. A la fin de ces Notes il remarque que les anciens Docteurs ont toujours eu dans leurs Censures pour but la verité & le bien du peuple; & que c'est pour cela qu'en qualifiant les Propositions, ils ont pris soin d'expliquer les équivoques & les ambiguités, afin de faire voir qu'ils ne vouloient point chicaner, & qu'il ne fût pas besoin d'expliquer leurs Censures.

Richer a encore fait des Notes pleines d'érudition, sur le Livre de Tertullien *de Pallio*, imprimées à Paris en 1635. Un Traité de l'art, des figures, & des causes de l'Eloquence, imprimé à Paris en 1605, & en 1629. Un Ecrit sur le bien de l'Academie, imprimé à Paris en 1603. Des Considerations en François sur un Ecrit intitulé :

Edmond
Richer.

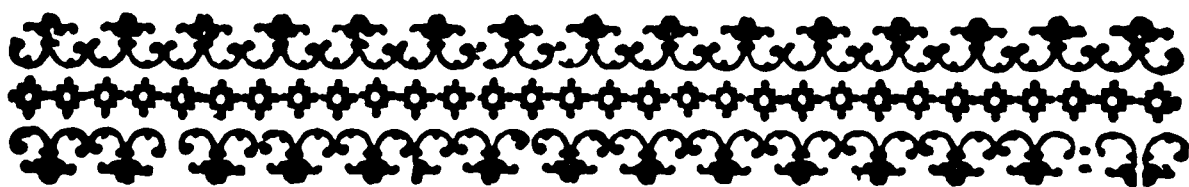
Raison pour le desaveu fait par les Evêques de ce Roïaume, &c. sous le nom de François Timothée, imprimé à Paris en 1628 ; & un autre Livre François, intitulé : *La Sage Femme des Esprits*. C'est aussi lui qui nous a donné la Relation de ce qui s'est passé en Sorbonne touchant l'affaire de Santarel, & quelques conclusions de la Faculté de Theologie de Paris, dont nous parlerons dans la suite.

Morisot Avocat de Dijon, nous dépeint Richer dans une de ses Lettres comme un homme d'une grande stature, qui avoit le corps robuste, & l'esprit vif, qui ne s'étoit point laissé corrompre par les plaisirs, & avoit toujours mené une vie frugale, sans neantmoins affecter une severité refroignée, aiant un visage & un port de ces anciens personnages respectables par leur gravité, & digne, au jugement même de ses ennemis, de connoître & de décider des choses humaines & divines. Il faut mettre ici les termes Latins de cet Auteur, qu'on ne peut rendre en nôtre langue dans toute leur force, ni dans toute leur beauté. *Jam vita Richerii nostri terminata est, imò nunquam moritur sapiens, sed vivit cœlo, vivit cum virtutibus suis in animis superstitum, quibus manus porrigit, & pro quibus intercedit coram Deo ad quem ascendit. Omnibus verò Christianis Gallici Sceptri amantibus grande desiderium sui reliquit, per memoriam doctrina & probitatis. Vir procera statura, rectum vividumque corpus, & par menti in eo habitanti, servavit. Nulla venus, nulla illecebra corruperant; nulla severitas liberalem rugaverat frontem. In statione sui positus, & Sorbonistico, hoc est, tenui victu su-*

stentatus, ad extremam senectutem, nempe ad an- Edmond
num ætatis sue octogesimum quartum pervenit. Richer.

*Humanis suavitatibus intactus, vultu habituque
 moris antiqui, qui dignus etiam ab inimicis existi-
 matus ad quem divinaram humanarumque rerum
 disceptatio & judicium deferretur.*

Les efforts que ses Adversaires ont fait pour le
 gagner, ou pour l'obliger de se retracter, font as-
 sez connoître combien ils le craignoient. Sa fer-
 meté & son intrepidité pour défendre la verité,
 a éclaté dans sa conduite; & son desinteresse-
 ment a paru dans toutes les actions de sa vie.
 Il raisonne avec beaucoup de méthode. Il avoit
 lû non seulement les Theologiens Scholastiques,
 mais aussi l'Ecriture sainte, & les Peres. Il
 avoit assez étudié l'ancienne discipline de l'E-
 glise, & il avoit du goût, de la critique, & du
 discernement. Son style est sans affectation, &
 sans ornement, mais mâle, naturel, & sans bar-
 barie.



S I M O N

V I G O R.

*Simon Vi-
gor.*

SIMON VIGOR Conseiller du Roi en son grand Conseil, neveu de Simon Vigor Archevêque de Narbonne, fleurit & maintint les droits du Roïaume, les Libertez de l'Eglise Gallicane, & l'ancienne Doctrine de la Faculté de Theologie de Paris, dans les Ecrits qu'il publia au commencement du dix-septième siecle de l'Eglise.

Il fit imprimer en 1614 la Réponse Synodale du Concile de Bâle, touchant l'autorité du Concile general sur le Pape, & les autres Fideles, avec un Commentaire dans lequel il prouve la doctrine contenuë dans cette Réponse. Il montre, 1. Que les Conciles generaux ont toujours été considerez dans l'Eglise comme le moïen le plus sûr pour condamner les Heresies, extirper les Schismes, & reformer l'Eglise. 2. Que Jesus-Christ a établi une Hierarchie dans l'Eglise, par laquelle les Apôtres sont les premiers, & saint Pierre le premier entre les Apôtres qui a representé l'Eglise quand Jesus-Christ lui a donné les clefs; c'est pourquoi il a été orné par les Peres des titres de *Chef*, de *Sommet*, de *Prelat*, de *Premier*, & de *Prince des Apôtres*. Que l'on a aussi confi-

deré le Siege de S. Pierre, c'est-à-dire, l'Eglise Romaine, comme la premiere de toutes les Eglises, ainsi qu'il est prouvé par plusieurs passages des Peres. 3. Il combat la Monarchie absolüe que l'Archevêque de Tarente, auquel le Concile répond, sembloit vouloir introduire dans l'Eglise. Il avouë qu'il n'y a que les Heretiques qui puissent nier qu'il y a une Monarchie dans l'Eglise; mais il soutient qu'elle n'est pas absolüe, & qu'il ne dépend pas du Pape de renverser les Canons & les Decrets des Conciles, & d'en établir de nouveaux à sa fantaisie; & qu'il est soumis aux Loix Ecclesiastiques: il approuve le sentiment de Richer, que l'Etat Monarchique de l'Eglise est temperé par un gouvernement Aristocratique: ce qu'il fait voir par la pratique de l'Eglise. 4. Il remarque que le Pape, outre son droit de Primauté, a plusieurs prérogatives de droit Ecclesiastique, par la concession de l'Eglise, & les Loix des Empereurs; qu'un particulier n'est Pape, qu'en vertu de l'élection de l'Eglise, ou du College des Cardinaux qui la represente; & que la Puissance des clefs a été donnée à toute l'Eglise pour être exercée par ses Ministres. 5. Il traite la question de la Superiorité du Concile au-dessus du Pape, & soutient fortement la doctrine des Conciles de Constance & Basle, & des Docteurs de Paris sur ce sujet. 6. Il fait plusieurs reflexions sur les paroles par lesquelles J. C. a donné les clefs à saint Pierre, & fait voir que suivant le sentiment de saint Augustin, les Apôtres representent l'Eglise à qui les clefs ont été données. 7. Il montre que l'infailibilité est attachée à l'Eglise, & non pas à la personne du

Simon Vigor.

*Simon Vi-
gor.*

Pape ; & s'étend fort au long sur l'autorité des Conciles & des Evêques qui y assistent. 8. Il déclame contre ceux qui croient que l'autorité des Conciles dépend du Pape , & contre ceux qui approuvent l'usage des équivoques. 9. Il observe que quoique les Apôtres & les Evêques aient la même puissance , cependant celle des Apôtres étoit plus étendue. Il soutient que les élections des Evêques sont de droit divin ; & cependant il accorde ce principe avec le Concordat , en supposant que le droit du peuple est dévolu au Roi qui est le Chef de l'Etat , & à qui il appartient principalement de veiller ; que les Sieges Episcopaux soient remplis de dignes Sujets. 10. Il établit l'autorité que les Rois ont de convoquer les Conciles , & de procurer l'exécution des Canons & des Loix de l'Eglise : il fait voir que les Papes n'ont point le pouvoir de déposer les Princes. 11. Il remarque que le Chef essentiel de l'Eglise est Jesus-Christ , & que le Pape n'est que le Chef ministeriel & instrumentel. 12. Il remarque que les clefs de l'Eglise ne concernent que le Spirituel & l'interieur , & non point le Temporel & l'exterieur. 13. Il explique les passages de l'Ecriture dont on se sert pour prouver la Monarchie absoluë. 14. Il prouve encore que les Empereurs & les Rois ont pû , & peuvent convoquer des Conciles ; & que c'est à eux de maintenir la discipline de l'Eglise, quand à l'exterieur. Tout ce Commentaire est composé selon les principes de Richer , & pour sa défense contre Duval , que Vigor maltraite fort.

Duval aiant écrit contre ce Commentaire de Vigor ; celui-ci en fit l'Apologie, imprimée en

1615, dans laquelle il traite des droits de l'Empire & du Sacerdoce. Cet Ouvrage fut imprimé en 1615, mais quelque temps après, Theophraste Bouju fit paroître un Livre intitulé : *Défense pour la Hierarchie de l'Eglise, & de nôtre saint Pere le Pape, contre Simon Vigor*, dans lequel il accusoit Vigor de suivre les traces des Heretiques, & d'établir des principes qui ruinoient la primauté du Pape, & les droits de l'Eglise. Comme ce Livre étoit écrit en François, & dédié au Roi, Simon Vigor fut obligé de composer en la même langue un Traité pour défendre son Système, & refuter en même temps des avis que Richeome avoit envoiez de Rome pour autoriser la Monarchie absolüe du Pape. Cet Ouvrage de Vigor, imprimé en 1620, est intitulé : *De l'Etat & Gouvernement de l'Eglise*. Il est précédé d'une Preface qui contient une réponse sommaire au Livre de Bouju, & suivi d'une Lettre critique contre une Preface Apologetique que le Docteur Durand avoit inserée dans le quatrième Tome de sa version des Annales de Baronius, pour se justifier des faussetez que Vigor avoit remarquées dans son Livre intitulé, *Avis*. Le corps de l'Ouvrage est divisé en quatre Livres ; le premier, de la Monarchie Ecclesiastique ; le second, de l'Infaillibilité ; le troisième, de la Discipline Ecclesiastique ; & le quatrième, des Conciles. Il montre dans le premier, que la Monarchie de l'Eglise n'est point absolüe. Dans le second, que l'Infaillibilité n'appartient qu'à l'Eglise & non point au Pape ; refute l'opinion de ceux qui prétendent que le Pape a le pouvoir de déposer les Rois, & de dispenser leurs Sujets

Simon Vigor.

*Simon Vi-
gor.*

du serment de fidélité ; & répond aux exemples qu'ils alleguent pour le prouver. Il traite dans le troisième, du pouvoir des Princes, de la Discipline ou Police Ecclesiastique ; & de celui qu'ils ont sur les personnes & les biens Ecclesiastiques pour le Temporel. Il avoue que le Pape peut faire des Reglemens generaux pour le bien & l'utilité de l'Eglise, & pour renouveler les anciens Canons. Mais il soutient que les Eglises ont la liberté de les rejeter s'ils ne se trouvent pas conformes aux Canons. Il parle aussi dans cette partie, des élections Canoniques des Evêques, & du droit du Roi dans la nomination aux Evêchez & aux Abbaïes. Dans le quatrième Livre, après avoir établi la nécessité des Conciles, il dit que comme les Evêques étoient juges souverainement par les Conciles Provinciaux, les Patriarches & le Pape même, le pouvoient être dans les Conciles generaux. Il remarque que les Empereurs ont convoqué les premiers Conciles generaux, & reconnoît que le Pape a droit d'y présider ; mais il prétend que pour cela il devroit y être en personne ; & que dans les premiers Conciles ses Legats n'y ont point présidé. Il explique en quel sens on a dit que l'Empereur présidoit au Concile, & pourquoi il y assistoit. Il montre que la validité des Decrets du Concile ne dépend point de la volonté du Pape, & que sa confirmation n'est qu'une simple approbation des Decrets du Concile, qu'il ne peut pas refuser.

Simon Vigor n'a pas seulement défendu les droits de l'Eglise & son autorité, contre ceux qui l'attaquoient, mais encore sa doctrine, con-

tre les Heretiques , dans un Ouvrage Latin , intitulé : *Affertio Fidei Catholica* , c'est-à-dire , *Défense de la Foi Catholique*. Pour la soutenir , il ne se sert que des témoignages des quatre premiers Conciles generaux , & de ceux des autres Conciles celebres dans le même temps : méthode la plus sûre en genre de controverse , parce qu'on se sert de principes reconnus de part & d'autre. Cet Ouvrage est divisé en dix Chapitres. Le premier est de l'interprete legitime & authentique de l'Ecriture sainte , & du Juge legitime des controverses. Il y fait voir que c'est l'Eglise , & que la doctrine de l'Eglise est connue par deux voies ; sçavoir , par les définitions des Conciles , & par le sentiment unanime des Peres ; & que dans les Conciles on a toujours joint la tradition à l'Ecriture sainte , pour l'établissement des dogmes Catholiques.

Simon Vigor.

Il traite dans le second Chapitre , de la primauté de saint Pierre , des Patriarches , des Metropolitains , des differens degrez des Ordres. Il fait voir que saint Pierre a été le premier des Apôtres ; Qu'entre les Patriarches , l'Evêque de Rome a eu le premier rang ; Qu'il a succédé à saint Pierre dans sa primauté ; & que les differens Ordres Hierarchiques ont été connus dans les quatre premiers siècles.

Le troisième Chapitre est du Monachisme. Il se sert du témoignage d'Eusebe touchant les Therapeutes de Philon , pour prouver l'antiquité des Moines ; & montre que cet Institut a été approuvé dans l'ancienne Eglise ; Que ceux qui apostasioient étoient mis en penitence , & n'étoient plus reçus dans le Clergé : qu'ils faisoient

*Simon Vi-
gor.*

432 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
des vœux de Pauvreté , de Chasteté , obéissoient à un Abbé , portoient des habits differens des Ecclesiastiques , avoient des Monasteres , ne faisoient leurs vœux qu'à un certain âge , & du consentement de leurs parens , étoient éprouvez avant que de les faire , étoient punis quand ils les violoit , & subsistoient du travail de leurs mains. Vigor donne des preuves de toutes ces choses , tirées des anciens Conciles.

Le quatrième Chapitre est du Celibat. L'Eglise a toujours condamné ceux qui blâmoient le mariage ; neantmoins il n'a jamais été permis de se marier après avoir reçu les Ordres sacrez ; les bigames n'étoient point reçus aux Ordres. Dans l'Eglise Latine , celui qui étoit ordonné étoit obligé de garder la continence avec sa femme.

Le cinquième Chapitre est du service de l'Eglise , en langue qui n'est pas vulgaire. Toute l'Eglise Orientale le celebrait en langue Grecque , & l'Occidentale en Latin ; on chantoit même dans l'Eglise Latine quelques prieres en Grec ; & si l'on en croit Vigor , on n'a jamais chanté les Pseaumes dans l'Eglise en langue vulgaire. Mais , quant aux prieres particulieres , l'Eglise ne défend point de les réciter dans la langue du pais ; elle permet au contraire , aux Chrétiens de se servir des versions qui en ont été faites , & ne défend point la lecture de l'Ecriture sainte , mais seulement celle des versions infidelles , composées par des Heretiques.

Le sixième Chapitre est du Sacrement de Penitence. Vigor y a recueilli les Canons qui concernent la nécessité de la penitence , les differens degrez

degrez des Penitens , le temps de la penitence , l'indulgence qu'on avoit pour les Penitens en leur remettant une partie de la penitence ; la maniere dont on les faisoit rentrer dans l'Eglise, & les peines qu'on leur imposoit. *Simon Vigor.*

Le septième Chapitre est de l'Eucharistie. Il y fait voir que le Concile d'Ephese a expliqué de ce Sacrement le sixième chapitre de l'Evangile de saint Jean. Que les anciens Conciles & les Peres ont consideré l'oblation de l'Eucharistie comme un Sacrifice , & qu'ils ont crû qu'après la consecration, le pain & le vin devenoient le Corps & le Sang de Jesus-Christ ; Que les Tables sur lesquelles on l'offroit , étoient des Autels qui étoient benis & consacrez , aussi-bien que les vases sacrez , les vêtemens Sacerdotaux , & les Eglises ; Que l'on conservoit le Corps de Jesus-Christ pour le porter aux malades , & aux absens ; Qu'il étoit le Viatique que l'on donnoit aux mourans ; Que tous ceux qui assistoient aux Mysteres ne communioient pas ; Que le Pain-beni & les Eulogies leur tenoient lieu d'Eucharistie , au lieu que l'on ne donnoit que du Sel benit aux Cathecumenes ; Que l'on a des exemples en quelques Conciles , de Messes celebrées en particulier , & de la communion sous une seule espece. Il justifie sur ce dernier point le Decret du Concile de Constance.

Le huitième Chapitre est du Culte des Reliques , & de l'Invocation des Saints. Il fait voir que de tout temps on a honoré dans l'Eglise les Martyrs , leurs Reliques , & leurs Tombeaux ; & prétend que le Concile de Chalcedoine autorise l'Invocation des Saints.

434 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

*Simon Vi-
gor,*

Dans le neuvième Chapitre, il défend l'usage des Images, & répond au Canon du Concile d'Elvire.

Dans le dixième il prouve le Purgatoire par l'usage de l'ancienne Eglise de faire des prières, des oblations, & des sacrifices pour les morts.

Dans le dernier il traite des jeûnes, & il montre que l'observation du Carême est de la première antiquité; Que les Occidentaux jeûnoient le Samedi; Qu'il y avoit des jours de jeûne pendant l'année; Que dans ces jours on faisoit abstinence de vin, de chair, & même d'œufs & de fromage; & que cependant l'Eglise a toujours condamné ceux qui enseignoient qu'il y avoit des viandes impures.

Simon Vigor avoit une grande connoissance de l'Antiquité Ecclesiastique. Il s'étoit beaucoup appliqué à l'étude des Canons, & de la Discipline de l'ancienne Eglise. Il écrit avec beaucoup de netteté, & de solidité, & donne des preuves sensibles & concluantes des principes qu'il avance. Ses Ouvrages méritent d'être lûs, & font honneur à la Robe; car quoiqu'il ne fût pas Ecclesiastique, il a pénétré plus avant, & raisonne plus juste sur les matieres Ecclesiastiques, qu'un grand nombre de Theologiens de son temps. Il mourut le 19 de Fevrier 1624, âgé de soixante-huit ans. Ses Ouvrages ont été réimprimez en 1683.





DIVERSES CENSURES

De la Faculté de Théologie de Paris,
faites au commencement du Siècle,
principalement sur l'autorité des Rois
& la Hierarchie.

L Es disputes qui s'éleverent au commence-
ment du dix-septième siècle touchant la
Puissance Ecclesiastique & Seculiere, & l'autorité
du Pape & de l'Eglise sur le Temporel, donne-
rent occasion à plusieurs Theologiens, qui sou-
tenoient les sentimens des Ultramontains, d'a-
vancer des Propositions préjudiciables à la sure-
té de la personne des Rois, & à l'interêt de l'E-
tat ; ce qui obligea non seulement les Magistrats
Seculiers, mais aussi la Faculté de Theologie de
Paris, qui a toujours eu fort à cœur les interêts
du Roïaume, & de l'Eglise Gallicane, de s'élever
contre ces sortes d'Ouvrages.

*Censures
de la Fa-
culté de
Paris.*

Dès l'an 1610 elle renouvela, à l'occasion
de l'assassinat du Roi Henri IV. & par ordre du
Parlement, le Decret qu'elle avoit fait le 13
Decembre 1413, qui fut depuis confirmé par
le Concile de Constance, contre les parricides
des Rois & des Princes ; & declara que c'est une
chose séditeuse, impie, & heretique, d'attenter
à la personne sacrée des Rois & des Princes, sous
quelque prétexte que ce puisse être, & par qui

*Renouvel-
lement du
Decret de
1413, con-
tre les
parrici-
des des
Rois.*

que ce soit , soit Sujet , Vassal , ou Etranger. Elle ordonna en même temps , que tous les Docteurs & Bacheliers en Theologie , seroient tenus de jurer & de signer qu'ils enseigneroient la verité de ce Decret , tant dans les Leçons de Theologie , que dans les Predications ; & que ce Decret seroit imprimé & publié en Latin & en François. Ce Decret est du quatrième de Juin 1610. Le Parlement , par son Arrêt du huit du même mois , ordonna qu'il seroit enregistré dans les Registres de la Cour , lû par chacun an dans l'Assemblée de la Faculté , publié le Dimanche suivant dans les Prônes de la Ville & des Faubourgs de Paris , & que le Livre de Jean Mariana , *du Roi , & de l'Institution des Rois* , imprimé à Maïence , & en d'autres lieux , contenant des Propositions contraires à ce Decret , seroit brûlé devant l'Eglise de Paris ; & fait défenses à toutes personnes de quelque état , qualité , & condition qu'elles soient , sous peine de crime de leze-Majesté , d'écrire ou faire imprimer aucun Livre ou Traité qui contrevienne à ce Decret. Cet Arrêt rendu contre le Livre de Mariana , fut executé le même jour ; mais ceux qui prenoient interêt à cet Ouvrage , soutinrent dans des Livres publics , qu'il avoit été injustement condamné ; & entr'autres l'Auteur de la Réponse à l'Anticoton avança , *Qu'il seroit en certaine maniere à desirer que Ravaiillac eût lû Mariana ; car , dit-il , Mariana enseigne disertement & expressément , qu'un Prince legitime ne peut être tué par un particulier , de son autorité privée , ne disant en cela que ce qui est au Concile de Constance & aux Decrets de Sorbonne.* Sur quoi Richer,

Arrêt contre le Livre de Mariana.

qui étoit alors Syndic de la Faculté, aiant remontré dans l'Assemblée du premier Fevrier 1611, que par ces paroles l'Auteur de l'Apologie insinuë que la doctrine de Mariana s'accorde avec les Decrets de la Faculté de Theologie de Paris, contre les parricides qui attentent aux personnes sacrées des Rois & des Princes, que quelques Docteurs, sans avoir eu l'avis de la Faculté au préjudice de la coûtume qui est en usage, avoient certifié qu'ils n'avoient rien trouvé dans cette Apologie qui ne fut conforme à la doctrine de la Faculté de Paris; Que sans doute les François & les Etrangers qui liront cette Apologie, croiront que l'Ecole de Paris rejette le Concile de Constance, ainsi que fait Mariana, & en concluront qu'il est permis, sous prétexte de tyrannie, d'attenter aux personnes sacrées des Rois & des Princes; sur quoi la Faculté declara,

1. Que la Proposition de l'Auteur étoit inconfidérée.
2. Que Mariana ne s'accordoit en aucune maniere, ni avec le Concile de Constance, ni avec les Decrets de la Faculté, sans neantmoins vouloir pour cela noter de Censure cette Apologie, mais seulement faire connoître son sentiment touchant le Concile de Constance que Mariana rejette, & le sens de ses Decrets.
3. Elle défend à tous les Docteurs, tant en general qu'en particulier, de rendre à l'avenir un témoignage public, que la doctrine d'un Livre est conforme à celle de la Faculté de Theologie de Paris, sans l'avoir consultée, & en avoir obtenu son consentement dans l'Assemblée.
4. Elle défend encore aux Docteurs de donner des Approbations au nom de la Faculté, s'ils ne les ont fait

*Jugement
de la Fa-
culté tou-
chant le
Livre de
Mariana.*

expressement autoriser & confirmer dans une Assemblée publique, comme l'on a de coutume. Les Docteurs qui avoient approuvé le Livre de Mariana étoient Forgemont, Fortin, Gazille, & Duval. Le Parlement avoit dès l'an 1610 donné un Arrêt le 26 de Novembre, portant suppression du Traité de Bellarmin, de la Puissance du Pape sur le Temporel, contre Guillaume Barclai; mais le Roi, pour certaines causes & considérations, avoit ordonné par Arrêt du Conseil du dernier du même mois, que l'exécution de cet Arrêt seroit tenue en surséance jusqu'à ce que par Sa Majesté il en eût été autrement ordonné.

*Arrêt
contre un
Livre de
Bellarmin*

Nous pouvons mettre ici la Censure faite le 1. d'Octobre 1611, quoique sur une autre matiere, parce qu'elle fut faite sous le Syndicat de Richer, & sur la remontrance de Filesac; elle regarde une traduction de trois Sermons prononcez à la fête de la Beatification de saint Ignace, faits l'un par Pierre Valderame Prieur du Convent de S. Augustin de Seville; le second, par Pierre Deza de l'Ordre de saint Dominique du Convent de Valence; & le troisième par Jacques Rebullosa du même Ordre en la Ville de Barcelone. La traduction de ces trois Sermons étoit approuvée par Frere Matthieu le Heurt Docteur en Theologie de la Faculté de Paris. On y reprenoit particulièrement quatre Propositions. La premiere, que saint Ignace, avec son nom écrit sur du papier, faisoit plus de miracles que Moïse avec sa baguette sur laquelle étoit écrit le nom de Dieu; & autant que les Apôtres au nom de Dieu, & par la vertu qu'il leur avoit donnée; & que ce qui le rend le plus admira-

*Censure
de Ser-
mons.*

ble, est que son nom ait tant d'autorité, que toutes les créatures lui obéissent sur le champ. La seconde, que tandis que saint Ignace vivoit, sa vie & ses mœurs étoient si graves, si saintes, & si relevées, même en l'opinion du Ciel, qu'il n'y avoit que les Papes comme saint Pierre, les Imperatrices comme la Mere de Dieu, quelques souverains Monarques comme Dieu le Pere & son Fils, qui eussent le bien de le voir. La troisième tirée du Sermon du Pere Deza, que les autres Fondateurs des Ordres Religieux, furent envoiez en faveur de l'Eglise, *novissimè autem locutus est in filio suo Ignatio quem constituit heredem universorum* ; & auquel il ne manque autre point de cette loüange, que *per quem fecit & sacula*. La quatrième tirée du Sermon de Frère Jacques Rebullosa : Le martyr Ignace portoit une tant particuliere affection au saint Pere le Pape de Rome, comme au Successeur de Jesus-Christ, & son Vicaire en terre. Sur quoi la Faculté, considerant que les heresies naissent des paroles mal exprimées, comme le dit saint Jérôme, cité par le Maître des Sentences, nonobstant l'opposition de Duval, qui soutenoit que ces articles pouvoient être benignement interpretez, fut d'avis, quant au premier article, Que cette maniere de parler par laquelle le nom de la Creature semble être égalé au nom de Dieu Tout-puissant ; & outre, les miracles sont amoindris & diminuez pour avoir été faits au nom de Dieu ; & finalement des miracles incertains sont préferrez aux miracles qui doivent être tenus pour article de foi, est scandaleuse, erronée, blasphematoire, & impie. Quant au second ar-

*Censure
de Ser-
mons.*

*Censure
de Ser-
mons,*

ticle, Que cette assertion, feignant que Dieu a reçu quelque bien par la vision d'une creature, est scandaleuse, & contient en soi une heresie manifeste, Quant au troisieme article, Que l'accommodation du texte litteral de saint Paul, (*en ces derniers jours*) à un autre que Jesus-Christ, est scandaleuse, erronée, & ressent un pur blasphême & impieté, Quant au dernier article, Qu'il contient deux parties toutes contraires, l'une desquelles détruit l'autre; car la derniere; sçavoir, *Que le Pape est Vicaire de Jesus Christ en terre*, est Catholique; mais la premiere; sçavoir, *Que le Pape est legitime Successeur de Jesus-Christ*, contient une forme de parler du tout heretique,

*Censure
du Livre
de Becan,*

En l'année 1612 le Livre de Martin Becan, intitulé : *De la Controverse Anglicane touchant la Puissance du Roi & du Pape*, composé pour la défense du Cardinal Bellarmin, imprimé à Maïence en 1612, fut déferé à la Faculté le premier jour de Decembre, & le 2 de Janvier 1613, comme contenant plusieurs Propositions pernicieuses; mais Filesac Syndic dit à l'Assemblée, qu'il avoit reçu ordre de la Reine par le Cardinal de Bonzi, de faire sçavoir à la Faculté, qu'elle eût à s'abstenir de censurer ce Livre. Sur cette remontrance Faiet & trois autres Docteurs, furent deputez pour aller trouver la Reine & le Chancelier, afin de lui représenter le danger qu'il y avoit de laisser ce Livre sans aucune Censure. Le Chancelier les loua de leur zele, & leur témoigna que la Faculté pouvoit porter son jugement de ce Livre; mais quand l'affaire fut rapportée à la Faculté, Filesac lut un Decret

du Pape Paul V. en date du 3 de Janvier 1613, par lequel ce Livre de Becan étoit défendu, & mis à la seconde Classe de l'Indice jusqu'à ce qu'il fut corrigé, comme contenant quelques Propositions respectivement fausses, téméraires, scandaleuses, & séditionnelles ; & dit qu'il empêchoit que le rapport ne fut fait, & que la Faculté ne fît aucune Censure de ce Livre, assurant que M. le Chancelier avoit défendu qu'il fut délibéré de cette affaire dans l'Assemblée.

Nous avons déjà parlé de la Censure du Livre d'Antonius de Dominis Evêque de Spalatro, *de la Republique Ecclesiastique* ; il fut déferé par Isambert le Syndic, à une Assemblée du 30 Octobre 1617. Ce Docteur y remontra que les quatre premiers Livres de la Republique Ecclesiastique imprimez à Londres, étoient pleins d'heresies & d'erreurs, & d'autant plus dangereux, qu'il s'y vantoit que la Faculté de Theologie de Paris étoit de même sentiment que lui, & ne différoit que dans les termes. Il demanda en même temps que la Faculté choisît quelques Docteurs pour lire avec soin l'Ouvrage d'Antonius de Dominis, & rapporter fidèlement à la prochaine Assemblée ce qu'ils y auroient trouvé digne de Censure. La Faculté aiant égard à sa requisiion, nomma cinq Docteurs pour extraire de cet Ouvrage les Propositions qu'ils jugeroient les plus dignes de Censure, & en faire leur rapport à la Faculté. Le premier de Decembre ensuivant, ces Deputez dirent qu'ils avoient lû avec attention le Livre d'Antonius de Dominis, & qu'ils y avoient trouvé un grand nombre de Propositions heretiques, schismatiques, erro-

*Censure
du Livre
d'Anto-
nius de
Dominis.*

*Censure
du Livre
d'Anto-
nius de
Dominis.*

442 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
nées, scandaleuses, téméraires, offensives des
oreilles pieuses & Catholiques, & principalement
d'injurieuses au saint Siege Apostolique, à l'Eglise
Romaine, & au Souverain Pontife Vicaire de J. C.
en terre, & Successeur de S. Pierre; ils presenterent
ces Propositions extraites mot à mot de cet Ou-
vrage. Sur cette Relation, la Faculté fut d'avis
que le Livre d'Antonius de Dominis devoit être
condamné, & interdit aux Chrétiens : & de
fait declara qu'elle le condamnoit, & le détestoit
comme contraire à la Loi divine, à la Tradition,
& à la pratique de l'Eglise Catholique, comme
heretique, plein de calomnies tres-impuden-
tes, d'erreurs, de mensonges, & renversant
tout l'ordre Hierarchique. Secondement elle or-
donna qu'entre ce grand nombre d'heresies,
d'erreurs, de calomnies, & de mensonges, on
choisiroit quelques Propositions pour les noter
en particulier, afin que chacun pût connoître
par cet échantillon, que cet Ouvrage avoit été
justement condamné, & combien il étoit conta-
gieux & exécrationnable. Troisièmement, elle souhai-
ta que l'on priât les Evêques & les Magistrats
Seculiers, de défendre au peuple Chrétien de lire
& de retenir cet Ouvrage, sous les peines & les
Censures convenables; & enfin elle voulut que
cette Censure fut imprimée. Plusieurs Docteurs
furent d'avis qu'il falloit faire imprimer ces Pro-
positions, & les communiquer à tous les Do-
cteurs de la Faculté; mais le Procureur General
du Roi pressant la conclusion de cette affaire,
les Deputez firent choix de 47 Propositions, qu'ils
qualifierent & presenterent à une Assemblée ex-
traordinaire de la Faculté, tenue le 10 de De-

cembre, où sur les remontrances de quelques-uns, qu'on ne pouvoit pas sur le champ porter un jugement sur tant de Propositions & de qualifications ; on décerna des Assemblées particulières dans lesquelles la Censure fut reformée & arrêtée. La première Proposition censurée est conçue en ces termes : *L'Eglise sous le Pontife Romain n'est plus l'Eglise, mais un Etat humain sous la Monarchie Temporelle du Pape ; c'est une vigne qui ne sert qu'à enivrer Noé ; un troupeau dont le Pasteur tire du sang, qu'il écorche, & égorge.* Cette Proposition est censurée quant à sa première partie, comme heretique, parce qu'elle suppose qu'il n'y a plus de vraie Eglise ; & quant à la seconde, comme calomnieuse, & scandaleuse.

*Censure
du Livre
d'Anto-
nius de
Dominis.*

La seconde Proposition : *Que l'Eglise n'a point de véritable juridiction, de puissance coactive, & de contrainte extérieure ;* est censurée comme heretique, perturbative de l'ordre Hierarchique, & capable d'introduire de la confusion dans l'Eglise.

La troisième Proposition : *Qu'on ne peut pas dire que les Prêtres mortels, quels qu'ils soient, offrent, à proprement parler, le Sacrifice de Jesus-Christ, que Jesus-Christ seul a véritablement, & proprement offert ; mais qu'il faut dire seulement qu'ils celebrent la commemoration de ce Sacrifice,* est censurée comme heretique, si l'Auteur a voulu dire que la Messe n'est pas un véritable & propre Sacrifice.

La quatrième Proposition : *Que les Apôtres reconnoissoient qu'ils n'avoient point d'autre fon-*

*Censure
du Livre
d'Anto-
nius de
Dominis.*

444 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Étation que celle de prier & de prêcher , est censurée comme heretique.

La cinquième : Que l'inégalité de puissance entre les Apôtres , est une invention humaine qui n'a aucun fondement dans l'Évangile , & dans les autres Livres du Nouveau Testament. Cette Proposition est condamnée comme heretique & schismatique , étant entenduë de la juridiction Apostolique ordinaire , qui résidoit dans la seule personne de saint Pierre.

La sixième Proposition : Que Jesus-Christ n'a pas établi dans son Eglise immédiatement , l'Etat Monarchique , est qualifiée heretique , schismatique , subversive de l'Ordre Hierarchique , & perturbative de la paix de l'Eglise.

La septième Proposition : Que le Saint-Esprit est le véritable & le propre Vicaire de Jesus-Christ sur la terre ; est condamnée comme erronée , scandaleuse , & approchant de l'heresie de Macedonius , à cause du terme de Vicaire.

La huitième : Que saint Pierre , après avoir confessé la foi de Jesus-Christ , (Matth. 16.) s'étoit écarté de cette foi , & avoit plusieurs fois donné , même après l'Ascension , & la descente du Saint - Esprit. Cette Proposition est condamnée comme erronée , téméraire , & injurieuse à saint Pierre.

La neuvième Proposition : Que ces paroles de Jesus-Christ à saint Pierre : PAISSEZ MES BREBIS , s'entendent des Israélites qui étoient alors les seuls Chrétiens , est déclarée heretique ; & les Censeurs ajoutent qu'elle fait connoître l'ignorance crasse de l'Auteur.

La dixième Proposition : *Que les articles de Jean Hus qui sont semblables aux Propositions de l'Auteur, n'ont pas été légitimement condamnés, parce qu'on ne les a pas examinés en particulier, est déclarée fautive, erronée, & injurieuse au Concile de Constance, comme s'il n'avoit pas bien procédé dans la condamnation des erreurs des Hussites.*

*Censure
du Livre
d'Anto-
nins de
Dominis.*

L'onzième Proposition : *Que la doctrine contenue dans les articles de Jean Hus ; sçavoir, qu'il n'y a point d'autre Monarque Souverain de l'Eglise que Jesus-Christ, qui la gouverne sans aucun Monarque mortel, par plusieurs Ministres, est une doctrine Chrétienne, expliquée & confirmée par les Peres, est déclarée heretique dans toutes les parties.*

La douzième : *Que parce que l'Aristocratie a quelque chose d'incommode à quoi la Monarchie peut remédier ; l'Eglise instruite par l'Esprit de Jesus-Christ, a voulu qu'il y eût une Monarchie dans chaque Eglise, & que tout son Corps fût Aristocratique. Cette Proposition est condamnée comme heretique, & schismatique, en tant qu'elle porte que tout le Corps de l'Eglise est Aristocratique.*

La treizième Proposition : *Que Jesus-Christ a promis son Saint-Esprit à toute l'Eglise, sans l'attacher à certaines personnes, ou à un certain rang, comme au seul Prêtre, au seul Clergé ; & que par le consentement de l'Eglise sur quelque article, on n'entend pas seulement celui des Prêtres & des Prelats, mais aussi celui des Laïques qui composent la plus grande partie de l'Eglise, est censurée comme heretique, & perturbative de l'Etat*

*Censure
du Livre
d'Anto-
nius de
Dominis.*

446 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

de l'Eglise, en tant qu'elle requiert le consentement des Laïques pour établir des propositions de foi.

La quatorzième : *Que comme les Apôtres gouvernoient l'Eglise Aristocratiquement avec un pouvoir égal & universel, de même les Evêques la gouvernent ensemble chacun avec une pleine puissance.* Cette Proposition est déclarée heretique, & schismatique, quant aux dernieres paroles, avec une pleine puissance.

La quinzième Proposition : *Que les Evêques sont les Successeurs des Apôtres, parce qu'ils succedent tous à la Puissance Apostolique en son entier,* est censurée comme heretique, & schismatique, en ce qu'elle s'entend de la jurisdiction Apostolique.

La seizième Proposition : *Que les Evêques succedent chacun en particulier à la Puissance universelle,* est qualifiée comme les deux précédentes, heretique, & schismatique.

La dix-septième Proposition : *Que nous n'avons rien qui fasse voir que l'Ordre soit un Sacrement dans son institution,* est condamnée comme heretique, scandaleuse, & injurieuse à l'Ordre Sacerdotal & Episcopal.

La dix-huitième Proposition : *Que l'Ordre n'est pas un vrai Sacrement, mais une simple députation au ministère sans caractère & impression,* est déclarée heretique en toutes ses parties, en tant qu'elle nie que l'Ordre est un Sacrement, & en tant qu'elle affirme que l'Ordre n'imprime point de caractère.

La dix-neuvième Proposition : *Que si quelque Laïque ou Diacre, ou d'autre degré au-dessous de*

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 447
la Prêtrise , est ordonné Evêque , il sera pleinement Evêque , & recevra par cette ordination toute la puissance Presbyterale , est censurée comme heretique , scandaleuse , & autorisant cette maxime , Que l'on peut être promu à l'Episcopat sans avoir passé à l'ordre de Prêtrise.

*Censure
du Livre
d'Anto-
nius de
Dominis.*

La vingtième Proposition : Que saint Augustin reconnoît seulement deux Sacremens, vraiment & proprement dits, clairement instituez & marquez par Jesus-Christ , est censurée comme fausse , & injurieuse à saint Augustin.

La vingt-unième : Que ce Dieu ridicule , ou ce Vice-dieu , me dise si personne que lui ne peut transférer un Evêque d'une autre Eglise , à une autre Eglise , est notée comme injurieuse.

La vingt-deuxième Proposition : Que l'Eglise Romaine , à cause de la dignité de sa Ville , & parce qu'elle a été fondée par les deux premiers Apôtres saint Pierre & saint Paul , même par d'autres raisons qui ne sont point de droit divin , a toujours été considérée comme la Maîtresse & la Reine de toutes les autres Eglises ; qu'elle étoit la premiere en excellence , en réputation , en nom , en autorité , & dignité , & non en principauté de gouvernement , & de juridiction , est déclarée heretique , & schismatique , en tant qu'elle insinuë ouvertement que le Pape n'a point d'autorité de droit divin sur les autres Eglises.

La vingt-troisième Proposition : Que les Ministres de l'Eglise ne sont pas obligez de droit au celibat , est censurée comme heretique , & perturbative de l'Etat des Clercs , & de la Republique Chrétienne.

La vingt-quatrième : Que les Evêques ordonnez

448 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Censure du Livre d'Antoine Dominis. étant mariez, n'ont gardé le celibat que par devotion ; que plusieurs Prêtres qui l'ont embrassé, l'ont fait librement, & qu'ils ont toujours eu la liberté de le faire, ou de ne le pas faire, est censurée, quant à la premiere partie, comme fausse & erronée ; & quant à la seconde, portant que les Prêtres ont toujours eu la liberté d'user du mariage, comme heretique.

La vingt-cinquième Proposition : *Que le celibat dépend de la volonté & du choix libre des Clercs ; & que s'ils se marient après avoir été ordonnez, leur mariage est valable & legitime*, est censurée comme heretique, en tant qu'elle est contraire à l'Ecriture, & au consentement de l'Eglise.

La vingt-sixième : *Que le vœu solennel des Moines, s'il a quelque effet au-delà du vœu simple, cet effet dépend de la constitution Ecclesiastique, & que cette solennité de vœu empêche bien que l'on ne contracte mariage, mais ne peut pas rendre un mariage contracté nul*, est censurée comme heretique, scandaleuse, & perturbative de l'Etat de l'Eglise.

La vingt-septième : *Que si un Moine qui a fait profession par sa propre autorité, & avec une cause legitime, devient deserteur, il peche contre Dieu, & se damne ; mais que l'Eglise ne peut rien contre lui dans le fore exterieur. . . . S'il se marie, il doit se repentir de son peché de desertion ; mais qu'il demeure marié.* Cette Proposition, quant à la premiere partie, est qualifiée heretique ; & quant à la seconde, heretique, scandaleuse, & perturbative de l'Eglise.

La vingt-huitième : *Que le but du Concile de Trente a été non seulement d'établir la Puissance du Pape,*

Pape , qui n'est déjà devenuë que trop grande par une infinité d'usurpations , mais encore de l'étendre , parce que c'est le Pape seul , & Rome , qui ont conduit & instruit ce Concile. Cette Proposition est censurée comme fausse , injurieuse au Concile , & ouvrant la porte à renouveler plusieurs heresies condamnées dans ce Concile.

*Censur
du Livre
d'Anto-
nius de
Dominis,*

La vingt-neuvième Proposition : Que chaque Evêque est universel de droit divin , est qualifiée heretique , schismatique , perturbative , & destructive de l'Ordre Ecclesiastique.

La trentième : Que Jesus-Christ a toujours éloigné la Monarchie de son Eglise , & que l'Eglise même l'a eue en horreur , est censurée comme heretique , schismatique , perturbative , & destructive de l'Ordre Ecclesiastique.

La trente-unième Proposition : Qu'il est faux que l'union de l'Eglise Catholique consiste dans l'unité d'un Chef visible , est condamnée comme heretique , & schismatique , en tant qu'elle nie que l'unité d'un Recteur visible , sert à l'union de l'Eglise.

La trente-deuxième : Que la primauté Souveraine de l'Eglise Romaine , & son empire sur les autres Eglises , ne sont appuyez sur aucun fondement solide , est condamnée comme fausse , & ouvrant le chemin aux heresies , & aux schismes.

La trente-troisième : Que saint Pierre n'a point eu proprement de Siege ni à Rome , ni à Antioche , n'ayant pas reçu son Apostolat pour demeurer en aucun endroit , mais pour aller par tout ; & que c'est pour cela qu'en quelque endroit qu'il allât , il y portoit sa Chaire avec lui , c'est-à-dire , la Puissance Episcopale , qui n'est attachée à aucun lieu. Cette

Censure
du Livre
d'Anto-
nius de
Dominis.

450 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Proposition est déclarée fausse, & propre à découvrir l'ignorance de l'Auteur.

La trente-quatrième Proposition : *Que toute l'Antiquité a ignoré l'universalité de l'Épiscopat Romain*, est qualifiée comme la précédente.

La trente-cinquième : *Qu'il est certain que l'Eglise Romaine est tres-parfaitement schismatique, s'étant séparée du Corps de l'Eglise Universelle, en refusant d'être un de ses membres, & qu'elle a ajouté au schisme une tyrannie Anti-chrétienne, en s'établissant Chef contre Jesus-Christ, qui seul est le Chef.* Cette Proposition est censurée comme heretique, & schismatique.

La trente-sixième : *Que tous les Evêques sont Successeurs en entier de tous les Apôtres, même de saint Pierre qui n'a rien eu de particulier pour avoir plutôt un Successeur que les autres.* Cette Proposition est déclarée captieuse en ce qu'elle établit tous les Evêques, Successeurs de saint Pierre, parce que saint Pierre, outre la Puissance d'Ordre à laquelle tous les Evêques lui ont succédé, avoit une juridiction Apostolique à laquelle le Souverain Pontife a seul succédé ; & quant à la seconde partie de la Proposition, elle est censurée comme heretique, schismatique, & destructive de l'Ordre Hierarchique.

La trente-septième : *Qu'il est clair que la Papauté est une fiction & une invention des hommes, tres-éloignée de l'institution de Jesus Christ*, est qualifiée heretique.

La trente-huitième : *Je nie absolument que le Pontife Romain soit en aucune maniere successeur de S. Pierre ; & le droit divin fait voir le contraire*, est censurée comme heretique, schismatique, & injurieuse au Pontife Romain.

La trente-neuvième Proposition : *Que la plénitude de la Puissance est donnée, comme l'enseignent les Theologiens de Paris, à l'Eglise Universelle, c'est-à-dire, à tous & chacun des Evêques en entier, est déclarée injurieuse à la Faculté, quant à ce qu'elle porte, à chaque Evêque en particulier.*

*Censur
du Livre
d'Anto-
nius de
Dominis.*

La quarantième : *Qu'il faut sçavoir que de droit divin, l'Eglise n'a point de véritable juridiction, mais qu'elle est regie entierement par la charité, est censurée comme heretique, & destructive de l'Ordre Hierarchique.*

La quarante-unième Proposition : *Que la doctrine des Docteurs de Paris, bien entendue, ne differe pas de celle que j'ai enseignée dans ces Livres ; car l'Ecole de Paris est favorable à la Puissance Aristocratique, & ne l'est pas à la Monarchie : ainsi il s'ensuit de sa doctrine, que la Papauté n'est appuyée sur aucun solide fondement, est déclarée être une pure imposture contre la Faculté de Paris.*

La quarante-deuxième : *Qu'il ne faut point admettre d'Ordres sacrez.* Cette Proposition est censurée comme heretique, & condamnée dans le Concile de Constance entre les heresies des Bohemiens.

La quarante-troisième : *Que les Conciles d'Occident, comme celui de Latran sous Innocent III. celui de Lyon sous Gregoire X. & celui de Florence gemissans sous le joug de la Monarchie Romaine qui dominoit déjà, ont été obligez d'applaudir à ce grand Monarque, est déclarée fausse, calomnieuse, & scandaleuse.*

La quarante-quatrième Proposition : *Nous mettons Bede, Anselme, Hugues de Saint Victor,*

*Censure
du Livre
d'Anto-
nius de
Dominis.*

& Bernard, entre les Monarchiques non trompeurs, mais trompez ; & à l'égard des derniers, pour la plupart Parasites, flatteurs, trompeurs, de mauvaise foi, qui disputent contre ce qu'ils sçavent, nous les rejettons tout-à-fait, pour ne pas dire que nous les méprisons, est déclaré injurieux.

La quarante-cinquième : Que le Decret du Concile de Constance contre Jean Hus & Wiclef, sur la primauté du Pape, ne doit être d'aucune considération, parce que ce Concile tenoit la Monarchie Ecclesiastique. Cette Proposition est censurée comme heretique, quant aux dernieres paroles, & injurieuse au Concile de Constance.

La quarante-sixième : Que si, le Siege étant vacant, les Chanoines de Latran avec le Clergé, le Senat & le Peuple de Rome, éliroient un Pontife Romain, & le feroient ordonner par des Evêques voisins, même non Cardinaux, au refus des Evêques Cardinaux, il seroit le veritable & legitime souverain Pontife, préferablement à celui que les Cardinaux éliroient, & consacreroient dans le Conclave. Cette Proposition est déclarée séditeuse, scandaleuse, heretique, quant à la forme & aux moïens de l'élection.

La quarante-septième & dernière : Ce que les Parisiens disent, que les Cardinaux sont les seuls Electeurs du Pape au nom de l'Eglise Universelle, est une pure vanité, parce qu'ils supposent qu'il y a un Pape universel dans l'Eglise, qui préside à l'Eglise Universelle, comme Evêque universel. Cette Proposition est censurée comme erronée, & l'on fait tomber l'erreur sur cette expression de pure vanité ; elle est encore déclarée fausse, en ce qu'elle attribue ce sentiment aux Docteurs de

Paris ; & l'on fait tomber cette fausseté sur le terme d'*Evêque Universel*, que l'on entend en un sens qui feroit croire que les autres Evêques ne sont pas Evêques.

L'an 1625, George Froger Syndic de la Faculté de Theologie de Paris, requit dans l'Assemblée du 26 de Novembre, que l'on procédât à l'examen & à la censure d'un Livre intitulé : *Admonition à Louis XIII. Roi de France & de Navarre* ; & à celle d'un autre Livre de même nature, intitulé : *Les Mysteres Politiques*, condamnez à être brûlez par Arrêt de la Cour du 30 Octobre. La Faculté aiant nommé des Deputez pour les examiner, & ouï leur rapport dans l'Assemblée du premier de Decembre, censura en general les deux Livres de l'Admoniteur, comme calomnieux, injurieux, séditieux, portant les Sujets à la rebellion, contraires à l'obéissance & au respect dû aux Rois, contenant plusieurs choses contre la vraie & saine doctrine, & tout-à-fait execrables & détestables.

Ces mêmes Livres furent censurez par un Decret de l'Assemblée du Clergé du 13 de Decembre 1625, dressé par Eleonor d'Estampes Evêque de Chartres ; mais ce Decret aiant déplû à quelques autres Prelats, ils firent tous leurs efforts pour le faire supprimer ; & en publierent un autre sans date, beaucoup plus courte, dans lequel ces Libelles étoient simplement condamnez comme contenant plusieurs choses fausses, téméraires, scandaleuses, séditieuses, contraires au bien, à la tranquillité, & à la prospérité de l'Etat, contre la personne du Roi, & contre son autorité ; & défend d'enseigner & de prêcher la

*Censure
de l'Ad-
monition,
& des
Mysteres
Politiques*

doctrine contenuë dans ces Libelles : sur quoi le Parlement rendit un Arrêt le 21 de Janvier 1626, portant défense à toutes personnes de s'assembler pour faire ou publier une autre délibération, que celle du 13 de Decembre. Nonobstant ces défenses, quelques Prelats s'étant assemblez, firent une Délibération nouvelle qui fut cassée & annullée par Arrêt du 18 de Fevrier 1626, & par un autre du 23 de Mars suivant.

*Censure
du Livre
de Santarel.*

L'année suivante, George Froger requit Roguenan Doien de la Faculté, de convoquer une Assemblée le 16 de Mars, pour l'examen du Livre de Santarel, contenant des Propositions contraires à l'autorité des Rois, à la sûreté de leurs Personnes, & au repos de leurs Etats. L'Assemblée fut de quarante-un Docteurs; Froger dit que l'Assemblée avoit été convoquée à l'occasion d'un Livre qui lui avoit été mis entre les mains, intitulé : *Antonii Santarelli ex Societate Jesu, tractatus de hæresi, schismate, apostasiâ, sollicitatione in Sacramento Pœnitentia, & de Potestate summi Pontificis in his delictis puniendis*. Qu'il avoit crû d'abord qu'il étoit expedient de censurer ce Livre; mais que depuis y aiant pensé plus mûrement, & considéré les raisons de part & d'autre avec des personnes intelligentes, il jugeoit qu'il étoit dangereux de le vouloir examiner; Qu'on ne pouvoit le faire sans commettre les deux Puissances, & offenser le Pape, ou le Roi; Qu'il estimoit qu'on ne devoit point parler de ce Livre, d'autant plus qu'il avoit été condamné par Arrêt du Parlement, que la Faculté n'avoit aucun ordre du Roi, ni de Messieurs de la Cour, ni d'autres personnes qualitez, de travailler à l'e-

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 455

xamen de ce Livre ; Que la Faculté n'avoit pas coutume d'entreprendre l'examen des choses, particulièrement importantes, sans en avoir été requise & interpellée par des personnes d'autorité ; que si neantmoins la Faculté vouloit que ce Livre fût vû & examiné, & même censuré en cas qu'il y eût lieu de le faire, il supplioit instamment la Compagnie, que ce fût generally sans particulariser les matieres, ni qualifier aucune Proposition, comme on avoit censuré l'*Admonition*, dont la Censure avoit été pour cette raison bien reçue de tout le monde, & même du Pape. L'affaire aiant été mise en délibération par le Doïen, Filesac Sous-doïen, opina qu'il falloit lire soigneusement, & mûrement examiner ce Livre de Santarel, & nommer des Docteurs pour cet effet, pour en faire leur rapport à l'Assemblée du premier d'Avril ; Que cet examen étoit facile, puisque Santarel avoit principalement réduit cette matiere aux trente & trente-unième chapitres de son Ouvrage, ausquels il faudroit seulement s'arrêter, en faire un extrait, & remarquer spécialement les Propositions dignes de Censure : il nomma pour cet examen Louis Rumet, Jean Dautrui, Etienne Dupuis, & Pierre Chapelas ; plus de trente Docteurs furent de cet avis, & le Doïen y conclut. Des quatre Deputez, il n'y en eut que deux qui purent vaquer à l'examen du Livre de Santarel ; sçavoir, Jean Dautrui, & Etienne Dupuis ; Chapelas aiant en ce temps-là entrepris le voïage de la Terre-sainte, & Rumet étant tombé malade. Dans l'Assemblée du premier d'Avril, les deux Deputez firent leur rapport, & dirent que

*Censure
du Livre
de Santarel.*

Santarel aux chapitres trente & trente-un du Traité de l'Herésie, enseigne que le Pape peut punir les Rois & les Princes de peines temporelles, les déposer & priver de leurs Roïaumes pour crime d'herésie, & dispenser leurs Sujets de l'obéissance qu'ils leur doivent, & que cette coutume a toujours été en usage dans l'Eglise; Que dans les preuves & dans les exemples qu'il allegue; il va encore plus loin, & attribué au Pape le pouvoir de punir, & de déposer les Rois quand il le jugera à propos, pour leur negligence, insuffisance, inutilité, incapacité, desobéissance, incorrigibilité, & pour toute cause juste, tout autant de fois que le bien public le requérera; Que le Pape a, selon lui, puissance sur les choses spirituelles & temporelles. Ils remarquerent qu'il citoit là-dessus faussement plusieurs Auteurs. Après ce rapport, Froger supplia encore la Compagnie, qu'elle se contentât d'une Censure generale, sans spécifier aucune Proposition en particulier, de crainte d'offenser le Pape, qui pourroit condamner la Censure que la Faculté feroit. L'affaire aiant été mise en délibération par le Doïen, Filesac dit que la coutume de la Faculté dans les choses importantes, est que les Deputez ouvrent les premiers leur avis: sur cela Jean Dautrui prenant la parole, dit que la doctrine contenuë aux 30 & 31 chapitres du Livre de Santarel lui paroïssoit monstrueuse, & inconnuë à tous les anciens Peres & Docteurs de l'Eglise; Qu'elle ne pouvoit servir qu'à troubler les Etats, & à confondre tout Ordre; Qu'elle a été inventée depuis quelque temps au grand scandale de la Religion; Qu'elle doit être

condamnée ; Qu'il souhaiteroit que la Faculté écrivît sur ce sujet à sa Sainteté , pour la supplier humblement d'ôter cette pierre de scandale de l'Eglise , & d'employer l'autorité qu'elle a sur ces Ecrivains , pour leur faire des défenses tres-étroites , même sous peine des Censures Ecclesiastiques , de ne plus écrire sur ces matieres. Etienne Dupuis qui étoit l'autre Deputé , dit que la doctrine contenuë en ces deux chapitres de Santarel , pouvoit être censurée , suivant une formule qu'il avoit mise par écrit pour aider sa memoire , portant , Que cette doctrine « est nouvelle , fausse , erronnée , contraire à « la parole de Dieu ; Qu'elle rend la dignité du « Souverain Pontife odieuse ; ouvre le chemin « au schisme , déroge à l'autorité souveraine des « Rois , qui ne dépend que de Dieu seul , empê- « che la conversion des Princes infideles , here- « tiques ; trouble la paix publique , & renverse « les Roiaumes , les Etats , & les Republiques ; « détourne enfin les Sujets de l'obéissance qu'ils « doivent à leurs Souverains , & les induit à des « factions , rebellions , séditions , & à attenter « sur la vie de leurs Princes. Filesac appuïa fortement cet avis ; & fut suivi du plus grand nombre. Il fut conclu que la doctrine de Santarel seroit condamnée , suivant le Formulaire que Dupuis avoit dressé , & redigé par écrit , & que Filesac , Isambert , de Bosse , Gaultier , Froger , Dautrui , & Dupuis , travailleroient à dresser la Censure qui seroit présentée à la Faculté dans l'Assemblée qui se tiendroit le 4 d'Avril , pour y être confirmée. Le Doïen aiant prononcé cette conclusion, Dupuis lut le Formulaire qu'il avoit

*Censure
du Livre
de Santa-
rel.*

dressé , & le fit parapher par le Doïen. Les Deputez , pour dresser la Censure , s'assemblerent le 2 d'Avril. Isambert & Froger proposerent de changer le dispositif des qualifications , & de retrancher celle d'erronée. Les autres Deputez aiant soutenu qu'il ne leur étoit pas permis de rien changer à ce qui avoit été arrêté par la Faculté ; la Censure fut dressée conformément au Formulaire , & rapportée à l'Assemblée du 4 d'Avril : elle est conçue en ces termes :

- » Censure de la Faculté de Theologie de Paris ,
- » d'un Livre intitulé : *Antonii Santarelli è So-*
- » *cietate Jesu tractatus de heresi , schismate , apo-*
- » *stasia , sollicitatione in Sacramento Pœnitentie ,*
- » *& de Potestate summi Pontificis in his delictis*
- » *puniendis : ad Serenissimum Principem Mauri-*
- » *tium Cardinalem à Sabaudia.*
- » S'il y a quelqu'un qui doute que nous ne
- » soïons arrivez à la fin des siècles , comme
- » parle l'Apôtre (1. Cor. 10.) qu'il considère un
- » peu ces derniers temps , & qu'il les compare
- » avec les précédens ; & lors s'il reconnoitra que
- » l'ennemi du genre humain n'a rien laissé en
- » arriere de ce qui pouvoit servir non seule-
- » ment à offenser , mais même à ruiner tout-à-
- » fait les Polices , tant Ecclesiastique que Civile.
- » Il s'est trouvé des impies qui , osans blasphê-
- » mer contre le Ciel , ont emploïé leurs plumes
- » & leurs épées contre l'Eglise de Jesus-Christ :
- » mais quelques insensez voiant que ce n'est
- » pas sans raison que les Puissances Seculieres
- » sont armées de glaive , ont attaqué la Police
- » Civile par une autre voie , & ont essayé de
- » l'extirper & aneantir avec des Livres execra-

bles ; executans , par le moien de telles embû-
ches , plus couvertement leur pernicieux des-
sein. La marque que saint Jude nous propose
pour connoître telles gens , est *Qu'ils méprisent*
les Puissances Souveraines , & blasphèment contre
la Majesté. Et plût à Dieu qu'ils s'arrêtassent au
seul mépris , & à la seule médifance. Mais tant
s'en faut que cela soit , qu'au contraire ces
admirables Ecrivains , sous prétexte de vouloir
établir en l'Eglise une certaine Puissance Tem-
porelle , enseignent & afferment qu'il est au
pouvoir de ceux qui ont en main le gouver-
nement des choses Ecclesiastiques , de déposer
les Rois de leurs Trônes , même pour des cau-
ses tres-legeres , & du tout ridicules , & de
substituer en leur place des souverains Magi-
strats , ou annuels , ou même journaliers , se-
lon que bon leur semble. Partant la Faculté
de Theologie de Paris , voiant que l'on pro-
jette de ruine par tels moiens toutes les Po-
lices Civiles , & spécialement celle de la Mo-
narchie Françoisé , qui est gouvernée par nô-
tre Roi Tres-chrétien , tres-clement , & tres-
juste ; afin de suivre les vestiges de ses devan-
ciers en témoignant l'affection qu'elle porte à
Sa Majesté , & à tout ce Roïaume , & pour sa-
tisfaire aussi au desir universel de tous les
gens de bien , a choisi , entr'autres un Livre
nouvellement mis en lumiere , intitulé : *An-*
tonii Santarelli Jesuita de heresi , schismate ,
apostasia , &c. & en la Congregation generale
tenuë extraordinairement le 16 du mois de
Mars dernier , a commis quelques Docteurs
qu'elle a particulièrement nommez pour le

Censu
du Liv
de Sant
rel.

lire , & l'examiner. Mais d'autant qu'il s'y
traite de plusieurs choses qui n'appartiennent
point à ce dequoi principalement il s'agit
maintenant ; elle a été d'avis qu'on en exa-
minât seulement deux chapitres ; à sçavoir , le
trentième , & le trente - unième du *Traité de*
Heresi.

Tellement que le premier jour du mois d'A-
vril 1626 , après la Messe du Saint - Esprit ,
l'Assemblée s'étant faite à l'accoutumée en la
Salle du College de Sorbonne , on a ouï le
rapport des Docteurs que la Faculté avoit de-
putez , lesquels ont exposé , qu'ès deux chapi-
tres qui leur avoient été marquez , étoient con-
tenuës les Propositions suivantes : *Que le Pape*
peut punir les Rois & les Princes de peines tem-
porelles ; les déposer & priver de leurs Roïaumes
& Etats pour crime d'heresie , & délier leurs
Sujets de l'obéissance ; & que telle a tou-
jours été la coûtume de l'Eglise. Et non seule-
ment pour *Heresie* , mais encore pour d'au-
tres causes ; à sçavoir , pour leurs pechez , s'il
est ainsi expedient : *Si les Princes sont negligens ;*
s'ils sont incapables & inutiles. De plus , *Que*
le Pape a la puissance sur les choses Spirituelles ,
& sur routes les Temporelles. (Les Princes) qui
pechent contre les Loix divines , & humaines ;
particulièrement si leur crime est une heresie.
Ils ont aussi dit que l'Auteur de ce Livre af-
ferme , *Que les Apôtres étoient bien de fait su-*
jets aux Princes Seculiers , mais non de droit ;
& même , qu'aussi-tôt que la Majesté du Souve-
rain Pontife a été établie , tous les Princes ont
été Sujets. Bref ils ont rapporté que cet hom-

me explique ces paroles de J. C. *Tout ce que « Censure
vous lierez sur la terre, &c. non seulement de « du Livre
la Puissance Spirituelle, mais aussi de la Tempo- « de Santa-
relle. Et qu'il corrompt le Texte de saint Paul, « rel.
en retranchant une negative ; & fait dire à «
plusieurs Auteurs qu'il cite, des choses à quoi «
ils n'ont jamais pensé. Concluans que tant ces «
choses que plusieurs autres qu'ils ont rappor- «
tées, méritoient tres-justement la correction & «
la Censure de la Faculté. M. le Doien donc «
aïant mis la chose en délibération, après que «
les opinions de tous les Docteurs ont été ouïes, «
& leurs voix recueillies, la Faculté a improu- «
vé & condamné la doctrine contenuë en ces «
Propositions, & aux conclusions desdits cha- «
pitres, comme étant nouvelle, fausse, erro- «
née, & contraire à la parole de Dieu ; Qui «
rend la dignité du Souverain Pontife odieuse, & «
ouvre le chemin au schisme ; Qui déroge à l'au- «
torité Souveraine des Rois, laquelle ne dépend «
que de Dieu seul, & empêche la conversion «
des Princes Infideles & Heretiques ; Qui trou- «
ble la paix publique, renverse les Roïaumes, «
les Etats, & les Republiques. Bref, qui dé- «
tourne les Sujets de l'obéissance qu'ils doi- «
vent à leurs Souverains, & les induit à des fa- «
ctions, rebellions, séditions, & à attenter à «
la vie de leurs Princes. Fait en Sorbonne le «
jour & an que dessus, & revû le 4 d'Avril «
1626. »*

Cette Censure aiant été lue dans l'Assemblée, le Syndic demanda que l'on rajût les qualifications d'erronée, & de contraire à la parole de Dieu ; Mauclerc, Duval, Girard, Poulet, &

Isambert, soutinrent que le dispositif de cette Censure, donné par Dupuis, n'avoit point été approuvé dans l'Assemblée du premier d'Avril. Le Syndic aiant mis l'affaire en délibération, tous les Docteurs convinrent que la doctrine de Santarel méritoit d'être censurée; quelques-uns furent d'avis du retranchement des deux qualifications en question; quelques autres d'ajouter le mot de *respectivement*; mais la plus grande partie approuva la Censure de la manière dont elle avoit été dressée; & le Doïen conclut suivant leur avis, Qu'elle seroit présentée à M. le Chancelier, & au premier Président, & imprimée; ce qui fut fait le jour même. Le premier Président jugea à propos que les Deputés de la Faculté la presentassent au Roi, & lui demandassent la permission de la mettre entre les mains de M. le Chancelier. Sa Majesté la reçut avec des marques de bienveillance, & leur dit, qu'il leur sçavoit bon gré d'avoir censuré cette doctrine. La Censure fut ensuite imprimée & publiée, l'Université l'enregistra dans ses Archives, & fit un Decret le 20 d'Avril, portant qu'elle seroit lue dans l'Assemblée pour la première Procession du Recteur, & tous les ans à la première Procession qui se fait après l'ouverture des Leçons, avec défense à un chacun sous peine d'être retranché du Corps de l'Université, de dire, enseigner, écrire, faire, ou attenter contre la Censure.

Nonobstant tout cela les Docteurs Duval, Mauclerc, Isambert, Poulet, & Reverdi, qui n'étoient pas contents de la Censure, prirent la résolution de la faire, revoker ou reformer, &

essaierent de gagner les Docteurs Mendians qui revenoient des Predications du Carême , pour avoir leurs suffrages ; mais ceux-ci n'ayant pas voulu se joindre avec eux , ils déclamerent contre la Censure dans l'Assemblée du 11 de Mai , en laquelle Filefac fit rapport qu'elle avoit été présentée au Roi. Ils publierent aussi peu de temps après , une opposition par écrit au nom de M. Mauclerc , quoiqu'il n'en eût fait aucune dans l'Assemblée , & que celle que l'on produisoit ne fût point signée de lui. Ces Docteurs n'ayant pû réussir par ces voies , firent venir en l'Assemblée du 2 de Janvier 1627, M. de Cospéan Evêque de Nantes , porteur d'une Lettre de cachet , adressée à la Faculté , par laquelle le Roi enjoignoit à la Faculté qu'elle eût à faire un Règlement touchant la publication des Theses , afin qu'il n'en arrivât plus d'inconvenient ; Que sa Majesté avoit trouvé mauvais que la Faculté n'avoit pas enregistré les Arrêts du Conseil , & particulièrement ceux qui regardoient les Docteurs Mendians ; & qu'elle eut seulement réglé qu'on en avertiroit la Cour de Parlement , afin d'être déchargée de quelques Arrêts du Parlement. On fit réponse , que pour l'inconvenient arrivé à cause des Theses de Testefort Jacobin , il étoit arrivé par la faute de Froger Syndic , qui ne devoit pas avoir signé cette These ; Que la Faculté l'avoit condamnée , & veilleroit à l'avenir à ce que le Syndic fît son devoir ; Que les Arrêts du Conseil n'avoient pas été enregistrés , parce qu'ils ne faisoient aucune mention d'enregistrement ; Que la Faculté n'avoit point réglé qu'on avertiroit le Parlement des Arrêts du Conseil ,

*Censure
du Livre
de Santarel.*

pour n'y pas obéir, mais seulement pour faire entendre à la Cour, par devoir & par honneur, qu'elle étoit déchargée des peines portées par l'Arrêt. Quand on eut satisfait à ces points, l'Evêque de Nantes dit qu'il avoit commandement verbal du Roi, de sçavoir ceux qui se plaignoient de la Censure de Santarel, conformément à l'Arrêt donné au Conseil le 18 de Juillet dernier. Sur quoi Froger requit que l'on eût à satisfaire au commandement du Roi, qui avoit été déclaré par l'Evêque de Nantes, & que chacun eût à dire ses plaintes. Il s'émut alors une grande contestation entre les Docteurs ; plusieurs disans, que par l'Arrêt du 18 de Juillet, & par celui de Novembre, aussi-bien que par les Lettres Patentes signifiées au Doien de la Faculté, il étoit défendu de renouveler les contestations, & délibérations touchant la Censure de Santarel, & de disputer de l'autorité souveraine du Roi, affirmativement, ou négativement, sans permission expresse de Sa Majesté, par ses Lettres Patentes en commandement, & que Filefac, Duval, & Froger, avoient rapporté à la Faculté, que le Chancelier & le Garde des Sceaux leur avoient commandé de la part du Roi, qu'il ne fût parlé, ni fait aucune chose contre la Censure de Santarel, & que leur Registre étoit chargé de cet ordre. L'Evêque de Nantes aiant répondu que le Roi vouloit qu'on lui envoiât les plaintes touchant la Censure de Santarel ; Qu'il avoit créance du Roi, & qu'il assuroit la Compagnie que Sa Majesté ne le trouveroit pas mauvais : nonobstant les remontrances de quelques Docteurs, on ne laissa pas de proposer la chose.

L'Assemblée

L'Assemblée étoit composée de soixante-treize Docteurs ; les opinions furent assez partagées ; mais l'Evêque de Nantes les réduisit à deux Classes. L'une , de ceux qui se plaignoient de la Censure ; l'autre , de ceux qui ne s'en plaignoient point. Et le nombre de ceux qui n'approuvoient pas formellement la Censure , s'étant trouvé le plus grand , quoiqu'ils fussent entr'eux de différens avis ; l'Evêque de Nantes fit signer au Doien la minute de la Conclusion , & l'emporta avec lui , après avoir dit qu'il rapporteroit au Roi qu'il avoit trouvé la Faculté tres-disposée à obéir aux ordres de Sa Majesté ; Qu'elle mettroit ordre à la publication des Theses ; Qu'elle avoit seulement réglé sur les Arrêts du Conseil qu'elle en avertiroit la Cour du Parlement ; & qu'elle ne les avoit pas enregistrez , parce qu'elle n'avoit pas reçu ordre de le faire.

Le Parlement aiant été informé de ce qui s'étoit passé dans l'Assemblée de la Faculté , rendit un Arrêt le 4 du même mois , par lequel il ordonna que les Decrets de la Faculté des 1 & 4 d'Avril 1626 , seroient enregistrez au Greffe de la Cour , & fit défenses d'écrire , ou de mettre en dispute aucune Proposition contraire à la Censure , à peine de crime de leze-Majesté ; cassa & annulloit la Délibération faite en la Faculté le deuxième du même mois ; & ordonnoit que la minute de cette Délibération , seroit remise entre les mains du Bedeau , & que les Arrêts du Conseil , & Lettres Patentes signifiées au Syndic de la Faculté concernant cette Censure , & la cassation des Decrets faits par le Recteur de l'Université , seroient mis ès mains du Procureur Ge-

*Censure
du Livre
de Santa-
rel.*

*Censure
du Livre
de Santa-
rel.*

neral du Roi pour en délibérer ; & que l'on informeroit contre les brigues faites par quelques Docteurs contre la Censure. Par un autre Arrêt du 23 du même mois , il fut fait défenses à toutes personnes d'attenter à la Censure , & de signer quelque Acte contraire , & ordonné de nouveau que l'on informeroit contre les contrevenans. Enfin par un autre Arrêt du premier de Fevrier , sur l'avis que l'on eût qu'il seroit traité de cette affaire dans l'Assemblée de la Faculté , la Cour députa un President & quatre Conseillers , pour se transporter en Sorbonne , & empêcher les desordres qui pourroient y survenir.

Dans l'Assemblée du premier jour de Fevrier , en relisant la Conclusion du deux de Janvier , il ne fut fait aucune mention de la Délibération qu'avoit fait faire l'Evêque de Nantes , parce qu'il n'y en avoit rien d'écrit dans les Registres. Le Syndic proposa qu'on ajoutât que pour les autres affaires , il n'en étoit rien écrit , parce que la minute originale avoit été portée au Roi par l'Evêque de Nantes. En même temps Maurroy Huissier du Conseil , apporta des Lettres Patentes en datte du 13 de Janvier 1627 , & un Arrêt du Conseil du 19 du même mois , qui furent enregistrez , & l'on mit seulement dans les Registres , sur la Délibération touchant la Censure de Santarel ; que l'on n'en écriroit rien pour obéir au Roi. Quelque temps après arriverent le President le Jai & quatre Conseillers de la Cour , qui trouverent mauvais qu'on n'eût fait aucune mention des Arrêts de la Cour , & declarerent à l'Assemblée , que la Cour avoit ren-

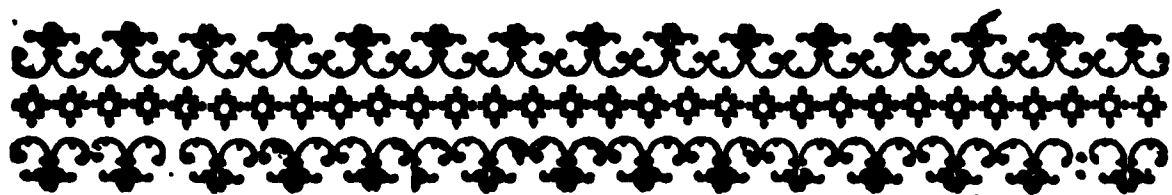
du deux Arrêts ; l'un du 4 de Janvier, l'autre du 25, pour informer contre ceux qui par leurs sollicitations, & par leurs brigues, travailloient à faire revoquer, ou donner des Declarations contre la Censure du Livre de Santarel. Là-dessus les contestations se renouvelèrent entre les Docteurs : le President le Jai se leva, & declara qu'il feroit un procès verbal de tout ce qu'il avoit entendu, & reconnu.

*Censure
du Livre
de Santarel.*

Les Arrêts de la Cour dont il est parlé dans cette Relation, sont ceux par lesquels le nombre des Mendians étoit fixé au nombre de deux pour chaque Ordre : par ceux du Conseil, il étoit ordonné que les Assemblées se feroient en la maniere accoutumée, sans aucune détermination du nombre des Docteurs des Ordres Mendians, jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné par Sa Majesté. La These de Testefort dont il est aussi parlé, portoit que *les Decretales faisoient partie de l'Ecriture sainte*. Ce Jacobin l'avoit expliquée, en disant que l'Ecriture sainte expliquée par l'Eglise, étoit la regle de la Foi ; & que par le Saint Siege de Rome, il entendoit l'Eglise : nonobstant cela, la Faculté declara que sa These, dans les termes qu'elle est conçue, ne pouvoit être soufferte. L'Université condamna aussi cette These, & enjoignit à Testefort de la revoquer à peine d'être déchu & privé de tous les droits, honneurs, profits, libertez, franchises, & rangs de l'Université, sans y pouvoir jamais rentrer. Testefort n'obéit point à ce Décret, & cependant demanda de soutenir sa Sorbonique ; mais pendant qu'il s'y préparoit, il fut surpris le 4 de Novembre 1627 dans une

Censure du Livre de Santarel. mauvaise action ; conduit en la prison de l'Officialité, & de là remis entre les mains de ses Supérieurs qui le renvoierent à son Convent de Lyon, en conséquence de quoi il fut exclus entièrement de l'Université, & de la Faculté de Theologie de Paris.

Le Livre de Santarel ne fut pas seulement censuré par la Faculté de Theologie de Paris, mais encore par celles de Toulouse, de Valence, de Reims, de Caën, de Poitiers, de Bourdeaux, de Bourges, & d'Orleans, dont les Censures sont rapportées dans la Relation imprimée par les soins de Richer en 1629.



HISTOIRE

DES CONTESTATIONS

ENTRE L'EVÊQUE DE
Chalcedoine délégué du Saint Siege
Apostolique en Angleterre : Et quel-
ques Reguliers d'Angleterre.

LES ECRITS FAITS SUR CE
sujet : La Lettre du Clergé de Fran-
ce, & le jugement de la Faculté de
Theologie de Paris touchant ces Ecrits.

LES OUVRAGES DE PETRUS
Aurelius, de Nicolas le Maître, de
François Hallier, & de leurs Adver-
saires sur cette contestation ; & les
Ecrits de Petrus Aurelius, & du Pere
Sirmond, sur le Canon du premier
Concile d'Orange.

LE Pape Gregoire XV. envoia en Angle-
terre Guillaume Bishop Docteur de Sorbon-
ne, en qualité d'Evêque délégué du Saint Siege
Apostolique, pour le gouvernement des Catho-
liques de ce Roïaume. Ce Prelat étant mort,

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

Urbain VIII. envoya en sa place Richard Smith Anglois, Evêque de Chalcedoine, avec la même puissance qu'ont les Ordinaires, comme il déclara par son Bref d'institution du 4 de Fevrier 1625. Cet Evêque étant arrivé en Angleterre, y fut d'abord reçu de tous les Catholiques avec beaucoup de joie & de respect ; mais quelques temps après les Jesuites & quelques Reguliers ne voulant pas souffrir le Reglement qu'il fit pour l'exécution du Decret de Pie V. qui défend aux Reguliers d'entendre les confessions, qu'ils ne soient approuvez de leur Evêque ; & croiant qu'il donnoit par là atteinte à leurs privileges, se retirerent de son obéissance, & souleverent contre lui un grand nombre de Catholiques d'Angleterre ; en sorte qu'il fut contraint de ne plus paroître.

Le Docteur Kellison President du College des Anglois à Douai, écrivit pour la défense de l'Evêque de Chalcedoine, un Traité en Anglois, intitulé : *De la Hierarchie Ecclesiastique* ; dans lequel il soutenoit l'autorité des Evêques. Aussi-tôt que ce Livre parut, le Pere Edoüard Knok Anglois, Vice-provincial des Jesuites en Angleterre, publia en même langue contre cet Ouvrage un Livre intitulé : *Modeste & courte discussion de quelques Propositions du Docteur Kellison* ; & le mit sous le nom d'un parent de l'Evêque, nommé Nicolas Smith, qui avoit été Jesuite, & qui étoit mort pour lors. Ce Livre parut pour la premiere fois avec l'approbation de deux Docteurs Reguliers de la Faculté de Theologie de Paris ; sçavoir, du Pere Reverdi Augustin, & du Pere Devaux Carme, & fut depuis traduit

en Latin, & imprimé à Anvers avec plusieurs Approbations de Religieux Mendians.

Le Clergé d'Angleterre, où ce Livre s'étoit répandu, en tira quelques Propositions, & les envoya fidelement traduites en Latin à la Faculté de Theologie de Paris, & à celle de Louvain, afin d'avoir leur jugement. La Faculté de Theologie de Paris, aiant proposé cette affaire dans ses Assemblées; on vit paroître en même temps un Livre Anglois, intitulé : *Apologie de la conduite du Saint Siege Apostolique dans le gouvernement des Catholiques pendant la persecution*, sous le nom de *Daniel of Jesu*, qui étoit l'Anagramme du vrai nom de l'Auteur Jean Floid Jesuite Anglois, Professeur à Saint-Omer. Ce Livre & celui de Nicolas Smith, aiant été dénoncés à l'Archevêque de Paris, ce Prelat prévint la Censure de Sorbonne par celle qu'il fit de son autorité le 30 de Janvier 1631, dans laquelle il censura en general les Propositions envoiées d'Angleterre, & défendit les Livres de Smith, & de Daniel of Jesu. La Censure de l'Archevêque n'empêcha pas la Faculté de proceder à l'examen des Propositions contenuës dans ces deux Livres. Elle les censura dans l'Assemblée du 15 de Fevrier 1631. Dans le même temps l'Assemblée generale du Clergé qui se tenoit à Paris, prit connoissance de cette affaire, & crut devoir mander le Provincial des Jesuites pour rendre compte de ces Ecrits. Le Provincial, sous prétexte qu'il étoit occupé à ses exercices, envoya en sa place le Recteur de la Maison Professe des Jesuites, qui declara qu'il ne sçavoit ce que c'étoit que ces Livres dont il n'avoit pas

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers,*

presque oûi parler ; & demanda lui-même aux Evêques ce qu'ils contenoient. Les Prelats lui firent réponse , que le Provincial pouvoit bien interrompre ses exercices pour leur venir parler sur une chose tres-importante à l'Eglise. Le Provincial vint donc , & reconnut que le Livre de Smith étoit l'Ouvrage de quelqu'un de sa Compagnie, qu'il n'approuvoit point, non plus que l'Apologie dont il ne connoissoit pas l'Auteur. Cependant il demanda qu'on ne fît rien contre ces deux Ouvrages qui avoient été composez par des Etrangers , dont il n'avoit pas pû être exactement informé , d'autant plus que l'on attendoit bien-tôt le jugement du Souverain Pontife sur ce sujet. Quoique l'Assemblée ne fut pas satisfaite de cette réponse , elle se contenta neantmoins de condamner les Propositions de ces Livres , sans parler des Auteurs ; & écrivit une Lettre circulaire aux Archevêques & Evêques de France , contre ces deux Livres , qui fut imprimée la même année. Peu de temps après on publia une Declaration sous le nom des Catholiques d'Angleterre , contre l'Evêque de Chalcedoine ; mais elle fut bien-tôt desavoüée par une autre Declaration contraire , en forme de Manifeste , qui fut suivie de trois Ecrits pour la défense de la même cause. Le premier , intitulé : *Dépravations trouvées dans la Version Latine de deux Livres , condamnés depuis peu par la Faculté de Theologie de Paris , faite par les Jesuites d'Angleterre.* Le second , *Courte , brève, & necessaire Declaration du droit Episcopal que l'Evêque de Chalcedoine a sur les Catholiques d'Angleterre.* Le troisième , *Apologie des Jesui-*

tes Anglois pour l'Evêque de Chalcedoine, & pour son autorité Episcopale sur les Catholiques Laïques d'Angleterre, pendant la persecution, qui peut servir de Réponse à la Declaration faussement publiée sous le nom des Laïques Catholiques d'Angleterre. Ce dernier écrit portoit le nom d'Apologie des Jesuites, parce que l'on s'étoit servi de leurs termes & de leurs raisons contre leurs Ecrits, & qu'on les faisoit ainsi parler pour l'autorité Episcopale. L'Evêque de Chalcedoine ne se croiant pas après cela en sûreté en Angleterre, se retira en France, où il fut bien reçu du Cardinal de Richelieu, qui lui donna de quoi se consoler dans sa disgrâce.

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

Les Auteurs des Livres condamnés par les Evêques de France, & par la Faculté de Theologie de Paris, crurent se devoir défendre contre ces Censures, & publierent en même temps deux Ecrits Latins; l'un contre la Censure de la Faculté, intitulé : *Eponge pour effacer les calomnies imposées aux Livres de l'Apologie du Saint Siege, &c.* avec une Addition contre celle de l'Archevêque de Paris; & une réponse à l'Instruction pour les Catholiques d'Angleterre, publiée par l'Evêque de Chalcedoine. L'autre, contre la Lettre du Clergé, sous le titre de *Plainte Apologetique de l'Eglise Anglicane.* Ces deux Ouvrages portoient le nom d'Herman Loëmelius d'Anvers Licentié en Theologie, Chanoine Theologal de Saint-Omer, & étoient véritablement de Jean Floid Jesuite, Professeur en Theologie à Saint-Omer, Auteur de l'Apologie condamnée. Quelque temps après on vit encore paroître un autre Livre, intitulé : *Défense de*

474 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

Nicolas Smith, contre la Censure publiée sous le nom de la Faculté de Theologie de Paris, du Livre qui porte pour titre, MODESTE ET BRIEVE DISCUSSION, &c. dans lequel on soutient que la doctrine de Smith est tres-vraie & tres-Catholique; On découvre l'injustice de la Censure, les erreurs qu'elle contient contre la Foi, & l'injure qu'elle fait au Saint Siege, & aux Ordres Religieux. Ce dernier Ouvrage portoit le nom d'Antoine Goffar Docteur en Theologie, & Proto-notaire Apostolique, & étoit muni des Approbations de quelques Evêques suffragans d'Allemagne, des Universitez de Prague, d'Ingolstadt, & de Paderborn, & de quelques Docteurs Reguliers. Quelques-uns l'attribuoient à Edouard Knok, & d'autres à Jean Floid. On vit aussi paroître un autre Livre intitulé : Examen juridique de la Censure de la Faculté de Theologie de Paris, & de l'Archevêque de cette Ville, contre quelques Propositions faussement attribuées aux Reguliers d'Hibernie, dans lequel on montre par des exemples de droit & de fait, la mauvaise foi de l'accusateur, & des témoins, l'imposture des Propositions, & que la Censure a été divulguée avec trop de précipitation. Ce Livre étoit composé sous le nom d'Edmond Ursulan Hibernois, & étoit veritablement d'un Cordelier Hibernois nommé Mac Maone, qui signifie Edmond, fils de l'Ours. Enfin le P. Theophile Rainaud Jesuite dressa un Ecrit qui fut distribué à Londres, sous ce titre qui en a fait connoître le dessein : Censure du Symbole des Apôtres, à l'Instar de la derniere Censure faite à Paris de quelques Propositions tirées de deux Livres écrits en Anglois. Tous ces Ouvrages parurent en 1631.

Quoique les Censures des Evêques de France, & de la Faculté de Theologie de Paris, se soutinssent assez d'elles-mêmes, tant par l'autorité de ceux qui les avoient portées, que par la justice de la cause. Cependant, parce que ce grand nombre d'Ecrits répandus par tout, pouvoit faire impression sur quelques esprits, & donnoit occasion aux Adversaires de l'Evêque de Chalcédoin de triompher; il se trouva des Theologiens qui entreprirent de refuter ces Ecrits, & principalement l'Eponge & la Plainte, & de défendre en même temps les Censures & la réputation du Clergé de France, de l'Archevêque, & de la Faculté de Theologie de Paris. François Hallier Docteur en Theologie de la Faculté de Paris, de la Maison & Societé de Sorbonne, fut le premier qui entreprit de soutenir cette cause, en donnant au public un Livre intitulé : *Défense de la Hierarchie Ecclesiastique, & de la Censure de la Faculté de Theologie de Paris, contre l'Eponge d'Herman Loëmelius*, imprimé à Paris en 1632.

Quelques mois après parurent les Ouvrages connus sous le nom de *Petrus Aurelius*. Le premier, pour la défense de la Censure de la Faculté de Theologie de Paris, contre l'Eponge de Loëmelius; & le second, pour soutenir la Lettre circulaire des Evêques de France, contre la Plainte de l'Eglise Anglicane. Cet Inconnu écrivit avec feu, & sans aucun ménagement, contre les Auteurs des Livres qu'il attaquoit; & porta quantité de traits contre toute leur Societé.

L'année suivante, Nicolas le Maître, qui n'étoit alors que Licentié en Theologie de la Facul-

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

té de Paris, de la Maison de Sorbonne, qui fut depuis Docteur & Professeur de Theologie en Sorbonne, & ensuite nommé à l'Evêché de Lombez, attaqua aussi l'Eponge de Loëmelius dans un Livre intitulé : *Rétablissement de l'ancienne juridiction des Evêques, & de l'obéissance que tous les Clercs & les Moines leur doivent, avec la réfutation des raisons que l'Auteur de l'Eponge a objectées contre la Censure de Sorbonne.*

Il y eut encore un Auteur qui entreprit de réfuter le Livre d'Edmond Ursulan, dans un Ouvrage intitulé : *Arcto-Mastix, ou, Edmond Ursulan chassé du Tribunal pour avoir usurpé le jugement, & appelé en jugement, à cause de son Libelle diffamatoire.*

Aurelius aiant attaqué, comme nous avons dit, non seulement les Auteurs des Livres condamnés, mais encore toute leur Société; elle s'en plaignit au Roi, & demanda que l'Ouvrage d'Aurelius plein d'injures, fut supprimé. Le Clergé s'y étant opposé de peur que cette suppression ne retombât sur le fond de la cause; elle fit faire un Recueil des calomnies, des mensonges, & des injures de Petrus Aurelius, contre les Jesuites. Aurelius fit aussi-tôt une Réponse à cet Ecrit, intitulée : *Réfutation du Recueil des passages que les Jesuites ont ramassés, comme leur étant injurieux, tirez des Livres de Petrus Aurelius.* Et pour leur rendre le change, il y joignit un Recueil d'injures, petulances, & mensonges des Jesuites d'Angleterre, contre les Evêques de France, & la Faculté de Theologie de Paris, sous le nom d'Herman Loëmelius, dans l'Eponge, dans la Plainte, & sous celui d'Antoine Goffar dans la Défense de Nicolas Smith.

Les Jésuites de France, après s'être plaints de la manière dont Petrus Aurelius avoit attaqué leur Société, jugerent sagement qu'ils ne devoient point prendre de part au fond de la querelle, & que le meilleur parti qu'ils pouvoient suivre, étoit de désavouer les Auteurs qui avoient écrit contre les Censures, & leurs Ouvrages; ce qu'ils firent par une déclaration qu'ils donnerent aux Evêques, conçue en ces termes :

Nous soussignez Religieux de la Compagnie « de Jésus en France, déclarons que les Livres « intitulés : *Nicolaus Smithaus*, &, *Danielis of* « *Jesu Apologia*, *Hermanni Loëmelii Spongia*, « *Querimonia Ecclesie Anglicana*, & *Appendix* « *ad Illustrissimum Episcopum Parisiensem*, n'ont « pas été composés par aucun Religieux de nô- « tre Compagnie, ce qui fait que nous les désa- « vouons pour tels. Et à raison des dissensions « qui en sont arrivées, voudrions de bon cœur « que les Auteurs desdits Livres n'eussent jamais « pensé à proposer telles questions. Fait à Paris « le 23 de Mars 1633. *Louis de la Salle*, *Julien* « *Hayneufve*, *Estienne Binet*, *C. Maillan*. »

Sur cette déclaration les Jésuites obtinrent une Lettre du Clergé, par laquelle ceux de France furent mis à couvert.

La Cour de Rome, qui dans ces sortes de contestations garde ordinairement la neutralité pour s'en réserver le jugement, prit le même parti dans celle-ci. Dès qu'elle commença, le Pape empêcha la Faculté de Louvain d'en connoître, en lui faisant faire défense, par le Nonce qu'il avoit à Bruxelles, de porter aucun jugement sur les

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

478 HISTOIRE ÉCCLÉSIASTIQUE

Propositions qui lui avoient été envoyées d'Irlande. Comme elle n'avoit pas la même autorité en France, il ne pût empêcher les Censures du Clergé de France, & de la Faculté de Theologie de Paris; & quoique ceux qui soutenoient la cause des Reguliers, alleguassent que l'affaire étoit portée à Rome, & que le Pape donneroit bientôt un jugement; cela n'empêcha pas les Evêques qui sçavoient qu'ils ont le droit de juger de ces matieres, & les Docteurs qui sont de temps immémorial en possession de donner leur avis doctrinal touchant les Livres & les Propositions sur lesquelles ils sont consultez, de passer outre. Leur jugement attira, comme nous venons de voir, quantité d'Ecrits de part & d'autre. Là-dessus la Cour de Rome ne trouva point de plus prompt expedient pour appaiser ces contestations, que de défendre generalement tout ce qui avoit été fait pour & contre, sans rien prononcer sur le fond des contestations. C'est ce qui fut fait par un Decret de la Congregation de l'Indice du 19 de Mars 1633, portant que comme il s'est élevé depuis quelques années des contestations entre l'Evêque de Chalcedoine & les Reguliers d'Angleterre, à l'occasion desquelles il s'est publié plusieurs Livres; que ceux qui suivent l'un ou l'autre parti, prétendent contenir des Propositions contraires à la doctrine Catholique, ce qui trouble le repos public, & donne atteinte à la charité; la Congregation de l'Indice, pour arracher entierement ces semences de discorde, & établir la paix Chrétienne entre les Fideles, suivant les Constitutions Apostoliques données tant par le Pape Clement

VIII. le 9 d'Octobre 1592, que par N. S. P. le Pape Urbain VIII. le 5 de Mai 1631, pour supprimer ces contestations excitées en Angleterre, & défendre les Livres qui en traitoient, a jugé que l'on devoit supprimer, & supprime par ce present Decret, tous les Livres, Traitez, & Ecrits, en quelque langue qu'ils soient, en quelque endroit qu'ils aient été imprimez, & même ceux qui ne sont que manuscrits, qui regardent ces controverses, soit directement, ou indirectement, soit principalement, & immédiatement, soit occasionnellement, & médiatement, & ordonne à tous les Fideles du monde, de quelque condition ou dignité qu'ils soient, sous peine d'excommunication *ipso facto*, dont ils ne pourront être absous, si ce n'est à l'article de la mort (par l'autorité du Saint Siege Apostolique) d'imprimer, d'écrire, de traiter, ou de disputer en aucune maniere de ces questions. Et afin que personne ne prenne occasion de ce Decret pour blâmer les autres, ou leur faire des reproches, la même Congregation declare expressément, qu'elle n'a point intention, quant à present, de rien juger sur le mérite de la cause, ni de flétrir ou de noter aucun Auteur, ni aucun Ouvrage, & qu'elle veut que le jugement en soit réservé au Saint Siege Apostolique, faisant défenses aux deux partis de taxer par écrit, ou de vive voix, les Livres, les Traitez, ou les Auteurs du parti contraire, d'heresie, ou de mauvaise doctrine, jusqu'à ce que le Saint Siege en ait porté son jugement.

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Reguliers.

Quand on eut des copies de ce Decret en France, il parut un Ecrit adressé aux Cardi-

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

nauux de la Congregation de l'Indice , dans lequel on leur representoit que l'on ne pouvoit croire en France , qu'il fût veritablement d'eux ; ou que s'il en étoit , il falloit que les Adversaires de l'Evêque de Chalcedoine les eussent surpris ; Que l'on trouvoit mauvais que dès le commencement , en parlant de l'Evêque de Chalcedoine , on l'eût nommé simplement , *Chalcedonenſem* , sans y ajouter la qualité d'Evêque ; Qu'on ne ſçavoit point pourquoi ce Decret avoit été envoié , & distribué dans les pais Etrangers , avant que d'avoir été affiché ſuivant la coûtume à Rome , dans le champ de Flore ; Que c'étoit une chose inouïe que la Congregation , qui declaroit qu'elle ne vouloit porter aucun jugement sur la doctrine , eût ordonné la suppression des Censures du Clergé de France , & de la Faculté de Theologie de Paris , qui étoient comprises dans la clause generale de tous les Ecrits faits sur cette matiere ; Que la défense d'écrire sur ces contestations étant generale , il s'enſuivra qu'on ne pourra plus ſoutenir quantité de veritez Catholiques , & indubitables , telles que ſont celles-ci ; Que les privileges des Reguliers peuvent être revoquez par le Souverain Pontife ; Que les Evêques ſont au-deſſus des Reguliers ; Qu'il eſt neceſſaire qu'il y ait un Evêque dans chaque Eglise ; Que les Fideles , baptizez & non confirmez , ne ſont pas de parfaits Chrétiens , &c. ni combattre les erreurs contraires , ſans encourir l'excommunication portée par le Decret ; Que cela donnera lieu aux Heretiques de triompher , & d'accuſer l'Eglise Romaine de ſouffrir des erreurs manifeſtes.

Cet

Cet Ecrit aians été publié en 1633, Floïd ajouta un quatrième Livre aux trois autres qu'il avoit composez sous le nom de Loëmelius, qu'il intitula : *Défense du Decret*. Ce Livre fut imprimé avec les autres en 1643.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

Cette querelle generale de Petrus Aurelius, dégénéra en une querelle particuliere contre le Pere Sirmond. L'Auteur de l'Eponge s'étant servi du premier Canon du premier Concile d'Orange, pour montrer que la Chrismation Episcopale n'étoit pas absolument necessaire, Aurelius, après avoir rapporté les différentes éditions de ce Canon, dit qu'il ne sçavoit pas pourquoi le Pere Sirmond n'avoit pas suivi celle de Cologne, où la particule negative ne se trouve point. Le Pere Sirmond s'étant trouvé choqué de cette remarque, écrivit à l'Abbé de Saint Cyrano qu'il croïoit Auteur des Livres qui avoient paru sous le nom de Petrus Aurelius, une Lettre pour se plaindre de ce qu'il l'avoit accusé d'avoir falsifié le Canon de ce Concile, & soutenoit la maniere dont il avoit donné ce Canon par l'autorité de plusieurs manuscrits. On lui fit une réponse qu'Aurelius s'étant chargé de la cause de l'Eglise, il ne pouvoit pas entrer dans ces disputes particulieres : qu'il s'étoit borné à une question de fait ; sçavoir, que le Pere Sirmond avoit ajouté une negative à ce Canon, laquelle ne se trouvoit point dans plusieurs autres éditions, sans en avoir allegué aucune raison. Que l'on pourroit répondre à celles qu'il apportoit dans sa Lettre ; & que s'il vouloit les envoyer à celui qui seroit chargé de la Replique au Livre d'Aurelius, il le satisferoit ; Qu'on auroit

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

pû reprendre d'autres endroits plus importants dans l'édition de ces Conciles ; mais qu'on se feroit conscience de chagriner sa vieillesse, que l'on est bien-aise de lui laisser passer en repos. Neantmoins Aurelius fit une réponse à la Lettre du Pere Sirmond, qu'il mit à la fin de son second Volume, à laquelle le Pere Sirmond opposa un Ecrit qu'il appella : *Antirrhetique*. Aurelius le réfuta par un Livre intitulé : *Aneretique, contre les erreurs & les heresies dont le Pere Sirmond a chargé le Concile d'Orange, & sur le Sacrement de la Confirmation*. Ce Livre fut approuvé par des Docteurs en Theologie de la Faculté de Paris. Le Pere Sirmond porta ses plaintes au Chancelier, & demanda que ces Docteurs fussent obligez de revokeur leur approbation. Le Chancelier ordonna d'abord, que ce Livre & celui du Pere Sirmond, seroient examinez par des Docteurs choisis par la Faculté ; ce qui fut fait. Mais le Pere Sirmond aiant sçû qu'ils ne lui étoient pas favorables, obtint un ordre du Roi qui fut signifié à la Faculté le 2 de Janvier 1634, par lequel il fut ordonné qu'on ne parleroit plus de cette affaire. Cet ordre qui ne regardoit que la Faculté, n'empêcha pas le Pere Sirmond de répondre à l'*Aneretique* de Petrus Aurelius, par un second *Antirrhetique*, contre lequel Aurelius écrivit un Traité qu'il intitula : *L'Orthodoxe*.

Les Ouvrages d'Aurelius furent imprimez aux dépens du Clergé ; & les Evêques dont il avoit soutenu les droits, voulurent sçavoir qui il étoit pour le récompenser de son travail. Pour cet effet, l'Assemblée du Clergé de 1635 envoya

deux Deputez à Filezac Doïen de la Faculté de Theologie de Paris , pour sçavoir de lui s'il ne connoissoit point l'Auteur des Livres qui portoi-
 toient le nom d'*Aurelius*. Filezac leur protesta en foi de Prêtre , qu'il ne sçavoit point qui étoit Petrus Aurelius ; Qu'il avoit reçu quelquefois des feüilles pour l'impression de ses Oeuvres par diverses personnes qui lui étoient la plûpart inconnuës ; & qu'il croïoit que puisqu'en se cachant , il s'étoit privé de l'honneur qu'il méritoit par son zele , & par ses Ecrits , il ne se découvroiroit pas pour en avoir la récompense ; & qu'il ne pensoit pas qu'il pût desirer une plus grande satisfaction de son travail, que d'apprendre les sentimens qu'une Assemblée si celebre que celle du Clergé témoignoit en avoir.

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Reguliers.

L'Assemblée de l'an 1641 renouvela les témoignages d'estime que les Prelats de France avoient pour les Oeuvres de Petrus Aurelius , en ordonnant qu'elles seroient toutes réimprimées in folio , en beaux caracteres , aux dépens du Clergé , par Vitré son Imprimeur , & qu'il en seroit envoyé deux Exemplaires à chacun des Archevêques & Evêques du Roïaume , un à chacun des Deputez du second Ordre , & une cinquantaine aux personnes de Lettres.

Enfin l'Assemblée de l'an 1645 chargea Antoine Godeau Evêque de Grasse , de faire un Eloge des Oeuvres de Petrus Aurelius , qui fut lû & approuvé dans l'Assemblée du 26 de Mars 1646 , & mis à la tête d'une nouvelle édition de ses Oeuvres , imprimées par Vitré aux dépens du Clergé.

Voilà en abrégé l'Histoire du differend de l'Evêque de Chalcedoine avec les Reguliers d'An-

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

gleterre ; les Ecrits qui furent faits de part & d'autre , & le jugement qui en fut porté en France & à Rome. Il faut maintenant entrer dans le détail des contestations. La Faculté de Theologie de Paris , les rapporte dans sa Censure à cinq chefs. Le premier , de l'Eglise ; le second , du Sacrement de Confirmation ; le troisième , des Evêques & des Livres ; le quatrième , de la Hierarchie & des Reguliers ; le cinquième , de l'Evêque de Chalcedoine , & de ses pouvoirs. Elle a recueilli sous chacun de ces titres les Propositions qu'elle a jugées dignes de Censure , & qui ont fait les sujets de disputes qui ont été agitées dans les Ecrits dont nous avons parlé.

Mais avant que de les discuter , il faut examiner ce qui s'est dit contre l'autorité de la Censure , & pour sa défense. Loëmelius l'attaqua , en disant que les Docteurs de la Faculté de Theologie de Paris , ont condamné plusieurs Auteurs qui avoient rendu de grands services à l'Eglise , comme les Cardinaux de Bellarmin , & de la Rochefoucault , & plusieurs autres ; Que le nom de la Sorbonne qui avoit autrefois été celebre , & estimé , est presentement avili de telle sorte , qu'on doit se glorifier d'être condamné par ce Corps , que ses Censures sont suspectes , & qu'aucune Université , encore moins celle de Paris , n'a le privilege d'être infallible en matiere de Foi , & n'a d'autre autorité qu'autant que ses Censeurs ont de science & de prudence dans les jugemens qu'ils rendent. A cela Petrus Aurelius répond , que la Faculté de Theologie de Paris a depuis plusieurs siècles été considérée comme la plus illustre , la plus florissante , le rempart de la

Religion Catholique , le fleau des heresies , & la vengeresse des erreurs. Il se plaint en termes forts de ce que Floïd l'a osé comparer à une prostituée. Il remarque que cette Faculté , qui est méprisée par une nouvelle Société , a depuis plusieurs siècles été en honneur ; Qu'elle est la mere de ceux qui la méprisent ; Que les Heretiques n'ont jamais rien dit de semblable contre elle, si ce n'est Antonius de Dominis , après qu'il a été condamné ; Qu'elle n'est pas moins florissante à present qu'elle a été dans tous les temps ; & qu'on ne peut point assigner de temps où elle soit déchuë de son ancienne splendeur ; Qu'elle l'a conservée du temps de Gerson , & de Jean Major ; & qu'elle ne l'a point perduë dans le temps que les autres Facultez ont été comme obscurcies & avilies par ceux qui y sont entrez ; Que quelques Propositions de Caietan aiant été censurées par des Theologiens de Paris , cet Auteur avoit parlé avec respect du Corps entier , & que saint Ignace de Loïola n'avoit pas voulu que l'on répondît à la conclusion que la Faculté de Theologie de Paris avoit faite contre la Société des Jesuites , par le respect qu'il avoit pour cette Compagnie ; Que si les Universitez n'ont pas le privilege d'être infallibles dans leurs jugemens , les particuliers l'ont encore moins , & qu'il ne s'ensuit pas de là que l'on ne doive avoir aucun égard à leurs jugemens , qu'autant qu'ils sont appuïez sur de bonnes raisons ; Qu'on les doit considerer comme des declarations d'une Compagnie d'habiles Theologiens qui doivent prévaloir aux sentimens des particuliers , & que leur jugement a une autorité dans l'Eglise , qui

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Reguliers.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

est immédiatement après celle des Evêques , puis-
qu'ils ont reçu après eux le pouvoir d'enseigner
solemnellement dans l'Eglise , & qu'ils ont tou-
jours jouï , & jouissent encore de ce droit.

Des raisons generales il faut descendre aux
particulieres que Loëmelius compte jusqu'au
nombre de huit. La premiere est , que les Cen-
sures doivent être portées lentement , & après
une mûre délibération , suivant Gerson qui re-
marque qu'on est quelquefois un an ou deux à
examiner une seule Proposition ; Qu'à present
on est bien éloigné de suivre cette prudence des
anciens Theologiens de la Faculté de Paris , ce
qui fait que leurs Censures sont méprisées , &
que l'on dit communément , Que les articles
de cette Faculté ne passent pas la Seine ; quel-
le apparence qu'elles passent l'Océan , & qu'el-
les puissent aller jusqu'en Angleterre ; Que dans
la Censure dont il s'agit , les Docteurs ont jugé
dans l'espace de deux mois de quatre-vingt Pro-
positions écrites dans une langue qu'ils n'enten-
doient point , & les ont condamnées , comme ils
disent eux-mêmes , sur le champ ; Que ces Pro-
positions aiant été avancées par des Auteurs Ca-
tholiques , plus elles leur paroissent abomina-
bles , plus ils devoient examiner si elles avoient ,
dans les Auteurs mêmes , ce mauvais sens qui
leur paroissoit d'abord. Aurelius répond que les
Conciles & les Papes ont souvent condamné des
heresies & des erreurs en bien moins de temps
que de deux ou trois années ; & que le passage
de Gerson ne doit pas s'entendre à la lettre , mais
signifie seulement qu'il faut agir mûrement &
avec précaution dans les jugemens que l'on por-

te sur des questions importantes , ce qui a été fait dans celles dont il s'agit ; Que les déterminations de la Faculté de Theologie de Paris , ont de tout temps été respectées dans les païs les plus éloignez ; Que les Princes & les peuples étrangers l'ont souvent consultée , & qu'on peut repousser le mauvais proverbe , Que ces Decrets ne passent pas la Seine , par un autre proverbe plus ancien & plus veritable de Pierre de Blois Archidiacre de Bath en Angleterre , qui écrivant à son ami , lui parle ainsi : *Je pourrois vous dire ce que cette femme prudente répondit à Joab qui cherchoit la tête de Siba. On dit en proverbe , que ceux qui consultent , consultent à Abela , comme on dit de même à present , que ceux qui consultent , consultent à Paris où l'on résout les nœuds les plus difficiles des questions les plus embarrassées.* Il est vrai , que la Faculté de Theologie de Paris , comme les autres Societez , a ses opinions & ses maximes , qu'elle prescrit à ses suppôts de tenir comme plus veritables & plus conformes aux sentimens des Saints , quoiqu'elle sçache qu'elles ne sont pas de foi , & qu'il n'est pas necessaire que tous les Chrétiens en fassent profession , laissant la liberté aux autres d'en porter leur jugement , & de n'être pas de son avis : mais qu'à l'égard des Censures par lesquelles elle declare des sentimens heretiques , blasphématoires & impies , il n'y en a point qui ne soient approuvées par tout ; & qu'on le peut dire avec d'autant plus de raison de celle qui a été faite contre les Propositions d'Angleterre , qu'elle a été autorisée par le jugement des Evêques , reçuë & approuvée d'un consentement presque u-

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

488 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

unanime ; Que si la Faculté ne pouvoit faire des Censures que de la doctrine de ceux qui sont sous sa juridiction , le pouvoir qu'elle a d'en faire , elle & toutes les autres Academies , seroit absolument aneanti ; Qu'il est vrai qu'elle n'a pas de juridiction sur les personnes , mais que les Censures ne regardent que la doctrine ; Qu'elles sont Dogmatiques , ou (comme le Concile de Constance les appelle) *Scholastiques* , & selon Gerson , *Doctrinales*. Que les Facultez de Louvain & de Cologne ont pros crit les heresies de Luther , même avant le jugement du Pape Leon X. Que celle de Wiclef a été condamnée par l'Université d'Oxford , & les erreurs de Jean Hus, par l'Université de Prague ; Que la Faculté de Theologie de Paris a aussi condamné les erreurs de ces Heretiques , quoiqu'ils fussent dans des Roiaumes fort éloignez ; Que les Docteurs de Paris ont employé plus de deux mois à examiner les Propositions qui leur avoient été en-voïées d'Angleterre ; Que ce temps est suffisant , & qu'il y a plusieurs Conciles qui ont condamné en bien moins de temps , un plus grand nombre d'erreurs ; Que la plupart de ces Propositions sont si manifestement fausses & erronées , qu'il n'a pas été besoin d'un long examen pour les condamner ; Que le terme de *Confestim* dont ils se sont servis ne marque point de précipitation , mais seulement que la Faculté sur la simple lecture qu'on en fit , les jugea dignes de Censure , & qu'elle nomma des Deputez suivant la coutume pour les examiner mûrement , & lui en faire son rapport ; Que la qualité & la réputation des Auteurs qui ont avancé ces Pro-

positions n'a pas dû empêcher qu'on ne les censurât , parce que la coutume de l'Eglise n'est pas de juger de la doctrine par les personnes , mais des personnes par la doctrine.

La seconde raison generale alleguée par Loëmelius contre la Censure , est que l'Université de Paris n'a jamais été plus florissante que quand elle a surpassé les autres par sa modestie , & estimé les Reguliers , quand saint Thomas , saint Bonaventure , & plusieurs autres gens choisis enseignoient à Paris. Mais que depuis qu'elle a voulu s'ériger en maîtresse , & censurer les autres Theologiens , elle est devenuë méprisable , & que ses Censures n'ont plus été d'aucune consideration. Elle a , par exemple , défini que les Curez sont de droit divin comme les autres Prelats , & cependant le contraire est soutenu presque par tout. Il ajoute , que le Livre de Nicolas Smith condamné par la Faculté de Theologie de Paris , aiant été traduit fidelement en Latin , a été approuvé par un grand nombre de Docteurs d'Angleterre , d'Hibernie , de Flandres , d'Allemagne , & d'Espagne , ces approbations doivent être préférées à la Censure des seuls Docteurs de Paris , qui ont été entraînez par leur Doïen , ennemis des Reguliers.

Petrus Aurelius répond , Que la Faculté de Theologie de Paris n'a point changé de conduite ; Que dès le temps même de saint Bonaventure & de saint Thomas , elle a fait plusieurs Censures contre les Propositions Theologiques & Philosophiques ; Qu'elle fait paroître encore à present autant de sagesse , de modestie , & de simplicité , que dans les premiers temps ; Que

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Reguliers.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

bien loin de mépriser les autres Theologiens, elle se regarde comme leur mere, les plus habiles étant sortis d'elle, ou de ses Disciples; Qu'il n'y a point de Theologien qui ne fasse grand cas des sentimens & des décisions de la Faculté de Theologie de Paris, & que ceux mêmes qui s'en éloignent dans leurs Ecrits sur des choses indifferentes & problématiques, ne le font qu'en parlant avec éloge de ce Corps, & en reconnoissant que son autorité est d'un grand poids. Sur l'exemple de la décision touchant les Curez, Aurelius fait remarquer qu'on ne trouvera point que la Faculté ait taxé d'erreur ceux qui nieront que l'Institution des Curez est de droit divin; Qu'elle a seulement déterminé que les Curez sont des Prelats inferieurs dans l'Eglise, & que c'est Gerson qui ajoute qu'ils sont de la Hierarchie, & qu'ils ont une jurisdiction de droit divin; Que saint Thomas a aussi appelé les Curez, Prelats ordinaires, & Princes des petites Eglises; Que dans le Droit Canon ils sont encore appelez Prelats; & que plusieurs celebres Theologiens qui ne sont point de la Faculté de Theologie de Paris, ont enseigné que les Curez appartiennent à la Hierarchie. Aurelius s'étend ici sur la défense du sentiment de Jean Major & d'Almain, qui condamnent d'heresie l'opinion de Paludanus & de Turrecremata, que les Evêques & les Curez tiennent uniquement leur pouvoir du Pape qui a seul reçu de Jesus-Christ toute la Puissance Ecclesiastique pour la communiquer aux autres suivant qu'il le juge à propos. Il vient ensuite aux Approbations du Livre de Smith, & fait voir qu'elles ne sont d'aucune

considération ; 1. Parce qu'elles ont été données après la Censure de Sorbonne, & des Evêques. 2. Parce qu'il y a plusieurs Jesuites qui sont du nombre de ces Approbateurs, & entr'autres l'Auteur même de l'Eponge, non sous le nom de Daniel of Jesu, ou de Loëmelius, mais sous son propre nom de Jean Floïd. 3. Que c'est une folie de comparer les Approbations mendrées, & peut-être surprises, d'un petit nombre de Docteurs, au jugement de l'Assemblée d'une Faculté celebre, & d'un grand nombre d'Archevêques & d'Evêques. Il repousse enfin la maniere injurieuse dont Loëmelius avoit parlé des Docteurs de la Faculté de Theologie de Paris, & dit que c'est une calomnie d'accuser Filefac, dont il fait l'éloge, d'être ennemi des Reguliers. Enfin il remarque que la Censure a été faite du consentement unanime de tous les Docteurs, & que les Reguliers Superieurs, & les principaux Religieux des Maisons Professes de Paris, n'ont point fait de difficulté de signer la condamnation du Livre de l'Eponge, suivant l'avis même du General des Dominiquains.

La troisième raison pour laquelle Loëmelius prétend qu'on ne doit point avoir égard à la Censure de la Faculté de Theologie de Paris, est qu'elle se fait suivant la pluralité des suffrages, sans faire distinction des sçavans & des ignorans, des vieillards ou des jeunes ; Qu'il se peut faire qu'elle n'ait prévalu que d'un suffrage ou deux, & que peut-être ces suffrages ont été portez par un homme prévenu, suspect, ou ignorant ; Que M. Arnauld, qu'il suppose avoir été de grande autorité en Sorbonne, a lui-même reconnu dans un Discours au Roi en l'an-

*Contesta-
tions entr
le Clerg
d'Angle-
terre & la
Regulier.*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

née 1589. quand on rapporta en Sorbonne le Decret d'excommunication contre Henri III. Que les Anciens s'y étoient opposés , mais que la jeunesse l'avoit emporté ; Que dans l'affaire présente on avoit exclus de l'Assemblée les Docteurs Reguliers , à l'exception d'un ou deux qui étoient de la faction des Richeristes ; Que plusieurs s'étoient retirez d'eux-mêmes ; Que les suffrages avoient été presque partagez , puisqu'il y en avoit vingt-neuf pour , & vingt-sept contre la Censure ; enfin Qu'il étoit à croire que c'étoient les Richeristes qui étoient les Auteurs de cette Censure.

Aurelius répond , Que c'est la coutume de tous les Tribunaux , & même de celui du Pape , de juger suivant la pluralité des voix ; Qu'il est à présumer que la Faculté ne reçoit point d'ignorans dans son Corps , & qu'on ne peut pas leur reprocher leur jeunesse , puisqu'elle n'admet au Doctorat que ceux que l'Eglise reçoit au Sacerdoce ; Que l'Auteur s'est lourdement trompé quand il a mis M. Arnauld Avocat au nombre des Docteurs en Theologie de la Faculté de Paris ; & en rapportant ce qu'il en a cité , comme tiré d'un Discours prononcé devant le Roi pour la Faculté de Theologie , quoiqu'il soit tiré d'un Plaidoyer fait au Parlement pour la cause de l'Université , ou d'un Ecrit anonyme adressé au Roi ; Qu'au reste ce qu'il en cite , & qui regarde Boucher approbateur du Livre de Loëmelius , ne peut avoir d'application au fait présent ; Que tout ce que Loëmelius dit de la manière dont la Censure a été faite est faux , puisque les Docteurs ont déclaré qu'elle avoit été faite , arrêtée , & approuvée d'un consentement

unanime ; Que personne n'avoit été exclus de l'Assemblée, & que chacun y avoit dit librement son avis.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

La quatrième raison alleguée par Loëmelius contre la Censure, est que les Facultez de Theologie, & les Evêques mêmes, ne peuvent pas déclarer heretiques des Propositions qui sont problématiques entre les Theologiens ; & que s'ils le font, ils usurpent un droit qui n'appartient qu'au Pape, & donnent occasion au schisme. Il autorise cette maxime par un passage de Gerson, qui dit que les questions probables de part & d'autre, & disputées entre plusieurs Docteurs, sont du nombre des causes majeures qu'on doit, à cause de la difficulté de la décision, réserver au Saint Siege Apostolique : & en conclut que ni la Faculté, ni les Evêques, n'ont pû connoître ni juger des Livres de Daniel of Jesu, & de Nicolas Smith, approuvez par des Theologiens.

Aurelius, après avoir répondu que Gerson ne parle point des questions dans lesquelles quelques Theologiens soutiendroient une opinion contraire à l'Ecriture sainte, & à la Tradition, mais de celles qui seroient appuyées de part & d'autre de raisons probables, puisqu'il a lui-même fait condamner les Propositions de Jean Petit, quoiqu'approuvées par un plus grand nombre de Theologiens, que ne sont celles des Ecrits d'Angleterre. Il vient à examiner quelles sont les causes majeures réservées au Pape, & traite amplement cette question. Il prétend que la distinction des causes majeures & mineures, vient du conseil que Jethro donna à Moïse d'établir

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

parmi les Israélites des Juges qui décideroient des causes de moindre conséquence, & lui rapporteroient celles qui seroient plus importantes : *Quidquid majus esset referrent ad eum ; & ipsi minora tantummodò judicarent.* Quoique cette difference de causes ait été reconnue en l'Eglise dès son commencement, Innocent I. est le premier qui s'est servi du terme de *causes majeures*, qui a depuis été assez fréquent dans les Lettres, & dans les Décretales des Papes. Les Anciens ont distingué deux sortes de causes majeures ; les unes qui sont majeures à cause de la nature de la question ; les autres qui le sont à cause des personnes. Les causes majeures du premier genre, sont les causes de Foi ; celles du second, sont les causes des Evêques ; toutes les autres sont appellées mineures. Cela supposé, Aurelius prouve que les Evêques ont droit de juger en premiere instance dans les Conciles Provinciaux toutes les causes majeures, tant celles qui regardent la Foi, que celles qui concernent la personne des Evêques : ce qu'il prouve par un grand nombre d'exemples tirez de l'Histoire Ecclesiastique ; de jugemens rendus sur des questions de Foi, & touchant les Evêques, par des Conciles Provinciaux. La difference qu'il met à cet égard entre les causes majeures & les causes mineures, est que les dernieres étoient finies entierement par le jugement du Synode de la Province, ou du Primat du lieu ; au lieu que les premieres étoient portées par appel au Saint Siege Apostolique, quand les parties ne vouloient pas s'en tenir au premier jugement. Il avoue neantmoins qu'il y a

des causes majeures dans lesquelles les Evêques ne peuvent rien statuer sans en avoir fait rapport au Saint Siege , & sur lesquelles il faut attendre son jugement, 1^o. Si l'on appelle avant le jugement des Evêques ; car il croit qu'il y a cette difference entre les causes Ecclesiastiques , & les causes Civiles , qu'il n'est pas permis d'appeler de celles-ci avant la Sentence du Juge ; au lieu que cela est accordé dans les causes Ecclesiastiques , parce que l'Eglise a un gouvernement plus doux , & éloigné de toute sorte de domination. Il tâche de prouver cette pratique par quelques exemples , & par les Constitutions des Papes. Il restreint neantmoins cette exception aux causes personnelles des Evêques , & dit qu'elle n'a point de lieu dans les causes de Foi qui demandent un prompt jugement. Le second cas dans lequel les Evêques ne peuvent juger des causes majeures avant le jugement du Saint Siege , est quand la cause est si difficile & si embarrassée , qu'elle ne peut être décidée par l'Ecriture sainte , par les Decrets des Conciles , & par l'autorité des Peres. En ce cas il faut avoir recours à l'avis du Saint Siege , par respect que l'on a pour le Pape , qui est le Pere des Peres , & le Docteur des Docteurs ; & c'est précisément de ce cas que parle Gerson dans le passage allégué. Toutes les autres causes , de quelque importance qu'elles soient , peuvent être jugées en premiere instance par des Evêques assemblez. Le Concile de Trente a réservé les causes majeures au jugement du Saint Siege ; mais outre que son Decret ne peut avoir lieu dans les païs où il n'est pas reçu , ce Concile ne parle que des

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

causes personnelles des Evêques, qui ne regardent point le fait dont il s'agit, auquel Aurelius fait application de ces maximes ; & fait voir qu'il n'y a point de Theologien, à l'exception de Sanchez, & de quelques modernes, qui ait poussé les exemptions des Reguliers aussi loin que le font les Adversaires de l'Evêque de Chalcedoine.

Dans la cinquième raison que Loëmelius allègue contre la Censure de la Faculté, il reprend encore le Decret contre Henri III. & y ajoute l'avis qui fut donné à Charles VI. par le Doïen de la Faculté de Theologie de Paris, parlant au nom de l'Université, contre Charles VII. en faveur du Roi d'Angleterre, rapporté par du Haillan ; après quoi il louë la maxime de Gerson, portant que l'examen de la Doctrine peut être confié aux Facultez de Theologie, mais à condition qu'elles seront composées de Docteurs qui n'auront point de partialité, qui ne seront point séduits, ni factieux, ni envieux, qui n'auront point plus d'égard aux Puissances Temporelles & Spirituelles, qu'à la verité, parce qu'autrement, dit ce Docteur, il vaudroit mieux n'en point avoir que d'en souffrir de tels.

Aurelius répond facilement à cet article, Qu'à l'égard du Decret contre Henri III. il avoit été fait par la faction de quelques jeunes Docteurs qui avoient étudié chez les Jesuites, à la tête desquels étoit le Docteur Boucher Approbateur du Livre de l'Eponge ; & qu'à l'égard de l'autre article, il n'y avoit point eu de Decret de la Faculté, ni de l'Université de Paris, mais seulement que suivant du Haillan, le Doïen Jean Larcher

Larcher Docteur de la Faculté de Paris , avoit , au nom de l'Université , demandé justice au Roi , du meurtre du Duc de Bourgogne , sans rien proposer contre la Loi Salique sur la succession du Roïaume : que Gerson dans la maxime que l'on a alleguée , ne parle point des Facultez entieres , mais seulement des qualitez que doivent avoir les Theologiens que les Prelats consultent, & que l'on ne peut reprocher aux Docteurs de la Faculté de Theologie de Paris , aucune des mauvaises qualitez dont Gerson veut qu'ils soient exempts.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

La sixième raison de Loëmelius, est que la Faculté de Theologie de Paris n'étant point infail-
lible dans ses jugemens , & sa Censure n'étant point apuïée par des témoignages de l'Ecriture sainte & des Peres , ne peut avoir aucune force suivant le témoignage du Cardinal du Perron , & que , selon Bannez , l'autorité de plusieurs Theologiens , quand ils sont contredits par d'autres , ne peut valoir qu'autant que les raisons ou les autoritez qu'ils alleguent sont concluan-
tes.

Aurelius remontre qu'il n'y a point de princi-
pe plus faux que celui de rejeter toute autorité qui n'est pas infail-
lible ; Qu'il est vrai qu'une autorité qui n'est point infail-
lible n'oblige point à croire interieurement avec certitude ; mais que cependant on doit se soumettre même inte-
rieurement à cette autorité , & qu'on ne doit point s'en écarter si l'on n'a une raison claire & indubitable du contraire ; Que l'humilité Chrétienne nous apprend de nous soumettre au juge-
ment de nos Superieurs , quoiqu'il ne soit pas infail-
lible ; Qu'il n'est pas toujours necessaire

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

que ceux qui font des Censures en apportent les preuves ; & que sans qu'ils les apportent , le sçavoir , la réputation , & l'autorité de ceux qui jugent , doit être d'un grand poids ; Que dans la plupart des Censures qui ont été faites contre les Heretiques , on s'est contenté de déclarer leurs Propositions , heretiques & erronées , sans se mettre en peine de le prouver ; Que même les Theologiens particuliers ne sont pas obligez d'alléguer les raisons de leurs approbations & de leurs Censures , encore moins des Facultez entieres , & des Assemblées d'Evêques. Que ce qu'a dit Bannez ne doit s'entendre que des Theologiens particuliers , & non pas des jugemens des Facultez entieres.

La septième raison de Loëmelius contre la Censure , est qu'on ne doit point ajouter foi à des Censeurs notez d'heresie , & desobéissans au Saint Siege. Que celle dont il s'agit a été faite par des Richeristes , par ceux qui ont publié un Livre de la Puissance du Pape contre Santarel , par des gens ennemis du Saint Siege , & des Reguliers ; Qu'elle a été proposée par Dufresne de Mincé qui a approuvé le Livre de Bannez contre les Equivoques condamnés par le Saint Siege Apostolique , & que l'Evêque de Chalcedoine ne pouvoit plus mal s'adresser qu'à une Université ennemie de la Puissance du Pape.

Aurelius répond , que ce reproche , qui retombe sur les Evêques & sur l'Eglise de France , est mal fondé ; Qu'on voit bien que l'Auteur a voulu commettre le Saint Siege avec l'Eglise de France , pendant qu'il méprise lui-même son autorité ; Que la Censure de Sorbonne n'est point
l'ouvrage

l'Ouvrage des Richeristes , mais qu'elle a été faite d'un commun consentement , & approuvée par les Evêques ; Que les Livres d'Angleterre sont beaucoup plus préjudiciables à l'autorité du Pape , que les opinions des Richeristes ; Que les Jésuites eux-mêmes , & particulièrement le Pere Sirmond , dans la nouvelle édition des Conciles , ne reconnoissent point l'infailibilité du Pape , ni son autorité dans la convocation & dans l'approbation des Conciles ; Qu'on ne peut point attribuer à la Faculté les sentimens de Richer , qui s'est lui-même absenté des Assemblées depuis l'édition de son Livre , que la Faculté n'a jamais approuvé , ni défendu ; Que l'Auteur même a soumis son Livre au jugement du Saint Siege Apostolique , & de l'Eglise Catholique ; Que les Evêques qui l'ont condamné , n'ont taxé en particulier aucune de ces Propositions ; & que l'Auteur lui attribué faussement d'avoir renversé la Monarchie de l'Eglise , & introduit l'égalité des Evêques , puisqu'il enseigne formellement le contraire ; Que le Livre de Santarel a été justement condamné par la Faculté de Theologie de Paris ; mais qu'on ne doit point la rendre responsable d'un Livre François qu'il a plû au Libraire de joindre à sa Censure ; Qu'il ne s'agit point du tout dans la question presente de l'autorité du Pape ; mais de sçavoir si une Eglise peut être sans Evêque ; Que ce n'est point le Docteur de Mincé , mais le Syndic qui a proposé l'affaire en Faculté ; Que quoique l'on se soit plaint en Faculté du Livre de Bannez qu'il avoit approuvé , la Faculté , sans aprouver ce Livre , n'avoit pas jugé à propos de raier son Approbation ; Que ce

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

Livre, en ce qu'il condamne les Equivoques ; ne peut être sujet à aucun reproche ; & que s'il a été mis à l'Index , c'est pour d'autres Propositi-
ons , ou pour des raisons de prudence ; & qu'on ne peut accuser d'herésie l'Auteur qui est un Prêtre Benedictin Anglois , puisqu'il n'en a point été convaincu , & qu'il n'a témoigné aucune opiniâtreté dans ses sentimens. On a grand tort d'accuser l'Evêque de Chalcedoine d'avoir eu recours à la Faculté de Theologie de Paris , puisque ce sont ses Adversaires qui ont été les premiers à demander son avis , & à solliciter les particuliers de signer en leur faveur ; & que si c'étoit un crime de consulter cette Faculté , ç'en seroit un bien plus grand d'avoir choisi un Evê-
que & des Missionnaires de cette Faculté , pour envoyer en Angleterre , comme a fait le Pape Gre-
goire V. Aurelius ajoute plusieurs autres choses en l'honneur de la Faculté.

La huitième raison alleguée par Loëmelius contre la Censure , est que les Docteurs ont condamné des Auteurs sans les entendre , sur la dénonciation de leurs Adversaires , & de leurs ennemis , qui leur ont envoié des Propositions tirées des Livres écrits en Anglois , & qu'ils avoient eux-mêmes traduites.

Aurelius répond , que la fidelité des Traducteurs est à couvert , puisque l'Adversaire convient de toutes les Propositions , & qu'il ne reprend que deux ou trois mots dans une ou deux Propositions ; Que la Faculté n'a point reçu ces Propositions directement d'Angleterre , mais des Evêques de France qui les lui ont envoiées , & qui en avoient fait examiner la traduction ; Que

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 501

les Papes ont condamné des erreurs & des Ecrits des Grecs , quoiqu'ils n'en sçussent pas la langue. S'il n'y avoit que des Anglois qui pussent juger des Livres écrits en Anglois , il n'y auroit aucun Tribunal où l'on en pût porter un jugement , pas même celui du Pape ; Que l'on ne s'étoit pas contenté d'examiner les Propositions séparées , mais que la Faculté avoit chargé ses Deputez d'examiner les Livres entiers , & qu'ils n'avoient pas legerement ajouté foi , comme Loëmelius le veut faire croire , au témoignage de deux ou trois Anglois.

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & le Reguliers

Hallier répond à peu près de même , mais en beaucoup moins de paroles aux raisons generales alleguées contre la Censure ; Qu'il est vrai que les Facultez de Theologie ne doivent pas condamner des Propositions reçues , & que l'on juge problématiques dans l'Eglise , mais qu'elles peuvent censurer de nouveaux Dogmes , & quelques opinions particulieres de quelques Theologiens , qui sont contraires à l'Ecriture & à la Tradition ; Que s'il ne leur étoit pas permis de censurer des Propositions qui sont soutenues par quelque Theologien , elles ne pourroient presque jamais faire de Censures , puisqu'elles ne se font ordinairement qu'à l'occasion des erreurs avancées par des Theologiens ; Que la qualité de Regulier n'est pas suffisante pour mettre des Theologiens à couvert des Censures , puisque l'on sçait que depuis que les Moines ont été reçus dans le Clergé , il n'y a presque point eu d'heresie dans l'Eglise dont les Moines n'aient été auteurs ou fauteurs. Témoins Diodore de Tarse , Nestorius , Eutiche , Rufin , les Moines

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

de Nitrie, & entr'autres les Freres Longs, Jo-
vinien, Pelage, Cassien, Fauste de Riez, Pyr-
thus, & plusieurs autres Chefs des Nestoriens,
Eutychiens, Origenistes, Pelagiens, Semi-pela-
giens, Monothelites ; Que ce fut un Moine chas-
sé de Constantinople qui pervertit Mahomet,
& le poussa à établir sa nouvelle Secte ; & que
Luther, chef des nouvelles heresies, avoit com-
mencé à les enseigner portant encore l'habit de
Moine ; Que la difference de la Nation n'a pas
pû non plus empêcher que la Faculté ne jugeât
des Propositions publiées en Angleterre, puis-
que la Religion & la Foi sont les mêmes par
tout, Hallier repousse ensuite en general les
autres reproches que Loëmelius fait contre la
Censure de la Faculté, & s'appuie particuliere-
ment sur le consentement unanime de tous les
Docteurs, non seulement sur la condamnation
des Propositions en general, mais aussi sur les
qualifications des Propositions, à l'exception d'u-
ne ou deux.

Pour venir maintenant au détail des Proposi-
tions censurées, nous rapporterons premiere-
ment les Propositions & leurs qualifications, 2°.
Ce que l'Auteur de l'Eponge objecte contre la
Censure, & ensuite ce que Petrus Aurelius &
Hallier repliquent à l'Auteur de l'Eponge. Le
premier titre, comme nous avons dit, des Pro-
positions censurées, contient celles qui regar-
dent l'Eglise. La premiere Proposition est, *Qu'il
est faux, & d'une dangereuse consequence, de
dire qu'une Eglise particuliere ne peut pas être
sans Evêque.* Cette Proposition, entendue d'une
Eglise particuliere parfaite, est censurée comme

tres-fausse , dangereuse dans la consequence , téméraire , scandaleuse , destructive de l'Ordre Hierarchique , nuisible au peuple Chrétien , & destructive du fondement de la Tradition Apostolique , & de la succession Ecclesiastique. La seconde Proposition est , *Que si une Eglise particulière ne peut pas être sans un Evêque particulier , l'Eglise Universelle ne pourra pas être sans un Evêque universel.* Et l'Auteur s'expliquant ensuite , dit , Que quand on définit l'Eglise , une multitude de Chrétiens gouvernez par un Evêque ; cela doit s'entendre de l'Appétitude , & non pas de l'Acte ; & qu'il suffit qu'elle soit disposée à recevoir un Evêque quand il lui est envoyé légitimement. Cette Proposition est condamnée comme captieuse , & induisante à l'herésie , en tant qu'elle omet l'obligation qu'a l'Eglise Universelle de se pourvoir au plutôt d'un Chef. Ces deux Propositions sont jointes ensemble dans l'Eponge & dans les réponses. L'Auteur de l'Eponge s'appuie particulièrement pour les défendre , sur l'autorité de Gerson , qui dit dans un de ses articles contre Pierre de la Lune , Que quoique l'union , au premier Chef de l'Eglise qui est Jésus-Christ , soit essentielle , l'union au second Chef n'est qu'accidentelle , en tant que chaque Catholique est obligé d'être disposé d'obéir à un seul Souverain Pontife , quand il sera constant qu'il est légitimement élu. Les Censeurs auroient beaucoup mieux fait , dit-il , de condamner les Propositions contraires du Docteur Kellison , qui soutient , contre l'avis de Gerson , que la perfection de l'Eglise dépend essentiellement de la personne

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & le Réguliers

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

de l'Evêque, Que l'obligation de se pourvoir d'un Chef ne peut regarder que le Clergé, & nullement le peuple, auquel il suffit d'être dans la disposition de recevoir celui qui sera élu.

Aurelius avouë que l'Eglise particuliere peut être sans la personne d'un Evêque ; & l'Eglise Universelle sans la personne du Pape ; mais il prétend que l'Auteur des Propositions censurées, ne parle pas seulement des personnes, mais de l'autorité Episcopale & Pontificale. Pour répondre à Gerson, il dit que cet Auteur requiert, outre la disposition de recevoir le Pape élu, que l'on ne mette aucun empêchement, ni par action, ni par omission, à l'élection d'un Souverain Pontife ; & il ne dit point que l'Eglise soit parfaitement Une dans le temps qu'elle n'a point de Chef visible ; Que les Propositions de Kellison étant entendues, non de la personne, mais de la dignité & de l'autorité Episcopale, sont tres-veritables ; Que l'Auteur de la Proposition censurée, a dû renfermer dans le nom d'Eglise, le Clergé, aussi-bien que les Laïques ; & que jamais on ne peut dire, sans heresie, que les Laïques seuls composent l'Eglise, pourvû qu'ils soient dans la disposition de recevoir des Pasteurs ; & que d'ailleurs les Laïques ont eu autrefois, & peuvent avoir part à l'élection de leurs Evêques. Enfin Gerson enseigne formellement que l'Etat Monarchique & l'union à un seul Chef visible le Vicaire de Jesus-Christ, & est d'institution divine, essentielle à l'Eglise, quoique l'union à une telle personne ne soit qu'accidentelle : cela est bien different des Propositions censurées.

Hallier prouve fort au long , que la seule aptitude de l'Eglise , & la disposition à recevoir un Chef , ne suffit pas pour faire une Eglise parfaite ; 1. Parce qu'une Eglise où il n'y a point d'Evêque, manque de la parfaite Hierarchie , qui consiste , selon le Concile de Trente , dans les Evêques , les Prêtres , & les Ministres. 2. Parce qu'elle manque necessairement de la plus parfaite des fonctions Ecclesiastiques. 3. Parce qu'elle n'a point de droit de faire des Loix. 4. Parce qu'elle n'a pas tous les Sacremens , puisque les simples Prêtres ne peuvent ni Ordonner , ni administrer le Sacrement de Confirmation , ni consacrer le saint Chrême. 5. Parce qu'elle ne peut pas se conserver , puisqu'elle n'a point l'autorité de se donner des Ministres. Qu'une simple Paroisse composée de Clercs & de Laïques , ne composera pas une Eglise parfaite par la seule disposition où ils seroient de recevoir un Evêque , mais qu'il faut que la forme , le gouvernement , la chaire , & l'autorité Episcopale s'y trouvent , & y soient conservées , quoique l'Evêque soit mort , & que les Fideles soient dans l'obligation de mettre un Evêque en la place de celui qui est decedé , & qu'ils fassent tous leurs efforts pour procurer son election. C'est en ce sens que la Faculté a prononcé qu'il ne pouvoit point y avoir d'Eglises particulieres parfaites , sans un Evêque , ni d'Eglise Universelle sans le Souverain Pontife , & qu'elle a condamné les Propositions contraires ; Que l'on ne peut pas dire que l'Auteur de ces Propositions les ait entendues autrement , puisqu'il ne demande dans les Fideles qu'une simple aptitude , & disposition à recevoir un Evêque ; Qu'il ne

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Reguliers.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Réguliers.*

croit pas les Catholiques d'Angleterre obliger d'en avoir ; Qu'il soutient que les Catholiques Anglois n'ont point besoin d'Evêque , & les dissuadent d'en demander un au Saint Siege. Voulant qu'ils soient gouvernez comme ils l'avoient été , par de simples Prêtres. Hallier cite ensuite quantité de passages des Peres & des Conciles , pour prouver la nécessité des Evêques, & du gouvernement Episcopal. Il ajoute qu'il ne suffit pas , afin qu'une Eglise soit parfaite , qu'elle demeure unie au Souverain Pontife , en quittant le gouvernement Episcopal ; & avant que de le prouver , il remarque que le Pontife Romain a été établi par Jesus-Christ Chef de toute l'Eglise ; Qu'il est de Tradition Apostolique , Patriarche de tout l'Occident ; & par les Loix Ecclesiastiques , Primat d'Italie , & Evêque du Diocèse de Rome , qui peut être plus ou moins étendu ; Que le Pape peut en deux manieres se réserver le soin d'une Eglise , premierement , en l'unissant à la Chaire Episcopale ; secondement , en la regissant d'un gouvernement distinct & séparé , comme fit Leon IX. qui retint l'Evêché de Toul étant élu Pape. L'Eglise qui est unie de la premiere maniere au Saint Siege , n'est pas une Eglise entiere & parfaite , puisqu'elle ne doit être considérée que comme une partie du Diocèse de l'Eglise Romaine. Dans le second cas elle retient son gouvernement Episcopal , & est soumise au Pape , non seulement comme au Souverain Pontife , mais aussi comme à son propre Evêque. Quand le Siege Episcopal est vacant , le Pape n'en devient pas , à proprement parler , l'Evêque ; c'est le Chapitre qui a le gouvernement

& la juridiction Episcopale ; les Ordres & les Monasteres Religieux qui sont soustraits à la juridiction de l'Evêque , ne sont point censez être des Eglises parfaites , mais sont des membres des Eglises où ils sont situez , quoiqu'ils aient des privileges & des exemptions ; & ils sont soumis à l'Evêque dans tout ce qui regarde l'ordre Episcopal. Ils ne peuvent être ordonnez, ni Confirmez que par leur Evêque , & sont obligez de recevoir de lui Chrême & les huiles sacrées. Ils doivent , selon le Concile de Trente , publier dans leurs Eglises les Censures publiées par les Ordinaires , observer les fêtes que l'Evêque ordonne , assister aux Processions , & suivre la discipline publique du Diocese. Ils ne peuvent bâtir d'Eglises ni de Monasteres , sans le consentement de l'Evêque. S'ils pechent avec scandale , & que leur Superieur ne les corrige pas , l'Evêque les peut punir ; enfin si des Religieux exempts , renonçoient à leurs privileges , ils seroient soumis à l'Evêque du lieu où sont situez leurs Monasteres ; ce qui fait voir qu'ils ne sont pas separez de cette Eglise , mais seulement exempts d'une partie de la juridiction. Hallier rapporte encore plusieurs autres exemples du pouvoir des Ordinaires sur les exempts autorisez par les Canonistes. Il fait voir ensuite la difference qu'il y a entre le sentiment de Gerson , & celui de l'Auteur des Propositions censurées. Ce dernier suppose , que comme une Eglise particuliere peut être non seulement sans Evêque , mais aussi sans gouvernement Episcopal , & sans obligation d'en avoir : l'Eglise Universelle peut être de même , non seulement sans avoir un Chef

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Reguliers.

**Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Réguliers.**

actuel , mais aussi sans gouvernement Pontifical , & sans obligation de se pourvoir au plutôt d'un Chef ; au lieu que Gerson soutient que l'Eglise est Monarchique ; Que cet Etat ne cesse point à la mort d'un Pape ; Que les Chrétiens sont obligez , sous peine de schisme , de procurer qu'on en mette un au plutôt en sa place ; & que l'Eglise demeureroit imparfaite si elle manquoit de Chef jusqu'à la consommation des siècles.

La troisième Proposition touchant l'Eglise , tirée du Livre de Daniel of Jesu , est conçue en ces termes : *Abandonner l'Episcopat propre & immédiat que le Pape a sur nous , pour faire une Eglise particulière sous le gouvernement de l'Evêque de Chalcedoine , comme le Docteur le voudroit , ce seroit laisser la réalité , & prendre une ombre.* Cette Proposition en tant qu'elle fait entendre que les Eglises qui reconnoissent des Evêques particuliers , quittent le Souverain Pontife , & assure qu'elles abandonnent la réalité pour embrasser une ombre , est censurée comme fautive , téméraire , scandaleuse , & injurieuse à la dignité Episcopale.

Loëmelius répond , Que les Censeurs n'ont pas bien pris le sens de l'Auteur , qui ne parle point des Eglises qui ont de vrais & de propres Evêques ; mais de l'Evêque de Chalcedoine qu'il prétend n'être point le propre Evêque d'Angleterre , mais tout au plus un Vicaire general du Pape , délégué vers le peuple Catholique d'Angleterre ; que l'Auteur soutient seulement que l'Eglise d'Angleterre est Eglise parfaite , en tant qu'elle est unie au Souverain Pontife , qui est son propre Evêque ; & qu'elle ne peut pas être unie

à l'Evêque de Chalcedoine comme à son propre Evêque , mais seulement comme au Vicaire de son Evêque.

Aurelius réplique , Que cette explication est un détour ; Que Daniel of Jesu parle de l'Evêque de Chalcedoine , dans le sens du Docteur Kellison , c'est-à-dire , comme d'un Evêque envoyé par le Pape , pour être le vrai & le propre Evêque d'Angleterre.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

Hallier remarque que de quelque maniere que l'on prenne la Proposition , elle est toujours mauvaise. Que quand l'Auteur auroit comparé le gouvernement d'une Eglise sous l'autorité du Pape par un Evêque , avec le gouvernement de cette Eglise sous la même autorité par des Prêtres ; ce seroit toujours une impiété d'appeler le premier une ombre , & le second une réalité ; puisque le gouvernement d'un Evêque est toujours plus excellent , & plus noble que celui des propres Prêtres ; & que d'ailleurs la Proposition est generale ; & qu'elle insinuë que l'Eglise des Catholiques Anglois sera plus parfaite tant qu'elle n'aura point d'Evêque , que si elle en avoit un. Il ajoute que l'Auteur de l'Eponge , en voulant justifier cette Proposition , a avancé la même erreur , en donnant le nom d'Ombre à la qualité de l'Evêque de Chalcedoine , qui a non seulement le droit de Confirmer , mais à qui le Pape a aussi accordé tous les pouvoirs dont les Ordinaires jouissent dans leurs Villes.

Le Titre second est du Sacrement de Confirmation. La premiere Proposition extraite du Livre de Daniel of Jesu , est *Que les Catholiques qui ont*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

510 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

reçu l'onction du saint Chrême dans le Sacrement du Baptême, sont de parfaits Chrétiens, suivant le sentiment des Peres, quoiqu'ils n'aient pas été Confirmés par l'Evêque. D'où il infere dans la seconde Proposition, Que les Anglois Catholiques qui ont été baptisez par des Catholiques, ou qui ont reçu les ceremonies de l'Eglise, ont été faits, & sont en toutes manieres, parfaits Chrétiens, quoiqu'ils n'aient pas été Confirmés par les Evêques. Ces deux Propositions sont censurées comme fausses, téméraires, contraires au sentiment commun des Peres, tendantes à inspirer du mépris pour le Sacrement de Confirmation, & induisantes à l'erreur.

L'Auteur de l'Eponge dit que la dernière Proposition a été mal traduite de l'Anglois, où il n'est pas dit qu'ils sont Chrétiens en toutes manieres, mais de toutes parties; en sorte neantmoins que cela n'exclut pas une plus grande perfection dans chaque partie. Il ajoute, pour défendre cette Proposition, deux raisons tirées des Peres. La première, que, selon eux, être appelé parfait Chrétien, est l'effet de la Confirmation; & que Raban, Yves de Chartres, & Gerson, appellent parfaits Chrétiens ceux qui ont reçu l'onction verticale dans le Baptême. La seconde, que ceux qui ont reçu l'onction intérieure & extérieure, peuvent être appelés parfaits Chrétiens; & que les baptisez ont reçu l'un & l'autre, puisqu'on leur donne l'onction extérieure, & que la plénitude de la grace leur est donnée par le Baptême; ce qui fait qu'on peut dire que tous ceux qui ont reçu le Baptême avec l'onction, sont de parfaits Chrétiens,

ou, comme dit saint Augustin, que tous ceux qui ont reçu l'onction du Chrême, peuvent être appelez *Christs*.

Aurelius répond, Qu'il n'y a pas d'apparence que Loëmelius qui est Flamand, entende mieux le sens des mots Anglois, que les Anglois mêmes ; Qu'il n'y a pas de difference entre *perfectum omnimodo*, & *perfectum undiquaque aut ex omni parte*, & que l'un & l'autre veut dire parfait en tout genre de perfections. Il expose ensuite le sentiment de l'Auteur de l'Eponge, qui consiste à dire, que ceux que l'on baptise reçoivent pleinement par le Baptême l'onction interieure ; & qu'il ne leur manque pour être de parfaits Chrétiens, que de recevoir l'onction exterieure, soit dans la ceremonie du Baptême, soit dans le Sacrement de Confirmation. D'où il s'ensuit que la perfection du Chrétien ne consiste que dans cette perfection exterieure ; Qu'il reconnoît neantmoins que la Confirmation a aussi un effet interieur, qui est suppléé par celui de l'onction dans le Baptême ; mais qu'il ne croit pas que ce soit par cette grace interieure que l'homme soit fait parfait Chrétien. Il fait voir que les raisonnemens de l'Auteur de l'Eponge, ne prouvant point ce qu'il prétend, qu'il n'est pas vrai que ceux qu'on appelle à bon droit Chrétiens, soient parfaits Chrétiens ; Qu'il est ridicule de prouver que les Peres ont crû que ceux qui avoient reçu l'onction baptismale, étoient de parfaits Chrétiens, parce que Raban & Gerson se seroient servis de cette même expression ; & que d'ailleurs ces deux Auteurs n'ont pas attribué la qualité de Chrétien

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

à l'onction extérieure qui n'est qu'une cérémonie, mais à la participation intérieure de l'esprit de Jesus-Christ, dont l'onction n'est que la figure ; Que saint Thomas dit seulement que la plénitude de la grace suffisante au salut, est donnée par le Baptême, mais qu'il ne dit point que par le Baptême les hommes reçoivent la perfection du Christianisme, qui est attachée au Sacrement de Confirmation ; Que l'onction extérieure n'est point ce qui rend parfait Chrétien, mais l'onction intérieure de ce Sacrement, & que c'est aussi de la Confirmation que se doivent entendre les paroles de saint Augustin.

Hallier oppose au sentiment de ces Auteurs une traduction des Peres qui ont dit, que nous sommes faits parfaits Chrétiens par le Sacrement de Confirmation : il la commence par un passage de l'Epître supposée de saint Clement à saint Jacques, qui porte précisément qu'on ne peut être parfait Chrétien, sans avoir reçu par la Confirmation, la grace du Saint-Esprit. Il cite ensuite l'Auteur du Livre de la Hierarchie, qu'il attribue faussement à saint Denis, qui donne à l'onction sacrée la vertu de perfectionner l'ame, en lui unissant le Saint-Esprit ; ce qui se doit entendre du Sacrement de Confirmation, comme l'explique Maxime ; puisqu'alors il n'y avoit point d'autre onction dans le Baptême, à ce qu'il prétend, que la Chrismation. Le troisième témoin cité par Hallier, est saint Clement d'Alexandrie, dans un passage rapporté par Eusebe, livre 3. de son Histoire, chapitre 17. où, parlant d'un jeune homme que l'Apôtre saint Jean avoit remommandé à un Evêque, il dit que cet Evê-

que

que l'avoit baptisé , & qu'ensuite l'aïant confirmé par le Sceau du Seigneur , comme d'un excellent préservatif , il n'avoit plus pris le même soin de sa conduite ; d'où Hallier conclut , que le Sacrement de Confirmation est ce qui rend les Chrétiens parfaits , & les met plus en sûreté de conserver la grace baptismale : mais il suppose que le Sceau du Seigneur dont saint Clement d'Alexandrie parle en ces endroits , est précisément le Sacrement de Confirmation , au lieu qu'il y a bien de l'apparence que c'est le Sacrement de Baptême. Les passages de saint Cyprien qu'il allegue ensuite , sont plus formels ; car ce Pere dit dans l'Epître à Jubaien, *Que ceux que l'on baptise dans l'Eglise sont offerts aux Evêques, & qu'ils reçoivent l'imposition des mains : In Spiritum Sanctum, & qu'ils sont consummez par le Sceau du Seigneur.* Et dans la Lettre à Etienne , *Que les Fideles ne sont pleinement sanctifiez & enfans de Dieu, qu'ils ne soient nez par l'un & l'autre Sacrement.* Je passe les témoignages des fausses Decretales des anciens Papes qu'il allegue , pour ne m'arrêter qu'à ceux qui sont tirez des monumens indubitables. Il cite saint Ambroise , ou plutôt l'Auteur du Livre des Sacremens , qui appelle la Confirmation le Sceau spirituel & necessaire après le Baptême , pour donner la perfection : le Canon du Concile d'Elvire qui ordonne que le baptisé sera mené à l'Evêque pour être perfectionné par l'imposition des mains ; celui du Concile d'Orleans , qui porte *que le baptisé ne sera jamais Chretien parfait, s'il n'a reçu la Chrismation dans la Confirmation Episcopale.* Il conclut de tous ces passages , que les baptisez

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Reguliers

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

qui n'ont point reçu le Sacrement de Confirmation, ne peuvent point être appelez parfaits Chrétiens, selon le sentiment des Peres, quoiqu'ils aient reçu l'onction qui se donne dans le Baptême. Il répond ensuite à Loëmelius à peu près de la même maniere que Petrus Aurelius, en faisant voir que le texte Anglois signifie *parfait en toute maniere* ; Que l'Auteur de la traduction Latine de l'Apologie l'a ainsi lui-même entendu ; Que quoique quelques Peres aient attribué la perfection à l'onction extérieure, ils ne lui ont pas attribué à elle seule la perfection entière du Chrétien ; & que ceux qui parlent ainsi, parlent de l'onction du S. Chrême, ou du Sacrement de Confirmation qui suivoit le Baptême, & qu'ils n'attribuent pas tant cet effet à l'onction extérieure, qu'à la grace intérieure. C'est en ce sens que saint Cyrille dit que le corps reçoit l'onction visible, & qu'en même temps l'ame est sanctifiée du saint & vivifiant Esprit : & saint Cyprien dit qu'ils reçoivent le chrême, c'est-à-dire, l'onction, afin qu'ils puissent être appelez les *oints de Dieu*, & avoir en eux la grace de Jesus-Christ. Les Auteurs, comme Raban, Yves de Chartres, & Gerson, qui ont dit que les baptisez étoient appelez proprement *Chrétiens*, ne l'ont pas entendu dans le sens des Peres, qui ont dit que le Sacrement de Confirmation nous rendoit parfaits Chrétiens. Hallier remarque encore qu'il faut bien distinguer entre être parfaitement Chrétien, & être parfait Chrétien, ce que Loëmelius avoit confondu ; comme il faut distinguer entre être parfaitement homme, & homme parfait. Les baptisez sont parfaitement Chrétiens, mais ils ne sont pas parfaits Chrétiens

s'ils n'ont reçu le Sacrement de Confirmation. *Contestations entre*

La troisième Proposition censurée est, *Que la Chrismation que le Prêtre donne dans le Baptême, a été instituée par l'Eglise pour suppléer non seulement la signification de la Chrismation Episcopale, mais encore son effet; sçavoir, pour conserver & confirmer les hommes dans la grace du Baptême, comme l'enseigne saint Thomas. Et peu après: Cette cérémonie rend l'homme fort pour résister au péché, pour faire profession de la Foi dans la persécution: & tient lieu de la Confirmation à cet égard. Et peu après: Ces notions de force & de courage sont données ex opere operato, par la Chrismation baptismale, comme plusieurs Theologiens l'enseignent; au moins par les prières de l'Eglise, & l'application de la cérémonie à cette fin. Doctrine d'une grande consolation pour les Catholiques qui ne peuvent pas recevoir commodément la Confirmation; & qui montre que depuis l'institution de la Chrismation qui se fait par les Prêtres dans le Baptême, la Chrismation qui se fait par les mains de l'Evêque, n'est plus si nécessaire qu'elle étoit auparavant. La Censure portée que cette Proposition entière est fautive & téméraire, qu'elle impose à saint Thomas, & qu'elle sent l'hérésie.*

L'Auteur de l'Eponge soutient au contraire, qu'elle ne contient rien que de Catholique, & qui ne soit enseigné par les Docteurs en Theologie, & par les saints Peres, d'un consentement unanime: ce qu'il entreprend de montrer en détail. Car elle contient, dit-il, sept assertions. La première, Que la Chrismation Presbyterale qui est donnée dans le Baptême, supplée l'ef-

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

fet de l'Episcopale, quant à la signification du nom de Chrétien, ou d'Oint; en sorte que celui qui a reçu la Chrismation du Prêtre, peut & doit être appelé Chrétien, comme celui qui a été confirmé par l'Evêque. C'est ce que nous venons d'entendre assurer à Gerson. La seconde, Que la Chrismation du Baptême produit l'effet de la Confirmation, qui est la conservation de la grace baptismale, est de saint Thomas, qui dit en termes formels : *Qu'entre les ceremonies qui se font après le Baptême, il y en a qui ne signifient pas seulement, mais qui ont aussi leur effet, comme l'onction du Chrême sur le sommet de la tête qui opere la conservation de la grace baptismale.* La troisième, Que cette ceremonie jointe au Baptême, rend l'homme fort pour résister au péché, & pour professer la Foi dans les persecutions. Loëmelius l'autorise par un passage de Bellarmin, qui dit que nous recevons la force dans le Baptême, & l'augmentation de cette force dans la Confirmation; par le témoignage de Raban, qui assure que le Saint-Esprit, par l'onction du Baptême, donne la vigueur de la grace celeste, & que le baptisé est oint par le Prêtre pour conserver son Baptême & la Foi; ce que Gerson exprime, en disant que l'ame est rendue par l'onction, exempte de pourriture. La quatrième, Que ces mouvemens de force & de vigueur sont produits par le Chrême, *ex opere operato*, est appuïée par Loëmelius sur l'autorité de Caietan, qui dit que l'onction sur le front opere un secours actuel de grace, qui sert à conserver la grace baptismale, & sur celle de la Decretale d'Innocent III. qui porte que l'onction du Chrême sur le sommet de la tête, signifie la gra-

ce par laquelle on est préparé de rendre raison de sa foi à quiconque la demande. La cinquième, Que la cérémonie de la Chrismation dans le Baptême, a été instituée pour suppléer au défaut de la Confirmation. Proposition que Loëmelius prétend être soutenue non seulement par Bellarmin, mais aussi par Raban, par Hugues de S. Victor, par Amalarius, par Rupert de Tui, & par plusieurs autres. La sixième, Que la Confirmation Episcopale, depuis l'Institution de la Chrismation Presbyterale dans le Baptême, n'est plus si nécessaire qu'elle étoit auparavant, est appuyée par Loëmelius sur le premier Canon du Concile d'Orange, rapporté dans le chapitre *Nullus de Consecrat.* Dist. 4. qui porte qu'il suffit d'avoir reçu la Chrismation dans le Baptême. La septième & dernière, Que la doctrine de l'efficacité de cette cérémonie est d'une grande consolation pour les Catholiques, & principalement pour ceux qui ne peuvent pas recevoir le Sacrement de Confirmation. Loëmelius la suppose si claire, qu'elle n'a pas besoin de preuve.

Aurelius répond, que l'Auteur de l'Eponge qui se vante que tous les Theologiens & tous les Peres sont de son sentiment, n'en a aucun qui lui soit favorable ; Que Gerson, qui est le seul qu'il allegue sur la premiere assertion, n'a point dit que ceux qui avoient reçu la Chrismation dans le Baptême, fussent de parfaits Chrétiens en vertu de cette onction ; Que saint Thomas dit bien qu'elle opere la conservation de la grace baptismale, mais qu'il ne dit point qu'elle supplée l'effet du Sacrement de Confirmation ; Que si l'effet consistoit seulement à contribuer à

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

la conservation de la grace du Baptême, il faudroit que toutes les ceremonies Sacramentelles eussent le même effet que ce Sacrement, puisqu'elles contribuent toutes à la conservation & à la confirmation de la grace qu'ont reçue les Fideles, & qu'elles sont instituées pour cet effet; Que l'eau benite entr'autres y est destinée par la consecration de l'Eglise; mais que c'est renverser les premiers principes de la Religion, que de confondre les effets de ces ceremonies avec ceux des Sacremens; Que les operations des ceremonies Sacramentelles ne sont que des mouvemens de pieté actuels, & passagers, que ceux qui s'en servent obtiennent par la vertu des prieres de l'Eglise; ce qui ne peut suppléer aux effets des Sacremens, qui sont stables & permanens, ni à celui de la Confirmation par lequel l'homme est fortifié solidement, & à perpétuité, pour soutenir les attaques des tentations, & des persecutions. Il ajoute que si l'onction verticale avoit été instituée pour suppléer la Chrismation Episcopale, on ne la feroit pas quand le Baptême se donne avec la Confirmation, & que cependant le Pape Innocent I. ordonne aux Prêtres de la faire, soit qu'ils baptisent en l'absence ou en la presence de l'Evêque. Il reprend l'Auteur de l'Eponge de ce qu'il cite mal à propos Bellarmin, en appliquant à la ceremonie de l'onction, ce que cet Auteur dit du Sacrement même du Baptême. Il fait voir que la vigueur & la conservation de la grace baptismale dont parle Raban, est differente de l'effet du Sacrement de Confirmation, & que Gerson ne dit point que l'ame est renduë par l'onction

exempte de pourriture , mais seulement que l'onction verticale fait connoître que l'ame en doit être exempte. Il rejette l'avis de quelques Scholastiques modernes qui ont tenu que les ceremonies Sacramentelles produisoient leurs effets *ex opere operato* , comme une opinion nouvelle qui n'est fondée sur aucune raison Theologique , ni sur aucune autorité. Il soutient que Caietan ne l'a point enseignée ; & remarque qu'il n'en est point parlé dans le passage cité par l'Auteur de l'Eponge , ni dans la Decretale d'Innocent III, qui d'ailleurs ne parle pas de l'onction visible , mais de l'invisible , & des onctions des Sacremens de l'Ordre & de l'Extrême-Onction , & non de celle qui est une ceremonie du Baptême. Outre que ce Pape dit la même chose de l'onction pectorale , que Loëmelius n'oseroit dire avoir été instituée pour suppléer les ceremonies du Baptême. Il soutient que ni Bellarmin , ni Raban , ni Hugues de Saint Victor , ni Amalarius , n'ont enseigné que l'onction verticale suppléât l'effet de la Confirmation , quoiqu'il avouë que Rupert , Bellarmin , & Hugues de Saint Victor , aient dit par conjecture qu'elle avoit été instituée , afin qu'en l'absence de l'Evêque les baptisez reçussent l'onction. Sur le Canon du Concile d'Orange , il remarque que les éditions sont différentes ; que les unes portent que la réiteration de la Chrismation est nécessaire , & les autres qu'elle n'est pas nécessaire ; & il s'étonne que le Pere Sirmond ait plutôt suivi la dernière Leçon qui se trouve dans l'édition de Cologne , que l'avis du Pere Fronton du Duc , qui a approuvé l'autre Leçon : c'est ce qui

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Réguliers.

a donné occasion à la dispute qu'Aurelius eut depuis avec le Pere Sirmond.

Hallier, pour justifier contre l'Eponge la Censure de la Proposition, prouve, 1. que la signification ni l'effet de la Confirmation ne peut être suppléé par une onction ceremonielle. Il avouë que cette onction a son effet, mais bien different de celui de la Confirmation, qui confere une grace habituelle, par laquelle la grace du Baptême est perfectionnée & consommée, & des secours actuels qui sont infailliblement attachés à ce Sacrement, ce que ne fait pas l'onction ceremonielle, qui par elle-même ne donne pas la force de faire profession de la Foi, & ne produit pas *ex opere operato*, aucun secours actuel, ni aucun mouvement de force. Il prouve tous ces points par des passages des Conciles des Papes & des Peres, & répond aux passages alleguez par l'Auteur de l'Eponge, à peu près de même qu'Aurelius : il est aussi de même avis que lui sur la Leçon du Canon du Concile d'Orange.

La quatrième Proposition est conçue en ces termes : *Les Souverains Pontifes pouvoient craindre que la confiance en ce Sacrement, causant du relâchement dans l'usage des autres, ne nuisît aux Catholiques d'Angleterre.* Cette Proposition est censurée comme injurieuse aux Souverains Pontifes, & offensive des oreilles pieuses.

L'Auteur de l'Eponge tâche d'excuser cette Proposition par la disposition où il prétend que sont les Catholiques, tant Laïques que Prêtres d'Angleterre. De la part des Prêtres qui vouloient un Evêque, en ce qu'ils élevoient par

trop le Sacrement de Confirmation ; & de la part des Laïques , en ce qu'étant persuadés qu'il y a un Sacrement qui étant une fois reçu , donne la plénitude de la grace ; en sorte qu'on fût assuré de sa persévérance , & de sa constance à l'avenir , ils negligeroient les autres Sacremens qu'ils ne pouvoient recevoir sans se mettre en danger de leur vie.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Réguliers.*

Aurelius répond , que c'est une calomnie que d'accuser les Prêtres & les Catholiques d'Angleterre , de croire que le Sacrement de Confirmation est nécessaire , & que ceux qui le reçoivent sont assurés de leur persévérance & de leur constance ; Que c'est une autre calomnie de les accuser de négliger , sous ce prétexte , les autres Sacremens ; & que quand il y auroit eu à craindre qu'ils n'abusassent de la confiance qu'ils avoient en ce Sacrement , c'étoit une impiété de vouloir le leur ôter , à cause de l'abus qu'ils en pourroient faire ; Que l'on renverseroit toute la Religion si l'on ôtoit les choses dont on peut abuser ; & qu'il faudroit abolir tous les Sacremens , puisqu'il n'y en a point dont les méchans n'abusent.

Hallier soutient que les paroles de Kellison , citées par l'Auteur de l'Eponge , pour montrer qu'il y avoit des Catholiques en Angleterre qui croioient que par le Sacrement de Confirmation , les Chrétiens sont assurés pour toujours de leur persévérance , sont falsifiées , & que ce Docteur ne parle point de la persévérance actuelle , qui dépend du consentement de la volonté , mais de la grace donnée pour confesser la Foi , qui est infailliblement conférée par le Sacrement de

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

Confirmation, suivant la loi ordinaire.

La cinquième Proposition est, *Que la confiance en vertu du Sacrement de Confirmation, peut mettre l'ame en danger.* Cette Proposition énoncée ainsi absolument, est déclarée fautive, offensive des oreilles, blasphématoire, injurieuse au Sacrement & à la Providence de Jesus-Christ.

Loëmelius répond, que l'Auteur n'a point avancé cette Proposition absolument, mais comme une conséquence qu'il a tirée de l'Histoire rapportée par Eusebe, Qu'un Evêque aiant cessé, après avoir donné la Confirmation à un jeune homme, d'avoir pour lui les mêmes soins qu'il en avoit auparavant, ce jeune homme étoit tombé dans de tres-grands desordres.

Aurelius avouë que la Proposition censurée est une conséquence que Daniel of Jesu tire de cet exemple ; mais il soutient que c'est une fautive conséquence ; Qu'il n'est point dit que ce jeune homme fut tombé dans ces desordres pour avoir eu trop de confiance au Sacrement de Confirmation, ni que l'Evêque eut cessé d'en avoir soin, parce qu'il le lui avoit conféré : ce qu'il faudroit supposer, afin que la conséquence fût juste ; Que l'Auteur de l'Eponge a si bien reconnu l'impieté de cette Proposition, qu'il a été obligé pour l'excuser, d'y ajouter le mot de *nimia*, qu'une trop grande confiance, &c. ce qui en change entierement le sens.

Hallier, pour détruire les fausses inductions des Auteurs de la Proposition & de l'Eponge, prouve que le Sacrement de Confirmation par sa nature, & ordinairement, ne donne point trop de confiance, & ne porte point à negli-

ger les bonnes œuvres, & les autres Sacre-
mens.

La sixième Proposition porte, *Que quand le Docteur Kellison dit que la Confirmation est le moïen ordinaire, institué pour donner la force de confesser la Foi devant les persecuteurs, il dit vrai, s'il entend que c'est le seul moïen ordinaire, &c. mais s'il entend que ce soit le seul & unique moïen ordinaire pour faire des Chrétiens constans & parfaits, sa Proposition n'est pas conforme à la vérité, puisque Jesus-Christ a établi d'autres moïens pour nous rendre fermes & constans.* La Censure porte que cette Proposition, en tant qu'elle semble nier que la Confirmation soit le seul & unique moïen ordinaire institué spécialement par Jesus-Christ, pour rendre les Chrétiens parfaits, & fermes à professer la Foi devant les persecuteurs, elle est fausse, téméraire, diminuant l'efficacité du Sacrement de Confirmation, & erronée.

L'Auteur de l'Eponge répond, que Daniel of Jesu n'a point nié que la Confirmation fut le moïen ordinaire institué par Jesus-Christ, pour avoir la force de confesser la Foi devant les tyrans, mais qu'il a seulement dit, que sans ce moïen institué spécialement pour cet effet, les Catholiques pouvoient par les moïens generaux avoir de la constance & de la fermeté pour soutenir la Foi; que l'on pouvoit même dire qu'il y en avoit d'autres spécialement instituez comme la priere fervente commandée expressement pour cet effet; l'Eucharistie qui, selon saint Cyprien, sert à fortifier les Chrétiens dans le combat, quoique ce Sacrement ne soit pas institué

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.* en qualité de Sacrement pour donner cette ver-
tu comme son propre & principal effet.

Aurelius dit que l'Auteur de l'Eponge ne fait que confirmer par là ce qu'il avoit avancé dans son Apologie ; Que quoique Dieu puisse suppléer par des moïens generaux l'effet du Sacrement de Confirmation , on ne peut pas dire que ces moïens soient les moïens ordinaires pour produire cet effet , & que , selon saint Thomas , comme personne ne peut obtenir l'effet du Baptême sans le vœu du Baptême ; de même personne n'obtient l'effet de la Confirmation sans avoir le vœu de ce Sacrement. Que c'est aussi la doctrine des saints Peres , & que , selon le Systeme de l'Auteur de l'Apologie , Corneille auroit fait un reproche ridicule à Novatien , en lui demandant comment il pouvoit avoir reçu le Saint-Esprit , puisqu'il n'avoit point eu l'imposition des mains de son Evêque ? A l'égard des moïens pour recevoir le Saint-Esprit que l'Auteur de l'Eponge dit être spécialement instituez pour donner de la force , ce sont des moïens generaux qui n'ont pas plus de vertu spéciale pour cet effet , que pour d'autres ; & ces moïens generaux ne suffiroient pas si l'on n'emploie les particuliers quand on le peut.

Hallier va encore plus loin , & prétend que le Sacrement de Confirmation est en quelque maniere necessaire , de necessité de moïen pour recevoir la plenitude du Saint-Esprit , & que c'est l'unique moïen spécial pour la recevoir. La Priere & l'Eucharistie étant des moïens generaux qui n'operent qu'accidentellement cette grace de résister dans les tentations & dans les

persecutions. Il prétend même qu'on peut soutenir que la Confirmation est tellement nécessaire, qu'on ne peut être sauvé sans l'avoir reçue, ou sans en avoir un vœu au moins implicite.

La septième Proposition de ce titre est, *Que tous les Theologiens enseignent que la Confirmation n'est pas de précepte, si ce n'est quand on peut la recevoir commodément, ou comme d'autres disent, tres-commodément sans aucune incommodité, ou du moins avec tres-peu.* Cette Proposition est censurée comme scandaleuse, proposée avec malignité au mépris du Sacrement, pouvant induire à erreur.

L'Auteur de l'Eponge soutient que la Proposition est tres-vraie, & que les Censeurs n'ont osé la nier. Il remarque ensuite que les Theologiens sont partagez en trois opinions. La première est, que la Confirmation n'est commandée ni par la loi Divine, ni par la loi Ecclesiastique : sentiment qu'il dit être celui de la plus grande & de la plus considerable partie des Theologiens, suivi par Bonacina, & par Henriquez. La seconde, de ceux qui disent que ce Sacrement est commandé par la loi Divine ou Ecclesiastique, mais que n'étant pas un Sacrement de nécessité, les Chrétiens ne sont pas obligez de le recevoir, si ce n'est quand ils le peuvent faire commodément ; qui est le sentiment de Bellarmin, de Gamache, même de Kellison, & d'Estius, qui sont tres-rigides sur cette matiere. La troisième qui tient le milieu, est que la Confirmation n'est pas commandée absolument, mais qu'il est commandé de ne la pas mépriser ; & qu'on est censé la mépriser

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & le
Reguliers.*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

526 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

quand on ne la reçoit pas lorsque l'on a toute sorte de commodité de la recevoir. Ce sentiment est celui d'Armacanus , d'Hugo Cavalli , & Gerson ne s'en éloigne pas.

Aurelius ne fait pas grand cas des Theologiens qu'on lui objecte. Il prétend neantmoins qu'aucun n'a été jusqu'à cet excès , que de dire qu'on ne peche point quand on neglige de recevoir la Confirmation lorsqu'on peut le faire tres-commodément. Il soutient que Bellarmin & Gamache , qui tiennent que c'est un précepte de recevoir la Confirmation , n'ajoutent point cette exception , quand on peut la recevoir tres-commodément ; mais seulement , à moins qu'on n'ait une raison de ne la pas recevoir ; & que ceux qui disent qu'on est seulement obligé de ne la pas mépriser , ajoutent que l'on est présumé la mépriser quand on ne la reçoit pas lorsqu'on peut commodément la recevoir. Il dit que Gerson enseigne que ce Sacrement est nécessaire , d'une nécessité conditionnée , quoiqu'elle ne le soit pas d'une nécessité absolue : & il répond aux passages de cet Auteur , alleguez par Loëmelius.

Hallier dit que la Proposition n'est pas condamnée précisément , parce que l'Auteur dit que l'on n'est obligé de recevoir la Confirmation , que quand on le peut faire commodément , mais parce qu'il a dit , qu'on n'y étoit pas obligé quand on ne le pouvoit pas faire sans la moindre incommodité. C'est cette maniere de s'exprimer qui est particulièrement condamnable. Il rapporte ensuite les sentimens des Theologiens sur cette question , & dit qu'ils

conviennent tous , premierement , qu'il n'est permis à personne de mépriser , ou de negliger le Sacrement de Confirmation. Secondement , qu'il n'y a aucun Theologien qui n'avouë que celui-là est censé negliger le Sacrement de Confirmation , qui , trouvant occasion de le recevoir , s'en abstient par la crainte d'une legere incommodité ; & même qu'aucun des Theologiens cité par l'Auteur de l'Éponge , n'a avancé cette Proposition : & qu'enfin ceux qui croient qu'il n'y a point de précepte de recevoir la Confirmation , ne parlent qu'à l'égard des particuliers , & non pas à l'égard de l'Eglise entiere. Pour lui , il établit par la Tradition & la pratique de l'Eglise , qu'il y a un précepte divin de recevoir le Sacrement de Confirmation.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

Le troisième Titre est des Evêques & des Curez. La premiere Proposition est , *Que les Anges peuvent être appelez Pasteurs des Oüailles de Jesus-Christ , puisqu'il est dit d'eux , que Dieu leur a ordonné de nous garder dans toutes nos voies.* La Censure de cette Proposition porte , que l'Auteur détourne témérairement la parole de Dieu , pour montrer que les Anges ont reçu l'autorité des Pasteurs comme les Evêques : doctrine qui est fausse , téméraire , & heretique.

Loëmelius dit que l'Auteur n'a point attribué aux Anges les fonctions Pastorales comme aux Evêques ; mais que pour refuter la raison du Docteur Kellison , qui vouloit prouver que les fonctions des Evêques étoient plus excellentes que celles des Anges , par ces paroles : *Paissez le troupeau de Dieu qui vous a été confié.* Il avoit remarqué que les Anges avoient aussi le soin des

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

hommes ; qu'ils les gardoient , les gouvernoient , & les païssoient ; qu'il n'avoit neantmoins rien voulu déterminer sur cette question , Si le gouvernement des Anges est plus excellent que celui des Pasteurs. Que les Censeurs qui condamnent l'affirmative de fausseté , de témérité , & d'herésie , vont trop loin ; & que saint Ambroise semble insinuer que le gouvernement des Anges est quelque chose de plus excellent que celui des Evêques ; Que l'on pourroit même apporter des passages où les Anges sont appelez des Pasteurs.

Aurelius répond , que Kellison aiant dit que ces paroles , *Païssez le troupeau de Dieu* , s'adressoient aux Evêques , & non pas aux Anges , il s'agit de sçavoir si les Anges sont Pasteurs comme les Evêques , & non pas s'ils ont un soin & une espece de gouvernement sur les hommes ; Que le nom de Pasteur signifie proprement celui qui nourrit les hommes par la parole de Dieu , & par l'administration des Sacremens : fonctions qui ne conviennent point aux Anges , qui n'ont jamais été appelez du nom de Pasteurs , ni d'aucun autre qui signifie la même chose en ce sens , si ce n'est improprement comme les Rois sont appelez Pasteurs des Peuples ; Qu'il ne s'agit point de l'excellence du ministère des Anges , mais s'ils ont un pouvoir Pastoral dans l'Eglise , semblable , ou supérieur à celui des Evêques ; Que saint Ambroise ne fait aucune comparaison entre le ministère des Anges , & le gouvernement des Pasteurs ; mais qu'il dit seulement que Dieu a ordonné des Evêques , & destiné des Anges pour défendre le troupeau de
Jesus-Christ

Jesus-Christ ; Que s'il s'agit des fonctions du ministère des uns & des autres, la puissance de remettre les pechez, de donner la grace, de donner des enfans à Dieu, est plus noble que toutes les fonctions des Anges ; & que l'exercice du Sacerdoce de Jesus-Christ, qui est commis aux Evêques & aux Prêtres de la nouvelle Loi, est sans doute beaucoup au-dessus de l'office des Anges.

*Contesta-
tions entr
le Clerg
d'Angle-
terre & le
Reguliers*

Hallier prouve deux choses dans sa réponse. La première, que c'est une herésie de dire que les Anges sont des Pasteurs, & exercent les fonctions Pastorales. La seconde, que leurs fonctions, en qualité d'Anges Tutelaires & Gardiens, sont plus excellentes que les fonctions Pastorales.

Les Propositions suivantes roulent toutes sur ce principe : *Que les Evêques ne sont nécessaires que pour ordonner des Prêtres.* Elles sont censurées comme fausses, destructives de l'Ordre Hierarchy, erronées, contraires à la parole de Dieu, & même quelques-unes comme herétiques. L'Auteur de l'Eponge se défend, 1. en distinguant la Puissance d'Ordre, de la Puissance de Jurisdiction, & disant que l'Auteur ne parle que de la première, qui n'est nécessaire absolument que pour l'Ordination des Ministres, parce que les autres fonctions Episcopales peuvent être exercées par les Prêtres, ou ne sont pas nécessaires au salut ; & que la Puissance de Jurisdiction peut être suppléée par un grand Vicaire, ou par le Chapitre. 2. Que l'Auteur parle de circonstances particulières, comme d'un temps de persécution, lorsqu'un Evêque ne peut résider

dans un Roïaume que malgré le Prince ; & que son absence ne peut pas être supplée par d'autres voies.

Aurelius lui répond, qu'il abuse de la distinction de la Puissance d'Ordre & de Jurisdiction, qui n'étoit point marquée dans le Livre de l'Apologie ; Que quoique ces deux Puissances puissent être distinguées, elles ne peuvent pas neantmoins être séparées ; Que les Peres en parlent comme d'une même Puissance ; & que dans l'ancienne Eglise on ne consideroit point comme Evêques ceux qui avoient le caractère sans jurisdiction, non plus que ceux qui avoient la jurisdiction sans caractère ; Qu'il est vrai que la Puissance d'Ordre demeure dans un Evêque consacré qui n'a plus de Jurisdiction, mais que ce n'est que par accident, & à cause du caractère ineffaçable : mais que l'Eglise ne reconnoît pas plus cette Puissance que si elle n'étoit pas ; Que l'Evêque élu jouit à la verité de la Jurisdiction, mais qu'il n'est pas pour cela Evêque parfait, & qu'il ne peut pas demeurer en cet état, ni retenir sa Jurisdiction, sans se faire ordonner au plutôt ; Que la Puissance Episcopale, au-dessus de la Puissance des Prêtres, consiste principalement en ce que les Prêtres n'ont point par eux-mêmes de Jurisdiction ; Que quoiqu'il arrive que dans un temps de persecution une Eglise ne puisse pas avoir un Evêque, & que l'indignation du Prince oblige l'Evêque de s'absenter, il n'est pas moins vrai de dire que l'Evêque est nécessaire à son Eglise, non seulement pour l'ordination des Ministres, mais aussi pour le gouvernement ; Que ce cas même n'a pas lieu en

Angleterre où l'Eglise n'est point persecutée à cause de l'Evêque ; Que quoiqu'on puisse commettre quelquefois le gouvernement d'une Eglise à des Prêtres , cela n'empêche pas que le gouvernement Episcopal ne soit essentiel à l'Eglise , & institué de droit divin ; Que c'est aux Evêques qu'appartient proprement & principalement , l'administration des Sacremens , & la prédication de la parole de Dieu ; Que les Prêtres n'en sont que les Ministres inferieurs ; & qu'ainsi l'Ordre Episcopal ne regarde pas seulement la consecration des Ministres , mais le pouvoir sur tous les Sacremens , & que c'est faire injure à l'Episcopat , que de dire que son pouvoir peut être à cet égard suppléé par de simples Prêtres.

Hallier , après avoir montré que ces Propositions sont rapportées fidelement , prouve que comme l'Etat de l'Eglise Universelle est Monarchique , l'Etat de chaque Eglise particuliere demande un Recteur particulier , & que l'institution des Evêques est de droit divin ; Qu'ils sont aussi de droit divin superieurs aux Prêtres , tant pour la Puissance de l'Ordre , que pour celle de la Jurisdiction , & necessaires à l'Eglise tant pour l'une que pour l'autre. Il prouve amplement toutes ces Propositions l'une après l'autre , par des passages de l'Ecriture & des Peres , & fait voir ensuite que l'une & l'autre Puissance n'est pas moins necessaire dans le temps de la persecution , que dans d'autres temps ; & même qu'il n'y a point de temps où la presence des Evêques soit plus necessaire que dans le temps de persecution : ce qu'il prouve par de beaux exemples de l'Antiquité , & par la Lettre de saint

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

Augustin à Honorat, où la question est expressement traitée. Il examine les cas dans lesquels il est permis à un Evêque de quitter son troupeau, & fait voir qu'ils n'ont point d'application à l'Etat de l'Eglise d'Angleterre.

La neuvième & dernière Proposition de ce Titre, est une comparaison des Curez avec les Reguliers. L'Auteur avance, *Que quoique l'obligation de justice des Curez soit plus étroite & plus grande à raison du peché, l'obligation de charité, d'obéissance, & de Religion, par laquelle les Religieux s'engagent à secourir les ames, est plus élevée & plus excellente, & d'un plus grand mérite, particulièrement parce qu'ils sont obligez par leur état de travailler à la moisson des ames, avec une attention plus pure & plus dégagée de l'esperance de la récompense temporelle, que les Prêtres seculiers qui ne travaillent point sans récompense.* Voici de quelle maniere cette Proposition est censurée. Cette Proposition en tant qu'elle exclut la charité du lien qui oblige les Curez. est fausse, téméraire, contraire à la parole de Dieu; & en tant qu'elle préfère en mérite le secours que les Religieux apportent aux ames par obéissance & par l'Institut de leur Ordre, au soin que les Curez ont de leur troupeau par obligation de justice, elle est encore fausse, téméraire, & assurée avec présomption: enfin en tant qu'elle exprime que les Religieux sont obligez par une intention plus pure, & que les Seculiers ne travaillent que pour la récompense, elle est fausse, téméraire, scandaleuse, injurieuse, & maligne à l'égard de tout l'Ordre des Curez.

L'Auteur de l'Eponge accuse les Censeurs de

n'avoir pas sçû distinguer entre l'obligation qui vient de la charité, & l'obligation de justice à faire des œuvres de charité. Il avouë que les Curez sont obligez à raison de leur ministère ; & par conséquent par justice à faire des œuvres tres-excellentes de charité, mais il prétend qu'ils n'y sont point obligez, à proprement parler, par la charité seule ; car sans l'obligation de leur devoir ils n'y seroient pas plus obligez que les autres, & les autres ne sont pas obligez d'exercer ces fonctions par charité, de la même manière que les Curez y sont obligez par justice. Il soutient ensuite que, selon saint Thomas, les actions qui se font en conséquence du vœu de Religion, étant plus excellentes & plus méritoires que les autres, & l'Etat Religieux plus parfait que celui des Clercs Seculiers, l'Auteur a eu raison de dire que le travail des Religieux qui se fait par obéissance, & en conséquence de leurs vœux, étoit plus excellent & plus méritoire que celui des Curez. Enfin il dit que l'Auteur n'a point assuré que les Prêtres Seculiers ne travailloient qu'en vûë de la récompense, mais seulement qu'ils ne travailloient pas sans récompense ; & que Suarez a parlé de même que l'Auteur, sur la pureté & sur l'intention des Religieux qui agissent par charité & par obéissance.

Aurelius répond, que la subtilité dont se sert Loëmelius, est tout-à-fait vaine ; Que l'obligation des Curez n'est pas moins de charité que celle des Religieux, quoiqu'elle soit aussi de justice ; Que la loi qui leur commande de l'exercer, est une loi de charité, & qu'elle leur ordonne de l'exercer avec charité ; Que si l'obliga-

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

§34 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
tion de justice empêchoit l'obligation de charité, les Religieux n'y seroient pas eux-mêmes obligez d'une obligation de charité, mais seulement en vertu de leurs vœux & de l'obéissance ; Qu'il ne faut pas regarder l'engagement aux fonctions Curiales comme un contrat humain entre les hommes, par lequel le Curé est obligé au ministère Ecclesiastique, comme un mercenaire au travail, mais comme un pacte avec Dieu, qui est le Souverain Pasteur qui en commet le gouvernement à des hommes, en leur promettant une récompense éternelle ; Que l'obligation de justice & celle de charité, ne sont ni opposées, ni différentes, autrement nous ne serions pas obligez par charité à honorer Dieu, puisque nous y sommes obligez par justice & par Religion ; Que l'obligation de justice des Curez venant d'une charité beaucoup plus excellente que celle des Religieux, & aiant beaucoup plus d'étendue, elle est plus excellente, dans son origine, & dans ses effets ; Que S. Thomas ne préfere point le ministère des Religieux à celui des Curez, mais seulement l'état Religieux au Seculier ; Que dire que les Curez ne travaillent point sans récompense temporelle, est une expression ambiguë, & qui porte en elle-même un mauvais sens ; car elle peut signifier, premierement, qu'ils ne travaillent que pour cette récompense ; secondement, qu'ils ne travaillent jamais sans récompense : ce qui est absolument faux : Que les Religieux Mendians reçoivent aussi-bien que les Curez la retribution de leurs travaux ; & que les Religieux qui se vantent le plus de désintéressement & de pauvreté, amassent de grandes richesses dans l'admini-

stration des choses spirituelles. Enfin Aurelius, après avoir montré que l'autorité de Suarez n'est pas comparable à celle des Docteurs de Sorbonne, refute fortement ses maximes.

Hallier prouve, 1°. Que les Curez ne sont pas seulement obligez par devoir de justice, mais aussi par devoir de charité, de Religion, & d'obéissance, même en tant que Pasteurs, de secourir les ames. 2°. Que leur obligation à le faire est plus grande, plus excellente, & d'un plus grand mérite, que celle des Religieux. Il s'arrête particulièrement sur le mérite, & fait voir par plusieurs raisons, & par plusieurs autorités, l'excellence du mérite des fonctions Pastorales. Enfin il montre que l'intention du Curé ne doit pas être moins pure que celle du Religieux. Il épargne beaucoup plus Suarez, & les personnes contre qui il écrit, que ne le fait Aurelius, & s'étend davantage sur les preuves du dogme.

Le quatrième Titre des Propositions censurées, est de la Hierarchie des Reguliers. La première Proposition condamnée, est conçue en ces termes : *Je croi que c'est un article de foi que les Reguliers sont de la Hierarchie absolument, & non pas seulement en tel ou tel sens.* Les Censeurs déclarent que l'Auteur invente un nouvel article de foi, qui est faux.

L'Auteur de l'Eponge prétend qu'il est aussi certain que les Reguliers sont de la Hierarchie, comme il est certain qu'ils sont de l'Eglise, en prenant le nom de Hierarchie, comme le prend Kellison, pour un Corps qui en comprend tous les membres.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

Aurelius répond, qu'il faut distinguer la Hierarchie d'avec l'Eglise ; Que les Reguliers sont bien de l'Eglise , mais qu'ils ne sont pas de la Hierarchie en qualité de Reguliers ; & se fonde sur la Définition du Concile de Trente , qui ne les comprend point dans l'Ordre Hierarchique.

Hallier aiant fait une longue Dissertation sur la Hierarchie , prouve que les Reguliers , comme Reguliers , ne sont point de la Hierarchie , ou qu'ils n'appartiennent qu'à la Hierarchie passive de ceux qui sont initiez ; Que les anciens Moines n'étoient point mis au rang des Clercs , & que les nouveaux Religieux qui font profession d'enseigner ou de prêcher , ne peuvent point être comptez , en vertu de leur profession , au nombre de ceux qui ont le pouvoir d'exercer les fonctions Hierarchiques. Toute cette dispute roule sur le Livre de la Hierarchie , attribué faussement à S. Denis , & ne consiste presque que dans une question de nom. Hallier avouë enfin que les Religieux, Evêques, Prêtres, ou initiez aux Ordres sacrez, appartiennent à la Hierarchie , en tant qu'ils ont reçu ses Ordres, & qu'ils sont deputez à quelque ministere ; mais il soutient que quand ils ne sont ni Evêques, ni Curez, & qu'ils n'ont aucune dignité Ecclesiastique qui emporte juridiction, ils tiennent un rang bien inferieur aux Pasteurs Ecclesiastiques ; Qu'ils n'appartiennent à la Hierarchie qu'indirectement, subsidiairement, & par privilege ; & qu'ils sont dans un degré inferieur aux autres.

La seconde Proposition est , *Que les Reguliers,*

comme Reguliers, sont Prêtres & Prédicateurs, non pas pour devenir formellement Prêtres par leur Institut, mais parce que leur office & la vocation à l'Ordre de Prêtrise, est jointe naturellement & nécessairement à leur institut. Cette Proposition est censurée comme fausse, téméraire, perturbative de l'Ordre Hierarchique, & erronée.

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Reguliers.

La troisième Proposition qui est jointe avec la précédente, est *Qu'un Religieux qui n'est pas encore Prêtre, n'est pas parvenu à la perfection de sa vocation.* Cette Proposition ainsi absolument énoncée, est censurée comme fausse, téméraire, perturbative de l'Ordre Hierarchique, erronée, injurieuse à plusieurs saints Religieux, & même à quelques Ordres Reguliers.

Loëmelius soutient que l'on impose à l'Auteur de l'Apologie, & prétend que ces Propositions ne sont qu'une conséquence de celle de Kellison, qui avoit assuré que les Religieux n'étoient ordonnez que pour secourir les Evêques, & entendre les confessions : ce qu'il avoit restreint à quelques Religieux.

Aurelius réplique, que c'est une mauvaise conséquence tirée d'un bon principe ; & que c'est une folie de dire, que parce qu'un homme est destiné à quelque état, ou à quelque profession, il est censé être de cet état, ou de cette profession ; Qu'il s'ensuivroit de là que ceux qui se destinent à la Religion, ou à l'Eglise, seroient Ecclesiastiques & Religieux au moment de leur destination ; Que les Seminaristes seroient Prêtres, parce qu'ils se disposent à l'Ordination, &c. & qu'ainsi, quoique les Moines soient destinez

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

au Sacerdoce par leur état Religieux , il ne s'en-
suit pas qu'ils sont Prêtres par leur profession. Il
n'est pas vrai non plus que le Sacerdoce leur
soit dû , ni qu'ils aient droit de le recevoir en
vertu de leurs vœux , comme il est dû à ceux qui
sont élus Evêques , ou Curez ; Que l'on ne peut
pas dire que l'Ordre de Prêtrise soit joint ne-
cessairement à la profession Religieuse , au moins
dans les Ordres qui sont destinez pour entendre
les confessions , sans faire injure à quantité de
Moines qui n'ont point voulu recevoir l'Ordre
de la Prêtrise par humilité , & en particulier
au saint Fondateur de l'Ordre des Freres Mi-
neurs.

Hallier examine dans cet Article depuis quand,
& comment les Reguliers ont été admis dans le
Clergé. Il remarque là-dessus que dans le com-
mencement de l'Eglise , plusieurs , tant Laiques
que Clercs , menaient une vie reguliere , & gar-
doient la pauvreté , la chasteté , & l'obéissance ,
dont quelques-uns faisoient peut-être des vœux ,
mais non avec les solemnitez qui sont à present
en usage ; Que les Clercs qui menaient une vie
reguliere , n'avoient point de Communauté se-
parée des autres , ni d'autre Superieur que l'E-
vêque , & ne portoient point d'autre nom que
celui de Clerc. Il prétend que les Clercs ordi-
nairement , outre la chasteté & l'obéissance , qui
est annexée à leur Ordre , renonçoient à tous leurs
biens , & menaient une vie commune ; qu'ainsi
l'on peut dire que l'Observance reguliere étoit
comme liée à la Clericature ; mais que la Cleri-
cature n'étoit pas de même , necessairement at-
tachée au Monachisme ; & que , selon saint Au-

gustin, quelquefois un bon Moine fait à peine un bon Clerc ; Que ceux d'entre les Moines que l'on élevoit à la Clericature, avoient tous un titre Ecclesiastique, & avoient soin des ames par devoir ; & étoient ainsi directement dans la Hierarchie, & sous la direction de l'Evêque. Les premiers Peres des Moines, comme saint Paul, saint Antoine, saint Julien, saint Hilarion, saint Macaire, n'étoient ni Prêtres, ni Clercs. Saint Athanase est le premier qui fît entrer des Moines dans le Clergé d'Alexandrie, pour opposer des Prêtres d'une fermeté insurmontable aux Ariens. Cet usage passa dans toutes les Eglises d'Orient, principalement depuis que saint Basile & saint Gregoire de Nazianze, recommandables par leur doctrine, & par leur pieté, devinrent Clercs & Evêques, de Moines qu'ils étoient. On vit depuis saint Epiphane, saint Chrysostome, & quantité d'autres Moines élevez à l'Episcopat, & quelques-uns admis dans les Ordres inferieurs du Clergé. Eusebe de Vercel fut le premier, selon saint Ambroise, qui joignit en Occident la vie Monastique à la Clericature. Saint Martin, qui avoit été Moine dans le Monastere de Milan, suivit son exemple quand il fut fait Archevêque de Tours. Saint Augustin établit le Monachisme en Afrique pour les Laïques, & pour les Clercs. Les Laïques demeu- roient dans des Monasteres sous la conduite d'un Abbé ; les Clercs avoient les mêmes Superieurs que les autres Clercs. On tiroit quelquefois des Moines des Monasteres pour les faire Evêques. Le Pape Sirice est le premier qui ait fait un Decret, par lequel il est permis d'élever les Moines

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & le
Reguliers*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
l'Angle-
terre & les
Reguliers.*

540 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

au Sacerdoce, à condition qu'ils observeront les interstices entre les Ordres. L'Empereur Honorius confirma cet usage par une Loi. Les Conciles d'Agde & de Lerida permettent aussi qu'on ordonne les Moines en cas que l'on en ait besoin, & à condition qu'ils serviront dans les Eglises Episcopales, ou dans les autres Paroisses. On a vû sortir du Monastere de Lerins une infinité de bons Evêques; on faisoit aussi des Moines Curez; & saint Gregoire ordonna que les Chrétiens de la nouvelle Eglise d'Angleterre, convertis par le Moine Augustin, seroient gouvernez par des Moines Cleres, qui étoient en même temps Pasteurs ordinaires. Le même Pape, & le Pape Gelase, declarerent que les Evêques peuvent établir des Moines Curez dans les Paroisses de leurs Dioceses. Il y a encore plusieurs exemples dans l'Histoire, de Cathedrales où l'on avoit mis des Moines à la place des Chanoines. De tout cela, Hallier conclut que les anciens Moines ne s'attribuoient pas de rang dans la Hierarchie, par le droit qu'ils prétendent y avoir aujourd'hui, mais par le droit Pastoral & ordinaire qu'ils avoient en consequence de leur ordination; car il étoit rare que l'on ordonnât plusieurs Prêtres dans un même Monastere, du moins pour entendre les confessions des Seculiers, & leur administrer les Sacremens. D'abord les Moines venoient comme les autres Fideles à l'Eglise commune, pour y recevoir les Sacremens avec eux: depuis, pour ne les pas détourner de leur solitude, on leur permit de faire venir un Prêtre chez eux pour y celebrer. Enfin on leur accorda la permission de faire ordonner un

de leurs Moines pour administrer les Sacremens à la Communauté. Si l'on en ordonnoit quelquefois quelques autres par honneur, ils s'abstenoient ordinairement des fonctions du Sacerdoce. Ceux qui administroient les Sacremens dans les Monasteres, ne les administroient qu'aux seuls Moines, & jamais aux Laiques. Ils ne celebrent point la Messe en public, mais en particulier dans les Oratoires qui n'étoient que pour eux. Les anciens Peres des Moines ne vouloient point souffrir de Prêtres dans leurs Communautés; & ordinairement les Moines qui étoient ordonnez Prêtres, sortoient du Monastere pour être attachez à quelque Eglise; car, selon l'ancienne discipline, on n'ordonnoit personne sans titre. Ces Loix ont été long-temps observées, jusqu'à ce que la discipline Ecclesiastique, commençant à se relâcher, on appella quelques Moines par privilege au secours des Pasteurs ordinaires; & ensuite, comme cela portoit préjudice à l'observance reguliere, on les exclut des Eglises Paroissiales, & on leur interdit entierement l'administration des Sacremens, & le gouvernement des ames: quelques-uns neantmoins obtinrent le privilege de pouvoir exercer ces fonctions: tel étoit l'usage de l'Eglise. Quand les Ordres des Mendians furent instituez, on leur accorda aussi-tôt le privilege d'entendre les confessions des Seculiers, de prêcher, & de faire les autres fonctions sacrées, à l'égard des Laiques dont ils n'étoient point Pasteurs; mais il leur fut défendu à perpetuité par Jean XXII. d'être postulez pour d'autres Eglises que pour des Cathedrales. Ainsi les Men-

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

§42 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

dians n'ont point de droit le pouvoir de faire les fonctions Hierarchiques , mais seulement par le privilege que le Saint Siege leur a accordé , à condition toutefois qu'ils ne feroient rien sans le consentement de l'Evêque ; & qu'après avoir été examinez & approuvez par leurs Evêques , soit pour les ordinations , soit pour les fonctions de l'Ordre. De cette Histoire , Hallier conclut, que le Sacerdoce n'est point dû naturellement aux Reguliers , comme Reguliers , ni necessairement attaché à leur qualité de Regulier. L'application en est aisée à faire à tous les temps.

Hallier accuse les Propositions contraires d'être favorables à l'heresie de Jean Hus , & de Wiclef , condamnées dans le Concile de Constance ; que le Sacerdoce & la puissance Hierarchique sont dûs à ceux qui sont dans un état de pieté : erreur qui est aussi condamnée par le Concile de Latran , qui reprouve ceux qui , sous prétexte de pieté , s'attribuent le droit de prêcher ; dans le Concile de Gangres où sont condamnés des Moines qui usurpoient les fonctions Ecclesiastiques ; & dans le Concile de Sarragoce qui interdit aux Moines Priscillianistes la prédication qu'ils usurpoient. L'usage de l'Eglise ancienne fait encore voir la fausseté de cette autre Proposition , *Qu'un Religieux qui n'est point Prêtre , n'est point encore parvenu à la perfection de sa vocation* ; puisque la plupart des anciens Moines n'étoient point Prêtres ; que saint Benoît & saint François ne l'ont jamais été ; & que l'état du Monachisme de lui-même , est different de l'état de Clerc.

Dans la quatrième Proposition , l'Auteur veut

conclure d'un passage de saint Paul, *Que les Reguliers sont d'un rang plus élevé dans l'Eglise que les Prêtres Seculiers.* Cette Proposition est qualifiée fausse, téméraire, erronée, & avancée avec présomption, & en ce que l'Auteur explique le terme d'*Opitulationum*, qui est dans saint Paul, du secours que les Reguliers donnent aux Evêques; les Censeurs déclarent que sa Proposition est ridicule, & qu'il détourne par ignorance, ou par malice, les paroles de l'Apôtre saint Paul, dans un sens étranger.

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Reguliers.

L'Auteur de l'Eponge soutient, que c'est le Docteur Kellison, qui a lui-même ainsi expliqué le terme de saint Paul; que saint Bonaventure & le Docteur Angelique l'ont aussi entendu de la même manière, & que le Concile de Trente s'est servi de ce passage de saint Paul pour prouver la Hierarchie; d'où il s'ensuit que les Religieux sont de la Hierarchie, comme l'ont reconnu nouvellement Fontaine Predicateur du Roi, & l'Evêque de Geneve; & comme S. Pierre Damien l'a prouvé dans une Lettre. Saint Bonaventure & saint Thomas les mettent aussi de la Hierarchie; & selon Gerson, ils peuvent être admis, & dans la Hierarchie Hierarchisante, & dans la Hierarchie Hierarchisée, conformément à la doctrine de saint Denis.

Aurelius réplique, que l'explication du terme de saint Paul, est de l'Auteur de l'Apologie, & que Kellison a bien dit, que les Reguliers étoient *Opitulatores* des Pasteurs ordinaires, mais qu'il l'a dit sans aucun rapport au passage de S. Paul. Il soutient que saint Bonaventure & saint Thomas, n'ont point entendu par le terme *Opitula-*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

544 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

tiones dans S. Paul , précisément les Reguliers , mais en general tous ceux qui assistent non seulement les Evêques , mais aussi les Curez dans les fonctions du ministere Ecclesiastique. Que le Concile de Trente ne se sert point de ce passage de l'Apôtre , tiré du chapitre 12. de la premiere Epître aux Corinthiens , pour prouver qu'il y a differens degrez de personnes dans l'Eglise , mais de celui qui est tiré du chapitre 4. de l'Epître aux Ephesiens , où il n'est point parlé des *Opérations* ; & que le Concile ne l'apporte pas pour prouver précisément la Hierarchie , mais pour montrer en general que Dieu a mis dans l'Eglise des Apôtres , des Prophetes , &c. Et en effet ces passages de saint Paul ne s'entendent point à la Lettre , de la Hierarchie , mais generalement des graces que Dieu a faites à son Eglise. Quant à l'autorité du Pseudo-Fontaine , Aurelius s'en moque , en remarquant que cet Ouvrage est du Pere Binet , & en le tournant en ridicule. Quant à Pierre Damien , Aurelius , après avoir fait voir que ce n'est pas un Auteur d'une aussi grande autorité que l'Auteur de l'Eponge , veut le faire croire ; il soutient que la Lettre qu'il cite sous le nom de Pierre Damien est supposée , que la doctrine qu'elle contient est contraire à celle de Pierre Damien , & que le style & le caractère en sont differens de ceux des veritables Ouvrages de Pierre Damien ; outre que Pierre Damien ne parle que de ceux qui portent veritablement le nom de Moines , & non pas des nouveaux Religieux. Il blâme ici en passant les Reguliers qui ne veulent pas qu'on les appelle Moines ; & il fait voir que ces Ordres Religieux ne peuvent point

point jouir des privilèges des Chanoines Réguliers, qui dans leur première institution faisoient partie du Clergé, & sont par leur état destinez aux fonctions Ecclesiastiques, & obligez d'être Clercs ; Que du temps de saint Bonaventure & de saint Thomas, les Religieux prétendoient seulement que les Prelats pouvoient se servir d'eux ; mais qu'à présent ils soutiennent qu'ils ont droit de travailler sans le consentement des Evêques ; Que Gerson n'a point mis dans la Hierarchie Ecclesiastique ceux qui sont Hierarchisez, ni admis dans l'Eglise une Hierarchie Hierarchisée ; mais qu'en comparant l'Eglise aux Hierarchies des Anges, suivant l'idée de l'Auteur des Livres attribuez à saint Denis, il a remarqué que comme il y avoit des Anges qui perfectionnoient les autres sans être perfectionnez ; d'autres qui étoient perfectionnez, & perfectionnoient ; & enfin un troisième Ordre d'Anges, seulement perfectionnez ; de même il y avoit dans l'Eglise trois sortes d'états par rapport à ces trois Hierarchies des Anges ; Que l'Auteur des Livres attribuez à saint Denis (qu'Aurelius cite toujours sous le nom de saint Denis) reconnoît bien trois Hierarchies des Anges ; mais qu'il n'admet qu'une seule Hierarchie Ecclesiastique dans laquelle il distingue trois Ordres.

On trouve à peu près les mêmes reflexions sur le passage de saint Paul, dans la réponse de M. Hallier, & une explication précise du terme *Opitulaciones*, qui ne signifie en cet endroit, selon les plus habiles Interpretes, que l'assistance des pauvres & des malades. Il reprend particulièrement dans la Proposition censurée, & dans la

*Contestations entr.
le Clerg
d'Angle-
terre & le
Réguliers*

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

Défense de Loëmelius, ce qu'ils avançoient, Que les Reguliers sont dans un degré plus éminent de la Hierarchie que les Curez, & les autres Ministres Seculiers.

La cinquième Proposition regarde le privilege de l'exemption des Reguliers, elle porte *Que par leur Institut ils sont des auxiliaires subordonnez immédiatement à l'Evêque universel, afin d'être par lui employez pour le bien de l'Eglise Universelle, & ce par la nature de leur état, sans avoir égard aux privileges d'exemptions, & en s'en tenant à la rigueur à l'Institution divine; que comme Reguliers ils sont immédiatement soumis au Pape, & exempts de la juridiction des Evêques, par leurs vœux d'obéissance, & des observances regulieres auxquelles ils sont engagez par leur Profession, leur Regle, & leurs Constitutions.* Cette Proposition est censurée comme fausse, téméraire, assurée avec présomption, diminutive de l'autorité Episcopale, ingrate envers le Souverain Pontife, & les autres Evêques Auteurs des privileges, schismatique, & heretique.

L'Auteur de l'Eponge prétend qu'il y a plus de chaleur que de lumiere dans cette Censure; Que l'on a tronqué le passage de l'Auteur de l'Apologie, qui reconnoît que les Reguliers sont soumis aux Evêques, quant à la discipline Ecclesiastique comme les autres Clercs, si l'on s'en tient au droit divin, & sans avoir égard aux exemptions; & qui ne nie pas que les Reguliers étoient autrefois soumis aux Evêques même, à l'égard de la discipline reguliere; parce que la plupart des Evêques étant Reguliers, ils étoient volontairement soumis à eux. Ainsi la question

se réduit à sçavoir , si en mettant à part les droits Ecclesiastiques , & s'arrêtant uniquement au droit divin , ils sont soumis à l'Evêque , quant au vœu d'obéissance , & dans les choses qu'ils ne sont tenus de faire qu'en consequence de ce vœu ; Que suivant le sentiment de saint Thomas & des autres Theologiens Scholastiques , aussi-bien que des Canonistes , les Moines sont plus obligez d'obéir à l'égard de ces choses à leur Abbé , qu'à l'Evêque ; & que Thomas Sanchez dit nettement qu'à s'en tenir au droit divin , les Reguliers ne sont pas obligez d'obéir aux Evêques dans les choses qui regardent leur vœu.

Aurelius replique , que l'on ne trouve point dans l'Apologie que les Reguliers soient soumis à l'Evêque dans les choses qui regardent la discipline Ecclesiastique , qu'au contraire il y est dit qu'ils sont en cela subordonnez à l'Evêque universel ; Que les Moines ne sont pas seulement soumis aux Evêques par des loix Ecclesiastiques , mais que de tout temps ils leur ont été soumis par le droit commun ; & que les exemptions n'ont été obtenues que pour les soustraire à la loi ordinaire ; Qu'il est tres-faux que la plupart des anciens Evêques aient été Moines ; Que les Peres de l'Eglise ont estimé que les Moines étoient tres-peu propres à être Evêques ; Que le Monachisme s'est introduit fort tard en Occident ; & depuis que saint Athanase , étant exilé , eût publié la vie de saint Antoine ; Qu'il n'y a point eu de Moine en Afrique avant saint Augustin ; Qu'il n'en est point fait mention dans Tertullien , ni dans saint Cyprien ; mais seulement de Vierges & de Veuves ; &

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

548 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
qu'en general les Communautéz des Vierges sont plus anciennes dans l'Eglise que celles des Moines ; & que celles des Veuves ont devancé celles des Vierges ; Qu'il n'y a aucun Theologien, ni Canoniste , à l'exception de Sanchez , qui soutienne que les Moines sont exempts par la nature de leur état , & en s'arrêtant au droit divin ; & que quand saint Thomas dit que dans les choses qui regardent l'observance reguliere , le Religieux est plus obligé d'obéir à son Abbé qu'à son Evêque , il ne dit point que cela soit de droit divin , & que cela soit ainsi à cause du droit divin , & par la nature de l'état Religieux , sans avoir égard aux privileges & aux exemptions qui étoient établies dans le temps de saint Thomas. Pour Thomas Sanchez , Aurelius déclame fortement contre son Ouvrage.

Hallier prouve serieusement que les Moines sont de droit divin soumis aux Evêques , tant dans la discipline Ecclesiastique , que dans la discipline Reguliere ; & qu'ils y ont toujours été soumis jusqu'à ce qu'ils aient tâché de s'en exempter par des privileges & des exemptions , dont l'usage trop fréquent a été blâmé par saint Bernard , par Pierre de Blois , & par plusieurs autres Auteurs , & réprimé par les Conciles. On peut voir les preuves qu'il en allegue dans son Ouvrage.

La sixième Proposition est , *Que les Reguliers succedent proprement aux soixante-douze Disciples qui étoient les plus proches en dignité , aux Apôtres ; & qu'ainsi on doit les préférer aux Curés qui obéissent à un Evêque particulier.* Cette Proposition est censurée , quant à la premiere

partie, comme nouvelle, fausse, téméraire, avancée avec présomption, & contraire à la doctrine des Conciles & des Peres : & quant à la seconde, comme fausse, téméraire, erronée, & destructive de l'Ordre Hierarchique.

Contestations en le Clergé d'Angleterre & Religions

Loëmelius défend cette Proposition, en disant que l'Auteur de l'Apologie n'a point avancé que les Reguliers succedassent d'une maniere plus particuliere que les autres Clercs Seculiers, aux soixante-douze Disciples, quant aux fonctions Ecclesiastiques, mais seulement quant aux œuvres de charité, comme il est marqué dans l'*Errata* de son Livre ; Qu'en effet, selon saint Thomas, ils ressembloit plus parfaitement que les autres aux soixante-douze Disciples, en ce qu'ils sont envoyez indéterminement en tous les lieux, & ne sont pas astreints comme les Curez à une seule Paroisse, & en ce qu'ils sont envoyez par le Souverain Pontife Vicaire de Jesus-Christ ; au lieu que les autres reçoivent leur Mission des Evêques ; Qu'enfin quand l'Auteur les a mis dans le premier rang après les Evêques, ce n'est point par rapport à l'autorité, mais seulement eu égard au degré de perfection : que les Reguliers cedent volontiers aux Curez & aux autres Prelats, l'autorité, le rang, & la dignité, mais qu'ils leur contestent le degré de perfection.

Aurelius répond, que la comparaison que l'Auteur de l'Apologie fait des Reguliers avec les Curez, regarde les fonctions Ecclesiastiques ; Que les Reguliers aiant été long-temps exclus de ces fonctions, on ne peut pas dire qu'ils succedent, à proprement parler, aux soixante-douze Disciples, puisque la succession Ecclesiastique

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

doit être une succession suivie, & non interrom-
pue ; Que les soixante-douze Disciples ont été
envoiez par Jesus-Christ, & que, selon S. Tho-
mas, les Reguliers reçoivent leur Mission, non
seulement du Pape, mais aussi des Evêques ;
Qu'il y a bien de la difference entre la Mission
des soixante-douze Disciples, & celle des Regu-
liers ; & qu'enfin la Mission des Pasteurs ordina-
res, & leur état n'est pas moins parfait que celui
des Religieux.

Hallier prouve, 1°. Que la seconde partie de
la Proposition censurée, où les Reguliers sont
préferés aux Curez, est insoutenable. 2°. Que
les Curez succèdent proprement aux soixante &
douze Disciples, dans les fonctions qui sont
permanentes dans l'Eglise ; & qu'à l'égard de
celles qui n'étoient que pour l'établissement de
l'Eglise dans ses commencemens, & qui n'ont
plus été nécessaires depuis, personne ne leur a
succédé.

La septième Proposition est, *Qu'on peut dire
que les Evêques qui se font Religieux, montent
plutôt qu'ils ne descendent.* La Censure porte
que cette Proposition est avancée au mépris de
la dignité Episcopale.

La huitième Proposition est, *Si l'état de l'E-
vêque étoit plus parfait que l'état Religieux, pour-
quoi le Religieux ne pourroit-il pas passer à cet
état sans la permission de son Supérieur ?* Cette
Proposition en tant qu'elle nie que l'état Episco-
pal soit plus parfait que l'état Religieux, est
déclarée fautive, téméraire, contraire au senti-
ment commun des Peres & des Docteurs, ap-
puyée sur une fautive raison.

L'Auteur de l'Eponge justifie la première Proposition par un passage de Gregoire XV. qui écrivant à un Evêque, lequel demandoit à quitter son Evêché pour entrer dans la Société de Jesus, dit que cet Evêque triomphe des cupiditez humaines, & des embûches du Diable. Pour excuser la seconde, il remarque que l'Auteur n'a pas nié que l'état Episcopal ne fut plus parfait que l'état Religieux; mais qu'il a dit seulement qu'il n'étoit pas absolument, & sans comparaison plus parfait, parce qu'effectivement il ne contient pas toute la perfection de l'état Religieux.

Aurelius lui oppose sur la première Proposition, l'autorité d'Innocent III. qui dit expressément qu'un Evêque qui quitte l'Episcopat pour se faire Moine, *descend au Monachisme*, & que celui qui de Moine devient Evêque, monte à l'Episcopat: il ajoute que le même Pape ne compte point entre les raisons pour lesquelles un Evêque peut quitter son Evêché, qui sont au nombre de six, le desir de mener la vie reguliere, & qu'il l'exclut même en declarant que l'envie de mener une vie contemplative, n'est pas une raison legitime de quitter son Evêché. Il ajoute que S. Thomas, expliquant ce chapitre d'Innocent III. est d'avis que tant qu'un Evêque peut être utile au salut des autres, il feroit mal de passer à la Religion où il ne peut travailler qu'à son salut, parce qu'il s'est obligé de travailler aussi à celui des autres. Les paroles de Gregoire XV. citées par l'Auteur de l'Eponge, sont adressées à l'Evêque de Verdun, qui étoit un homme de qualité. Ce Pape avoit égard à sa

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Reguliers.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

552 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

disposition particuliere. Aurelius soutient contre la reponse à la seconde Proposition, que l'état Episcopal est plus parfait que l'état Religieux en toute sorte de perfection, & que les observances regulieres y sont renfermées éminemment, & dans la préparation du cœur, comme dit saint Thomas. Il prétend que le Sacerdoce & la Clericature obligent à une plus grande perfection que la profession Religieuse.

Hallier dit que le but de l'Auteur de l'Apologie & de l'Eponge, a été de prouver que l'état Episcopal n'est pas plus parfait que l'état de Religieux. Il avoue qu'il peut y avoir des Religieux plus parfaits que des Evêques ; mais il s'agit de l'état, & de ceux qui ont la perfection de cet état. Or il soutient que l'état Episcopal est plus parfait, parce qu'il renferme une charité plus parfaite, des vertus plus excellentes, & des devoirs plus parfaits ; que son objet & sa fin sont plus nobles ; que ses Sujets sont obligés à une plus grande perfection, & à faire des fonctions plus parfaites. Il cite plusieurs passages des Peres sur l'excellence, la prééminence, & la perfection du Sacerdoce, & apporte quantité de raisons pour l'établir, tirées des Papes & des Canonistes. Il répond enfin aux objections de Loëmelius.

La neuvième Proposition : *Qu'il est probable que les Evêques par leur état, & suivant la puissance ordinaire qu'ils ont d'institution divine, ne sont point les maîtres & les conducteurs des Religieux, quant à leurs vœux, & à la perfection de leurs vœux, en mettant même à part les privileges d'exemption des Evêques, qui leur ont été accordés, est censurée comme fausse, téméraire,*

erronée, contraire au droit commun, & à l'ancienne pratique de l'Eglise.

La dixième Proposition : *Que cette doctrine ne déplaira pas aux saints Evêques à qui les obligations Episcopales sont tellement à charge, qu'ils seront ravis d'être promptement déchargés d'une obligation aussi difficile que l'est celle d'être tenu par son état, d'être capable d'enseigner aux Religieux la voie de la perfection*, est déclarée injurieuse, & irrisoire de l'Ordre Episcopal, & en ce sens, indigne d'un homme Religieux & Chrétien.

L'Auteur de l'Eponge dit sur la première Proposition, que la Censure est téméraire, puisque les Theologiens mêmes qui ne sont pas de cette opinion, avoient qu'elle est probable ; Qu'on apprend de saint Jérôme que les anciens Moines de Palestine étoient de ce sentiment, puisqu'ils ne voulurent pas reconnoître que Jean de Jerusalem eut droit sur eux ; & qu'ils répondirent à Theophile Patriarche d'Alexandrie, qui les exhortoit à vivre en paix avec leur Evêque, *Qu'ils souhaitoient avoir la paix, mais une paix sans inimitié ; une paix qui ne les assujettît pas comme des ennemis, mais qui les unit comme des amis ; mais qu'on ne devoit pas donner le nom de paix à une domination insupportable*. Et parlans à Theophile : *Vous ne cherchez pas, lui disent-ils, à vous soumettre les Moines, & c'est ce qui fait qu'ils vous sont d'autant plus soumis. Vous les voulez embrasser, ils se prosternent ; vous demandez à être de leur Milice, ils vous reconnoissent pour leur Chef. La liberté opprimée se revolte bien-tôt ; pour obtenir beaucoup d'un hom-*

Contesta-
tions entr
le Clerg
d'Angle-
terre & le
Reguliers

Contesta- me libre , il ne faut pas le contraindre ; nous sça-
tions entre vons les Canons Ecclesiastiques ; nous n'ignorons
le Clergé pas le rang d'un chacun. Après cela l'Auteur de
d'Angle- l'Eponge avoüe que dans la suite les Moines ont
terre & les été soumis aux Evêques : mais il soutient tou-
Reguliers. jours qu'il est probable qu'ils ne leur sont pas
 soumis de droit divin. Quant à la seconde Pro-
 position , l'Auteur de l'Eponge la défend en par-
 lant encore d'une maniere plus injurieuse des
 Evêques.

Aurelius répond au passage de saint Jérôme ,
 premierement , Que ce Pere n'étoit point Moi-
 ne , ni Religieux , obligé par des vœux , & qu'ain-
 si ce qu'il dit de son Monastere contre Jean de
 Jerusalem , ne peut avoir d'application au sujet
 present. Secondement , Que saint Jérôme ne con-
 damne que la domination injuste & violente de
 Jean de Jerusalem ; & qu'il reconnoît que les
 Moines doivent honorer & respecter les Evê-
 ques , qui sont leurs Peres ; Que les marques
 d'amitié que Theophile accordoit à ces Moines ,
 sont des preuves de la bonté de ce Prelat , & non
 pas de l'indépendance des Moines ; Que ce que
 S. Jérôme ajoute qu'il sçait les Canons Ecclesia-
 stiques , & le rang d'un chacun , fait assez com-
 prendre qu'il reconnoissoit que les Moines étoient
 d'un Ordre inferieur à celui des Evêques ; Que
 jamais il ne préfere les Moines aux Evêques , ni
 aux Prêtres ; qu'au contraire il dit que les Moi-
 nes ne doivent rien faire sans le conseil des Prê-
 tres ; Que si un Moine tombe , le Prêtre priera
 pour lui ; mais que si le Prêtre tombe , perfon-
 ne n'est en état d'interceder pour lui. Aurelius
 oppose une longue déclamation , à ce que l'Au-

teur de l'Eponge avoit dit de méprisant touchant les Evêques dans la seconde Proposition, & se récrie fort sur ce qu'il veut faire passer la conduite des Religieux pour quelque chose de plus parfait, & de plus difficile que les fonctions Episcopales.

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Religieux.

Hallier renvoie sur ces Propositions, à ce qu'il avoit dit auparavant, de l'obéissance que les Moines doivent à l'Evêque. Il répond à peu près de même qu'a fait Aurelius au passage de saint Jérôme, & repousse vivement les ironies de l'Apologie & de l'Eponge.

L'onzième Proposition explique en quoi consiste la perfection prétendue de l'état Religieux, qui ne se trouve point dans l'état Episcopal. L'Auteur la fait consister en ce que l'Evêque, étant dans un état de perfection acquise, n'a point par son état les moyens propres à l'acquies : c'est ce que les Docteurs censurent comme faux, téméraire, erroné, contraire à la parole de Dieu, & injurieux à la dignité Episcopale.

L'Auteur de l'Eponge défend cette doctrine par ce raisonnement, Que l'Episcopat supposant que l'Evêque est parfait, il est impossible qu'il renferme les moyens d'acquies cette perfection ; Qu'il se peut bien faire que l'Evêque l'augmentera par des actions Episcopales, mais qu'il ne peut pas se la donner par ces mêmes actions, puisqu'elles supposent qu'il l'a déjà.

Aurelius avoue que l'Episcopat suppose la première grace sanctifiante ; mais il soutient que cette grace, qui n'est autre que la charité, pouvant croître continuellement, & devenir

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

toûjours de parfaite en plus parfaite, les Evêques acquierent cette perfection par des moïens & des actions que leur fournit leur état. Il explique ensuite en quel sens l'Episcopat est appelé l'état de perfection acquise, & peut être aussi l'état de perfection à acquérir.

Hallier s'étend fort au long sur les distinctions des états de perfection. Il prouve ensuite l'excellence de celui des Evêques ; & il fait voir enfin qu'ils ont bien des moïens d'acquérir & d'augmenter leur perfection.

La douzième Proposition contient deux parties exprimées dans la Censure, conçue en ces termes : » Cette Proposition en tant qu'elle assure que l'état Religieux est plus parfait que l'état Episcopal, est nouvelle, fausse, téméraire, avancée avec présomption, & injurieuse à l'état Episcopal ; & en tant qu'elle fait entendre que les actions auxquelles les Evêques sont obligés, sous peine de peché & de damnation, ne sont pas possibles ; est une blasphème contre la bonté de Dieu, & une heresie.

L'auteur de l'Eponge dit que la Proposition est restreinte à la perfection particuliere de chaque état, & prétend que l'Auteur n'a point dit que les actions auxquelles les Evêques sont obligés, sont absolument impossibles, mais qu'elles peuvent être moralement impossibles à certaines personnes qui n'en sont pas capables.

Aurelius dit que la Proposition est generale & sans exception, quant à la premiere & la seconde partie. Hallier fait aussi voir que l'Auteur de l'Eponge a changé le sens de cette Proposition. Il prouve outre cela, que l'état Reli-

gieux, de quelque manière qu'on le considère, est moins parfait que l'Episcopal; & qu'on ne peut point dire raisonnablement, que les actions Episcopales soient impossibles en aucune manière.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

La treizième & dernière Proposition de ce Titre, censurée, est *Que l'état des Religieux peut avoir un honneur particulier au-dessus des Evêques & des Prêtres, parce que l'état de ceux-ci ne demande pas essentiellement, ni par la Loi divine positive, une chasteté particulière, & plus grande que celle des autres Chrétiens; au lieu que l'état Religieux demande non seulement en vertu de la Loi divine positive, mais aussi renferme essentiellement la profession d'une pureté Angelique.* La Censure porte que cette Proposition est malicieusement avancée au mépris du Clergé Seculier, en tant qu'elle omet l'obligation spéciale de garder le célibat, à laquelle les Evêques & les Prêtres sont engagez, quelque jugement qu'on porte d'ailleurs des autres parties de la Proposition.

L'Auteur de l'Eponge répond, qu'on n'a point eu intention de mépriser le Clergé Seculier, mais de donner à l'état des Religieux l'éloge qu'il mérite, que Gerson & Major ont dit, aussi-bien que l'Auteur de l'Apologie, que la profession de la chasteté étoit essentielle à l'état Religieux, & qu'elle ne l'étoit point à l'état Episcopal & Sacerdotal. Que depuis neuf cens ans dans l'Eglise Grecque les Prêtres sont mariez, & qu'ils le pourroient être dans l'Eglise Latine sans violer la Loi de Dieu.

Aurelius dit que Gerson ni Major n'ont point

*Contesta-
tion entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

préferé la chasteté des Religieux à celle des Evêques & des Prêtres ; Que celle-ci est la plus excellente , parce qu'elle est feconde ; Qu'elle est plus parfaite , parce qu'elle demande que celui qui l'embrasse soit vierge , ou n'ait été marié qu'une seule fois , & encore à une autre qu'à une veuve. Il soutient que le celibat est annexé aux Ordres sacrez par une Tradition Apôstolique , & constante ; au lieu qu'elle n'est attachée à la perfection reguliere que par institution Ecclesiastique ; Que l'usage des Grecs est un abus , & que dans l'Eglise Grecque le mariage contracté après le Sacerdoce , est déclaré nul.

Hallier ne fait pas remonter si haut la Loi du celibat des Evêques & des Prêtres. Il se contente de faire voir que leur chasteté est aussi excellente , & pour le moins aussi méritoire , que celle des Religieux , & que , supposant la Loi Ecclesiastique qui les y oblige , elle n'est pas moins essentielle à leur état qu'à celui des Religieux.

Il y a encore un cinquième Titre sur l'Evêque de Chalcedoine. La premiere Proposition censurée contient en substance : *Que les Catholiques d'Angleterre ne doivent point recevoir l'Evêque de Chalcedoine comme leur propre Evêque & Pasteur.* Elle est condamnée comme fausse , téméraire , scandaleuse , & même heretique en quelque une de ses parties.

L'Auteur de l'Eponge dit que les Catholiques d'Angleterre , même les Reguliers , n'ont jamais refusé de recevoir l'Evêque de Chalcedoine comme délégué du Saint Siege ; mais que s'étant arrogé le titre & la qualité d'Ordinaire , en vou-

lant exiger des Reguliers qu'ils se fissent approuver de lui , ils n'ont pû le reconnoître en cette qualité ; Que c'est en ce sens que s'entend la Proposition de l'Apologie, qui par conséquent ne mérite aucune Censure.

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Reguliers.

Aurelius replique , que les Reguliers découvrent par là que la seule raison pour laquelle ils se sont soulevez contre l'Evêque de Chalcedoine , & ont fait soulever le peuple contre lui, est parce qu'il a exigé d'eux qu'ils se fissent approuver ; Qu'au fond l'Evêque de Chalcedoine étoit délégué avec l'autorité des Ordinaires pour être le propre Evêque & Pasteur des Anglois , avec toutes les facultez que les Ordinaires ont dans leurs Diocèses , comme les paroles de la Bulle le portent , que quoique cette charge ne fut pas perpetuelle & irrevocable , elle n'en étoit pas moins étendue.

Hallier repousse l'injure faite à l'Evêque de Chalcedoine par les Reguliers d'Angleterre , en leur appliquant le reproche que Jean de Salisberi fit autrefois aux Moines de Cantorbie ; Que ces Moines ont comme une haine hereditaire contre leurs Evêques. Il montre ensuite que la Proposition de l'Apologie ne s'entend pas seulement du refus de secourir l'Evêque de Chalcedoine & de lui obéir comme à l'Ordinaire , mais en general de le recevoir , de lui fournir sa subsistance , & de lui obéir. En troisième lieu , il soutient que cet Evêque aiant été délégué par le Saint Siege pour toutes les causes , il a les mêmes pouvoirs que l'Ordinaire , & doit être reconnu comme Ordinaire ; qu'on lui doit la même obéissance , le même respect , le même hon-

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.

neur , & les mêmes secours ; & qu'enfin quand le Pape ne l'auroit pas délégué pour être le propre Evêque des Anglois , aiant été reçu en Angleterre en cette qualité , du consentement même du Pape , il a acquis cette juridiction par la possession plusque triennale.

La seconde Proposition censurée dans ce Titre , est *Que les Délégués doivent recevoir leur salaire & leur subsistance du Prince qui les envoie , & non pas des peuples auxquels ils sont envoyés.* Cette Proposition étant entendue d'un Délégué envoyé pour l'avantage & la nécessité des autres , est condamnée comme fautive , contraire à la raison , & à la pratique de toutes les Nations.

L'Auteur de l'Eponge défend cette Proposition par l'autorité de Gerson , de saint Thomas , & des Canonistes , qui disent que l'Ordinaire qui commet un Délégué , ou un Vicaire , est obligé de le nourrir.

Aurelius répond , que Gerson ne parle point d'un Délégué du Saint Siege , mais d'un Docteur envoyé par l'Ordinaire pour enseigner ; auquel cas l'Ordinaire est tenu de pourvoir à sa subsistance , après quoi l'Envoyé est obligé d'enseigner ; Que saint Thomas parle des Ordinaires qui tirent un revenu considerable de ceux à qui ils donnent des Vicaires ; ce qui n'a point de lieu à l'égard de l'Angleterre dont le Pape ne tire rien à present ; Que suivant le Droit Canon , celui qui visite un Diocèse pour l'Evêque , peut tirer la même retribution qui seroit dûe à l'Evêque ; Que c'est des Apôtres & des Disciples envoyés par Nôtre-Seigneur , qu'il dit que les

les Ouvriers sont dignes de récompense ; & que la maxime est generale , que tous ceux qui administrent les choses spirituelles , doivent être nourris par ceux à qui ils les administrent ; Que si les Papes ont bien voulu quelquefois entretenir leurs Legats & leurs Nonces à leurs dépens , c'est par bonté , & par indulgence ; mais que les Decretales sont pleines de loix qui obligent le Clergé & le Peuple à fournir aux Nonces Apostoliques leur subsistance ; Que cependant il y a bien de la difference entre les Nonces & les Legats du Pape , qui sont envoyez pour des affaires qui regardent le Saint Siege , & l'Evêque de Chalcedoine qui est envoyé uniquement pour l'utilité , le bien , & la consolation de l'Eglise d'Angleterre , & pour y faire les fonctions Episcopales ; Qu'autrefois les Visiteurs envoyez par le Saint Siege , partageoient avec l'Evêque la moitié des oblations , & que ceux à qui le Saint Siege commettoit le soin d'une Eglise pendant la vacance , jouissoit de la quatrième partie de ses revenus ; Qu'il n'en est pas de même des Délégués du Saint Siege en Angleterre , que des Vicaires qu'un Evêque commettoit dans son propre Diocèse , dont il reçoit des revenus suffisans pour fournir à la subsistance du Vicaire.

Hallier prouve par plusieurs passages de l'Ecriture sainte , que tous ceux qui sont envoyez pour faire les fonctions spirituelles , ont droit d'exiger de ceux à qui ils sont envoyez , les secours necessaires pour leur subsistance. Il ajoûte , que si quelque Délégué est en droit de les exiger , c'est particulierement l'Evêque de Chalcedoine ,

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Reguliers.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

qui ne devant , ni ne pouvant faire ces fonctions à ses dépens , ne recevant aucun secours du Pape , qui n'est pas obligé de lui en donner , puisqu'il ne tire rien d'Angleterre , doit certainement être nourri par ceux de ce Roïaume à qui il administre les choses spirituelles. Il fait voir que l'usage de l'Eglise a toujours été que les Legats du Saint Siege , envoïez pour la reforme des Eglises , ou pour la dispensation des biens spirituels , reçussent les secours necessaires de ceux vers qui ils étoient envoïez ; Que si quelques-uns ont exigé de trop grosses sommes , on ne s'est plaint que de ce qu'ils abusoient de leur autorité , & que l'on a réglé leur droit de Procuration par des loix ; Qu'Innocent III. declare generalement que toutes les Eglises doivent ce droit aux Legats & aux Nonces du Saint Siege , s'ils n'en ont été exempts par un privilege spécial du Saint Siege. Hallier répond ensuite aux objections de Loëmelius , & il a mis à la fin de son Ouvrage une Dissertation critique , pour montrer que la Lettre alleguée sous le nom de Pierre Damien par Loëmelius , est une piece supposée.

Aurelius & Hallier refutent enfin l'Epilogue de l'Eponge. Le premier a encore défendu la Censure de l'Archevêque de Paris , & la Lettre de l'Assemblée du Clergé , dans deux Ouvrages séparés , composez contre les Notes de Loëmelius , & contre la Plainte de l'Eglise Anglicane , sous le nom de Nicolas Smith , dans lesquels il releve , en termes magnifiques , l'autorité des Evêques , & répond aux objections qui avoient été faites tant contre la forme , que contre le fonds de ces Censures.

Nous avons déjà dit que ce qu'Aurelius avoit remarqué sur l'édition du premier Canon du Concile d'Orange, faite par le Pere Sirmond, fut le sujet d'une nouvelle dispute entre Aurelius & le P. Sirmond : dispute qui fut agitée avec beaucoup de chaleur de part & d'autre. Il ne s'agissoit d'abord que d'une question de critique ; sçavoir, quelle étoit la véritable Leçon de ce Canon ; s'il falloit lire, *Ut necessaria habeatur repetita Chrismatio*, suivant l'édition de Merlin, ou *Ut non necessaria habeatur repetita Chrismatio*, comme le Pere Sirmond avoit fait imprimer ce Canon sur des anciens manuscrits, & conformément aux notes marginales des éditions de Crabbe & de Binius. C'est la seule question qui fut agitée dans les premiers Ecrits du Pere Sirmond & de Petrus Aurelius. Mais ensuite ils en vinrent à des contestations plus considérables touchant la Confirmation. Le Pere Sirmond aiant soutenu que ce Sacrement consistoit essentiellement dans l'imposition des mains, que la Chrismation avoit depuis été ajoutée par l'institution de l'Eglise, & que les Prêtres avoient eu le pouvoir de donner cette Chrismation. C'est sur ces questions que roulent les derniers Ecrits du Pere Sirmond & de Petrus Aurelius. Nous n'entrerons point dans le détail des raisons qui ont été alléguées de part & d'autre ; nous remarquerons seulement qu'alors le sentiment d'Aurelius, qui soutenoit que la matière essentielle du Sacrement de Confirmation étoit la Chrismation, & que les Evêques seuls en pouvoient être les Ministres, étoit le plus commun & le plus autorisé ; mais que depuis

Contestations entre le Clergé d'Angleterre & les Réguliers.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

celui du Pere Sirmond a en quelque maniere prévalû , & que ces opinions qu'Aurelius traite d'heresies & d'erreurs , sont soutenuës communément dans les Ecoles.

Nous n'avons que peu de chose à dire du Livre de Nicolas le Maître alors Licentié en Theologie , écrit , suivant la maniere de cet Auteur , d'un style ampoullé , & plus en Orateur qu'en Theologien. Il refute vivement dans la Preface de son Ouvrage , la Lettre de Loëmelius , & les raisons contre la Censure alleguées par cet Auteur , dans l'Ecrit qui precede son Eponge. Il entreprend ensuite de traiter de l'origine de l'Etat Monastique , de l'établissement des Evêques dans l'Eglise , & de leur autorité sur tout le Clergé , de l'état des Moines depuis que l'Eglise a été en paix , & compare enfin les Moines & les Clercs. C'est le sujet des quatre Livres dont son Ouvrage est composé. Il raille d'abord ceux qui font remonter l'origine de l'Etat Monastique jusqu'aux Patriarches Seth , Noé & Sem ; il n'approuve pas non plus ceux qui prétendent qu'Elie , Elifée , les Recabites , les Nazaréens , les fils des Prophetes , & saint Jean - Baptiste , ont fait profession de la vie Monastique ; il dit des choses assez curieuses touchant les Nazaréens , les Recabites , & les enfans des Prophetes , & fait voir clairement que leurs Instituts étoient bien differens de celui des Moines. C'est encore avec moins de fondement que quelques Auteurs ont prétendu que Jesus-Christ & les Apôtres avoient vécu en Moines , puisque la pauvreté , dont ils ont donné l'exemple , n'est point pareille à celle que pratiquent les Men-

dians ; ce n'est qu'assez tard que les Religions , dont les trois vœux sont le lien , ont été formées. Les Communautés ont commencé dans l'Eglise par les Clercs , dont la pauvreté , ou plutôt la desappropriation n'étoit pas moins grande que celle des Religieux. Le Monachisme n'a commencé que du temps des dernières persécutions , pendant lesquelles quelques Chrétiens se retiroient dans les déserts : c'est ce qui a commencé à peupler de Moines les solitudes d'Egypte. Ces premiers Moines vivoient séparés du monde , & ne venoient jamais dans les Villes pour y faire leur demeure. L'Auteur ne nie pas neantmoins que les Therapeutes de Philon ne fussent des Juifs de la Secte des Esseniens , convertis au Christianisme , qui menaient une vie à peu près semblable à celle des Moines. Il parle ensuite des différens genres de Moines , comme des Tabennisiotes , des Bosques qui habitoient dans les bois , des Cœnobites qui vivoient en commun , des Anachorettes qui habitoient dans les déserts ; & de ceux que saint Jérôme appelle *Remoboth* , Cassien *Sarabaites* , & d'autres *Gyrovages* , qui se mettoient deux ou trois ensemble pour vivre à leur fantaisie en commun , & qui demeuroient ordinairement dans des Villes & des Châteaux. Les premiers Moines passaient leur vie à chanter les loüanges de Dieu , méditer l'Ecriture sainte , & à travailler des mains : pratique à présent peu usitée parmi la plus grande partie des Moines ; leur habit étoit un habit vil & de Penitent , tres-simple , & sans singularité , ni affectation ; leurs Monastères étoient des cellules au milieu des bois & des campagnes.

Contestations en le Clergé d'Angleterre & Reguliers

*Contesta-
tions entre
le Clergé
l'Angle-
erre & les
Réguliers.*

Ils n'étoient point renfermez ; & on n'a commen-
cé à faire des clôtures aux Monasteres , que pour
empêcher le concours du peuple qui venoit les trou-
bler. En quittant le monde, ils distribuient entie-
rement leurs biens aux pauvres. Leur pauvreté n'é-
toit pas si exacte , qu'ils ne pussent avoir quelque
chose en propre. Il y a des loix qui leur per-
mettent de disposer de leurs biens , & même de
tester. L'obéissance qu'ils rendoient à leurs Su-
perieurs , n'étoit point une obéissance aveugle ;
& les regles que leur prescrivoient leurs Abbez ,
étoient alors considérées comme des Constitu-
tions Oeconomiques, & non pas comme des Loix
qui obligassent sous peine de peché, si ce n'est en
tant qu'elles contenoient des instructions tirées
de l'Evangile. Ils obéissoient non seulement aux
Evêques , mais aussi aux autres Pasteurs , &
avoient un extrême respect pour eux , & en ge-
neral pour tous les Clercs ; ils se croïoient indi-
gnes de la Prêtrise ; & si quelque Prêtre se fai-
soit Moine , il s'abstenoit par humilité de faire
les fonctions de son Ordre ; ils assistoient au
service qui se faisoit dans les Eglises publiques ,
& n'avoient que des Oratoires particuliers qui
étoient fermez au peuple , & où il ne se faisoit
point d'Assemblée Ecclesiastique ; on n'y cele-
broit pas même les Mysteres , si ce n'est quand
les Monasteres étoient éloignez des Eglises : ils
étoient soumis entierement à la visite & à la
correction des Evêques , & ne faisoient aucune
fonction Ecclesiastique , pas même le Catechis-
me sans leur permission. Voilà le sommaire du
premier Livre de l'Ouvrage de Nicolas le Maî-
tre.

Le second est de l'origine des Evêques dans la primitive Eglise, de leur autorité, de leur splendeur, de la nécessité qu'il y a d'en avoir, & de leur juridiction sur tous les Clercs. Il donne une idée de leur grandeur en la personne des Apôtres, & des premiers Evêques. Il fait voir que les Evêques qui sont venus depuis, sont les Successeurs des Apôtres, & que tout le Clergé leur doit être soumis. Il rapporte plusieurs marques éclatantes de leur dignité, comme de donner la benediction aux Prêtres & au peuple, d'être assis dans l'Eglise sur un Trône élevé, d'avoir leur Siege dans des grandes Villes, de pouvoir déposer les Prêtres & les autres Ministres, sans parler de la magnificence de leurs habits, & des privileges que les Rois & les Princes leur ont accordez. Il prouve ensuite la nécessité qu'il y a d'avoir des Evêques ; 1°. Parce que sans un Evêque l'Eglise n'est point Une & parfaite ; & que quiconque se sépare de son Evêque, est schismatique. 2°. Il remarque que la principale fonction de l'Evêque, n'est pas la seule ordination, mais qu'ils ont aussi été établis pour le gouvernement de l'Eglise ; qu'enfin une Eglise n'est point parfaite quand elle n'a point d'Evêque ; & qu'il ne suffit pas qu'elle ait une aptitude à en recevoir un.

Le troisième Livre est de l'Etat du Monachisme après la paix donnée à l'Eglise. Il examine, 1°. si saint Augustin étoit Moine, & refute les raisons de ceux qui tiennent l'affirmative ; il ne laisse pas de louer l'Ordre des Hermites de saint Augustin, & de le croire tres-ancien, quoiqu'il n'ait été connu que depuis qu'il a été rétabli

*Contesta
tions ent
le Clerg
& Angl
terre & l
Regulier*

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*

par Guillaume Duc d'Aquitaine. Il rapporte en peu de mots le different qu'il y a eu pour le pas entre cet Ordre & celui des Franciscains. Il montre que saint Jérôme n'a point été véritablement Moine, quoiqu'il se soit retiré dans la solitude. Il traite ensuite des Monasteres, & de la vie commune des Clercs Reguliers. Dans la primitive Eglise, les biens des Clercs & des Laïques étoient communs. Dans la suite on distribua à chacun des Clercs sa portion des oblations des Fideles, dont ils vivoient séparément. Après la paix de l'Eglise, les Evêques établirent dans leurs maisons des Communautéz de Clercs. On en a les exemples de saint Ambroise, de saint Augustin, de saint Basile, de quelques Evêques d'Egypte, d'Eusebe de Vercel, &c. On donna le nom de Monastere aux lieux de leur habitation, quoiqu'ils fussent fort differens des Monasteres des Moines qui n'étoient point dans les Villes, & qui ne renfermoient que des personnes qui étoient entierement séparées du monde; au lieu que ces Clercs étoient obligez par leur Ministère d'avoir commerce avec les autres Fideles. Ces Communautéz de Clercs devinrent tres-communes dans les siècles suivans. Les Chanoines de la plûpart des Eglises étoient Reguliers, & vivoient en commun; il y en avoit même des Communautéz particulieres qui étoient conduites par un Maître ou Abbé, mais qui étoit toujours soumis à l'Evêque. De là l'Auteur conclut, que les Chanoines Reguliers qui ne sont plus sous la juridiction de l'Evêque, sont descendus à la condition des Moines. La pauvreté des Clercs Reguliers consistoit à n'avoir

rien de propre dans les biens de l'Eglise ; mais ils pouvoient posséder leurs biens patrimoniaux, quoiqu'ils en fissent part à la Communauté, ils n'étoient pas obligez de renoncer à leurs biens.

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & la
Regulier.*

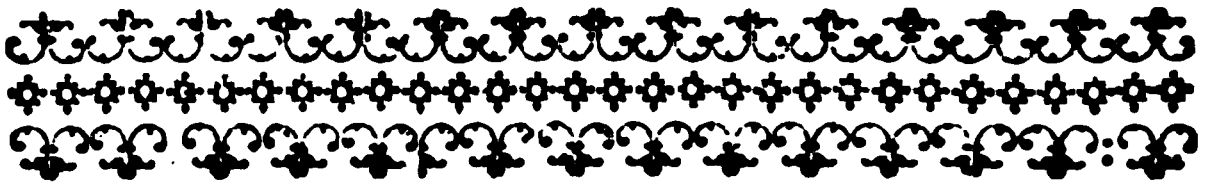
Le quatrième Livre contient une comparaison des Clercs & des Moines, de leurs vertus & de leurs fonctions. L'Auteur examine d'abord en quoi consiste la nature de l'état Monastique. Il prétend que ceux qui le définissent un Ordre engagé à la pratique des conseils Evangeliques, n'en donnent pas une juste idée, 1°. Parce qu'ils ne se croient pas obligez à pratiquer à la lettre tous les conseils Evangeliques. 2°. Parce que ces conseils ne sont pas donnez aux seuls Moines, mais generalement à tous les Fideles. 3°. Parce qu'il y a plusieurs pratiques essentielles aux Moines, dont il n'est point parlé dans l'Evangile, comme la psalmodie, & le travail des mains. 4°. Parce que les trois vœux, que l'on croit l'essence du Monachisme, ne se trouvent point instituez par Jesus-Christ. Il entre ensuite dans le détail des pratiques Monastiques, pour examiner si elles sont propres, & particulieres à cet état ; & commençant par le celibat, il agite deux questions. La premiere, sçavoir, si le vœu du celibat est tellement joint au Monachisme, qu'on ne puisse être Religieux sans l'avoir fait. La seconde, s'il y a eu de tout temps des Loix dans l'Eglise, par lesquelles le mariage étoit tellement défendu aux Moines, qu'ils ne pussent se marier. Il avouë que saint Thomas tient l'affirmative sur la premiere question, mais cependant il ne s'éloigne pas du sentiment de

Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers..

ceux qui croient que le mariage n'est pas entièrement incompatible avec l'état Religieux, comme il le prouve par l'exemple de quelques Ordres Militaires qui ont la qualité de Religieux, quoique le mariage ne soit pas défendu. Il allègue encore pour cette opinion, les Theologiens & les Canonistes, qui tiennent que le Pape peut dispenser les Religieux du vœu solennel de continence. Sur la seconde question il remarque qu'il n'y a aucun ancien Canon qui declare nuls les mariages des Moines & des Vierges, quoiqu'ils reprennent & condamnent ceux & celles qui les contractent. La premiere Loi par laquelle ils aient été declarez nuls, est le Canon *Presbyteris*, Dist. 27. que quelques-uns attribuent au Pape Calixte, qui vivoit l'an 1119, d'autres à Urbain II. qui étoit sur le Saint Siege l'an 1098. Cette Loi a été suivie & confirmée dans le Concile de Rome tenu l'an 1139 : & ce n'est que depuis ce temps-là qu'on a déclaré nuls les mariages contractez avec des Moines, ou avec des Vierges. Avant cela, quoique l'on estimât qu'ils commettoient un grand peché en se mariant, on n'a pas crû que leurs mariages fussent nuls ; & l'on tenoit que le peché qu'ils faisoient en se mariant, étoit moindre que s'ils eussent violé la continence par d'autres crimes. L'Auteur prouve ceci par des passages de saint Cyprien, de saint Basile, de saint Chrysostome, de saint Augustin, & par l'exemple de Venantius. Il explique les Canons qui ordonnent que les Moines qui se marient seront séparés de leurs femmes, de la séparation *Quoad copulam*, & non pas de la séparation *Quoad vinculum*:

comparant ensuite l'obligation des Prêtres à la Loi du célibat avec celle des Moines, il prétend qu'elle est plus essentielle à l'état Sacerdotal, qu'à l'état Monastique; & soutient que quoique l'on pût élever autrefois des gens mariez au Sacerdoce, il y a toujours eu une Loi dans l'Eglise qui les obligeoit de vivre en continence avec leurs femmes. Ce célibat des Prêtres étoit plus excellent que celui des Moines, 1°. En ce que l'on pouvoit admettre au Monachisme des gens qui avoient mené une vie déréglée, pour faire penitence de leurs fautes; au lieu qu'on n'élevoit au Sacerdoce que ceux qui avoient toujours mené une vie exempte de crimes. 2°. En ce que la fin du célibat des Moines & des autres Fideles Laiques, n'a rapport qu'à leur sanctification; au lieu que celle des Evêques & des Prêtres, à rapport à la sanctification des autres. 3°. En ce que la vie des Moines & leurs pratiques, sont des moyens pour conserver la continence, les mettant à couvert des tentations; au lieu que celle des Prêtres y est beaucoup plus exposée. 4°. En ce que la continence des Moines est un bien particulier; au lieu que celle des Evêques & des Prêtres fait l'ornement de l'Eglise. 5°. En ce que celle des Evêques & des Prêtres est d'un Ordre plus excellent, & sert de règle, de modele, & d'instruction aux autres. 6°. En ce que l'on peut recevoir dans les Monasteres ceux qui ont contracté de secondes nœces, & épousé des Veuves: personnes qui ne peuvent pas être promûs au Sacerdoce. Enfin en ce que le don de l'une est conférée par un Sacrement, au lieu que l'autre se conserve seulement par des

*Contesta-
tions entre
le Clergé
d'Angle-
terre & les
Reguliers.*



TRAITEZ

DES LIBERTEZ DE L'EGLISE
Gallicane, & autres Ouvrages de
Messieurs DU PUY.

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

L Es Traitez des Droits & Libertez. de l'Eglise Gallicane, qui avoient été publiez par differens Auteurs à la fin du seizième siecle, & au commencement du dix-septième, furent recueillis & imprimez à Paris en 1638, par les soins de PIERRE ET JACQUES DU PUY freres; tous deux d'un mérite distingué, d'une sagesse admirable, & d'une érudition consommée. Le premier qui étoit Garde de la Bibliothèque du Roi, mourut âgé de soixante-dix ans, le 14 Decembre 1651; & le second âgé de cinquante-cinq ans, le 17 de Novembre 1656. Comme ils avoient un accès libre dans le Trésor des Chartres, dans les Greffes des Cours Souveraines, qu'ils sçavoient parfaitement les Ordonnances de nos Rois, les Decrets des Conciles de France, & la Jurisprudence de ce Roïaume, il ne leur fut pas difficile de faire un autre gros Recueil des pieces propres à justifier les Libertez, les Droits, & les Maximes soutenues par les Auteurs des Ouvrages contenus dans le premier Recueil. Ils le firent imprimer la même

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 575
 année sous le Titre de , *Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane*. Quoique cet Ouvrage sem-
 blât devoir être agréable au Roi , & favorable
 aux interêts de l'Etat , il fut neantmoins défen-
 du sur les plaintes du Nonce , par un Arrêt du
 Conseil d'Etat du 20 de Decembre 1638 , mais
 uniquement parce qu'il avoit été imprimé sans
 privilege , & condamné par un jugement de dix-
 neuf Evêques du 9 de Février 1639 ; & l'on don-
 na ordre à des Theologiens de le revoir pour
 remarquer & corriger les endroits qui ne se-
 roient pas entierement conformes à la doctrine
 de l'Eglise , sans neantmoins toucher aux Liber-
 tez & aux Droits veritables de l'Eglise Gallica-
 ne ; car , comme remarque fort bien M. de
 Marca au commencement de son Ouvrage , il
 ne faut pas croire que le Roi ait eu intention
 d'abandonner par cet Arrêt les Libertez de son
 Roïaume ; & il ne peut tomber dans l'esprit de
 personne , qu'il ait voulu renoncer aux droits
 qui ont été soutenus sous le nom de *Libertez
de l'Eglise Gallicane* , & comme un droit de la
 Couronne par Clovis , par Charlemagne , & par
 saint Louis. En effet les *Preuves des Libertez
de l'Eglise Gallicane* furent réimprimées encore
 plus amples en 1651 , en deux Volumes in-fo-
 lio ; & l'année suivante le *Traité des Libertez
de l'Eglise Gallicane* de M. Pithou , fut imprimé
 par privilege du Roi , avec un Commentaire de
 Pierre du Puy , qui le dédia à M. Molé premier
 President du Parlement de Paris , & Garde des
 Sceaux. Le Parlement de Rouen autorisa même
 par son Arrêt , l'édition faite à Rouen par Yves
 du Recueil des *Traitez & des Preuves de l'Eglise Gallicane* ,
 par Yves Lizieux ,

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

aites & des Libertez de l'Eglise Gallicane.

iber- Le premier Traité contenu dans ce Recueil,
e l'E- est un Traité des Libertez de l'Eglise Gallicane,
Gal- du pieux & sçavant Pierre Pithou, imprimé avec
e. privilege de la Cour du Parlement de Paris, dès
l'an 1594, & dédié au Roi. C'est ce Traité qui a
été réimprimé en 1652 avec le Commentaire
de du Puy. Il contient quatre-vingt-trois Articles
sur lesquels du Puy fait des reflexions dans son
Commentaire, & renvoie au chapitre des Preu-
ves qui justifient la possession de ces droits. Le
premier est le Titre même de *Libertez de l'Egli-
se Gallicane*. Le second est la définition de ces
Libertez, conçue en ces termes : » Ce que nos
» Peres ont appelé, Liberté de l'Eglise Gallica-
» ne, & dont ils ont été fort jaloux, ne sont
» point Passe-droits, ou Privileges exorbitans,
» mais plutôt Franchises naturelles, & ingenui-
» tez, ou droits communs. *Quibus*, comme par-
» lent les Prélats du grand Concile d'Afrique,
» *nullâ Patrum definitione derogatum est Ecclesie*
» *Gallicana*; esquelles nos Ancêtres se sont tres-
» constamment maintenus, & desquels partant
» n'est besoin montrer autre Titre que la rete-
» nue, & naturelle jouissance. Cette définition
est conforme à celle d'Antoine Hotman, qui dit,
» Que ces Libertez ne sont point Concessions de
» Papes, ne sont point Droits acquis contre le
» droit commun. Car pour s'être la France con-
» servée en liberté plusqu'autre Nation qui soit
» Catholique, on ne peut pas dire qu'elle ait
» été affranchie; elle est franche & libre dès sa
» premiere origine; elle s'est mieux conservée
» que les autres en son premier état, sans s'être
abandonnée

abandonnée à la prestation de plusieurs droits « *Traitez*
 qui se recueillent dans les païs qu'on appelle « *des Liber*
 d'Obedience. La Liberté de l'Eglise Gallicane « *tez de l'E*
 peut compatir avec la dignité du Saint Siege, « *glise Gal*
 ce ne sont point deux choses contraires l'une « *licane.*
 à l'autre ; elles sont toutes deux legitimes : «
 cette Proposition maintient l'Eglise, & en re- «
 tranche l'heresie. *

Le troisième Article est, que les particularitez de ces Libertez peuvent sembler infinies ; & que neantmoins, étant bien considerées, elles se trouvent dépendre de deux maximes que la France a toujours tenues. Là-dessus le Commentateur remarque qu'elles consistent dans le droit que nous avons de nous défendre indéfiniment contre toutes les nouveautez que l'on voudroit introduire pour affoiblir le droit commun, ou pour établir en son lieu un droit nouveau. Il donne ce pouvoir non seulement aux Ecclesiastiques, mais encore à tous les Catholiques François, qui composent, selon lui, avec les Evêques, le Corps de l'Eglise Gallicane ; & apporte plusieurs exemples par lesquels il est justifié que le Roi, les Princes, les Etats, & les Magistrats, ont eu part aux Loix concernant la Police Ecclesiastique. Il remarque que ces termes : *d'Eglise Gallicane : d'Episcopi Gallicani : de Concilium Gallicanum*, sont tres-anciens : qu'on les trouve dans le Concile de Paris de l'an 362 ; dans un Concile de l'Illyrie de l'an 367 : que le Pape Hilarus en 462, parle des Eglises Gallicanes : que S. Gregoire le Grand se sert du même terme : que nos Auteurs, comme Fulbert, Yves de Chartres, Suger, Arnoul Evêque de Lizieux,

*Traitez
des Libertez
de l'Eglise
Gallicane.*

578 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

& les Etrangers mêmes , comme Othon de Frisingue , Jean de Salisberi , Matthieu Paris , &c. s'en sont servis aussi-bien que les Papes Alexandre III. & Innocent III. Il ajoute que l'Eglise de France n'est pas divisée pour cela de l'Eglise Universelle , non plus que ne l'étoient pas l'Eglise d'Afrique , & l'Eglise Anglicane qui portoient aussi le nom du pais. Il fait voir enfin que ces Libertez ne peuvent point être des concessions des Papes , qu'on ne doit point les considerer comme des privileges particuliers ; & que ce sont des usages fondez sur les Canons , auxquels on n'a pû derogé par une coutume contraire.

La premiere des deux maximes dont dépendent les Libertez de l'Eglise Gallicane , est » Que » les Papes ne peuvent rien commander ni ordonner , soit en general ou en particulier , de » ce qui concerne les choses temporelles es pais » & terres de l'obéissance & Souveraineté du » Roi Tres-chrétien ; & s'ils y commandent , ou » statuent quelque chose , les Sujets du Roi , encore qu'ils fussent Clercs , ne sont tenus leur obéir pour ce regard.

M. du Puy remarque sur cette maxime , que si le Pape avoit la Souveraineté sur le Temporel des Rois , il seroit une espece de Roi Universel ; Que tous les Roïaumes ne seroient plus qu'un seul Roïaume divisé entre plusieurs Vassaux , dépendans d'un même Roi , & que par là tous les Rois & Souverains perdroient leur autorité. Il rapporte ensuite plusieurs preuves tirées d'exemples & d'autoritez , pour montrer que les Rois ont toujours été , & sont encore en possession de cette Souveraineté.

La seconde maxime est, Qu'encore que le « *Ti*
 Pape soit reconnu pour le Supérieur dans les « *des*
 choses spirituelles ; neantmoins en France la « *teza*
 puissance absoluë & infinie n'a point de lieu , « *glise*
 mais est retenuë & bornée par les Canons & « *licas*
 regles des anciens Conciles de l'Eglise reçus «
 en ce Roïaume ; *Et in hoc maxime consistit* «
Libertas Ecclesie Gallicane , comme l'Univer- «
 sité de Paris le fit dire en propres termes au Par- «
 lement , lorsqu'elle s'opposa à la verification «
 des Bulles du Cardinal d'Amboise. »

Cette maxime est prouvée dans le Commen-
 taire par l'autorité du Pape Leon , par les exem-
 ples des entreprises de Drogon Evêque de Mets ,
 & d'Ansegise Archevêque de Sens , pour le droit
 de Vicariat & de Primatie , par le sentiment des
 Canonistes , & de Gerson.

L'Article sept porte , que le Roi Tres-chré-
 tien , en rendant son obéissance au Pape nou-
 vellement , ne se sert point des termes qu'em-
 ploïoient les Princes Vassaux ou Tributaires ;
 mais seulement se recommande sa Personne &
 le Roïaume que Dieu lui a commis en toute
 Souveraineté , ensemble toute l'Eglise Gallicane
 à la bienveillance de sa Sainteté : Formule usi-
 tée dans les plus anciennes instructions aux Am-
 bassadeurs , & notamment de Philippe le Bel
 au Pape Benoît XI. Louis XI. aïant voulu faire
 davantage , sa soumission fut desapprouvée par
 le Parlement , & par les Etats. Ce fait est expli-
 qué plus au long dans le Commentaire.

L'Article huit porte , que les Rois Tres-chré-
 tiens ont toujours reconnu les Papes pour Peres
 Spirituels , & leur ont rendu une obéissance non

Traitez des Liber- tez de l'E- glise Gal- licane. servile , mais vraiment filiale. Le Commentateur cite plusieurs textes pour autoriser cette Proposition dans l'une & l'autre de ses parties.

Le neuvième Article est , que les Papes à leur avènement , étoient tenus autrefois d'envoier aux Rois Tres-chrétiens la profession de leur foi , telle qu'elle se trouve dans l'ancienne Collection du Cardinal *Deus dedit*. Ce fait est constant par les preuves.

Le dixième , que les Rois Tres-chrétiens ont de tout temps , selon les concurrences , assemblé , ou fait assembler des Conciles Provinciaux , ou Nationaux , dans lesquels on a traité entr'autres choses , des affaires concernant l'ordre & la discipline Ecclesiastique , de leur país dont ils ont fait des Regles , Chapitres , Loix , Ordonnances , & Pragmatiques sanctions , sous leur nom & autorité. Le Commentateur remarque que le premier Synode de France , approuvé par le Pape , à la requisition des François , fut celui qui fut tenu à saint Medard de Soissons l'an 853 , sous Charles le Chauve ; Que dans les Conciles on ne se servoit que de la datte des années de nos Rois ; & que le Pere Sirmond a ajouté celle des années des Papes , de son chef ; Que les Rois d'Espagne ont de même convoqué des Conciles de leurs Etats. Il explique ensuite ce que c'est que la Pragmatique & les Capitulaires.

L'onzième Article regarde les facultez des Legats à *Latere* : il faut qu'elles soient accordées à la priere du Roi ; le Legat n'en peut user qu'après s'être engagé de ne les exercer qu'autant qu'il plaira au Roi ; & il faut qu'el-

les soient vérifiées en Parlement, sous telles modifications que la Cour jugera à propos pour le bien du Roïaume. Le Commentateur rapporte plusieurs exemples particuliers de cette Police.

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

Le douzième Article est, que la même chose s'observe à l'égard des Legats d'Avignon pour les païs de l'obéissance & de la Souveraineté du Roi.

Le treizième, que les Prélats de l'Eglise Gallicane, mandez par le Pape pour quelque cause que ce soit, ne peuvent sortir hors du Roïaume sans commandement ou licence, & congé du Roi.

Le quatorzième Article, que le Pape ne peut rien lever sur le revenu temporel des Benefices, sous aucun prétexte que ce soit, sans l'autorité du Roi, & le consentement du Clergé. Le Commentateur rapporte plusieurs faits pour justifier cette maxime.

Le quinzième, que le Pape ne peut exposer en proie, ou donner le Roïaume de France, & ce qui en dépend, ni en priver le Roi, ou en disposer en quelque façon que ce soit; & que quelques monitions, excommunications ou interdicts qu'il puisse faire, les Sujets ne doivent pas laisser de rendre au Roi l'obéissance dûë pour le Temporel, & n'en peuvent être dispensés, ni absous par le Pape. Le Commentateur fait une longue Dissertation pour prouver cet Article.

Le seizième est, que le Pape ne peut aussi excommunier des Officiers du Roi pour ce qui concerne l'exercice de leurs Charges & Offices.

Traitez
des Libertez
de l'Eglise
Gallicane.

582 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Le Commentateur apporte plusieurs faits qui justifient la possession de ce droit.

Le dix-septième Article est, que les clauses inserées dans la Bulle *in Cœna Domini*, & notamment celle du temps du Pape Jules II. & depuis, n'ont lieu en France pour ce qui concerne les Libertez & Privileges de l'Eglise Gallicane, & droits du Roïaume. Le Commentateur fait voir sur ce sujet, que les Bulles des Papes, & les Decrets des Conciles, ne peuvent avoir lieu dans un Roïaume, s'ils n'y sont publiez & reçus par l'autorité publique.

Le dix-huitième porte, que le Pape ne peut juger ni déléguer, pour connoître de ce qui concerne les droits, prééminences, & privileges de la Couronne de France; & que le Roi ne plaide jamais de ses droits & prétentions, qu'en sa Cour. Le Commentateur cite quelques autoritez pour prouver cette maxime.

Les Articles suivans regardent plusieurs cas auxquels l'autorité du Pape ne se peut étendre en France, comme de créer des Comtes Palatins; de faire des Notaires Apostoliques, dont les Actes soient valables pour les choses civiles; de legitimer des bâtards à l'égard des effets civils; de restituer les Laïques, ou les Clercs contre l'infamie par eux encourue; de remettre les amendes; de se mêler des Testamens & des legs; de permettre de posséder des biens contre les Loix du Roïaume, & même aux Ecclesiastiques d'aliener leurs biens sans formalitez; de déroger aux Provisions Beneficiales, aux fondations des Laïques, & au Patronage; de juger des matieres civiles, ou criminelles; sequestrations

de biens, même Ecclesiastiques ; de connoître des crimes qui ne sont pas purement Ecclesiastiques, ou de ceux qui sont Ecclesiastiques, à l'encontre des Laïques ; de condamner à des amendes pecuniaires, même les Ecclesiastiques. Il appartient aux Juges Seculiers de connoître des abus de la forme des Monitoires, d'ordonner l'absolution à cautele ; l'Inquisiteur de la Foi n'a capture ou Arrêt dans le Roïaume, si ce n'est par l'aide & l'autorité du bras Seculier. Le Roi peut justicier ses Officiers pour quelque cause que ce soit, commise à l'exercice de leur Charge, nonobstant le privilege de la Clericature. Qui que ce soit ne peut posseder aucun Benefice dans le Roïaume, s'il n'en est natif, ou s'il n'a Lettres de naturalité, ou dispense du Roi à cette fin, & que ces Lettres de naturalité n'aient été verifiées où il appartient. Voilà les Propositions que M. Pithou déduit de sa premiere maxime, & que du Puy autorise par des Arrêts, par des exemples, & par des témoignages des Canonistes.

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

De la seconde maxime dépend ce que l'Eglise Gallicane a toujours tenu ; Que quoique « par la Regle Ecclesiastique, comme dit saint « Cyrille écrivant au Pape Celestin, par l'ancien- « ne coutume de toutes les Eglises, les Conci- « les generaux ne se doivent tenir ou assembler « sans le Pape, *Clave non errante*, reconnu pour « Chef & premier de toute l'Eglise Militante, & « Pere commun de tous les Chrétiens, & qu'il ne « s'y doive rien conclure, ni arrêter sans lui, & « sans son autorité ; toutefois il n'est estimé « être par-dessus le Concile universel, mais tenu «

Traitez
les Liber-
ez de l'E-
glise Gal-
licane.

584 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

» aux Décrets & Arrêts d'icelui, comme aux
» Commandemens de l'Eglise, Epouse de N. S.
» Jesus-Christ, laquelle est principalement re-
» présentée par cette Assemblée. C'est pour cela
» que l'Eglise Gallicane n'a pas reçu indifferem-
» ment tous Canons, & Epîtres Decretales, mais
» qu'elle s'est principalement tenuë à ce qui est
» contenu dans l'ancienne Collection appelée
» *Corpus Canonum*, même au regard des Epîtres
» Decretales jusqu'à Gregoire II. Le Commen-
tateur remarque sur cet Article, que le Concile
premier de Tours de l'an 461, Canon 2. modera
les Epîtres Decretales de Sirice, & d'Innocent I.
qui privoient de la communion les Prêtres & les
Diacres qui ne quittoient pas leurs femmes. Il
allegue ensuite plusieurs exemples, & quelques
autoritez pour montrer que les Decretales n'ont
point été reçues dans le Roïaume. Il explique
enfin ce que c'est que le *Corpus Canonum*, &
dit que c'étoit un Recueil des Canons que le
Pape Adrien avoit envoyé à Charlemagne.

L'Article suivant, qui est le 42, porte que
le Pape ne peut dispenser, pour quelque cause
que ce soit, de ce qui est de droit divin & natu-
rel, ni de ce dont les saints Conciles ne lui per-
mettent de faire grace. M. du Puy dans son
Commentaire donne une juste idée de la dis-
pense legitime. Ce n'est point une grace, mais
un acte de Justice par lequel on declare que la
Loi n'a point de lieu en tel cas, c'est une inter-
prétation, ou declaration de la Loi, dans un
cas que le Legislatteur n'a point prévu, & qu'il
eût excepté s'il l'eût prévu; ce qui ne peut point
avoir lieu dans les Loix dont Dieu est le Le-

gislateur , qui voit & prévoit tout. Il blâme fort les Canonistes qui soutiennent que le Pape peut dispenser des loix de l'Evangile , de celles des Apôtres , & du droit naturel ; & leur oppose les sentimens des Papes & des meilleurs Theologiens.

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

L'Article quarante-trois porte , que les Regles de la Chancellerie Apostolique , durant même le Pontificat du Pape qui les a faites & autorisées , ne lient l'Eglise Gallicane qu'en tant que volontairement elle en reçoit la pratique comme elle a fait des trois qu'on appelle *de publicandis Resignationibus in Partibus ; de verisimili notitia Obitus ; & de infirmis Resignantibus* , autorisées par les Edits du Roi , & Arrêts de son Parlement , auxquelles le Pape , ni son Legat , ne peuvent déroger , à l'exception de celle *de infirmis Resignantibus* , de laquelle on reçoit la dispense , même au préjudice des Gracuez nommez en leurs mois. Il est remarqué dans le Commentaire , que les Regles de la Chancellerie commencent sous le Pape Jean XXII. Que les trois Regles de la Chancellerie ci-dessus marquées , sont observées en France comme Loix faites par nos Rois ; Qu'il y a un ancien Arrêt du Parlement du 2 de Novembre 1493 , qui les autorise ; & que la disposition pour l'exception de la Regle *de infirmis* , a été suivie dans un Arrêt du 2 de Juin 1536.

Le quarante-quatrième Article porte , que les Bulles , ou Lettres Apostoliques de citation , executoriales , fulminatoires , ou autres , ne s'excutent en France sans *Pareatis* du Roi , ou de ses Officiers ; & que l'execution qui s'en peut

Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.

faire par le Laïque après la permission , se fait par le Juge Roïal ordinaire de l'autorité du Roi, & non *autoritate Apostolicâ*, pour éviter distractions & mélanges de Jurisdiction. Le Commentateur autorise cet usage par quelques exemples.

Le quarante-cinquième Article porte , que le Pape ou son Legat à *Latere* , ne peuvent connoître des causes Ecclesiastiques en premiere instance , ni exercer de Jurisdiction sur les Sujets du Roi ; & qu'à l'égard de ceux qui sont immédiatement Sujets au Saint Siege , ou dont les causes y sont dévoluës , il peut seulement leur donner des Juges , déleguez *in partibus* ; de la Sentence desquels , si l'on interjette appel , cet appel doit être aussi jugé par des Juges du Roïaume à ce déleguez. C'est l'ancien usage de l'Eglise soutenu par Hincmar , observé dans le Roïaume , & établi par la Pragmatique , comme M. du Puy le fait voir dans son Commentaire.

La même chose doit être observée à l'égard des Appellations des jugemens du Primat & des Metropolitains : dans les causes spirituelles qui vont au Pape , il est tenu de donner des Juges *in partibus* , & *intra eandem Dioecesim*. Cet Article est si ordinairement observé en France , qu'il n'est pas besoin d'autres preuves , comme le remarque le Commentateur.

Le quarante - septième Article porte , que quand un François demande au Pape un Benefice assis en France , vacant par quelque sorte de vacation que ce soit , le Pape est tenu de lui en faire expedier la signature du jour que la requisition & supplication lui en est faite , sauf à

disputer par après de la validité ou invalidité pardevant les Juges du Roi, auxquels la connoissance en appartient ; & en cas de refus fait en Cour de Rome, peut celui qui y prétend intérêt, présenter sa Requête à la Cour, laquelle ordonne que l'Evêque Diocésain ou autre, en donnera la Provision pour être de même effet qu'eût été la datte prise en Cour de Rome, si elle n'eût été lors refusée. M. du Puy remarque que de tout temps les François ont eu ce privilège en Cour de Rome ; que le jour que le Courrier arrive les dattes de leurs expéditions se donnent, & se registrent ; au lieu que celles qui sont pour les autres païs ne sont dattées que du jour même de leur expedition.

*Traité
des Liber
tez de l'E
glise Gal
licane.*

Le quarante-huitième Article est, que le Pape ne peut augmenter les taxes des Provisions qui se font en Cour de Rome, des Benefices de France, sans le consentement du Roi, & de l'Eglise Gallicane.

Le quarante-neuvième, qu'il ne peut faire aucunes unions ou annexes des Benefices de ce Roïaume, à la vie des Beneficiers, ou à autre temps, mais seulement donner des Rescrits délégatoires à l'effet des unions qu'on entendra faire, selon la forme contenuë au Concile de Constance, & non autrement, & ce avec le consentement du Patron, & de ceux qui y ont intérêt. Le Concile de Trente n'est point observé en France dans les Regles qu'il établit pour les Unions. Le Pape Celestin remarque que les Unions des Benefices d'un Diocèse appartiennent à l'Evêque, & se réserve seulement les Unions des Evêchez. Les exemples d'Unions faites par

*Traitez
les Liber-
ez de l'E-
lise Gal-
cane.*

saint Gregoire le Grand, d'autorité absoluë, ne détruisent pas nôtre droit, parce que les Benefices dont il est parlé en ces lieux, étoient dans le territoire du Pape. Et le Concile de Constance revoque toutes les Unions faites depuis le Pape Gregoire XI. sans connoissance de cause : ce sont les remarques de M. du Puy sur cet Article.

Le cinquantième Article porte, que le Pape ne peut créer des pensions sur les Benefices du Roïaume, aïans charge d'ames, ni sur autres, sinon conformément aux saints Decrets des Conciles & Sanctions Canoniques, au profit des Resignans, quand ils ont resigné à cette charge expresse, ou bien pour pacifier un Benefice litigieux ; Que le Pape ne peut pas non plus permettre que celui qui a une pension créée sur un Benefice, la puisse transferer à d'autres personnes, ni qu'aucun Resignant retienne au lieu de sa pension, tous les fruits du Benefice resigné, ou autre quantité desdits fruits excédans la tierce partie, à moins que ce ne fut du consentement des parties. M. du Puy autorise cet Article par les Reglemens faits par saint Louis, par Charles V. par Louis XI. & par un Arrêt du 13 d'Avril 1496, qui declare les resignations faites avec la retention de tous les fruits, nulles. Il remarque que les pensions sur les Benefices sont tolerées en trois cas. 1°. *Propter bonum pacis*, entre deux Contendans pour le même Benefice. 2°. En permutation d'un Benefice pour l'inégalité du revenu. 3°. Quand le Titulaire, pour infirmité ou autre juste cause, resigne pour avoir dequoi vivre. Mais les Benefices qui ont

charge d'ames, sont exempts de pension, même en ces trois cas. Il rapporte ensuite divers Arrêts *di*
touchant les Pensions. *te*

L'Article cinquante-un porte, que le Pape ne *gi*
peut composer avec les intrus pour les fruits *di*
qu'ils ont perçus induëment, ni les leur remettre
au profit de sa Chambre.

Le cinquante-deuxième, que les Provisions
ne doivent contenir de clause, par laquelle il
soit ordonné que foi sera ajoutée au contenu des
Bulles, sans qu'on soit tenu de représenter les
Procurations, en vertu desquelles les résignations
sont faites.

Le cinquante-troisième Article, qu'on ne peut
mettre dans les Collations & Provisions la clau-
se *Anteferri*, ou autre semblable, au préjudice
de ceux qui y ont un droit acquis avant cette
Provision.

Le cinquante-quatrième, que les Men-
dats *de Providendo*, graces expectatives, gene-
rales ou spéciales, réservations, regrez, transla-
tions, même de Prélatrice, dignitez, & autres
Benefices étant à la nomination du Roi, ou pré-
sentation des Patrons Laïques, & semblables
usages de la Cour de Rome, déclarez abusifs
par les Edits du Roi, & Arrêts de son Parle-
ment, ne sont reçus, & n'ont lieu en France.
M. du Puy explique dans son Commentaire ce
que c'est que ces graces. Le Mandat *de Provi-*
dendo étoit un Rescrit du Pape, par lequel il
mandoit à l'Evêque ou autre Collateur, de
pourvoir de Benefice en general ou spécial celui
qui étoit nommé par le Pape, lorsque le Benefice
vaqueroit. Les graces expectatives sont lettres

Traitez
les Liber-
ez de l'E-
glise Gal-
licane.

de Mandat, gracieuses fondées en la seule grace du Pape, avec condition, si l'Impetrant est trouvé digne pour le Benefice dont est question, non encore vacant. On les appelle aussi lettres *in forma dignum*, formule qui est restée, mais seulement pour les Benefices vacans, & non pour ceux à vaquer. Reservations, c'est quand le Pape se reservoit à sa collation & entiere disposition les Evêchez & autres Prélatures, lorsqu'elles viendroient à vaquer, en interdisant l'élection ou collation ordinaire à ceux à qui elle appartient. Il y en a des spéciales en faveur de quelques personnes promûes aux Ordres, & de generales comme de tous Benefices vacans en Cour de Rome, ou en certains mois. Le Regrez est quand un homme qui a resigné son Benefice à faculté de rentrer en jouissance d'icelui venant à convalescence.

L'Article cinquante-cinq est touchant la Prévention : le Pape en use par souffrance au moien du Concordat, mais en la seule personne, & on l'a restreint tant qu'on a pû, en jugeant que la collation nulle de l'Ordinaire empêche telle Prévention.

Le cinquante-sixième porte, que les Resignations ou Procurations, portans clause, *In favorem certa persona & non alias aliter, nec alio modo*, & les Collations faites en conséquence, sont illicites, quand même ces Collations auroient été faites par le Legat à *Latere*, en vertu de ses facultez ; neantmoins celles qui sont faites par le Pape même, sont exceptées de cette Regle.

L'Article cinquante-sept, que le Pape ni son

Legat, ne peuvent dispenser les Graduez des temps & cours de leurs études, ni autrement, pour les rendre capables de nominations aux Benefices, & de tels autres droits & prérogatives.

*Traite.
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

Le cinquante-huitième Article, que le Legat à Latere ne peut députer Vicaires, ou subdéléguer pour l'exercice de sa Legation, sans le consentement exprès du Roi; & qu'il est tenu d'exercer lui-même son pouvoir tant qu'il dure.

Le cinquante-neuvième, qu'il ne peut user de sa puissance de conferer les Benefices de ce Roïaume, quand il n'est pas hors de l'obéissance du Roi.

Le soixantième, qu'à son partement il est tenu laisser en France les Registres des expéditions faites du temps de sa Legation, pour ce qui regarde le Roïaume de France, avec les Sceaux.

L'Article soixante-un, que le Pape ne peut pas de son autorité conferer ni unir Hôpitaux ou Leprosies de ce Roïaume.

Le soixante-deuxième, qu'il ne peut créer des Chanoines, d'Eglises Cathedrales ou Collegiales, *sub expectatione futura Præbende*, même du consentement des Chapitres, sinon afin seulement de pouvoir retenir en icelles dignitez, personat, ou Office.

Le soixante-troisième, qu'il ne peut conferer les premières dignitez des Eglises Cathedrales ou Collegiales, dans lesquelles on garde la forme d'élection, prescrite par le Concile de Latran.

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

L'Article soixante-quatre , qu'il ne peut dispenser , au préjudice des Coûturnes & Statuts des Eglises Cathedrales ou Collegiales de ce Roiaume , s'ils sont confirmez par un approbation du Saint Siege , octroïée à la requête du Roi.

Le soixante-cinquième porte , qu'on peut en France prendre possession d'un Benefice en vertu de simple signature , sans Bulles expédiées sous plomb.

Le soixante-sixième Article est sur le droit de Regale qui est mis entre les Libertez de l'Eglise Gallicane , comme dépendant du premier chef de la maxime generale , & considéré comme un droit de Bail , de Garde , de Protection , lequel emporte la collation des Prébendes , dignitez & Benefices non Cures , vacans de droit & de fait , ou de fait ou de droit seulement , comme faisant partie des fruits qui sont partagez pour l'année au *pro rata* entre le Roi & les héritiers du défunt Prélat. Il ajoute que ce droit a des privileges particuliers , comme de durer trente ans , d'être ouvert par la promotion au Cardinalat , ou Patriarchat , de n'être clos qu'après la prestation de serment de l'Evêque ou Archevêque , enregistrée en la Chambre des Comptes ; outre que le droit de Regale ne se peut cumuler d'autres droits , & qu'il n'est sujet à la jurisdiction & connoissance d'autres que du Roi , & de la Cour de Parlement , & exempt des Regles de la Chancellerie , & des facultez des Legats , dispenses , dévolus , nominations , &c. Ces particularitez sont expliquées dans le Commentaire.

L'Article

L'Article soixante-sept met au même rang le droit de donner permission de s'assembler pour élire, & de confirmer l'élection dont les Rois de France ont toujours joui tant que les élections ont eu lieu en ce Roïaume, & jouissent encore à présent dans ce qui reste de cette ancienne forme.

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

Le soixante-huitième porte, que l'on pourroit douter si le droit de nomination doit être mis entre les Libertez, plutôt qu'entre les Privileges; d'autant plus que Loup Abbé de Ferrieres, témoigne que les Merovingiens & Pepin, eurent sur ce le consentement du Pape: neantmoins ce droit étant pratiqué par des Patrons Laïques, est encore plus legitime en la personne du Roi, premier & universel Patron & Protecteur des Eglises de son Roïaume. M. du Puy fait remarquer dans son Commentaire, les différentes variations de la maniere de pourvoir aux Prelatures & dignitez de l'Eglise; Que les Papes ont voulu se l'attribuer; Que le Chapitre *Adrianus* dans le Droit Canon, suppose que le Pape Adrien I. accorda ce droit à Charlemagne Empereur & Roi de France, & à ses Successeurs. Ce Canon est revoqué en doute par Baronius, quoique les Allemands le soutiennent; Que Gregoire de Tours & nos anciens Historiens sont pleins d'exemples qui font voir que les Rois de la premiere race dispoïent des Prelatures; Que non seulement Loup Abbé de Ferrieres, mais aussi Hincmar & Flodoard, reconnoissent que les Rois de la seconde race jouïssent de ce droit. Ceux de la troisième ont aussi prétendu le même droit; mais les Papes se mirent en possession de

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

594 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

confirmer les élections. Philippe-Auguste & S. Louis, rétablirent les élections ; en sorte toutefois qu'ils y avoient bonne part ; Que la plupart des Rois & Souverains ont conservé ce même droit, comme tres-important à la sûreté de leurs Etats ; Que les Rois d'Hongrie, d'Espagne, d'Aragon, & d'Angleterre en ont jouï ; Que le Pape Nicolas V. l'a accordé au Duc de Savoie ; ce qui a été confirmé par Leon X. Clement VII. & Paul III.

L'Article soixante-neuf porte, qu'on doit compter entre les Privileges, les Indults des Cours Souveraines, quoiqu'ils soient plus anciens que quelques-uns ne pensent, & qu'il s'en trouve quelques vestiges dès le temps du Pape Sixte IV. & même sous le regne de Philippe le Bel. M. du Puy rapporte dans son Commentaire des Arrêts & Reglemens du xv. & du xvi. Siecles, touchant les Indults.

L'Article soixante-dix y joint plusieurs autres privileges aux Rois & Reines de France, à leurs enfans, Princes du Sang, & Officiers ; & du Puy remarque que tous ces privileges sont dans le Tresor des Chartres du Roi ; dont le Greffier du Tillet a fait & publié un Inventaire fort exact dans son Recueil des Rois de France, de leur Couronne, & Maison.

Le soixante-onzième met au rang de ces privileges les exemptions des Eglises, Chapitres, Corps, Colleges, Abbaies, & Monasteres, de leurs Prélats legitimes, lesquels ont été accordées par les Rois ou par les Papes, à leurs poursuites, pour de grandes & importantes considerations, & depuis débattues & soutenues dans

les Conciles de Constance & de Basle, & qui ne peuvent être accordées sans licence, & permission du Roi. M. du Puy fait voir dans son Commentaire l'abus des exemptions, & qu'en France on n'en a jamais donné sans le consentement du Roi, parce qu'elles sont contre le droit commun.

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

Le soixante-douzième Article fait mention d'une Decretale du Pape Alexandre III. où il est dit que c'est une ancienne coutume de l'Eglise Gallicane, de pouvoir tenir ensemble plusieurs Benefices; mais ni l'Auteur, ni le Commentateur n'approuve cet usage, & ils ajoutent dans l'Article suivant, que la Cour de France a toujours jugé que le Pape ne peut conférer à une seule personne plusieurs Benefices *sub eodem titulo*.

Le soixante-quatorzième Article porte, que l'on peut encore mettre entre les privileges même non Ecclesiastiques, le droit de tenir des dixmes en fief par des Laïques, qui a pris son origine d'un abus commencé sous Charles Martel, continué principalement sous les Rois de sa race, & toléré pour aucunes considerations; mais avec tel temperamment sous les dernieres, que le Laïque peut rendre ou donner tels fiefs à l'Eglise, & l'Eglise les recevoir & les retenir sans permission du Prince; & qu'étant retournés en mains Ecclesiastiques, ils ne sont sujets à retrait de personne Laïque, & la connoissance en appartient au Juge Ecclesiastique pour le petititoire. M. du Puy rapporte l'Histoire fabuleuse qui se trouve dans la Chronique de Raoul le Noir Anglois; sçavoir, que Charles Martel ôta les dixmes aux Clercs, pour les donner aux Of-

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

ficiers de guerre, & que l'on trouva dans son tombeau un grand serpent au lieu de son corps. Il remarque ensuite que la cause des dixmes inféodées, vient de ce que plusieurs Titres s'étant perdus pendant les guerres qui furent entre l'Empereur Frederic I. & Adrien IV. & pendant le schisme des Papes, la Noblesse s'empara des dixmes; & que depuis les Ecclesiastiques les aiant revendiquées, le Concile de Latran termina ces differens l'an 1179, en ordonnant que l'on ne rechercheroit point le passé, mais qu'à l'avenir les dixmes ne pourroient passer aux Laïques: d'où est venuë la regle que les dixmes inféodées sont celles qui sont d'ancienne & immémoriale possession, c'est-à-dire, avant le Concile de Latran, entre les mains des Laïques. Cependant les dixmes ne sont pas tant spirituelles que destinées à l'usage des Ministres de l'Eglise; & presque tous les differens qui naissent pour raison des dixmes, sont de la jurisdiction Seculiere. Traitant ensuite la matiere à fond, il regarde comme une fable l'Histoire que l'on compte de Charles Martel, & fait voir qu'elle ne regarde point les dixmes, mais seulement quelques biens d'Eglise, tenus en fief par les Seigneurs: droit tout different de celui des dixmes. Il tient donc contre l'avis de son Auteur, que le droit des dixmes inféodées n'est nullement Ecclesiastique; Que la concession de la dixme aux Ecclesiastiques, n'est venuë que de la pure liberalité des Laïques; & que celles qui ont été accordées par l'Eglise aux Seigneurs en récompense des services qu'ils lui avoient rendus, doivent être considérées comme des biens Laïques.

Les Articles suivans expliquent les moïens par lesquels on peut procurer la conservation des Libertez & Privileges , qui sont , 1. par des Conferences amiables des Rois avec le saint Pere , ou en personne , ou par Ambassadeurs. 2. En observant que toutes les Bulles & Expéditions venant de Rome , soient examinées pour voir si elles ne contiennent rien qui porte préjudice aux droits & Libertez de l'Eglise Gallicane ; ce qui se pratique aussi en Espagne , & dans les autres Etats. 3. Par Appellations interjetées au futur Concile. 4. Par les Appellations comme d'abus qui ont lieu quand il y a entreprise de Jurisdiction , ou attentats contre les saints Decrets & Canons reçus dans le Roïaume , droits , franchises , Libertez & Privileges de l'Eglise Gallicane , Concordats , Edits , Ordonnances du Roi , Arrêts de son Parlement , & en general contre ce qui est non seulement de droit commun , divin & naturel ; mais aussi des prerogatives de ce Roïaume , & de l'Eglise Gallicane.

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

Le Commentateur soutient fortement sur ce dernier Article les appellations comme d'abus. Il fonde ce droit sur deux maximes. La premiere, que le Roi est executeur & protecteur des saints Canons ; la seconde , qu'il a puissance de faire des Loix & Ordonnances concernant la police exterieure de l'Eglise. De là il conclut que les Decrets des Conciles sur ce sujet ne peuvent point avoir lieu en France , s'ils ne sont publiez & reçus par ordre du Roi , qui les peut interpreter & modifier ainsi qu'il le juge à propos pour le bien de son Etat. Quelques-uns , pour dimi-

Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane,

nuer l'autorité de cet usage, disent que les appellations comme d'abus n'ont été introduites que depuis peu de temps. Les uns, depuis la Pragmatique de Charles VII. & les autres sous les regnes de Charles VIII. ou de Louis XII. ce qui peut être vrai quant à la forme, & aux termes ; mais non quant à la chose, puisqu'il est certain que s'il y avoit plainte d'un jugement donné par un Evêque, on s'adressoit au Roi pour y mettre ordre, comme il est porté dans le Canon VII. du Concile de Francford de l'an 794, par lequel il est ordonné qu'en cas que le Metropolitain ne puisse pas terminer le différent qu'a l'Evêque avec ses Clercs, les accusateurs & les accusez s'adressent au Roi. On s'adressoit aussi quelquefois au grand Chapelain quand on ne vouloit pas aller au Metropolitain ; & sous Louis le Debonnaire on alloit droit au Roi. Ce qui fait croire que ces appellations sont nouvelles, est que les appellations civiles étoient entièrement inconnues à nos anciens François ; car les Baillifs & les Senechaux jugeoient en dernier ressort ; & nulle appellation n'étoit relevée au Parlement, qui ne s'assembloit qu'une ou deux fois l'année avant qu'il fut établi sédentaire par Philippe de Valois ; mais on s'adressoit au Prince *per viam querela* ; & la même chose se pratiquoit dans les causes Ecclesiastiques. M. du Puy rapporte ensuite plusieurs exemples du XII. XIII. & XIV. Siecles, avant la Pragmatique de Charles VII. par lesquelles il paroît que les Ecclesiastiques mêmes se sont adressez au Roi & au Parlement, pour faire reformer des jugemens Ecclesiastiques. Il rapporte aussi plusieurs autres

exemples des appellations comme d'abus, inter-
jettées par les Ecclesiastiques, & jugées par le
Parlement dans le xv. & xvi. Siècles.

Il est remarqué dans l'Article quatre-vingt-
un, que les appellations comme d'abus sont
portées à la Grand'Chambre du Parlement qui
est le lit & le Siege de la Justice du Roïaume,
composée de nombre égal de personnes tant Ec-
clesiastiques que Laïques.

Le dernier Article recommande la bonne in-
telligence entre le Pape & le Roi de France ; &
M. du Puy rapporte plusieurs belles autoritez
des Papes & des Rois sur ce sujet.

Le second Traité contenu dans le Recueil sur
les Droits & Libertez de l'Eglise Gallicane, est
une Remontrance faite au Roi Louis XI. l'an
1461 par le Parlement, pour maintenir les éle-
ctions contre les Annates, & autres exactions
de la Cour de Rome, Commendes des Evêchez
& Abbaïes, réservations, graces expectatives, &
semblables abus contraires aux saints Decrets, &
au Droit Canon.

Le troisième Traité est un Memoire dressé
pour le Roi par Maître Jacques Capelle Avocat
du Roi au Parlement de Paris, de la part du Pro-
cureur General, contre les levées de deniers qui
se font au profit de la Cour de Rome. Ce Me-
moire est divisé en quatre parties. Dans la pre-
miere il montre que le Roi étant Souverain dans
le Temporel, & Protecteur des Libertez & de
la Discipline de l'Eglise Gallicane, peut convo-
quer des Assemblées des Princes & des Prélatz
de son Roïaume, & y faire des Statuts, Edits &
Ordonnances pour remedier aux abus, & arrê-

*Traitez
les Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

ter les entreprises qui se pourroient faire contre les Libertez de l'Eglise Gallicane. Il apporte plusieurs exemples de cet usage de siecle en siecle. Il fait voir dans la seconde partie, que quand les Papes ont été mal contens de ces Assemblées & Ordonnances qui y avoient été faites, & qu'ils ont voulu les casser en se servant de Censure & d'Interdit, ou d'autres voies, les Parlemens, les Prélats du Roïaume, & les Officiers du Roi, spécialement les Procureurs Generaux, se sont fortement opposez à ces entreprises; en sorte que les Rois & l'Eglise de France sont toujours demeurez en possession de leurs Libertez, & de leurs droits. Il rapporte plusieurs pieces pour justifier la verité de ce fait, & explique les moïens dont on s'est servi pour maintenir cette Liberté. Il expose dans la troisième partie, la quantité excessive & intolerable de deniers que la Cour de Rome tire hors du Roïaume par le moïen des Annates, préventions, resignations, collations en Commendes, Benefices vacans en Cour de Rome, privileges, exemptions, absolutions de cas reservez, commutations de vœux, translations de Religieux d'Ordre en un autre, concessions d'Indulgences, provisions de Protonotaires, & de Notaires Apostoliques, qu'il fait monter à la somme de cinq à six cens mille écus par an qui passent les Monts, & ne reviennent jamais, ce qui appauvrit le Roïaume, & met ceux qui sont pourvus des Benefices, hors d'état de faire les réparations des Eglises, & de satisfaire aux autres devoirs auxquels ils sont obligez. Il s'attache particulièrement aux Annates qu'il croit pouvoir qualifier d'une espece de

simonie. Il conclut dans la quatrième partie , à ce qu'il plaise au Roi supprimer toutes ces exactions , & permettre que le temporel des Evêchez , & d'autres gros Benefices que tiennent en France les Cardinaux Italiens , & autres Etrangers , soit saisi , & mis en la main du Roi pour les réparations des Eglises , Edifices , entretien du service Divin , & autres effets auxquels il est destiné. Il répond ensuite au prétexte que la Cour de Rome apporte pour justifier ces exactions. Quant au premier , que les Papes & le Saint Siege Apostolique ont de grands frais à supporter pour l'Eglise Universelle , & qu'il est bien juste que tous les Fideles contribuent à cette dépense. Il répond que l'Eglise Romaine a de grands revenus ; Que les Papes sont beaucoup plus riches à present qu'ils n'étoient autrefois ; & qu'ils ont été beaucoup plus saints , & beaucoup plus respectez quand ils ont été pauvres , qu'ils ne le sont à present ; Que le College des Cardinaux est aussi extrêmement riche ; & qu'ils doivent survenir aux affaires de l'Eglise , tant de leurs biens , que de leurs conseils ; Que quand les affaires de l'Eglise de Rome seroient en un état qu'il fallût lui donner quelque subvention , il faudroit qu'elle fût réglée dans un Concile general , taxée avec moderation , & portée également par tous les Roïaumes Chrétiens ; Qu'enfin il n'est pas necessaire que le Pape se mêle de faire la guerre , & de lever des troupes pour la défense de l'Eglise , que c'est aux Princes à le faire , comme les Rois de France l'ont toujours fait à leurs dépens. La seconde raison que la Cour de Rome allegue , est que les Annates

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

ont été accordées par le Concordat. L'Auteur du Memoire prétend que par les termes du Concordat, les Annates ne sont point accordées, Qu'elles ne l'ont pû être, & que le Concordat n'a été fait que par nécessité; Que la nomination aux Evêchez par le Roi n'a rien d'injuste, & de contraire aux loix & usages de l'Eglise, & qu'elle est même fondée sur l'ancien droit des Rois; au lieu que la levée des Annates est contraire aux Loix, aux Decrets des Conciles, à l'équité, & à la justice. Sur ce principe il conclut, que le Roi peut défendre de paier les Annates, sans que le Pape soit en droit de refuser les nominations du Roi; & qu'en cas qu'il le fit, le Roi peut faire assembler les Princes de son Sang, Prélats, & Clergé de l'Eglise Gallicane, pour aviser aux moïens d'y pourvoir; & qu'on pourroit prendre celui qui est dans un Canon du Concile de Toledé, Distinct. 63. par lequel il est dit, qu'il sera permis à l'Archevêque de Toledé d'ordonner des Evêques en Espagne & en Gallice, tous ceux que le Roi aura élus, qu'il jugera dignes de remplir ces places.

Le quatrième Traité est un Memoire dressé par Noël Brûlart Procureur General du Roi, & adressé à Sa Majesté vers l'an 1548, touchant quelques prétentions du Pape sur la Bretagne & la Provence, contraires aux Libertez de l'Eglise Gallicane. Il y remontre que depuis deux cens ans les Rois ses Prédecesseurs ont travaillé à abolir, & extirper de ce Roïaume les abus & entreprises qui s'y faisoient anciennement sous le nom du Pape, par quelques-uns de ses Off-

ciens ; Qu'avant les regnes des Rois Charles V. VI. & VII. & Louis XI. le Pape avoit dans le Roïaume des Collecteurs, & Sous-collecteurs qui levoient les décimes & emprunts sur les gens d'Eglise, les successions des Beneficiers, les fruits des premieres années des Benefices vacans, la moitié des fruits des Benefices en Commende, ou incompatibles, la neuvième partie des biens des Seculiers, & les pensions dont ils chargeoient à leur volonté les Benefices du Roïaume ; Que toutes ces exactions ont été abolies peu à peu par les Ordonnances de ces Rois. Il expose ensuite qu'il y a eu un temps que la collation des Benefices étoit faite par le Pape, & par les Evêques *alternatim*, suivant un Reglement fait par le Concile de Constance en 1418 ; Que du temps d'Eugene IV. ils confererent par mois, que le Pape en avoit huit & les Evêques quatre, suivant deux Traitez faits pour dix ans entre ce Pape & les Evêques ; Que les Prélats de France n'étant pas contens de ce Traité, eurent recours au Concile de Basle, qui ordonna que la provision des Benefices collatifs appartiendrait aux Prélats, & qu'il seroit pourvu aux électifs par élection, comme il est porté dans la Pragmatique Sanction. Le Pape Sixte IV. voulut l'an 1472 rétablir la réservation des mois, & fit pour cela une Constitution qui est dans le Droit entre les Extravagantes, & commence par ces mots, *Ad Universalis Ecclesie Regimen* ; mais elle ne fut point reçue en France, & la Pragmatique y eut lieu jusques aux Concordats qui furent reçus dans tout le Roïaume. François I. aiant sçû qu'on faisoit difficulté de les

*Traitez
des Liber.
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

observer en Dauphiné & en Bretagne, donna ordre qu'ils y fussent exécutez. Ces faits supposez, le Procureur General vient au sujet de la contestation, qui est que le Pape prétendoit jouir du droit de Collation des Benefices pendant huit mois, dans la Bretagne & dans la Provence, comme étant des pais d'Obedience pour lesquels les Concordats n'avoient été faits. Le Procureur General soutient au contraire, que les Concordats aiant été faits pour tout le Roïaume, doivent avoir lieu en Bretagne qui a toujours été un Fief mouvant de la Couronne, & en Provence, qui dans sa premiere origine, est une Province du Roïaume, & qui sont actuellement partie du Roïaume; Que les termes du Concordat étant generaux pour tous les Etats du Roi, la Bretagne & la Provence n'y sont pas moins compris que le Lyonnois & le Viennois que le Pape ne conteste point, quoiqu'il prétende qu'ils ne sont pas du Roïaume de France. Le Pape prétendoit encore jouir dans ces deux Provinces, des reserves, mandats, & expectatives pour les Benefices vacans dans les quatre mois des Evêques, ce qui absorboit toutes les Collations. Le Procureur General du Roi fait voir combien cette prétention est injuste, & dangereuse; Que si elle avoit lieu, presque tous les Benefices seroient donnez à des inconnus, & à des Etrangers qui ne feroient point de résidence sur les lieux, & ne rendroient aucun service à l'Eglise; Que par ce moïen les revenus des Benefices seroient portez hors du Roïaume, & les Etudiens privez des récompenses qu'ils peuvent legitimement attendre. Il

DU DIX-SEPTIÈME SIECLE. 605
ajoute que le Pape prétend aussi avoir droit de
mettre des pensions sur les Benefices de ces Pro-
vinces , connoître du petitoire , y empêcher les
appellations comme d'abus , y faire valoir ses
Interdits & Censures , toutes choses contraires
aux interêts du Roi & de ses Sujets. Il fournit
ensuite plusieurs expediens pour conserver le
droit du Roi & des Collateurs , & pour empêcher
que les prétentions du Pape n'aient leur execu-
tion.

*Traité
des Libertez de l'E-
glise Gallicane.*

Le cinquième Traité est un Memoire , ou Avis
de Jean du Tillet Proto-notaire & Secretaire du
Roi , Greffier de sa Cour de Parlement , sur les
Libertez de l'Eglise Gallicane , fait l'an 1551 , &
imprimé à Paris avec permission l'an 1594. Ce
Memoire commence par cette maxime , Que «
quoiqu'aux seuls Prélats & Ministres de l'E- «
glise soit commise la spiritualité , qui est la plus «
digne charge du salut des ames , & qu'elle «
soit interdite aux Rois & Princes Temporels , «
toutefois en leur domination Temporelle , est «
comprise toute la Police publique , de laquel- «
le la premiere part est la protection , garde «
& conservation de l'ordre & discipline de l'E- «
tat Ecclesiastique de leur Roïaume. Il remar-
que ensuite que pendant que l'Eglise de France
a été gouvernée & policée sous l'autorité des
Rois Tres-chrétiens , & non sous celle des Pa-
pes , elle a été approchante de la premiere &
Apostolique , & la moins & plus tard corrompue
que nulle autre , parce que les Jurisdctions Ec-
clesiastiques & Temporelles étoient administrées
unaniment sous & par l'autorité des Rois ,
qui envoïoient tous les ans dans les Provinces

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

de leur oëissance des Commissaires, l'un Prélat, & l'autre Comte, qui faisoient assembler les Evêques, Abbez, Comtes, & autres Officiers de chaque Province pour s'informer & enquerir de la difformité des deux Etats, pourvoir à ce qu'ils pouvoient, & du reste faire rapport au Prince, par la puissance & l'autorité duquel tout étoit administré. Les Compagnies des Officiers & du Conseil, étoient composées d'Ecclesiastiques & de Laiques; & outre les Conciles Provinciaux, on faisoit tous les ans une Assemblée generale de l'Eglise de France, à laquelle assistoient le Roi, les Princes, & les Seigneurs, & dans laquelle on faisoit des Loix, Constitutions, & Reglemens pour la reformation generale & police des deux Etats, qui étoient publiées par l'autorité du Roi. Il n'y avoit alors aucune division des Menses, des Evêques, & de leurs Chapitres; car les Chanoines n'avoient aucun propre, & vivoient regulierement & en commun. Les Evêques ne dépensent les biens de l'Eglise que par le conseil du Chapitre; les Réguliers n'étoient point exempts des Evêques; il n'y avoit aucune pluralité de Benefices; chaque Ministre résidoit dans le lieu de son administration, & l'on ne recevoit aucune dispense de la Cour de Rome. Les Rois donnoient les Evêchez avant Charlemagne; s'il y avoit élection, il falloit qu'elle fut confirmée par l'autorité des Rois; & ils conféroient toutes les Abbayes. Charlemagne rendit au Clergé & au peuple les élections des Evêchez, & aux Religieux celles des Abbayes: ce qui ne dura que sous son regne; car dans le Concile tenu à Valence sous l'Empire de Lo-

thaire, il fut ordonné que quand un Evêché seroit vacant, on demanderoit au Prince la permission d'élire; & qu'en cas qu'il nommât quelques-uns de ses Chapelains, il seroit sacré si l'Archevêque & les Evêques le trouvoient capable de remplir cette place. Dans le Concile de Cologne les Prélats demanderent au Roi Charles le Chauve, qu'il désignât de bons Evêques pour les Evêchez vacans, & qu'il ne donnât point les Abbayes à des Laïques: preuve de la possession où ils étoient de nommer aux Evêchez & aux Abbayes; & enfin quoique les élections aient eu lieu en ce Royaume, les Rois ont toujours joui du droit, que l'élection ne pouvoit être faite sans leur permission, & de confirmer les élections; en sorte que les Evêques ne pouvoient être élus que par leur consentement, ni ordonnés sans leur approbation: droit que les Empereurs ont eu long-temps à l'égard des Papes. Et à cause de la grande autorité des Evêques, & du temporel qu'ils possédoient, ils furent obligez de prêter serment de fidélité aux Rois. Les élections du Clergé & du peuple subsistoient encore du temps du Roi Louis le Gros. Le Pape Adrien en exclut le peuple, & le Pape Lucius restreignit le droit d'élire aux Chapitres; ce qui ouvrit la porte aux simonies, & aux autres contestations sur les élections, qui ont donné lieu à la nomination du Roi. Dans le temps du bon gouvernement de l'Eglise de France, on ne reconnoissoit l'autorité du Pape, que pour le bien & l'observation des Canons, & des Decrets des Conciles. Les Papes étendirent ensuite plus loin leur autorité, qui fut reprimée par les Constitu-

*Traité
des Libér-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

608 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

tions de nos Rois, & notamment par la Pragmatique de saint Louis, qui ordonna qu'il seroit pourvû aux Benefices électifs par élection, & aux collatifs par les collations & presentations des Collateurs ordinaires & Patrons, abolit les reservations, graces expectatives, & préventions de Cour de Rome; & défendit les exactions, charges & impositions, ou levées de deniers de la Cour de Rome. L'Auteur rapporte ensuite plusieurs Ordonnances & Arrêts, par lesquels les Rois se sont maintenus dans la possession de leurs droits contre les entreprises des Papes.

Ce Traité est suivi de l'Arrêt du Parlement, donné en 1561 contre Jean Tanquarel, qui avoit soutenu que le Pape avoit une puissance souveraine tant pour le Temporel, que pour le Spirituel.

Le septième Traité est un Memoire dressé par le commandement du Roi Charles IX. sur les procédures faites à Rome contre la Reine de Navarre, Princes, Prélats, & autres Sujets de sa Majesté, envoié à Rome pour être communiqué au Pape Pie IV. l'an 1564. Cette Princesse, plusieurs Prélats, & autres Sujets du Roïaume, avoient été condamnez comme heretiques par un jugement des Inquisiteurs de Rome, & declarez privez de leurs Prelatures, & la Reine en particulier de ses Terres & Seigneuries. Ce Memoire établit par plusieurs exemples, & par plusieurs autoritez, le pouvoir des Rois, la Liberté des Eglises; & montre que les causes des Sujets de Sa Majesté, ne peuvent être portées à Rome. Il y a outre cela un Memoire particulier

lier contre le Monitoire décerné à l'encontre de la Reine de Navarre , avec une Protestation & une Remontrance contre ce Monitoire.

*Traité
des Libertez
de l'Eglise
Gallicane.*

Le huitième Ouvrage contenu dans ce Recueil , est un Traité des Libertez de l'Eglise Gallicane , fait par Claude Fauchet premier Président de la Cour des Monnoies. Cet Auteur établit pour fondement de ces Libertez , l'opinion que les clefs ont été données à tous les Apôtres. Il rapporte ensuite plusieurs faits assez confusément , qui tendent tous à montrer que l'autorité du Pape n'est point absolue , & sans bornes. Comme ce Traité n'est point digéré , & n'est qu'un tissu de faits rapportez sommairement , nous n'en ferons point ici d'extrait , & nous renverrons à l'Ouvrage même qui renferme beaucoup de particularitez très curieuses. Il fut fait à l'occasion des Bulles Monitoriales décernées par Gregoire XIV. contre le Roi Henri IV. & les François qui le reconnoissoient.

C'est aussi contre ces Lettres Monitoriales qu'est dressé le discours suivant , de Charles Faye Abbé de saint Fustien , Conseiller au Parlement , pour soutenir le Decret de l'Assemblée de Mante du 21 de Septembre 1591 , dont le but est de prouver que le Pape n'a point de droit de priver les Rois de leurs Etats. L'Auteur y décrit aussi les entreprises que les Papes ont faites , & les moïens par lesquels ils ont voulu étendre leur autorité au delà des justes bornes , & maintient fortement les Libertez de l'Eglise , & les droits du Roi.

Cet Ouvrage est suivi d'un extrait du Traité de M. Pithou , de la Grandeur , Droits , Préémi-

nences , & Prerogatives des Rois & du Roïaume de France , qui concernent le droit & privilege des Rois de France , de ne pouvoir être excommuniés eux , ni leurs Officiers faisant les fonctions de leurs Charges.

Le Traité suivant est d'Antoine Hotman Avocat en la Cour de Parlement , qui avoit fait en 1594 un Traité des Droits Ecclesiastiques , Franchises , & Libertez de l'Eglise Gallicane , divisé en deux Livres ; l'un sur les personnes , & l'autre sur les droits Ecclesiastiques. L'Auteur commence par cette reflexion : Que de tous temps les Prêtres ont eu tant d'autorité & de puissance entre les peuples , qu'ils ont contrebalancé celle des Magistrats ; ce qui a eu plus de lieu dans le Christianisme , que dans aucune autre Religion. Dans le commencement de l'Eglise , les Chrétiens portoient leurs differens à l'Assemblée des Fideles & aux Prêtres , pour n'être pas obligez d'être jugez par des Infideles. Depuis que les Empereurs ont été Chrétiens , les Ecclesiastiques ont eu le droit de juger les personnes Ecclesiastiques par la Concession des Empereurs , même dans les causes civiles , mobilières. Il est vrai qu'à l'égard des causes qui concernent les immeubles , la connoissance en a toujours été réservée aux Juges Seculiers ; mais les Ecclesiastiques se sont mis en possession de juger du petitoire des dixmes , & des Benefices. Quant aux causes personnelles , soit civiles , soit criminelles , les Laïques n'ont jamais été soumis dans ces sortes de causes aux Juges Ecclesiastiques ; quoiqu'ils aient prétendu autrefois connoître des executions de Testamens , de Contrats , & des causes

criminelles sous diverses prétextes. A l'égard des Ecclesiastiques accusez de crimes, le Roi François I. a limité leur exemption de la Justice Se- culiere aux Clercs non mariez, parce qu'il y a eu un temps où beaucoup de personnes pre- noient la tonsure pour jouir des privileges de la Clericature ; & depuis Philippe le Hardi restrei- gnit ce privilege aux Clercs qui sont du moins Sou-diacres : Ordonnance qui ne fut verifiée par le Parlement, qu'à condition que les Eco- liers actuellement étudiants, & sans fraude, qui seroient Clercs Beneficiers, jouïroient du privi- lege. Cependant les Juges Ecclesiastiques n'ont point de Territoire, mais seulement une Audi- toire ; l'execution de leurs sentences sur les personnes ou les biens, ne peut être faite sur leurs personnes & leurs biens, que par les Offi- ciers Roiaux ; & ils ne peuvent condamner ni à l'amende, ni aux dommages & interêts, n'ayant point de fisc. Pour la même raison ils peu- vent bien priver un Ecclesiastique de l'Autel, & lui ôter le Titre de son Benefice ; mais ils ne peuvent pas le priver des fruits en le laissant Titulaire du Benefice. Ils ne peuvent point non plus prononcer d'interêts, ni connoître du pos- sessoire des Benefices. S'ils ont une Jurisdiction temporelle, ils sont obligez de la faire exercer par des Juges Laiques. Il est vrai que les Ma- gistrats Seculiers concourent à l'execution des jugemens des Prélats ; mais aussi quand les Pré- lats abusent de leur autorité, les Princes & les Peuples même y résistent : sur quoi la réponse de saint Louis, aux Evêques qui demandoient que les excommuniez fussent punis, est remar-

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

*Traitez quable : Je le ferai , dit - il , volontiers , mais il
des Liber- faut que je sçache si la cause de l'excommunica-
tez de l'E- tion est legitime. Et en effet quand il s'est trou-
glise Gal- vè des Censures faites contre les saints Decrets,
licane. le Parlement les a corrigées , & enjoint aux Ec-*

*clesiastiques de donner l'absolution. Nos Prag-
matiques Sanctions du Roi saint Louis , & de
Charles VII. sont des Loix faites pour la con-
servation de l'Ordre , de la Discipline , & de la
Police Ecclesiastique , dont les Princes doivent
prendre connoissance , parce qu'elles concernent
l'interêt de l'Etat , aussi-bien que celui de l'E-
glise. Les Papes ont leurs droits ; mais quand
ils les ont étendus au de là de leurs justes bor-
nes , on s'est opposé à leurs prétentions : c'est
en cela que consistent les Libertez de l'Eglise
Gallicane , qui ne sont point contraires dans le
fonds à la dignité du Saint Siege , ni aux droits
legitimes des Papes. Il est difficile de les définir ,
& l'on ne peut pas les désigner en détail com-
me on feroit les privileges de France ; car les
Libertez sont indéfiniment contre toutes les
nouveautez qu'on voudroit introduire en Fran-
ce. Ce n'est point un privilege , ni un droit ac-
quis par les François , mais c'est une franchise
de laquelle ils jouissent dès leur premier établis-
sement , qu'ils ont conservé plus qu'aucune au-
tre Nation. Cette Liberté ne tend point à fa-
voriser les abus , ni à soustraire le Roïaume de
la soumission dûë au Saint Siege. On y recon-
noît sa Primauté , & l'on regarde le Pape com-
me Chef de l'Eglise. Hotman combat ici for-
tement ceux qui nient cette Primauté , & qui
méprisent l'autorité du Pape. Il remarque que la*

Religion Catholique a été de toute ancienneté appelée la Religion Romaine. Il accorde au Saint Sieg des l
Siege le droit de recevoir les Appellations , te d
quoiqu'il ait été contesté : il ne refuse pas au glise
Pape le Titre d'Evêque Oecumenique & Uni- lican
versel , pris dans un bon sens , qui ne détruit pas l'autorité des autres Evêques , non plus que les droits des Métropolitains & des Primats. Il traite ensuite la question de la supériorité du Concile au-dessus du Pape ; mais il ne veut pas qu'on abuse de la décision de cette question, pour déprimer la dignité du Pape. Enfin il ne lui conteste pas les droits Spirituels , ou Temporels , qu'il a acquis par une légitime & immémoriale possession. Il fait l'Histoire du Schisme des Papes , & de ce qui s'est passé dans les Conciles de Constance & de Basse , & celle du Progrès des biens temporels , & de la Souveraineté du Pape dans ses Etats. Il traite du pouvoir Spirituel des Papes sur les Rois , & regarde comme un privilège particulier du Roi de France , de ne pouvoir être excommunié. Il traite aussi des Exemptions , du Droit Canonique , & de la levée des deniers , que les Papes ont faite en France sous divers prétextes.

Le second Livre où il parle des droits Ecclesiastiques , est assez imparfait. Il remarque d'abord que toutes personnes tant Laïques qu'Ecclesiastiques , sont sujetes à l'observation du Droit Canon , pour ce qui concerne la direction & la conduite de leur conscience ; mais il ne s'arrête à considérer que la personne des Clercs , distinguée des Laïques par leur état , & par leur habit. Car afin qu'ils jouissent du privilège de

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

Clercs, il faut qu'ils en portent l'habit. Ces Clercs par leur profession ne se doivent point mêler des affaires temporelles, & avoient autrefois dans chaque Eglise leurs biens en commun. Les biens Ecclesiastiques sont encore à present communs entre tous les Clercs, en ce que quoique chaque Beneficier ait son Benefice particulier, tous les Clercs sont capables de posseder les Benefices; & aucun ne peut disposer du fonds du Benefice dont il jouit. Pour les acquêts que les Clercs peuvent faire du revenu de leurs Benefices, ou de leur industrie, la Jurisprudence a varié. Il y a des Loix qui leur en ont ôté la disposition, & les ont adjugez aux Eglises; & d'autres qui, selon l'usage present, les en laissent les maîtres, & les donnent après leur mort à leurs heritiers. Les Clercs n'ont pas toujours été exclus des charges & des affaires seculieres; au contraire en France ils y ont eu beaucoup de part. Ils ne pouvoient neantmoins être ni Fermiers, ni cautions, ni Tuteurs ou Curateurs, ou Executeurs Testamentaires; leur personne étoit exempte de la Jurisdiction Seculiere, & des charges publiques. Hotman passe de cet article qui est imparfait, à celui des élections & collations des Evêchez & Benefices; & après avoir montré que les Rois de France ont toujours eu part à l'élection aux Evêchez, il vient aux reglemens établis par le Concordat. Il traite sommairement & assez confusément des exemptions des Religieux, & des droits qu'ils prétendent. Il parle enfin de l'origine des Cardinaux, & de quelques-unes de leurs prérogatives. Ce Traité est suivi d'un extrait du Livre de l'Institution au

Droit François, fait par Gui Coquille, imprimé à Paris en 1607, & d'un discours du même Auteur sur les Libertez de l'Eglise Gallicane, qui roule sur deux principes generaux, qui sont les fondemens du Livre de M. Pithou.

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

On voit ensuite l'Arrêt du Parlement contre la These de Jacob Bachelier en Theologie, qui avoit soutenu que le Pape avoit une souveraine puissance tant sur le Temporel que sur le Spirituel, rendu le 19 de Juillet 1595, & le Discours prononcé le même jour à l'Assemblée de Sorbonne sur ce sujet, par Jacques de la Guesle Procureur General, qui n'est pas si juste & si bien fait que celui de Jacques Leschassier Avocat en Parlement, sur la Liberté ancienne & Canonique de l'Eglise Gallicane, imprimé en 1606, qui est un des Ecrits les plus précis sur cette matiere. Il y remarque que l'Eglise Gallicane a deux sortes de Libertez. L'ancienne fondée sur les Canons dans le Code de l'Eglise Universelle, auxquels a succédé celui de Denis le Petit, & la Collection de Gratien. La Moderne établie sur les Ordonnances de nos Rois, sur leurs Concordats, & sur les Arrêts de leur Cour Souveraine. Cette seconde Liberté a été introduite par necessité, comme subsidiaire à la premiere, pour délivrer l'Eglise du Royaume de la servitude où elle étoit tombée. Mais la premiere & ancienne Liberté, est celle qui est fondée sur le Code ancien de l'Eglise Universelle. Ce nom de Liberté des Eglises se trouve dans le troisième Concile general. L'Eglise Gallicane s'en est toujours servie, & plus ordinairement du temps de Charles VI. Il ne signifie autre chose que le droit ancien &

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

commun. Ce droit a reçu quelque atteinte par le Code Romain, dans lequel on avoit inséré les Decretales des Papes; mais l'Eglise Gallicane s'est toujours plainte de ce changement de Code ancien, & n'a voulu recevoir les Decretales des Papes, qu'entant qu'elles étoient conformes à l'ancien droit. On ne doit point considérer ces Libertez comme des Privileges Apostoliques octroyez par les Papes. On peut les appeller Privileges Canoniques, au sens que le Concile de Nicée appelle les droits des Eglises *Πρεβίς*. Quoiqu'on ne puisse spécifier en détail en quoi consiste ces Libertez, on peut toutefois les réduire à certains chefs. Voici ceux auxquels Leschassier les rapporte : 1°. » Que le Pape, ni tout le Cler-
» gé ensemble, ne peut disposer d'aucune chose
» Temporelle, moins encore d'une Couronne
» Souveraine. 2°. Que tout Prélat, même le Pape,
» est sujet au Concile. 3°. Que les Conciles mo-
» dernes qui ont établi la servitude de l'Eglise,
» doivent céder aux anciens qui en maintenoient
» la Liberté. 4°. Que le Roi est, comme le di-
» soit Constantin, l'Evêque extérieur de l'Eglise,
» non pour baptiser, mais pour faire baptiser,
» prêcher, & garder les droits de l'Eglise, &
» executer ses Decrets. 5°. Qu'entre les droits
» Politiques de l'Eglise, le Divin ou Apostolique
» est le droit éternel & perpétuel, les autres tem-
» porels & provisoires. Ce Discours est suivi d'un Memoire du même Leschassier, contre ceux qui disent que les Juges de ce Roiaume doivent dire & compter quelles sont les Libertez de l'Eglise Gallicane.

Le Traité suivant est un Ouvrage qui avoit

déjà été imprimé en 1614 , composé par Benigne Miltot Conseiller du Roi au Parlement de Bourgogne , sur le Délit commun , & les Cas privilégiés. Ces termes de Délit commun & de Cas privilégié , quoiqu'ordinaires quand il est question du pouvoir des Juges Seculiers sur les personnes Ecclesiastiques , ne sont pas bien entendus de tout le monde ; & le droit des Princes n'est pas assez éclairci. Pour reprendre la chose dans son principe , il faut remarquer qu'un Prince peut exercer une juridiction , ou par son propre droit , comme les Princes Souverains ; ou par la concession des autres , comme les Feudataires. L'Auteur prétend que cette distinction de Délit commun & de Cas privilégié , n'est venue que de la fausse maxime , Que les Ecclesiastiques étoient exempts de droit de la juridiction des Juges Seculiers : & d'une autre erreur , Que les Papes ont une puissance souveraine sur le Temporel de la Chrétienté. Il combat ces deux points , & fait voir par divers exemples , que l'on n'a jamais reconnu en France cette Souveraineté du Pape , quant au Temporel ; que les Rois de France se sont toujours maintenus en possession de ne reconnoître aucun Supérieur que Dieu , dans le Temporel de leur Roïaume ; & qu'en qualité de Protectors & de Confirmateurs des droits de l'Eglise Gallicane , ils se sont toujours opposés aux entreprises des Papes qui ont voulu se dire Souverains dans le Temporel. La Cour de Rome n'ayant pas réussi de cette manière , a tenté d'étendre sa juridiction sur le Temporel , par des voies indirectes , en prenant connoissance des délits

*Traite
des Libertez de l'Eglise
Gallicane.*

*Traitez des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.* temporels, sous prétexte du peché dont le Juge Ecclesiastique doit connoître, ou de la qualité de la personne quand le délit a été commis par un Ecclesiastique. On s'est maintenu neantmoins en France dans d'autres maximes, & les Juges Seculiers sont demeurés en possession de connoître du Temporel, même des Ecclesiastiques, qui est annexé au Spirituel ; comme du possesseur des Benefices, des dommages & intérêts resultans de la nullité d'un mariage, &c. Entre les moïens que la Cour de Rome a employés pour étendre son autorité, Miltot en trouve deux considerables. L'un est l'établissement de la Superiorité du Pape au-dessus des Conciles ; l'autre est l'immunité & exemption des personnes Ecclesiastiques, de toute puissance & juridiction Seculiere. Comme ces deux questions sont fort importantes, il les traite amplement ; & après avoir non seulement accordé, mais aussi prouvé tres-fortement la Primauté de saint Pierre, & de ses Successeurs, il établit par des raisons tres-solides la superiorité du Concile au-dessus du Pape, & fait voir que c'est le sentiment presque-universel de toutes les Eglises, décidé par les Conciles de Constance & de Basse, dont il soutient l'autorité & les Decrets. Passant ensuite à la seconde Proposition de l'exemption des Ecclesiastiques, qui a plus de rapport à son sujet, il fait voir d'abord les extremités où se portent ceux qui la croient de droit divin, & les pernicieuses consequences que l'on tire de ce principe. Il pose ensuite deux maximes. La premiere, que la puissance des Princes Souverains est de droit divin, & qu'elle vient immédiate-

DU DIX-SEPTIEME SIECLE. 619
ment de Dieu. La seconde, que les Ecclesiastiques, en tant qu'hommes & membres de l'Etat, sont de droit divin Sujets du Prince, & obligez aux loix de l'Etat dans lequel ils vivent. Que les exemptions & immunités dont ils jouissent, en ce qui concerne leurs actions & negoces particuliers, leur ont été accordées par grace & privilege spécial des Princes, & ne leur appartiennent point de droit divin. Il prouve la premiere de ces deux Propositions, par des passages formels de l'Ecriture sainte, par des témoignages tres-clairs des Peres, par des raisons invincibles, & par les exemples de Jesus-Christ, des Apôtres, & des premiers Chrétiens, qui ont obéi & enseigné qu'il falloit être soumis aux Empereurs Païens, & ennemis de l'Eglise. Quoique Constantin & les Empereurs Chrétiens les Successeurs, aient accordé des exemptions & des privileges aux Ecclesiastiques, ils n'ont pas laissé d'exercer souvent leur autorité, même sur les Papes & sur les Evêques; & s'ils ont attribué aux Evêques le jugement des Ecclesiastiques dans les causes civiles & criminelles, ils ne se sont pas dépouillés du droit qu'ils avoient; & ont restreint & limité les exemptions & la jurisdiction Ecclesiastique comme ils ont jugé à propos. Justinien a retenu la puissance Souveraine qu'il avoit sur les personnes Ecclesiastiques; & quoiqu'il ait conservé aux Evêques le droit de juger des affaires civiles & criminelles des Ecclesiastiques, il a réservé au jugement des Juges civils les crimes communs, & qui méritent d'être punis suivant les Loix civiles; particulièrement dans son Authentique

*Traitez
des Liber-
tez de l'E-
glise Gal-
licane.*

Traitez des Libertez de l'Eglise Gallicane. Ut Cleri , où il déclare que la connoissance du crime Ecclesiastique d'un Clerc , appartient à l'Evêque ; mais que celle d'un crime commun, comme un adultere , ou un homicide , appartient au Juge Seculier. Selon cette Authentique, le délit commun est celui dont le Magistrat connoît ; & celui qui est réservé à l'Evêque , peut être appelé privilégié. Ce droit établi par Justinien , a depuis été observé non seulement dans l'Empire Romain , pendant qu'il a subsisté , mais aussi dans les pais conquis par les Barbares , & a été même reconnu dans les Conciles , & par les Papes. Charlemagne & les autres Empereurs d'Occident , les Rois de France , & les autres Princes Souverains , ont conservé cette Souveraineté sur les personnes Ecclesiastiques , & même sur la police de l'Eglise , en qualité de Protecteurs de ses Droits & de ses Libertez , & ont réglé les causes dont les Evêques devoient connoître , & celles dont le jugement appartenoit aux Magistrats civils. L'Auteur a ajouté à ce Traité une réponse à un de ses amis , touchant la dénomination de l'Eglise Gallicane , dans laquelle il a recueilli plusieurs passages où ce nom se trouve ainsi donné collectivement aux Eglises de France.

Le dernier Ouvrage de ce Recueil , est un Traité de la Police Roïale sur les personnes & choses Ecclesiastiques , donné au Public en 1612, par Jacques du Hamel Procureur du Roi en la Cour Ecclesiastique de Roïen. Cet Ouvrage est beaucoup plus méthodique que le précédent , quoiqu'il ne soit pas si rempli d'érudition & de citations. Il commence par la distinction des

deux Puissances ; la Spirituelle & la Temporelle, *Traitez des Liber-*
 qui sont toutes deux Souveraines en leur genre. *tez de l'E-*
 Il remarque ensuite que comme les Princes *glise Gal-*
 sont soumis dans le Spirituel aux clefs de l'E- *licane.*
 glise ; les Ecclesiastiques sont soumis quant au
 Temporel à l'autorité des Princes & des Magi-
 strats. Les Prélatz ou leurs Officiers ont l'admini-
 stration & connoissance des choses spirituelles
 & Sacramentelles. Les Princes & Magistrats Se-
 culiers ont le gouvernement & la disposition des
 choses prophanes & temporelles. Autrefois les
 Ecclesiastiques avoient entrepris de juger des
 affaires temporelles, des contrats & pactions
 entre personnes Laïques, sous prétexte du par-
 jure. Leur juridiction a été ensuite restreinte &
 limitée à l'égard des Ecclesiastiques, pour les
 matieres personnelles, délit commun, & cho-
 ses Ecclesiastiques ; & sur les Laïques aux cho-
 ses purement spirituelles, comme les Sacremens,
 dixmes non inféodées, & choses semblables ; en
 sorte toutefois que les Juges Ecclesiastiques ne
 connoissent point du possessoire, des dixmes,
 ou Benefices, ni dommages & interêts, promes-
 ses, ou autres conventions, & effets civils re-
 sultans du mariage. Quant aux causes Ecclesia-
 stiques criminelles, qui sont l'heresie & la si-
 monie, les Juges Ecclesiastiques en ont autre-
 fois connu sur les personnes Laïques ; mais par
 le vingt-unième Article de l'Ordonnance de
 Blois, la connoissance du crime de simonie com-
 mis par les Laïques, est attribuée aux Baillifs
 & Senechaux. Les Juges Roiaux connoissent du
 possessoire des Benefices, des crimes privilegiez
 des Ecclesiastiques, des actions réelles, causes

Traitez
des Libertez
de l'E-
glise Gal-
licane.

de trafic , negociations & autres qui regardent le temporel des Ecclesiastiques. Les Loix des Empereurs Grecs & Romains , & les Ordonnances de nos Rois , attribuent la connoissance des abus , crimes & délits commis par les gens d'Eglise , aux Magistrats Seculiers. L'Auteur fait voir ensuite combien les entreprises de jurisdiction respectives sont dangereuses , & louë le remede des appellations comme d'abus que l'on y a apporté. Il montre que ces deux Jurisdctions se doivent mutuellement aider & secourir. Il observe qu'autrefois il y avoit dans les Officialitez des Procureurs & Avocats du Roi , pour veiller aux interêts des Magistrats Seculiers , & empêcher les entreprises de jurisdiction. Il marque ensuite la distinction du Délit commun , & du Cas privilégié. Ce dernier est celui duquel la peine passe l'autorité & la puissance du Juge d'Eglise , *qua mensuram egrediuntur Ecclesiastica vindicta* : & generalement tous crimes où il y a scandale ou offense publique. Dans l'instruction du procès , si le cas n'a rien de privilégié , le Juge d'Eglise vaque seul ; s'il y en a , lui & le Juge Roial vaquent concurremment. L'Auteur rapporte ici plusieurs exemples curieux de ces sortes de jugemens , & fait voir que cette pratique est plus ancienne que l'Ordonnance de Melun. Il fait encore diverses observations sur les procedures des jugemens de l'Officialité. Enfin il prétend que le meilleur moïen pour obvier aux inconveniens qui arrivent dans ces Cours , seroit d'empêcher la suppression des Procureurs du Roi qui y étoient établis.

Les preuves des Libertez sont des pieces tirées

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 623
du Trésor des Chartres de France, des Greffes
du Parlement, des Collections de Canons, des
Actes des Conciles, des Capitulaires, & des Or-
donnances des Rois, des Historiens, recueillis
sous differens Titres, qui sont autant de chefs
des Libertez de l'Eglise Gallicane, ou des Droits
de la Couronne, établis ou maintenus par ces
Titres.

Messieurs du Puy ont donné outre ce gros
Recueil, un Volume in-folio contenant l'Hi-
stoire du différent de Boniface VIII. & de Phi-
lippe le Bel, avec toutes les pieces qui concer-
nent cette contestation, imprimé en 1655. Un
Recueil d'Instructions, Lettres & autres Actes
concernant le Concile de Trente. L'Histoire de
la condamnation des Templiers, & celle du
Schisme, imprimée en 1654. Un Traité de l'o-
rigine & du progrès des Interdits Ecclesiasti-
ques. Un Memoire pour faire voir que les in-
formations de vies & de mœurs de ceux que le
Roi nomme aux Evêchez, doivent être faites
par les Ordinaires. Une Histoire de la Prag-
matique & des Concordats, imprimée avec le Com-
mentaire sur le Traité des Libertez de l'Eglise
Gallicane de M. Pithou, en 1652. Un Traité de
la Majorité des Rois de France, des Regences
du Roïaume, & de la Prééminence du Parlement
de Paris, & un autre Traité touchant les Droits
du Roi sur plusieurs Provinces possédées par
les Princes voisins. Tous ces Ouvrages sont
pleins de recherches tres-curieuses, & écrits
avec beaucoup de justesse & d'exactitude. Les
matieres y sont traitées solidement & à fond,
tant en Jurisconsulte qu'en Theologien. Il n'y

624 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
à gueres d'Ouvrages plus utile pour la Police Ec-
clesiastique & Seculiere.



TRAITÉ

D'OPTATUS GALLUS,

Et Ecrits faits contre ce Livre.

*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

EN 1640 CHARLES HERSENT Prêtre, donna au Public un petit Livret Latin, intitulé : *Optatus Gallus de cavendo Schismate*, adressé aux Primats, Archevêques & Evêques de l'Eglise Gallicane, dans lequel il prétendoit que cette Eglise étoit sur le point de faire Schisme avec l'Eglise de Rome, en avertissoit les Evêques, & les exhortoit d'y mettre ordre. Il commence par y remonter que l'Eglise est fondée par Jesus-Christ sur trois dons du Saint-Esprit, qui sont la *Verité*, l'*Autorité*, & l'*Unité*. Et après avoir prouvé par des passages de l'Ecriture, que ces trois caracteres sont essentiels à l'Eglise, & insisté particulièrement sur la nécessité d'être uni à un seul Chef, qui est le Souverain Pontife, auquel il soutient que l'on doit être attaché inviolablement, & que l'on ne peut s'en séparer sans être coupable de schisme ; il dit que le Demon, cet ancien serpent qui dresse toujours des embûches à l'Eglise qui est l'Epouse de Jesus-Christ,

Christ, a opposé à la Verité les erreurs & les heresies, à l'Autorité la tyrannie Seculiere, & à l'Unité les schismes & les divisions ; qu'il arme contre les Heretiques, les Politiques & les Schismatiques, qui ne sont pas moins à craindre que les autres ; Que l'Eglise de France, laquelle autrefois n'avoit point connu les monstres des heresies ; a ressenti depuis cent ans ce malheur par les Dogmes que les Calvinistes ont répandus dans la France ; mais qu'elle se croioit en sureté depuis que le parti des Huguenots avoit été abbattu par les armes du Roi Tres-chrétien, & la Rochelle prise comme par une espece de miracle ; Que neantmoins le Diable ne pouvant souffrir nôtre repos, semble lui préparer une nouvelle guerre tres-dangereuse ; Que le bruit court que tout est disposé en France à un Schisme ; Que l'affection des François envers le Saint Siege Apostolique, qui a été inébranlable dans les temps les plus difficiles, va être aneantie ; Que l'on parle de faire un Patriarche en France, & que l'on veut extorquer le consentement du Clergé ; Que si les Prélats de France ne remedient à ce mal imminent, l'Eglise de France va être semblable à celle d'Angleterre ; Que les dignitez Ecclesiastiques seront éteintes ou changées ; Que les Benefices seront la proie des Brigands, & que les Evêques ne seront plus que de vils esclaves ; Qu'il ne veut point attribuer ce dessein ni au Roi, dont il connoît la pieté, ni au Cardinal de Richelieu, dont la foi, l'affection pour le Saint Siege, & la prudence dans le gouvernement du Roïaume, sont assez connues ; Qu'il ne sçait point d'où peut venir cette tempête,

*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre*

*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

mais qu'il voit les semences de cette division, & les embûches que l'on dresse pour la procurer. Il exhorte pathetiquement les Evêques à s'y opposer, & rapporte ensuite les motifs sur lesquels est fondé le prognostic qu'il fait du Schisme qui est près d'arriver. Le premier est l'édition de l'Ouvrage des Libertez de l'Eglise Gallicane, plein à ce qu'il prétend d'erreurs & d'heresies. Il le considere comme une boutique où se forge le Schisme, & comme un Ouvrage fait dans l'esprit de renverser non seulement la puissance & l'autorité du Saint Siege, mais aussi celle de l'Ordre Hierarchique, & de les soumettre à la tyrannie de la Puissance Seculiere. Il avouë que ces Livres ont été censurez par des Prélats de France; mais il dit que nonobstant cette Censure, ils se débitent dans le Roïaume. Il soutient que ce Recueil composé d'Ouvrages de plusieurs Schismatiques & Heretiques, ne donne pas seulement atteinte à l'exemption des personnes Ecclesiastiques, mais qu'il rend aussi les Princes Seculiers maîtres des biens de l'Eglise, en rapportant une prétendue Bulle de Boniface VIII. qui permet au Roi Philippe le Bel de tirer des subsides du Clergé de France pour défendre son Roïaume, & défaire ses ennemis, sans qu'il soit besoin du consentement des Evêques; ce qui est contre la disposition des Canons anciens, par laquelle il est défendu aux Princes, sous peine d'anathême, de prendre des biens d'Eglise. Il ajoute que cette Bulle est reconnue fausse par du Moulin Calviniste, & ennemi du Saint Siege. Et il en prouve la supposition, 1°. Parce que cette Bulle est dattée de la

troisième année du Pontificat de Boniface ; & que la querelle avec Philippe le Bel , a commencé dès la seconde année de son Pontificat. 2°. - *Opatus Gallus, & Ecrits faits contre ce Livre.* Parce que Boniface a fait une Decretale toute contraire , dans laquelle il ne revoque point cette prétendue concession. 3°. Parce qu'on lit dans cette Bulle , que Boniface a étendu le droit au rachapt du Roi , de la Reine , & de ses enfans , l'année treizième de son Pontificat ; & que ce Pape est mort dans la dixième année. Il remarque que quand même cette Bulle seroit véritable ; le Titre que l'Auteur du Recueil lui a donné ne lui convient point , parce que ce titre porte que le Pape Boniface donne pouvoir au Roi de France de contraindre les Ecclesiastiques en cas de besoin , de donner de l'argent pour la défense du Roïaume , & que la Bulle ne parle point de contrainte. Il prétend encore que l'autre Bulle de Boniface sur le même sujet , rapportée par le Compilateur , est fautive ; & que quand elle seroit vraie , elle ne préjudicie point aux droits Ecclesiastiques , parce qu'elle attribue la levée des deniers aux Evêques. Le second motif qu'il allegue pour montrer que l'on a intention de faire Schisme en France avec le Pape , est la Proposition que l'on avoit faite depuis quelque temps , de réduire les Annates que l'on paie au Pape en vertu du Concordat , à l'ancien pied ; ce qu'on avoit fait , à ce qu'il prétend , à dessein de broüiller les Evêques de France avec le Saint Siege , pour un intérêt temporel , & donner occasion de créer un Patriarche en France pour ordonner les Evêques. Le troisième motif qu'il considere comme le prélude du Schisme , est

*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

l'Edit & Declaration du Roi touchant les mariages, qui établit des Loix nouvelles, & contraires à celles du Concile de Trente touchant la validité du mariage; quoique le mariage étant un Sacrement, il n'y ait que l'Eglise qui puisse en connoître; & que le Concile de Trente prononce anathême contre ceux qui diront que la connoissance des causes matrimoniales appartient aux Juges Seculiers. Les Articles que l'Auteur reprend dans cette Ordonnance, sont, 1. que l'on y requiert la presence de quatre témoins pour la validité du mariage; au lieu que le Concile n'en demande que deux avec le Curé. 2. Qu'il est porté dans l'Edit, que les Bans seront publiez du consentement des parens, & seront inferez par les Curez dans les Registres de l'Eglise; ce que l'Eglise n'a jamais ordonné, & même crû que ces Bans pouvoient être omis du consentement de l'Evêque pour des causes legitimes. 3. L'Edit défend aux enfans qui ont vingt ans, de contracter mariage sans l'aveu & le consentement de leurs parens; au lieu que l'Eglise ne demande point le consentement pour le contrat Sacramentel; qu'elle veut être tres-libre, & qu'elle a déclaré pouvoir être contracté par les filles à l'âge de douze ans. 4. L'Edit prononce exheredation contre ceux qui se marient avant l'âge de vingt-cinq ans, sans le consentement de leurs parens, & contre ceux qui naissent de ces mariages: disposition par laquelle on fait passer pour un concubinage un mariage qui peut être valide selon les loix de l'Eglise. 5. L'Article suivant déroge à la détermination du Concile de Trente, en declarant qu'une fille

enlevée & remise en liberté, ne peut point contracter mariage avec son ravisseur, même du consentement de leurs parens ; & que les enfans nez de leur mariage, doivent être privez de toute succession. 6. L'Article cinq de cette Ordonnance pour empêcher les mariages que l'on appelle *de conscience*, lui paroît plus juste, s'il avoit été fait par l'autorité Ecclesiastique, & principalement par celle du Souverain Pontife. 7. L'Article six contient, au jugement de l'Auteur, une disposition cruelle & contraire à la charité chrétienne, en défendant aux Concubinaires de se marier à leurs Concubines à l'article de la mort ; & declarant les enfans nez de ces mariages, incapables de succeder au bien de leurs peres, quoique les Curez & les Confesseurs ne trouvent point d'autre moïen pour mettre en sureté la conscience de ceux qu'ils assistent en cet état, que de changer leur concubinage en un mariage legitime ; de rendre par là leurs enfans legitimes, & de pourvoir à la subsistance de la femme dont ils ont abusé. Enfin il prétend que cette Declaration ne contient presque pas un seul mot qui ne donne atteinte à la liberté du mariage, nécessaire pour le salut des ames ; & que le Concile de Trente a défendu de violer sous peine d'anathême. Après avoir parlé du danger qu'il y a que les Politiques se mêlent des matieres de Theologie, il suppose que toutes ces entreprises sur la Liberté de l'Eglise, n'ont été faites qu'afin que les Politiques, aiant le Clergé à leur devotion, fassent au mépris de Rome, un Patriarche en France qui ait le Souverain gouvernement des affaires Ec-

*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

clesiastiques, & qui distribué à ses creatures les biens, les honneurs, & les dignitez Ecclesiastiques. Il fait voir ensuite que cette nouvelle forme de gouvernement ne peut s'accorder avec l'Unité de l'Eglise, qui dépend de l'union avec son Chef le Pontife Romain; & que ce Patriarche ne pourroit avoir une legitime Mission, parce qu'il ne la recevrait point du Souverain Pontife, & qu'aucun autre, pas même un Concile de France, n'a le pouvoir de la lui donner. Il s'étend ici beaucoup sur l'Unité de l'Eglise, & sur la nécessité d'être uni au Saint Siege Apostolique; & prouve que tous ceux qui en sont séparés, sont Schismatiques. Il accuse le Cardinal d'Amiens d'avoir été auteur du Schisme des Papes. Enfin il exhorte les Evêques à soutenir fortement l'Unité de l'Eglise, les Droits du Saint Siege, & à souffrir toutes sortes de persecutions pour leur défense.

Cet Ecrit datté de Lyon du premier de Janvier 1640, fut distribué à Paris sur la fin du Carême, & y fit un grand éclat. Comme il étoit écrit avec beaucoup de vivacité, qu'il attaquoit les Puissances, & qu'il étoit capable de causer de la mesintelligence entre le Pape, l'Eglise de France, & l'Etat, il fut aussi-tôt pros crit par un Arrêt de la Cour de Parlement du 23 de Mars de la même année, portant » Que sur la Requête présentée par le Procureur General du Roi, » contenant que depuis peu de jours il a été imprimé un Livre intitulé : *Optati Galli de Cavendo Schismate Liber Parœneticus, ad Ecclesiam Gallicanæ Primates, Archiepiscopos, & Episcopos*; par lequel l'Auteur feignant d'empê-

cher, & de détourner le Schisme qu'il dit être « *O*
le bruit commun, que l'on veut établir en « *Gall*
France; il ouvre les moïens pour y parvenir; « *Ecr*
au lieu de proposer ceux qui peuvent servir « *faits*
pour l'éviter; & ne se contente pas de vou- « *tre*
loir diviser l'Unité de l'Eglise Catholique, & « *vre.*
rompre l'union qui est entre le saint Pere & «
le Roi (toujours devotieux envers le Saint «
Siege, comme aussi sont à son exemple ses Su- «
jets) mais ce qui témoigne de plus en plus «
avec quel pernicieux dessein ce Livre est com- «
posé; c'est qu'il revoque en doute l'autorité «
que les Princes Souverains ont de Dieu, de «
faire des Loix qui regardent le temporel de leur «
Couronne pour le bien de leurs Etats, & de «
leurs Sujets, l'honnêteté publique, & l'obser- «
vance des bonnes mœurs; & dénie le pouvoir «
que le Roi a de demander & recevoir des Ec- «
clesiastiques de son Roïaume, les secours ne- «
cessaires pour la conservation de son Etat, con- «
formément aux Bulles des saints Peres, dont «
les originaux sont au Tresor des Archives; & «
que de plus ce Libelle revoque en doute tous les «
droits, prérogatives, franchises, & libertez de «
l'Eglise Gallicane. Et d'autant que ledit Ecrit «
est un Libelle diffamatoire contre l'honneur «
du Roi, & la Souveraineté de sa Couronne, «
tendant à sédition, & à troubler le repos & la «
tranquillité publique, concluoit à ce qu'il fut «
brûlé par l'Executeur de la haute Justice; & «
que défenses fussent faites à tous Imprimeurs, «
Libraires de l'imprimer & exposer en vente; «
& à toutes personnes de l'avoir & retenir; & «
que commission lui fut donnée pour informer «

Optatus » contre l'Auteur & Imprimeur dudit Libelle ,
Gallus, & » contre ceux qui l'ont exposé ; pour l'informa-
Ecrits » mation faite , à lui communiquée , être ordon-
faits con- » né ce que de raison. L'Arrêt fut dressé conforme
tre ce Li- » aux conclusions , & executé le 28 des mêmes
vre. » mois & an.

Peu de jours après , le 28 du même mois , Jean-François de Gondy premier Archevêque de Paris , & les Evêques de sa Province ; sçavoir , Leonor d'Estampes Evêque de Chartres , Nicolas de Nets Evêque d'Orleans , & Dominique Segulier Evêque de Meaux , s'étant assemblez dans le Palais Archiepiscopal de Paris , condamnerent ce Livre d'*Optatus* comme un Ouvrage faux , scandaleux , & injurieux , propre à troubler la paix publique , à inspirer de l'aversion pour le Roi , & pour ses Ministres , à éloigner les François de l'obéissance & de la soumission qu'ils doivent au Roi , sous le faux prétexte d'un Schisme qu'il invente par une insigne malice , & à exciter des factions , des rebellions , & des séditions. Ils firent défense à leurs Diocésains de le lire , & de le retenir , à peine d'encourir les Censures Ecclesiastiques. Cette condamnation faite par les Evêques de la Province de Paris , fut approuvée & signée le même jour par seize autres Archevêques & Evêques qui étoient alors à Paris.

On ne se contenta pas de faire ainsi proscrire cet Ouvrage par l'autorité publique , on jugea qu'il étoit à propos , pour empêcher qu'il ne fît impression sur quelques esprits , de le faire refuter par les plus habiles gens de ce temps-là ; & l'on vit paroître dès la même année trois Ouvrages contre cet Ecrit. Le premier & le plus

court, est un Ecrit Latin intitulé : *Aporreptique contre le vain Parenétique d'Optatus Gallus*. Le second est un Traité plus considérable, qui porte le nom de son Auteur Isaac Habert Docteur de Sorbonne, & Theologal de Paris, aussi écrit en Latin, & intitulé : *De consentement de la Hierarchie, & de la Monarchie, contre le Parenétique d'Optatus Gallus, inventeur d'un Schisme*. Le troisième est un Ouvrage François, intitulé : *La Chimere défaite, ou, Réfutation d'un Libelle séditieux, tendant à troubler l'Etat sous prétexte d'y prévenir un Schisme*; dont l'Auteur nommé Jean Sirmond s'est caché sous le nom de Sulpice de Mandrini sieur de Gazonval. Et l'année suivante il en parut encore une Réfutation plus ample en Latin, faite par le Pere Michel Rabardeau Jésuite, & imprimée avec son nom sous le Titre d'*Optatus Gallus de Cavendo Schismate benignâ manu scellus*. Tous ces Auteurs attaquent non seulement le dessein d'Optatus Gallus, mais ils répondent encore les uns plus amplement, & les autres plus brièvement, aux prétextes dont Optatus Gallus s'étoit servi comme d'indice de ce Schisme qu'il prédisoit, & dénieit formellement que l'on ait jamais eu aucune vûë de faire un Patriarche en France.

*Optatu.
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

Nous ne nous arrêterons point à ce qu'ils disent en particulier contre le dessein d'Optat, ni aux reproches personnels qu'ils lui font : nous rapporterons seulement ce qu'ils repliquent aux motifs qu'il allegue pour persuader que ce prétendu Schisme est près d'éclorre. Le premier est l'édition des Traitez des Libertez de l'Eglise Gallicane. Ils répondent tous, que c'est mal-à-pro-

*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

pos qu'il allegue ce prétexte, puisque ces Livres ont été défendus par un Arrêt du Conseil, & censurez par dix-neuf Evêques. Habert défend outre cela les Libertez legitimes de l'Eglise Gallicane, approuvant les principales maximes sur lesquelles elles sont fondées. 1. La souveraineté & l'indépendance de l'autorité Roïale sur le Temporel. 2. Le droit que les Rois ont de protéger les Eglises. 3. Que la puissance du Pape n'est pas une domination absoluë. 4. Que les Eglises doivent jouir de leurs usages, de leurs coûtumes, & de leurs privileges. 5. Que les Libertez de l'Eglise Gallicane sont fondées sur le droit commun, & sur les anciens Canons. Le même Auteur s'étend ensuite sur la justice des subventions que le Clergé donne pour les necessitez de l'Etat ; & il soutient que la Bulle de Boniface VIII. qui permet au Roi dans ses besoins, de lever des deniers sur le Clergé, est veritable ; Qu'elle a été donnée sur les remontrances du Roi ; Qu'elle est posterieure à la Bulle *Clericis* ; Qu'elle l'explique, & la reforme ; Qu'elle fut envoïée avant que Boniface VIII. & Philippe le Bel fussent entierement broüillez, & qu'il y en a même de posterieures à celle-là, qui précèdent leurs broüilleries. Sulpice de Mandrini remarque que la plûpart des pieces contenuës dans le premier Tome des Libertez, aiant déjà été imprimées dans la fin du xvi. siecle, & au commencement du xvii. sans que la paix de l'Eglise en ait été troublée, c'est en vain que l'Optatus allegue ce prétexte pour preuve d'un Schisme imminent. Il trouve fort mauvais que l'Auteur de l'Optatus ait emprun-

ré de l'Avocat de la Ligue le reproche qu'il fait, que les Libertez de l'Eglise Gallicane peuvent autoriser l'heresie & le schisme. Il soutient que ces Libertez ne sont point particulieres à la France, & qu'il n'y a point d'Etats où il n'y en ait de semblables, comme il le fait voir par les droits, & par les exemples tirez des Loix & des Histoires de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Espagne, & des autres Etats. Il défend aussi la verité de la Bulle de Boniface VIII. par le témoignage de Paul Emile, & de plusieurs autres Auteurs, & par l'Original de la Bulle même, qui est dans le tresor des Chartres du Roi. Il défend la personne de du Moulin du reproche de Calvinisme que lui avoit fait l'*Optatus*. Il fait voir que la querelle de Boniface VIII. avec Philippe le Bel, n'a commencé qu'en 1300, 1301, ou 1302, quatre ou cinq ans plus tard qu'*Optat* ne compte. Enfin il justifie par les Canonistes, que les Princes peuvent lever des deniers sur les Ecclesiastiques dans les pressans besoins de l'Etat; & il autorise cette maxime par l'exemple des Espagnols.

Rabardeau parle plus douteusement du droit des Rois sur les personnes & les biens Ecclesiastiques, & tâche d'accorder les differens sentimens, en disant qu'il appartient aux Evêques, & non point aux Magistrats Seculiers, de disposer de ce qui regarde l'Eglise; mais que dans les choses qui concernent la vie commune & civile, les Clercs sont naturellement soumis aux Loix des Princes, qui les ont neantmoins exemptez de la jurisdiction des Magistrats Seculiers; & attribué aux Evêques la connoissance de ce

*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

qui regarde leurs causes civiles & criminelles. Il distingue neantmoins deux sortes de Délits ; les uns purement Ecclesiastiques , comme ce qui regarde la Foi , l'administration des Sacremens , la Simonie , &c. Les uns purement civils , comme l'homicide , le faux témoignage , l'adultere , la trahison , &c. Ces derniers peuvent être confiderez comme mixtes , en tant qu'ils sont soumis à la Puissance Ecclesiastique , comme pechez contre Dieu pour les peines spirituelles ; & à la Puissance Seculiere , en tant qu'ils sont contraires à la paix , & à la tranquillité publique : consideration pour laquelle ils doivent être punis des peines temporelles. Pannorme & plusieurs autres Jurisconsultes , tiennent qu'il y a des cas pour lesquels les Clercs sont privez de leur droit d'exemption , & peuvent être repris & condamnez par les Magistrats Seculiers. Rabardeau fait voir que leur sentiment est conforme aux Loix des Empereurs , des Princes , & à l'ancien usage. Enfin il défend aussi - bien que les autres , la verité de la Bulle de Boniface VIII. & fait voir que les Ecclesiastiques sont tenus par toute sorte de droit de contribuer de leurs biens au soulagement de l'Etat dans les besoins pressans.

Le second signe du Schisme prêt à éclorre , selon Optatus Gallus , est la réduction des Annales que l'on avoit proposé de faire demander. Le fait étoit que le Clergé se plaignant de ce que les Nonces entreprenoient de faire les informations de vies & de mœurs des nommez aux Abbaïes , & aux Evêchez , contre l'usage du Roïaume , & les regles Ecclesiastiques ; & de

te que l'on exigeoit des nouveaux Prelats des Annates, beaucoup plus fortes que celles dont le Pape & le Roi étoient convenus par les Concordats, avoit envoyé des Deputez au Nonce & au Cardinal de Richelieu, afin qu'ils fissent en sorte, l'un envers le Pape, & l'autre envers le Roi, qu'ils fussent déchargez de ces obligations; Quelques autres Evêques prenant occasion de cette plainte, s'adresserent au Cardinal de Richelieu, pour lui représenter qu'il y avoit bien d'autres choses de plus grande conséquence à reformer; Que la discipline de l'Eglise Gallicane étoit presqu'aneantie; Que l'on attentoit tous les jours sur l'autorité des Evêques; Que l'on diminuoit leur juridiction, & que l'on méprisoit les saints Canons; Que pour remédier à ces maux, il falloit avoir recours à la convocation d'un Synode. Le Cardinal fut frappé de cette demande d'un Concile, & dit qu'il lui sembloit que ce remede, qui avoit quelquefois été salutaire à l'Eglise, ne devoit être employé que pour des sujets importans, avec beaucoup de précaution, & après une mûre délibération; Qu'ils eussent à lui dire ce qu'ils prétendoient qu'on devoit traiter dans ce Concile; & que s'il lui paroissoit qu'on ne pût pas y apporter remede par une autre voie, il proposeroit la chose au Pape & au Roi. C'est ainsi que l'Auteur de l'Apotreptique rapporte le fait. M. Habert fait voir que l'Eglise de France a toujours contribué au soulagement de l'Eglise Romaine, mais qu'elle n'a point souffert d'exactions outrées; & que saint Louis les aiant abolies par la Pragmatique, les Annates leur ont succédé; Que d'abord el-

*Opratus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

les n'avoient été établies que pour trois ans, & que Boniface VIII. fut le premier qui les rendit perpétuelles ; Qu'il y eut depuis plusieurs disputes touchant la justice, ou l'injustice des Annates ; & qu'enfin on convint que le Pape les pouvoit recevoir, mais seulement par forme d'une subvention caritative ; Que ces Annates ont été réglées en France par une estimation dont on étoit convenu ; & que les Officiers de la Cour de Rome les aiant augmentées à l'insçu du Pape, le Clergé a eu raison de se plaindre de cette augmentation, & de demander, comme il a fait par des prières, qu'on ne lui imposât point ce nouveau joug. Sulpice de Mandrini fait voir que ces remontrances, pour empêcher l'augmentation des Annates, sont justes & legitimes ; Qu'elles ont été faites plusieurs fois dans le Roïaume de France, sans qu'elles y aient causé aucun schisme ; & que l'on en use de même dans les autres Roïaumes. Rabardeau remarque que l'origine des Annates vient de la liberalité de nos Roi Que Charles IV. est le premier qui les ait accordées pour trois ans à Jean XXII. Que Boniface IX. les voulut rendre perpétuelles ; mais que sous Benoît XIII. Charles V. les avoit abrogées ; & qu'enfin elles avoient été accordées au Pape entre Leon X. & François I. Que c'est une chimere de faire remonter ces Annates plus haut ; Que cependant on ne doit pas dire que le Pape commet une simonie en les recevant ; Qu'elles ne lui sont point dûes de droit divin, mais par un droit humain & Ecclesiastique. Que Martin V. dans le Concile de Constance a reconnu qu'il ne pouvoit imposer des levées sur les Ecclesia-

stiques par sa propre autorité ; Que la taxe des Annates a été différente selon les temps ; Que du temps de Jean XXII. elle n'excedoit pas la moitié des fruits d'une année, suivant le Règlement même de ce Pape ; Que les Evêques ne demandent pas presentement que cet usage soit rétabli ; mais seulement qu'on leur laisse quelque chose sur la première année, ou du moins que l'on n'exige pas plus que la valeur de ce revenu ; & que l'estimation qui a été faite sur le pied de la valeur de l'ancienne monnoie, soit réduite sur le pied de ce qu'elle vaut à present. Il rapporte ensuite les opinions des Canonistes touchant les Annates.

Le troisième motif dont *Optatus Gallus* se sert pour faire craindre un Schisme, & l'Edit touchant les mariages. L'Auteur de l'Apotreptique lui répond que de tous les Edits que nos Rois ont fait sur les mariages, il n'y en a point qui soit plus conforme aux Loix de l'Eglise, que ce dernier qu'on n'y prononce rien touchant la validité, ou la nullité du mariage, & que l'on y décerne seulement des peines temporelles contre les enfans qui contractent des mariages sans le consentement de leurs parens, contre les ravisseurs, & contre les concubinaires : dispositions qui ne donnent aucune atteinte à la liberté des mariages, qui pourvoient à leur honnêteté, & mettent un frein à la licence, & au desordre ; Que le mariage entre le ravisseur & la personne ravie, n'y est déclaré nul que conformément au Decret du Concile de Trente, pendant que la personne ravie est en puissance de son ravisseur ; Qu'il ne défend point aux con-

Optatus Gallus, & Ecrits faits contre ce Livre.

*Optatus
Gallus, &
écrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

640 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
cubinaires d'épouser leurs concubines pendant qu'ils sont malades , de rendre par là leurs enfans legitimes , & de pourvoir à leurs alimens ; mais qu'il pourvoit avec justice & sagesse à l'honnêteté des familles qui sont souvent troublées par ces sortes de mariages. M. Habert soutient que c'est une verité claire & constante, que les Princes ont droit par leur Titre de Souveraineté de faire des Loix touchant le mariage ; Que les Empereurs en ont fait un grand nombre qui ont été reçus & approuvés par l'Eglise ; Que nos Rois en ont aussi fait plusieurs que l'Eglise de France a inserées dans le Code de ses Canons ; Qu'il faut distinguer dans le mariage ce qui appartient aux Sacremens , & ce qui regarde le bien public ; Que c'est à l'Eglise à connoître de ce qui regarde le Sacrement , & au Prince de ce qui concerne le bien public. Il répond ensuite aux objections qu'Optatus Gallus fait contre chaque article de l'Edit. La necessité de quatre témoins avoit déjà été imposée par les Etats de Blois ; & elle est conforme à l'esprit du Concile de Trente. Toutes les Eglises sont dans la pratique de ne permettre la publication des Bans des mineurs , que du consentement de leurs parens , ou de leurs Tuteurs ; Que les Loix du Roïaume & le dernier Edit ne prononce point la nullité des mariages contractez sans le consentement des parens ou des Tuteurs , entre des personnes qui n'ont pas l'âge de vingt-cinq ans ; mais qu'elle les punit de la peine d'exheredation ; Que ces mariages , quoique valides , sont illicites , impies , & criminels de la part de ceux qui les contractent ; Que les Loix des Empereurs
sont

sont encore plus sévères sur ce sujet, que la déclaration de nullité de mariage entre le ravisseur & la personne ravie, même quand les parens y avoient consenti, est limitée par l'Ordonnance au temps que la personne ravie est au pouvoir du ravisseur ; ce qui est conforme au Règlement du Concile de Trente ; Que Justinien a défendu absolument ces mariages, quand ils se feroient même du consentement des parens, & que le Concile d'Aix-la-Chapelle a aussi déclaré que les ravisseurs ne peuvent jamais épouser celles qu'ils ont enlevées. Quant au dernier Article, il ne contient aucune prohibition d'épouser des concubines à l'article de la mort, & n'empêche point que ces mariages ne soient valides dans le fore Ecclesiastique, & que les enfans ne puissent être promûs aux Ordres sacrez ; mais que pour empêcher le renversement des familles, ils ordonne que les enfans n'aient ni la qualité, ni les biens de leur pere, quoiqu'il permette de pourvoir à leur subsistance par une pension alimentaire ; ce qui dépend entièrement de la loi du Prince. Sulpice de Mandrini établit des principes plus généraux sur cette question, en montrant que les Princes Seculiers peuvent faire des reglemens touchant le Contrat de mariage ; Qu'il est certain qu'ils avoient ce pouvoir avant la venue de Jesus-Christ, & qu'il n'y a aucune apparence qu'ils en aient été dépouillez ; Qu'il est vrai que les loix civiles ne peuvent pas rendre legitime ce qui est défendu par les loix Ecclesiastiques, mais qu'elles peuvent empêcher ce que les loix Ecclesiastiques n'empêchent pas.

*Op
Gall.
Écri
faits
tre c.
vre.*

*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

comme le tient Pierre Soto. Il rapporte quantité d'exemples qui font voir que les Rois sont en possession de défendre des mariages : & plusieurs loix qui prouvent qu'ils se sont conservez l'autorité de faire des Constitutions generales touchant les mariages. Il ajoûte que l'Eglise a souvent confirmé ce droit par son approbation , en alleguant les Edits des Empereurs , & les Capitulaires de nos Rois sur ces matieres. Il distingue ensuite dans le mariage ce qui regarde le Sacrement , & ce qui concerne le Contrat. Ce qui regarde le Sacrement appartient tellement à l'Eglise , qu'il n'y a qu'elle qui puisse y toucher. Ce qui concerne le Contrat appartient tellement au Prince , qu'on ne lui en peut ôter la connoissance , sans lui ôter une portion de cette autorité que Dieu a donnée pour la direction & l'utilité commune de ceux sur lesquels il l'a établi Roi. Le Contrat sert de matiere au Sacrement ; le Sacrement ne détruit point le Contrat, mais le suppose ; & la validité du Sacrement dépend de la validité du Contrat. Quand même on prétendrait (ce que nôtre Auteur croit faux) que le Contrat étant inséparable du Sacrement , n'est plus de la juridiction du Prince , depuis que Jesus-Christ l'a élevé à la dignité de Sacrement ; cela ne se doit entendre tout au plus que de ce qui concerne purement l'essence du mariage , comme sa validité , ou sa nullité , & non pas de ses dépendances , & de ses suites , comme de la condition des enfans , de la dot , de la succession , & de semblables matieres , que les plus scrupuleux mêmes laissent au jugement Seculier. Cela supposé , il soutient que la decla-

ration dont il s'agit ne détermine rien de nouveau sur la substance du mariage, qu'elle ne fait à cet égard que renouveler le 40. Article de l'Ordonnance de Blois ; & par conséquent le premier chapitre de la 24. Session du Concile de Trente, qui lui est conforme ; Que si le Roi, en l'interprétant & y ajoutant, règle en particulier quelques circonstances sur lesquelles on n'avoit pas été jusqu'à présent si exact, il n'entreprend rien qui ne soit digne de sa piété, & de sa justice, puisque cela ne tend qu'à la correction des abus qui empêchoient l'exécution des saints Decrets, & des Constitutions de l'Eglise. S'il prive de toutes successions tant directes que collaterales, les fils & les filles qui se marieront avant l'âge de vingt-cinq ans sans le consentement de leurs parens ; la même chose à peu près avoit déjà été ordonnée par Henri II. l'an 1556 ; par Henri III. l'an 1579 ; & par Henri IV. l'an 1606, sur les remontrances du Clergé ; par Alphonse X. Roi de Castille ; par Charles Quint, & par Philippe II. La même chose se pratique en Portugal, à Naples, & en plusieurs autres endroits. Les Canonistes qui disent que les Princes ont droit d'établir ces peines de fait, ont fait la même reflexion que les autres sur les Articles suivans de l'Ordonnance. Rabardeau ne se contente pas de montrer que les Princes peuvent connoître des causes qui concernent le mariage, mais il prouve aussi qu'ils peuvent prononcer sur la nullité des mariages ; & dit nettement que les mariages des fils de famille en puissance de leurs parens, sont nuls par les Loix des Empereurs, de nos Rois, & sui-

*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

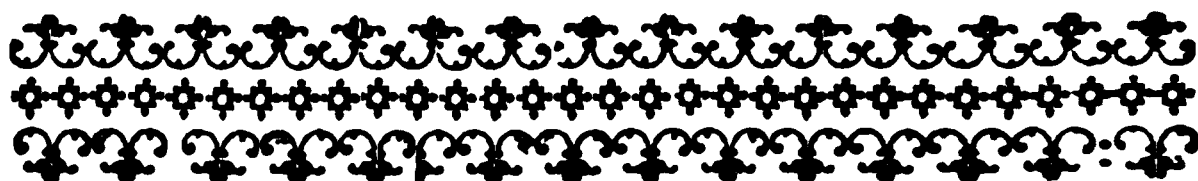
*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*

vant le sentiment de saint Basile. Il justifie ensuite tous les Articles de l'Edit, & fait voir qu'ils ne sont point contraires au Decret du Concile de Trente. Il a même ajouté une Dissertation à la fin de ce Traité, pour montrer exprès le pouvoir des Princes sur la validité & l'invalidité des mariages, dans lequel il soutient que les Princes ont droit de mettre des empêchemens dirimens; que les causes matrimoniales sont du ressort des Magistrats civils; & que le Concile de Trente ne condamne que ceux qui soutiendroient que les Juges Ecclesiastiques n'en peuvent point connoître. Il défend aussi fort au long dans sa Réfutation d'*Optatus Gallus* le Cardinal d'Amiens, de l'accusation de schisme, & le Cardinal de Richelieu, du prétendu dessein que l'*Optatus Gallus* lui attribué sans le nommer, de vouloir faire créer un Patriarche en France. Il traite en passant de l'Institution des Patriarches, & fait voir que la dignité Patriarchale n'est point contraire ni à l'autorité du Saint Siege, ni à l'unité de l'Eglise. Il remarque que Nicolas I. donne le titre de Patriarche à l'Archevêque de Bourges; & que si la même dignité étoit accordée à quelque autre Prélat de France, avec l'approbation du Souverain Pontife, la faveur du Roi, & le consentement de tous les Evêques & Archevêques de France, il pourroit prétendre ce droit sur toute la France sans crime, & sans aucun danger de schisme. Enfin il finit en apportant plusieurs preuves de la piété, du zèle, & de la Religion des Rois de France.

Voilà ce qu'il y a de plus remarquable dans les Ouvrages des quatre Adversaires du Livre

donné au public sous le nom d'*Optatus Gallus*. Cet Ouvrage étoit composé malicieusement, & écrit d'une manière propre à imposer, & même à exciter du trouble & des séditions dans l'Eglise de France, & a été justement défendu par le Parlement, & censuré par les Evêques. L'Apostreptique est bien écrit; l'Auteur imite le style de son Adversaire, & lui répond nettement, & précisément. Le Livre de M. Habert est écrit d'un style ampoullé: il traite plus à fond les matières, & cite quantité de passages des Conciles & des Peres; mais il s'écarte quelquefois de son sujet. La Chimere défaite de Sulpice de Mandrini, traite la matière plus en Jurisconsulte qu'en Theologien, & contient quantité d'allegations des Jurisconsultes, des Loix, d'Ordonnances, des Coûtumes, d'exemples, non seulement du Roïaume de France, mais aussi de celui d'Espagne, & des autres pays. Rabardeau est celui de tous qui a traité les questions avec le plus d'étendue, & de méthode.

*Optatus
Gallus, &
Ecrits
faits con-
tre ce Li-
vre.*



FRANÇOIS HALLIER

EVÊQUE DE CAVAILLON.

*François
Hallier.*

FRANÇOIS HALLIER nâquit à Chartres de Jean Hallier , & de Marie Tunais. Il y commença ses Humanitez ; mais le mauvais état de sa famille fut cause qu'on le retira des études pour l'attacher à la Pratique. Comme il n'avoit point de penchant pour cet emploi , on le mit Page chez Madame la Princesse douairiere d'Aumale. Pendant les deux années qu'il y demeura , il produisit plusieurs pieces de Poësies Latines & Françoises. Il étudia ensuite en Philosophie , & la Professa à Paris n'étant âgé que de seize ans. Après avoir fait quelques cours de Philosophie , il s'appliqua à la Theologie ; fut reçu de la Maison & Societé de Sorbonne ; entra en Licence , & reçut le Bonnet de Docteur en Theologie de la Faculté de Paris en 1624. Sur la fin de sa Licence il entra dans la Maison de Villeroy , pour y être Precepteur de Ferdinand de Neuville Abbé d'Alincourt , mort Evêque de Chartres. Il accompagna son élève à Rome , où il fut connu du Pape Urbain VIII. delà il passa à Naples , & ensuite en Grece. Ce

voïage fut suivi d'un autre qu'il fit en Angleterre, où la chute de sa perruque l'ayant fait reconnoître pour Prêtre, il courut risque d'être assassiné. Il fit en 1636 un Ouvrage des Elections & des Ordinations, qui le mit en grande réputation tant à Rome qu'en France, & lui valut une pension de huit cens livres du Clergé. Il entreprit peu de temps après la défense de la Censure de la Faculté de Theologie de Paris, contre les Ecrits des Reguliers d'Angleterre dont nous avons parlé, & fut élu Professeur ordinaire de Sorbonne, en consideration de cet Ouvrage. Huit ou neuf ans après il eut une Chaire Roïale. En 1644 il donna contre les Jesuites un Ecrit intitulé : *Theologie Morale des Jesuites*, dans lequel il avoit fait un Recueil de quelques Propositions tirées des Livres de quelques Jesuites, & particulièrement de ceux de Garasse, de Cellot, de Bauny, de Sanchez, &c. qu'il soutint être pernicieuses, & contraires à la morale de Jesus-Christ. Cet Ecrit fut refuté par le Pere Pintereau, sous le nom de l'Abbé de Boisc, auquel Hallier fit une Replique intitulée : *La défense de la doctrine de François Hallier Docteur & Professeur du Roi en Sorbonne, contre les calomnies & impostures de l'Abbé de Boisc*. Hallier fut Promoteur de l'Assemblée du Clergé en 1645, & y travailla au Reglement qui y fut fait touchant les Reguliers, qui a depuis été donné avec son Commentaire par M. Gerbais. Il travailla en même temps, avec l'approbation du Clergé, contre le Livre de la Hierarchie du Pere Cellot ; & donna en 1646 son grand Ouvrage de la Hierarchie Ecclesiastique. En 1649 il fut élu Syn-

*François
Hallier.*

*François
Hallier,*

648 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

dic de la Faculté de Theologie de Paris ; mais M. de Saint-Amour & plusieurs autres Docteurs s'opposèrent à son élection, sous prétexte qu'il avoit approuvé le Livre de *Cornelius à Lapidé*, qui avoit enseigné la même doctrine que Santarel, & obtinrent un Arrêt du Parlement, qui lui fit défense de s'ingerer dans la charge de Syndic, & d'en faire aucune fonction. Neantmoins il fut maintenu, & acheva son Syndicat ; après lequel il fut député à Rome par un grand nombre d'Evêques de France, avec M^r Lagault & Joisel, pour solliciter la condamnation des cinq Propositions de Jansenius. Quand ils l'eurent obtenue, il revint en France comblé de promesses & d'esperances. En 1656 il fit un troisième voyage à Rome, dans lequel il reçut du Pape Alexandre VII. les Bulles de l'Evêché de Cavaillon. Ses infirmités ne lui permirent de prendre possession de son Eglise qu'au commencement de l'année 1658. Il y mourut au mois de Juillet de l'année suivante, âgé de soixante-trois ans cinq mois, accablé d'une paralysie, & d'autres maladies compliquées, qui lui firent oublier tout ce qu'il avoit sçu, jusqu'à l'Oraison Dominicale.

Nous avons assez parlé de la défense de la Hierarchie Ecclesiastique, & de la Censure de la Faculté de Theologie de Paris, qu'il a composée contre l'Eponge de Loëmelius, il faut à present donner une idée de son Traité des Elections & des Ordinations sacrées, & de celui de la Hierarchie Ecclesiastique.

Les quatre Livres de la Hierarchie Ecclesiastique, sont écrits contre l'Ouvrage du Pere Cel-

lot, qui porte le même titre. M. Hallier traite dans le premier Livre, de la Hierarchie en general ; & fait voir que suivant l'Auteur de la Hierarchie, qu'il attribue à saint Denis, suivant le sentiment des saints Peres & des Theologiens, & les Définitions des Conciles, la Hierarchie Ecclesiastique n'est composée que des personnes qui ont dans l'Eglise un ordre & une juridiction superieure aux Laïques ; & que les fonctions Hierarchiques sont celles qui répondent à cet ordre & à cette juridiction, que la psalmodie, la recitation des Heures Canoniales, les austerez, & les mortifications des Moines, ne peuvent être appellées que tres-improprement des actions Hierarchiques ; Que les fonctions des Sou-diacres & des Ministres inferieurs envers les simples Fideles, ne sont Hierarchiques qu'en tant qu'elles se font par l'autorité des Diacres ; Que la celebration de la Messe, les benedictions, & les consecrations, en tant qu'elles renferment quelque juridiction, & ont rapport au gouvernement de l'Eglise, peuvent être considerées comme des actes Hierarchiques ; Que les jugemens & les corrections ne peuvent être des actes Hierarchiques, s'ils n'émanent de l'autorité Ecclesiastique, & d'un Juge qui soit dans les Ordres ; Que la Prédication n'est aussi un acte Hierarchique ; Que quand elle est faite par celui qui a l'Ordre & la Jurisdiction ; Qu'enfin les Laïques qui enseignent dans les Ecoles, quoique Docteurs, ou qui écrivent des matieres Ecclesiastiques, ne sont point censez faire des actions Hierarchiques. Hallier fait ici une longue digression sur l'Institution des Ecoles & des Do-

*François
Hallier.*

cteurs chez les Juifs, & chez les Chrétiens. Il montre ensuite que les actes de contemplation, de charité, & de vertu, ne sont point des actions Hierarchiques. Ces choses supposées, il définit la Hierarchie, *une Puissance sacrée & raisonnable qui est dans l'Ordre, & qui a une superiorité sur ceux qui lui sont soumis. Rerum sacrarum & rationabilium Ordinata Potestas debitum in subditos retinens Principatum*; & prouve ensuite fort au long, que tout Ordre Hierarchique suppose qu'il y a des sujets qui en dépendent : principe sur lequel il rejette la Hierarchie, que Cellot a admise entre les trois Personnes divines. En se défendant contre les accusations de Cellot, il défend aussi Petrus Aurelius; & finit par là le premier Livre.

Le second est des dons Hierarchiques. Il y refute amplement la Hierarchie des dons, imaginée par le Pere Cellot. Il avoue que les dons sont ordinairement nécessaires pour entretenir la Hierarchie; mais il soutient qu'ils ne suffisent pas seuls pour l'établir, & faire un Hierarque; & que d'assurer que la Hierarchie proprement dite, est fondée sur la grace sanctifiante, sur la charité, sur les dons du Saint-Esprit, sur les graces gratuites, & sur les actions de vertu, c'est une erreur de Wiclef, condamnée dans le Concile de Constance, dont le Pere Cellot s'efforce inutilement de se laver en tombant dans des contradictions continuelles. M. Hallier traite dans le Livre troisième des Ordres Hierarchiques. Il fait voir d'abord qu'il n'y a que ceux qui sont dans les Ordres qui puissent être proprement de la Hierarchie, quoique ceux qui sont élus à des digni-

tez Hierarchiques , puissent être censez en quelque maniere , & imparfaitement , être de la Hierarchie. Il refute la distinction que le Pere Cellot avoit faite entre la Hierarchie d'Ordre, & la Hierarchie de Jurisdiction; & prétend qu'il n'y a point d'Hierarchie parfaite, que ces deux choses n'y concourent. Il soutient qu'il n'y a que trois Ordres vraiment Hierarchiques ; celui des Evêques , celui des Prêtres , & celui des Diacres. Il refute ensuite plusieurs erreurs qu'il impute au Pere Cellot , comme de renouveler l'erreur des Montanistes ; Qu'il y a dans l'Eglise des Ordres supérieurs aux Evêques , & que les Laïques & les femmes sont de la Hierarchie ; Que l'on peut imposer pour peine , d'entrer dans le Clergé comme dans le Monachisme ; Que la Clericature est un état de penitence , comme celui du Monachisme. Il répond encore à d'autres erreurs , injurieuses à la Hierarchie Ecclesiastique , dans lesquelles il prétend que le Pere Cellot est tombé ; & reprend plusieurs de ses expressions peu favorables au Clergé Seculier. Il se moque de cette Proposition que ce Pere avoit avancée ; Que si tous les hommes, les femmes, les animaux, & les créatures inanimées, pouvoient être changées en Prêtres , & consacrer l'Eucharistie , il n'y auroit point encore trop de Ministres ; & reprenant ensuite gravement cette belle gradation, il dit qu'il est du bon ordre que le nombre des Prêtres soit limité : *Que*, comme dit saint Jérôme, *la multitude les rend méprisables. Presbyteros turba contemptibiles facit.* Que dans la primitive Eglise il y avoit peu de Prêtres & de Clercs , mais qu'ils étoient fervens , & appliquez à leur devoir ; Que l'on a fixé dans plusieurs Conciles le nombre des Clercs,

Frai
Hal

*François
Hallier.*

& que l'Eglise peut déterminer le nombre des Moines qu'elle veut promouvoir au Sacerdoce. Il s'étend beaucoup sur ce que le Pere Cellot a préféré les fonctions Hierarchiques des Anges, & le soin qu'ils ont des hommes, aux fonctions du Sacerdoce, & de ce qu'il a voulu faire passer les Anges pour des Pasteurs & des Prêtres. Enfin il refute les erreurs dans lesquelles il prétend qu'il est tombé sur chaque Ordre Hierarchique, en donnant atteinte à l'Episcopat, à la nécessité des Evêques, pendant qu'il feint de la défendre, en avançant que les Prêtres ne peuvent pas suppléer pour un temps le gouvernement des Evêques, & en niant que les Moines soient soumis aux Prêtres suivant l'Ordre Hierarchique; & enfin sur le Diaconat, en rabaisant d'un côté, & en élevant trop d'un autre, le pouvoir & la dignité des Diacres.

Le dernier Livre de l'Ouvrage de M. Hallier, qui est de la Jurisdiction Hierarchique, est beaucoup plus long que les trois autres ensemble, & plus rempli d'érudition. Il commence par montrer que la Jurisdiction ordinaire est nécessaire pour l'établissement de la Hierarchie, & même dans chaque membre qui en fait partie; & que cette Jurisdiction doit être sacrée. Cela lui donne occasion de traiter amplement de la distinction de la Jurisdiction Civile, & de la Jurisdiction Ecclesiastique, & de montrer que l'Eglise a une jurisdiction vraiment coactive, & non pas seulement œconomique. Après avoir rejeté les autres divisions de la Hierarchie, & en retranchant les personnes qui sont seulement pour le secours des Prelats, il la partage en trois Ordres Hierarchiques; celui du Pape, celui des

Evêques , & celui des Pasteurs inferieurs , que l'on appelle communément Curez.

*François
Hallier.*

Pour expliquer ensuite la subordination des membres Hierarchiques entre eux , il pose pour principe , qu'il faut distinguer ceux qui sont superieurs de droit Divin , de ceux qui ne le sont que de droit Humain & Positif ; car ceux-ci n'ont pas la même juridiction sur les personnes qui sont dans le dernier degré de la Hierarchie , comme ceux qui sont dans le degré du milieu ; au lieu que ceux qui sont superieurs de droit Divin , ont le même pouvoir sur ceux du dernier degré , que ceux qui sont entre les deux. Il entreprend de prouver cette regle par la discussion des droits des dignitez superieures , & commençant par celles qui sont établies par le droit Positif , comme les Patriarches , les Primats , les Métropolitains , il traite amplement de l'Institution & des droits de ces dignitez.

La juridiction des Métropolitains est plutôt sur leurs suffragans , que sur les personnes qui sont soumises immédiatement aux Evêques. Les droits des Métropolitains , à l'égard de leurs suffragans , sont , 1. Que les suffragans doivent faire rapport au Métropolitain comme à leur Chef , de tout ce qui regarde le bien commun de la Province. 2. Si les Evêques ou les Clercs veulent sortir de la Province , & aller en Cour , ils sont obligez par les anciens Canons de prendre des Lettres de recommandation des Métropolitains. 3. Les Métropolitains ont droit de convoquer les Evêques de la Province à un Concile , & même de les y contraindre. 4. Quand un Evêque n'étoit plus en état de faire ses fonctions , c'étoit au Métropolitain à mettre une autre per-

*François
Hallier.*

654 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

sonne en sa place. Enfin le Métropolitain étoit le Juge de toute la Province , & chaque Evêque lui étoit soumis. Outre cette juridiction ordinaire du Métropolitain sur les Suffragans , il en avoit encore une indirecte sur leurs Diocésains en plusieurs cas , 1. Quand ils se plaignoient de leur Evêque , ou appelloient de son jugement. 2. En cas de negligence ou de malversation de la part de l'Evêque. 3. Quand il s'agissoit d'abolir une mauvaise coutume qui étoit generale dans la Province. 4. Il semble qu'en Afrique les jugemens de déposition des Prêtres , étoient reservez aux Métropolitains. 5. En cas d'infirmité ou de mort de l'Evêque , le gouvernement de l'Eglise pour le spirituel , & pour le temporel , étoit dévolu au Métropolitain. 6. Le Métropolitain a droit de visite dans la Province , & de faire des reglemens dans le cours de sa visite pour les besoins pressans , & de punir les crimes notoires. Il y a encore plusieurs autres cas , comme ceux d'heresie , de simonie , de déprédation des biens Ecclesiastiques , &c. dans lesquels le Métropolitain peut exercer sa juridiction sur tous les Sujets de sa Province. Il peut aussi donner des Indulgences pour toute la Province , y faire porter partout sa croix , donner des benedictions , celebrer solennellement , accorder des dispenses aux Evêques. Mais il ne peut pas , 1. juger les suffragans de sa propre autorité , & sans Concile. 2. Exercer une juridiction immédiate sur les Diocésains des autres Evêques.

Les Primats sont d'un degré au-dessus des Métropolitains : les Grecs les appellent *Exarques* , & les Latins leur ont donné le nom de *Primats* , qui étoit autrefois commun à tous les Métropo-

litains. Hallier entreprend de traiter ici de l'Institution & des droits de tous les Primats d'Orient & d'Occident. Il commence par celui de Carthage, qui dès le temps de S. Cyprien étoit Primat de toute l'Afrique, comme il paroît par la Lettre 45. de ce Pere à Corneille, le centre de l'unité en Afrique, & le Juge Souverain de tous les Evêques, comme on voit par les Lettres de S. Cyprien, & les Canons des Conciles d'Afrique. On trouve même des exemples d'ordinations d'Evêques que l'Evêque de Carthage avoit faites hors de sa Province, quoiqu'ordinairement elles fussent faites par les Métropolitains; il avoit aussi droit de prendre des Prêtres par tout pour les ordonner Evêques; on le consultoit dans toutes les affaires difficiles, & il présidoit aux Conciles généraux d'Afrique; il recevoit aussi les appellations & les plaintes des Prêtres de toute l'Afrique; il avoit droit de visite par tout; il écrivoit au nom de tous les Evêques d'Afrique, & les Evêques des autres pays lui envoioient leurs Lettres adressées à tous les Africains. Enfin tous les Moines d'Afrique étoient spécialement sous la juridiction du Primat de Carthage.

Hallier traite ensuite des Primats, ou des Exarques d'Orient, & s'arrête particulièrement à celui de Cesarée en Cappadoce, qui avoit une juridiction sur tout le Pont, comme il le prouve par plusieurs exemples tirez des Lettres de saint Basile, & de l'Histoire Ecclesiastique des temps suivans, qui font voir qu'il avoit droit d'ordination, de jugement, de convocation de Conciles, & de visite dans tout le Diocèse du Pont.

*François
Hallier.*

La Primatie de Thessalonique succede. Il est certain que l'Evêque de Thessalonique avoit plusieurs Provinces dépendantes de sa juridiction ; sçavoir , outre la Macedoine , l'Achaïe , la Thessalie , la Dace , la Mesie , la Dardanie , l'Epire , & les autres Provinces qui dépendoient de l'Illyrie Orientale ; comme il paroît par le témoignage de Theodoret , & par celui de Nicolas I. qui attribuent ces Provinces à la Primatie de l'Evêque de Thessalonique. Cette Primatie dans son origine , venoit de la dignité de cette Ville ; & quoiqu'elle ne soit pas si ancienne que le Concile de Nicée , il y a apparence que les Evêques de Thessalonique avoient quelque prérogative , même avant que les Papes les eussent faits leurs Vicaires. Mais leur dignité fut beaucoup relevée , & leurs droits augmentez , par la qualité que les Papes leur donnerent de leurs Vicaires dans toutes ces Provinces. Dans l'affaire d'Acace , l'Evêque de Thessalonique aiant pris parti pour ce Patriarche de Constantinople , encourut la disgrâce des Papes , qui éleverent l'Archevêque de Corinthe , & le firent Primat de l'Achaïe , & de la Grece. Justinien attribua ensuite à l'Archevêque de la premiere Justinienne , la plupart des Provinces qui étoient soumises à l'Archevêque de Thessalonique , dont la Primatie fut éteinte.

Les Primaties des Gaules ne sont ni si anciennes , ni si bien fondées au jugement de M. Hallier. Anciennement les Eglises y étoient gouvernées par des Métropolitains. M. Hallier rapporte ce qu'il y en a dans l'Antiquité , & fait voir que l'origine des Metropoles en France est plus ancienne
que

que le Concile de Nicée. Il traite des différends des Evêques d'Arles & de Vienne, pour le droit de Metropole ; & après avoir rapporté exactement ce qui regarde l'Institution de toutes les Metropoles de France, il vient aux Primaties. L'Eglise d'Arles est la première qui a prétendu ce droit, que le Pape Zozime & les Successeurs, jusqu'à saint Leon, ont approuvé. Saint Leon semble y avoir donné atteinte dans le jugement qu'il rendit contre Hilaire d'Arles ; cependant Hallier prétend que la contestation qui fut entre ce Pape & cet Evêque, ne regardoit que les faits, & nullement le droit de Primatie, qui a été reconnu depuis la mort d'Hilaire par les Evêques de France, par saint Leon même, & par le Pape Hilarus. Le changement qui arriva dans les Gaules, qui furent divisées en plusieurs Roïaumes, servit à l'élevation de l'Archevêque de Vienne, qui fut considéré comme Primat du Roïaume de Bourgogne. Cependant l'Archevêque d'Arles retint son droit de Primatie dans toutes les Provinces dépendantes du Roïaume des Goths, & demeura dans cette possession après que les Goths furent vaincus par les François. Les Papes Vigile, Pelage II. & saint Gregoire, l'ont reconnu ; mais ce dernier lui donna quelque atteinte, en nommant Siagrius Evêque d'Autun, pour son Vicaire en France : peu à peu l'autorité de l'Archevêque d'Arles diminua par les érections des autres Primats en France. Hallier en rapporte l'origine. Il remarque que les souscriptions des Conciles, ne sont point une preuve du rang des Evêques ; que néanmoins les Metropolitains ont presque toujours souscrit

*François
Hallier.*

avant les Evêques ; les Primats dans leur Primatie , avant les Metropolitains ; & que les Metropolitains & les Evêques ont gardé entre eux le rang de leur ordination. Enfin il dit que quoique les Primats aient usé fort modestement en France de leur autorité , leur dignité n'a pas été un simple nom , & un vain titre , mais qu'ils ont eu un pouvoir & une autorité supérieure aux Metropolitains.

M. Hallier s'étend encore davantage sur les Patriarches , qu'il n'avoit fait sur les Metropolitains , & sur les Primats. Le nom de Patriarche se prend en plusieurs sens. Les anciens Chefs de familles qui ont instruit le peuple dans la Loi de Nature , & dans la Loi de Moïse , ont été appelez *Patriarches*. Les Juifs ont depuis donné ce nom à quelques-uns des principaux Docteurs de leurs Synagogues. Les Montanistes avoient leur Patriarche. Un certain Glycerius Diacre , se nommoit Patriarche d'une Communauté de filles qu'il avoit ramassées. On donnoit aussi autrefois ce nom aux Exarques , aux Primats , & même aux Evêques distinguez. Mais enfin on l'a réservé à un petit nombre de Prelats d'une dignité & d'une juridiction éminente. Les trois plus anciens Sieges Patriarchaux , sont Rome , Alexandrie , & Antioche. Hallier prétend que ces trois Sieges ont été érigés , & élevez à cette dignité par saint Pierre , quoique cet Apôtre ait eu égard à la dignité des trois premières Villes de l'Empire Romain. Il passe ensuite à l'érection du Patriarche de Constantinople , à laquelle la dignité de cette Ville , qui fut égalee dans ses Privileges à celle de Rome ,

donna lieu : il y a de l'apparence , qu'aussi-tôt *Fra*
 que la Ville de Byzance fut élevée par Con- *Hal*
 stantin à cette dignité , son Evêque eut le titre
 de Metropolitain , & ne fut plus soumise à l'Ar-
 chevêque d'Heraclee. Il n'est pas neantmoins
 certain qu'il eût cette qualité avant le Concile
 de Constantinople. M. Hallier prétend que ce
 Concile , en accordant à l'Evêque de Constanti-
 nople les prérogatives d'honneur après l'Evê-
 que de Rome , jeta les premiers fondemens de
 son Patriarchat ; mais il prétend que ce Canon
 n'est point du Concile Occumenique , qu'il fut
 fait seulement par quelques Evêques , & qu'il
 ne donne point de juridiction à l'Evêque de
 Constantinople sur le Pont & sur l'Asie ; ce-
 pendant il donna occasion aux Evêques de Con-
 stantinople d'usurper sur ces deux Diocèses la
 juridiction qui lui fut confirmée par le Conci-
 le de Chalcedoine. M. Hallier allegue jusqu'à dix
 exceptions contre la disposition de ce Canon ,
 & prétend que même depuis qu'il fut fait , il
 n'y eut point d'usage constant d'appeller des
 jugemens des Patriarches d'Alexandrie & d'An-
 tioche , au Siege de Constantinople , & de lui dé-
 ferer les Metropolitains en premiere instance ;
 & même que les Evêques de Constantinople fu-
 rent long-temps à anéantir entierement le droit
 des Exarques du Pont & de l'Asie. Il rapporte
 les differends de l'Eglise de Constantinople & de
 celle de Rome ; par quels degrez les Patriar-
 ches de Constantinople se rendirent entierement
 maîtres des Diocèses d'Heraclee , de Pont , &
 d'Asie , & comment les Papes reconnurent enfin
 le Patriarche de Constantinople sous l'Empire de

*François
Hallier.*

Justin & de Justinien. Le dernier Patriarche est celui de Jerusalem : cette Eglise a toujours été respectée à cause de son Antiquité , & considérée comme la mere & la source des autres ; & c'est par cette consideration que le Concile de Nicée lui donne le rang d'honneur , en conservant neantmoins tous les droits de Metropole à la Ville de Cesarée en Palestine. Cet honneur n'a pas empêché qu'elle n'ait été long-temps soumise à la Metropole de Cesarée , quoique son Evêque eut de grandes prérogatives qui lui donnerent ensuite occasion de secolier le joug de sa Metropole , & de s'élever ensuite à la dignité de Patriarche. Juvenal Evêque de Jerusalem , soutint cette prétention dans le Concile d'Ephese , sous saint Cyrille d'Alexandrie , & dans l'Assemblée tenue à Ephese sous Dioscore. Mais il ne fut rien réglé en sa faveur que dans le Concile de Chalcedoine , où les trois Palestines lui furent accordées pour son Diocese. Il a toujours joui depuis ce temps-là du Titre & de la Jurisdiction Patriarchale sur ces Provinces , & l'a même étendue dans les derniers temps sur quelques Metropoles de la Syrie , & de la Phenicie.

Les prérogatives des Patriarches sont , 1. d'être le centre de l'unité des Eglises , & , pour ainsi dire , le Canal par lequel elles entretiennent entre elles la Communion. 2. De porter dans toute l'étendue de leur Patriarchat les marques de leur dignité , & d'y faire mettre leurs noms dans les Dyptiques. 3. D'être les Assesseurs & les Conseillers nez du Pape dans le gouvernement de l'Eglise Universelle , & d'être

présens par eux, ou par leurs Legats, aux Conciles generaux. 4. D'avoir plus de part que les autres à la plenitude de la Puissance Apostolique. 5. D'être en droit d'ordonner les Metropolitains, & même les Evêques, de leur Patriarchat. 6. De recevoir les Relations des Causes majeures, de juger les Metropolitains en premiere instance, & même les Evêques en certains cas, & de convoquer des Synodes de leur Patriarchat. 7. De faire des Loix generales pour tout leur Patriarchat, & de veiller dans toute son étendue à l'observation de la discipline Ecclesiastique. 8. D'absoudre des Censures en cas d'appel, & des cas qui leur sont reservez, ou des excommunications qu'ils ont fulminées. Enfin en Orient & en Occident ils ont eu des Monasteres soumis à leur juridiction, & exempts de celle de l'Ordinaire. Hallier traite ensuite de la prerogative d'honneur, attribuée à l'Ordre & à la Jurisdiction, parce qu'il arrive quelquefois que ceux qui sont dans un ordre inferieur, ont une juridiction superieure. Il est certain qu'anciennement le dernier des Evêques étoit preferé au Prêtre le plus relevé en dignité : le dernier des Prêtres à tous les Diacres ; & qu'aucun Diacre n'étoit égal en ordre & en juridiction à aucun Prêtre ; mais dès le premier temps quelques Diacres voulurent s'élever au-dessus des Prêtres, ou s'égalier à eux : abus contre lequel saint Jérôme déclama fortement. Cependant les Archidiaques s'acquirent peu à peu beaucoup d'autorité ; & en Orient les Gardes-chartes, les Protosyncelles, & les autres graves Officiers du Patriarche, se mirent en

*François
Hallier.*

*François
Hallier.*

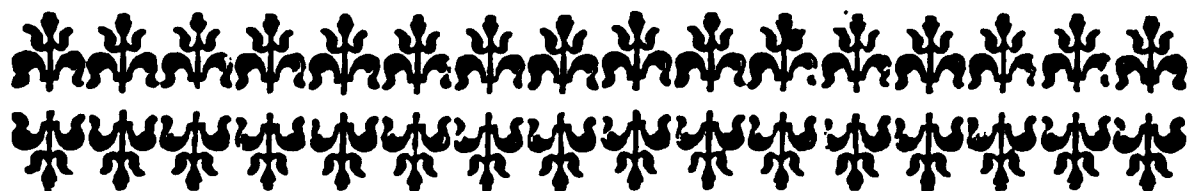
possession de précéder les Prêtres ; le même honneur fut attribué aux Cardinaux Diacres en Occident. Les Diacres n'avoient autrefois aucune juridiction que sur les Clercs des Ordres inférieurs ; mais peu à peu les Archidiaques s'attribuerent l'inspection & la prééminence sur les Prêtres , tant en Occident qu'en Orient.

La dernière Section de ce Livre de M. Hallier , contient plusieurs erreurs qu'il reproche au Pere Cellot ; comme elles concernent principalement des différens personnels entre le Pere Cellot & lui , nous ne croïons pas qu'il soit nécessaire d'en faire ici l'extrait.

Nous avons déjà dit que M. Hallier eut beaucoup de part au Reglement qui fut dressé par l'Assemblée du Clergé de 1645 touchant les Reguliers , & qu'il fit des Notes sur chaque Article contenant les citations des Conciles , des Decrets des Papes , des Statuts Synodaux des Peres , & des Theologiens , pour les appuier. Il s'y étend particulièrement sur le second Article, touchant l'obligation d'entendre la Messe Paroissiale. Sur le cinquième, touchant l'obligation de se confesser à Pâques à son Curé. Sur le sixième, touchant la nécessité de l'approbation des Confesseurs Reguliers par les Evêques. Sur le douzième, touchant la nécessité qu'il y a que les Predicateurs Reguliers soient approuvez par les Evêques. Sur le trente-un, touchant le pouvoir que les Evêques ont de punir les Reguliers , & en quel cas. Et sur le trente-deuxième Article , & les suivans jusqu'au dernier , qui est le trente-huitième , touchant l'autorité que les Evêques ont pour maintenir la discipline dans les Monasteres des Reli-

DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. 663
gieuses. Ce Commentaire est d'une grande recherche, est chargé d'un grand nombre de citations. Il a été imprimé comme nous avons dit, avec le Reglement, par ordre du Clergé en 1665, & par les soins de M. Gerbais.

En general, tous les Ouvrages de M. Hallier sont pleins d'érudition, & de jugement. Il écrit assez purement en Latin; mais il est quelquefois un peu trop diffus, & repete plusieurs fois une même chose. Quoiqu'il eût bien lû l'Antiquité, & qu'il sçût l'Histoire Ecclesiastique, il n'étoit pas tout-à-fait excellent Critique.



LOUIS CELLOT

J E S U I T E.

L OUIS CELLOT de Paris, entra dans la Societé des Jesuites l'an 1605, âgé de dix-sept ans. Il mourut le 20 d'Octobre 1658.

*Louis
Cellot.*

Les Jesuites aiant été attaquez, comme nous avons vû, par Petrus Aurelius, & par M. Hallier, sur la Hierarchie Ecclesiastique. Le Pere Cellot entreprit de faire un Ouvrage complet sur la Hierarchie, qu'il fit paroître en 1641, pour opposer aux Livres de leurs Adversaires, & soutenir que les Reguliers sont de la Hierarchie. Il promet d'y traiter à fond tout ce qui regarde la Hierarchie, & de refuter ceux qui ne sont pas

*Louis
Cellot,*

dans ces principes. Tout le plan de son Ouvrage, & le partage de la Hierarchie, sont compris dans une Table, où il met Dieu à la tête comme le Prince, & le Chef de tous les Hierarques, & fonde l'origine de la Hierarchie sur la sainte Trinité. Entre les creatures, Jesus-Christ est établi le souverain Hierarque, & la Vierge Marie le principal instrument de cette Hierarchie. Ensuite les neuf Chœurs des Anges composent la Hierarchie Angelique soumise à la Trinité; & la Hierarchie Ecclesiastique qui est au-dessous de celle des Anges, est par lui divisée en trois Classes, Celle de Jurisdiction; celle de l'Ordre; & celle des dons, qui sont toutes soumises à l'Evêque comme au souverain Hierarque. La dernière est, selon lui, la plus excellente, & comprend les Docteurs en Theologie, les Canonistes, & ceux qui font profession d'exercer les œuvres de charité. La Hierarchie d'Ordre qui est le second rang, est composée des Evêques, des Prêtres, & des Ministres. Celle de Jurisdiction, qui, selon lui, est la dernière, est composée du Pape, des Evêques, des Archidiacres, & autres qui ont jurisdiction, & des Curez. Les Religieux appartiennent, selon lui, à ces trois espèces d'Hierarchie, ou directement, ou excellemment, ou par commission. Après cette division de la Hierarchie, il traite dans le premier Livre de la définition des actes & des parties de la Hierarchie. Dans le second Livre, de la Hierarchie celeste. Dans le troisième, de la Hierarchie de la loi Mosaique, dans laquelle il veut que les Prophetes aient été compris, & fait une longue digression contre Petrus Aurelius, sur ce que

cet Auteur avoit dit de la loi de Moïse. Delà il *Louis*
 passe dans le même Livre à la Hierarchie Evan- *Cellor.*
 gelique , & établit la division qu'il en a faite ,
 en trois especes. Il parle dans le quatrième Li-
 vre , de la Hierarchie de juridiction , & y donne
 le premier rang au Pape & aux Cardinaux. Il
 soumet les Conciles generaux & Provinciaux à
 l'autorité du Pape. Il explique les passages de
 saint Jérôme sur la distinction des Evêques &
 des Prêtres. Il reprend Aurelius de la comparai-
 son qu'il a faite entre la juridiction des Evê-
 ques , & celle des Curez , & sur quelques au-
 tres points. Dans le cinquième Livre , après
 avoir traité de l'origine des Chanoines Regu-
 liers , des anciens Moines d'Orient & d'Occi-
 dent , & des Religieux Mendians , il prétend que
 les Religieux sont de la Hierarchie ; Que leurs
 Superieurs ont de droit part à la Hierarchie de
 juridiction ; & les simples Religieux Prêtres ,
 par commission. Il avoue que les Religieux Moi-
 nes , sont de droit soumis aux Evêques ; mais il
 prétend qu'ils peuvent être exempts de leur ju-
 ridiction par le Pape ; & traite amplement de
 ces exemptions , & des privileges qui leur ont
 été accordez pour prêcher , pour confesser , &
 pour faire les fonctions Hierarchiques. Le sixi-
 ème Livre est de la Hierarchie de l'Ordre , & des
 fonctions qui y sont attachées. Ce sujet lui don-
 ne lieu de traiter plusieurs points de l'ancienne
 discipline , comme de la consecration du Chrê-
 me , de la Confirmation , de la benediction des
 Vierges , de la Communion , de la Penitence ,
 des Catechumenes , &c. Le septième Livre est
 sur les droits que les Reguliers ont dans cette

Louis Cellot. Hierarchie. Il prétend qu'ils en sont de droit, & que les Moines doivent être comptez du Clergé, & non pas mis au rang des Laïques ; Que leur état n'est pas moins un état d'innocence & de penitence ; & encore d'une penitence volontaire & religieuse, bien differente de l'ancienne penitence publique ; Que les Clercs Reguliers, & les Religieux instituez pour prêcher, & pour enseigner, sont necessairement de cette Hierarchie ; & que les Jesuites ont des privileges particuliers qui les mettent dans le même droit. Il refute dans ce Livre ce que Petrus Aurelius & le Docteur Hallier avoient dit, pour montrer que les Religieux ne sont point par leur institution de l'Ordre Hierarchique. Dans le huitième Livre, il tâche d'établir sa Hierarchie des dons *Charismaticum*, qu'il prétend être la plus excellente, & dans laquelle il place les Docteurs en Theologie, & en Droit Canon. Il soutient dans le neuvième Livre, que les Reguliers tiennent un rang sublime dans cette Hierarchie, & les compare aux Seraphins. Il s'y étend sur la perfection des vœux des Religieux, & attaque sur ce sujet le Livre du Pere Seguenot, & Petrus Aurelius. Enfin il fait une comparaison de l'état Episcopal, avec l'état & la profession Religieuse ; & après avoir remarqué les avantages & les perfections qu'il peut y avoir dans l'un & dans l'autre, il relève l'Etat Monastique, parce que plusieurs Evêques l'ont embrassé. Le Pere Cellot attaque particulièrement trois Auteurs dans cet Ouvrage, Petrus Aurelius, M. Hallier, & le Pere Seguenot.

Comme les deux premiers avoient été approuvez

par le Clergé de France, & que le P. Cellot renouvelloit une querelle à laquelle le Clergé avoit pris part, son Livre imprimé à Roüen sur une simple permission du Juge, fut tres-mal reçu. Il fut déferé par le Syndic à l'Assemblée de la Faculté de Theologie de Paris, du 1 de Fevrier 1641, où l'on nomma des Deputez pour l'examiner. Ces Deputez firent l'extract des Propositions du Livre du Pere Cellot, qu'ils jugerent dignes de censure ; & en aiant fait leur rapport à la Faculté, il fut conclu dans l'Assemblée du 3. d'Avril, que ce Livre seroit condamné comme contenant des Propositions nouvelles, fausses, dangereuses, téméraires, ridicules, contraires à l'humilité, & à la charité chrétienne, tendantes à rabaisser les fonctions & le ministère de l'Ordre Hierarchique, honteuses pour les Moines & les Reguliers, injurieuses aux Evêques & au Clergé, contraires aux Decrets des Conciles & des Papes, induisantes à l'erreur & à l'heresie, impies, &c. Cette Censure étant résoluë, & prête à paroître, le Cardinal de Richelieu crut qu'il étoit plus à propos de finir cette affaire par une Conference avec le Pere Cellot ; & nomma des Docteurs pour la regler sur les offres que le Pere Cellot avoit faites, de corriger & d'expliquer son sentiment sur les Propositions que l'on trouvoit censurables. Le Pere Cellot comparut devant ces Docteurs, assisté des Peres Hayneuve, Petau, & Boucher ; & aiant eu plusieurs conferences avec eux, il retraéta plusieurs Propositions, en adoucit d'autres, donna un sens Catholique à quelques-unes, & avoüa que les autres lui étoient échappées. Il y retraéta sa

*Louis
Cellot.*

Louis
Cellot.

division de la Hierarchie, & la Proposition qu'il avoit avancée, que celle des dons est la première & la suprême Hierarchie ; & reconnut que cette espece d'Hierarchie ne pouvoit être appelée Hierarchie qu'improprement, & équivoquement. Il revoqua ce qu'il avoit dit ; que les Anges faisoient les fonctions d'Evêques & de Prêtres. Il declara que quand il avoit dit que la grace étoit *intrinseque* à la loi Mosaique comme à l'Evangile, par *intrinseque* il falloit entendre *necessaire*, c'est-à-dire, que l'on ne pouvoit pas observer la Loi sans la grace, non plus qu'accomplir l'Evangile ; & reconnut d'ailleurs que la grace qui étoit donnée sous la Loi, venoit des mérites futurs de Jesus-Christ, & que les graces sont plus fortes & plus abondantes dans la Loi nouvelle que dans l'ancienne. Il avoit avancé dans son Ouvrage que l'Eglise avoit omis d'exécuter le Decret du Concile de Constance, dans lequel il est ordonné qu'on tiendra de temps en temps des Conciles generaux, parce qu'elle avoit éprouvé le mal qu'ils lui avoient causé, & qu'elle s'étoit souvenuë des Conciles de Rimini, des deux Conciles d'Ephese, & des cinq & huitième Synodes : en marge cet endroit étoit écrit : *La convocation des Conciles generaux est dangereuse : Conciliorum generalium periculosa convocatio*. Il s'explique sur cette Proposition, en disant qu'il faut entendre qu'elle l'est quelquefois, & qu'il n'a jamais eu dessein de nier que cette convocation ne fut tres-utile, & tres-salutaire à l'Eglise de Dieu, & même quelquefois necessaire. Il donne plusieurs restrictions à l'autre Proposition qu'il avoit en-

core avancée, Que la voix publique de l'Eglise qui reclame contre les Decrets des Papes & des Conciles, empêche que les Decrets des Conciles & des Papes, n'aient force de Loi. Les restrictions qu'il apporte sur cette Proposition, sont, 1. que par le terme d'*Eglise*, il entend les Fideles répandus par toute la terre. 2. Par le terme de *Decrets*, non les Définitions qui regardent la foi, mais les Constitutions qui regardent les mœurs & la discipline. 3. Que par l'expression, *ôter la force de la Loi*, il n'a pas prétendu que les Decrets des Papes & des Conciles dépendissent de l'autorité & du pouvoir des Fideles, mais seulement qu'il arrivoit quelquefois que ces Decrets n'obligeoient point *in actu secundo*, parce que les Fideles ne les avoient pas reçus, ou avoient cessé de les observer. Sur ce qu'il avoit dit que les Abbez & les Generaux d'Ordre étoient des Hierarques, qu'ils assistoient de droit dans les Conciles, & non pas seulement par privilege, & que les Religieux Mendians avoient par le droit commun le pouvoir de faire des fonctions Hierarchiques; il declare dans sa retractation, que les privileges des Reguliers par lesquels ils sont exempts de la puissance & de la jurisdiction des Evêques, peuvent être revoquez & abolis; enforte neantmoins que l'essence des Ordres subsiste, même celle des Ordres des Religieux Mendians, & des autres qui sont destinez à travailler au salut des Fideles; mais neantmoins que cela ne se feroit pas sans quelque diminution ou alteration de ces Ordres. Il avoit dit qu'il croïoit que l'opinion de ceux qui choissoient un Confes-

Louis
Cellet.

ous
l'ot. leur connu & réputé pour suffisant, & employé à cette fonction, étoient bien absous. Il ajoute qu'il a voulu parler d'un Confesseur qui entend les confessions au scû de l'Ordinaire, sans qu'il s'y oppose, *Ordinario sciente & non repugnante*; parce qu'alors le Confesseur a une approbation tacite & virtuelle, quoiqu'il n'en ait pas d'expresse & formelle. Il revoque précisément ce qu'il avoit dit, qu'il suffisoit que les Reguliers se presentassent à l'Evêque pour être en droit de confesser les Seculiers; & declare qu'ils ne le peuvent, ni ne le doivent s'ils n'ont obtenu une approbation de l'Evêque; & qu'il embrasse volontiers l'Ecrit donné par les Supérieurs des Jesuites, & ceux des autres Ordres, au Cardinal de Richelieu le 19 de Fevrier 1633, par lequel ils reconnoissent que les Reguliers ne doivent ni ne peuvent prêcher la parole de Dieu, ni entendre les confessions sans la permission & approbation des Evêques. Il explique ce qu'il avoit dit, que le fondement, la vertu, & l'efficace de la Hierarchie de l'Ordre & de la Jurisdiction, étoient établis sur la vocation de Dieu, & sur les dons, en disant qu'il n'a pas prétendu que quelqu'un pût valablement faire les fonctions Hierarchiques d'Ordre & de Jurisdiction, recevoir & exercer les Ordres sacrez sans être en cet état, mais seulement qu'il ne le pouvoit pas licitement, & comme il faut. Il excuse l'approbation qu'il avoit donnée au sentiment de Reginaldus, que l'on doit puiser dans les Auteurs modernes plutôt que dans les anciens, la doctrine des mœurs. Il prétend que ce qu'il avoit dit, que les paroles, *je renonce, je veux, je croi*, que

les parrains prononcent dans le baptême , n'étoient pas une promesse formelle & étroite , parce que le parrain ne peut pas lier par son vœu l'enfant , qui n'a aucune connoissance , ne doit s'entendre que d'un vœu , & il reconnoît que les parrains font une promesse veritable dans le baptême pour les enfans , par laquelle ceux-ci sont engagez quand ils ont l'usage de raison , de faire ce que les parrains ont promis en leur nom. Il avoit élevé la perfection de l'état Régulier au-dessus de celle des Prélats Seculiers ; sur quoi il dit qu'il n'a point fait cette comparaison absolument , mais seulement par rapport aux moïens que les Réguliers ont par leurs vœux d'être plus parfaits ; & il reconnoît qu'il n'y a point d'état qui n'ait des moïens nécessaires & suffisans pour parvenir à la perfection à laquelle il est obligé. Enfin il tâche d'expliquer dans un bon sens les éloges qu'il avoit donnez aux Moines , en disant qu'un Moine qui représente Jesus-Christ , est saint , innocent , sans tache , séparé des pecheurs , & des penitens ; qu'il n'est point obligé d'offrir des hosties pour ses fautes , & qu'il offre continuellement pour les Seculiers ses austeritez , ce qui rend toute sa vie Hierarchique ; & de rejeter les erreurs que l'on peut trouver dans ses expressions , en avouant que les Religieux sont hommes comme les autres , & qu'ils ont besoin de la penitence & des Sacramens. Le dernier Article est sur les mœurs du Clergé Seculier & Régulier. Il avoit avancé que ce qui exclut de l'Episcopat un homme infame par ses crimes , ce n'étoit pas l'état de l'Episcopat , mais une simple Ordonnance Ecclesia-

*Louis
Celloz.*

Louis
Cellot.

stique. Il avouë que ce terme d'*infame* lui est échappé, & qu'il devoit mettre coupable de quelques crimes secrets ; & encore ne veut-il pas qu'on entende par là que l'état Episcopal ne demande pas une grande innocence, & une grande perfection, mais seulement qu'il n'est pas absolument nécessaire, afin qu'une consécration d'Evêque soit valide, que le sujet soit en état d'innocence. Il fait des protestations qu'il n'a point prétendu diminuer la dignité, la puissance & la sainteté des Evêques, & qu'au contraire son dessein a été de l'élever ; qu'il honore & qu'il respecte aussi le Clergé Seculier ; & qu'il n'a point prétendu que ce qu'il a dit en faveur du Clergé Regulier, fut au mépris du Seculier. Le Pere Cellot donna cette déclaration signée de lui, le 22 de Mai 1641, qui devint aussi-tôt publique, & évita par ce moien la Censure que la Faculté alloit faire de son Ouvrage.

Le Livre du Pere Cellot ne fut pas mieux reçu à Rome qu'en France : il y fut mis à l'Index des Livres défendus, jusqu'à ce qu'il fut corrigé par un Decret de la Congregation du 22 de Janvier 1642. Enfin l'Assemblée du Clergé de France qui se tenoit à Mante, condamna cet Ouvrage le 12 d'Avril, comme contenant une doctrine nouvelle, téméraire, fausse, pernicieuse, séditieuse, tendante à diminuer l'autorité du Saint Siege, capable de causer des schismes, d'introduire dans l'Eglise des dissensions, de soulever des inferieurs contre les superieurs, de confondre la Hierarchie, de renverser l'ordre & la discipline établis dans l'Eglise par Jesus-Christ, & par les anciens Canons que l'Auteur n'entend point,

point, & expose au mépris les nouveaux par
des Propositions erronées, absurdes, & fausses Louis
Cellot.
qu'il avance. Le Clergé remercia aussi le Pape
de ce qu'il avoit aussi condamné le Livre du
Pere Cellot, & en demanda la suppression au
Roi. L'Assemblée avoit déjà ordonné l'année
précédente que le Livre de Petrus Aurelius se-
roit imprimé de nouveau aux dépens du Cler-
gé, comme pouvant servir de réponse à celui
du Pere Cellot, jusqu'à ce qu'on en eût fait
d'autres. M. Hallier fut chargé de le refuter,
ce qu'il fit par un Traité de la Hierarchie Eccle-
siastique, qui parut en 1646. Le Pere Cellot
opposa à cet Ouvrage un Ecrit qu'il intitula :
*Les Heures subsidives pour bien entendre le Trai-
té de la Hierarchie de François Hallier.* Il y sou-
tint les mêmes sentimens qu'il avoit avancés
dans le Livre de la Hierarchie, & fit un récit
tel qu'il voulut de l'Histoire de sa retractation,
voulant persuader qu'il ne l'avoit pas faite pour
rien corriger de ce qu'il avoit écrit. Ce fut ce
qui obligea la Faculté de Theologie de Paris,
de publier en 1648 la declaration qu'il avoit
donnée pour faire voir qu'il n'avoit pas rappor-
té sincèrement la chose, & que l'on en avoit
usé avec beaucoup de charité à son égard, en
substituant une Conference amiable à un juge-
ment, & en donnant le nom de Declaration à
un Acte, dans lequel le Pere Cellot revoquoit
ouvertement des sentimens qu'il avoit soutenus,
& des Propositions qu'il avoit avancées. Quelque
temps après que ses Heures subsidives furent pu-
bliées, on vit paroître un Ecrit intitulé : *Apolo-
gie de Louis Cellot*, en trois Livres, adressée au
Hist. Ec. du 17. Sièc. Tome I. V u

*Louis
Cellot.*

674 HISTOIRE ECCLESIASTIQUE

Pere Cellot même, faite par M. Hamon docteur en Medecine de la Faculté de Paris, qui est une Satyre tres-fine du Pere Cellot; car l'Auteur, sous prétexte de le défendre, le raille continuellement, & tourne ses maximes & ses réponses en ridicule. Cet Ouvrage est d'un nouveau tour, tres-bien écrit en Latin, & composé avec beaucoup d'art & d'esprit, plein de pensées ingénieuses, & de citations d'Auteurs Ecclesiastiques & Prophanes, employées fort à propos. Le Pere Cellot écrivoit aussi fort bien, & avoit de la lecture & de l'érudition; mais il s'étoit formé un Systême de la Hierarchie, qui ne convient point à l'idée qu'en a l'Eglise; & son feu lui avoit fait avancer plusieurs choses inconsidérément. Il a encore donné au Public une Histoire de Gothecalque, le Concile de Douzy, & quelques autres Opuscules des Auteurs du moien âge.

Fin du premier Tome.



**DO NOT REMO
OR
MUTILATE CA**